

# INTRODUCTION

La réforme des finances locales est au cœur de la réflexion sur le renouveau de la décentralisation engagée par le Gouvernement.

L'expérience de vingt années de décentralisation a démontré que les principes définis au début des années 1980 et poursuivis depuis lors, ainsi que les outils de financement mis en place à cette occasion, ont contribué au succès de la décentralisation.

Ces vingt années n'en ont pas moins connu des mutations considérables qui ont modifié l'environnement juridique et financier des collectivités locales.

L'intercommunalité sous forme de groupements à fiscalité propre a connu un essor considérable grâce à la loi sur l'administration territoriale de la République de 1992, relancé par la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale. Ainsi, la population regroupée dans ces structures est passé de 16 millions d'habitants en 1993 à 47 millions d'habitants en 2002. En leur sein, le pourcentage des groupements à taxe professionnelle unique progresse régulièrement. La création des communautés d'agglomération par la loi du 12 juillet 1999 a fortement accéléré cette évolution puisque près de la moitié du produit de la taxe professionnelle est désormais gérée par ces structures.

Par ailleurs, les compétences des collectivités locales ont évolué, souvent dans des domaines où leur responsabilité est étroitement imbriquée à celle de l'Etat : c'est le cas pour la gestion du revenu minimum d'insertion (RMI), de la gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), ou encore, dans des domaines très différents, la gestion du réseau des trains express régionaux (TER), ou des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

L'environnement financier des collectivités locales a été modifié enfin par le développement de politiques contractuelles, notamment pour la mise en œuvre des contrats de plan ou pour la gestion des fonds structurels européens.

Dans ce contexte, la bonne santé globale des finances des collectivités locales en France a été un atout fondamental dans la réussite et l'adaptation des politiques publiques.

L'évolution de leurs ressources a permis aux collectivités locales de financer sans dégradation de leur autofinancement et de leurs ratios d'endettement les dépenses nécessaires à leurs missions de service public et d'assurer les deux-tiers de l'investissement public. Les administrations publiques locales dégagent depuis 1996 une capacité de financement positive leur permettant de se désendetter et d'aborder aujourd'hui dans leur ensemble l'avenir avec une situation financière saine. Le gouvernement, en mettant en place le contrat de solidarité et de croissance, a contribué significativement à cette amélioration en accompagnant les importants efforts de gestion des collectivités locales.

Pour autant, cette situation globalement favorable recouvre de fortes disparités de ressources entre collectivités, tant fiscales que budgétaires, accentuées par le nombre très élevé en France de structures locales bénéficiant d'un pouvoir fiscal, tandis que les dotations de l'Etat, malgré la progression des dotations de péréquation ces dernières années, corrigent imparfaitement ces écarts de richesses.

Ces inégalités territoriales, dont le récent rapport du Commissariat général du plan a rappelé l'importance, doivent être réduites ; c'est un enjeu majeur de la politique d'aménagement du territoire, mais aussi de la politique de la ville. C'est surtout un enjeu d'équité pour tous les citoyens, qui doivent pouvoir bénéficier d'un égal accès aux services publics de proximité.

Par ailleurs, l'assiette de la fiscalité locale fait l'objet de vives critiques depuis de nombreuses années. En effet, celle-ci est constituée principalement de valeurs locatives qui n'ont pas été révisées depuis 1970 et peut paraître de plus en plus éloignée de la réalité.

Dans ce contexte, la réflexion sur la réforme de la fiscalité locale et des dotations de l'Etat aux collectivités locales, étroitement complémentaires, doit être menée dans le cadre d'objectifs clairement définis. Ces objectifs doivent concilier les exigences propres aux citoyens, aux collectivités locales mais aussi de l'Etat.

Pour les citoyens, il est nécessaire de rechercher une plus grande lisibilité et une plus grande équité de leur contribution à la couverture des charges publiques locales en rapport avec leur capacité contributive et le niveau de service rendu. Cette exigence démocratique renvoie aux questions relatives à l'assiette et aux taux de la fiscalité locale ainsi qu'à l'efficacité des mécanismes de péréquation corrigeant les disparités de richesse des collectivités.

Pour les collectivités locales, les ressources fiscales et budgétaires constituent l'essentiel de leurs budgets. Pour celles-ci, il est nécessaire de conserver la maîtrise du financement des missions de service public qui leur incombent. Une certaine stabilité des ressources tant fiscales que budgétaires apparaît indispensable, en particulier pour que les collectivités locales puissent programmer dans de bonnes conditions le financement de leurs investissements, ce qui nécessite de pouvoir prévoir dans la durée les marges d'autofinancement dont la collectivité peut disposer.

Par ailleurs, un relèvement sensible du niveau de ressources est indispensable pour les communes dont la situation actuelle ne permet pas de financer les charges spécifiques liées aux difficultés, notamment sociales, auxquelles elles sont confrontées. Pour ces collectivités, une augmentation de leurs ressources au titre de la péréquation doit être combinée avec des financements spécifiques dans le cadre des politiques de réhabilitation urbaine.

Pour l'Etat, la réforme des finances locales doit être compatible avec les objectifs de maîtrise des prélèvements obligatoires et de retour à l'équilibre des finances publiques qui s'imposent à lui, ainsi qu'avec la recherche d'un développement équilibré du territoire.

Enfin, c'est à l'Etat qu'il incombe, dans le cadre de sa politique économique et sociale, de veiller à la répartition de la charge des prélèvements obligatoires entre ménages et entreprises, et à la compétitivité de l'économie, en prenant en compte l'évolution à la fois des impôts nationaux et des impôts locaux.

\* \* \* \* \*

Ces réflexions ont conduit le Gouvernement à transmettre aux élus une note d'orientation sur la réforme des finances locales en juillet 2001, esquissant certaines pistes d'amélioration de la fiscalité locale et des concours de l'Etat aux collectivités locales.

Sur ces bases, un débat de plusieurs mois s'est engagé avec les élus. Dans son avis rendu le 20 octobre 2001, le Comité des Finances Locales a souhaité que plusieurs travaux d'expertise soient approfondis sur certains axes de réforme.

Le présent rapport analyse les différentes évolutions possibles au regard des trois principes énoncés ci-dessus. Il ne prétend ni explorer la totalité des facettes d'une matière complexe, ni livrer, à ce stade du débat, de solutions à toutes les critiques, positives ou négatives, adressées à l'architecture actuelle du financement des collectivités locales. Son objet est de présenter des simulations et des analyses sur l'ensemble des suggestions déjà formulées dans le débat public. Mis à la disposition du Parlement, il a vocation à contribuer aux projets et aux débats démocratiques.

Ce rapport présente un examen indispensable de tous les aspects, favorables comme défavorables, de solutions de réforme. C'est un paradoxe bien connu et souvent vérifié que les finances locales sont complexes, présentent des défauts et appellent des réformes mais que celles-ci, par leurs effets indésirables, les bouleversements qu'elles entraîneraient ou les accompagnements qu'elles nécessiteraient ne s'imposent jamais comme des évidences.

Cela étant, les pistes examinées dans le rapport doivent être appréciées dans leurs combinaisons, qui seraient parfois susceptibles de résoudre ou pallier les inconvénients propres à chacune d'elle.

Sur le plan fiscal, il distingue une première catégorie de mesures modifiant la structure de la fiscalité locale, soit qu'elles modifient l'affectation des impôts locaux existants entre niveaux de collectivités locales, soit qu'elles font appel à de nouvelles ressources fiscales. Une seconde catégorie de mesures s'insère dans l'architecture actuelle de la fiscalité locale tout en s'efforçant de la rendre plus juste, soit en modifiant l'assiette des impôts existants, soit en proposant des aménagements sur les bases d'imposition ou les règles de détermination des taux d'imposition.

Sur le plan budgétaire, le rapport présente les voies d'une réforme des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales permettant de tenir davantage compte de la situation réelle de chaque collectivité tout en assurant une prévisibilité de leurs ressources. Il propose ainsi une plus grande globalisation des concours financiers de l'Etat de nature à dégager des ressources supplémentaires en faveur de la péréquation dans le cadre de règles d'évolution compatibles avec l'objectif de retour à l'équilibre des finances publiques.

## CHAPITRE 1

### LE SYSTEME DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES EST MARQUE PAR UNE GRANDE COMPLEXITE ET DES SITUATIONS CONTRASTEES

#### SECTION 1. LA SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES EST GLOBALEMENT SATISFAISANTE

Les ressources des collectivités locales proviennent pour plus de la moitié des recettes fiscales et pour un tiers environ de transferts de l'Etat et des autres administrations publiques, le solde provenant de diverses recettes, telles que les revenus du domaine, les tarifs des services locaux ou les intérêts perçus.

(en Mds€)	Montant 2000	Répartition
Total ressources	141,7	100 %
<b>Ressources fiscales</b>	<b>72,9</b>	<b>51,4 %</b>
Dont recouvrements	59,8	42,2 %
Dont part supportée par l'Etat	13,0	9,2 %
<b>Transferts</b>	<b>40,3</b>	<b>28,4 %</b>
Dont fonctionnement	32,9	23,2 %
Dont investissement	7,4	5,2 %
<b>Autres ressources propres</b>	<b>28,5</b>	<b>20,2%</b>

Les administrations publiques locales dégagent depuis 1996, en termes de comptabilité nationale, une « capacité de financement » qui représente, selon les exercices, de 0,1% à 0,4% (0,3% en 2000) du Produit Intérieur Brut (PIB). Elles participent ainsi activement à la réduction du déficit public, celui-ci atteignant encore en France -1,4% du PIB en 2000. Cette situation favorable contraste avec celle de l'Etat, qui connaît encore une situation déficitaire.

Ce faisant, cette situation conforte le rôle des collectivités locales en tant qu'investisseur public, qui reste prépondérant : la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) avoisine les 29 milliards d'euros en 2000 (plus de quatre fois celle de l'Etat) et représente 68% du total de la FBCF des administrations publiques. En outre, cette bonne situation intervient alors même que les collectivités locales ont dû s'adapter ces dernières années aux multiples évolutions de leur environnement.

Cette bonne situation financière globale résulte de plusieurs facteurs :

#### 1 – Une baisse de l'endettement

Une modification importante du comportement d'endettement des collectivités locales se confirme depuis quelques années. Alors que les collectivités locales avaient consenti un très important effort d'équipement à la suite des lois de décentralisation, reposant notamment sur un recours massif à l'emprunt favorisé pendant un certain temps par des « taux réels négatifs », l'alourdissement de la charge de la dette consécutif à la désinflation puis le ralentissement économique du milieu des années 1990 ont conduit les collectivités locales à une gestion active de leur dette et à restreindre leurs programmes d'investissement.

La réduction de la charge de la dette résultant de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution des emprunts nouveaux a contribué au rétablissement de la situation financière des collectivités locales entretenant un cercle vertueux de désendettement du fait de la croissance de l'autofinancement. Depuis 1997, on assiste à une baisse constante du niveau de l'endettement local, la dette des collectivités locales atteignant ainsi 7,4 % du PIB en 2000 contre 8,9 % en 1995. Cette évolution permet aux collectivités locales de financer la reprise de leur effort d'équipement en faisant davantage appel à leurs fonds propres.

## **2 – Un effort de maîtrise de l'évolution des charges courantes**

Les dépenses de fonctionnement, hors intérêts de la dette, atteignent en 2000 75,4 milliards d'euros, et leur progression annuelle oscille entre 2 et 3% selon les exercices, témoignant d'un ralentissement de leur croissance en dépit de l'émergence de besoins nouveaux, en particulier en matière d'action sociale, de santé et en matière scolaire. Les charges dans les domaines correspondant à des transferts de compétences semblent maintenant maîtrisées<sup>1</sup>.

La charge des intérêts de la dette a décliné depuis 1994, pour retrouver en 2000 le niveau de 1985 en francs courants.

En revanche, les frais de personnel tirent toujours à la hausse l'évolution des dépenses courantes (+ 4 à + 6% par an), sous l'effet, notamment, des créations d'emplois, du GVT (glissement vieillesse-technicité), de la hausse du taux de cotisation à la CNRACL, des accords salariaux de la fonction publique, des contrats emploi-solidarité et de la mise en place des emplois-jeunes. En 2000, les administrations publiques locales ont consacré 40,1 milliards d'euros à la rémunération de 1 433 000 salariés.

## **3 – Une progression dynamique de leurs recettes courantes**

Les collectivités locales profitent d'évolutions favorables des concours financiers de l'Etat (qui représentent environ le tiers de leurs ressources totales), grâce à des modes d'indexation qui reflètent la meilleure santé économique du pays et grâce à des abondements exceptionnels de l'Etat. Les concours de l'Etat, qui atteignent plus de 56,3 milliards d'euros en 2002, ont ainsi progressé, à périmètre constant, de 1,3% par an en volume en moyenne ces dernières années, la dotation globale de fonctionnement ayant progressé de 1,5% par an en volume depuis 1997.

Le surplus pour les collectivités locales du contrat de croissance et de solidarité résultant de la prise en compte d'une fraction de la croissance économique pour l'évolution de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités locales et des abondements exceptionnels est, en 2002, de plus de 3 milliards d'euros depuis 1999. Ce faisant, la progression des concours de l'Etat aux collectivités locales a été très supérieure à celle des dépenses de l'Etat (+0,4% par an en volume depuis 1997).

Les recettes fiscales, qui représentent environ la moitié des ressources totales des collectivités locales, connaissent également une croissance significative. Alors que le rendement de la fiscalité indirecte, dont bénéficient principalement les départements et les régions, s'avère fortement fluctuant du fait d'assiettes dépendantes de l'activité économique<sup>2</sup>, le rendement de la fiscalité directe, assise sur des variables de stocks, s'avère beaucoup plus stable. De fait, pendant longtemps, le mauvais rendement de la fiscalité indirecte a été compensé par un recours supplémentaire à l'impôt direct, dont le produit a crû rapidement jusqu'en 1994.

Après une période de hausse significative des taux, les collectivités locales ont limité la progression de la pression fiscale, à compter du milieu des années 1990, malgré le ralentissement de la croissance des bases d'imposition constaté à cette époque, et qui a touché d'abord la taxe professionnelle, puis les impôts sur les ménages.

Ce phénomène s'est encore amplifié depuis 1998, l'évolution moyenne annuelle des taux d'imposition des quatre impôts directs locaux étant comprise entre -0,6% (foncier non bâti) et +1,7% (foncier bâti) entre 1995 et 2000. Ainsi, en 2000, l'ensemble des communes et de leurs groupements ont légèrement baissé leurs taux de taxe d'habitation, de foncier bâti et de taxe professionnelle.

Ce sont dorénavant les bases d'imposition, dont l'évolution reste soutenue, qui assurent l'essentiel de la progression des impôts directs locaux. Cette dynamique des bases connaît quelques différences selon

---

<sup>1</sup> À titre indicatif, le coût de l'aide sociale atteint 14 milliards d'euros en 2001, la charge des collèges 3,2, celle des lycées 3,1 et la formation professionnelle continue et l'apprentissage 2,4.

<sup>2</sup> Droits de mutation, droits sur les cartes grises, taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

les impôts : en moyenne annuelle depuis 1995, elle s'établit à +0,4% pour le foncier non bâti, +1,6% pour la taxe professionnelle, +3,0% pour la taxe d'habitation et +3,5% pour le foncier bâti. En termes de produit, l'évolution moyenne depuis 1995 s'établit en volume, compensations incluses, à +3,5%.

Au total, la part des prélèvements obligatoires des administrations publiques locales a été ramenée de 5,7% du PIB en 1996 à 5,2% en 2000 sur un niveau global de prélèvements obligatoires de 45,2%.

L'allègement de la pression fiscale locale résulte également des importantes mesures décidées par le législateur depuis 1999 (cf. ci-dessous).

#### **4 – Ces évolutions ont permis aux collectivités locales de reconstituer leur capacité d'épargne**

L'évolution ralentie des dépenses courantes, le resserrement des dépenses d'investissement pendant plusieurs années, la progression favorable des concours financiers de l'État et la croissance des impôts locaux résultant de l'augmentation des bases d'imposition, ont permis aux collectivités locales de restaurer leur marge de manœuvre financière.

En conséquence, l'épargne n'a cessé de croître depuis 1996, les ressources ainsi dégagées étant consacrées en priorité au désendettement qui allège en retour la charge des intérêts de la dette entretenant ainsi le cercle vertueux d'amélioration de la situation financière des collectivités locales. L'épargne a atteint un niveau tel qu'il rejoint à partir de 1997 celui des dépenses d'équipement, soit près de 19 milliards d'euros. Ce niveau d'épargne permet de soutenir la reprise de l'effort d'équipement sensible depuis 1998, après plusieurs années d'atonie (et de recul entre 1993 et 1996). Ainsi, les dépenses d'équipement des collectivités locales devraient croître de 5% en 2001<sup>3</sup> après une croissance de 11% en 2000, sans toutefois que cette reprise ne dégrade le niveau d'épargne.

Les deux tableaux suivants mettent en évidence ces évolutions.

Évolution des dépenses d'équipement des communes en volume

---

<sup>3</sup> Données encore provisoires.

C'est en 1998 que se situe la reprise de l'effort d'équipement des communes et des départements, les régions, quant à elles, restant sur une certaine réserve jusqu'en 1999.

Les communes ont en effet accru leurs investissements directs de plus de 12% en 1998, et les départements, de 5%. De plus, les groupements de communes à fiscalité propre, qui constituent un véritable relais de l'investissement communal, participent pleinement à cette relance avec une progression de 28% de leurs dépenses d'équipement.

L'année 1999, en revanche, a présenté des réalisations plus modestes pour les collectivités territoriales, avant un rebond en 2000, cet exercice étant marqué par une très forte poussée de l'investissement local : +13% pour l'ensemble des collectivités territoriales.

## **SECTION 2. CETTE SITUATION RESTE MARQUEE PAR DE FORTES INEGALITES DUES A LA STRUCTURE DE LA FISCALITE LOCALE.**

### **I. Les inégalités entre collectivités locales sont importantes**

La situation financière des collectivités locales est très hétérogène, marquée par de grandes inégalités de richesse fiscale très partiellement corrigées par les dotations de péréquation de l'Etat, en forte progression ces dernières années mais insuffisamment péréquatrices.

Le produit des impôts demeure très inégalement réparti entre collectivités. Ainsi, en 2000, 10 % des communes ont représenté près de 90 % des bases de taxe professionnelle

#### **A – La disparité des bases et des produits est importante**

##### **➤ Les bases sont inégalement réparties**

La répartition des bases fiscales sur le territoire national est hétérogène, particulièrement pour la taxe professionnelle. Ainsi, 5 % des collectivités locales représentant environ 1 800 communes constituent près de 80 % des bases de taxe professionnelle (cf. annexe 1.1). Ceci se traduit par des écarts très sensibles de potentiel fiscal entre communes, le potentiel fiscal par habitant variant dans une proportion de 1 à 14 en 2000 (de 1 723 € à 24 146 €). Ensuite, viennent dans l'ordre d'inégalité décroissante, la taxe sur le foncier non bâti, sur le foncier bâti et la taxe d'habitation.

Les communes de moins de dix mille habitants présentent de plus grandes disparités de bases entre-elles que les grandes communes. Les disparités en milieu rural sont plus accusées qu'en milieu urbain.

Ces écarts de richesse s'accroissent avec la prise en compte des recettes provenant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour les collectivités qui la perçoivent. Les communes de 15 régions de métropole et celles d'outre-mer ont des potentiels fiscaux de taxes ménages plus dispersés avec la prise en compte de la TEOM que sans celle-ci.

##### **➤ La disparité des produits est accentuée par l'hétérogénéité des taux votés**

La disparité de richesse en matière de fiscalité directe est encore accrue par la disparité des taux votés au sein d'un même niveau de collectivité locale.

A chaque niveau de collectivité, les écarts de richesse fiscale sont beaucoup plus forts pour les produits que pour les bases.

Ainsi, 10 % des communes ont perçu en 2000 plus de 92,7 % du produit national de taxe professionnelle, 36 communes en percevant à elles seules 26,9 %. A l'inverse, 80 % des communes n'ont perçu que 2,8 % de ce produit.

Les taux d'impositions élevés ne corrigent donc pas l'effet d'une répartition inégale des bases d'imposition. Cette situation doit toutefois être évaluée avec prudence compte tenu des différences de situations entre collectivités : caractère urbain ou non de la collectivité, appartenance ou non à des organismes de regroupement de coopération intercommunal par exemple.

Pour les communes de moins de 3 500 habitants, les taux votés pour la taxe d'habitation et le foncier bâti aggravent les inégalités entre communes. Le constat est identique pour l'ensemble des quatre taxes, pour toutes les communes de moins de 500 habitants.

En revanche, les compensations ont tendance à réduire les inégalités. En effet, quelles que soient la collectivité concernée et la taxe considérée, le fait d'ajouter les allocations compensatrices aux produits ou aux potentiels fiscaux réduit sensiblement les écarts entre les collectivités. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les compensations reflètent une situation historique alors même que les inégalités fiscales ont eu tendance à s'accroître, mais aussi en raison de la mise en place, en 1999, du dispositif de modulation des baisses de DCTP en faveur des collectivités défavorisées.

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) reproduisent cette situation. Ainsi, en 2000, 10 % d'entre eux ont perçu près de 90,9 % du produit national de taxe professionnelle, 2 % en percevant à eux seuls plus de 31%. A l'inverse, 80 % des EPCI n'ont perçu que 4,5 % de ce produit.

Tout en restant marqués par de fortes inégalités, les niveaux départementaux et régionaux révèlent une meilleure répartition du produit de taxe professionnelle. En 2000, 80 % des départements ont bénéficié de 50 % du produit de cet impôt, 10 % d'entre eux en percevant toutefois plus de 30 %.

84 % des régions ont bénéficié en 2000 de 54 % du produit total, 5 régions en percevant toutefois plus de 45% et 2 régions près du quart. A l'inverse, 11 régions n'ont représenté que 13,8 % de ce produit.

Au total, les différences de recettes fiscales sont loin de correspondre aux différences de charges qui s'imposent aux collectivités locales.

Cela étant, les disparités de répartition de la matière fiscale sont moins prononcées s'agissant de la fiscalité locale que pour d'autres impôts, comme le fait apparaître le tableau ci-dessous.

	Produit 1999 (en M€)	Impôt moyen par habitant		Rapport entre les 2 moyennes
		Moyenne par habitant des 5 plus faibles <sup>(4)</sup> (en €)	Moyenne par habitant des 5 plus élevés <sup>(5)</sup> (en €)	
<b>Les quatre taxes directe locales : (TH, TP, et TF)</b>	en émissions			
	52 640	504	1 257	2,5
IR <sup>(1)</sup>	49 079	396	1 925	4,9
IS <sup>(2)</sup>	40 879	<b>124</b>	2 958	23,9
TVA <sup>(3)</sup>	87 771	241	4 932	20,5
Taxe sur les salaires	7 304	37	326	8,9
Droits de mutation à titre gratuit (successions et donations)	6 582	25	364	14,7
ISF	1 943	5	159	29,0

Source : recouvrements et émissions DGI 1999

(1) : IR en émissions sur le titre courant – IR recouvré en 1999 : 50 860 M€

(2) : IS brut y compris contributions et IFA ; hors IS sur rôles – IS brut total : 43 860 M€

(3) : TVA nette recouvrée par la DGI (hors TVA DGDDI) – TVA brute totale 128 278 M€

(4) : Produit moyen par habitant des 5 départements ayant les produits moyens par habitant les plus faibles

(5) : Produit moyen par habitant des 5 départements ayant les produits moyens par habitant les plus élevés.

## B - La péréquation des ressources reste limitée

Les péréquations fiscales existantes instituent un partage limité à la seule taxe professionnelle entre communes de manière horizontale au niveau départemental (fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)), au niveau régional pour les communes de la région Ile-de-France (Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF)), et de manière verticale au niveau national (Fonds national de la taxe professionnelle (FNPTP)).

Dans ce cadre, les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), créés par la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975, constituent la principale péréquation horizontale et la seule péréquation décentralisée. Leur produit représente près de 20% du total des dotations de péréquation versés aux communes et aux groupements en 1998 par l'Etat<sup>4</sup>.

Ces fonds visent à redistribuer dans le cadre départemental ou, le cas échéant, interdépartemental les ressources provenant de l'écrêtement des bases communales (ainsi que celles de certains groupements à fiscalité propre) de taxe professionnelle d'établissements exceptionnels<sup>5</sup>. Les ressources du FDPTP sont redistribuées par les Conseils généraux aux communes dites « concernées » et à celles dites « défavorisées », après affectation de la part revenant aux communes concernées.

<sup>4</sup> Outre les FDPTP, sont pris en compte la dotation de solidarité urbaine, la dotation de solidarité rurale, le fonds national de péréquation, la dotation de développement rural et la part péréquatrice de la dotation des groupements.

<sup>5</sup> Les établissements exceptionnels sont ceux dont les bases de taxe professionnelle par habitant dépassent 2 fois la moyenne constatée au niveau national.

Le produit total écarté en 2000 s'est élevé à 561 M€, dont 411,6 M€ au titre des bases communales, représentant 3,67% de la taxe professionnelle perçue par les communes et les EPCI. Selon le rapport mené sous l'égide du Commissariat général du plan sur la péréquation, les FDPTP réduiraient de 8,5% les écarts de richesse entre les collectivités.

L'alimentation du fonds s'est révélée particulièrement dynamique au cours des dernières années puisque, à titre d'exemple, le total des produits écartés sur les bases communales ne s'élevait en 1993 qu'à 309,5 M€, soit une progression en 1993 et 2000 de 33%. Ces montants ont toutefois suivi l'évolution des recettes de taxe professionnelle, représentant ainsi un pourcentage stable de ces dernières (3,5%).

Pour sa part, la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle, due par les entreprises situées dans les communes où le taux global de taxe professionnelle est inférieur aux taux moyen national de l'année précédente (art. 1648 D du CGI) a rapporté un produit de 783 M€ en 2000, soulignant un rythme particulièrement dynamique depuis 1990.

## **II. La fiscalité locale ne satisfait qu'imparfaitement l'exigence de justice fiscale.**

### **A – Une assiette vieillie et insuffisamment équitable**

#### **➤ Le calcul de la valeur locative a vieilli**

L'assiette de l'impôt local a vieilli, la dernière révision effectivement mise en œuvre datant de 1970 pour le foncier bâti et de 1961 pour le foncier non bâti. Par ailleurs, la révision conduite en 1990 - décidée à la suite de l'échec d'une procédure d'actualisation abandonnée en 1987 - n'a pas été intégrée dans les rôles d'imposition compte tenu des transferts de charge particulièrement sensibles qu'elle impliquait. Malgré les mesures transitoires envisagées, l'importance de ces transferts a jusqu'à présent conduit à différer l'application de la révision.

#### **➤ L'assiette de la taxe professionnelle a provoqué un important débat, qui a conduit à la suppression de la part « salaires ».**

La réforme de la taxe professionnelle qui arrivera à son terme en 2003 a déjà permis à plus d'un million d'établissements de bénéficier de la suppression totale de la part salariale. En 2001, le montant total des compensations versées aux collectivités locales au titre de la suppression de la part salariale s'est élevé à 5,3 Mds€ et devrait être porté à 7,8 Mds€ en 2002 (contre 3,5 Mds€ en 2000).

#### **➤ La taxe d'habitation prend de plus en plus en compte la situation des ménages à faibles revenus.**

Près de 12 millions de contribuables ont bénéficié en 2000 d'une exonération, d'un dégrèvement total ou d'un allègement de leur cotisation de taxe d'habitation. La simplification et l'extension du régime des dégrèvements adoptées dans la première loi de finances rectificative pour 2000 ont permis de dégrever totalement de taxe d'habitation plus d'un million de contribuables supplémentaires.

### **B – L'Etat est conduit à multiplier les allègements sous forme de dégrèvements ou d'exonérations**

Ces mesures ont visé à la fois l'allègement des prélèvements obligatoires, la recherche d'une meilleure équité ainsi qu'une plus grande efficacité économique.

Les difficultés inhérentes à l'adoption d'assiettes révisées ou différentes, notamment s'agissant de leurs conséquences en matière de transferts de charges entre contribuables et de ressources entre collectivités et les contraintes de territorialité qui caractérisent l'impôt local, ont conduit à développer des mécanismes d'allègement général, de réduction de bases, de dégrèvement ou de réduction de cotisation calculées en fonction de critères de revenu, notamment pour la taxe d'habitation et la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Le législateur est ainsi intervenu à plusieurs reprises depuis 1999 pour alléger la charge fiscale des contribuables. Ainsi ont été successivement adoptés : la suppression progressive de la part « salaires » des bases d'imposition à la taxe professionnelle, la suppression de la taxe additionnelle régionale aux droits de mutation, introduites par la loi de finances pour 1999, la réduction des droits de mutation pour les départements, la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation et le réaménagement de ses dégrèvements en loi de finances rectificative pour 2000, la suppression de la vignette des particuliers en loi de finances pour 2001, le dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les redevables âgés et disposant de revenus modestes en loi de finances pour 2001 (complété en loi de finances pour 2002).

L'ensemble de ces allègements fiscaux ont modifié en profondeur la structure des recettes des collectivités locales, pour un coût croissant pour les finances publiques.

#### ➤ **Un coût croissant pour les finances publiques**

L'Etat est aujourd'hui le premier contributeur de la fiscalité des collectivités locales.

En 2000, près de 26 % de la fiscalité directe locale sont pris en charge par l'Etat. Sur un total de 62,3 Mds€ perçus par les collectivités locales au titre des quatre taxes, 45,9 sont directement payés par les contribuables et 16,4 sont à la charge de l'Etat, que ce soit au titre des dégrèvements ou des compensations d'exonérations.

### **SECTION 3. LES CONCOURS DE L'ETAT SE CARACTERISENT PAR UNE GRANDE COMPLEXITE ET PAR UNE REPARTITION INSUFFISAMMENT PEREQUATRICE TANDIS QUE L'ESSOR DE L'INTERCOMMUNALITE PLAIDE POUR UN AMENAGEMENT DES REGLES DE REPARTITION.**

Les règles d'évolution et de répartition des concours financiers de l'Etat ont vocation à garantir aux collectivités locales une relative stabilité de leurs budgets tout en opérant une péréquation entre elles afin de réduire les disparités de richesse fiscale. Pour autant, en dépit d'une forte progression de ces concours ces dernières années (+1,3% par an en moyenne en volume à structure constante depuis 1997 contre +0,4% pour les dépenses de l'Etat), leurs modes de répartition ne permettent d'assurer que de plus en plus difficilement le financement de l'ensemble des besoins, qu'il s'agisse de la péréquation ou de l'intercommunalité. En outre, la multiplicité des objectifs poursuivis et l'accumulation des réformes partielles sans refonte d'ensemble ont conduit, au fil des ans, à rendre peu lisible le dispositif de dotations.

#### **I. La faible lisibilité du dispositif de dotations résulte de la multiplicité des objectifs poursuivis et de l'accumulation des réformes partielles sans refonte d'ensemble**

##### **A – Le dispositif de dotations est devenu complexe et peu lisible**

Les facteurs de complexité sont divers : d'une part, les circuits de financement apparaissent imbriqués et rendent délicat le suivi des crédits tandis que les règles de calcul des dotations sont parfois difficiles à appréhender ; d'autre part, les critères pris en compte pour la répartition des dotations sont nombreux et leur simplicité n'est qu'apparente.

➤ **La complexité des circuits financiers et des règles de calcul des dotations** est un premier aspect du manque de lisibilité des dotations de l'Etat. Tel est notamment le cas de la dotation

globale de fonctionnement (DGF), qui est répartie en différentes parts ayant chacune leurs règles d'évolution et de répartition. Au sein de la part allouée aux départements, la masse est répartie entre trois composantes (dotation forfaitaire, dotation impôts ménages et dotation potentiel fiscal), complétées par un mécanisme de garantie et par un mécanisme de redistribution entre départements financé pour partie par un prélèvement sur la masse totale et pour partie par un prélèvement sur les départements les plus favorisés (dotation de fonctionnement minimal et majoration).

Au sein de la part allouée aux communes et à leurs groupements, la répartition des masses conduit tout d'abord à financer la dotation forfaitaire des communes, le solde constituant la dotation d'aménagement elle-même composée de la dotation des groupements et des dotations de péréquation communales (dotation de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale). Enfin, la dotation des groupements est elle-même constituée d'autant de dotations différentes qu'il y a de catégories de groupements à fiscalité propre, soit six au total, les règles de répartition faisant intervenir pour chaque catégorie une dotation de base (15 % de l'enveloppe de la catégorie) et une dotation de péréquation (85 % de l'enveloppe), ainsi que plusieurs mécanismes de garanties et d'écêtements destinés à modérer les fluctuations annuelles des attributions. Les dotations de péréquation communales constituent le solde de la dotation d'aménagement après financement de l'intercommunalité, et se répartissent entre la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale elle-même composée de deux fractions (« bourgs-centres » et « péréquation »).

La complexité de la répartition de la DGF s'est doublée en 2000, 2001 et 2002, de la prise en compte par tiers des variations de population constatées à l'issue du recensement général de la population de 1999, ainsi que de la mise en œuvre d'un transfert financier de la dotation forfaitaire des communes vers la DGF des départements en parallèle de la suppression, en application de la loi du 27 juillet 1999 relative à la couverture maladie universelle, des contingents communaux d'aide sociale (CCAS).

Ce mécanisme complexe de répartition se retrouve dans le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) et dans le Fonds national de péréquation (FNP) : alimenté par une partie du produit de la cotisation nationale de péréquation et de la fiscalité locale de France Télécom et de La Poste ainsi que par deux concours financiers de l'Etat, le FNPTP finance la dotation de développement rural des EPCI (DDR) et divers mécanismes de garantie de pertes de ressources (pertes de base de taxe professionnelle et baisses de DCTP des communes et groupements défavorisés). Son solde alimente le FNP, lequel, complété par une dotation budgétaire de l'Etat, finance principalement des attributions pour les communes à faible potentiel fiscal.

➤ **La complexité résulte également de l'instabilité de certaines règles d'indexation et de répartition.** Tel est le cas notamment de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP), mise en place en 1987 afin de regrouper quatre compensations d'allègements de taxe professionnelle<sup>6</sup>. Son indexation initiale sur les recettes fiscales nettes de l'Etat a donné lieu à un premier gel en 1992, afin de financer la mise en place de la DDR, puis à un second gel, partiel, en 1995, afin de financer la mise en place du FNP. Entre temps, a été institué en 1994 un dispositif de réfaction des attributions de DCTP pour les collectivités les plus favorisées<sup>7</sup>.

Depuis 1996, le mode d'indexation de la DCTP a été remanié en profondeur puisqu'à l'indexation sur les recettes fiscales nettes de l'Etat s'est substitué le mécanisme de « l'enveloppe normée » dont la DCTP constitue la variable d'ajustement. Le remplacement du « pacte de stabilité » pour 1996-1998 par le « contrat de croissance et de solidarité » pour 1999-2002 a desserré la contrainte exercée sur la DCTP en raison de la prise en compte dans l'indexation du contrat d'une fraction croissante de la progression du PIB. En outre, dans un souci de péréquation, la mise en place du contrat en 1999 a été accompagnée de l'instauration d'une modulation des baisses de DCTP qui permet aux collectivités défavorisées<sup>8</sup> de bénéficier d'une baisse de DCTP réduite de moitié par

<sup>6</sup> abattement général de 16 % des bases, plafonnement des taux communaux, réduction de la fraction imposable des salaires, réduction pour embauche et investissement.

<sup>7</sup> celles dont les recettes de taxe professionnelle connaissent une progression importante par rapport à 1987.

<sup>8</sup> communes éligibles à la DSU ou bénéficiaires de la fraction « bourgs-centres » de la DSR, départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimal et régions éligibles au Fonds de correction des déséquilibres régionaux.

rapport à la baisse moyenne. Les communes et groupements défavorisés continuent en outre de bénéficier d'une compensation au titre des baisses constatées entre 1998 et 2001, financée par le FNPTP.

Enfin, en application de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, la DCTP a financé en 2000 et 2001 une partie de la dotation d'intercommunalité allouée aux nouvelles communautés d'agglomération. Dans un souci de simplification et de pérennisation du financement de l'intercommunalité, l'intégralité du financement des communautés d'agglomération a toutefois été réintégrée dans la DGF à l'occasion de la loi de finances pour 2002.

La DCTP a ainsi connu sept aménagements successifs en moins de 10 ans, ce qui illustre la complexité des mécanismes mis en œuvre.

➤ **S'agissant des critères de répartition**, le constat de leur éparpillement est désormais largement partagé. Près de cinquante critères sont en pratique pris en compte, sachant que plusieurs de ces critères sont eux-mêmes des grandeurs calculées à partir de plusieurs données de base et nécessitant bien souvent des retraitements parfois lourds. Peu de critères résultent, en effet, de données statistiques directement exploitables à partir des fichiers d'organismes spécialisés tels que l'INSEE. La plupart demande un traitement spécifique. C'est notamment le cas :

- du critère de population, utilisé pour le calcul de la plupart des dotations, et notamment pour la DGF. La population dite « DGF », consiste pour les communes à ajouter à leur population « totale », qui résulte elle-même de l'addition de la population « municipale », de la population « comptée à part » et, en cas de recensement complémentaire, de la population dite « fictive », une population représentative des charges générées par la présence de résidences secondaires occupées seulement une partie de l'année. Cette prise en compte est opérée sur la base forfaitaire d'un habitant par résidence secondaire, soit quatre habitants résidant dans la commune trois mois dans l'année. Depuis la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, il est en outre ajouté à cette population un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil conventionnée au titre de l'aide à la gestion des aires d'accueil, et deux habitants par place de caravane si la commune était éligible l'année précédente à la DSU ou à la fraction « bourgs-centres » de la DSR.

- du critère du nombre d'élèves par commune, pris en compte pour la répartition de la fraction « péréquation » de la DSR. Pour une commune donnée, ce nombre n'est ainsi pas le nombre d'élèves scolarisés dans la commune, mais le nombre d'élèves domiciliés dans la commune, quel que soit le lieu de leur scolarité, c'est-à-dire dans la commune ou ailleurs, et qui relève de l'enseignement obligatoire ou préélémentaire, c'est-à-dire ayant moins de 16 ans révolus. Dans la mesure où cette définition ne renvoie ni au nombre de personnes de moins de 16 ans résidant dans la commune, donnée dont dispose l'Insee, ni au nombre d'élèves scolarisés dans la commune, donnée dont disposent les directeurs d'écoles ou d'établissements du second degré, la prise en compte du nombre d'élèves « au sens de la DSR » exige d'opérer chaque année un recensement spécifique réalisé par les préfetures en liaison avec les communes et les services d'inspection académique.

- du critère du nombre de logements sociaux par commune « au sens de la DGF » qui ne correspond pas au nombre de logements sociaux « au sens du code de la construction et de l'habitation » et exige de ce fait un recensement spécifique.

D'autres critères encore présentent les mêmes caractéristiques de complexité et de spécificité de leur recensement. Il en est ainsi par exemple des exonérations fiscales prises en compte pour le calcul de l'effort fiscal des communes, des dépenses de transfert des EPCI, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, ou encore de la redevance d'assainissement.

La répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales nécessite ainsi chaque année la collecte et le traitement d'environ deux millions de données, qui sont pour la plupart spécifiques à cette répartition et collationnées ou calculées par les seuls services du ministère de l'Intérieur (préfetures et direction générale des collectivités locales). L'utilisation de données existant par ailleurs permettrait à ce titre de simplifier la gestion des dotations.

## B – La multiplicité des objectifs poursuivis et l'accumulation des réformes partielles sans refonte d'ensemble alimentent cette complexité

➤ **Le dispositif de dotations est rendu complexe par la coexistence d'objectifs parfois divergents, voire contradictoires.** L'objectif principal des concours de l'Etat est d'assurer un financement relativement stable des collectivités locales à travers des dotations constituant généralement pour les collectivités locales une ressource globale dont elles déterminent les emplois librement. C'est le cas notamment des dotations les plus importantes, en particulier la DGF en section de fonctionnement et le Fonds de compensation de la TVA en section d'investissement.

Toutefois, à l'objectif général de financement global des collectivités locales, s'ajoutent bien souvent des objectifs plus spécifiques, tels que la compensation des mesures d'exonérations ou d'allègements de fiscalité locale votées par le Parlement, la compensation des transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales, l'orientation par l'Etat des investissements publics locaux, ou encore le développement de la péréquation entre collectivités qu'il s'agisse des collectivités urbaines ou des collectivités rurales.

➤ Si la diversité d'objectifs poursuivis n'est pas en soi critiquable, elle devient néanmoins source de grande complexité lorsque **les canaux de financement se multiplient et apparaissent redondants**, au point de rendre très difficile la mesure de l'impact des dotations, et lorsque la frontière entre les différents objectifs s'estompe avec le temps.

Ainsi, la péréquation est actuellement assurée tout à la fois via la dotation globale de fonctionnement (avec en particulier la DSU et la DSR pour les communes, la dotation de péréquation pour les EPCI, la dotation potentiel fiscal et la DFM pour les départements), via des outils spécifiques de péréquation tels que le FNPTP, le FNP, le fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF) et le fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR), mais aussi au travers de mécanismes tels que la modulation et la compensation des baisses de DCTP. Il en résulte une grande difficulté à apprécier l'articulation entre ces différents dispositifs et leur efficacité globale au regard des objectifs poursuivis.

➤ **La multiplicité d'objectifs favorise d'autant moins la cohérence du dispositif qu'elle s'inscrit dans un paysage institutionnel éclaté** avec l'existence, en France, de près de 40 000 collectivités locales disposant du pouvoir fiscal et bénéficiant des dotations de l'Etat. Afin d'allouer aux mieux les moyens de l'Etat, la répartition des dotations suppose en effet de pouvoir comparer entre elles l'ensemble des collectivités. Dès lors, l'extraordinaire hétérogénéité des collectivités, et notamment des 36 700 communes, a conduit au fil du temps à multiplier les critères afin de pouvoir caractériser chaque collectivité le plus objectivement et le plus complètement possible.

L'hétérogénéité des situations a par ailleurs conduit à prendre en compte, au sein des dotations, les spécificités de certaines catégories de collectivités, pour lesquelles des mesures ciblées ont été développées au fil du temps. Ainsi des dotations aux communes touristiques, désormais figées au sein de la dotation forfaitaire, de la majoration de la « population DGF » au titre des charges générées par l'accueil des gens du voyage, des bonifications attribuées aux communes de montagne, etc. Chacune de ces mesures ciblées vise à résoudre des difficultés particulières ; leur accumulation conduit néanmoins à amoindrir la lisibilité de l'ensemble, tandis que le coût de gestion du dispositif ne peut qu'en être augmenté.

➤ Par ailleurs, il convient de prendre en compte l'impact généré par **l'accumulation des réformes partielles en l'absence de refonte d'ensemble**. Beaucoup des dotations actuelles, et notamment la DGF ou la DCTP, ont été historiquement mises en place afin de compenser des mesures d'exonérations ou d'allègements de fiscalité locale votées par le Parlement. Elles ont ensuite évolué sous l'effet des réformes successives. Il découle de la logique initiale de compensation l'existence d'écarts de dotations entre collectivités qui, légitimes au moment de la mise en place d'une mesure de compensation fiscale, sont de moins en moins bien compris et acceptés avec le temps, et finissent bien souvent par apparaître injustifiés dans la mesure où elles ont figé les situations acquises à un moment donné au détriment de la péréquation.

Une certaine évolution semble donc à l'œuvre en matière de dotations, tout au moins parmi celles qui sont historiquement liées à des mesures d'exonérations ou d'allègements de fiscalité locale. A la logique initiale de stricte compensation des exonérations semble ainsi se substituer progressivement une démarche de répartition en fonction de critères objectifs, laissant progressivement une place accrue à la péréquation.

La DGF et la DCTP constituent deux exemples de cette évolution. D'autres dotations n'ont toutefois pas suivi la même évolution, ou l'ont fait selon un rythme différent. Au total, l'accumulation des réformes, avec des logiques différentes, avec des chronologies hétérogènes, n'a pu que conduire, en l'absence d'une refonte globale, à un dispositif cumulant de multiples facettes, chacune légitime, mais dont la cohérence d'ensemble n'est plus assurée.

## **II. L'accroissement de la place de la péréquation ces dernières années demande à être encore amplifié**

➤ La péréquation des ressources entre collectivités locales est nécessaire pour résorber, par une plus grande homogénéité des moyens dont disposent les collectivités, les inégalités d'accès des citoyens aux services publics locaux.

➤ S'agissant de la quantification de la péréquation, les travaux du groupe de travail du Comité des finances locales consacré à la péréquation, dont le rapport a été présenté en juillet 2000, évaluaient à près de 13 % la place de la péréquation au sein de la DGF. En reprenant la méthodologie retenue par ce rapport, **la place de la péréquation au sein de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales peut être estimée en 2001 à près de 16 %**, ce niveau relativement élevé étant notamment dû à l'accroissement substantiel des montants alloués aux dotations de solidarité urbaine (+ 74 % entre 1997 et 2001) et rurale (+ 50 % entre 1997 et 2001) depuis 1997.

Les réformes de la DGF engagées en 1991-1992 et poursuivies en 1993 ont permis de restaurer la dimension péréquatrice de cette dotation. Entre 1985 et 1994, les crédits réservés à la redistribution n'ont jamais été supérieurs à 3,82 % de la masse totale de la DGF, avec une chute à 1,90 % environ en 1992 et 1993. La création de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation de solidarité rurale, et le développement important de l'intercommunalité qui, au travers de la mutualisation des ressources et des charges, d'une part, et des règles de répartition de la DGF des EPCI qui prévoient de répartir 85 % de la masse de la dotation d'intercommunalité en fonction du potentiel fiscal des groupements, d'autre part, ont fait croître régulièrement le « taux de péréquation » au sein de la DGF, c'est-à-dire la part de la DGF assurant une fonction de péréquation entre collectivités. Ce taux est ainsi passé de 6,66 % en 1994 à 14,23 % en 2001.

Par ailleurs, l'intensité péréquatrice des dotations a été accrue par plusieurs réformes, notamment celle de la DSU en 1996, avec la mise en place d'un indice synthétique de ressources et de charges permettant de classer les communes sur la base d'un critère unique reflétant la situation objective des communes et intégrant à la fois le potentiel fiscal de la commune, sa proportion de logements sociaux par rapport au total des logements de la commune, son nombre d'allocataires d'aides au logement par rapport au nombre total de logements et le revenu imposable des habitants.

La dernière décennie a également été marquée par la mise en place du Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF, loi du 13 mai 1991), de la dotation de développement rural et du fonds de correction des déséquilibres régionaux (DDR et FCDR, loi du 6 février 1992), du fonds national de péréquation (FNP, loi du 4 février 1995), enfin du dispositif de modulation et de compensation des pertes de DCTP.

Le tableau ci-dessous permet de mesurer la concentration des dotations sur les communes les moins favorisées (en termes de potentiel fiscal par habitant) :

## COMPARAISON DES ECARTS A LA MOYENNE

### DES DOTATIONS PAR HABITANT EN 2001

(DGF ET FNP) EN FONCTION DE LA RICHESSE DES COMMUNES

	Dotation forfaitaire par hab.	DSU par hab.	DSR par hab.	DF + DSU + DSR par hab.	FNP par hab.	DF+ DSU+DSR + FNP par hab.
PF inférieur à 25% du potentiel fiscal de la strate	1,35	1,88	0,88	1,47	2,43	1,60
PF compris entre 25% et 50% du potentiel fiscal de la strate	1,08	1,91	1,15	1,13	1,96	1,25
PF compris entre 50% et 75% du potentiel fiscal de la strate	1,01	1,27	1,19	1,04	1,26	1,09
PF compris entre 75% et 100% du potentiel fiscal de la strate	1,03	0,86	1,01	1,03	0,50	1,02
PF supérieur au potentiel fiscal de la strate	0,95	0,72	0,69	0,91	0,15	0,87

Le tableau se lit de la façon suivante :

- Les communes les plus pauvres bénéficient d'une dotation forfaitaire supérieure de 35 % à la moyenne nationale, alors que les communes dont le potentiel fiscal est supérieur à la moyenne ont une dotation forfaitaire inférieure de 5 % à la dotation moyenne. La dotation forfaitaire contribue ainsi, elle aussi, à la réduction des écarts de richesse. Cela résulte de la péréquation opérée depuis la réforme de la DGF en 1985, et que la réforme de la DGF en 1993 n'a fait que poursuivre sur la base des écarts de richesse constatés lors de la réforme.

- La même comparaison opérée avec la DSU, la DSR et le FNP montre que les dotations péréquatrices augmentent les écarts constatés en dotation forfaitaire, soit un total de 60 % de plus que la moyenne pour les communes les plus pauvres et 13 % de moins pour les communes dont la richesse est supérieure à la moyenne.

La place de la péréquation au sein des dotations a ainsi sensiblement progressé ces dernières années. Cet accroissement nécessite toutefois d'être encore amplifié à l'avenir. En outre, il faut rappeler que, en dépit d'une progression favorable de la DGF ces cinq dernières années (+2,5% en moyenne annuelle), cette progression des dotations de péréquation n'a été rendue possible que grâce à des abondements exceptionnels de l'Etat qui ont atteint 535 millions d'euros en cumulé depuis 1999 (dont 146,3 Meuros en 2002). En effet, les dotations de péréquation étant financées au sein de la DGF des communes après la dotation forfaitaire et la dotation des groupements, leur progression est

fragilisée par l'évolution et le poids de la dotation forfaitaire (qui représente plus de 85% de la DGF des communes) et par la forte progression de la dotation des groupements (doublement en 5 ans).

➤ Par ailleurs, **il faut relever que la mesure de la place et de l'efficacité de la péréquation au sein du dispositif de dotations soulève plusieurs questions d'ordre méthodologique, qui portent sur la définition et les objectifs de cette péréquation.**

Ainsi, le « bon » indicateur permettant de mesurer l'impact réel des dispositifs de péréquation n'est pas simple à déterminer. Faut-il en effet mesurer seulement l'impact des dotations sur la richesse effective des collectivités locales, autrement dit comparer leur richesse effective « avant » et « après » attribution par l'Etat de telle ou telle dotation ? Convient-il d'intégrer dans la mesure de la péréquation les différences de charges objectives pesant sur les collectivités en fonction de leurs caractéristiques propres, qu'il s'agisse de leur localisation géographique (une commune de montagne n'a pas les mêmes charges qu'une commune de plaine), de leur démographie (les charges des communes urbaines sont quantitativement et qualitativement différentes de celles des communes rurales), des difficultés sociales auxquelles leur population est confrontée, ou encore de leur organisation institutionnelle (l'appartenance à une structure intercommunale n'est pas sans effet sur les charges communales) ? Dans une telle hypothèse, comment construire un indicateur de charges « objectif » permettant de couvrir en totalité les charges susceptibles de peser sur les budgets locaux ? Comment mesurer par ailleurs l'impact de la péréquation assurée au sein des structures intercommunales au travers de la mutualisation des moyens (dont la DGF) et des charges ?

La péréquation au sein des dotations de l'Etat peut en outre être d'une intensité variable. Certaines dotations sont susceptibles d'avoir un effet péréquateur très important, c'est-à-dire que des volumes financiers limités ont toutefois un effet péréquateur important, tandis que d'autres dotations développent davantage un effet péréquateur « extensif », la péréquation qu'elles assurent n'étant obtenue qu'au prix de flux financiers massifs. Il convient également de prendre en compte la distinction entre la péréquation « verticale », consistant à attribuer, au sein des dotations de l'Etat, davantage de dotations aux collectivités défavorisées qu'aux collectivités riches, d'une part, et la péréquation « horizontale », qui finance un versement des dotations ciblé sur les collectivités défavorisées par un prélèvement sur les collectivités riches, d'autre part. Cette distinction est cependant parfois difficile à opérer quand, comme c'est par exemple le cas en matière de « modulation » des baisses de DCTP ou d'alimentation de la DFM des départements, les dispositifs de péréquations sont alimentés uniquement par l'Etat mais l'avantage alloué aux collectivités défavorisées est financé par une moindre allocation aux collectivités plus favorisées.

Une récente étude, menée sous l'égide du Commissariat général du Plan, s'est attachée à étudier ces différentes questions. Ses résultats résumés en annexe font apparaître que la péréquation au sein des dotations de l'Etat est importante puisqu'elle permet de réduire d'environ 30 % les inégalités réelles entre collectivités. La dotation forfaitaire des communes constitue d'après cette étude la principale dotation de péréquation puisqu'elle assure à elle seule environ 60 % de la réduction des inégalités. Cette péréquation s'amointrit toutefois au fil des ans dans la mesure où la péréquation assurée par la dotation forfaitaire ne résulte que de l'intégration, dans la dotation forfaitaire, des mécanismes de péréquation qui existaient avant 1993 au sein de la DGF des communes. Il s'agit donc d'une péréquation figée qui reflète la situation d'avant 1993 et ne prend pas en compte les évolutions intervenues depuis.

En dépit de l'augmentation des masses consacrées à la péréquation ces dernières années, les inégalités entre collectivités locales restent donc encore importantes, ce qui plaide certes pour une augmentation des volumes financiers consacrés à la péréquation mais aussi pour une accentuation de l'intensité péréquatrice des dotations concernées.

### **III. Le développement de l'intercommunalité plaide pour un aménagement des règles de répartition de la DGF**

L'essor de l'intercommunalité depuis dix ans, et de manière encore plus marquée depuis la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, bouleverse les modes de répartition de la DGF.

Le poids financier de l'intercommunalité au sein de la DGF a ainsi été multiplié par 3 depuis 1993, passant de 500 millions d'euros en 1993 à près de 1,4 Mds€ en 2001. En 2002, la DGF des EPCI à fiscalité propre dépassera 1,6 Mds€, soit près de 11 % du montant total de la DGF des communes et EPCI contre 4,5 % en 1993.

Dans ces conditions, les règles actuelles de répartition de la DGF, qui font des dotations de solidarité communales (DSU et DSR) un solde après répartition de la dotation forfaitaire et de la dotation d'intercommunalité, ne permettent plus de concilier le développement de la péréquation et l'essor de l'intercommunalité.

En outre, l'absence, en l'état actuel des règles de répartition de la DGF, d'un lien entre la DGF allouée aux communes et la DGF attribuée aux groupements de ces mêmes communes présente le double défaut de ne pas tenir compte des transferts de charges opérés depuis les communes vers les groupements, qui minorent pourtant les besoins budgétaires des communes, et de faire peser *in fine* sur les communes défavorisées, au travers d'une moindre progression de la DSU et de la DSR, une partie de l'accroissement de la DGF allouée à l'ensemble des groupements, dont certains ont pourtant une richesse fiscale conséquente.

La contrainte budgétaire ainsi créée par l'essor de l'intercommunalité, et la nécessité de rationaliser les modes de répartition de la DGF afin de concilier le développement de la péréquation et la poursuite souhaitable du mouvement de regroupement intercommunal, plaident pour un aménagement des règles de répartition de la DGF, dans des conditions permettant tout à la fois de préserver les budgets communaux, d'assurer un fonctionnement autonome de la DGF, et de financer conjointement l'intercommunalité et la péréquation.

## **CHAPITRE 2**

### **LA NECESSAIRE MAIS DIFFICILE REFORME DE LA FISCALITE LOCALE**

#### **SECTION 1. MALGRE UN CONTEXTE CONTRAINT, DES REFORMES IMPORTANTES ONT ETE CONDUITES AU COURS DE CES DERNIERES ANNEES**

##### **Sous-Section 1. Un contexte contraint**

Une réforme de la fiscalité directe locale doit prendre en compte plusieurs éléments de contexte : le maintien du principe de la responsabilité fiscale des collectivités locales ; la répartition équilibrée de la charge fiscale entre les contribuables ; la nécessaire maîtrise des prélèvements obligatoires.

##### **I. La responsabilité fiscale des collectivités locales**

La progression des dotations versées par l'Etat aux collectivités locales a été accentuée par la substitution croissante de l'Etat au contribuable local. Elle atteint 25 Mds€ en 2002 du fait des compensations d'exonérations, des dégrèvements et de la prise en charge des allègements de fiscalité, contribuant à augmenter la part des transferts de l'Etat dans les budgets locaux. Ils représentent entre le quart et le tiers des recettes totales locales. Le rapport de la Commission pour l'avenir de la décentralisation ainsi que le Comité des finances locales sont, pour leur part, opposés à une réforme fiscale qui contribuerait à accroître davantage la part des ressources des collectivités émanant du budget de l'Etat.

Les élus locaux sont attachés au principe de responsabilité fiscale des collectivités locales.

Ce principe implique dans l'acception française de la responsabilité fiscale que l'assiette de l'impôt soit localisable sur un territoire déterminé, que les bases imposables soient réparties de manière relativement homogène sur l'ensemble du territoire national, et que l'impôt puisse donner lieu à des taux d'imposition votés par l'assemblée délibérante.

Le Conseil constitutionnel s'en est préoccupé à plusieurs reprises, jugeant toutefois que les réformes récentes n'avaient pas contredit le principe de libre administration dès lors qu'elles n'avaient pas remis en cause l'existence d'une fiscalité locale.

Il a ainsi jugé, à l'occasion de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle et de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation, que ces mesures « n'avaient pas pour effet de diminuer les ressources globales des collectivités territoriales ou de réduire la part des recettes fiscales dans ces ressources au point d'entraver leur libre administration<sup>9</sup> au regard des articles 72 et 34 de la Constitution.

Toutefois, il convient de noter que le lien entre l'élu et le contribuable est en France de plus en plus restreint à mesure que l'Etat prend à sa charge une part croissante de la fiscalité locale.

Compte tenu des transferts de charges induits par toute réforme, l'Etat (et donc le contribuable national) est conduit à se substituer au contribuable local, devenant ainsi le premier contribuable local<sup>1</sup>. La participation de l'Etat à la couverture des recettes fiscales directes des collectivités locales est ainsi passée de moins de 10% en 1980 à environ le tiers actuellement.

---

<sup>9</sup> Décision n°98-405 DC du 29 décembre 1998 relative à la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle ; décision n°2000-432 du 12 juillet 2000 relative à la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation.

<sup>1</sup> La difficulté de réviser les valeurs locatives conduit par exemple au choix de dégrèvements de TH accrus.

La réforme des finances locales doit donc veiller à poursuivre le financement des dépenses des collectivités locales dans le respect de la responsabilité fiscale des collectivités locales.

## **II. La part substantielle occupée par la fiscalité directe locale en France au sein des budgets locaux**

En France, la fiscalité locale représente la moitié environ des budgets locaux, contre moins de 30 % en moyenne dans les Etats européens. Les marges de manœuvre fiscales locales apparaissent de ce point de vue singulièrement plus élevées en France que dans la moyenne des autres Etats de l'Union, marqués par une part plus élevée des ressources fiscales de transfert provenant de parts d'impôts d'Etat.

Cette situation est quasi-unique en Europe. Le poids de la fiscalité dans l'ensemble des ressources (hors emprunt) des collectivités locales françaises figure parmi les plus élevés (autour de 50 % actuellement), la Suède présentant un taux de 60 % et, à l'autre extrême, les Pays-Bas un taux de 12 %.

Toutefois, le critère du poids de la fiscalité dans l'ensemble des ressources des collectivités locales doit être nuancé :

- toute la fiscalité n'est pas nécessairement locale. Plusieurs pays européens (certains pays fédéraux en particulier) se distinguent par la répartition d'une fraction d'impôts nationaux aux différents niveaux de collectivités, la fiscalité propre ne constituant qu'une faible part des recettes fiscales des collectivités<sup>2</sup> ;

- l'origine fiscale des ressources des collectivités n'est pas nécessairement synonyme d'autonomie fiscale dès lors que les collectivités n'en décident pas l'évolution. Si l'Allemagne accorde à ses collectivités régionales et locales une certaine liberté, celle-ci s'applique sur une faible part de leurs recettes fiscales (17 % environ)<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Tel est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche et du Portugal. Plusieurs Etats de l'Union européenne transfèrent aux collectivités locales une partie, parfois substantielle, du produit d'impôts d'Etat (Allemagne, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Belgique, notamment). Ainsi, aux Pays-Bas, entre 85 % et 90 % des ressources des collectivités locales proviennent de ces reversements. En Belgique, les impôts dont le produit est totalement ou partiellement transféré par l'Etat aux communautés linguistiques et aux régions constituent la source principale de leurs ressources.

<sup>3</sup> En Allemagne, l'attribution aux Länder d'une part importante (50 % environ) des grands impôts nationaux (IR, IS, TVA) n'a pas conduit à leur attribuer un pouvoir décisionnel sur le taux de ces impôts. De même, les Länder ne peuvent agir sur les taux de la plupart des impôts régionaux ; ils conservent toutefois le pouvoir de fixer les taux maximum de la taxe professionnelle (impôt communal). Par ailleurs, au Royaume-Uni, le Parlement national vote les taux régionaux de l'impôt foncier dû par les entreprises tandis que le vote des taux du même impôt dû par les ménages demeure de la compétence des collectivités locales.

## **Recettes fiscales et autonomie des collectivités locales dans l'Union Européenne**

La part de recettes fiscales locales dans le total des recettes locales ne reflète que partiellement le degré d'autonomie conférée aux collectivités locales en raison de l'existence de nombreux mécanismes d'encadrement des compétences fiscales des collectivités locales.

*Les dépenses locales en France sont relativement faibles en comparaison européenne.*

En France, les dépenses locales ont représenté en 2000 une moyenne de 1 905 € par an et par habitant, soit un poids des dépenses locales dans le PIB de 9,2 %. Ce poids est sensiblement plus faible que la moyenne des pays de l'Union européenne (13,9 % du PIB, soit 2 607 € par habitant). On peut distinguer à cet égard trois groupes de pays : les pays où les dépenses locales sont très importantes (Danemark, Suède, Finlande et Pays-Bas), les pays où les dépenses locales sont dans la moyenne européenne (Luxembourg, Autriche, Allemagne) et les pays où les dépenses locales sont très faibles (Grèce, Portugal, Irlande).

*La marge de manœuvre fiscale locale est en revanche assez forte en France*

La marge de manœuvre fiscale des collectivités locales porte sur environ la moitié des recettes en France contre 28,7 % en moyenne dans les pays de l'Union Européenne.

Cette marge de manœuvre plus importante s'explique en France :

- par la part plus importante des recettes fiscales locales en France que dans les pays de l'Union Européenne. Les recettes fiscales fournissent près de la moitié des recettes locales contre un tiers des recettes locales en moyenne dans les pays de l'Union Européenne. La France fait ainsi partie des rares pays dans lesquels les recettes fiscales sont supérieures aux dotations de transferts (Autriche, Danemark, Finlande, Suède).

- par la part plus faible des ressources de transfert provenant de parts d'impôts d'Etat. Ce type de ressources représente en moyenne 41% des recettes totales des collectivités locales dans l'Union Européenne<sup>4</sup> (environ 30% en France). Or ces recettes, lorsqu'elles ont un caractère fiscal, n'entraînent pas automatiquement une autonomie fiscale accrue pour les collectivités locales, les gouvernements centraux conservant souvent la maîtrise de la définition des parts transférées aux collectivités locales. De plus, les impôts locaux sont souvent harmonisés entre les différentes collectivités afin d'éviter une concurrence fiscale excessive, que ce soit par plafonnement des taux ou par la mise en place d'une fourchette de taux impérative.

L'encadrement des recettes fiscales des collectivités locales s'avère parfois très rigoureux. Ainsi, le Royaume-Uni a mis en place un système de contrôle préalable des taux d'imposition des collectivités locales (Rate Capping).

Tous ces mécanismes contribuent à diminuer la marge de manœuvre des collectivités locales.

*Source : Etude sur la réforme fiscale dans les pays de l'OCDE 1998-2001*

Les réformes les plus récentes intervenues chez nos partenaires montrent que la modernisation des impôts locaux s'accompagne souvent d'une stricte limitation du pouvoir d'en fixer le taux. Tel a été le cas en Italie lors de l'introduction de l'impôt régional sur les activités productives (qui correspond à une taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée) et l'impôt local sur le revenu. Tel a été également le cas au Danemark et au Royaume-Uni (Uniform business tax) lors de la rénovation de l'impôt foncier local dont le taux est fixé dans les deux cas par le Parlement.

---

<sup>4</sup> Ce poids est très important dans les pays où les dépenses locales sont faibles même si l'on ne constate pas de corrélation constante entre les deux données. Ainsi, aux Pays-Bas, comme au Portugal, les recettes locales proviennent pour 47 % de dotations alors que les dépenses locales représentent pour les premiers 19,1 % du PIB et pour le second 3,7 % du PIB.

### **III. La prise en compte des équilibres économiques et financiers**

Toute réforme de la fiscalité locale ne pourrait intervenir, dans le contexte budgétaire actuel, qu'à niveau constant de prélèvements obligatoires. Elle passerait dès lors nécessairement par une modification de la structure de ces prélèvements entre l'Etat et les collectivités locales qui entraînerait inévitablement des transferts de charges entre contribuables et qui amputerait les marges futures de baisse des impôts d'Etat.

Par ailleurs, toute proposition tendant à accroître la pression fiscale locale pourrait être de nature à grever les charges des entreprises ou des ménages, contredisant la politique conduite par le Gouvernement pour le renforcement de la compétitivité des entreprises, la lutte contre le chômage et la baisse des prélèvements obligatoires.

#### **Sous-Section 2. Des réformes importantes ont été conduites au cours de ces dernières années**

Au cours des dernières années, plusieurs réformes ont été mises en œuvre avec un triple objectif : simplifier les impositions locales, mieux répartir la charge de l'impôt entre les ménages, alléger le poids de l'impôt pour les contribuables locaux.

Ainsi, la péréquation dans le cadre des EPCI à taxe professionnelle unique a été réformée et des règles nouvelles de dégrèvement de taxe foncière des propriétés bâties ont été adoptées en faveur des ménages les plus modestes.

En outre, quatre réformes majeures ont été conduites : l'abaissement des droits de mutation, l'allègement de la taxe d'habitation notamment pour les personnes disposant des revenus les plus faibles, la réforme de l'assiette de la taxe professionnelle visant à supprimer la part « salaire » afin de favoriser l'emploi, la suppression de la vignette automobile pour les particuliers.

#### **I. L'abaissement des droits de mutation**

Les lois de finances pour 1999 et 2000 ont supprimé la taxe additionnelle régionale et abaissé à 4,80 % le tarif applicable aux droits de mutation sur les immeubles d'habitation ou professionnels. Ces mesures se traduisent par un allègement d'impôt d'environ 1,8 Md€. Les pertes de recettes correspondantes ont été compensées aux collectivités locales.

#### **II. La réforme de la taxe d'habitation**

La première loi de finances rectificative pour 2000 a d'une part supprimé la part régionale de la taxe d'habitation et d'autre part simplifié et amélioré le régime des dégrèvements jusqu'alors en vigueur. L'ensemble de ces mesures a ainsi conduit à un allègement supplémentaire des cotisations mises à la charge des redevables de plus de 1,8 Md€ dès 2000.

##### **A. La suppression de la part régionale de la taxe**

Cette disposition a permis d'alléger l'ensemble des 24,9 millions de foyers fiscaux qui paient une taxe d'habitation. Ainsi, tous les redevables ont bénéficié d'un allègement d'environ 7 % du montant de leur cotisation.

Le coût total de la mesure qui s'est établi pour 2001 à environ 1,01 Md€ a été compensé aux régions.

## B. La réforme des dégrèvements

Les quatre principaux types de dégrèvements jusqu'alors en vigueur ont été remplacés par un dispositif unique de plafonnement des cotisations de taxe d'habitation en fonction d'un pourcentage du revenu fiscal de référence du contribuable.

Cette réforme visait à mieux prendre en compte des éléments de revenus des contribuables disposant des ressources les plus faibles, tout en simplifiant la législation devenue peu lisible pour l'ensemble des contribuables.

Le dispositif s'applique aux personnes dont le revenu n'excède pas une certaine limite.

Pour ces redevables la cotisation de taxe d'habitation est plafonnée à 4,3 % du revenu fiscal de référence diminué d'un abattement actualisé chaque année.

Ce dispositif permet aux redevables ayant des revenus faibles – inférieurs au niveau de l'abattement – d'être totalement dégrévés de la taxe d'habitation. Pour ceux dont le montant du revenu est compris entre le montant de l'abattement et la limite maximum pour bénéficier du dégrèvement, la taxe est plafonnée à 4,3 % du revenu diminué de l'abattement.

Ainsi, les bénéficiaires des anciens dispositifs de dégrèvement sont, à situation de revenu inchangée, dégrévés dans des conditions toujours plus favorables qu'avec les dispositifs qui étaient antérieurement en vigueur.

1<sup>er</sup> cas : Situation en 2000 d'un célibataire ayant un revenu imposable 1999 variant de 1 524,5 € à 15 244,9 €

Revenu brut global (en €)	Revenu imposable <sup>(1)</sup>	TH après suppression de la part régionale <sup>(2)</sup>	TH nette avant réforme	TH nette après réforme	Gain	% baisse
2 117,36	1 524,49	381,12	182,94	0	182,94	-100%
4 234,73	3 048,98	381,12	182,94	0	182,94	-100%
6 352,09	4 573,47	381,12	340,27	49,24	291,03	-86%
8 469,46 <sup>(3)</sup>	6 097,96	381,12	340,27	114,79	225,47	-66%
10 586,82	7 622,45	533,72	436,92	180,35	256,57	-59%
12 704,19	9 146,94	533,72	436,92	245,90	191,02	-44%
14 821,55	10 671,43	533,72	436,92	311,45	125,47	-29%
16 938,92	12 195,92	533,72	436,92	377,00	59,91	-14%
19 056,13	13 720,41	533,72	466,49	442,56	23,93	-5%
21 173,49	15 244,90	533,72	518,33	508,11	10,21	-2%

<sup>(1)</sup> Après application des abattements de 10% et 20%.

<sup>(2)</sup> Avant dégrèvement, y compris frais de gestion.

<sup>(3)</sup> Le SMIC brut global 1999 est compris entre la 4<sup>ème</sup> et la 5<sup>ème</sup> tranche.

2ème cas. Situation en 2000 d'un couple marié avec deux enfants ayant un revenu imposable 1999 variant de 1 524,5€ à 15 244,9€

Revenu brut global	Revenu imposable <sup>(1)</sup>	TH après suppression de la part régionale <sup>(2)</sup>	TH nette avant réforme	TH nette après réforme	Gain	% baisse
2 117,36	1 524,49	381,12	182,94	0 F	182,94	-100%
4 234,73	3 048,98	381,12	182,94	0 F	182,94	-100%
6 352,09	4 573,47	381,12	182,94	0 F	182,94	-100%
8 469,46	6 097,96	381,12	182,94	0 F	182,94	-100%
10 586,82	7 622,45	533,72	182,94	0 F <sup>(3)</sup>	182,94	-100%
12 704,19	9 146,94	533,72	182,94	75,46	107,48	-59%
14 821,55	10 671,43	533,72	340,27	141,02	199,25	-59%
16 938,92	12 195,92	533,72	340,27	206,57	133,70	-39%
19 056,13	13 720,41	533,72	340,27	272,12	68,14	-20%
21 173,49	15 244,90	533,72	518,33	337,67	180,66	-35%

<sup>(1)</sup> Après application des abattements de 10% et 20%.

<sup>(2)</sup> Avant dégrèvement, y compris frais de gestion.

<sup>(3)</sup> Cotisation après dégrèvement < à 12 € (non mise en recouvrement).

Le plafonnement institué par la première loi de finances rectificative pour 2000 a concerné, en 2000, près de 8,5 millions de redevables. Environ 2,2 millions de redevables supplémentaires sont devenus bénéficiaires d'un dégrèvement. Par ailleurs, près de 1,4 million de redevables ont bénéficié d'un dégrèvement total de leur taxe d'habitation, soit 16% des contribuables qui bénéficient du dispositif de plafonnement.

Le coût total de ce dispositif s'est élevé en 2001 à plus de 2 Mds€.

### III . La réforme de la taxe professionnelle

Afin d'alléger le coût que la taxe professionnelle faisait peser sur l'emploi, la loi de finances pour 1999 a prévu de supprimer en cinq ans la fraction imposable des salaires comprise dans l'assiette de la taxe. A cette fin, un abattement est appliqué sur la part imposable des rémunérations : il était respectivement de 15 245 € en 1999, 45 735 € en 2000, 152 449 € au titre 2001 et sera de 914 694 € au titre de l'année 2002.

#### A. Un effort financier pour l'Etat

La réforme représente pour l'Etat un effort financier considérable. Le tableau ci dessous présente pour la période 1999 – 2001 le coût net total de la réforme à l'issue des trois premières années (1999-2000-2001) ; il s'élèvera, pour l'Etat en 2002 à 4,85 Mds€.

(en milliards d'euros)

1999	2000	2001	2002 (prévisions)
------	------	------	----------------------

<b>Coût net de la réforme pour l'Etat</b>	1,28	2,43	3,54	4,85
---	------	------	------	------

Les pertes de recettes résultant de la baisse des cotisations acquittées par les entreprises sont compensées par l'Etat aux collectivités locales et à leurs groupements dotés d'une fiscalité propre ainsi qu'aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle par un prélèvement sur les recettes de l'Etat.

Cette compensation est déterminée à partir du montant des salaires déclarés en vue de l'imposition au titre de 1999 par les établissements assujettis à la taxe professionnelle. Elle est liquidée en multipliant la perte de bases ainsi constatée par le taux d'imposition à la taxe professionnelle de la collectivité pour 1998<sup>5</sup> et est actualisée compte tenu du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement constaté entre 1999 et l'année d'imposition. Ainsi, pour 2001, la compensation a été affectée d'un coefficient de 4,27 %.

En 2001, le montant total des compensations versées au titre de la suppression de la part salariale aux collectivités locales, à leurs groupements et aux fonds départementaux de péréquation de taxe professionnelle s'est élevé en 2001 à 5,3 milliards d'euros et devrait être porté à 7,8 milliards d'euros au titre de l'année 2002.

	<b>Bases retenues pour le calcul de la compensation (avant abattement de 16 %) au titre de la suppression de la part « salaires » (en millions d'euros)</b>	<b>Compensation (en millions d'euros)</b>	
		Année 2000	Année 2001
<b>Communes</b>	9 317,38	1530	1 935
<b>Groupements (a)</b>	5 666,53	718	1 478
<b>Départements</b>	10 073,37	961	1 453
<b>Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle</b>		5	10
<b>Régions</b>	10 080,84	284	430
<b>Total :</b>	-	3 498	5 307

(a) y compris groupements à taxe professionnelle unique, substitués aux communes pour la perception de cette taxe.

## B. Une réforme favorable à l'emploi

Cette réforme de l'assiette de la taxe professionnelle constitue un allègement de charges sensible pour les entreprises et favorable à la création d'emplois.

Ainsi 57 % des entreprises relevant du régime réel d'imposition avaient une part salariale nulle dès 1999. Ce taux atteint près de 94 % en 2001. Cette part salariale disparaîtra pour 99 % d'entre elles en 2002, puis pour les dernières en 2003 (100 %).

<sup>5</sup> A noter que depuis 1998, le taux moyen national de taxe professionnelle est resté relativement stable. Il a même diminué en 2001 (- 0,5 %). Ainsi, les collectivités locales ne connaissent pas, en moyenne, de perte de recettes résultant de l'application du taux de 1998.

On observe que dans les secteurs d'activités agricoles, de l'hôtellerie, de l'éducation, de construction, du commerce, de l'immobilier, des services collectifs ou de pêche, le pourcentage d'entreprises dont la part salariale est nulle est supérieur à 95 % en 2001.

Ce taux est compris entre 90 et 95 % pour les secteurs des industries extractives, des activités financières, des services domestiques et des transports et communications.

Secteur d'activités	Nombre d'entreprises	dont la part salariale est nulle							
		2000		2001		2002		2003	
Agriculture, chasse, sylviculture	5 395	4 796	88,9%	5 304	98,3%	5 390	99,9%	5 395	100,0%
Pêche, aquaculture	210	189	90,0%	200	95,2%	210	100,0%	210	100,0%
Industries extractives	1 497	1 069	71,4%	1 417	94,7%	1 491	99,6%	1 497	100,0%
Industries agricoles et alimentaires	12 822	9 155	71,4%	11 347	88,5%	12 573	98,1%	12 822	100,0%
Industrie textile et habillement	5 733	3 141	54,8%	4 788	83,5%	5 652	98,6%	5 733	100,0%
Industrie du cuir et de la chaussure	840	444	52,9%	678	80,7%	817	97,3%	840	100,0%
Industrie chimique	2 652	1 240	46,8%	1 807	68,1%	2 395	90,3%	2 652	100,0%
Métallurgie et travail des métaux	15 786	8 439	53,5%	13 526	85,7%	15 549	98,5%	15 786	100,0%
Fabrication de matériel de transport	2 201	1 223	55,6%	1 718	78,1%	2 036	92,5%	2 201	100,0%
Autres industries manufacturières	42 195	26 922	63,8%	36 306	86,0%	41 303	97,9%	42 195	100,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	825	645	78,2%	730	88,5%	806	97,7%	825	100,0%
Construction	51 407	40 673	79,1%	49 469	96,2%	51 259	99,7%	51 407	100,0%
Commerce - réparations automobiles et d'articles domestiques	180 291	153 776	85,3%	173 516	96,2%	179 603	99,6%	180 291	100,0%
Hôtels et restaurants	28 947	24 749	85,5%	28 242	97,6%	28 803	99,5%	28 947	100,0%
Transports et communications	24 626	18 152	73,7%	22 617	91,8%	24 420	99,2%	24 626	100,0%
Activités financières	15 723	13 383	85,1%	14 636	93,1%	15 313	97,4%	15 723	100,0%
Immobilier, location et services aux entreprises	144 504	124 838	86,4%	138 262	95,7%	143 453	99,3%	144 504	100,0%
Administration publique	41	33	80,5%	34	82,9%	40	97,6%	41	100,0%
Éducation	3 112	2 594	83,4%	3 015	96,9%	3 100	99,6%	3 112	100,0%
Santé et action sociale	6 069	3 542	58,4%	5 042	83,1%	5 997	98,8%	6 069	100,0%
Services collectifs, sociaux et personnels	21 260	18 538	87,2%	20 288	95,4%	21 131	99,4%	21 260	100,0%
Services domestiques	13	11	84,6%	12	92,3%	13	100,0%	13	100,0%
Divers	2 093	1 303	62,3%	1 838	87,8%	2 069	98,9%	2 093	100,0%
Ensemble	568 242	458 855	80,7%	534 792	94,1%	563 423	99,2%	568 242	100,0%

La baisse du coût du travail liée à la réforme de la taxe professionnelle a représenté 3,3 Mds€ en 2001, soit environ 0,7 point de la masse salariale.

Elle devrait entraîner un accroissement durable des effectifs salariés d'environ 50 000 à 70 000 emplois, soit 0,3 % de l'emploi salarié en France. Cet accroissement durable de l'emploi n'est toutefois pas immédiat puisque la transmission de la baisse du coût du travail à l'emploi est progressive.

En outre, l'économie bénéficierait au total d'un surcroît d'activité d'un peu plus de trois dixièmes de point de PIB et d'une baisse des prix à la consommation d'environ 0,7 point.

Compte tenu de la nature de la réforme de la taxe professionnelle et de ses modalités d'entrée en vigueur, ses effets sur l'emploi devraient notamment être concentrés dans le commerce, dans certains services et dans le bâtiment.

## Allègement de taxe professionnelle et création d'emplois – impact cumulé à terme

	Allègement de taxe professionnelle par rapport à la masse salariale (%) <sup>(18)</sup>	Créations d'emplois à terme	(en % de l'emploi sectoriel)
Agriculture, sylviculture, pêche	-0,3%	400 à 550	0,2%
Industries agricoles et alimentaires	-0,8%	1 500 à 2 100	0,4%
Prod. et distribution d'énergie	-0,3%	200 à 300	0,1%
Industries et biens intermédiaires	-0,6%	2 500 à 3 500	0,3%
Industries et biens d'équipement	-0,4%	2 100 à 2 900	0,2%
Ind. et biens de consommation	-0,7%	2 400 à 3 400	0,3%
Bâtiment, génie civil et agricole	-1,7%	7 100 à 10 000	0,8%
Commerce	-1,7%	15 400 à 21 500	0,8%
Transports et télécommunications	-0,4%	1 900 à 2 600	0,2%
Activités immobilières	-1,2%	1 100 à 1 600	0,5%
Services et org. d'intérêt public	-0,1%	1 300 à 1 800	non significatif
Assurances et org. financiers	-0,6%	1 450 à 2 000	0,3%
Autres services	-1,2%	12 600 à 17 600	0,5%
<b>Total</b>	<b>-0,7%</b>	<b>50 000 à 70 000</b>	<b>0,3 %</b>

**Lecture** : rapportée à la masse de salariale, la baisse de taxe professionnelle induite par la réforme s'élève à 1,7 % dans le secteur du commerce. Cet allègement permettrait la création de 15 400 à 21 500 emplois.

**Source** : Direction Générale des Impôts, M2 – Insee, Enquête emploi – Direction de la Prévision, D2, D4.

### IV. La suppression de la vignette pour les particuliers

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2000, la taxe différentielle sur les véhicules à moteur a été supprimée pour les particuliers et les associations. Cette mesure représente un allègement d'environ 1,8 Md€ au profit des particuliers. A compter du 1<sup>er</sup> décembre 2001, cette mesure a été étendue aux camionnettes et à trois véhicules par société. Les pertes de recettes résultant de ces mesures ont été intégralement compensées au profit des départements.

\*\*\*

Parallèlement à la mise en place de ces réformes, d'autres propositions d'évolution de la fiscalité locale ont été formulées : elles s'articulent autour de deux grands ensembles :

- une première catégorie de mesures vise la structure de la fiscalité locale, soit qu'elles modifient l'affectation du produit des impôts locaux existant entre niveaux de collectivités locales, soit qu'elles font appel à de nouvelles ressources fiscales ;

- une seconde catégorie de propositions s'insère dans l'architecture actuelle de la fiscalité locale tout en s'efforçant de la rendre plus juste, soit en modifiant l'assiette des impôts existants, notamment en prenant davantage en compte les capacités contributives, soit en proposant des aménagements sur les bases d'imposition ou les règles de détermination des taux d'imposition.

## SECTION 2. MODERNISER LA FISCALITE LOCALE DANS LE CADRE D'UNE NOUVELLE ARCHITECTURE

Les quatre principaux impôts locaux (TH, TFPB, TFPNB, TP) sont partagés entre les quatre niveaux de collectivités locales (communes, EPCI, départements, régions– sauf pour la taxe d’habitation-). Seules la taxe d’enlèvement des ordures ménagères, la vignette et la taxe sur les cartes grises sont aujourd’hui réellement spécialisées par niveau d’administration.

Cette situation, bien qu’accentuée en France, est toutefois globalement partagée par les autres pays de l’Union Européenne, qui n’ont pas, pour la plupart, retenu une spécialisation stricte des impositions locales par niveau de collectivités<sup>6</sup>.

Cela étant, des réformes récentes vont dans le sens d’une spécialisation : suppression des parts régionale et départementale de TFPNB pour les terres agricoles, suppression de la part régionale de la taxe d’habitation en 2000, mise en place de la taxe professionnelle unique.

Il pourrait paraître opportun d’aller au-delà afin de clarifier le système de fiscalité locale. Les propositions formulées en ce sens par les élus portent sur deux pistes :

- la spécialisation des impôts locaux par niveau de collectivités locales ;

- la création de nouveaux impôts locaux ou l’introduction d’une fiscalité de substitution en faveur des collectivités locales.

### **Sous-Section 1. La spécialisation des impôts locaux par niveau de collectivités locales.**

La spécialisation des impôts locaux par niveau de collectivité présente deux avantages principaux :

- une plus grande clarté pour le contribuable puisque chaque impôt serait payé au profit d’une seule collectivité locale ;

- un lien renforcé entre le contribuable et l’ élu puisque le responsable d’une baisse ou d’une hausse de la fiscalité serait immédiatement identifiable par le contribuable.

C’est en ce sens que la Commission pour l’avenir de la décentralisation préconise une spécialisation fiscale territoriale.<sup>7</sup>

Ce rapport analyse trois scénarios de spécialisation : le premier correspond à la solution présentée par le rapport de la Commission pour l’avenir de la décentralisation ; le second reprend le précédent scénario en organisant une répartition plus équilibrée des recettes entre collectivités locales, en faisant varier ou non les taux ; le troisième correspond au schéma proposé par le Comité des Finances Locales.

### **Scénario 1 : hypothèse du rapport de la Commission pour l’avenir de la décentralisation : affectation de la TP des communes aux EPCI**

	<b>Communes</b>	<b>EPCI</b>	<b>Départements</b>	<b>Régions</b>
--	-----------------	-------------	---------------------	----------------

<sup>6</sup> Certains pays attribuent toutefois des impôts importants à un seul niveau de collectivités locales. C’est le cas notamment de la taxe foncière aux communes en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Finlande, en Italie, au Luxembourg et au Portugal. De même, trois pays accordent les droits de mutation aux seules régions (Allemagne, Belgique, Espagne). Dans tous les autres pays, les impôts sont partagés entre les différentes collectivités locales ou entre celles-ci et l’Etat.

<sup>7</sup> Propositions N° 139 à 144 du rapport de la Commission

Impôt principal	TH (hors fraction EPCI à fiscalité propre)	TPU	TFPB	TP
Autres impôts	TFPNB	Maintien de la TH pour les EPCI à fiscalité propre		

**Scénario 2** : mêmes hypothèses que le scénario 1 avec maintien d'une part communale de taxe professionnelle

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Impôt principal	- TH (hors fraction EPCI à fiscalité propre) - TP communale	TPU	TFPB	TP
Autres impôts	TFPNB	Maintien de la TH pour les EPCI à fiscalité propre		

Une variante de cette hypothèse introduit une certaine modulation des taux au sein des collectivités locales afin de modérer les transferts de ressources.

**Scénario 3** : spécialisation des impôts par couple de collectivités

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Impôt principal	TP + TH		TFPB	

## I. Le schéma de spécialisation retenu par la Commission pour l'avenir de la décentralisation

### A. Les propositions formulées

La Commission pour l'avenir de la décentralisation, présidée par M. Pierre MAUROY, a recommandé, dans son rapport remis au Premier Ministre le 17 octobre 2000, un dispositif caractérisé par l'affectation à terme de la taxe professionnelle aux EPCI (ce qui suppose une intercommunalité généralisée), de la taxe d'habitation aux communes et de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux départements, les régions se voyant attribuer soit un nouvel impôt soit une partie de la taxe professionnelle.

#### Les propositions du Rapport Mauroy

##### ➤ la taxe d'habitation affectée au niveau communal

Ce choix d'un prélèvement reposant sur les ménages serait cohérent avec le lien existant au niveau communal entre le citoyen et l' élu local. Toutefois, à titre d'exception, la taxe d'habitation des EPCI à fiscalité additionnelle ne serait pas transférée aux communes, sous peine de voir ceux-ci ne conserver que le produit de TP voté, ce qui reviendrait de fait à supprimer cette catégorie au profit des EPCI à TPU.

##### ➤ la taxe professionnelle affectée au niveau régional et au niveau intercommunal

Le choix de la taxe professionnelle, qui repose sur la richesse des entreprises, paraît justifié par les compétences économiques des régions (construction des infrastructures de transports en partenariat avec l'Etat, formation professionnelle, interventions économiques en faveur des entreprises). Il assurerait aux régions une ressource stable et dynamique.

Pour les EPCI, l'affectation de la taxe professionnelle viendrait valoriser la mise en commun d'un espace géographique unifié qui devrait s'achever dans les prochaines années.

Afin d'accompagner le développement des EPCI à taxe professionnelle unique, la taxe professionnelle unique deviendrait la ressource principale des intercommunalités à fiscalité propre. Toutefois, celles-ci pourraient continuer à percevoir, en complément, une fiscalité additionnelle sur les ménages (fiscalité mixte). Par ailleurs, comme il a été mentionné supra, la taxe d'habitation des EPCI à fiscalité additionnelle resterait affectée à ces établissements.

##### ➤ La taxe foncière sur les propriétés bâties affectée aux départements

Les départements bénéficieraient de la totalité du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

➤ La taxe sur les propriétés non bâties ne serait pas affectée, compte tenu de la modestie relative de son montant (830 M€ en 2000).

Une mesure de simplification pourrait d'ailleurs consister à supprimer cette taxe au niveau des EPCI, des départements et des régions pour un coût budgétaire limité. Ne subsisterait alors que la taxe perçue par les communes. Pour ces dernières en effet, cette ressource représente, notamment en milieu rural, une part importante de leurs recettes.

De même, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, dont le caractère non obligatoire et les règles de répartition entre communes et structures intercommunales obéissent à une logique spécifique, ne serait pas affectée.

## B. La spécialisation fiscale territoriale proposée par la Commission pour l'avenir de la décentralisation soulève certaines difficultés

Les propositions formulées par la Commission présentent plusieurs avantages : une meilleure lisibilité pour le contribuable ; une gestion simplifiée pour les collectivités notamment grâce à la suppression ou l'atténuation des règles de lien ; une autonomie renforcée de chaque niveau de collectivités disposant ainsi de ressources propres et non partagées.

Il apparaît toutefois que ces propositions soulèvent certaines difficultés.

### 1. Des transferts de ressources importants entre catégories de collectivités locales et entre collectivités elles-mêmes

Le tableau ci-joint fait apparaître les conséquences de ce schéma de spécialisation.

#### **Transfert de recettes fiscales au niveau national:** **(En millions d'euros)**

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Produits actuels TH	6 594	577	3 205	
Produits actuels TF	8 246	675	3 800	1 008
Produits actuels TP	9 801	4 960	6 579	2 021
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	9 799	21 917	13 729	2 021
Solde	<b>-14 842</b>	<b>+ 15 705</b>	<b>+145</b>	<b>-1 008</b>
%	<b>-58</b>	<b>+ 253</b>	<b>+1</b>	<b>- 67</b>

NOTA : le schéma simulé consiste à affecter la TH à la commune, la TP à l'EPCI (sauf la part régionale), la TF au département et à maintenir la part régionale de la TP à la région.

La situation de chaque type de collectivité serait sensiblement modifiée, à l'exception toutefois du département.

#### ♦ Pour les communes

83,5% des communes verraient leurs produits baisser, dans des proportions souvent significatives. Ainsi, les trois quarts des communes subiraient une baisse de leurs produits supérieure à 10%, un quart d'entre elles enregistrant une baisse supérieure à 50%.

#### ♦ Pour les EPCI

La réattribution à terme de la totalité de la part départementale de la taxe professionnelle accroîtrait très fortement leurs ressources fiscales (+ 253%) et accentuerait les disparités fiscales entre EPCI.

#### ♦ Pour les départements

Malgré un impact globalement neutre de ce scénario pour les départements dans leur ensemble au niveau national, ce schéma se traduirait par des effets très hétérogènes<sup>8</sup> : ainsi, plus de la moitié des départements (56%) verraient leurs produits baisser, le quart des départements subissant une baisse supérieure à 12%.

En revanche, 38 départements enregistreraient une progression de leurs produits, dont 10 de plus de 25% et 3 de plus de 50%.

<sup>8</sup> La comparaison entre le produit de la taxe sur le foncier bâti collecté dans chaque département et du produit fiscal total qui serait perçu par chaque département en 1999 montre que pour 25 départements, l'écart est supérieur à 20 %.

## ♦ Pour les régions

Elles sont les plus touchées par ce dispositif, ne conservant que leur part à la taxe professionnelle, soit un déséquilibre global de - 67% par rapport à la situation actuelle.

\*\*\*

A structure de dépenses inchangée pour chaque collectivité locale, ce schéma de spécialisation entraîne des déséquilibres budgétaires qui pourraient être résorbés, soit par des augmentations de taux peu compatibles avec la stabilité de la pression fiscale globale, soit, ce qui paraît difficilement évitable, par des mécanismes de compensation<sup>9</sup>.

Ces mécanismes devraient prendre la forme d'une redistribution complexe de ressources entre catégories de collectivités mais également entre collectivités d'une même catégorie.

La spécialisation des impôts locaux nécessiterait ainsi la mise en place sur une longue période de mécanismes correcteurs, ce qui, en distendant le lien entre l'impôt voté et le produit perçu, irait à l'encontre de l'objectif de simplification et de lisibilité qui était recherché.

### 2. Une sensibilité accrue aux aléas d'une seule base

La spécialisation accroîtrait la dépendance des collectivités locales par rapport aux variations d'une base fiscale unique, notamment dans l'hypothèse d'un retournement de conjoncture.

Il serait nécessaire de prévoir des dispositifs corrigeant les effets de l'inégale dynamique des bases des impôts locaux et de la plus forte sensibilité de l'évolution de leurs ressources aux variations de la conjoncture. En effet, le dynamisme inégal des assiettes pourrait se traduire par une accentuation des différences de pression fiscale entre collectivités. Ainsi, entre 1990 et 1999, les bases de la taxe d'habitation ont progressé beaucoup moins rapidement (+ 29 %) que celles de la taxe foncière (+ 60 %) et de la taxe professionnelle (+ 55 %).

Par ailleurs, la spécialisation aboutirait à supprimer le lien entre les impôts sur les ménages et les impôts sur les entreprises qui est un régulateur de pression fiscale indispensable au niveau local.

## II. Un autre scénario de spécialisation a été simulé

Il correspond aux hypothèses suivantes :

- les départements conservent uniquement le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et se voient attribuer la taxe foncière des autres collectivités (communes, EPCI à fiscalité additionnelle et régions) ;

- les communes conservent le produit de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle perçu et se voient attribuer la taxe d'habitation des départements. La taxe d'habitation des EPCI à fiscalité additionnelle n'est toutefois pas transférée aux communes ;

- les EPCI conservent le produit de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle perçu ;

- les régions conservent le produit de taxe professionnelle perçu.

- **Dans une première variante, le produit de la taxe professionnelle revenant actuellement aux départements (6,5 Mds€) pourrait revenir à un fonds de péréquation au bénéfice des collectivités**

---

<sup>9</sup> La spécialisation, précise le rapport de la Commission pour l'avenir de la décentralisation, devrait se faire en garantissant, l'année de sa mise en œuvre, à chaque collectivité territoriale, le niveau de ressources atteint l'année précédente.

Les résultats de ce scénario sont présentés dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	19 600 <sup>10</sup>	5 537 <sup>11</sup>	13 729 <sup>12</sup>	2 021 <sup>13</sup>
Solde	<b>- 5041</b>	<b>- 675</b>	<b>+ 145</b>	<b>- 1 008</b>
%	<b>- 20%</b>	<b>- 11%</b>	<b>+1%</b>	<b>- 33%</b>

NOTA : les soldes positifs et négatifs présentent un écart de 6,5 Mds€ correspondant à la part départementale de la taxe professionnelle, qui n'est pas répartie dans cette simulation. Elle pourrait être affectée à un fonds de péréquation.

Comme dans le scénario précédent, ce schéma entraînerait des transferts importants entre les différentes catégories de collectivités locales.

- **Dans une seconde variante, la part départementale de la taxe professionnelle serait ventilée entre les collectivités grâce à une modulation individuelle des taux**

Les hypothèses sont les suivantes :

- les départements conservent le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties et se voient attribuer la taxe foncière des autres collectivités, soit par un transfert de taux (régions), soit par attribution d'un taux calculé à partir des produits transférés de collectivités de niveau inférieur (communes, EPCI) ;

- les régions conservent le produit de taxe professionnelle perçu, mais peuvent en outre augmenter le taux de celle-ci afin de retrouver le niveau de ressources d'avant la spécialisation ;

- les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle conservent le produit de la taxe d'habitation ; les communes se voient en outre attribuer la taxe d'habitation des départements ;

- les communes et les EPCI conservent le produit de la taxe professionnelle perçu ; ils peuvent de plus augmenter le taux de celle-ci d'une quantité égale au taux départemental diminué de l'accroissement accordé à la région ; la répartition de cette augmentation entre les communes et les EPCI se fait au prorata respectif du taux de TP de l'EPCI et du taux moyen des communes membres.

Les résultats de ce scénario sont présentés dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	23 163	7 268	13 856	3 029 <sup>14</sup>
Solde	<b>- 1 478</b>	<b>+ 1 056</b>	<b>+ 272</b>	<b>+ 0</b>
%	<b>- 6%</b>	<b>+ 17%</b>	<b>+2%</b>	<b>+ 0%</b>

NOTA : l'écart entre le solde positif des uns et le solde négatif des autres s'explique par le fait que les transferts de taux s'appliquent à des bases légèrement différentes d'un niveau de collectivité à un autre et par la prise en compte des FDPTP.

<sup>10</sup> TH actuelle des communes + TP actuelle des communes + TH actuelle des départements

<sup>11</sup> Produit actuel de leur TH + produit actuel de leur TP

<sup>12</sup> Part actuelle de TF des départements + part de TF des communes et EPCI + part de TF des régions

<sup>13</sup> Produit de TP

<sup>14</sup> Par construction égal au produit avant réforme

Ces résultats résultent d'une analyse globale, par type de collectivités. Ils ne préjugent pas des variations significatives qui pourraient être constatées entre collectivités d'une même catégorie.

Ce schéma entraînerait encore des transferts entre les différentes catégories de collectivités locales, mais ceux-ci seraient beaucoup moins élevés.

Il ne pourrait par contre empêcher de faire perdre une partie de l'autonomie fiscale de certaines collectivités. Cette perte serait variable selon le niveau de collectivité et d'une collectivité à l'autre au sein d'un même niveau. Elle serait maximum pour les communes appartenant à un groupement à TPU.

La méthode détaillée et les résultats de cette simulation sont présentés en annexe.

### III. Une spécialisation par couples de collectivités

Le Comité des Finances Locales a proposé que soit examinée une spécialisation des impositions locales à l'échelle de deux blocs de collectivité : communes/intercommunalités, d'une part, qui se verraient affecter la taxe professionnelle et la taxe d'habitation ; départements/régions de l'autre, qui bénéficieraient de l'intégralité du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les tableaux suivants présentent les incidences de ce couplage sur les ressources financières des collectivités locales, la taxe foncière des propriétés non bâties n'étant pas affectée :

- bloc « communes / EPCI » :

(en millions d'€)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Avant réforme	Communes/EPCI	TP/TH/TF	<b>30 853</b>
Après réforme	Communes/EPCI	TH	10 381
	Communes/EPCI	TP	23 374
	Communes/EPCI	TH + TP	<b>33 755</b>
Solde	Communes/EPCI	TP/TH/TF	<b>+ 2 902</b>

- bloc « départements » / régions » :

(en millions d'€)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Avant réforme	Départements/régions	Trois taxes	<b>16 637</b>
Après réforme	Départements/régions	FB	<b>13 735</b>
Solde	Départements/régions	Trois taxes	<b>- 2 902</b>

La mise en place de ce couplage pour la taxe professionnelle et la taxe d'habitation aboutirait à un surplus de recettes de 2,9 Mds€ au profit des communes et des EPCI et à une perte du même montant pour le bloc départements/régions, en l'absence de tout système de compensation.

Ce gain se répartirait à hauteur de 2,4 Mds€ pour les communes isolées et les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, et de 518 M€ pour les communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique.

Pour apprécier les effets du couplage par niveaux de collectivités, il a été procédé à une simulation sur deux départements : les Alpes-de-Haute-Provence et la Seine-Maritime.

Comme l'indique la simulation sur le département de Seine-Maritime (cf. annexe 2-1-3), le gain au profit des communes et des EPCI serait sensiblement plus élevé dans les départements urbains, qui présentent une recette de TP supérieure à celle des départements plus ruraux. A

l'inverse, dans les Alpes-de-Haute-Provence, on constate que contrairement à ce qui est observé au niveau national, le bloc « communes/intercommunalités » subirait une perte de recettes. Il en serait ainsi pour les départements très ruraux.

Département des Alpes-de-Haute-Provence

(en millions d'€)

	SITUATION ACTUELLE	SCENARIO SPECIALISATION	SOLDE
BLOC « COMMUNES + INTERCOMMUNALITES »	87,6	79,4	- 8,2
BLOC « DEPARTEMENTS + REGIONS »	47,6	55,8	+ 8,2

Au niveau national, l'ensemble des communes isolées et des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle seraient bénéficiaires de cette mesure, pour un gain total de 2,3 Mds€, à l'exception des seules communes de plus de 100 000 habitants qui afficheraient une perte de recettes (de l'ordre de 174 M€) limitée à 27 € par habitant.

Le gain de la réforme se concentrerait dans les communes de moins de 10 000 habitants, qui représenteraient à elles-seules 84 % des gains totaux pour un gain moyen de 75,16 € par habitant. Ce gain serait compris entre 49,2 € et 18,6 € par habitant pour les communes entre 10 000 et 100 000 habitants.

Tranches de population	Nombre de communes	Plus ou moins-values communes/EPCI (Milliers d'euros)	Population	Plus ou moins-value / habitant (euros)
Moins de 5 000 hab.	31 950	1 554 590	20 720 949	75
de 5 000 à 10 000 hab.	754	443 384	5 215 158	85
de 10 000 à 20 000 hab.	362	249 380	5 061 082	49
de 20 000 à 50 000 hab.	238	131 669	7 064 844	19
de 50 000 à 100 000 hab.	60	180 002	33 950 057	46
plus de 100 000 hab.	4	- 174 101	6 476 689	- 27
<b>Toutes communes</b>	<b>33 388</b>	<b>2 384 924</b>	<b>48 488 779</b>	<b>49</b>

Pour les communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique, les gains, rapportés au nombre d'habitant, seraient les plus élevés pour les communes de moins de 20 000 habitants. La réforme serait globalement neutre pour les autres communes.

Tranches de population	Nombre de communes	Plus ou moins-values communes/EPCI (Milliers d'euros)	Population	Plus ou moins-value / habitant (euros)
Moins de 5 000 hab.	2 803	225 320	3 061 599	74
de 5 000 à 10 000 hab.	249	157 237	1 706 281	92
de 10 000 à 20 000 hab.	211	125 112	1 720 269	73
de 20 000 à 50 000 hab.	81	-11 748	2 568 810	- 5
de 50 000 à 100 000 hab.	22	20 235	1 409 826	14
plus de 100 000 hab.	13	794	2 693 730	0,3
<b>Toutes communes</b>	<b>3 289</b>	<b>516 949</b>	<b>13 160 515</b>	<b>39</b>

Plusieurs possibilités seraient alors ouvertes.

S'agissant de l'excédent perçu par le bloc « communes/intercommunalités », une première option pourrait consister à abaisser le taux moyen global de TH et de TP afin de maintenir le produit fiscal total constaté au niveau national, en agissant par exemple sur les taux de TH, sur les taux de TP ou sur les deux.

A titre indicatif, en n'agissant que sur les seuls taux de TH tout en maintenant ceux de TP, la baisse du taux correspondant s'élèverait à environ - 28%.

	<b>Taux moyen global actuel</b>	<b>Taux moyen global scénario</b>	<b>Baisse du taux TH en %</b>
Taxe d'habitation	21,53	15,51	- 27,95

En n'agissant que sur les seuls taux de TP tout en maintenant ceux de TH, la baisse du taux correspondant s'élèverait à environ - 12 %.

	<b>Taux moyen global actuel</b>	<b>Taux moyen global scénario</b>	<b>Baisse du taux TP en %</b>
Taxe professionnelle	26,61	23,31	- 12,41

Une diminution à due proportion des taux de TH et de TP se traduirait par une baisse d'environ - 9 % par rapport à leurs niveaux actuels.

	<b>Taux moyen global actuel</b>	<b>Taux moyen global scénario</b>	<b>Baisse des taux en %</b>
Taxe d'habitation	21,53	19,68	- 8,60
Taxe professionnelle	26,61	24,32	- 8,60

Ces premières constatations devraient cependant être tempérées par l'hétérogénéité des taux tant pour la taxe professionnelle que pour la taxe d'habitation. Ainsi, la baisse moyenne des taux d'imposition appréciée au plan national se traduirait par des transferts importants entre les collectivités locales de même type et nécessiterait la mise en place de dispositifs complexes de péréquation entre ces niveaux.

S'agissant du déficit constaté sur le bloc « départements + régions », deux options seraient ouvertes :

- soit une hausse des taux du foncier bâti permettant à ces collectivités de retrouver un niveau de ressources équivalent à celui dont elles disposaient auparavant, corrélativement à la baisse des taux de taxe d'habitation et/ou de taxe professionnelle du bloc communes/EPCI, conduisant alors à des transferts importants entre les contribuables ;

- soit l'affectation d'une nouvelle ressource susceptible de compenser le déficit enregistré par ces collectivités locales, qu'elle soit fiscale, avec les difficultés liées aux transferts de charges et à l'évolution des prélèvements obligatoires, ou budgétaire, avec les mêmes interrogations que celles présentées dans le schéma de la spécialisation.

Au total, le schéma d'une spécialisation par couples de collectivités locales est relativement équilibré. Il présente toutefois quelques inconvénients :

- quant au niveau des ressources revenant à chaque collectivité au sein de chacun de ces blocs, le schéma du couplage posant le problème de la répartition des compétences de ces niveaux de collectivités pour fixer les taux d'imposition ;

- quant aux règles de péréquation à mettre en place entre ces deux blocs et au sein de chacun d'eux, le bloc perdant risquant ainsi de voir sa marge d'autonomie fiscale régresser au bénéfice de compensations versées par l'Etat.

La région se verrait privée de la taxe professionnelle, alors que les compétences qu'elle exerce dans le domaine économique en font un acteur important du développement territorial.

Enfin, le bloc « départements et régions » serait exposé aux aléas induits par le recours à un seul impôt direct.

\*\*\*

### Tableaux récapitulatifs des scénarios de spécialisation fiscale

#### Rappel : produits actuels des trois impositions, pour chaque collectivité

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Produits actuels TH	6 594	577	3 205	0
Produits actuels TF	8 246	675	3 800	1 008
Produits actuels TP	9 801	4 960	6 579	2 021
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029

#### Scénario 1 : hypothèse du rapport de la Commission pour l'avenir de la décentralisation

(En millions d'euros)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	9 799	21 917	13 729	2 021
Solde	<b>-14 842</b>	<b>+ 15 705</b>	<b>+145</b>	<b>- 1 008</b>
%	<b>-58%</b>	<b>+ 253%</b>	<b>+1%</b>	<b>- 33%</b>

#### Scénario 2 : maintien d'une part communale de taxe professionnelle et affectation possible de la part départementale de la taxe professionnelle à un fonds de péréquation

(En millions d'euros)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	19 600 <sup>15</sup>	5 537 <sup>16</sup>	13 729 <sup>17</sup>	2 021 <sup>18</sup>

<sup>15</sup> TH actuelle des communes + TP actuelle des communes + TH actuelle des départements

<sup>16</sup> Produit actuel de leur TH + produit actuel de leur TP

<sup>17</sup> Part actuelle de TF des départements + part de TF des communes et EPCI + part de TF des régions

<sup>18</sup> Produit de TP

Solde	<b>- 5041</b>	<b>- 675</b>	<b>+ 145</b>	<b>- 1 008</b>
%	<b>- 20%</b>	<b>- 11%</b>	<b>+1%</b>	<b>- 33%</b>

Le solde, soit 6,5 Mds€, n'est pas réparti dans cette simulation. Il pourrait être affecté à un fonds de péréquation.

### **Scénario 2 bis : maintien d'une part communale de taxe professionnelle avec modulation des taux**

(En millions d'euros)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	23 163	7 268	13 856	3 029 <sup>19</sup>
Solde	<b>- 1 478</b>	<b>+ 1 056</b>	<b>+ 272</b>	<b>0</b>
%	<b>- 6%</b>	<b>+ 17%</b>	<b>+2%</b>	<b>+ 0%</b>

### **Scénario 3 : spécialisation des impôts par couples de collectivités**

(En millions d'euros)

	Communes EPCI	Départements Régions
	Total avant réforme	30 853
Total après réforme	33 755	13 735
Solde	<b>+ 2 902</b>	<b>- 2 902</b>
%	<b>+ 9,4%</b>	<b>- 17,4%</b>

## **Sous-Section 2. L'introduction d'une fiscalité de substitution au profit des collectivités locales**

Le remplacement d'un des impôts existants par un impôt nouveau ou le transfert d'un des impôts d'Etat au niveau local est souvent évoqué.

Cette question ne trouve sa pertinence qu'en la plaçant dans une perspective globale des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Dans l'hypothèse du transfert d'un impôt d'Etat au bénéfice des collectivités locales, il conviendrait de rester attentif à l'équilibre de la pression fiscale entre les ménages et les entreprises.

Elle doit être expertisée tant sur le plan juridique que sur le plan économique.

Trois voies ont été examinées : transformer un impôt national en un impôt local, créer un nouvel impôt local, partager le produit d'un impôt national.

Pour les deux premières pistes, il faut rappeler qu'un certain nombre de conditions doivent être réunies :

<sup>19</sup> Par construction, égal au produit avant réforme

- Cet impôt devrait clairement traduire le lien entre l'élu et le contribuable local, ce qui suppose d'une part que l'assiette de l'impôt soit localisable et clairement rattachable au territoire de la collectivité, d'autre part que ce lien ne soit pas déconnecté de l'exercice de la vie démocratique locale. De ce point de vue, cet impôt devrait porter sur les ménages plutôt que sur les entreprises, ces dernières participant déjà, via la taxe professionnelle, à la couverture des charges locales.

- L'assiette de cet impôt devrait être équitablement répartie entre collectivités sauf à accentuer encore plus les inégalités de richesse fiscale qui sont déjà très élevées.

- L'assiette de cet impôt devrait être stable, voire suffisamment dynamique afin de ne pas exposer les collectivités à des variations erratiques du produit et de ne pas les fragiliser en cas de retournement conjoncturel.

- Le taux de cet impôt doit pouvoir être modulable au niveau local afin de permettre à chaque collectivité d'en ajuster le produit et de pouvoir rendre effectivement des comptes au contribuable et électeur local.

- Enfin, cet impôt devrait être en tout état de cause compatible avec les règles communautaires et les principes constitutionnels, et ne pas avoir d'effets contestables sur le plan économique.

En revanche, le degré de contrainte est moindre pour la troisième piste, à savoir le partage du produit d'un impôt national. Si elle ne présente pas les mêmes avantages en terme de responsabilité fiscale, l'exemple des autres pays européens montre que c'est une orientation dont la faisabilité est réelle.

## **I – La transformation d'un impôt national en impôt local**

A la différence de la situation observée lors des transferts de compétence intervenus en 1983-1984<sup>20</sup>, il est aujourd'hui difficile d'identifier de nouveaux impôts transférables en totalité aux collectivités locales dont l'assiette puisse être localisable et qui soient susceptibles de leur conférer un véritable pouvoir de fixation des taux d'imposition.

### **A. La taxe sur la valeur ajoutée (137 Mds€)**

Les principes mêmes de la TVA interdisent sa transformation en impôt local.

La TVA doit en effet s'appliquer selon des règles identiques sur l'ensemble d'un territoire national. Les dispositions de l'article 12 de la sixième directive TVA (n° 77/388 CEE du 17 mai 1977) prévoient notamment que les opérations imposables (livraisons de biens et prestations de services) sur un même produit doivent être soumises à l'intérieur d'un Etat membre au même taux.

Ainsi, aux termes de cet article 12, « *le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé par chaque Etat membre à un pourcentage de la base d'imposition qui est le même pour les livraisons de biens et pour les prestations de services. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et jusqu'au 31 décembre 2005, ce pourcentage ne peut être inférieur à 15% (...). Les Etats peuvent également appliquer soit un, soit deux taux réduits. Ces taux réduits sont fixés à un pourcentage de la base d'imposition qui ne peut être inférieur à 5% et ils s'appliquent uniquement aux livraisons de biens et aux prestations de services ...* ».

A défaut, il faudrait instituer des « frontières fiscales » entre les différentes zones du territoire pour éviter des distorsions de concurrence, ce que proscrit l'article 33 de la directive déjà citée.

### **B. La taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) (23 Mds€)**

---

<sup>20</sup> Ont ainsi été transférés : les droits d'enregistrement, la taxe de publicité de publicité foncière, la vignette, la taxe sur les cartes grises.

a. Une première piste pourrait consister à transformer la taxe actuelle sur les produits pétroliers en une imposition locale dont chaque région ou département pourrait faire varier le montant dans des limites fixées par le Parlement.

Cette mesure présente des obstacles juridiques et économiques importants.

En premier lieu, l'application de taux différenciés de TIPP par région (ou par département) serait contraire à la législation communautaire en matière d'accises.

En effet, la législation communautaire actuelle pose le principe de l'unicité de taux applicable à un même produit, ce qui interdit toute modulation régionale des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers<sup>21</sup>.

En outre, cette hypothèse ne serait pas cohérente avec le processus actuel d'harmonisation européenne des taux des taxes sur les produits pétroliers. La proposition de directive sur la taxation des produits énergétiques, présentée par la Commission le 17 mars 1997 et actuellement en cours de négociation, prévoit notamment d'élargir le champ d'application des directives accises à de nouveaux produits (gaz naturel, électricité, charbon) et à augmenter les taux minima applicables.

En second lieu, cette mesure créerait d'importantes distorsions.

Aujourd'hui, la TIPP est due lors de la mise à la consommation des produits, c'est-à-dire essentiellement à la sortie des raffineries et des entrepôts fiscaux de stockage.

Cette règle d'exigibilité, prévue notamment par les dispositions de l'article 6 de la directive 92/12/CEE du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises, permet de réduire considérablement les coûts de gestion, compte tenu du nombre relativement faible de redevables, facilite les contrôles et sécurise d'autant le paiement de la taxe tout en évitant les distorsions de concurrence.

Pour cette raison, le produit recouvré de la TIPP est très inégalement réparti. Ainsi, la TIPP encaissée dans le Bas-Rhin est 300 fois supérieure à celle encaissée dans les quatre départements de la Franche-Comté. Un revendeur pourrait très bien s'approvisionner dans une zone géographique, acquitter les taxes en vigueur dans cette zone et revendre son produit ailleurs. Dans ce cas, la collectivité percevant la recette ne serait pas celle de la consommation effective du produit.

En outre, les régions « riches », telles l'Ile-de-France ou la région Rhône-Alpes ou bien encore celles où s'opèrent les plus fortes mises à la consommation (activité de raffinage, d'importation, de stockage massif...) pourraient être tentées de modérer les taux, entraînant un impact sur la localisation des activités.

Un tel système tendrait donc à accroître les disparités régionales en matière de recettes fiscales.

La seule manière de régler cette difficulté serait de percevoir la TIPP aux lieux de consommation, c'est-à-dire à la pompe, mais une telle hypothèse serait contraire au droit communautaire qui fixe le fait générateur de la TIPP à la sortie des raffineries.

Ainsi, l'article 6-1 de la directive 92/12/CE<sup>22</sup> précise que « l'accise devient exigible lors de la mise à la consommation ou lors de la constatation des manquants (...) ».

Au surplus, cette mesure alourdirait les coûts de gestion pour les redevables et l'administration. En effet, il faudrait étendre la notion de redevable à l'ensemble du circuit de distribution, multipliant le nombre d'opérateurs (17 000 pompes à essence et un nombre bien

---

<sup>21</sup> Ceci résulte des termes combinés de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des droits d'accises sur les huiles minérales et de la directive 92/82/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taux d'accises sur les huiles minérales.

<sup>22</sup> Directive 92/12/CEE du 25 février 1992 concernant le régime général des produits soumis à accise.

supérieur de revendeurs de fioul domestique), nonobstant les principes d'exigibilité posés par les règles communautaires. De surcroît, ce système nécessiterait la mise en place de dispositifs appropriés pour éviter les circuits de fraude qui ne manqueraient pas de se développer.

b. La création d'une taxe additionnelle à la TIPP perçue au niveau local avec éventuellement des taux spécifiques locaux ne paraît pas davantage pouvoir être retenue.

Elle se heurterait cependant à des contraintes communautaires similaires à celles évoquées précédemment, en raison de l'application de taux différenciés par zone géographique.

Cette mesure créerait de la même façon que dans l'hypothèse précédente des distorsions économiques importantes.

En outre, elle s'analyserait juridiquement comme la création d'une accise additionnelle à l'accise actuelle nationale (TIPP), telle que prévue par l'article 3-2 de la directive 92/12/CEE.

Celui-ci précise en effet que « *les produits mentionnés au paragraphe 1 peuvent faire l'objet d'autres impositions indirectes poursuivant des finalités spécifiques, à condition que ces impositions respectent les règles de taxation applicables pour les besoins des accises ou de la taxe sur la valeur ajoutée pour la détermination de la base d'imposition, le calcul, l'exigibilité et le contrôle de l'impôt* ».

Cet article fixe ainsi une double condition préalable à toute nouvelle imposition indirecte : d'une part, elle doit poursuivre une finalité spécifique, c'est-à-dire « *autre que budgétaire* »<sup>23</sup> ; d'autre part, elle doit respecter les règles de taxation applicables pour les besoins des accises ou de la taxe sur la valeur ajoutée pour la détermination de la base d'imposition, le calcul, l'exigibilité et le contrôle de l'impôt.

Au total, la transformation de la TIPP en un impôt local se heurte à des obstacles juridiques et économiques qui paraissent insurmontables. En revanche, l'affectation de tout ou partie de cette taxe aux collectivités locales ne présente pas les mêmes difficultés. Cette solution est examinée ci-après au paragraphe III.

### **C. Les autres impôts d'Etat se heurtent également à de sérieuses difficultés**

Il pourrait être proposé d'instituer une taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu destinée au financement des collectivités locales. Son taux pourrait être voté par l'assemblée régionale ou départementale, dans le cadre de limites fixées par la loi. Cette solution présenterait toutefois des inconvénients :

- l'augmentation de l'impôt sur le revenu s'inscrirait en contradiction avec la politique de baisse des taux poursuivie par le Gouvernement, en particulier avec le plan de baisse adopté dans le cadre de la loi de finances pour 2001 ;
- la lisibilité et la compréhension de la politique poursuivie en matière d'impôt sur le revenu s'en trouveraient singulièrement altérées ;
- enfin, le revenu imposable et la cotisation moyenne d'impôt sur le revenu variant dans des proportions importantes selon les départements, cette mesure présenterait un risque sensible d'accentuation des déséquilibres locaux<sup>32</sup>. L'écart de richesse entre départements passe de 2,5 pour les impôts locaux à 4,9 pour l'impôt sur le revenu.

---

<sup>23</sup> Arrêt de la CJCE du 24 février 2000 ; affaire C-434/97 « Commission contre République française ; recours en manquement ; directive 92/12/CEE ; imposition spécifique sur les alcools forts ».

La localisation de la contribution sociale généralisée (61 Mds€) ne correspond pas au lieu de résidence des assujettis et la répartition géographique de son produit est très inégale. L'alourdissement de la CSG au bénéfice des collectivités locales frapperait un très grand nombre de personnes compte tenu du caractère quasi-universel de la CSG et ne manquerait pas de poser d'importantes difficultés dont la résolution (exonérations, abattements...) fragiliserait cet impôt et en altérerait la lisibilité.

L'impôt sur les sociétés (41 Mds€), dû au siège de l'entreprise, ne peut être précisément localisé et son produit est très inégalement réparti (20 départements représentent plus de 55 % du produit, Paris et Petite Couronne plus du tiers). L'écart de richesse entre les départements passe de 2,5 pour les impôts locaux à 23,9 pour l'impôt sur les sociétés. Par ailleurs le produit de cet impôt est très volatile en cas de variation conjoncturelle. Enfin, un impôt additionnel à l'impôt sur les sociétés soulèverait un problème évident de compétitivité.

Les retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers (1,8 Md€) soulèvent des difficultés de même type.

La taxe sur les salaires (8 Mds€), due au siège des entreprises concernées, au titre des activités non assujetties à la TVA (banques, assurances, hôpitaux, établissements publics, secteur associatif ...), a un produit fortement concentré, une vingtaine de départements concentrant les deux tiers de la recette (dont près de 40 % à Paris et en petite couronne). En outre, le champ d'application de cette taxe est étroitement dépendant de celui de la TVA et lié à l'évolution de ce dernier.

Les droits de mutation à titre gratuit entre vifs (1,2 Mds€) sont dynamiques, mais leur produit est volatile et n'est pas localisable au lieu de situation des biens. Ils sont, à l'instar des droits sur les successions, très inégalement répartis.

De même, les droits de mutation à titre gratuit par décès (5,6 Mds€) sont également non localisables au lieu de situation des biens car ils sont dus sur le lieu de résidence du défunt pour l'ensemble de son patrimoine. De surcroît, ils sont fortement concentrés<sup>24</sup> et des taux géographiquement différents soulèveraient des problèmes d'équité.

Le produit de l'impôt de solidarité sur la fortune (2,6 Mds€) n'est pas localisable au lieu de situation des biens et est très inégalement réparti. La modulation des taux n'est pas envisageable, puisqu'elle aboutirait à favoriser la localisation des redevables dans les collectivités locales pratiquant des taux faibles, accentuant ainsi la très forte concentration géographique du produit.

Enfin, les droits de timbre, comme les droits de mutation à titre onéreux (sur créances, rentes, fonds de commerce, autres conventions et actes civils) sont peu dynamiques et ont vraisemblablement vocation à diminuer à l'avenir.

Ces impôts se prêtent donc mal à un exercice de « localisation » tant en raison des écarts de richesse qu'ils créent que des difficultés que soulèverait la modulation des taux par les collectivités.

Ils peuvent en revanche, à l'instar de ce qui a été fait dans les relations Etat/sécurité sociale, se prêter à un transfert en tout ou partie du produit, selon une répartition définie au niveau national (III infra).

Par ailleurs, les droits de consommation sur les tabacs sont désormais affectés à la sécurité sociale et toute imposition additionnelle au profit des collectivités locales, outre qu'elle serait contraire au droit communautaire, brouillerait fortement leur objet (objectif de santé publique...). Des taxes différenciées risqueraient de provoquer une concurrence entre collectivités et des trafics spéculatifs contraires à l'objectif de santé publique.

## **II- Les propositions de création de nouveaux impôts au profit des collectivités locales**

---

<sup>24</sup> 8 départements totalisent près de 45 % du produit, dont Paris 20 %.

A la suite des propositions formulées par le Comité des finances locales, deux hypothèses ont été étudiées : une taxation sur le gaz au niveau local, l'institution d'une taxe sur les télécommunications.

Il convient au préalable de noter que la création de nouveaux impôts au bénéfice des collectivités locales dans les domaines du gaz, des télécommunications ou des consommations d'énergie doit respecter le cadre étroit posé par les règles communautaires. Afin de ne pas créer d'entraves aux échanges, l'article 3, paragraphe 2, de la directive 92/12/CEE du 25 février 1992 dispose que les Etats ont la possibilité de créer des taxes additionnelles poursuivant des « finalités spécifiques ». La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européenne (CJCE) a précisé que la notion de « finalité spécifique » signifie que la nouvelle accise doit être créée dans un « but autre que budgétaire ». Il s'agit donc d'une réserve juridique sérieuse de nature à rendre délicate la création d'une nouvelle accise.

#### A. La création d'une taxe sur le gaz au niveau local

Le gaz naturel est actuellement soumis à une taxe intérieure de consommation (TICGN), prévue à l'article 266 quinquies du code des douanes, qui est prélevée lors de sa livraison à l'utilisateur final.

Elle est exigible lorsque les quantités livrées au même utilisateur au cours des douze derniers mois précédant la période de facturation ont excédé 5 millions de kilowatt/heure. Elle est due par les entreprises de transport et de distribution, pour chaque facturation mensuelle sur la fraction des livraisons excédant 400 000 kilowatt/heure. En sont exonérées les livraisons de gaz destinées au chauffage des immeubles à usage principal d'habitation ainsi que celles destinées à être utilisées comme matière première ou comme combustible, pour la fabrication sous le régime suspensif de l'usine exercée des huiles minérales. Depuis le 11 janvier 2000, le taux de la taxe est fixé à 1,13 € par 1 000 kilowatt/heure<sup>25</sup>.

Il pourrait être envisagé d'élargir le champ des redevables de cette taxe aux ménages, en créant une taxe complémentaire sur la consommation de gaz calculée selon des modalités comparables à celle de la taxe locale sur l'électricité<sup>26</sup> : la recette locale pourrait ainsi être perçue sur l'ensemble des consommateurs finaux de gaz, par le biais d'un prélèvement sur les factures, des taux spécifiques étant votés par les collectivités dans des limites maximales définies par la loi.

La création d'une telle imposition pourrait toutefois s'avérer contradictoire avec une politique soucieuse du développement durable. Cette mesure nécessiterait donc un examen préalable des niveaux actuels de taxation du gaz naturel et des produits pétroliers ou encore de l'électricité, notamment au regard de leur contenu relatif en carbone.

Par ailleurs, cette mesure, décidée à l'échelle du territoire national, serait peu cohérente avec le processus d'harmonisation visant à restructurer le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques (discussion en cours sur la proposition de directive du Conseil du 17 mars 1997<sup>27</sup>, qui prévoit notamment d'étendre la taxation au gaz naturel).

#### B. La création d'une taxe sur les télécommunications

Les communications téléphoniques feraient l'objet d'une imposition au profit des collectivités locales.

---

<sup>25</sup> Loi de finances pour 2000 n° 99-1172 du 30 décembre 1999, article 39-V.

<sup>26</sup> La taxe locale sur l'électricité, dont la base d'imposition a été définie par la loi de finances rectificative pour 1984, est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

<sup>27</sup> JOCE n° C/139 du 6 mai 1997, pp. 14 à 23.

Deux modes de taxation ont été explorés, mais il faut souligner que l'article 33 de la sixième directive TVA modifiée<sup>28</sup> interdit la création de tout impôt, droit ou taxe ayant le caractère d'une taxe sur le chiffre d'affaires autre que la TVA.

Cet article précise en effet que « *sans préjudice d'autres dispositions communautaires (...), les dispositions de la présente directive ne font pas obstacle au maintien ou à l'introduction par un Etat membre de taxes sur les contrats d'assurance, sur les jeux et paris, d'accises, de droits d'enregistrement, et plus généralement, de tous impôts, droits et taxes n'ayant pas le caractère de taxes sur le chiffre d'affaires, à condition, toutefois, que ces impôts, droits et taxes ne donnent pas lieu dans les échanges entre Etats membres à des formalités liées au passage d'une frontière* ».

Conformément à une jurisprudence constante de la Cour de Justice des Communautés européennes, cette disposition n'interdit donc pas la création d'une taxe spécifique sur le chiffre d'affaires qui n'ouvre aucun droit à déduction.

a. une taxation nationale sur le chiffre d'affaires des opérateurs téléphoniques de téléphonie fixe ou mobile.

Un certain pourcentage de leur chiffre d'affaires pourrait être imposé. Celui-ci se monte à 10,7 Mds€ en 2000 au titre de la téléphonie fixe (hors abonnements) et à 8,4 Mds€ au titre du mobile. Le produit pourrait alimenter un fonds national avant d'être réparti entre les collectivités locales selon des critères péréquateurs.

Cette proposition présenterait l'avantage d'une certaine facilité de gestion, tant pour l'Etat que pour les opérateurs, mais ne correspondrait pas à un renforcement de la responsabilité des élus.

b. une taxation sur la facturation des communications téléphoniques (fixe ou mobile).

Sur chaque facture, un pourcentage du montant facturé sur les communications serait prélevé au profit des collectivités locales.

La création d'une taxe touchant les télécommunications présente cependant des inconvénients tant sur un plan économique que concurrentiel.

Sur le plan économique, elle freinerait le développement des réseaux de télécommunications, alors que tous s'accordent à reconnaître que l'investissement dans ce domaine fait partie de ceux dont les effets bénéfiques pour l'ensemble de l'économie sont les plus prometteurs. Elle pénaliserait en priorité les opérateurs et industriels européens par rapport à leurs concurrents internationaux qui n'y seraient pas soumis sur leurs propres marchés. Il conviendrait, par ailleurs, de ne pas fragiliser le financement du service universel des télécommunications, lequel inclut notamment la desserte de zones non rentables et l'offre de tarifs sociaux.

Sur le plan concurrentiel, une telle taxation poserait de nombreux problèmes liés à la définition de la base taxable. En particulier, si elle ne concernait que les opérateurs de téléphonie fixe, ceux-ci seraient désavantagés par rapport aux opérateurs de téléphonie mobile alors même que le service se substitue au fixe pour certaines catégories de la population.

De plus, si cette mesure ne concernait que les opérateurs de téléphonie vocale, ceux-ci seraient mis en situation difficile par rapport aux fournisseurs d'accès Internet qui développent aujourd'hui des solutions de Voix sur IP. Enfin, elle présenterait des risques non négligeables d'évasion, d'une part en raison de la difficulté d'identifier et de calculer avec précision le volume de trafic des télécommunications, et d'autre part par la possibilité de certains opérateurs de faire du détournement de trafic par l'international pour ne pas payer cette taxe supplémentaire.

### **III. Le partage du produit d'un impôt d'Etat au bénéfice des collectivités locales**

---

<sup>28</sup> Sixième directive du Conseil n°77/388/CEE du 17 mai 1977 notamment modifiée par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991.

La réflexion sur la réforme de la fiscalité locale ne peut se limiter à rechercher les moyens de conforter les impôts existants. D'autres financements peuvent être compatibles avec l'autonomie locale à condition, toutefois, que leur niveau et leur évolution découlent de règles stables tant pour l'Etat que pour les collectivités locales susceptibles d'atténuer les écarts de richesse.

A cet égard, une piste de réflexion consisterait à examiner le transfert de tout ou partie d'un impôt national dont le taux resterait voté au niveau national en loi de finances.

Un tel transfert pourrait être décidé soit dans le cadre d'une substitution partielle aux concours financiers actuels, soit dans celui de nouveaux transferts de compétences.

Cette option ne soulève pas de difficulté sur le plan juridique, notamment au regard des règles communautaires. Quelle que soit la nature de l'imposition, il est toujours possible d'affecter tout ou partie du produit d'un impôt national aux collectivités locales, dès lors que cette mesure n'a pas d'incidence sur les règles d'assiette et de taux pratiqués.

L'avis du Comité des Finances Locales sur la réforme des ressources fiscales des collectivités locales du 30 octobre 2001 mentionne la piste du partage de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP).

De fait, parmi les grands impôts d'Etat, seule la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) se prête aisément à une affectation locale, en raison notamment d'un rendement élevé et constant.

Le partage de la TIPP pourrait prendre la forme d'un partage de produit voté au niveau national, en faveur des collectivités régionales.

Des mécanismes budgétaires d'affectation existent d'ores et déjà pour la collectivité territoriale de Corse. Ainsi, pour compenser le solde des charges provenant des transferts de compétences résultant de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse, l'article 5 de la loi n° 94-1132 du 27 décembre 1994 portant statut final de la Corse a institué, à compter de 1994, un prélèvement sur les recettes de l'Etat égal à 10 % du produit de la TIPP sur les produits pétroliers mis à la consommation en Corse. Ce pourcentage a été porté à 18 %, en application de l'article 40 de la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse.

Dès lors, le niveau de la recette affectée et ses critères de répartition entre collectivités devraient être fixés au niveau national, comme cela existe dans les autres Etats de l'Union européenne ayant adopté la formule d'impôts partagés. La part du produit de TIPP reversé aux collectivités locales évoluerait dès lors en fonction de l'assiette fiscale.

Mais, cette proposition qui s'éloigne du principe de la responsabilité fiscale des élus locaux doit, en toute hypothèse, être examinée dans le cadre d'une réflexion globale sur l'évolution des prélèvements obligatoires et des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

De ce point de vue, le dynamisme de la recette transférée devrait nécessairement avoir pour contrepartie une plus grande modération de l'évolution des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

\*\*\*

Le partage du produit de la TIPP est donc juridiquement possible ; il ne pose pas de difficultés pratiques. La TIPP présente en outre l'avantage de constituer une recette dynamique. Une réflexion peut donc être engagée sur un tel partage, qui devra toutefois trouver sa place dans le cadre d'un réaménagement des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

\*\*\*

### **SECTION 3. MODERNISER LA FISCALITE LOCALE DANS LE CADRE DE L'ARCHITECTURE EXISTANTE**

L'assiette des impôts locaux a fait l'objet au cours de la précédente décennie de plusieurs tentatives de modernisation : la révision des valeurs locatives engagée en 1990 et le remplacement de la taxe d'habitation départementale par une taxe départementale sur le revenu en 1992.

Ces deux projets n'ont pas été mis en œuvre, alors même que le Parlement en avait voté le principe et les modalités, en raison de l'ampleur des transferts qu'ils suscitaient et des interrogations qu'ils soulevaient dans leur principe.

La mise en œuvre de la révision générale des valeurs locatives cadastrales ayant été écartée jusqu'à présent en raison de ses difficultés, plusieurs solutions peuvent cependant être envisagées, consistant soit à rechercher de nouveaux éléments d'assiette, soit à reprendre la réflexion sur la révision mais avec une approche décentralisée.

#### **Sous-Section 1. La difficile révision des valeurs locatives cadastrales**

La valeur locative est la valeur d'usage réelle actuelle des biens dont le contribuable dispose, soit à titre de propriétaire, soit à titre d'occupant. La valeur locative est dite cadastrale lorsqu'elle est inscrite dans les documents cadastraux qui servent à identifier la matière imposable à la taxe foncière dans chaque commune.

La mise en œuvre de la révision générale des valeurs locatives cadastrales a été écartée jusqu'à présent car elle soulève des difficultés liées notamment aux transferts de charges entre contribuables.

##### **I. L'ancienneté des bases actuelles**

Les valeurs locatives sur lesquelles sont assis en totalité ou en partie les impôts directs locaux sont actuellement déterminées en fonction de valeurs fixées en 1961 pour le foncier non bâti et en 1970 pour la taxe d'habitation et le foncier bâti. Des actualisations sont intervenues en 1970 pour le non bâti et en 1980 pour l'ensemble des propriétés.

Depuis 1981, seuls des coefficients nationaux annuels de revalorisation forfaitaire ont été appliqués.

Ces coefficients ne peuvent refléter de manière satisfaisante l'évolution des loyers, nécessairement différenciée au niveau local. Dès lors, ces valeurs locatives sont désormais éloignées de la réalité du marché locatif immobilier. Cette inadaptation des bases crée des iniquités.

##### **II. Les principes de la révision de 1990**

La loi du 30 juillet 1990 a fixé le principe d'une révision générale des valeurs locatives servant de base au calcul des impôts locaux, en retenant trois grands principes.

###### **A. Une simplification des modalités d'évaluation**

La loi de révision de 1968 a posé des critères différents selon l'affectation des locaux :

- pour les locaux d'habitation, ont été posées des règles à la détermination des surfaces pondérées des locaux, des règles relatives au classement en catégories et des règles afférentes à la fixation des tarifs.

A ce titre, les locaux d'habitation sont classés en 8 catégories en fonction de multiples critères (confort, ...).

Enfin, la loi a prévu de déterminer ces tarifs par référence aux « loyers des locaux loués à des conditions de prix normales ».

- pour les locaux commerciaux, a été retenu un principe d'égalité de la valeur locative et du loyer stipulé dans le contrat de bail.

- pour les locaux industriels, c'est le prix de revient inscrit à l'actif du bilan qui est à la base de l'évaluation (8% en général).

La révision de 1990 comportait un dispositif plus simple de classement des propriétés à savoir le rattachement de chaque propriété à un groupe, à un sous-groupe et à une catégorie pour le foncier bâti et à une classe pour le foncier non bâti.

Le tarif applicable pour le calcul des évaluations cadastrales a été fixé par secteur d'évaluation. Un secteur est constitué d'un ensemble de communes ou parties de communes présentant un marché locatif homogène. Les limites communales n'étaient dès lors plus une limite à l'appréciation des secteurs d'évaluation.

Enfin, le calcul des évaluations cadastrales des propriétés a été simplifié. Le tarif fixé pour la catégorie dans laquelle est classé le bien s'applique à la superficie réelle du local.

En conséquence, les équivalences superficielles, qui consistaient à majorer la surface réelle des locaux d'habitation pour tenir compte de la présence d'éléments de confort, sont supprimées.

En outre, l'évaluation cadastrale a été affectée d'un coefficient unique variant de 0,85 à 1,15 destiné à tenir compte de la situation et de l'état de la propriété.

### Un bref rappel

La révision a consisté à reclasser l'ensemble des immeubles bâtis et non bâtis en groupes au sein de secteurs géographiques d'évaluation, en fixant de nouveaux tarifs au m<sup>2</sup>. Elle a été effectuée par référence au 1er janvier 1990 en métropole et au 1er janvier 1993 dans les DOM.

**1. En ce qui concerne le foncier bâti**, le classement a été revu de manière sélective pour les locaux d'habitation soit sur l'initiative de l'administration soit sur demande des élus dans certaines zones et de manière exhaustive pour les locaux professionnels en raison de l'évolution constatée dans ce parc depuis la dernière révision et de la création d'une nouvelle grille de classification.

Les tarifs fixés par catégorie ont été déterminés à l'intérieur de chaque secteur d'évaluation. Des secteurs d'évaluation distincts ont été constitués pour les locaux d'habitation ordinaires, les locaux d'habitation sociaux et les locaux professionnels.

En revanche, les locaux industriels évalués selon la méthode comptable (prix de revient) n'ont pas été concernés par ces travaux.

**2. En ce qui concerne le foncier non bâti**, seule la répartition entre les classes a fait l'objet d'un réexamen. Comme pour le foncier bâti, les tarifs ont été fixés par secteurs d'évaluation. Des secteurs distincts ont été constitués pour les terrains agricoles, les terrains forestiers et les terrains urbains.

## B. Une participation active des élus locaux et des contribuables aux opérations de révision

Cette participation s'est exercée à travers diverses commissions qui sont intervenues dans le cadre des travaux de révision.

Dans chaque commune, la Commission communale des impôts directs locaux (CCID) a décidé du classement et du coefficient de situation relative des propriétés bâties, de l'adaptation communale des tarifs sectoriels des propriétés non bâties et de l'affectation de terrains dans le sous-groupe des terrains constructibles.

Dans chaque département, la réalisation de la révision a fait intervenir le Comité de Délimitation des Secteurs d'Evaluation (CDSE), la Commission Départementale des évaluations cadastrales (CDEC) et la Commission Départementale des Impôts Directs Locaux (CDIDL) qui ont un rôle déterminant dans l'expertise du marché locatif :

- la CDSE pour arrêter le découpage du département en secteurs d'évaluation ;
- la CDEC pour consulter pour avis sur le précédent découpage et décider en accord avec l'Administration des tarifs sectoriels des propriétés bâties et non bâties et pour ces dernières déterminer les sous-groupes, les classes sectorielles et leur hiérarchie
- enfin, la CDIDL pour intervenir en appel.

## C. Une neutralité globale sur la pression fiscale

La révision devait être effectuée à produit fiscal constant pour chaque taxe et au sein de chaque collectivité. Pour chacune des taxes, les augmentations de bases d'imposition liées à la révision, au sein d'une collectivité entraînaient systématiquement la correction systématique à la baisse des taux d'imposition.

La révision ne pouvait donc avoir pour effet de conduire à une augmentation globale de la pression fiscale dans une collectivité.

La répartition de la charge fiscale entre redevables s'effectuait, dans ce cadre, à l'échelle de chaque collectivité et dans les limites du produit de chaque imposition.

### III. Les résultats de la révision de 1990

#### A. Des transferts de charge importants entre contribuables

L'intégration des nouvelles évaluations cadastrales a impliqué des transferts de charges substantiels entre contribuables.

Pour les propriétés bâties, les résultats ont été les suivants :

Taxes	% de locaux dont la cotisation				
	diminue de plus de 50%	diminue de 5% à 50%	reste stable (- 5% à + 5%)	augmente de 5% à 50%	augmente de plus de 50%
TFPB	1	28	21	38	12
TH	1	39	22	31	7
TP	1	12	51	25	11

En outre, ces moyennes nationales ont pu dissimuler des variations plus élevées de cotisations individuelles. Ainsi, en foncier bâti, 9,8 % des locaux d'habitation hors HLM, 4,5 % des locaux HLM et 29,3 % des locaux professionnels auraient vu leur cotisation augmenter de plus de 50 %.

S'agissant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la plupart des cotisations devraient diminuer, les principales augmentations étant concentrées sur les vignes, + 7,2 % en moyenne, et les terres non agricoles + 4,3 %, en moyenne.

## B. Des mécanismes correcteurs insuffisants

Plusieurs correctifs ont été envisagés pour limiter ces transferts de charges, selon quatre orientations principales.

La première, retenue par le projet de loi portant intégration des résultats des travaux de révision soumis au Comité des Finances Locales en 1996, prévoyait notamment un classement des logements sociaux dans une catégorie à part, une revalorisation forfaitaire d'un coefficient de 1,37 pour les établissements industriels et une intégration progressive sur 3 ans des éléments issus de la révision pour la détermination de bases d'imposition. Cette intégration progressive devait, en outre, être modulée par le biais d'un écrêtement des hausses de cotisation excédant à la fois 76,22 € et 50 % de la cotisation de l'année précédente. Le financement de cet écrêtement était à la charge de l'Etat.

A la suite des observations apportées par le Comité des Finances Locales, une seconde proposition a été formulée. Elle aurait consisté à étaler l'intégration des résultats de la révision sur quatre années, et à moduler les effets de l'intégration par le biais d'un écrêtement des hausses de cotisation à partir d'un montant excédant à la fois 45,73 € et 15 % de la cotisation de l'année précédente, financé par l'Etat. Cette proposition aboutissait toutefois à rendre le processus d'intégration complexe et peu compréhensible pour les contribuables et les collectivités locales, tout en s'avérant plus coûteux en terme de gestion.

Une troisième piste a préconisé l'intégration immédiate des nouvelles bases assortie de l'écrêtement des cotisations en cas de hausses supérieures à 15 % et 45,73 € par rapport à la cotisation de l'année précédente et ce, jusqu'à mise à niveau complète. Elle présentait toutefois pour inconvénient d'accroître le coût budgétaire pour l'Etat de l'écrêtement. En outre, ce dispositif, s'il entraînait un gain net, la première année d'intégration, de 229 M€, engendrait un coût net pour les cinq années suivantes, le coût le plus important intervenant l'année suivant celle de l'intégration. Au total, le coût net supplémentaire pour l'Etat serait de plus de 1,1Md€. Surtout, ce mécanisme ne remédiait aucunement aux transferts de charge supportés par les collectivités locales, ces derniers se réalisant dans leur intégralité à la fin de la période d'écrêtement.

Une dernière orientation a envisagé la mise en place de dispositifs limitant définitivement les transferts de charges entre contribuables, et non plus uniquement pendant une période transitoire.

Une première hypothèse, consistant à corriger la valeur locative de 1970 de chaque local de la variation moyenne, dans le secteur d'évaluation, des bases de l'ensemble des locaux de sa catégorie, telle qu'elle résulte des travaux de la révision de 1990, permettrait de lisser les variations de cotisations résultant de la révision. Toutefois, cette méthode ne permettrait pas de tenir compte des situations individuelles. Ainsi, la base d'imposition d'un local pourrait se voir appliquer un coefficient d'évolution divergent de l'évolution qui aurait été la sienne en cas d'intégration de la révision. De plus, les transferts demeuraient importants, ainsi que l'illustre le tableau suivant en matière de taxe foncière.

	% de locaux dont la cotisation diminue		% de locaux dont la cotisation augmente (dont plus de 50 %)	
	Révision <sup>(1)</sup>	Après application du coefficient égal à l'évolution moyenne des bases	Révision <sup>(1)</sup>	Après application du coefficient égal à l'évolution moyenne des bases
Locaux d'habitation	38 %	38 %	58,2 % (9,7 %)	57,9 % (4,4 %)
Locaux sociaux	62,4 %	55,9 %	36 % (4,1 %)	42,4 % (1,4 %)
Locaux professionnels	38,4 %	65 %	61,3 % (29,3 %)	34,7 % (3,4 %)
Etablissements industriels	40 %	72,4 %	48,3 % (0,1 %)	22,8 % (0 %)

(1) Base 1994 actualisée 2000

Une deuxième hypothèse consiste à plafonner les hausses de bases les plus significatives tout en préservant l'intégralité des baisses. Toutefois, elle fait apparaître, quel que soit le taux de plafonnement simulé, des effets limités et inégaux selon la taxe et les locaux concernés. Le dispositif serait notamment plus efficace pour la taxe foncière sur les propriétés bâties que pour la taxe d'habitation, et au sein du foncier bâti, plus efficace pour les locaux d'habitation que professionnels. Il réduirait en outre faiblement le coût du mécanisme d'écrêtement pour l'Etat.

### 1 - Conséquences sur la taxe foncière sur les propriétés bâties

	% de locaux dont la cotisation diminue			% de locaux dont la cotisation augmente (dont plus de 50 %)		
	Révision <sup>(1)</sup>	Plafonnement		Révision <sup>(1)</sup>	Plafonnement	
		1,7	1,5		1,7	1,5
Locaux d'habitation	38 %	41,2 %	40,4 %	58,2 % (9,7 %)	55,2 % (8,2 %)	55,8 % (4,4 %)
Locaux sociaux	62,4 %	70,8 %	69,8 %	36 % (4,1 %)	27,8 % (3,2 %)	28,8 % (1,1 %)
Locaux professionnels	38,4 %	27,1 %	25,3 %	61,3 % (29,3 %)	72,7 % (37,6 %)	73,3 % (35,7 %)
Etablissements industriels	40 %	41,2 %	39,9 %	48,3 % (0,1 %)	55,3 % (4,2 %)	55,7 % (4,3 %)

(1) Base 1994 actualisé 2000.

## 2 - Conséquences sur la taxe d'habitation

	% de locaux dont la cotisation diminue			% de locaux dont la cotisation augmente (dont plus de 50 %)		
	Révision <sup>(1)</sup>	Plafonnement		Révision <sup>(1)</sup>	Plafonnement	
		1,7	1,5		1,7	1,5
Locaux d'habitation	46,4 %	45,9 %	45,5 %	52,8 % (6,5 %)	53,4 % (6,4 %)	54 % (5,6 %)
Locaux sociaux	74,5 %	74 %	73,6 %	25,2 % (1,7 %)	25,5 % (1,6 %)	26 % (1,4 %)

(1) A partir de la situation des logements occupés 1999 actualisée 2000.

Mais toutes ces hypothèses se traduiraient par des transferts de charge qui restent sensibles et par une perte de lisibilité par rapport à l'objectif de la révision. Elles auraient également un coût pour l'Etat qui accentuerait la part de la fiscalité directe locale prise en charge par le contribuable national, allant ainsi à l'encontre de l'objectif de renforcement du lien entre l'élu et le contribuable local.

### IV. Le statu quo n'est pas satisfaisant

La conservation des bases actuelles aboutit à une répartition inégale des impôts locaux entre contribuables, conduisant à des transferts cachés entre catégories, tandis que l'évolution des valeurs locatives diverge chaque année davantage des réalités économiques.

Ainsi, en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et d'habitation, ces transferts s'effectuent aux dépens des propriétaires et des occupants de logements construits après 1970, en général, et des logements sociaux en particulier. En effet, le gel de la situation des bases à 1970 combiné à un système de classification reposant sur la notion d'éléments de confort aboutit à ne pas prendre en compte le mouvement général d'amélioration intervenu depuis 1970 dans l'habitat ancien.

En matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties, le système actuel conduit à sous-taxer les terrains à usage non agricoles (terrains à bâtir notamment) aux dépens des terres agricoles, notamment pour certaines cultures.

Le vieillissement des bases n'est pas non plus sans conséquence pour les collectivités dès lors que les dotations de l'Etat sont, pour une large part, attribuées en tenant compte de la richesse fiscale appréciée en fonction de l'importance des bases de la fiscalité directe locale.

En effet, l'éligibilité à la plupart des dotations de péréquation repose notamment sur la notion de potentiel fiscal, défini par l'application aux bases brutes de fiscalité des taux moyens nationaux. Or, cet élément est directement influencé par le vieillissement des bases.

Ainsi les collectivités dont le potentiel fiscal est minoré du fait de l'absence de la mise en œuvre de la révision bénéficient d'un avantage en matière de dotation. Cette situation avait été constatée au niveau national pour les communes de moins de 10 000 habitants lors des travaux réalisés en 1992.

A l'inverse, cette situation défavorise les communes sur lesquelles sont situées d'anciennes zones d'activités dont les bases n'ont pas été révisées et pour lesquelles le potentiel fiscal se trouve donc fictivement majoré.

Le maintien du statu quo accroît, en outre, la contestation de l'impôt direct local par les redevables.

Les contribuables n'ignorent pas l'ancienneté des valeurs locatives qui servent de bases à leurs impôts directs locaux.

Les importantes différences de taxation entre des biens de valeur vénale similaire sont connues et renforcent le sentiment d'iniquité et la contestation de la fiscalité locale.

Au surplus, l'insuffisante évolution des bases entraîne une augmentation artificielle des taux apparents d'imposition. Le phénomène est particulièrement marqué en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour laquelle le taux moyen de prélèvement s'établit en 2000 à 60,85 %. Les taux sont moins élevés pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (34,57 %) et la taxe d'habitation (22,23 %). Ces montants liés aux augmentations de pression fiscale locale contribuent néanmoins à créer un sentiment de surtaxation.

Les réformes entreprises pour alléger la charge qui pèse sur les redevables - suppression de la part régionale de la taxe d'habitation, réforme des dégrèvements, suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle, antérieurement la suppression des parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties agricoles - atténuent les effets de l'actuel statu quo, sans réellement résoudre cette problématique de la révision.

En effet, le poids de l'impôt et ses inégalités restent entier en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés bâties et dans une moindre mesure pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La charge que représente cet impôt est donc régulièrement dénoncée.

L'absence de décision du passage aux nouvelles évaluations cadastrales induit, en dernier lieu, un coût de gestion pour l'administration.

En effet, il est indispensable, parallèlement au système actuel de taxation, d'assurer la mise à jour des bases selon les critères de la révision de 1990 à partir des nouvelles valeurs locatives. Les changements intervenus dans les propriétés sont donc pris en compte deux fois par les agents de la direction générale des impôts.

L'absence de la mise à jour des bases risque de conduire l'Etat à assumer une part croissante de la fiscalité directe locale pour atténuer la charge des contribuables. S'agissant de la taxe foncière sur les propriétés bâties, l'institution d'un dégrèvement de 75 € pour les redevables âgés et de condition modeste lors de l'examen de la loi de finances pour 2001 et son élargissement dans le cadre de la loi de finances pour 2002, porté notamment à 100 €, ont confirmé cette évolution.

Mais il est vrai que les éléments retenus pour procéder à la révision de 1990 ont aujourd'hui vieilli. Les tarifs retenus correspondent à la situation du marché locatif au 1<sup>er</sup> janvier 1990. Or ce marché a évolué. D'autre part, les secteurs géographiques d'évaluation définis par les commissions départementales ne sont plus toujours pertinents.

Dès lors, il convient d'examiner des solutions nouvelles, consistant soit à rechercher de nouveaux éléments d'assiette, soit à reprendre la réflexion sur la révision mais avec une approche décentralisée, soit enfin à procéder à une actualisation plus systématique des bases de 1970.

Si l'une de ces pistes devaient être retenues, cela consacrerait l'abandon définitif de l'intégration généralisée des résultats de la révision de 1990.

## **Sous-Section 2. La mise à jour permanente des bases et la révision d'initiative locale**

Le besoin d'actualiser les valeurs locatives cadastrales fait l'objet d'un large consensus.

Une meilleure prise en compte de la réalité des valeurs locatives cadastrales est un objectif de justice fiscale qui ne peut être contesté. C'est également une préoccupation de bonne allocation des ressources entre collectivités locales puisque le potentiel fiscal, principal critère de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales, est calculé à partir des valeurs locatives.

Force est toutefois de constater que les difficultés liées à la mise en œuvre de la révision générale des valeurs locatives cadastrales effectuée en 1990 rendent délicate son application effective dans les conditions initialement prévues, et ce d'autant plus que ces bases ont, depuis cette date, elles-mêmes vieilli, tant au regard de l'évolution du marché locatif que du montant des loyers pratiqués.

Ainsi, en Ile-de-France, les tarifs et secteurs d'évaluation retenus en 1990 se trouvent aujourd'hui en décalage par rapport à la réalité du marché, les loyers des logements n'ayant par exemple progressé que de 10 % depuis 1990 contre 50 % pour les loyers des bureaux. En outre, certaines zones d'habitation, essentiellement rurales en 1990, ont connu une urbanisation rapide; des quartiers anciens de centre urbains ont fait l'objet d'une rénovation profonde et présentent désormais des immeubles de grand standing ; enfin, certains découpages ne sont plus pertinents.

En outre, plusieurs fusions ou détachements de communes sont intervenues depuis 1990, sans que les données recensées lors des travaux de révision aient tenu compte de ces modifications.

On peut se demander aujourd'hui si le choix consistant à effectuer de manière générale des révisions lourdes, générales et périodiques n'a pas montré ses limites, alors que des opérations ponctuelles d'évaluation des logements neufs ou de réévaluations pilotées au niveau local par les communes et les services fiscaux interviennent régulièrement et dans des conditions relativement satisfaisantes.

Dès lors, deux voies paraissent envisageables :

- soit donner aux élus la possibilité d'opter pour la mise en œuvre mesurée de la révision de 1990 ;

- soit se donner les moyens de procéder à une mise à jour permanente des bases de 1970, dans laquelle les élus disposeraient de par la loi de la possibilité d'en moduler les effets.

Ces deux voies pourraient avoir les conséquences suivantes.

### **I. Donner la possibilité aux collectivités locales d'opter pour l'introduction des nouvelles bases issues de la révision de 1990, avec la possibilité d'en moduler les effets**

La Commission pour l'avenir de la décentralisation propose de transférer au maire la responsabilité de procéder ou non à la révision des valeurs locatives de sa commune.

Les communes opteraient pour l'introduction des nouvelles bases issues de la révision de 1990, avec la possibilité d'en moduler les effets en modifiant les secteurs d'évaluation et en appliquant des tarifs par secteurs locatifs moins élevés que ceux fixés dans le cadre de la révision. Cette faculté serait encadrée par le législateur, afin de respecter les principes de l'article 34 de la Constitution.

#### **A. Le dispositif envisageable**

Il s'agirait de retenir les principes de la révision de 1990 en donnant aux collectivités locales la possibilité de modifier certains paramètres afin d'actualiser les résultats de cette révision.

*Ne seraient pas modulables localement :*

- les principes généraux concernant la nomenclature des groupes, sous-groupes, catégories et classes (afin de permettre une homogénéité sur l'ensemble du territoire) ;

- les modalités de classement des propriétés (dans les conditions prévues par la loi de 1990) ;

- les modalités de calcul des évaluations cadastrales au niveau individuel (par les services fiscaux, selon les modalités prévues par la loi de 1990).

*En revanche, les éléments correspondant aux données collectives de la révision pourraient relever de l'initiative locale, à savoir le découpage des secteurs d'évaluation et la fixation des tarifs correspondants.*

Dans le dispositif prévu par la loi du 30 juillet 1990, les secteurs d'évaluation ont été arrêtés par les comités de délimitation des secteurs d'évaluation (CDSE) au vu d'un rapport du directeur des services fiscaux. Une nouvelle délimitation pourrait être réalisée par l'autorité locale à laquelle serait dévolue l'initiative d'engager la révision des bases selon des principes et une procédure qui serait fixée par la loi et dont la légalité devrait être contrôlée.

D'autre part, les tarifs sectoriels applicables tant en matière de propriétés bâties que non bâties ont été, dans le dispositif prévu par la loi du 30 juillet 1990, arrêtés par le directeur des services fiscaux en accord avec la Commission départementale des évaluations cadastrales (CDEC).

Comme pour les secteurs d'évaluation, la fixation des tarifs pourrait être réalisée par l'autorité locale à laquelle serait dévolue l'initiative d'engager la révision selon des principes et une procédure fixés par la loi.

## B. Le choix de la collectivité ayant l'initiative de la révision devrait être clarifié

Il n'apparaît pas possible d'autoriser chaque collectivité à engager un processus autonome de révision des bases imposées à son profit, sauf à constater, pour un même local, autant de valeurs locatives que de collectivités, ce qui s'avérerait incompréhensible pour le redevable.

Il convient donc de privilégier le principe d'unicité de la valeur locative et de définir un niveau adéquat de collectivité pouvant décider la mise en place de la révision.

a. Le niveau régional paraît devoir être écarté. Il serait paradoxal de confier aux Conseils régionaux la décision de réviser les bases alors même que les régions disposent de la part la plus faible du produit des quatre taxes.

b. Le niveau communal évoqué par la Commission pour l'avenir de la décentralisation n'est pas sans présenter certaines difficultés.

Ce niveau peut aujourd'hui paraître contradictoire avec la montée en puissance de l'intercommunalité. Il apparaîtrait, en outre paradoxal, que la décision prise au niveau communal s'impose tant au niveau intercommunal, départemental que régional.

Mais surtout, ce dispositif entraînerait des transferts entre communes sur les parts départementale et régionale. En effet, au sein du même département ou d'une même région, la part perçue au profit de ces collectivités dans les communes ayant décidé de la révision sera augmentée et des transferts interviendront entre redevables selon qu'ils appartiennent à une commune ayant ou non décidé de la révision. Pour éviter ces transferts, des mécanismes complexes de neutralisation devraient être mis en place.

c. En définitive, la décision de procéder à la révision d'initiative locale devrait être prise à un niveau qui évite les inconvénients précédemment décrits.

Ce niveau pourrait être :

- soit le département. Dans cette hypothèse, tous les redevables verraient leurs bases révisées et cette révision porterait sur la base imposée tant au profit de la commune, de l'intercommunalité, du département ou de la région ;
- soit un ensemble de communes réunies en un collège *ad hoc* représentant une part significative des bases d'imposition du département. La révision ne porterait alors que sur les bases d'imposition de ces collectivités.

\*\*\*

Une autre piste pourrait consister à renoncer définitivement à l'introduction de la révision de 1990 et à donner les moyens juridiques à l'administration de procéder à une actualisation au fil de l'eau des bases de 1970.

## **II. Mettre en place un dispositif de mise à jour permanente des bases de 1970**

Cette seconde solution consisterait à abandonner définitivement la révision de 1990 et à mettre en place un nouveau dispositif de mise à jour permanente des bases de 1970 dont l'initiative incomberait seule à l'administration fiscale mais dont les modalités d'application pourraient laisser des marges d'adaptation aux collectivités locales.

Ce dispositif pourrait comporter deux volets.

En premier lieu, il s'agirait de donner les moyens juridiques à l'administration fiscale pour qu'elle puisse procéder à une actualisation automatique des données individuelles.

En second lieu, il s'agirait de donner la possibilité aux collectivités locales de procéder, avec l'administration fiscale, à une actualisation des bases portant sur des données collectives. Ces marges de manœuvre porteraient sur deux points : d'une part sur la modulation des tarifs, dès lors que l'administration constate que l'écart entre les valeurs retenues en 1970 et celles du marché atteint une certaine proportion (de l'ordre par exemple de 20%) et, d'autre part, sur la modulation du coefficient de situation des locaux.

### **A. Doter l'administration fiscale des moyens d'une politique plus active de mise à jour**

L'actualisation des données individuelles d'imposition (valeur locative d'un local) serait opérée par une politique plus active de mise à jour des données, selon les principes suivants :

#### *a. La prise en compte des travaux de révision réalisés en 1990*

Tout d'abord, il s'agirait d'utiliser les informations collectées sur l'état des logements lors des travaux de la révision de 1990.

Ces modifications, qui concernent environ 3 millions de locaux, porteraient principalement sur la consistance et les caractéristiques physiques des logements, notamment sur les constatations des travaux d'amélioration de l'habitat ancien.

Cette intégration serait cependant opérée progressivement, dans le cadre des travaux annuels de conservation cadastrale, après avis de la commission départementale des impôts directs et sous réserve des nouveaux éléments qui auraient pu être constatés.

#### *b. L'institution d'une obligation déclarative au titre des changements de caractéristiques physiques*

Il s'agirait d'instituer un système déclaratif plus performant que celui prévu par l'article 1406 du code général des impôts, afin d'appréhender dans de meilleures conditions les changements de caractéristiques physiques des locaux.

Les propriétaires des locaux d'habitation seraient invités à souscrire de nouvelles déclarations descriptives des locaux. Cette déclaration serait adressée par l'administration fiscale aux redevables, après qu'elle ait constaté que la déclaration initiale est très ancienne ou ne reflète plus l'état ou la consistance du bien.

### *c. La modernisation des modalités d'évaluation individuelles*

#### *- La suppression des locaux de référence pour l'évaluation des locaux d'habitation*

Conformément aux dispositions de l'article 1496-I du code général des impôts, la valeur locative des locaux affectés à l'habitation ou à l'exercice d'une profession autre qu'agricole, commerciale, artisanale ou industrielle est déterminée par comparaison avec celle de locaux de référence choisis dans la commune, pour chaque nature et catégorie de locaux.<sup>29</sup>

La suppression des locaux de référence pour l'évaluation des locaux d'habitation constituerait une mesure utile de simplification.

En effet, la méthode d'évaluation, précisée par la jurisprudence (CE du 12 mars 1982 n° 19742), consiste à appliquer à la surface pondérée du local à évaluer le tarif correspondant à la catégorie dans laquelle il a été classé. La comparaison avec l'immeuble de référence dans la catégorie n'est en pratique effectuée qu'à titre de recoupement pour vérifier que le résultat obtenu ne présente pas un caractère anormal; dans ce cas, la valeur locative du local à évaluer peut exceptionnellement faire l'objet d'ajustement.

#### *- La suppression des équivalences superficielles pour le calcul de la surface pondérée des locaux d'habitation*

Les équivalences superficielles procèdent aujourd'hui d'un raisonnement largement obsolète et mal compris par les contribuables et leur suppression participe à une modernisation des bases.

Les équivalences superficielles pourraient être supprimées.

Afin de limiter les transferts de charges entre redevables au bénéfice de ceux ayant des petits logements et au détriment des redevables ayant des logements de grande surface, il serait possible d'assortir cette suppression d'une action sur l'actuel correcteur d'importance des superficies<sup>30</sup>, afin de corriger l'évaluation du local.

Une autre solution, également praticable, consisterait à définir un coefficient unique d'équivalence superficielle moyen. Il s'appliquerait à l'ensemble des locaux et serait destiné à traduire le confort actuel des logements. Ce coefficient qui s'appliquerait à la surface pondérée nette pourrait résulter d'une étude opérée au niveau communal et concernerait chaque catégorie de locaux.

#### *- La modification de la limite de 10 % pour prendre en compte les changements de caractéristiques physiques et d'environnement*

---

<sup>29</sup> L'évaluation par comparaison consiste à attribuer à un local donné une valeur locative proportionnelle à celle adoptée sur le procès-verbal lors des opérations de révision de la commune pour le local de référence correspondant. La valeur locative du local de référence est déterminée en appliquant à sa surface pondérée totale un tarif fixé par commune pour chaque nature et catégorie de local en fonction du loyer des locaux loués librement à des conditions de prix normales et de manière à assurer l'homogénéité des évaluations dans la commune et de commune à commune.

<sup>30</sup> Prévu à l'article 324-L de l'annexe III du Code général des impôts

Les changements de caractéristiques physiques et d'environnement ne sont pris en compte que lorsqu'ils entraînent une modification de la valeur locative du bien concerné supérieure à un dixième.

En particulier, la seule modification du coefficient de situation générale ne permet pas actuellement, à lui seul, en cas d'implantation d'équipements générateurs de nuisances de modifier la valeur locative.

Il pourrait être envisagé, soit de supprimer totalement le seuil pour les modifications, soit d'abaisser la limite à 5 % afin d'assouplir la prise en compte des modifications d'environnement. A titre d'option alternative, on pourrait maintenir à 10 % l'actuelle limite pour les seuls changements de caractéristiques physiques, aucun seuil n'étant par ailleurs opposé à la prise en compte des modifications d'environnement.

#### *- La modernisation de la classification pour les locaux professionnels*

Afin de faciliter l'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels, des changements pourraient être apportés aux déclarations souscrites par les propriétaires d'un bien à usage professionnel.

La loi de révision de 1990 a en effet permis l'adoption d'une nouvelle déclaration dite « modèle P », souscrite par tous ces propriétaires. Cette déclaration pourrait remplacer définitivement la déclaration modèle C jusqu'alors en vigueur, en y apportant cependant les aménagements nécessaires à la détermination d'une valeur locative 1970.

### **B. Le cas échéant, permettre aux collectivités locales de procéder à une actualisation des bases portant sur des données collectives**

En complément à l'actualisation au fil de l'eau des données individuelles examinées ci-avant, des marges de manœuvres pourraient être confiées aux collectivités locales sur les données collectives.

Une fois l'actualisation des données individuelles proposée au niveau communal par l'administration fiscale, des marges de manœuvres pourraient être confiées aux collectivités locales pour apprécier les conditions d'application de cette actualisation, en jouant soit sur la modulation des tarifs, soit sur la modulation du coefficient de situation des locaux.

#### *a. La modulation des tarifs*

Les tarifs issus de la révision de 1970, applicables au sein de la commune, pourraient être modulés au sein de secteurs locatifs nouveaux dès lors que l'administration constaterait un écart dépassant une certaine proportion, entre les valeurs locatives retenues en 1970 et les valeurs du marché.

Il conviendrait en premier lieu d'opérer au niveau communal une « réinitialisation » des tarifs en euros, afin d'obtenir une valeur locative « unifiée », c'est-à-dire après agrégation de l'ensemble des coefficients appliqués à la valeur locative de base. Il s'agirait donc d'intégrer l'actualisation 1980 et les majorations forfaitaires annuelles.

Il pourrait être envisagé par ailleurs de permettre aux maires de moduler les tarifs en vigueur en fonction des situations locales des différents secteurs d'une commune.

Les principes de modulation des tarifs devraient être fixés par la loi :

- ils devraient reposer sur des éléments statistiques concernant les conventions de location ou les caractéristiques économiques et sociales des secteurs envisagés. Le recueil de ces données constituerait une compétence nouvelle pour l'administration fiscale ;

- les conditions de modulation devraient être fixées par la loi afin de prévoir un encadrement des modulations de tarifs envisagées : le dispositif pourrait ainsi prévoir que les tarifs peuvent varier dans une fourchette à définir en fonction des évolutions de loyers constatées, les élus ayant toute liberté de modulation à l'intérieur de cette fourchette. Au-delà d'une variation totale de base de plus de 10 %, l'opération pourrait être réalisée à produit constant.

Cet encadrement des variations de bases permettrait de limiter non seulement les effets de transferts entre redevables à l'intérieur d'une même commune mais également les effets de transferts sur les parts départementale et régionale, afin d'éviter les écueils d'une mise en œuvre d'une révision d'initiative locale.

La modification des évaluations des locaux d'habitation devrait s'accompagner d'une modification des évaluations des locaux commerciaux, voire des établissements industriels, sauf à créer une inégalité de traitement en fonction de la nature du local et des transferts entre nature de locaux.

Des principes identiques à ceux retenus pour les locaux d'habitation pourraient être appliqués pour les locaux commerciaux. Ceci devrait se fonder sur l'introduction d'une méthode tarifaire pour ces locaux.

Les règles d'évolution des valeurs locatives des établissements industriels pourraient être parallèlement adaptées.

#### *b. La modulation du coefficient de situation des locaux*

Les modalités de prise en compte du coefficient de situation générale pourraient être modifiées afin de mieux apprécier la situation de l'immeuble dans la commune.

Le coefficient de situation est égal à la somme algébrique de deux coefficients destinés à traduire :

- la situation générale du local dans la commune : proximité ou éloignement du centre ville, présence de bruit ou de nuisances particulières, risques d'inondations etc. Ce coefficient varie de + 0,10 à - 0,10 ;

- l'emplacement particulier : qualité de l'exposition du local...

Il pourrait être envisagé de modifier les modalités de prise en compte dans la commune de la situation générale du local et de donner aux élus locaux le pouvoir de moduler plus largement qu'actuellement ce coefficient.

Les niveaux de la modulation seraient encadrés par la loi, laissant ainsi l'initiative aux élus d'une prise en compte de la situation objective des différents quartiers de leur commune au regard de critères qui devront être définis<sup>31</sup>.

\*\*\*

Au total, l'actualisation des bases au fil de l'eau par l'administration fiscale permettrait de moderniser les valeurs locatives et de les rendre plus équitables. Cette actualisation, qui porterait sur des données individuelles, pourrait être complétée par une actualisation portant sur des données collectives locales à laquelle les élus seraient étroitement associés.

---

<sup>31</sup> Le rapport de la Commission pour l'avenir de la décentralisation souligne la nécessité d'un encadrement au niveau national de toute démarche en ce domaine, qu'il s'agisse de la délimitation des zones d'habitat homogène ou de l'évolution maximale des bases.

Si ces actualisations faisaient apparaître des transferts de charges trop élevés, des mécanismes de lissage pourraient être mis en oeuvre. Ces mesures permettraient de préserver la base locative comme élément principal de l'imposition locale assurant ainsi la stabilité des bases et le maintien d'un lien étroit entre l'élu et le contribuable, ainsi que le recommande le rapport de la Commission pour l'avenir de la décentralisation.

### **Sous-Section 3. La recherche de nouveaux éléments d'assiette**

#### **I - Substituer à la valeur locative la valeur vénale.**

La proposition visant à remplacer les valeurs locatives actuelles par la valeur vénale a pour objet de rapprocher les valeurs locatives de la valeur effective des biens immobiliers<sup>32</sup> et, ainsi, à mieux prendre en compte les capacités contributives des redevables.

Cette proposition, envisagée par le Conseil des Impôts dans son rapport de 1989 sur la fiscalité locale, a été reprise, pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties, par le rapport BRUNEL (Conseil Economique et Social, déjà cité). Cette réforme présente, selon le Conseil des impôts, plusieurs avantages :

- dans le principe, ce mode de fixation de l'assiette est plus séduisant car il fait appel à la valeur du marché du bien et permettrait donc de fixer de manière plus juste le prix réel du bien ;

- le recours aux valeurs vénales permettrait par ailleurs de mieux prendre en compte les capacités contributives des contribuables au sein de la collectivité locale : en effet, le rapport valeur locative/valeur vénale tend à diminuer quand la valeur vénale augmente.

- elle contribuerait à une plus grande transparence pour les contribuables en raison de la lisibilité de la notion de la valeur vénale ;

- du point de vue des collectivités locales, la référence à la valeur vénale permettrait de freiner la spéculation et de récupérer une partie de la plus-value ayant profité aux propriétaires fonciers en raison des aménagements urbains qu'elles ont engagés ;

- enfin, pour l'administration, la prise en compte de la valeur vénale permettrait, par le biais d'une déclaration, de faciliter la mise à jour des bases.

Les études conduites sur la substitution de la valeur vénale à la valeur locative font toutefois apparaître de nombreuses difficultés.

#### **A. La connaissance de la valeur vénale**

Aujourd'hui, la valeur vénale d'un immeuble n'est connue par l'administration qu'au moment des mutations d'immeubles : cessions, constructions, acquisitions, donations, successions.

La mise à jour permanente par l'administration des valeurs vénales supposerait donc la mise en place d'un nouveau système déclaratif. Cette nouvelle obligation pourrait s'avérer lourde pour les contribuables.

---

<sup>32</sup> Sur le plan économique, un impôt foncier reposant sur des valeurs locatives qui reflètent correctement la valeur effective des biens immobiliers permet d'assurer la juste tarification des biens publics locaux fournis sur le territoire concerné. Son montant reflète donc directement les préférences des habitants pour un niveau donné de services locaux. L'impôt foncier joue, par ce biais, un rôle dans le contrôle du niveau des dépenses publiques locales à travers les arbitrages des agents.

Si, en cas de construction ou d'acquisition récente, le propriétaire occupant dispose d'éléments pour effectuer une évaluation, cette opération peut s'avérer particulièrement délicate dans tous les autres cas, en particulier pour les propriétaires occupants de locaux anciens notamment.

Dans ces cas, seule une information largement diffusée des mutations réalisées au cours de l'année pourrait permettre aux contribuables de fixer, par comparaison, la valeur de leur bien.

Cependant, dans certaines régions ou pour certaines propriétés, le nombre de mutations réalisées risque de se révéler très insuffisant pour permettre une évaluation satisfaisante de toutes les situations rencontrées.

Il en résulterait donc des difficultés dans l'établissement des déclarations par les contribuables et des difficultés de contrôle pour l'administration suscitant inévitablement de nombreux contentieux.

Ainsi, aux Etats-Unis, le calcul de la taxe foncière sur la base de la valeur vénale des biens considérés n'a pas évité l'écueil d'une forte variation des évaluations d'un endroit à l'autre dans les communes et s'est révélé à terme fortement déconnecté de la valeur réelle des biens. La Property Tax est ainsi considérée comme l'impôt le plus impopulaire aux Etats-Unis et alimente plus de 75 % du contentieux fiscal.

Ces difficultés seraient encore accrues par le fait que les valeurs constatées sur le marché pour des biens intrinsèquement identiques portent sur des locaux non occupés. Il faudrait donc ajuster cette valeur, par exemple par le biais d'un abattement, pour prendre en compte la situation d'occupation du local.

Pour pallier les inconvénients que présenterait une obligation déclarative nouvelle pour l'ensemble des propriétaires, il pourrait être envisagé de limiter cette obligation lors des seules opérations de mutation immobilière.

Cette solution conduirait à mettre en œuvre cette réforme de manière progressive, compte tenu du taux moyen de mobilité des immeubles en France : soit une mutation en moyenne tous les 15 ans pour les immeubles bâtis en zone urbaine.

## B. L'instabilité de la base de l'impôt pour les collectivités locales

La valeur vénale est soumise aux fluctuations importantes du marché immobilier consécutives notamment aux comportements spéculatifs.

En conséquence, la nouvelle assiette serait davantage soumise aux fluctuations du marché immobilier et risquerait d'induire une instabilité de la base imposée au profit des collectivités locales, qui serait source d'incompréhension pour le contribuable.

## C. Les transferts de charges entre contribuables

La hiérarchie des valeurs vénales étant différente de celle des valeurs locatives, cette réforme se traduirait par des transferts de charges entre redevables.

Ainsi, pour les propriétés affectées à l'habitation, le passage à la valeur vénale aurait pour effet, selon le Conseil des Impôts, d'augmenter très sensiblement le poids de l'impôt pour les immeubles situés notamment dans les centres urbains qui possèdent une valeur locative faible mais une valeur vénale élevée.

Au surplus, une assiette reposant sur la valeur vénale serait de nature à augmenter les écarts de pression fiscale entre collectivités riches et collectivités pauvres. Des mesures d'accompagnement devraient être envisagées pour limiter ces effets : mesures d'étalement dans le

temps<sup>33</sup>, mise en place de dispositions protectrices si la taxe dépasse un certain pourcentage du revenu du contribuable.

On notera enfin que cette réforme conduirait à un traitement différent des locataires et des propriétaires occupants au détriment des premiers. Cette mesure ne pourrait s'appliquer que pour la taxe foncière puisque la valeur vénale ne concerne que la situation des propriétaires. Elle ne réglerait donc pas les questions relatives à la base de la taxe d'habitation.

\*\*\*

## **II. Introduire pour les ménages des éléments d'assiette prenant davantage en compte les capacités contributives de chaque foyer**

Le poids de la taxe d'habitation est évalué à près de 11,9 Mds€. Elle constitue une charge importante pour le budget des ménages et fait l'objet de critiques sur le plan de l'équité puisque son assiette, la valeur locative du logement, n'est pas nécessairement représentative du revenu du contribuable.

La réforme de la taxe d'habitation adoptée par la loi de finances rectificative pour 2000 du 13 juillet 2000 a toutefois permis d'intégrer le critère du revenu pour les plus modestes.

Ainsi, les redevables dont le revenu n'excède pas une certaine limite fixée, pour 2001, à 16 033 € majorée de 3 745,67 € pour la première part de quotient familial et 2 946,84 € à compter de la deuxième demi-part, bénéficient d'un plafonnement de leur cotisation en fonction du revenu. Ce plafonnement, qui s'est substitué aux quatre types de dégrèvements qui étaient en vigueur, est égal à 4,3 % du revenu diminué d'un abattement fixé pour 2001 à 3 477,36 € pour la première part de quotient familial majoré de 1 004,64 € pour les quatre premières demi-part et de 1 777,55 € à compter de la cinquième demi-part. Ces montants sont majorés dans les DOM.

En 2000, ce dispositif a bénéficié à près de 8 500 000 redevables pour un coût total de 2,04 Mds€. Ce dispositif a permis à 2 200 000 nouveaux redevables de bénéficier d'un allègement et à environ 1 330 000 redevables d'être totalement dégrevés du montant de leur cotisation.

Cela étant, il pourrait être envisagé d'accentuer la prise en compte du revenu, soit en retenant le revenu comme assiette de la taxe départementale, soit en intégrant une part de revenu dans la base de la taxe d'habitation.

### **A. Retenir le revenu comme assiette de la taxe départementale**

La mise en place d'un impôt local sur le revenu est parfois proposée pour des motifs d'équité. A la différence de la taxe d'habitation actuelle, un tel impôt est présenté comme susceptible de mieux prendre en compte les capacités contributives des contribuables au niveau local.

Cette solution, qui avait donné lieu à l'adoption par le Parlement de la taxe départementale sur le revenu en 1991, a été abandonnée en 1992<sup>34</sup>.

Elle présente en effet trois types de difficultés.

---

<sup>33</sup> Rapport BRUNEL - Conseil Economique et Social - Juin 2001

<sup>34</sup> Le projet qui tendait à substituer à la part départementale de la taxe d'habitation un impôt proportionnel sur le revenu figurait dans la loi du 10 janvier 1980 mais il est resté sans suite. Il a été repris dans l'article 56 de la loi du 30 juillet 1990, mais l'application de cette loi a été différée par la loi du 15 juillet 1992.

En premier lieu, la mise en place d'une telle imposition créerait environ 3 000 000 nouveaux contribuables. Il s'agit principalement :

- des personnes qui ne sont pas soumises à la taxe d'habitation parce qu'elles sont hébergées par un redevable de cet impôt mais disposent de revenu qui les rendent imposables à l'impôt départemental : enfants vivant chez leurs parents, concubins;

- des personnes qui ne sont pas effectivement imposées à la taxe d'habitation parce que le montant des abattements auxquels elles ont droit est supérieur à la valeur locative de leur habitation, soit parce que leur cotisation de taxe d'habitation est inférieure au seuil de recouvrement.

En deuxième lieu, la mise en place d'une telle imposition entraînerait des transferts sensibles entre contribuables et collectivités comme l'ont montré les simulations réalisées :

- près de 60 % des contribuables imposés à la taxe d'habitation départementale paieraient moins de taxe départementale sur le revenu qu'ils ne payaient de taxe d'habitation départementale : cette simulation visait les redevables dont le revenu étaient inférieurs à 15 245 € ;

- en revanche, les redevables dont les revenus sont supérieurs à 60 980 € connaîtraient une augmentation de leur cotisation moyenne d'environ 40 % et moins de 20 % des redevables déjà imposés à la taxe d'habitation départementale verraient leur cotisation doublée ;

- pour les collectivités, le dispositif se traduisait par un transfert de la part départementale de la taxe d'habitation au détriment des communes de moins de 5 000 habitants et en faveur des communes dont la population est supérieure à ce seuil.

En troisième lieu, l'impôt local sur le revenu n'est pas un bon instrument de redistribution. Une redistribution opérée par un impôt local sur le revenu se substituant en tout ou partie à l'actuelle taxe d'habitation pourrait accroître les écarts de richesse entre collectivités locales. La mobilité des personnes étant plus forte au niveau décentralisé qu'au niveau national, une redistribution opérée au niveau local pourrait renforcer la ségrégation spatiale des ménages et accroître de ce fait les écarts de richesse entre collectivités locales. Enfin, sur le plan économique, un impôt local sur le revenu aurait pour effet d'accroître le niveau des taux marginaux de prélèvement sur le facteur travail, tout en affectant les comportements d'offre de travail.

## B. Introduire une part de revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation

La Commission pour l'avenir de la décentralisation propose d'engager une intégration progressive du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation en retenant une assiette mixte qui serait composée de la valeur locative du bien occupé et d'une fraction du revenu du foyer. Corrélativement, les inégalités de richesse induites par ce nouveau système devraient être corrigées par des dispositifs de péréquation efficaces.

Cette proposition permettrait de mieux tenir compte de la capacité contributive des redevables, tout en donnant aux collectivités locales un impôt plus moderne et plus dynamique, sans créer de nouveaux assujettis à la taxe d'habitation, contrairement à la taxe départementale sur le revenu.

Deux hypothèses de travail sont envisagées.

Le premier dispositif consiste à prendre en compte un pourcentage du revenu fiscal de référence des occupants d'un même logement de telle sorte que l'assiette de la taxe d'habitation soit, au niveau national, constituée à concurrence de 15 % par le revenu<sup>35</sup>. Dans cette hypothèse, il n'est pas appliqué d'abattements sur le revenu fiscal de référence.

Le second dispositif consiste à prendre en compte 10 % du revenu fiscal de référence des occupants d'un même logement. Des abattements sont toutefois appliqués sur ce revenu : ils sont calculés de telle sorte que la « base revenu » représente, au niveau national, 15 % de la nouvelle base<sup>36</sup>.

Dans les deux hypothèses, la modification de l'assiette est opérée à recette fiscale constante pour les collectivités. Les taux seraient recalculés et évolueraient mécaniquement à la baisse en raison de l'élargissement de l'assiette.

La réforme serait opérée sur la part communale, intercommunale et départementale de la taxe d'habitation afférente aux résidences principales<sup>37</sup>.

Elle a été simulée sur le département du Loiret (cf. détail en annexe).

### 1. Première option : ajouter à la valeur locative une fraction de revenu fixée à 2 %

Le pourcentage de revenu a été fixé à 2 % afin qu'au niveau national, l'assiette « revenu » de la taxe représente 15 % de l'assiette totale.

#### - Présentation générale

Le tableau ci-dessous présente la dispersion des redevables en fonction de la variation de leur cotisation après dégrèvement.

Nombre	Cotisation moyenne à payer avant	Baisse supérieure à 25 %	Baisse de 10 à 25 %	Baisse de 5 à 10 %	Neutre (*)	Hausse de 5 à 10 %	Hausse de 10 à 25 %	Hausse de 25 à 50 %	Hausse de 50 à 100 %	Hausse supérieure à 100 %
--------	----------------------------------	--------------------------	---------------------	--------------------	------------	--------------------	---------------------	---------------------	----------------------	---------------------------

<sup>35</sup> Le pourcentage de revenu a été ainsi fixé à 2 %.

<sup>36</sup> Cette hypothèse conduit à ajouter à la valeur locative du logement (éventuellement diminuée des abattements actuellement en vigueur) 10 % du revenu diminué d'un abattement général à la base de 54 000 F par adulte imposé dans le logement et d'un abattement pour charge de famille de 27 000 F par personne à charge.

<sup>37</sup> Les résidences secondaires et les dépendances continuent d'être imposées uniquement sur la valeur locative au taux d'imposition actuellement en vigueur.

	<b>réforme</b>									
228 200	383	0,0	3,4	4,9	66,7	9,6	10,2	3,3	1,3	0,7

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme neutre quand elle est comprise entre + ou - 5 %.

La part de contribuables dont la cotisation resterait globalement inchangée (variation de - 5 % à + 5 %) est élevée, les deux tiers des contribuables conservant une cotisation nette à payer pratiquement inchangée. Environ 36 % d'entre eux ont un revenu inférieur à 12 881 €.

En revanche, 15,5 % des redevables subiraient une augmentation de plus de 10 % dont 2 % de plus de 50 %. Le plafonnement en fonction du revenu ne modifie qu'à la marge la situation des redevables dont les cotisations augmentent.

Par décile de revenu fiscal de référence, la variation des cotisations moyennes à payer s'établit comme suit :

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (€)	Cotisation moyenne à payer après réforme (€)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	162	145	- 4,5
7 265 à 10 467	22 820	161	163	1,4
10 467 à 12 880	22 820	232	232	1,5
12 880 à 15 508	22 820	289	290	2,3
15 508 à 18 065	22 820	347	347	3,0
18 065 à 20 830	22 820	394	397	3,6
20 830 à 24 276	22 820	443	448	5,1
24 276 à 28 979	22 820	498	507	6,2
28 979 à 37 287	22 820	565	586	8,4
Plus de 37 287	22 820	744	842	19,4
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383</b>	<b>396</b>	<b>4,6</b>

**OBSERVATION** : Ce tableau mesure les effets d'une introduction de 2% de revenu dans la base de la taxe d'habitation à produit constant pour les collectivités locales. Il fait apparaître une augmentation globale des cotisations nettes qui s'explique par deux raisons. En premier lieu, l'inclusion du revenu se traduit nécessairement par des hausses de cotisations pour les personnes disposant de revenus moyens et élevés. Par ailleurs, certains contribuables qui bénéficient actuellement du dégrèvement en fonction du revenu perdraient cet avantage et seraient donc soumis à une imposition. Cette imposition nouvelle se traduirait par un gain pour l'Etat puisque celui-ci serait mécaniquement dispensé de compenser à due concurrence les dégrèvements aux collectivités locales. Une simulation décrite en page suivante recycle ce gain de l'Etat afin d'en faire bénéficier l'ensemble des contribuables.

Compte-tenu de ces effets, l'introduction d'une fraction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induit une augmentation moyenne des cotisations nettes de l'ordre de 4,6 %.

Cependant, la pression fiscale ressentie par les contribuables varierait fortement en fonction de la tranche de revenus à laquelle ils appartiennent : seuls 10% dans la tranche de revenu comprise entre 0 et 7 265 € enregistreraient en moyenne une baisse de leurs cotisations ; toutes les autres tranches subiraient une augmentation.

La cotisation nette à payer augmenterait d'autant plus que les revenus sont élevés. Les 10 % de contribuables qui disposent des revenus les plus importants supporteraient en moyenne une hausse de leur cotisation de près de 20 %.

Les contribuables à revenus importants occupant des logements dont la valeur locative est aujourd'hui faible connaîtraient une augmentation très sensible.

*- Les gagnants sont des redevables ayant des revenus très faibles*

La cotisation diminue pour 8,3 % des redevables :

- 38% ont un revenu fiscal de référence compris entre 0 et 7 265 €;

- la baisse de cotisation est faible et n'excède jamais 25 %. Parmi les redevables dont la baisse de cotisation est comprise entre 10 et 25 %, 91 % d'entre eux ont un revenu inférieur à 7 265 €;

- 52 % des contribuables qui enregistrent les baisses les plus importantes de leur cotisation (entre 10 et 25 %) ont une cotisation de taxe d'habitation comprise entre 224 et 457 €.

*- Les perdants sont des redevables ayant des revenus moyens et supérieurs*

La cotisation augmente pour 25% des redevables :

- 72,4 % ont un revenu fiscal de référence supérieur à 20 830 € et 20 % un revenu compris entre 12 880 et 15 508 €;

- 21,2 % d'entre eux subissent une augmentation supérieure à 25 % ;

- plus du tiers de ces redevables ont une cotisation inférieure à 224 €. On relève que, parmi les redevables ayant des hausses supérieures à 25 %, les deux tiers d'entre eux ont une cotisation inférieure à 224 €.

*- La réforme se traduirait par un gain global pour l'Etat*

La réforme aurait pour effet de réduire les cotisations des redevables ayant les revenus les plus faibles. Par suite, la part de la cotisation prise en charge par l'Etat serait mécaniquement moins élevée.

Une simulation effectuée sur le département du Loiret fait apparaître un gain pour l'Etat de l'ordre de 2,23 M€ soit 11,1 % du montant total des dégrèvements. Transposé au niveau national, il en résulterait alors une économie globale pour l'Etat de plus de 230 M€.

En moyenne, le montant des dégrèvements diminuerait de 3 %. Les plus fortes baisses moyennes concerneraient les contribuables dont le revenu fiscal de référence est compris entre 7 250 et 15 500 €.

*- Le recyclage éventuel de ces gains modifierait, mais de manière limitée, les résultats précédents*

Trois schémas ont été simulés dans ce sens.

❶ Premier schéma : modérer les hausses de cotisation en proportion des cotisations de chaque redevable. Ainsi, tous les redevables bénéficient d'un dégrèvement complémentaire de cotisation.

Soit les résultats suivants :

Hypothèse	Les gagnants	Les neutres	Les perdants
Rappel : situation sans recyclage	8,3 %	66,7 %	25,0 %

Après recyclage	14,1%	66,6 %	19,3 %
-----------------	-------	--------	--------

Le pourcentage de contribuables dont la cotisation après recyclage est inchangée serait quasiment stable (66,6 % contre 66,7 % dans l'hypothèse précédente). En revanche, le nombre des gagnants augmenterait et celui des perdants serait réduit de 25 % à 19,3 %.

22,7 % des perdants verraient leur cotisation augmenter de plus de 25 % et 50 % d'entre eux ont un revenu inférieur à 28 979 € .

② Deuxième schéma : recycler le gain pour l'Etat en diminuant la base revenu de tous les contribuables. Dans le département du Loiret, cette base serait portée de 2 % du revenu à 1,58 % du revenu afin d'utiliser pleinement l'économie réalisée.

Soit les résultats suivants :

Hypothèse	Les gagnants	Les neutres	Les perdants
Rappel : situation sans recyclage	8,3 %	66,7 %	25,0 %
Après recyclage	16,3 %	67,3 %	16,4 %

Cette méthode aurait pour effet de ramener le pourcentage de contribuables dont la cotisation augmente de plus de 5 % de 25 % à 16,4 %, d'accroître le pourcentage de contribuables ayant une cotisation inchangée (comprise entre 0 et 5 %) de 66,7 % à 67,3 % et d'augmenter le pourcentage de gagnants de 8,3 % à 16,3 %

Cette solution maintiendrait néanmoins des transferts entre redevables : 23,1 % des perdants enregistreraient une hausse de cotisation supérieure à 25 % et 50 % d'entre eux auraient des revenus inférieurs à 28 979 €. Les augmentations de cotisations supérieures à 25 % concerneraient donc largement des revenus qualifiables de moyens.

③ Troisième schéma : plafonner les cotisations des contribuables qui subissent les plus fortes hausses. Afin d'utiliser pleinement l'économie dégagée par l'Etat, les hausses de cotisation seraient limitées à 6 % de la cotisation initiale.

Soit les résultats suivants :

Hypothèse	Les gagnants	Les neutres	Les perdants
Rappel : situation sans recyclage	8,3%	66,7%	25,0%
Après recyclage	8,3%	67,3%	25%

Cet écrêtement porterait sur les 52 000 contribuables qui enregistrent les plus fortes hausses, soit 49 % de l'ensemble des contribuables qui supporte une hausse de cotisation. Les contribuables qui supporteraient des hausses de cotisation de plus de 10 % suite à l'intégration d'une fraction du revenu sont ici ramenés mécaniquement dans la classe des hausses de cotisation comprises entre 5 % et 10 %.

\*\*\*

## 2. Deuxième option : ajouter à la valeur locative 10 % du revenu diminué d'abattements

- Présentation générale

Le tableau ci-après présente la dispersion des redevables en fonction de la variation de leur cotisation après dégrèvement :

Hypothèse	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (€)	Baisse supérieure à 25 %	Baisse de 10 à 25 %	Baisse de 5 à 10 %	Neutre (*)	Hausse de 5 à 10 %	Hausse de 10 à 25 %	Hausse de 25 à 50 %	Hausse de 50 à 100 %	Hausse supérieure à 100 %
Méthode 2	228 200	383	4,5	26,8	5,9	40,4	3,6	<b>7,6</b>	5,7	3,4	2,1
Rappel Méthode 1	228 200	383	0,0	3,4	4,9	66,7	9,6	10,2	3,3	1,3	0,7

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme neutre quand elle est comprise entre + ou - 5 %.

La part de contribuables dont la cotisation resterait globalement inchangée (variation de - 5 % à + 5 %) serait sensiblement moins élevée que dans la méthode précédente (40,4 % contre les deux tiers). La moitié d'entre eux auraient un revenu inférieur à 12 880 €.

En outre, le nombre de redevables concernés par les hausses de cotisations les plus importantes, ainsi que par une forte diminution de cotisations serait sensiblement plus élevé : 11,2 % des redevables subiraient ainsi une augmentation de plus de 25% (contre 5,3 % dans l'option reposant sur la prise en compte de 2% du revenu).

Par décile de revenu fiscal de référence, la variation des cotisations moyennes à payer s'établit comme suit :

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (€)	Cotisation moyenne à payer après réforme (€)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	162	130	- 8
7 265 à 10 467	22 820	161	155	- 4
10 467 à 12 880	22 820	232	223	- 4
12 880 à 15 508	22 820	289	274	- 6
15 508 à 18 065	22 820	347	320	- 9
18 065 à 20 830	22 820	394	365	- 8
20 830 à 24 276	22 820	443	416	- 6
24 276 à 28 979	22 820	498	486	0
28 979 à 37 287	22 820	565	609	12
Plus de 37 287	22 820	744	1 185	72
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383</b>	<b>416</b>	<b>4</b>

Compte-tenu des mêmes observations méthodologiques que celles faites précédemment, l'introduction de la fraction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induirait une augmentation moyenne des cotisations nettes de l'ordre de 4%, soit, en moyenne, moins que dans l'option reposant sur la prise en compte de 2% du revenu.

En revanche, les variations constatées entre les tranches de revenu seraient beaucoup plus importantes que dans l'option reposant sur la prise en compte de 2% du revenu :

- 80 % des contribuables verraient, en moyenne, leur cotisation nette à payer diminuer de 4 à 9 % quand leur revenu fiscal de référence n'excède pas 28 979 €. La baisse la plus forte (9 %) concernerait des redevables dont le revenu est compris entre 15 508 et 18 065 €.

- en revanche, les hausses constatées seraient beaucoup plus importantes en moyenne que dans l'option reposant sur la prise en compte de 2% du revenu: elles seraient en effet très importantes (en moyenne 72 %) pour les 10 % de contribuables ayant un revenu supérieur à 37 287 €.

*- Les gagnants sont des redevables ayant des revenus moyens*

La cotisation diminue de 5 % et plus pour 37,2 % des contribuables soit, au niveau national, pour 7,6 millions de contribuables. Ils se caractérisent comme suit :

- près de 57 % des contribuables gagnants ont un revenu compris entre 12 880 et 24 276 €.

- la baisse de cotisation est relativement faible : elle est comprise entre 5 % et 25 % pour 88 % du total des redevables gagnants ;

- les baisses les plus importantes concernent les redevables qui acquittent une cotisation actuelle autour de 244 euros, sensiblement inférieure à la cotisation moyenne du Loiret (381 €).

- Les perdants ont des revenus élevés et supportent une forte hausse de cotisation

La cotisation augmente de 5 % et plus pour 22,4 % de redevables soit, au niveau national pour 4,6 millions de redevables. On observe que :

- 65 % des perdants ont un revenu supérieur à 28 965 € et 40 % ont un revenu supérieur à 37 350 €;

- la hausse de cotisation est relativement élevée : elle est supérieure à 25 % pour 50 % des redevables dont la cotisation augmente. En moyenne, la cotisation des redevables ayant un revenu supérieur à 37 350 € augmente de 72 % ;

- ces redevables ont actuellement une cotisation supérieure à 610 €.

- La réforme se traduirait par un gain global pour l'Etat

La réforme a pour effet de réduire les cotisations des redevables ayant les revenus les plus faibles. Par suite, la part de la cotisation prise en charge par l'Etat sera mécaniquement moins élevée.

La simulation réalisée sur le département du Loiret fait apparaître un gain pour l'Etat de 7 M€ soit 35 % du montant total des dégrèvements. Transposé au niveau national, il en résulterait alors une économie globale pour l'Etat de plus de 610 M€.

- Le recyclage éventuel de ces gains modifie, mais de manière limitée, les résultats précédents

Le recyclage a été réalisé selon les trois méthodes retenue dans l'hypothèse n°1. Les deux premières méthodes concernent l'ensemble des redevables et la dernière méthode ne vise que les contribuables perdants.

❶ Les résultats de la première méthode consistant à recycler le gain pour l'Etat en proportion des cotisations de chaque contribuable conduit aux résultats suivants :

Hypothèse	Les gagnants	Les neutres	Les perdants
Rappel : situation sans recyclage	37,2 %	40,4 %	22,4 %
Après recyclage	67%	16 %	17%

Ces résultats font apparaître :

- une forte augmentation du nombre de contribuables dont la cotisation diminue. Ainsi, 67 % des contribuables voient leur cotisation diminuer alors qu'ils étaient 37,2 % dans la situation antérieure ;

- les transferts restent néanmoins importants. Si le nombre de perdants diminue (ils sont 17 % au lieu de 22,4 %), ces derniers supportent encore des hausses importantes . Ainsi, pour près d'un perdant sur deux (46 %), la cotisation augmenterait de plus 25 %. 75 % d'entre eux auraient des revenus supérieurs à 28 965 €. En moyenne, la cotisation des redevables ayant un revenu supérieur à 37 350 € augmenterait de 61 % (au lieu de 72 % dans la situation antérieure).

❷ S'agissant de la seconde méthode consistant à recycler le gain de l'Etat en réduisant la part du revenu qui serait ramenée de 10% à 6,9%, le tableau ci-après en présente les résultats.

Hypothèse	Les gagnants	Les neutres	Les perdants
Rappel : situation sans recyclage	37,2 %	40,4 %	22,40 %
Après recyclage	43,8 %	41 %	15,2 %

Cette solution maintient un nombre élevé de perdants, dont plus de 17 % voient leur cotisation augmenter de plus de 50 %.

En tout état de cause, ces deux méthodes présentent un inconvénient qui paraît dirimant : elles maintiennent des hausses de cotisation probablement insupportables, notamment sur des revenus moyens ou peu élevés. Ainsi, dans l'hypothèse de la redistribution du gain à tous les contribuables au prorata de leur cotisation, 26 % des contribuables ayant une hausse comprise entre 25 % et 50 % ont des revenus compris entre 10 467 et 28 965 €.

⑤ Enfin, la troisième méthode consistant à limiter les augmentations de cotisations permettrait de plafonner les hausses de cotisations à un maximum de 28 % de la cotisation de l'année précédant celle de la réforme.

Les contribuables dont la cotisation excéderait ce plafond bénéficieraient d'un dégrèvement en valeur absolue pour la partie excédant cette augmentation <sup>38</sup>.

Ce dispositif atténuerait les augmentations de cotisation mais les hausses, même limitées à 28 %, demeureraient sensibles et concerneraient certains revenus moyens. Ainsi, 21 % des contribuables subissant une hausse comprise entre 25 % et 28 % auraient des revenus compris entre 10 467 et 28 965 €.

En conclusion sur cette seconde solution, celle-ci bénéficierait de manière plus ample que la première méthode aux plus petits revenus. Ces derniers bénéficieraient d'une baisse sensible de leurs cotisations. En termes de présentation, cette méthode aurait en outre l'avantage d'afficher un taux d'intégration du revenu plus élevé que la méthode précédente. Elle comporte toutefois pour principal inconvénient une augmentation très importante des cotisations pour les hauts revenus.

\*\*\*

Au total, l'intégration d'une part de revenu dans la base de la taxe d'habitation entraînerait des transferts de charges, au détriment notamment d'un nombre élevé de ménages percevant des revenus moyens. Dans les hypothèses simulées, environ 5 millions de contribuables verraient leur cotisation fortement augmenter la première année.

Cette réforme ne serait pas cohérente avec la baisse de l'impôt sur le revenu. En effet, le cumul de ces deux réformes (taxe d'habitation, impôt sur le revenu), dont l'une augmenterait l'impôt, l'autre le diminuerait, aboutirait en définitive à un gain qui serait limité en moyenne à 1,54% du revenu de référence.

Par ailleurs, l'efficacité redistributive de la mesure serait atténuée par l'introduction des dégrèvements institués au profit des ménages à faible revenu décidée dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2000. Les ménages de condition modeste ne seraient pas ou peu concernés puisqu'ils bénéficient d'ores et déjà d'un dégrèvement.

La prise en compte du revenu au niveau local pourrait en outre accentuer les disparités de ressources fiscales entre les collectivités au détriment des communes les plus pauvres.

Ainsi, l'hypothèse 2 simulée aboutirait aux résultats suivants.

	Base moyenne par habitant (en €)	
	Avant réforme	Après réforme
10 % des communes les plus pauvres	435	582
10 % des communes les plus riches	888	1215

<sup>38</sup> Ce plafonnement serait supprimé lorsque le contribuable changerait de domicile ou lorsque sa cotisation deviendrait inférieure à la cotisation de référence. Ainsi, l'année de la réforme, le dispositif est neutre pour l'Etat et pour les collectivités locales. Les années suivantes, l'Etat verra progressivement diminuer le montant des dégrèvements pris en charge.

<b>Ecart</b>	<b>2,06</b>	<b>2,09</b>
--------------	-------------	-------------

Les inconvénients de cette réforme pourraient toutefois être réduits. S'agissant de la réduction des transferts entre contribuables, il pourrait être opportun au moment de son entrée en vigueur de procéder à un allègement de la taxe d'habitation. S'agissant des collectivités locales, de nouveaux mécanismes de péréquation entre celles-ci pourraient être définis afin de réduire les transferts.

Enfin, une alternative pourrait consister à élargir les possibilités actuelles offertes aux collectivités locales pour procéder à des abattements sur la base d'imposition de la taxe d'habitation afin de la rendre plus équitable.

### C. Elargir les possibilités d'abattement laissées à l'initiative des collectivités locales

Afin de donner aux assemblées des marges de manœuvre supplémentaires dans les politiques d'abattements non compensés, le rapport présenté par la Commission pour l'avenir de la décentralisation suggère d'élargir les plages d'abattement de manière à permettre aux élus locaux d'adapter leur politique fiscale aux besoins de leurs concitoyens. Il s'agirait concrètement de prévoir de nouvelles possibilités d'abattements décidées au niveau communal éventuellement en fonction du revenu. Les collectivités qui décideraient de leur mise en œuvre en supporteraient, comme actuellement, la charge.

Il est rappelé qu'en complément des politiques d'exonérations ou de dégrèvements décidées au niveau national, les collectivités locales disposent aujourd'hui en matière de taxe d'habitation de la faculté de voter des abattements dans des limites fixées par la loi.

Ainsi :

- les collectivités locales peuvent majorer de 5 à 10 points l'abattement obligatoire pour charges de famille ;
- elles peuvent également instituer un abattement général à la base compris entre 5 % et 15 % de la valeur locative moyenne des habitations de la collectivité ;
- enfin, elles peuvent fixer dans certaines limites de 5%, 10% ou 15% un abattement spécial à la base en faveur des contribuables modestes.

Ces dispositions ne font pas l'objet d'une compensation par l'Etat puisqu'elles relèvent de la seule responsabilité des élus.

Il apparaît que le nombre de collectivités territoriales ayant choisi de majorer les abattements légaux est relativement limité : si environ 7 000 communes ont adopté l'abattement général à la base, à l'inverse, moins de 2 000 communes ont adopté l'abattement spécial à la base qui est fonction du revenu.

Cela étant, de nouvelles possibilités pourraient être expertisées, prenant en compte au niveau communal le niveau des revenus. Par ailleurs, les dispositions actuelles pourraient être étendues ou redéfinies.

### III. Modifier l'assiette de la taxe professionnelle

L'assiette de la taxe professionnelle est souvent critiquée. Pour corriger les effets pervers de son assiette, l'Etat a pris en charge une part croissante de cet impôt depuis 20 ans en apportant des correctifs à la fois à la base (suppression de la part salaire) et au montant des cotisations dues (plafonnement par rapport à la valeur ajoutée).

La suppression de la part salariale réduit ainsi d'un tiers la base de la taxe professionnelle.

#### **Effets économiques de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle**

La part salaires représentait, en 1997, 33,6 % des bases brutes de la taxe professionnelle<sup>39</sup>.

La suppression de la part salaires comporte trois types d'effets sur le plan économique :

- *une baisse du coût du travail, favorable à un enrichissement en emplois de la croissance* par la biais d'une substitution accrue entre les facteurs capital et travail ;
- *un soutien à la demande intérieure*, dès lors que la baisse du coût du travail se répercute sur les prix ;

<sup>39</sup> Hors plafonnement de l'impôt en fonction de la valeur ajoutée.

- un impact positif sur la rentabilité des entreprises, pour la partie de la baisse du coût du travail non répercutée dans les prix.

La baisse du coût du travail liée à la réforme a représenté 2 Mds€ en 2000, soit environ 0,4 point de la masse salariale. Elle devrait entraîner un effet positif sur l'emploi d'environ 30 000 à 45 000 emplois soit 0,2 % de l'emploi salarié en France. L'économie bénéficiera au total d'un surcroît d'activité d'environ deux dixièmes de point de PIB et d'une baisse des prix à la consommation d'un peu plus de ½ point. Ses effets sont particulièrement concentrés dans le commerce, dans certains services et dans le bâtiment.

A l'issue de la période de suppression progressive de la part salariale, l'assiette de la taxe professionnelle portera sur les seuls actifs physiques, c'est-à-dire sur la valeur locative des biens fonciers (8 % de la valeur des établissements industriels), et sur 16 % de la valeur des équipements.

Cette assiette demeure toutefois indifférente à la situation financière de l'entreprise et à la réalisation ou non d'un bénéfice, étant rappelé toutefois que la taxe professionnelle est une charge déductible de l'impôt sur les sociétés.

Certaines analyses préconisent une meilleure prise en compte de la dépréciation dans le temps des équipements et biens mobiliers, par exemple en incorporant progressivement les amortissements pour les nouveaux investissements <sup>40</sup>.

Mais le fait de retenir la valeur nette comptable des biens réduirait sensiblement l'assiette et aurait donc pour effet de conduire les collectivités locales à augmenter leur taux d'imposition ce qui pénaliserait fortement les entreprises qui investissent et freinerait de fait les investissements.

Il est donc utile d'expertiser de nouvelles pistes visant notamment soit à prendre en compte le résultat ou la valeur ajoutée, soit à élargir l'assiette aux actifs financiers.

---

<sup>40</sup> Rapport BRUNEL - Conseil Economique et Social - Juin 2001, p. II-141.

Cette mesure se ferait sentir de manière progressive, au fur et à mesure du remplacement des équipements et biens immobiliers existants.

## A. La prise en compte du bénéfice ou de la valeur ajoutée

### 1. Une évolution possible consiste à prendre en compte le résultat de l'entreprise.

Il s'agirait d'ajouter une quote-part du résultat de l'entreprise à l'assiette actuelle de la taxe au prorata des bases taxables dans le dispositif actuel.

#### **ALLEMAGNE** : L'assiette « bénéfice » de la taxe professionnelle <sup>41</sup>

Le résultat fiscal (positif ou négatif) de l'exercice de référence est retraité afin de soumettre à la taxe le rendement réel de l'entreprise, l'idée étant que les entreprises qui s'autofinancent et celles qui ne s'autofinancent pas doivent être imposées sur la même base. Les principales réintégrations à effectuer visent la moitié des intérêts des dettes à long terme s'ils ont affecté la base de l'impôt sur les sociétés, la quote-part des pertes provenant de la participation dans une société de personnes et la perte résultant de la dépréciation de participations dans des sociétés de capitaux. A l'inverse, certaines déductions sont effectuées : 1,2 % de la valeur fiscale des immeubles d'exploitation (dès lors qu'ils sont soumis par ailleurs à l'impôt foncier), la fraction de bénéfice provenant d'une participation ( $\geq 10\%$  en général) dans une société de capitaux, afin d'éviter une double imposition. Si, après retraitement, le résultat demeure ou devient négatif, aucune taxe n'est due sur l'assiette « bénéfice ».

L'assiette positive est diminuée d'un abattement fixe pour les entreprises individuelles et les sociétés de personnes. A ce résultat est appliqué un coefficient progressif de 1 % à 5 % selon les tranches d'un barème afin de déterminer la base nette imposable. En revanche, le coefficient de 5 % reste applicable aux sociétés de capitaux, quels que soient leurs bénéfices.

La taxe professionnelle est déductible des résultats imposables. De plus, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les entreprises individuelles et les sociétés de personnes sont autorisées à imputer sur l'impôt sur le revenu la charge résiduelle de taxe professionnelle après déduction de cet impôt des résultats de l'exercice.

#### **LUXEMBOURG** : L'assiette « bénéfice » de la taxe professionnelle

Selon une démarche comparable à celle suivie par l'Allemagne, le Luxembourg retraite le résultat fiscal afin de soumettre à l'impôt le rendement réel de l'entreprise. Les éléments suivants sont réintégrés au résultat fiscal : les rémunérations et avantages alloués aux associés dirigeants des sociétés de capitaux détenant dans celles-ci une participation supérieure à 25 % ; les déficits provenant de participations dans des sociétés de personnes ; les rémunérations et avantages en nature attribués au conjoint de l'exploitant ; les parts de bénéfice et rémunérations des associés commanditaires de sociétés de personnes. A l'inverse, les éléments suivants sont déduits du résultat taxable : 10 % de la valeur fiscale des immeubles d'exploitation (afin d'éviter une double imposition avec l'impôt foncier) ; la fraction de bénéfice provenant d'une participation ( $\geq 10\%$ ) dans une société de capitaux ou dans une société de personnes (afin d'éviter une double imposition au titre de la TP). L'assiette taxable est ensuite diminuée d'un abattement annuel.

Un coefficient de 4 % est appliqué à ce résultat afin de déterminer la base nette imposable. La taxe professionnelle est déductible du résultat fiscal de l'exercice.

L'introduction du bénéfice dans la base d'imposition se traduirait mécaniquement par des transferts de charges au détriment des entreprises les plus profitables. Elle fragiliserait par ailleurs les budgets locaux, cette base s'avérant par nature très sensible à la conjoncture économique.

---

<sup>41</sup> En Allemagne, le « Gewerbesteuer », partagé entre les communes et les Länder, combine en réalité 2 impôts distincts : un impôt assis sur le capital d'exploitation (Gewerbekapitalsteuer) et un impôt assis sur les bénéfices (Gewerbeertragsteuer). Cet impôt touche les entreprises industrielles et commerciales quelle que soit leur forme juridique. Le taux de cette taxe sur les entreprises est fixé selon le double principe d'une clé fixe nationale et d'une clé variable déterminée par les collectivités locales.

Cela étant, cette piste ne peut être écartée a priori. Elle présente certains avantages et notamment une meilleure prise en compte de la situation financière des entreprises.

Cette piste n'a pas fait l'objet de simulations. En effet, il existe plusieurs définitions du bénéfice : bénéfice comptable, bénéfice fiscal, « bénéfice retraité » comme c'est le cas à l'étranger. Pour pouvoir procéder à une expertise approfondie, il convient donc au préalable de définir la base la plus adéquate puis d'étudier les modalités d'intégration de celle-ci : par exemple, cette base sera-t-elle l'unique élément d'assiette ou un complément à l'assiette actuelle ? Constituera-t-elle un élément d'imposition au niveau national ou au plan local ?

Par conséquent, il a été jugé préférable d'expertiser une solution qui consiste à intégrer dans les bases la valeur ajoutée de l'entreprise.

En effet, dans le dispositif de taxe professionnelle, la valeur ajoutée est d'ores et déjà prise en compte pour le calcul du plafonnement et sert de base à l'établissement de la cotisation minimale. La valeur ajoutée présente donc l'avantage d'être déjà définie par la loi <sup>42</sup>.

Il est vrai que la valeur ajoutée est moins représentative du résultat de l'activité pour une année donnée que le bénéfice. Mais elle présente en revanche l'avantage d'être moins sensible aux variations conjoncturelles que le résultat.

## **2. Intégrer la valeur ajoutée de l'entreprise dans l'assiette actuelle de la taxe professionnelle**

La valeur ajoutée est de plus en plus souvent prise en compte pour le calcul de la taxe professionnelle effectivement supportée par l'entreprise :

- du fait du plafonnement des cotisations en fonction de la valeur ajoutée : environ 13 000 entreprises en 2000 ;

- et en raison de la montée en puissance de la cotisation minimale assise sur la valeur ajoutée. Cette cotisation a concerné environ 1 250 entreprises en 2000. Ce nombre devrait augmenter, à la fois en raison de la suppression totale de la masse salariale des bases et de l'augmentation du taux de la cotisation porté à 1,5 % à partir de 2001.

Il pourrait donc être envisagé d'aller plus loin et de retenir la valeur ajoutée comme base totale ou partielle de la taxe professionnelle.

Une base valeur ajoutée présenterait en effet des avantages : elle traduirait notamment mieux la situation économique de l'entreprise. Elle est certes sensible aux aléas économiques mais dans une moindre mesure que le bénéfice.

Cette option offrirait aux collectivités un élément dynamique d'imposition et permettrait de favoriser le passage progressif d'une imposition indiciaire sur les valeurs locatives vers une imposition réelle sur la valeur ajoutée.

Mais une telle réforme devrait préalablement faire l'objet d'une expertise approfondie. Celle-ci pose en effet a priori certaines difficultés, quelle que soit la piste privilégiée.

➤ La valeur ajoutée est appréhendée au niveau de l'entreprise entière. Elle n'est pas calculée par établissement.

Cette situation ne constitue cependant pas un obstacle dirimant. Il est en effet possible de répartir la valeur ajoutée entre les collectivités d'implantation des établissements en fonction de critères tels que les salaires ou les investissements de ces établissements. Le taux d'imposition serait alors fixé au niveau local.

---

<sup>42</sup> Article 1647 B sexies du code général des impôts.

➤ Une assiette « valeur ajoutée » pourrait s'avérer défavorable à l'emploi dès lors qu'elle signifierait la réintégration totale de la masse salariale dans l'assiette. Les transferts de charge seraient sans doute importants et s'effectueraient notamment au détriment des activités de main d'œuvre puisque les salaires (ajoutés aux cotisations sociales) constitueraient l'élément principal de la nouvelle assiette. Cette réforme nécessiterait donc des outils de lissage sur le niveau des cotisations.

En tout état de cause, deux pistes sont possibles.

a. Une première piste consisterait à retenir la valeur ajoutée comme seule base de la taxe professionnelle

Cette piste a fait l'objet d'une simulation globale. Celle-ci a consisté à substituer intégralement la valeur ajoutée à la base actuelle de la taxe professionnelle. Pour obtenir le même montant de taxe professionnelle qu'aujourd'hui, il a été retenu un pourcentage de 2,9% de la valeur ajoutée de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, les transferts de charges entre entreprises seraient élevés. Ainsi, une première estimation fait apparaître que 63 % des entreprises subiraient une augmentation de leurs cotisations actuelles, dans des proportions souvent considérables.

Cette augmentation de cotisation serait tout particulièrement concentrée dans certains secteurs à forte valeur ajoutée : secteurs énergétiques, activités financières, services domestiques, secteur de l'immobilier.-

En outre, à l'intérieur de certains secteurs d'activité, la réforme se traduirait par des évolutions très fortement différenciées selon les entreprises.

Ces travaux sont détaillés en annexe du rapport.

b. Une seconde piste consisterait, pour limiter les transferts de charges, à retenir une assiette mixte dont la valeur ajoutée constituerait l'un des éléments.

Cette piste nécessiterait de nombreuses simulations. Il faudrait, d'une part, procéder à plusieurs tests en fonction du pourcentage de valeur ajoutée à prendre en compte dans la base. D'autre part, il conviendrait d'envisager plusieurs modalités d'intégration possible de la valeur ajoutée dans la base.

Plusieurs modalités possibles pourraient être expertisées, en particulier les trois hypothèses suivantes :

- déterminer la valeur ajoutée au niveau global de l'entreprise et la répartir entre les établissements en fonction de la localisation actuelle des bases

Le produit de la taxe professionnelle serait réparti comme aujourd'hui au profit des collectivités locales bénéficiaires, lesquelles continueraient d'en fixer le taux.

- imposer la valeur ajoutée de chaque entreprise au niveau du siège selon un taux voté par chaque région

Il s'agirait de confier aux régions la fixation des taux, dans des marges précisées au niveau national. Les régions bénéficieraient du produit de cette taxation.

- imposer la valeur ajoutée de chaque entreprise au niveau national selon un taux unique et redistribuer le produit aux collectivités en fonction de critères objectifs (potentiel fiscal, population ...).

## B. La taxation des actifs financiers et/ou incorporels

Les biens incorporels ne sont pas inclus en tant que tels dans la base d'imposition de la taxe professionnelle, qu'il s'agisse des immobilisations financières ou des actifs immatériels (brevets, marques, licences...).

Cette situation est évoquée par certains élus comme étant le signe d'une inadéquation des bases de la taxe professionnelle à la richesse réelle des entreprises.

Deux pistes de réflexion sont possibles :

*- intégrer dans les bases de l'impôt les investissements immatériels (brevets, marques, études, logiciels, etc.)*

Cette intégration dont les effets devraient être simulés soulèverait des difficultés :

- un risque d'évasion de l'assiette, les investissements incorporels étant très facilement localisables hors du territoire national dans des structures juridiques indépendantes (filiales, holdings) ;

- des effets pervers sur le plan économique, l'imposition des investissements immatériels en France étant susceptible de réduire le niveau d'investissement des entreprises françaises dans ce domaine et de réduire l'attractivité du territoire national lors de choix d'implantation dans le domaine de la recherche ou du développement ou des nouvelles technologies ;

- subsidiairement, se poserait le problème de localisation de la base : les investissements immatériels ne pourraient être taxés qu'au siège de chaque entreprise.

*- imposer les actifs financiers des entreprises au profit des collectivités locales*

La situation actuelle est parfois décrite comme un facteur de distorsions économiques, dans la mesure où elle pourrait encourager certaines entreprises à augmenter leurs investissements financiers au détriment de l'investissement matériel.

Par ailleurs, là où une certaine substituabilité existe entre le facteur travail et les actifs financiers, une meilleure imposition des actifs financiers pourrait en théorie permettre de favoriser l'emploi.

Ces arguments méritent toutefois d'être retenus avec prudence sur le plan économique (cf. encadré).

#### **Réalité économique de la sous-taxation des actifs financiers**

*La sous-imposition des actifs financiers à la taxe professionnelle mérite d'être nuancée.*

Certes, le stock d'actifs financiers n'est pas imposé en tant que tel à la taxe professionnelle. Mais, le rendement des placements financiers est soumis à plusieurs prélèvements fiscaux.

*La sous-imposition du secteur financier doit être relativisée.*

Indépendamment de la taxe professionnelle, le secteur financier supporte des impôts spécifiques : taxe sur les salaires, au prorata des opérations exonérées de TVA, dont le rendement s'est élevé à 7,6Mds€ en 2000 ; contribution des institutions financières (CIF), dont l'assiette est constituée des frais généraux des banques et assurances (imposition au taux de 1%) et qui n'est pas déductible du bénéfice imposable.

*L'existence d'une certaine substituabilité* entre le facteur travail et les actifs financiers est difficile à étayer

Les emplois qualifiés apparaissent davantage complémentaires que substituables aux actifs financiers. Une imposition accrue des actifs financiers risquerait par conséquent de pénaliser le travail

qualifié dans le secteur financier, au détriment de la compétitivité de la place financière de Paris. Concernant les emplois peu qualifiés, la substituabilité n'apparaît pas moins forte que celle existant entre ces emplois et les machines.

En tout état de cause, une telle imposition présenterait certains inconvénients.

- Un problème de volatilité des bases

La taxation serait de nature à conduire à des variations sensibles des bases taxables au profit des collectivités locales en raison des fluctuations importantes des soldes des opérations financières dans les entreprises et aux possibilités de transfert à l'étranger des titres.

- Un risque de double imposition

Chaque titre de portefeuille et valeur mobilière de placement constitue la part représentative du capital social d'une autre entreprise qui a utilisé ces fonds à l'acquisition notamment de ses immobilisations.

En conséquence, la taxation spécifique des actifs financiers par cette nouvelle taxe ferait double emploi avec la taxation des biens eux-mêmes au travers de la taxe professionnelle.

Enfin, il convient de rappeler que la quasi totalité des établissements financiers acquittera très prochainement la cotisation minimale et que celle-ci, calculée sur la valeur ajoutée et dont le taux a été porté à 1,5 %, intègre les produits financiers.

#### **Sous-Section 4. Etudier la possibilité d'une fusion de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires - occupants**

Le Comité des Finances Locales a proposé que soit expertisée la fusion de la taxe foncière et de la taxe d'habitation.

Cela peut signifier, soit la suppression de l'une ou l'autre de ces deux impositions, une seule d'entre elles étant conservée, soit la fusion de ces deux taxes en une taxe unique, soit leur présentation commune sur un avis d'imposition unique.

Il est rappelé que la taxe foncière sur les propriétés bâties, impôt sur la propriété immobilière, est due par tous les propriétaires d'immeubles bâtis autres que l'Etat quelle que soit l'affectation de ces immeubles, sur la valeur locative cadastrale dudit bien. La taxe d'habitation, qui concerne essentiellement les ménages, est due par tout résident d'une habitation (résidence principale ou secondaire) sur la base de la même valeur locative cadastrale déterminée en vue de l'imposition du propriétaire.

Cette situation conduit à deux impositions pour les propriétaires - occupants, puisqu'ils acquittent une imposition à titre d'occupant (taxe d'habitation) et une imposition à titre de propriétaire (taxe foncière sur les propriétés bâties).

Cela étant, il s'agit d'impositions qui ont des logiques différentes : d'une part, un impôt sur la propriété immobilière (la taxe foncière), d'autre part, un impôt représentatif de la participation des ménages aux charges globales de la commune (la taxe d'habitation).

#### **I. La suppression de l'une ou l'autre de ces deux impositions pour les propriétaires - occupants ne paraît pas opportune**

La suppression pure et simple de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou de la taxe d'habitation pour les propriétaires occupants doit être écartée.

La suppression de la taxe foncière sur les propriétés bâties réservée aux seuls propriétaires occupants, qui demeureraient par ailleurs imposés à la taxe d'habitation, serait contraire au principe d'égalité devant l'impôt puisqu'elle conduirait à traiter de façon différente deux propriétaires de logements identiques selon qu'ils sont ou non occupants de celui-ci.

Cette suppression se traduirait rapidement par un démantèlement de cet impôt puisque la mesure serait inévitablement revendiquée par tous les propriétaires et notamment les propriétaires de logements sociaux qui contestent déjà le poids de la taxe mise à leur charge et qui pèse sur le montant des loyers réclamés aux occupants.

Enfin, elle conduirait à une perte de recettes importantes pour les collectivités locales. Les locaux d'habitation représentant environ 64 % des cotisations de taxe foncière sur les propriétés bâties, la perte serait de l'ordre de 4,42 Mds€<sup>43</sup> pour la seule part des propriétaires - occupants.

De même, la suppression de la taxe d'habitation pour les propriétaires - occupants doit être écartée.

Elle conduirait à une perte de recettes considérable pour les collectivités locales. Les propriétaires représentant environ 50 % de la population, la perte de taxe d'habitation serait de l'ordre de 5 Mds€<sup>44</sup>. Elle rendrait également plus instables les produits revenant aux collectivités (variations de bases imposables selon les modifications des modalités d'occupation des locaux, notamment en milieu urbain) qui ne pourra être ajustée que par les taux.

## **II. La création d'une nouvelle taxe unique sur les propriétaires - occupants se substituant, pour ces redevables, aux deux taxes actuelles**

Compte tenu de la différence d'assiette entre les deux taxes, cette solution consisterait à aménager l'une d'entre elles pour les propriétaires - occupants afin que celle-ci soit représentative à la fois de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les différences dans l'établissement des deux taxes rendent toutefois cette option difficilement envisageable.

Le champ d'application des deux taxes est différent. Retenir une seule base qui serait taxée à un impôt représentatif des deux taxes actuelles ne conduirait donc pas nécessairement à simplifier le dispositif : la nouvelle taxe viserait certes les locaux dont le propriétaire est aussi occupant mais ne supprimerait pas nécessairement une imposition à la taxe d'habitation dans les conditions actuelles (cas des redevables propriétaires de leur habitation principale et occupant un autre local tel un garage).

De même, les exonérations de taxe foncière et de taxe d'habitation en faveur des personnes âgées sont différentes.

La base d'imposition des deux taxes est distincte. D'une part la taxe foncière repose sur le revenu cadastral (50 % de la valeur locative), tandis que la taxe d'habitation est assise sur la valeur locative. D'autre part, la base de la taxe d'habitation fait l'objet d'une personnalisation par le biais d'abattements : abattement général à la base, abattement pour charges de famille, abattement spécial à la base. Par ailleurs, des dégrèvements en fonction du montant de revenu ont été institués en

---

<sup>43</sup> Cotisations de TFPB des locaux d'habitation autres qu'appartenant aux organismes HLM : 13,83 Mds€ x 64 % = 8,84 Mds€. On estime que 50 % de ces locaux sont occupés par leurs propriétaires.

<sup>44</sup> Les locaux d'habitation représentent environ 91% de la base totale de la taxe soit environ 48,3 Mds€.

matière de taxe d'habitation, alors qu'aucun dispositif de ce type n'existe en matière de taxe foncière excepté pour les personnes âgées de condition modeste.

## Sous-Section 5. Réformer les règles de lien entre les taux

Les règles actuelles de liaison visent à répartir de manière équitable entre les particuliers et les entreprises l'augmentation des taux des impositions locales, en évitant en particulier une augmentation excessive des taux de taxe professionnelle sur les entreprises, ainsi que le montre le tableau suivant :

### **Les règles actuelles de liaison entre les taux**

Ces dispositions concernent respectivement le plafonnement des taux et les règles de lien avec les impôts ménages.

Les règles de lien entre les taux en matière de taxe professionnelle ont été récemment adaptées aux régions, à la suite de la suppression de la part régionale de taxe d'habitation.

#### **A – Plafonnement des taux**

Le taux de taxe professionnelle d'une collectivité locale ou d'un groupement de communes à TPU ne peut excéder deux fois le taux moyen constaté au niveau national pour l'ensemble des collectivités de même nature.

Pour les impôts ménages, seuls les taux communaux sont plafonnés, pour les taxes foncières et la taxe d'habitation, à 2,5 fois le taux moyen constaté l'année précédente pour la même taxe pour l'ensemble des communes du département ou à 2,5 fois le taux moyen national s'il est plus élevé.

A l'inverse, les taux des impôts ménages afférents aux départements et à la région ne sont pas plafonnés.

#### **B – Règles de lien entre les taux**

1 - Les Conseils municipaux et généraux peuvent soit faire varier dans une même proportion les taux des 4 taxes appliqués l'année précédente, soit faire varier librement entre eux les taux de ces taxes.

Dans ce dernier cas, le taux de taxe professionnelle ne peut augmenter dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de taxe d'habitation ou si elle est inférieure à l'augmentation du taux moyen des trois taxes ménages pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes.

A l'inverse, le taux de taxe professionnelle doit être diminué par rapport à l'année précédente dans une proportion égale, soit à la diminution du taux de taxe d'habitation, soit à celle du taux moyen des trois taxes ménages pondéré par l'importance relative des bases de ces trois taxes soit, à la diminution la plus importante lorsque ces deux taux sont en baisse.

De même, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation.

Ces dispositions s'appliquent dans les mêmes conditions pour les régions, sous réserve des dispositions particulières adoptées à la suite de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation.

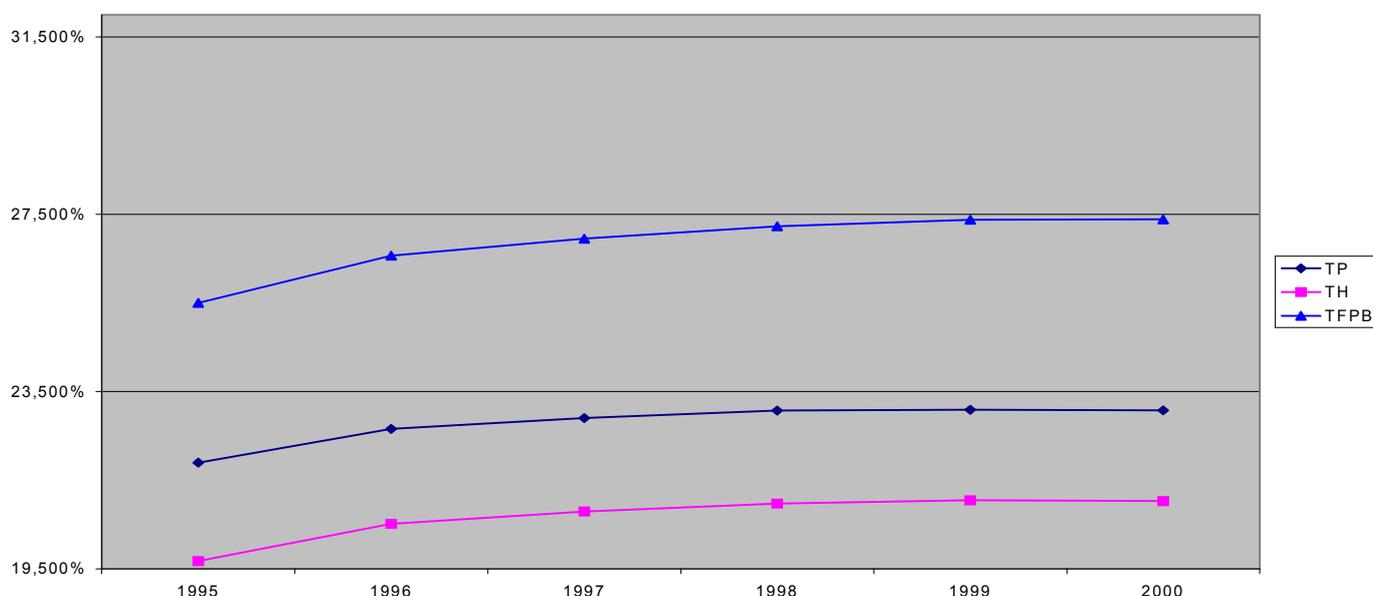
2 - Les groupements de communes sont astreints à des règles de lien identiques lorsqu'ils souhaitent augmenter leur taux de taxe professionnelle.

En revanche, ceux qui relèvent de la TPU ne sont plus dans l'obligation de baisser leur taux de taxe professionnelle dans une proportion au moins égale à la diminution du taux moyen pondéré de taxe d'habitation de ses communes membres ou si elle est plus importante à la baisse de taux moyen pondéré des trois taxes ménages constatées l'année précédente de l'ensemble des communes membres (art. 87 de la loi du 12 juillet 1999).

Cela étant, si le groupement ne diminue pas son taux de taxe professionnelle, sa capacité d'augmenter son taux de taxe professionnelle dans les conditions fixées au 2 est réduite de moitié les deux années suivantes et il ne peut, en tout état de cause, augmenter son taux de taxe professionnelle l'année où le taux moyen pondéré de taxe d'habitation ou le taux moyen pondéré des trois taxes ménages des communes membres diminue.

On peut observer que ces règles de lien ont permis une évolution encadrée des taux, ainsi que l'illustre le schéma suivant :

**Toutes collectivités : évolution des taux moyens globaux de la taxe professionnelle, de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties**



Ces règles étant complexes, la majorité des collectivités locales a préféré adopter une variation uniforme des taux. Ainsi, elles ne mettent que très exceptionnellement en œuvre les possibilités de variation différenciée de leurs taux, même si cette proportion est un peu moindre s'agissant des établissements publics de coopération intercommunale .

S'il apparaît qu'une déliaison importante des taux présenterait des risques pour l'ensemble des redevables locaux, et en particulier pour les entreprises, certaines propositions d'ajustement peuvent être expertisées permettant alors d'accroître les marges de manœuvre des collectivités locales et de leurs groupements.

### **I. La déliaison des taux présente des risques**

Certains élus réclament une déliaison des taux afin de pouvoir arbitrer entre la variation des impôts ménages et la variation des impôts pesant sur les entreprises. Cependant, les règles actuelles de liaison entre les taux ont pour objectif de permettre une évolution équilibrée de la charge fiscale locale entre les agents économiques.

## A. La suppression du lien entre la seule taxe d'habitation et la taxe professionnelle

Actuellement, la variation du taux de taxe professionnelle est liée soit à celle du taux de taxe d'habitation, soit à celle du taux moyen de taxe d'habitation et des taxes foncières.

La suppression de la première de ces variables, proposée par certains élus, conduirait à ne retenir que le taux moyen des impôts ménages pour apprécier la variation possible du taux de taxe professionnelle des collectivités et des groupements. Le risque serait alors de voir le taux de la taxe foncière augmenter pour réduire celui de la taxe d'habitation.

## B. L'assouplissement des conditions actuelles de recours à la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle

Cette majoration, prévue à l'article 1636 B sexies du CGI, est mise en œuvre lorsque deux conditions sont cumulativement remplies à savoir :

- le taux de taxe professionnelle de la collectivité locale ou du groupement à TPU est inférieur au taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente pour l'ensemble de la catégorie concernée ;

- le taux moyen pondéré des trois taxes ménages est supérieur l'année précédente au taux moyen au plan national constaté pour ces mêmes catégories.

La suppression de la condition relative au taux moyen des taxes perçues sur les ménages, qui doit être supérieur au taux moyen constaté l'année précédente pour ces trois taxes dans l'ensemble des collectivités locales et groupements à TPU de même nature, faciliterait l'augmentation de la pression fiscale sur les entreprises, sans justification apparente.

Cette mesure présente donc des risques d'imposition accrue pour les entreprises, de même qu'une modulation de cette majoration<sup>45</sup> qui aboutirait à des résultats équivalents.

La proposition qui consisterait à donner la possibilité aux groupements à fiscalité additionnelle de recourir au dispositif de majoration spéciale dès lors que le taux de TP du groupement est inférieur au taux moyen national de TP de ces groupements ne paraît pas opportune.

## C. L'ouverture du droit à augmentation du taux de taxe professionnelle en cas de diminution de bases pour les groupements à Taxe Professionnelle Unique

Cette proposition consisterait à ouvrir un droit à augmentation du taux de taxe professionnelle des groupements de communes lorsqu'ils constatent une diminution de leurs bases de taxe professionnelle, et donc du produit correspondant, inférieure au seuil de 5% au delà duquel cette perte est compensée par le biais du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.

Cette mesure, qui n'apparaît pas justifiée au regard de la situation financière de ces groupements, favoriserait une variabilité peu satisfaisante des taux d'imposition, au détriment de toute cohérence économique.

---

<sup>45</sup> par exemple en fonction de l'écart entre le taux de taxe professionnelle de la collectivité ou du groupement et le taux moyen national de taxe professionnelle de la catégorie considérée.

## **II. En revanche, il paraît souhaitable de simplifier et de moderniser certaines règles de lien**

### **A. Substituer aux références actuelles les taux moyens des collectivités locales et des groupements de même nature en distinguant selon des strates de population**

Les taux de référence utilisés actuellement pour apprécier les règles de liens sont calculés généralement au niveau national et parfois au niveau départemental. Il s'agit des taux plafonds, des taux moyens utilisés pour déterminer la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle, des taux moyens utilisés pour appliquer la diminution sans lien des taux des impôts ménages. Or le niveau de ces taux varie selon que les structures intercommunales sont ou non localisées dans un environnement urbain ou rural.

Il pourrait donc être envisagé de substituer aux taux de référence actuels des taux moyens calculés par strate de population et/ou définis distinctement selon les types de groupements.

### **B. Créer un « droit à récupération » en matière de taxe professionnelle**

Lorsqu'une commune ou un groupement de communes a baissé son taux de taxe professionnelle sans y avoir été contraint par l'application des règles de taux ménages, il bénéficierait au cours des années suivantes d'un droit à augmenter son taux de taxe professionnelle à due concurrence au delà des règles de lien entre les taux sans pouvoir bien évidemment excéder le taux plafond.

Le même dispositif pourrait s'appliquer aux hausses d'impôts ménages non accompagnées de hausse du taux de la taxe professionnelle.

En tout état de cause, cette mesure ne doit pas permettre à la collectivité de récupérer davantage de part de taux que ce qu'elle a baissé. Par ailleurs, elle ne pourrait récupérer cette part de baisse que dans un délai de cinq ans, par exemple.

### **C. Certains assouplissements pourraient être apportés aux règles actuelles s'imposant aux groupements à taxe professionnelle unique**

Ces derniers sont liés par les délibérations prises en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières par leurs communes membres ce qui aboutit par voie de conséquence à limiter leur pouvoir fiscal.

Si certaines règles de lien doivent être maintenues afin d'éviter que la politique fiscale menée par un groupement soit complètement déconnectée de celle menée par ses communes membres, elles apparaissent peu adaptées à la situation des groupements à taxe professionnelle unique.

Tel est notamment le cas lorsque ce type de groupement a comme compétence l'élimination des ordures ménagères et que ce service était auparavant financé par les communes sur leur budget général.

Celles-ci disposent alors de marges de manœuvre pour baisser leur taux de taxe d'habitation ou de taxes foncières dès lors que la fraction de leur budget général n'est plus affectée comme auparavant au financement de ce service. Dès lors que cette diminution est mise en œuvre, le groupement, s'il n'est pas dans l'obligation de baisser son taux de taxe professionnelle (déliaison à la baisse), ne peut l'augmenter.

Dans ces conditions, il paraît souhaitable de supprimer la règle consistant à plafonner pendant deux ans la variation à la hausse de la taxe professionnelle à 50 % de l'augmentation du taux

de taxe d'habitation ou du taux moyen pondéré des trois taxes ménages lorsque l'EPCI a mis en œuvre, au titre d'une année, le dispositif de déliaison à la baisse.

En effet, lorsqu'un groupement est confronté à une augmentation de ses dépenses au cours des deux années pendant lesquelles sa marge de manœuvre est ainsi obérée, il n'a d'autre solution que de recourir à l'emprunt, ce qui n'est pas nécessairement souhaitable, ou de lever de la fiscalité mixte alors que celle-ci ne devrait être prélevée qu'en dernier recours.

### **CHAPITRE 3**

## **LA REFORME DES CONCOURS DE L'ETAT DEVRAIT VISER UNE GLOBALISATION ACCRUE ET UNE REPARTITION PLUS JUSTE**

La réforme des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales devra en toute hypothèse garantir la préservation de l'équilibre entre la nécessité, pour les collectivités locales, de bénéficier de ressources prévisibles de nature à leur permettre d'assurer dans des conditions satisfaisantes leurs missions de service public, d'une part, et l'obligation pour l'Etat de définir des règles d'évolution des concours aux collectivités locales compatibles avec ses objectifs de baisse des prélèvements obligatoires et de retour à l'équilibre des finances publiques, d'autre part.

La réforme devra par ailleurs permettre d'accompagner les évolutions institutionnelles en cours ou prévisibles à moyen terme, telles que notamment la poursuite de l'intercommunalité à fiscalité propre ou la perspective d'une nouvelle étape de la décentralisation et le transfert parallèle de nouvelles compétences aux collectivités locales.

Enfin, la réforme devrait être mise à profit pour clarifier, voire redéfinir, les objectifs assignés aux différents concours de l'Etat. A ce titre, trois objectifs paraissent pouvoir être retenus :

- assurer un financement stable des collectivités locales de manière compatible avec la stratégie de retour à l'équilibre des finances publiques retenue par l'Etat ;
- mieux répartir les concours en tenant davantage compte de la situation réelle de chaque collectivité ;
- enfin, accroître substantiellement les volumes financiers consacrés à la péréquation tout en assurant le financement du besoin croissant concernant l'intercommunalité.

Dans ce cadre, la réforme des concours financiers de l'Etat pourrait être articulée autour de trois axes : le maintien d'un mécanisme d'enveloppe normée éventuellement aménagée ; la simplification des concours de l'Etat ; enfin, l'aménagement des règles de répartition afin d'accentuer la place de la péréquation.

### **SECTION 1. LE MAINTIEN D'UN MECANISME D'ENVELOPPE NORMEE POURRAIT S'ACCOMPAGNER DE CERTAINS AMENAGEMENTS**

#### **I. Le principe de l'enveloppe normée a fait ses preuves depuis sept ans**

Les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales sont caractérisées depuis 1996 par l'existence d'une enveloppe normée dont l'évolution annuelle est déterminée par l'application d'indices macro-économiques. Au « pacte de stabilité » de la période 1996-1998, caractérisé par une indexation égale à l'inflation, a succédé pour la période 1999-2002 le « contrat de croissance et de solidarité », bénéficiant d'une indexation plus favorable égale à l'inflation majorée d'une part croissante de l'augmentation du PIB. Dans les deux cas, les dotations regroupées dans l'enveloppe sont les mêmes et ont continué d'évoluer en fonction de leurs règles d'indexation propres, la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) jouant le rôle de variable d'ajustement de l'ensemble.

Le dispositif d'enveloppe normée présente plusieurs avantages, tant du point de vue des collectivités locales que du point de vue de l'Etat.

Du point de vue des collectivités locales, le mécanisme d'enveloppe normée assure une meilleure prévisibilité quant à l'évolution des dotations et a permis de les préserver de toute modification des indexations d'une année sur l'autre.

La situation qui prévalait avant 1996 en la matière était différente, comme en témoignent les changements intervenus en matière d'indexation de la DGF ou de la DCTP : la DGF a ainsi été indexée sur la TVA jusqu'en 1989, puis sur les prix majorés d'une fraction de la croissance du PIB entre 1990 et 1993,

puis sur les seuls prix en 1994 et 1995 ; la DCTP a pour sa part été indexée sur les recettes fiscales nettes de l'Etat jusqu'en 1991, puis à nouveau en 1993 et 1994, et a été gelée en 1992 et partiellement en 1995. Depuis la mise en place de l'enveloppe normée en 1996, l'indexation des dotations dites « actives », c'est-à-dire évoluant chaque année en fonction d'un indice prédéfini, n'a plus été remise en cause, conduisant à sept années de stabilité dans les règles d'évolution des dotations.

Du point de vue de l'Etat, le mécanisme d'enveloppe normée présente le grand intérêt d'assurer une prévisibilité à moyen terme de l'évolution d'une masse de 28 milliards d'euros. Il constitue à ce titre un outil important de pilotage des finances publiques, bien que celui-ci ait été atténué ces dernières années par l'existence d'abondements exceptionnels « hors enveloppe normée », dus principalement au financement de l'intercommunalité.

## **II. Le maintien d'un dispositif d'enveloppe normée ne suppose cependant pas nécessairement la reconduction à l'identique du dispositif actuel**

Plusieurs hypothèses sont en effet envisageables concernant ce que pourrait être la future enveloppe normée :

- soit le dispositif actuel est reconduit en l'état, avec une enveloppe au sein de laquelle chaque dotation continue de progresser en fonction de ses propres règles d'indexation, l'enveloppe évoluant elle-même en fonction d'un taux d'indexation à définir ; ce choix implique le maintien d'une variable d'ajustement, qui peut toutefois être modifiée par rapport à la situation actuelle où ce rôle est assuré par la DCTP ;
- soit l'enveloppe normée est aménagée de manière à faire disparaître la notion de variable d'ajustement ; il faudrait alors aligner l'ensemble des indices d'évolution des différentes dotations constituant l'enveloppe sur un seul taux d'évolution uniforme, voire sur deux taux, l'un en fonctionnement, l'autre en investissement. Ce schéma ne pourrait toutefois être retenu que si l'indexation retenue était compatible avec la stratégie de retour à l'équilibre des finances publiques poursuivie par l'Etat, qui suppose de ne pas déséquilibrer davantage la situation relative entre l'Etat et les collectivités locales.

Dans les deux cas, les règles de répartition des concours composant l'enveloppe devraient être aménagées de manière à éviter de nouveaux abondements exceptionnels dont l'existence apparaît contradictoire avec l'objectif même de l'enveloppe normée.

## **III. Les règles de régularisation de la DGF pourraient être réexaminées**

Deux sujets distincts se posent :

### **A – Le mode de régularisation de la DGF**

La masse financière de la DGF, qui, avec 18 milliards d'euros, constitue à elle seule le tiers de la totalité des concours de l'Etat aux collectivités locales, justifie que les montants effectivement transférés correspondent très exactement aux montants théoriques prévus par la loi. Dans la mesure où, toutefois, les montants annuels de la DGF sont déterminés à partir d'indicateurs économiques prévisionnels et non pas définitifs, un dispositif de régularisation *ex post* de la DGF est dès lors indispensable.

Pour autant, le mécanisme actuel de régularisation, qui prévoit l'imputation des régularisations négatives sur la DGF de la deuxième année qui suit celle donnant lieu à régularisation, et l'ouverture de crédits spécifiques en cas de régularisations positives, n'est pas nécessairement optimal.

D'une part, en effet, il conduit à des variations sinon erratiques, en tout cas relativement éloignées du taux théorique d'évolution de la DGF (prix N + 50 % de la croissance du PIB N-1), en particulier lorsqu'il y a transition entre une année de régularisation négative et une année de régularisation positive.

D'autre part, en cas de régularisation positive, comme cela a été le cas en 2001 au titre de la régularisation de la DGF pour 2000, l'ouverture de crédits spécifiques conduit à saupoudrer une masse importante de crédits (157 millions d'euros en 2001) sur près de 40 000 bénéficiaires, donnant lieu à des

attributions individuelles le plus souvent minimales (en 2001, les collectivités dont les attributions de DGF en 2000 étaient de 150 000 euros ont perçu 1 125 euros complémentaires au titre de la régularisation), amenant dès lors à s'interroger sur la possibilité d'utiliser plus rationnellement ces crédits.

Une solution à ces difficultés pourrait être apportée par le lissage, par exemple sur trois ans, de la prise en compte des régularisations de la DGF. Dans ce cadre, les régularisations positives seraient traitées de manière identique aux régularisations négatives, c'est-à-dire dans le cadre de la loi de finances initiale de l'année N+2, avec compensation éventuelle d'une année sur l'autre des régularisations positives et négatives. Ce dispositif, atténuant les variations d'une année sur l'autre de l'évolution de la DGF inscrite en loi de finances, pourrait toutefois rendre plus complexe le mode de calcul chaque année de la DGF.

## B – La prise en compte de la régularisation de la DGF dans l'enveloppe normée des concours de l'Etat

L'enveloppe normée est actuellement déterminée sans tenir compte des régularisations de la DGF. Elle prend ainsi en compte la DGF « théorique » et non celle inscrite en loi de finances, laquelle intègre actuellement la régularisation de la pénultième année lorsqu'elle est négative.

Dans l'hypothèse du maintien d'une enveloppe normée avec une variable d'ajustement, il conviendrait d'étudier l'opportunité du maintien de cette règle. La prise en compte, pour le calcul de l'enveloppe (et donc pour la détermination de son éventuelle variable d'ajustement), de la DGF effectivement inscrite en loi de finances initiale, c'est-à-dire intégrant les régularisations positives ou négatives, conduirait à accentuer ou, au contraire, à détendre (selon le sens de la régularisation) la pression sur la variable d'ajustement.

Bien évidemment, cette question ne se pose que dans l'hypothèse du maintien d'une enveloppe normée avec variable d'ajustement.

## SECTION 2. LES CONCOURS DE L'ETAT DEVRAIENT ETRE SIMPLIFIES

### I. Certaines dotations actuellement autonomes pourraient être intégrées dans la DGF

L'intérêt d'une globalisation des concours de l'Etat en dotations homogènes de fonctionnement et d'investissement est double : d'une part, elle serait de nature à améliorer la lisibilité des concours de l'Etat autour d'objectifs clairement définis ; d'autre part, elle permettrait de dégager des marges de manœuvre substantielles pour accroître les ressources en faveur de la péréquation.

➤ S'agissant de la DGF, la loi a d'ores et déjà prévu une mesure de simplification, à l'horizon 2004, avec l'intégration à cette date dans la DGF de la compensation versée aux collectivités locales au titre de la suppression de la **part « salaires »** de la taxe professionnelle, pour un montant total d'environ 9 milliards d'euros.

D'autres dotations actuellement autonomes mais proches de la DGF (libres d'emploi et indexées comme la DGF) pourraient toutefois être également intégrées dans la DGF, notamment s'agissant de dotations de compensation d'allègements fiscaux.

**Pourraient ainsi être regroupées avec la DGF** la DCTP, et les compensations des pertes de DCTP attribuées depuis 1999 aux communes et groupements défavorisés, ainsi que les compensations fiscales versées aux régions (suppression de la part régionale des droits de mutation et de la taxe d'habitation). Ce faisant, se poserait inévitablement la question de la création d'une DGF des régions, qui n'existe pas aujourd'hui, et qui pourrait s'avérer nécessaire en tout état de cause du fait de l'intégration dans la DGF de la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle en 2004.

L'intégration de la DCTP dans la DGF modifierait en profondeur les règles de l'enveloppe normée actuelle, puisque la DCTP ne pourrait plus jouer le rôle de variable d'ajustement. Cette évolution serait toutefois possible si était mise en place une enveloppe normée sans variable d'ajustement ou avec une autre variable d'ajustement.

➤ **S'agissant de la dotation générale de décentralisation**, son intégration dans la DGF paraît légitime dans la mesure où le lien entre la DGD et les transferts de compétences effectués à un instant donné ne peut que s'atténuer avec le temps et où, s'agissant de la DGD versée aux départements, une partie significative de celle-ci correspond à la compensation d'allègements de la fiscalité transférée, similaire à la compensation de la suppression de la part salaires de la TP qui doit être intégrée dans la DGF. Dès lors, la DGD constitue de plus en plus pour les collectivités locales une ressource très voisine de la DGF, ces deux dotations évoluant en outre selon la même indexation et constituant toutes deux une ressource de fonctionnement libre d'emploi.

La persistance de mouvements de transferts de compétences et d'évolutions concernant la fiscalité transférée pourraient toutefois rendre nécessaire un suivi spécifique du financement des évolutions futures de nature à garantir une compensation intégrale des transferts de compétences. Une solution intermédiaire pourrait alors consister à n'intégrer dans la DGF que la part de la DGD correspondant aux transferts de compétences anciens, un financement particulier étant maintenu pour les transferts récents ou à venir. Cette solution mériterait d'être étudiée mais le fait qu'elle serait limitée à une partie de la DGD en réduirait par là-même l'intérêt. En outre, ce rapprochement concernerait essentiellement les départements et les régions alors que la DGF concerne à 80 % les communes et EPCI.

En tout état de cause, il pourrait être envisagé de fusionner les instances actuellement en charge de ces deux dotations, à savoir le Comité des finances locales (CFL) pour la DGF et la Commission consultative d'évaluation des charges transférées (CCEC) pour la DGD. En pratique, le CFL étant obligatoirement consulté sur tous les textes réglementaires intéressant les finances des collectivités locales, il est de fait d'ores et déjà fréquemment amené à examiner des textes soumis préalablement ou postérieurement à la CCEC. En outre, les membres des deux instances sont très souvent les mêmes. Dès lors, une fusion des deux organismes permettrait de rationaliser et de simplifier les procédures administratives en matière de dotations, quitte à prévoir si nécessaire des formations spécialisées du CFL lorsqu'il s'agit d'examiner des dispositions relatives aux dotations de compensation des charges transférées.

➤ Au-delà de ces dotations, **d'autres dotations, plus fortement ciblées, paraissent devoir être maintenues à l'écart du mouvement de regroupement dans la DGF**. Elles correspondent en effet à des objectifs précis qui n'ont pas vocation à être financés par la DGF dans la mesure où celle-ci a pour caractéristique essentielle d'être une dotation libre d'emploi calculée à partir de critères objectifs de ressources et de charges.

Paraissent ainsi devoir rester à l'écart de la DGF la dotation spéciale instituteurs (DSI), qui est ciblée sur la compensation des charges générées par le logement des instituteurs et qui a d'ailleurs vocation à disparaître d'ici quelques années, la dotation élu local, qui constitue un outil important d'amélioration des conditions d'exercice des mandats locaux dans les petites communes rurales, ou encore la dotation au titre des amendes de la police de la circulation, dont l'objet est centré sur l'amélioration de la circulation et de la sécurité routière.

De même, les mesures de compensation d'exonérations de fiscalité locale, qui sont calculées chaque année à partir des pertes réelles de produit et dont certaines d'entre-elles sont temporaires, n'ont pas vocation à être intégrées dans la DGF, sauf à modifier radicalement l'économie de ces compensations.

➤ **Une dernière dotation, le FNP, actuellement séparé de la DGF, mérite enfin un examen approfondi**. Deux séries de raisons conduisent en effet à réfléchir à une évolution en profondeur du FNP.

D'une part, son financement n'est pas assuré à terme compte-tenu des incertitudes pesant sur l'évolution de ses ressources, avec la baisse attendue du produit de la cotisation nationale de péréquation en raison de la réforme de la taxe professionnelle, et la disparition du produit de la fiscalité locale de France Télécom en cas de banalisation de celle-ci. Ces incertitudes conduisent à des interrogations importantes sur l'avenir même du Fonds.

D'autre part, l'emboîtement du FNP au sein du FNPTP rend ces deux fonds peu lisibles, et le rattachement du FNP au FNPTP plutôt qu'à la DGF va d'autant moins de soi que le FNP est réparti selon des modalités très semblables à celles des dotations de péréquation communales au sein de la DGF.

Dès lors, une intégration du FNP dans la DGF devrait être étudiée. La neutralité budgétaire de cette intégration nécessiterait de compenser pour l'Etat le coût supplémentaire qu'il aurait à supporter au titre de la DGF, soit environ 592 millions d'euros. L'Etat devrait ainsi percevoir le produit de la cotisation nationale de péréquation et la totalité de l'excédent de fiscalité locale de France Télécom. Ce faisant, cette réforme

s'articulerait assez étroitement avec la banalisation parallèle de la fiscalité locale de France Télécom que le Gouvernement a proposée dans le rapport qu'il a remis au Parlement sur les voies et moyens d'une banalisation de la fiscalité locale de France Télécom.

En effet, la neutralité budgétaire, tant pour l'Etat que pour le FNPTP, qui devra nécessairement conditionner la rétrocession aux collectivités locales de la fiscalité locale de France Télécom serait assurée par une réduction à due concurrence de la compensation que les collectivités concernées perçoivent au titre de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle. L'Etat financerait alors directement les ressources du FNPTP dont le solde alimente le FNP. Une intégration du FNP dans la DGF reviendrait également à ce que l'Etat finance directement les moyens de la péréquation. Ce financement évoluant comme la DGF, son coût pour l'Etat serait dans le temps pour partie compensé par le moindre coût de la compensation de la part « salaires », également indexée sur la DGF.

Dans un tel schéma, l'achèvement de la réforme du FNPTP pourrait alors consister à intégrer dans la DGF les compensations de baisses de DCTP des collectivités défavorisées (cf. supra) et à « sortir » la DDR de ce fonds (cf. propositions infra) de manière à ne conserver à la charge du fonds que la compensation des pertes de bases de taxe professionnelle et de redevance minière financée par une dotation de l'Etat ou une partie de la cotisation nationale de péréquation.

### **L'intégration du FNP dans la DGF pourrait être opérée de différentes manières.**

**Une première solution** consisterait à ajouter, aux côtés des actuelles DSU et DSR, un FNP conservant les règles actuelles d'éligibilité et de répartition et étant alimenté au sein de la DGF selon une répartition entre la DSU, la DSR et le FNP à définir. Il s'agit là d'une solution *a minima*, limitée dans ses objectifs mais techniquement simple à mettre en œuvre. En outre, cette solution ne serait pas nécessairement illégitime puisqu'elle conduirait à mettre en place, au sein de la DGF, un dispositif de péréquation en trois volets : un volet de péréquation uniforme entre toutes les communes, le FNP, et deux volets de péréquations sectorielles, l'une urbaine, la DSU, l'autre rurale, la DSR.

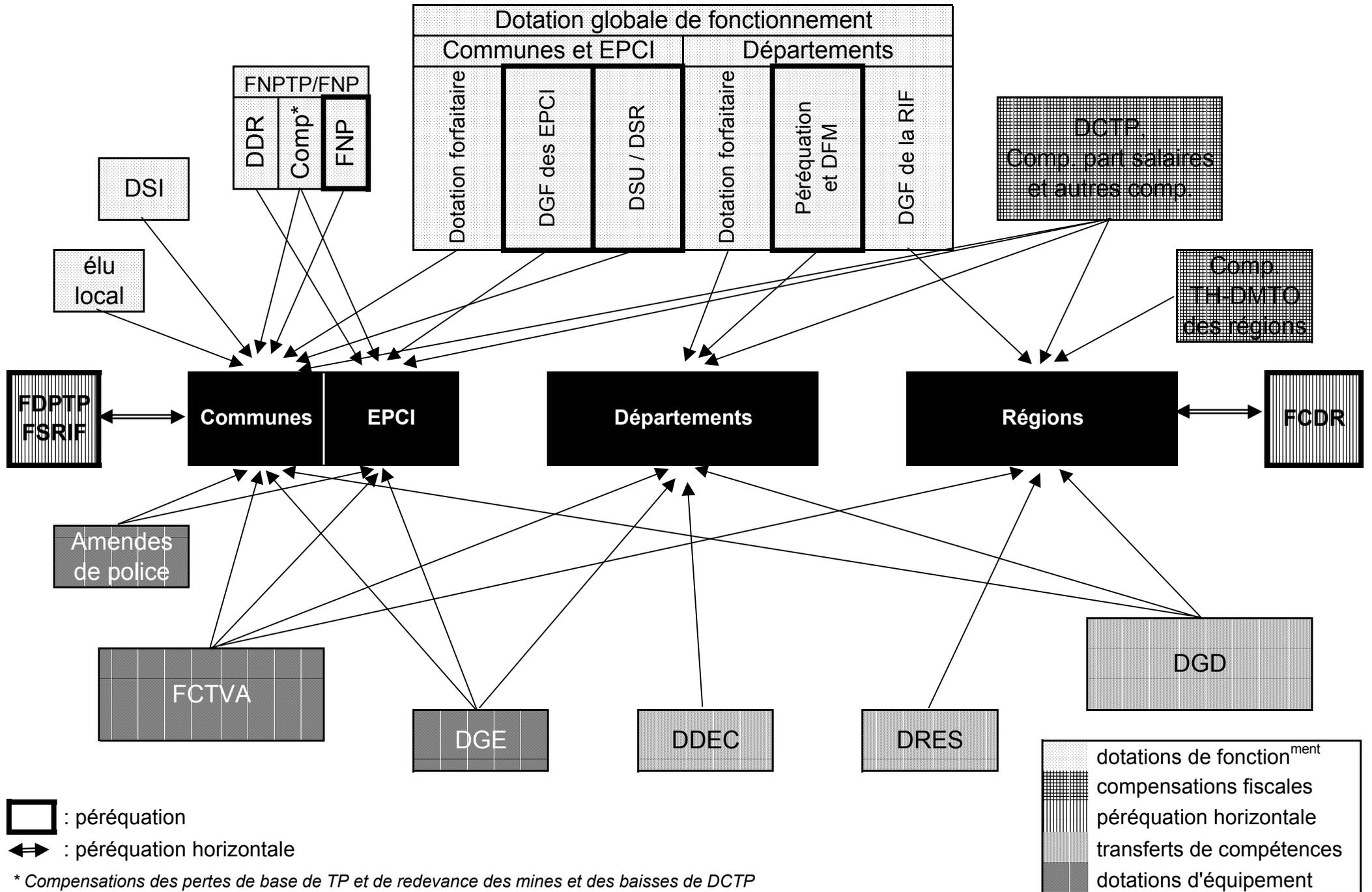
**Une seconde solution** consisterait à accompagner l'intégration du FNP dans la DGF d'une fusion de cette dotation avec les dotations actuellement existantes dans la DGF. Deux hypothèses seraient alors possibles.

**Une première variante** consisterait à fusionner le FNP et la dotation forfaitaire, ce qui serait facile à mettre en œuvre et garantirait définitivement aux communes le maintien de leurs attributions actuelles au titre du FNP. Cette hypothèse reprendrait les principes de la réforme de la DGF de 1993, avec la fusion dans la dotation forfaitaire des anciennes composantes de la DGF des communes dont notamment la dotation de péréquation. Elle aurait néanmoins pour inconvénient majeur de figer à nouveau une partie des masses financières consacrées à la péréquation et donc de réduire d'autant la péréquation axée sur les flux.

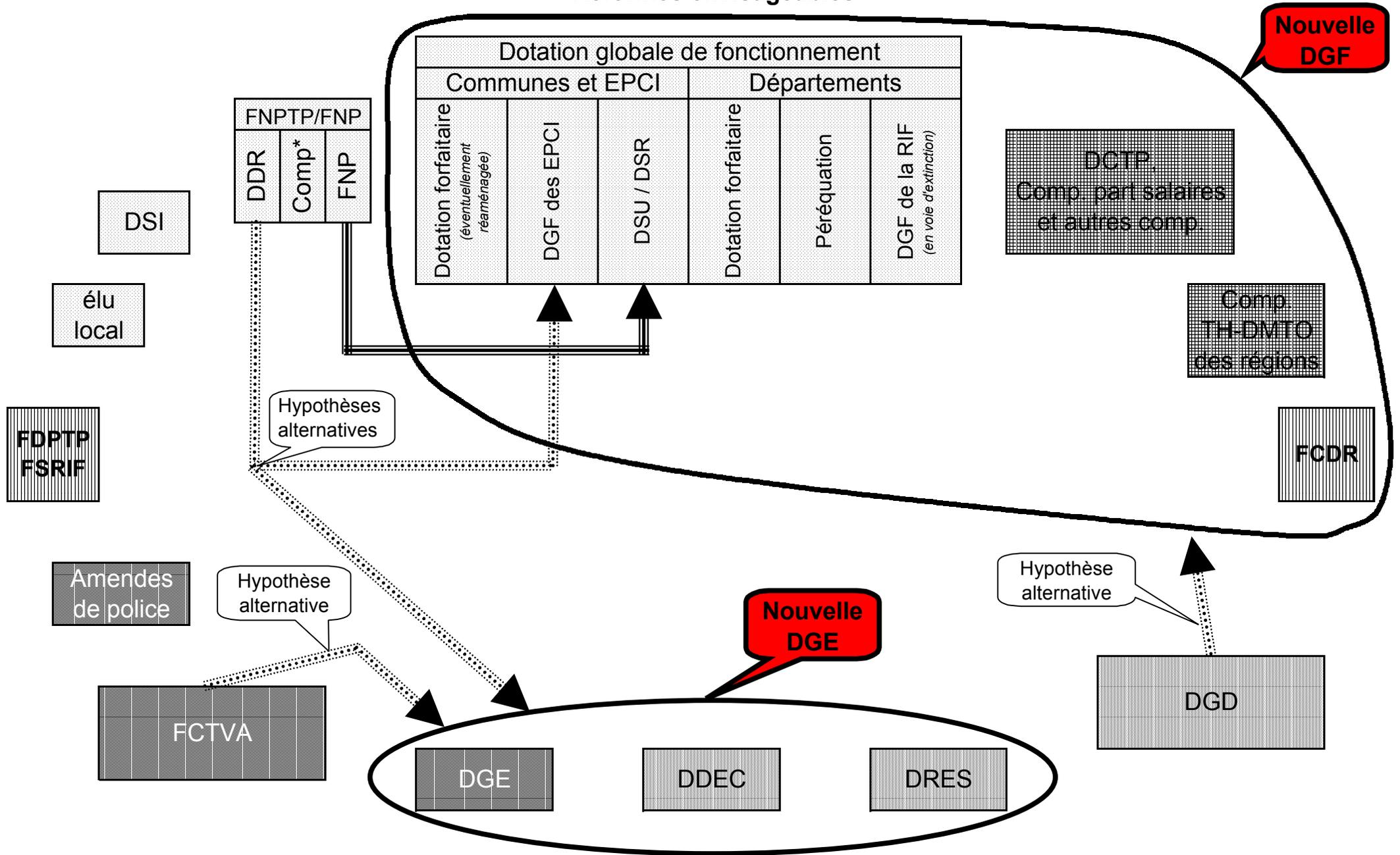
**La seconde variante** de regroupement du FNP et des dotations actuelles de la DGF consisterait à fusionner le FNP et les actuelles DSU et DSR. La masse financière du FNP actuellement allouée aux communes relevant de chacune de ces deux dotations viendrait majorer la dotation correspondante. La DSU et la DSR seraient aménagées en parallèle afin de préserver les communes de l'impact de la réforme sur leur budget la première année et d'accroître également l'intensité péréquatrice de ces dotations.

A ce titre, les règles d'éligibilité et de répartition de la DSU pourraient être rapprochées de celles du FNP actuel, consistant notamment à comparer les communes par rapport aux données moyennes de leurs strates démographiques et non pas, comme c'est actuellement le cas pour la DSU, aux données moyennes de l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants, d'une part, et des communes de 5 000 à 10 000 habitants, d'autre part. L'aménagement de ces règles pourrait éventuellement être compatible avec un plus grand ciblage de la DSU et de la DSR. D'autres aménagements des règles d'éligibilité et de répartition de la DSU comme de la DSR, de nature à renforcer l'intensité péréquatrice de ces deux dotations, seraient également envisageables indépendamment d'une fusion du FNP et de la DSU et de la DSR (cf. infra).

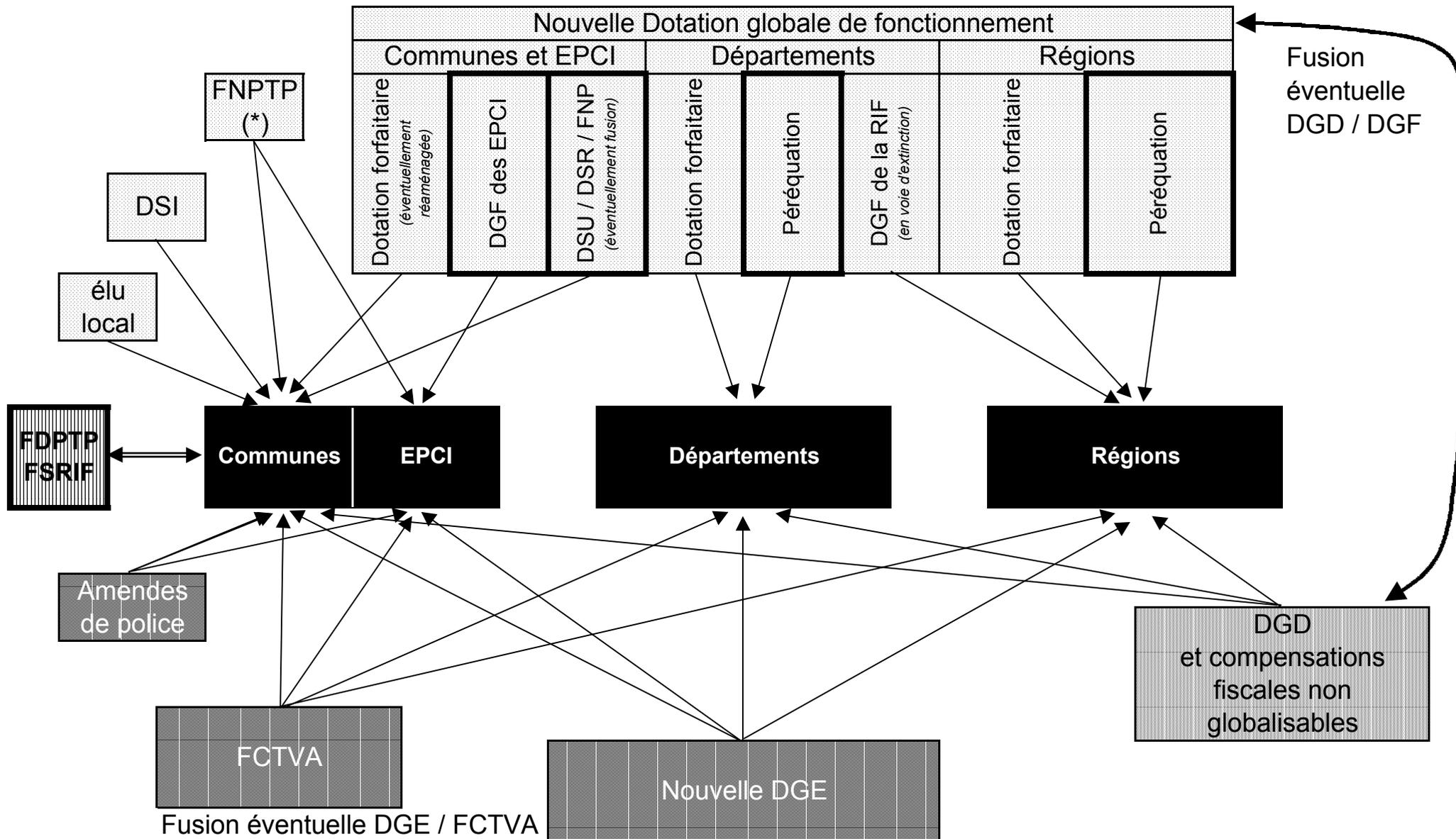
# Architecture actuelle des concours de l'Etat aux collectivités locales



# Réformes envisageables



# Architecture des concours de l'Etat après réforme



Fusion éventuelle DGD / DGF

Fusion éventuelle DGE / FCTVA

## **II. Le mouvement de globalisation pourrait également concerner les dotations d'équipement**

La simplification des dotations, envisagée ci-dessus en ce qui concerne la DGF et plusieurs des dotations de fonctionnement actuelles, pourrait également concerner les dotations d'équipement.

A – La DDR et la DGE des communes pourraient être regroupées au sein d'une dotation unique

Cette solution aurait le mérite, quitte à instaurer explicitement une part « groupements » au sein de la nouvelle dotation, de regrouper deux dotations aux caractéristiques très proches, et qui sont toutes deux réparties sous la forme d'enveloppes départementales de subventions arrêtées par le préfet après intervention d'une commission d'élus.

L'une de ces deux dotations (la DDR) ayant le caractère d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat tandis que l'autre (la DGE) ayant celui d'une dotation budgétaire, il conviendrait cependant d'arbitrer entre ces deux options pour la nouvelle dotation.

Dans ce cas, se poserait la question du maintien du caractère actuellement hybride de la DDR, qui permet de subventionner tant des opérations d'investissement que des opérations de fonctionnement, ou de son recentrage sur l'investissement.

Une autre solution serait d'intégrer la DDR dans la DGF des EPCI, et plus particulièrement dans la DGF des communautés de communes dans la mesure où la DDR est désormais exclusivement réservée aux structures intercommunales rurales. Cette solution modifierait cependant en profondeur l'économie de la DDR, dans la mesure où elle ne serait plus attribuée en fonction des projets présentés par les collectivités. Cette intégration de la DDR dans la DGF réduirait donc les leviers d'action permettant localement au préfet d'orienter les projets des collectivités, en en faisant une ressource libre d'emploi pour les communautés de communes.

B – Une fusion de la DDEC et de la DGE des départements serait également envisageable

Ces deux dotations s'adressent en effet aux mêmes bénéficiaires et présentent toutes deux pour caractéristiques de conserver des critères et des modalités de répartition qui ont notablement vieillis. Une modernisation en profondeur apparaît dès lors nécessaire, qui pourrait être opérée dans le cadre d'une fusion des deux dotations.

C – Enfin, l'hypothèse d'une fusion de la DGE et du FCTVA pourrait être mise à l'étude

Un tel regroupement présenterait en effet le double avantage de simplifier le soutien de l'Etat à l'investissement public local et de renforcer l'effet de levier de celui-ci sur l'investissement local. Les règles d'éligibilité du FCTVA atteignent un niveau de complexité élevé qui représente tant pour l'Etat que pour les collectivités locales une source importante de difficulté. Un regroupement du FCTVA et de la DGE permettrait de simplifier les règles d'attribution de l'actuel FCTVA au sein de la nouvelle dotation et de renforcer le caractère péréquateur du soutien de l'Etat à l'investissement local.

Le FCTVA ayant le caractère d'un prélèvement sur recettes tandis que la DGE est une dotation budgétaire, la fusion de ces deux dotations nécessiterait là aussi d'arbitrer entre ces deux options pour la nouvelle dotation.

Cela étant, le FCTVA et la DGE présentent des divergences importantes, tant au niveau des finalités poursuivies qu'en termes de règles de calcul des attributions ou de collectivités bénéficiaires. Ainsi, toutes

les collectivités locales bénéficient du FCTVA, qui correspond à un remboursement forfaitaire de la TVA qu'elles acquittent calculé par application d'un taux uniforme aux dépenses d'équipement éligibles au Fonds<sup>1</sup> payées la pénultième année. A l'inverse, seules certaines collectivités (les petites communes et leurs groupements, les départements) sont susceptibles de bénéficier de la DGE pour leurs dépenses d'équipement de l'année même. S'agissant des communes et de leurs groupements, une partie seulement de celles-ci est en outre éligible à la DGE.

Il pourrait être tenu compte de ces différences en créant deux fractions de la DGE des communes, l'une attribuée en fonction d'un taux de concours appliqué de manière uniforme à l'ensemble des dépenses d'investissements des communes (étendant de fait le champ de l'aide de l'Etat par rapport à l'actuel FCTVA), l'autre restant ciblée sur les petites communes à des fins de péréquation : le CFL pourrait déterminer, dans une certaine fourchette, les parts respectives de ces deux fractions.

L'importance des aménagements qu'une telle réforme impliquerait demande toutefois à être expertisée plus avant, notamment au regard de ses nombreuses contraintes techniques. L'importance du FCTVA dans les budgets locaux d'investissement nécessiterait en particulier des mesures d'accompagnement de nature à éviter toute déstabilisation des budgets locaux.

### **SECTION 3. LE MOUVEMENT DE SIMPLIFICATION DES DOTATIONS DEVRAIT S'ACCOMPAGNER D'UNE ACCENTUATION DE LA PLACE DE LA PEREQUATION**

#### **I. Au sein de la DGF des communes et des groupements, le réexamen de la dotation forfaitaire des communes permettrait de dégager des ressources supplémentaires pour les dotations de solidarité communales et pour l'intercommunalité**

Les modalités actuelles de répartition de la DGF des communes et groupements connaissent deux limites : d'une part, le financement de la péréquation assuré par le solde de la dotation d'aménagement (DSU et DSR) est rendu difficile par le poids de la dotation forfaitaire des communes et par l'accroissement important de la dotation des groupements ; d'autre part, la dotation forfaitaire, fruit de la sédimentation de dotations anciennes, est d'un montant très inégal d'une commune à l'autre. La DGF devrait dès lors être réformée de manière à ce que ses modalités de répartition soient plus équitables et à ce que les ressources de la péréquation soient fortement accrues, tout en préservant le financement de l'intercommunalité.

A - La réforme de la DGF pourrait concerner en premier lieu la dotation forfaitaire

➤ **La dotation forfaitaire des communes, telle qu'elle est actuellement calculée, n'est en réalité que le reflet de la situation des communes avant 1993.**

La réforme de la DGF opérée par la loi du 31 décembre 1993 a en effet conduit, pour les communes, à regrouper au sein d'une dotation unique, baptisée dotation forfaitaire, l'ensemble des dotations qui étaient auparavant attribuées aux communes, à savoir :

- la dotation de base (40 % de la masse), qui était calculée en multipliant la population de la commune par un ratio en francs par habitant, avec application d'un coefficient multiplicateur croissant en fonction de la strate démographique de la commune,
- la dotation de péréquation (37,5 % de la masse), calculée en fonction du potentiel fiscal, de l'effort fiscal et du revenu par habitant,
- la dotation de compensation (22,5 % de la masse), calculée en fonction du nombre d'élèves, de la longueur de la voirie et du nombre de logements sociaux,

---

<sup>1</sup> Seules sont normalement éligibles les dépenses classées en section d'investissement portant sur des biens intégrés au patrimoine de la collectivité non mis à disposition de tiers non éligibles.

- la garantie de progression minimale, éventuellement modulée, basée sur le principe selon lequel la DGF de chaque commune devait progresser au moins de 55 % de l'évolution de la masse,

- les concours particuliers attribués aux communes touristiques et thermales ainsi qu'aux communes villes-centres.

Le regroupement de ces dotations au sein de la dotation forfaitaire, amenée à évoluer en fonction d'un taux national désormais fixé par le Comité des finances locales entre 45 % et 55 % du taux de progression de la masse de la DGF, a conduit à figer les écarts constatés en 1993. Dans la mesure où une part importante de ces écarts provenait des différences d'attribution de péréquation, la dotation forfaitaire a continué à assurer une fonction de péréquation non négligeable tout au long des années 1990. Les études récentes, et notamment l'étude déjà citée réalisée sous l'égide du Commissariat général du Plan, montrent toutefois que cet effet péréquateur s'est fortement amenuisé, les écarts de richesse constatés en 1993 ayant depuis évolué.

Dès lors, les écarts de dotation forfaitaire par habitant entre communes, qui sont importants, sont de plus en plus contestés. Ils correspondent en effet de moins en moins à des écarts objectifs de richesse entre communes, mais reflètent simplement les écarts qui existaient avant 1993.

En outre, la réforme des contingents communaux d'aide sociale a accentué les écarts de dotation forfaitaire par habitant entre communes, dans la mesure où les contingents qui étaient auparavant appelés par chaque département, et qui ont servi de base à l'abattement pratiqué sur la dotation forfaitaire de chaque commune, variaient très fortement entre les communes et surtout entre les départements.

➤ Dès lors, **la restauration d'une dotation uniforme uniquement liée à la population, calculée en « euros par habitant », pourrait être mise en œuvre** à l'occasion d'une refonte de la dotation forfaitaire.

Cette nouvelle dotation de base pourrait éventuellement être progressive en fonction de la population afin de tenir compte de la corrélation qui existe entre le niveau des charges par habitant et la population. Toutefois, afin d'éviter les effets de seuils qui existaient dans le cadre de la DGF d'avant 1993, un coefficient linéaire pourrait être retenu, permettant de disposer d'un coefficient « lissé ».

Dans la mesure où elle serait proportionnelle à la population, cette dotation de base évoluerait pour chaque commune de manière symétrique en cas de hausse ou de baisse de la population. Au niveau global, plusieurs hypothèses seraient envisageables, consistant soit à faire évoluer le montant total de la dotation de base de manière ouverte au sein de la DGF, en fonction des variations de la population et du taux d'indexation retenu pour le montant unitaire, soit à soumettre le montant total de la dotation de base à une contrainte d'évolution se traduisant par un ajustement sur le montant unitaire de la dotation de base. Dans les deux cas, l'indexation retenue devrait être telle qu'elle permette de dégager des marges importantes pour la péréquation.

➤ La nouvelle dotation de base en euros par habitant ne serait pas, par définition, de nature à assurer, pour chaque commune, une dotation égale à la dotation forfaitaire qu'elle percevait avant la réforme. La différence pourrait dès lors prendre la forme, pour chaque commune, d'une **dotation compensatoire** assurant la neutralité budgétaire de la réforme au plan individuel. Cette dotation compensatoire ne faisant en réalité que refléter et préserver le passé, elle ne serait toutefois pas indexée, permettant d'orienter les marges générées par l'indexation de la DGF sur la progression de la dotation de base et des dotations de péréquation.

B – La réforme devrait en second lieu avoir pour objectif de dégager des marges significatives en faveur de la péréquation tout en assurant le financement de l'intercommunalité

L'impact pour la DGF de la poursuite du développement de l'intercommunalité ne doit pas être surestimé : la population regroupée dépasse désormais les 47 millions, ce qui laisse moins du quart de la population nationale en dehors du champ des groupements de communes.

Pour autant, le regroupement intercommunal n'est pas achevé tandis que la volonté d'accroître la péréquation nécessite de dégager les ressources correspondantes.

Plusieurs options sont à ce titre possibles. Elles peuvent être regroupées en deux grandes familles, selon qu'elles conduisent à maintenir ou à renverser l'ordre actuel de répartition des masses de la DGF des communes et EPCI, qui devrait s'élever à l'avenir à environ 21,4 milliards d'euros compte-tenu de l'intégration dans la DGF de la compensation « part salaires » (6 milliard d'euros pour la partie communale et intercommunale) et éventuellement de la DCTP et des compensations de DCTP (1,2 milliards d'euros pour les communes et EPCI) et du FNP (0,6 milliards d'euros).

➤ **La première famille de solutions**, maintenant l'ordre actuel de répartition de la DGF des communes et EPCI, consiste à dégager des marges pour la péréquation et l'intercommunalité en limitant la progression de la dotation forfaitaire, éventuellement réaménagée en une dotation de base et une dotation compensatoire selon le schéma présenté précédemment.

**Une première hypothèse** pourrait consister à limiter la progression de la dotation forfaitaire en gelant, comme cela est proposé ci-dessus, la partie « compensatoire » issue du réaménagement de la dotation forfaitaire. La dotation de base évoluerait pour sa part dans des conditions comparables à ce qui existe actuellement pour la dotation forfaitaire, c'est-à-dire selon un taux représentant une fraction de l'évolution globale de la DGF.

En retenant une hypothèse moyenne d'indexation annuelle de la DGF comprise entre 2 % et 2,5 %, le gel de 4,5 milliards d'euros sur les 15,2 milliards d'euros que représente l'addition de la dotation forfaitaire actuelle (11 milliards d'euros), de la part communale de la compensation de la part « salaires » (3 milliards d'euros) et de la part communale de la DCTP et de la compensation des pertes de DCTP (1,2 milliards d'euros) permettrait à horizon de dix ans de multiplier par 2,9 les dotations de péréquation communales, tout en assurant une progression de 12 % de la dotation de base et en finançant le développement prévisible de l'intercommunalité. L'enveloppe constituée de la dotation de base et de la dotation compensatoire évoluerait pour sa part de 8,5 % sur la période.

**Une seconde hypothèse** serait de limiter la progression de la dotation forfaitaire, éventuellement réaménagée en dotation de base et dotation compensatoire, par exemple à l'évolution des seuls prix. En retenant la même hypothèse de progression de la DGF comprise entre 2 % et 2,5 % par an, les dotations de péréquation communales seraient alors multipliées à horizon de 10 ans par un facteur 2,1.

➤ **La seconde famille de solutions**, consistant à renverser l'ordre actuel de répartition des masses de la DGF des communes et EPCI, se décline également en plusieurs variantes. Deux hypothèses sont à ce titre possibles :

**Une première hypothèse** serait de financer en premier lieu dans la DGF les moyens en faveur de la péréquation, en y affectant systématiquement une certaine fraction de la progression en masse de la DGF, puis la dotation d'intercommunalité, et en dernier lieu la dotation forfaitaire, qui deviendrait le solde de la DGF. Dans ce cadre, le financement de l'intercommunalité pèserait directement sur la dotation forfaitaire et non plus comme c'est le cas aujourd'hui sur les dotations de péréquation.

Cette solution pourrait présenter l'inconvénient de fragiliser la dotation forfaitaire qui constitue une ressource importante de nombreuses communes et qui sera déjà pour partie gelée pour certaines d'entre-elles si la proposition de réforme de la dotation forfaitaire présentée ci-dessus était mise en œuvre. Elle préserverait toutefois la péréquation des aléas liés à la croissance de l'intercommunalité et la rendrait moins dépendante de l'évolution de la masse globale de la DGF. En faisant l'hypothèse ambitieuse que la moitié au moins de la progression en valeur absolue de la DGF soit affectée chaque année à la péréquation, les simulations réalisées sur la base d'un taux d'indexation de la DGF compris entre 2 % et 2,5 % montrent que la dotation forfaitaire continuerait de progresser. A horizon de dix ans, cette solution permettrait de multiplier par 2,7 le volume des dotations de péréquation communale, la dotation forfaitaire progressant sur la période d'environ 10 %.

**Une seconde hypothèse** serait de financer en premier lieu dans la DGF la dotation d'intercommunalité puis la dotation forfaitaire, les deux dotations progressant au sein d'une enveloppe commune dont le taux d'évolution serait fixé de telle manière qu'il préserve le solde de la DGF en faveur de la péréquation. Dans cette hypothèse, le financement de l'intercommunalité pèserait là aussi directement sur la dotation forfaitaire mais ferait plus explicitement apparaître les solidarités existant entre communes et groupements. Si l'enveloppe constituée de la dotation d'intercommunalité et de la dotation forfaitaire était indexée sur l'inflation, les simulations montrent que la péréquation serait alors multipliée par 2,4 environ à horizon de dix ans et que la dotation forfaitaire continuerait de progresser. Dans l'hypothèse où une partie de la dotation forfaitaire serait gelée, une limitation à l'inflation de l'enveloppe constituée de la dotation de base

et de la dotation d'intercommunalité permettrait de multiplier la péréquation par 2,9 à horizon de dix ans, la dotation de base progressant de 12 %.

Dans les deux hypothèses, il pourrait être envisagé de moduler l'évolution de la dotation de base des communes selon leur degré de richesse afin d'atténuer pour les plus défavorisées d'entre-elles l'impact du renversement de l'ordre de répartition. Ce serait toutefois introduire une forme supplémentaire de péréquation proche de la modulation actuelle des baisses de DCTP, et conduirait par ailleurs à davantage de complexité dans la gestion et le calcul des dotations. Une autre solution serait de moduler l'évolution de la dotation forfaitaire selon l'appartenance ou non de la commune à un groupement à fiscalité propre, lequel bénéficie déjà par ailleurs d'une DGF intercommunale. Ce faisant, les attributions des communes tiendraient compte de leur appartenance à un groupement assumant des charges auparavant supportées par les communes membres. Une telle modulation serait cependant là aussi source de complexité et pourrait par ailleurs être un frein au regroupement intercommunal, qui n'est pas encore achevé.

➤ En tout état de cause, les différentes solutions présentées ci-dessus paraissent préférables à l'hypothèse de la création d'une part autonome pour la DGF des EPCI, sur le modèle de ce qui existe pour les départements. Cette hypothèse permettrait certes d'éviter de faire peser sur les dotations de péréquation communales le poids du développement de l'intercommunalité. Elle ne règle toutefois nullement la question du financement puisque, contrairement aux départements, il se crée chaque année de nouveaux groupements. Dès lors, l'enveloppe allouée aux groupements ne peut pas être déterminée chaque année à partir de l'indexation d'une année sur l'autre de l'enveloppe de l'année précédente, mais au contraire se détermine comme l'addition de la DGF allouée à chaque groupement au titre de l'année. Aussi, la création d'une part autonome pour la DGF des EPCI ne résoudrait pas le problème du financement de l'intercommunalité, sauf à prévoir un apport externe systématique de la part de l'Etat pour financer les nouveaux groupements, ce qui serait incompatible avec les exigences financières de celui-ci. Plus fondamentalement, l'étanchéité totale entre le financement des EPCI et celui des communes méconnaîtrait l'existence des liens financiers entre les EPCI et leurs communes membres, et les économies réalisées par les communes qui voient leurs charges allégées.

### C – Enfin, la réforme devrait être l'occasion d'aménager les critères de répartition de la DSU et de la DSR afin d'accroître leur caractère péréquateur

➤ Les pondérations actuelles des différents indicateurs de richesse et de charges pris en compte au sein de l'indice synthétique de **la DSU** pourraient ainsi être revues afin d'accroître leurs pertinences respectives. Dans le même temps, une réflexion pourrait être engagée quant à la prise en compte du critère du logement social, qui apparaît largement redondant avec le critère du nombre de bénéficiaires d'aides au logement, et par ailleurs moins pertinent et techniquement moins fiable que ce dernier critère (cf. ci-dessous). L'intensité péréquatrice de la DSU pourrait également être renforcée au travers d'une plus grande discrimination dans les attributions, afin de concentrer davantage les flux financiers au profit des communes les plus défavorisées. Ce résultat pourrait être obtenu grâce à une accentuation de la « courbure » de la DSU, c'est-à-dire en remplaçant l'actuel coefficient de majoration qui existe pour les communes de plus de 10 000 habitants, et qui varie uniformément de 2 (commune la plus défavorisée) à 0,5 (dernière commune éligible), par un coefficient plus prononcé variant entre des bornes plus écartées. Pour les communes de 5 000 à 10 000 habitants, l'accentuation de l'intensité péréquatrice pourrait être obtenue au travers de la mise en place d'un coefficient de majoration analogue à celui qui existe pour les communes de plus de 10 000 habitants.

➤ **La DSR** pourrait également faire l'objet d'aménagements substantiels, s'agissant notamment de la part « péréquation » de cette dotation. Celle-ci pourrait en effet être davantage ciblée sur les communes rurales les plus en difficulté au lieu d'être allouée, comme actuellement, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à deux fois le potentiel fiscal moyen de leur strate démographique. Cette condition souple d'éligibilité à la DSR conduit en pratique à attribuer la DSR-« péréquation » à 33 700 des 36 800 communes françaises, ce qui limite considérablement l'effet péréquateur de cette dotation.

Aussi, le renforcement de l'intensité péréquatrice de la DSR pourrait être obtenu grâce à un resserrement de l'éligibilité à la DSR-« péréquation » consistant à ne plus l'attribuer qu'aux seules communes ayant un potentiel fiscal inférieur à 1,5 fois, voire 1 fois, la moyenne de leur strate démographique. Ce resserrement serait cohérent avec l'hypothèse d'une fusion du FNP et de la DSR (pour la partie du FNP actuellement attribuée aux communes également bénéficiaires de la DSR) puisque

l'éligibilité au FNP actuel est déterminée notamment par une condition de potentiel fiscal inférieur à 0,95 fois la moyenne de la strate.

Les simulations effectuées concernant un tel resserrement de l'éligibilité à la DSR-« péréquation » montrent que, si l'on fixe la condition de potentiel fiscal à 1 fois la moyenne de la strate, environ 8 200 communes perdent le bénéfice de la DSR-« péréquation » pour un montant cumulé de 51 millions d'euros. Au niveau individuel, aucune commune ne perdrait plus de 55 000 euros hormis une commune de plus de 9 000 habitants qui perdrait 60 000 euros. Seules 200 communes perdraient plus de 30 000 euros, 80 d'entre-elles ayant plus de 5 000 habitants et toutes ayant plus de 2 500 habitants.

Le resserrement ainsi proposé ne déséquilibrerait que très à la marge les budgets des communes qui perdraient le bénéfice de la DSR-« péréquation ». Il permettrait *a contrario* de majorer de 51 millions d'euros l'enveloppe allouée aux 25 500 communes qui demeureraient éligibles, augmentant de 26 % leur enveloppe et renforçant d'autant l'intensité péréquatrice de la DSR.

Par ailleurs, l'aménagement de la DSR pourrait passer par un examen critique du critère du nombre d'élèves. Ce critère est coûteux en gestion puisqu'il oblige les préfetures, en liaison avec les services d'inspection académique, à opérer un recensement spécifique compte-tenu de la définition très particulière du nombre d'élèves à prendre en compte pour le calcul de la DSR. Au plan technique, il faut en outre relever que le critère du nombre d'élèves, tel qu'il est défini par la loi, est également redondant avec le critère de la population, puisque sont pris en compte, sous la rubrique « élèves », les personnes rattachées à la commune, ayant moins de 16 ans et scolarisés dans la commune ou ailleurs. Répartir une part de la DSR en fonction du nombre d'élèves revient dès lors à calculer des attributions en fonction de la population de moins de 16 ans, voire en fonction de la population dans son ensemble. La corrélation entre la population et le nombre d'élèves au sens de la DSR est de 96 %, c'est-à-dire que ces deux paramètres sont presque totalement proportionnels. La suppression du critère du nombre d'élèves ne réduirait ainsi aucunement la caractérisation des différentes communes, et simplifierait considérablement les travaux de recensement et de contrôle des données tout en améliorant la sécurité de la répartition.

Enfin, la mise en place, pour la DSR, d'un indice synthétique de ressources et de charges adapté aux caractéristiques des communes rurales pourrait être étudiée.

Ces propositions d'aménagement de la DSU et de la DSR pourraient être mises en œuvre à l'occasion d'une fusion du FNP et de la DSU et de la DSR, mais également en l'absence d'une telle fusion.

## **II. La dotation d'intercommunalité devrait être réformée dans le sens d'une réduction de la volatilité des dotations allouées aux groupements de communes**

A. La dotation d'intercommunalité pèse sur le financement de la péréquation et sa répartition est relativement instable

➤ **L'accroissement substantiel du nombre d'EPCI bénéficiant de la DGF pose un problème important de financement** : la dotation d'intercommunalité a ainsi été multipliée par trois en moins de dix ans, et dépassera les 1,6 milliards d'euros en 2002. Les modes actuels de répartition de la DGF, qui conduisent à ce que cette masse pèse sur la péréquation, ont rendu nécessaires des abondements exceptionnels de l'Etat en faveur des dotations de péréquation, à hauteur de 530 millions d'euros en cumulé depuis 1999, ces abondements exceptionnels s'ajoutant à l'enveloppe normée résultant des règles du contrat de croissance et de solidarité.

L'essor de l'intercommunalité et l'affirmation des groupements de communes comme acteurs à part entière de l'action publique locale plaident toutefois pour une stabilisation des ressources de ces collectivités.

➤ **Or, les attributions individuelles des groupements peuvent dans le cadre actuel connaître d'une année sur l'autre de fortes variations**, incompatibles avec la nécessaire stabilité de leurs ressources. Cette difficulté concerne essentiellement les communautés de communes et les communautés d'agglomération puisque les communautés urbaines devraient voir leur DGF forfaitisée à compter de 2003, et progresser à compter de cette date selon le même rythme que la dotation forfaitaire des communes.

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération constituent cependant de très loin le plus grand nombre des EPCI à fiscalité propre. Pour ces EPCI, les règles actuelles de répartition de la DGF ne sont pas satisfaisantes car, en faisant dépendre étroitement la DGF allouée chaque année à un groupement de l'évolution de ses critères propres mais aussi de l'évolution de la moyenne constatée dans sa catégorie, ces règles conduisent à une forte volatilité des attributions, partiellement atténuée toutefois par le jeu des mécanismes de garantie. En outre, les changements parfois brutaux dans la composition interne de chaque catégorie d'EPCI peuvent conduire à des évolutions difficilement justifiables des dotations individuelles d'une année sur l'autre, à l'instar de ce qui a été constaté en 2001 pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle.

➤ **Par ailleurs, les disparités de DGF par habitant** entre catégories d'EPCI sont sources d'interrogations croissantes chez les élus, tandis que le **coefficient d'intégration fiscale** (CIF), paramètre central de la répartition actuelle, connaît plusieurs limites dans la mesure où il ne prend en compte que certaines recettes : produit des quatre taxes directes locales, taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères, certaines compensations fiscales et, pour les communautés d'agglomération (et pour les communautés urbaines, avant la forfaitisation en 2003), redevance d'assainissement.

Il convient également de s'interroger sur la pertinence du dispositif de correction du CIF par la déduction des dépenses de transfert, qui représente certes une avancée très importante permettant de concentrer la DGF sur les groupements réellement intégrés, mais au prix d'une complexité considérable en termes de calcul des attributions individuelles. La prise en compte des dépenses de transfert nécessite par ailleurs d'opérer un recensement d'autant plus délicat que la notion n'est pas juridiquement définie avec une grande précision et ne correspond en tout état de cause que très imparfaitement à la nomenclature comptable en fonction de laquelle sont imputées les dépenses des EPCI. Dès lors, un resserrement de la prise en compte des dépenses de transfert sur les dépenses les plus caractéristiques et les plus importantes en volume, telles que par exemple les attributions de compensation et les dotations de solidarité communautaires pour les groupements à taxe professionnelle unique, mériterait d'être étudié.

B – La réforme devrait viser un réaménagement et une stabilisation des modalités de financement de l'intercommunalité

➤ **S'agissant de la question du financement de l'intercommunalité et de son impact sur les dotations de péréquation communales**, les solutions envisageables ont déjà été évoquées précédemment. Elles consisteraient soit à limiter la progression de la dotation forfaitaire tout en maintenant l'ordre actuel de répartition des masses de la DGF des communes et EPCI, soit à renverser l'ordre de répartition de la DGF de manière à assurer en premier lieu le financement de la péréquation et de l'intercommunalité, chacun de ces deux types de solutions pouvant se décliner en plusieurs variantes.

Dans les deux cas, ce serait par une moindre croissance de la dotation forfaitaire de l'ensemble des communes que serait assuré le financement de l'intercommunalité. Une autre solution consisterait à établir un lien plus direct entre la dotation forfaitaire des communes et la DGF des EPCI, au niveau des masses ou au niveau individuel des communes. Au niveau individuel, une réduction des attributions de dotation forfaitaire des communes membres d'EPCI permettrait de tenir compte des transferts de compétences opérés en faveur de l'EPCI ; cette solution pourrait toutefois être de nature à ralentir l'incitation à l'intercommunalité, ce qui ne paraît pas opportun. Au niveau des masses, il pourrait être envisagé d'assurer le financement de l'intercommunalité soit par un plafonnement de l'évolution de l'enveloppe constituée de la dotation forfaitaire et de la dotation d'intercommunalité, l'ajustement interne s'effectuant alors sur la dotation forfaitaire des communes membres d'EPCI, soit en faisant de la dotation forfaitaire des communes membres d'EPCI le solde de la nouvelle DGF en cas de renversement de l'ordre de répartition de la DGF.

Pour sa part, l'hypothèse d'une DGF « territorialisée » apparaît certes comme l'objectif à rechercher à terme, mais l'inachèvement actuel du mouvement de regroupement intercommunal pourrait rendre prématurée sa mise en œuvre immédiate. Cette hypothèse consisterait à notifier un montant à chaque groupement, à charge pour les élus concernés d'assurer la répartition de ce montant entre le groupement et ses communes membres.

Dans le même esprit, un lien financier pourrait être établi entre la DGF intercommunale et les dotations de solidarité communales, au travers de la prise en compte, pour la répartition des dotations de solidarité communales, du montant total de DGF par habitant perçu l'année précédente sur le territoire de chaque commune au titre des dotations communales et intercommunales. Un tel calcul permettrait de mieux

tenir compte, pour la détermination de la liste des communes défavorisées, du fait qu'elle appartient ou non à un groupement.

Une autre possibilité pourrait être de permettre aux communes membres de groupements d'opter, sur décision de l'EPCI, pour une répartition des dotations de péréquation traitant l'ensemble des communes du groupement en fonction des critères moyens (potentiel fiscal, revenu par habitant, etc.) constatés sur le territoire du groupement. Toutes ces hypothèses, qui comportent un certain nombre d'avantages et d'inconvénients, demanderaient toutefois à être expertisées plus avant.

➤ **S'agissant des disparités de DGF par habitant** entre catégories d'EPCI, un rapprochement pourrait être mis à l'étude. Toutefois, dans la mesure où les charges pesant sur les EPCI s'accroissent en fonction du degré d'intégration et du volume des compétences transférées par les communes, il paraît justifié de maintenir des dotations par habitant différentes entre les catégories d'EPCI.

En revanche, au sein d'une même catégorie d'EPCI, la dotation d'intercommunalité pourrait être réaménagée au travers de la mise en place d'une dotation de base uniforme, en euros par habitant, à laquelle serait adjointe une seconde part ciblée sur les EPCI les plus intégrés de la catégorie.

➤ Cet aménagement permettrait de **réduire la volatilité annuelle** des attributions provoquée par le jeu du CIF, puisque chaque EPCI serait assuré de percevoir, au titre de la dotation de base, une attribution égale à sa population multipliée par le montant par habitant arrêté pour tous les EPCI de la catégorie.

Le CIF ne serait alors plus pris en compte que pour le calcul de la seconde part de la dotation d'intercommunalité, c'est-à-dire la dotation de péréquation des EPCI, avec le potentiel fiscal. Afin de concentrer cette part sur les groupements les plus intégrés de la catégorie, la formule de répartition pourrait prendre en compte, non plus le CIF en tant que tel, mais l'écart relatif de CIF par rapport à la moyenne de la catégorie, ce qui permettrait de discriminer davantage entre les groupements. La seconde part de la dotation d'intercommunalité pourrait ainsi être ciblée, par exemple, sur les groupements dont le CIF est supérieur au dixième du CIF moyen de la catégorie.

D'autres solutions seraient également possibles, telles que l'organisation des deux parts de la dotation d'intercommunalité en une « dotation d'intégration », répartie uniquement en fonction du CIF, et une « dotation de péréquation », répartie uniquement en fonction du potentiel fiscal. Dans un tel schéma, la répartition des masses entre ces deux parts devrait être fixée par la loi selon une clef à définir.

Une autre solution serait de forfaitiser, pour chaque EPCI existant, le montant actuellement perçu au titre de la dotation de base, cette part forfaitaire évoluant ultérieurement en fonction uniquement de l'évolution de la population du groupement voire en fonction d'un taux national d'indexation ; dans cette hypothèse, les nouveaux groupements se verraient attribuer une dotation forfaitaire correspondant à la dotation forfaitaire par habitant moyenne de leur catégorie. Cette hypothèse permettrait par ailleurs d'intégrer dans la dotation forfaitaire les dotations perçues par les EPCI au titre de la suppression de la part « salaires » et de la DCTP, au lieu de maintenir, comme cela serait nécessaire dans les autres hypothèses, des dotations séparées.

### **III. L'aménagement de la DGF des départements pourrait permettre d'accroître substantiellement la place de la péréquation entre collectivités départementales**

➤ **La DGF des départements actuelle est relativement peu péréquatrice** : la dotation de péréquation est ainsi répartie à hauteur de 60 % en fonction des impôts levés par les départements sur les ménages, ce qui conduit à attribuer des montants importants à des départements qui disposent par ailleurs d'une fiscalité substantielle ; pour sa part, la dotation de fonctionnement minimal (DFM) qui atteint des montants limités (moins de 150 millions d'euros, à comparer à une DGF des départements totale qui atteint désormais, après intégration du concours correspondant aux anciens contingents communaux d'aide sociale, près de 5,34 milliards d'euros), est financée par un mécanisme complexe et aléatoire de prélèvement sur certains départements, et ne prend pas en compte les difficultés propres aux départements urbains.

➤ **La réforme de la DGF des départements** pourrait dès lors conduire, en premier lieu, à intégrer dans la dotation forfaitaire de chaque département le montant qu'il perçoit actuellement au titre de la dotation « impôts ménages », ainsi que son concours particulier au titre de la suppression des contingents communaux d'aide sociale, sa compensation au titre de la suppression de la part « salaires » de la taxe

professionnelle et sa DCTP. Le cas échéant, la DGD de chaque département pourrait également être intégrée dans cette part forfaitaire, si l'hypothèse d'une fusion de la DGF et de la DGD devait être retenue.

En second lieu, serait mise en œuvre une réforme de la DFM afin de créer une véritable dotation de solidarité au sein de la DGF des départements. Cette dotation de solidarité départementale pourrait soit être créée à côté de la dotation de péréquation, qui serait réduite à son actuelle part « potentiel fiscal » et permettrait d'assurer une péréquation uniforme entre tous les départements, soit englober la dotation de péréquation au sein d'une seule et même enveloppe.

En toute hypothèse, la dotation de solidarité départementale devrait comprendre une part réservée aux départements ruraux et une part réservée aux départements urbains, comme les récents débats au Parlement en ont souligné la nécessité.

➤ La dotation forfaitaire des départements, réaménagée dans le sens indiqué ci-dessus, pourrait être indexée selon un mécanisme comparable à celui qui serait retenu pour les communes. Ainsi, dans l'hypothèse où la dotation forfaitaire serait financée en premier dans l'ordre de répartition, son taux pourrait dépendre du taux d'évolution global de la DGF avec la possibilité pour le CFL de fixer la progression au sein d'une fourchette à définir. Compte-tenu de l'importance des budgets départementaux, d'une part, et de l'absence de part « groupements » au sein de l'enveloppe de la DGF des départements, ce qui permet d'affecter à la péréquation l'intégralité du solde de la DGF des départements après prélèvement de la dotation forfaitaire, d'autre part, l'indexation de la dotation forfaitaire des départements pourrait ainsi être comprise entre 60 % et 70 % du taux d'évolution de la DGF totale si cette option était retenue.

Une telle fourchette permettrait de garantir aux dotations de péréquation et de solidarité départementale une croissance plus rapide que la masse totale de la DGF. A horizon de dix ans, la part péréquation de la DGF des départements serait multipliée par 2,1, tandis que la part forfaitaire augmenterait de 16 %.

Une variante de cette hypothèse consisterait à faire progresser la dotation forfaitaire des départements au niveau de l'inflation, et non sur la base d'un pourcentage de l'indexation de la DGF.

Comme pour les communes, une autre approche pourrait également être retenue, consistant à renverser l'ordre de répartition des masses et à financer d'abord les dotations de péréquation et de solidarité départementale, puis la dotation forfaitaire. En retenant l'hypothèse que la moitié au moins de la progression en valeur absolue de la DGF des départements soit affectée à la péréquation, cette dernière serait multipliée par 2,3 à horizon de dix ans tandis que la part forfaitaire progresserait de 14 %.

S'agissant de cette seconde approche, il faut relever que la nécessité de dégager des flux importants pour la péréquation est moins aiguë pour les départements que pour les communes dans la mesure où les écarts de richesse entre départements sont sans commune mesure avec ce qu'ils sont entre communes.

Dans tous les cas, la répartition des marges ainsi dégagées entre la dotation de péréquation (si elle était maintenue) et la dotation de solidarité départementale, et au sein de celle-ci entre la part rurale et la part urbaine, serait fixée par le CFL dans la limite d'une fourchette à définir, qui pourrait être calée sur ce qui existe pour les communes.

➤ **Le remplacement de l'actuelle DFM par une dotation de solidarité départementale** comprenant une part rurale et une part urbaine s'accompagnerait de la suppression du prélèvement sur la masse de la DGF des départements qui alimente actuellement la DFM, ainsi que du mécanisme de contribution à la DFM et à sa majoration, qui conduit actuellement à opérer un prélèvement sur la DGF des départements les plus favorisés. A ces mécanismes complexes d'alimentation de la DFM et de sa majoration serait ainsi substituée une alimentation de la dotation de solidarité par le seul jeu de la croissance de la masse de la DGF des départements, dont une partie seulement viendrait abonder la dotation forfaitaire des départements.

Cette simplification des circuits financiers s'accompagnerait, la première année de la réforme, d'un abattement de la dotation forfaitaire des départements actuellement contributeurs à la DFM, de manière à assurer la neutralité budgétaire de la réforme.

En termes de répartition de la nouvelle dotation de solidarité départementale, si sa composante rurale pourrait être répartie selon des modalités identiques à celles de l'actuelle DFM, la part urbaine de cette nouvelle dotation devrait être répartie en fonction de critères permettant de cibler cette part sur les départements urbains en difficulté. A ce titre, le nombre de personnes bénéficiaires des APL dans le

département pourrait être utilisé, avec les critères de potentiel fiscal et de revenu par habitant ; en revanche, le critère du logement social ne semble pas devoir être pris en compte, pour les mêmes raisons qui conduisent à proposer la suppression de ce critère pour la répartition des dotations communales (cf. ci-dessous), à savoir la redondance et le caractère moins pertinent du critère du logement social par rapport au critère du nombre d'APL, d'une part, et des difficultés techniques de recensement de cette donnée et des contestations juridiques liées aux définitions divergentes du logement social selon les textes applicables, d'autre part.

#### **IV. La création d'une part régionale au sein de la DGF et de la DGE permettrait de simplifier les relations financières entre l'Etat et les régions et de rationaliser la péréquation inter-régionale**

➤ **Les régions sont à l'heure actuelle les seules collectivités locales à fiscalité propre à ne pas bénéficier de la DGF.** La région Ile-de-France constitue l'exception à ce principe, dans la mesure où elle est l'héritière du district de la région Ile-de-France qui bénéficiait historiquement de la DGF, et où elle perçoit de ce fait une DGF qui est imputée sur la DGF des départements.

La DGF de la région Ile-de-France est toutefois amenée à disparaître d'ici 2006, puisque la loi a prévu son extinction progressive sous la forme d'une diminution annuelle de 18 millions d'euros supplémentaires chaque année de la dotation allouée à cette région.

➤ **La création d'une DGF des régions** ne paraît pas incompatible avec la disparition programmée de la DGF attribuée à la région Ile-de-France au sein de l'enveloppe constituée par la DGF des départements. Elle consisterait simplement à regrouper, au sein de la DGF, des attributions actuellement allouées aux régions en dehors de la DGF mais qui sont pourtant indexées comme cette dotation.

Ainsi, la compensation de la part « salaires » perçue par les régions, ainsi que les compensations de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation et de la part régionale des DMTO, qui prennent actuellement la forme de trois dotations hors DGF mais qui sont indexées sur celle-ci, pourraient être regroupées dans une dotation forfaitaire régionale au sein de la DGF. Pourrait également être intégrée dans cette dotation la DGD actuellement perçue par les régions si la fusion de la DGF et de la DGD devait être retenue. Comme pour les communes, groupements et départements, la DCTP versée aux régions pourrait également être intégrée dans cette dotation forfaitaire des régions.

➤ **Cette simplification pourrait s'accompagner par ailleurs d'une réforme plus substantielle visant à remplacer l'actuel Fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR) par un mécanisme plus satisfaisant.**

Le FCDR est en effet actuellement alimenté par un prélèvement sur les recettes fiscales des régions les plus riches (trois régions sont concernées depuis la création du Fonds en 1993) et réparti au bénéfice des régions les moins favorisées (neuf régions de métropole et les quatre régions d'outre-mer en bénéficient depuis 1993, une région, l'Aquitaine, étant caractérisée par des entrées-sorties).

Ce mode d'alimentation du FCDR présente les inconvénients caractéristiques des mécanismes de péréquation alimentés par des contributions d'un nombre peu élevé de collectivités riches : ces contributions reposant sur un faible nombre de collectivités sont en effet instables par nature, et font dépendre les recettes des collectivités défavorisées de l'évolution de la situation des collectivités les plus riches.

Un mécanisme semblable à celui proposé pour les départements pourrait dès lors être mis en œuvre pour les régions. Le FCDR pourrait ainsi être alimenté, non plus par un prélèvement sur les trois régions les plus riches, mais par une réduction une fois pour toutes, à hauteur de leurs contributions actuelles, de la DGF de ces trois régions. Les ressources du FCDR seraient ainsi pérennisées sans que la réforme ne pénalise les régions concernées, contributrices ou bénéficiaires. Le FCDR, qui serait alors rebaptisé « dotation de solidarité régionale » par souci de cohérence avec les autres composantes de la DGF, serait ensuite réparti en fonction des critères actuels, éventuellement aménagés pour accroître leur pertinence.

➤ **L'évolution de cette dotation de péréquation** pourrait, à l'instar de ce qui est envisagé pour les communes ou les départements, être assurée de deux manières en fonction du mode d'indexation retenu pour la part forfaitaire de la DGF des régions.

**Une première hypothèse** consisterait à lier l'indexation de la part forfaitaire au taux d'évolution global de la DGF. Une indexation au taux de la DGF assurerait le maintien de l'indexation actuelle des dotations régionales versées au titre de la suppression de divers impôts, mais ne permettrait de faire progresser que faiblement les moyens de la dotation de péréquation régionale. L'indexation pourrait alors être fixée par le CFL dans une fourchette comprise par exemple entre 70 % et 80 % du taux d'évolution de la DGF, la différence permettant d'accroître plus fortement le volume de la péréquation inter-régionale. Avec un taux de progression de la DGF compris entre 2 % et 2,5 %, ce dernier scénario permettrait de multiplier par 4,4 la volume de la péréquation à horizon de dix ans, tout en assurant une progression de 19 % de la part forfaitaire. Une variante de ce scénario consisterait à indexer la dotation forfaitaire des régions sur l'inflation.

**Une seconde hypothèse** consisterait à financer en premier la péréquation dans l'ordre de répartition de la DGF des régions. En retenant l'hypothèse que la moitié au moins de la progression en valeur absolue de la DGF des régions soit affectée à la dotation de péréquation, celle-ci serait multipliée par 6,9 à horizon de dix ans, la part forfaitaire progressant quant à elle de 13 %.

Cette seconde hypothèse, qui dégagerait presque deux fois plus de marges pour la péréquation que la première, doit cependant être mise en regard des faibles écarts de richesse entre régions.

➤ **S'agissant des dotations d'équipement**, la réforme pourrait consister à intégrer l'actuelle dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) dans l'enveloppe de la DGE, qui comprendrait par ailleurs la DGE des communes et groupements fusionnée avec la DDR, ainsi que la DGE des départements fusionnée avec la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC). L'ensemble de ces dotations évolue en effet selon le même taux d'indexation, à savoir l'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

La mise en place de cette nouvelle DGE des régions, qui correspondrait en termes de masse financière à l'actuelle DRES, et le cas échéant à la quote-part de FCTVA dont bénéficient les régions en cas de fusion du FCTVA et de la DGE, pourrait en outre s'accompagner d'une refonte des critères actuels de répartition de la DRES, qui ont vieilli et perdu de leur pertinence.

## **V. De manière générale, les critères utilisés pour la répartition des dotations devraient être aménagés**

Le présent rapport a fait le constat de la trop grande diversité des critères pris en compte pour répartir les dotations de l'Etat, voire de l'obsolescence de certains d'entre eux. A ce titre, trois critères méritent particulièrement attention : le potentiel fiscal, le nombre de logements sociaux et le nombre d'élèves.

A – Le potentiel fiscal devrait être adapté aux évolutions fiscales et institutionnelles en cours

➤ **Le critère du potentiel fiscal existe depuis la mise en place de la DGF en 1979.** Il intervient dans toutes les dotations de péréquation existantes : DSU, DSR, FNP et FSRIF pour les communes, dotation de péréquation des EPCI, DFM et part « potentiel fiscal » de la dotation de péréquation des départements, FCDD pour les régions. Le potentiel fiscal est en outre pris en compte pour la DGE des communes et pour la DDR et, au-delà des seules dotations, intervient dans des domaines aussi divers que la détermination de certaines subventions que l'Etat accorde à certaines lignes aériennes régionales déficitaires ou encore le calcul des prélèvements opérés sur les communes ne respectant pas le seuil de 20 % de logements sociaux défini par la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. C'est en outre un indicateur fréquemment utilisé par les collectivités locales elles-mêmes dans leurs rapports financiers entre elles (dotations de solidarité communautaires, subventions des départements aux communes, répartition des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, etc.).

Le potentiel fiscal est généralement rapporté à la population. Il peut toutefois être aussi rapporté à la superficie de la collectivité locale. Dans ce cas, il répond moins à un souci de péréquation qu'à une forme d'aide aux territoires peu peuplés voire désertifiés, dans un souci d'aménagement du territoire.

➤ **Deux évolutions remettent en cause la pertinence du mode actuel de calcul du potentiel fiscal**, notamment pour les communes : d'une part, la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle a conduit, compte-tenu de l'importance de cette composante pour les collectivités locales, à intégrer, dans le calcul du potentiel fiscal, le montant de la compensation effectivement perçue par les

collectivités au titre de la suppression de la part « salaires » ; d'autre part, le développement de la taxe professionnelle unique (TPU) ou de zone (TPZ) amoindrit la légitimité des règles actuelles de calcul du potentiel fiscal.

La prise en compte, dans le potentiel fiscal, du produit effectivement perçu par les collectivités en compensation de la suppression de la part « salaires » bouleverse l'approche traditionnelle du potentiel fiscal. Celle-ci consistait à comparer les collectivités entre elles sur la seule base d'un produit théorique calculé par application, aux bases de fiscalité locale, des taux moyens nationaux. Dans cette approche, n'étaient pas pris en compte les produits fiscaux effectivement perçus mais seulement les produits potentiels, correspondant à ce qu'aurait perçu la collectivité si elle avait appliqué une politique fiscale « moyenne ».

L'ajout, au sein du potentiel fiscal, de la compensation effectivement perçue au titre de la suppression de la part « salaire » remet en cause cette approche puisque, par définition, la collectivité locale n'a aucune marge de manœuvre quant au montant de cette compensation et de son évolution.

Par ailleurs, le développement important de la taxe professionnelle unique, qui concerne désormais un tiers de la population et plus de 15 % des communes, amoindrit la pertinence du mode de calcul actuel du potentiel fiscal pour les communes. La taxe professionnelle représente en effet environ la moitié des ressources fiscales des collectivités et le fait de calculer, comme c'est actuellement le cas pour les communes membres d'un EPCI à TPU (ou d'un EPCI à TPZ), des bases fictives de taxe professionnelle dépendant de la variation annuelle des bases de l'EPCI est certes cohérent (puisque chaque commune du groupement bénéficie de fait des produits perçus par l'EPCI, au travers des services rendus par celui-ci à la population) mais est dans la pratique peu satisfaisant :

- d'une part, les modifications annuelles dans les périmètres des groupements à TPU ou à TPZ rendent le calcul du potentiel fiscal des communes très complexe, et d'autant plus complexe que l'on s'éloigne de la première année de mise en œuvre de ce mode de calcul, à savoir l'année 2000. Toute modification dans le périmètre d'un groupement nécessite ainsi, afin de neutraliser les modifications, de recalculer les variations de bases du groupement pour toutes les années passées.

- d'autre part, la répartition, entre les communes membres d'un groupement à TPU ou à TPZ, des variations de base de taxe professionnelle au prorata de la population de chaque commune peut conduire, dans certains cas, à des évolutions parfois importantes du potentiel fiscal de certaines communes, alors même que leur situation objective n'a pas sensiblement varié.

➤ Pour l'ensemble de ces raisons, un aménagement substantiel du calcul du potentiel fiscal des communes apparaît indispensable. En revanche, **la disparition pure et simple du potentiel fiscal comme indicateur de ressources des collectivités, et son remplacement par un autre indicateur tel que le revenu par habitant, n'apparaît pas envisageable**. Le revenu par habitant ne permet en effet pas véritablement de mesurer les capacités financières des communes, dans la mesure où l'ensemble de la fiscalité pesant sur les entreprises serait de fait écartée, alors même que celle-ci représente près de la moitié du total de la fiscalité locale et est à l'origine de l'essentiel des inégalités de richesse entre collectivités locales. Par ailleurs, la refonte des dotations de péréquation visant à les répartir sur la base d'un système entièrement différent, consistant par exemple à confronter des « recettes standards » à des « dépenses standards » selon le modèle retenu par le Royaume-Uni, apparaît peu compatible avec les spécificités françaises, au regard notamment du nombre de collectivités locales concernées : la prise en compte des 40 000 collectivités françaises bénéficiaires des dotations, contre 400 seulement au Royaume-Uni, conduirait inévitablement à instaurer un dispositif extrêmement lourd à gérer, et qui garantirait difficilement la neutralité budgétaire de la réforme pour les collectivités.

➤ **En revanche, plusieurs aménagements du potentiel fiscal sont envisageables pour répondre aux difficultés identifiées**. Il serait ainsi possible de calculer le potentiel fiscal des communes membres d'EPCI à TPU ou TPZ en ajoutant, au potentiel fiscal calculé sur les trois taxes « ménages », d'une composante « taxe professionnelle » calculée comme l'addition des montants perçus au titre de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire, ainsi que d'une quote-part du « solde » de taxe professionnelle conservé par le groupement pour ses dépenses propres et non reversé aux communes. Cette quote-part correspondrait au poids démographique de chaque commune au sein du groupement. Cette solution permettrait de supprimer le calcul annuel des variations de base du groupement et rapprocherait le potentiel fiscal du montant que percevrait effectivement la commune si elle appliquait, sur les trois taxes « ménages », les taux moyens nationaux.

Une autre solution consisterait à considérer que, à terme, le potentiel fiscal de chaque commune membre du groupement doit, s'agissant de sa composante « taxe professionnelle », converger vers la moyenne constatée au sein du groupement. Dès lors, les bases de taxe professionnelle prises en compte chaque année pour le calcul du potentiel fiscal des communes seraient calculées comme l'ajout, aux bases « historiques » constatées l'année précédant le passage en TPU ou en TPZ, d'une quote-part de la différence entre ces bases « historiques » et les bases moyennes au sein du groupement. Dans cette hypothèse, cette quote-part pourrait être égale au nombre d'années écoulées depuis l'entrée en vigueur de la TPU ou de la TPZ dans le groupement, rapporté au nombre d'années prévue pour la phase de convergence des taux. A l'issue de cette phase, chacune des communes membres du groupement se verrait ainsi affecter, pour le calcul du potentiel fiscal, des bases de taxe professionnelle par habitant identiques, égales au montant moyen des bases de taxe professionnelle par habitant au sein du groupement.

D'autres solutions encore sont envisageables, comme par exemple l'hypothèse d'une répartition des bases de taxe professionnelle à prendre en compte pour le calcul du potentiel fiscal des communes en fonction des choix des élus concernés eux-mêmes.

Dans toutes ces hypothèses, une réflexion particulière devrait nécessairement entourer le moment venu le mode de prise en compte, pour le calcul du potentiel fiscal, de la compensation de la suppression de la part « salaires ». Il serait en effet paradoxal de maintenir un mode de calcul du potentiel fiscal intégrant une compensation désormais fondue dans la DGF, en vue de répartir cette même DGF. Cela étant, la suppression pure et simple de cette compensation dans le calcul du potentiel fiscal pourrait conduire à des évolutions brutales des potentiels fiscaux, donc à une déstabilisation de la répartition des dotations de péréquation, ce qui n'est pas souhaitable. Il conviendra donc de trouver des modalités appropriées pour résoudre ce problème.

Toutes les solutions exposées ci-dessus présentent par ailleurs un certain nombre d'avantages et d'inconvénients au regard des objectifs fixés au potentiel fiscal, à savoir la possibilité de comparer les collectivités entre elles en fonction de critères objectifs de richesse, l'annualité du calcul du potentiel fiscal, la lisibilité de l'indicateur utilisé, etc. Compte-tenu de la multiplicité des indicateurs à prendre en compte, et de l'interférence entre les différentes réformes envisagées dans le cadre du présent rapport, il n'a pas été possible de simuler ces différentes hypothèses, qui demanderaient donc à être précisées dès lors qu'un certain nombre de choix auront été réalisés quant aux réformes à mettre en œuvre.

## B – Le critère du logement social apparaît comme un critère peu pertinent

Le critère du logement social intervient actuellement au niveau des dotations tant communales (DSU et FSRIF) que départementales (départements contributeurs au mécanisme de solidarité).

**Ce critère est très largement redondant avec le critère du nombre de bénéficiaires d'aides au logement.** L'étude statistique de ces deux critères pour les communes de plus de 5 000 habitants, c'est-à-dire celles dont les dotations prennent en compte le nombre de logements sociaux et le nombre de bénéficiaires d'aides au logement, montre ainsi une corrélation positive extrêmement forte entre les deux données, de l'ordre de 95 %, soit un niveau rarement atteint lorsqu'on compare deux séries de données empiriques. **Dès lors, la suppression de l'un des deux critères ne nuirait pas à la qualité de la caractérisation des différentes communes.**

Il paraît par ailleurs plus pertinent de caractériser la situation sociale d'une population donnée en fonction du nombre de ses membres qui sont bénéficiaires d'aides au logement plutôt qu'en fonction du nombre de logements sociaux. Ce dernier nombre n'est en effet pas nécessairement représentatif de l'importance de la population en difficulté compte tenu des écarts entre communes concernant le nombre moyen de personnes pour chaque logement social.

En outre, les difficultés techniques de recensement du logement social avaient conduit en 1996 à resserrer la définition des logements sociaux pris en compte pour la répartition des dotations de l'Etat. Celle-ci est ainsi désormais centrée sur la qualité des propriétaires de logements sociaux, et conduit de fait à exclure certains logements qui, bien que relevant du logement social, n'appartiennent pas à l'un ou l'autre des propriétaires mentionnés dans la loi. En pratique, le simple changement d'organismes propriétaires peut ainsi conduire à minorer, ou au contraire à majorer, le nombre de logements sociaux pris en compte pour le calcul des dotations, alors même que la réalité physique des communes n'a en rien été modifiée à l'occasion du changement de propriétaire. Une telle situation, peu satisfaisante, n'existe en revanche pas dans le cadre

de la prise en compte du nombre de bénéficiaires d'aides au logement, qui est régulièrement mis à jour par les caisses concernées et correspond à la situation réelle de chaque collectivité.

Enfin, la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), qui a instauré un principe de pourcentage minimum de logements sociaux par commune pour les communes situées dans une agglomération, retient une définition des logements sociaux différente de celle qui est prise en compte pour le calcul des dotations de l'Etat. Ces différences d'approches sont sources de difficultés, alors même qu'une harmonisation des deux approches sur la base de la définition donnée par la loi SRU n'apparaît pas envisageable. La répartition des dotations de l'Etat suppose en effet de pouvoir comparer les communes entre elles sur la base de données homogènes, ce qui n'est pas possible avec une approche du logement social telle que celle de la loi SRU.

### C – Le critère du nombre d'élèves s'avère lui aussi peu pertinent

Le critère du nombre d'élèves est actuellement pris en compte pour la répartition de la DSR et de la DRES-DDEC.

S'agissant de la DRES-DDEC, les développements précédents ont insisté sur la nécessité de revoir les critères de répartition de ces dotations, qui apparaissent aujourd'hui assez largement obsolètes.

Pour la DSR, il a également été indiqué que le nombre d'élèves pris en compte pour la répartition de cette dotation n'était pas pertinent. Outre le fait que la définition retenue, à savoir le nombre d'élèves domiciliés dans la commune et scolarisés dans la commune ou ailleurs, conduit à effectuer chaque année un recensement spécifique ne recoupant pas les données collectées par l'Insee ou par les services du ministère de l'Education nationale, il apparaît que ce critère est très étroitement corrélé au nombre d'habitants de la commune. Dès lors, c'est un critère qui est redondant avec le critère de population utilisé par ailleurs pour répartir la DSR. Il est donc proposé de ne plus le conserver à l'avenir.

## **SECTION 4. L'AMELIORATION DES OUTILS DE PEREQUATION HORIZONTALE PASSE EN PRIORITE PAR UNE REFORME DES FONDS DEPARTEMENTAUX DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (FDPTP)**

### **I. La péréquation horizontale doit être développée**

La péréquation des impôts directs locaux est un thème récurrent dans le cadre de la réflexion sur les finances locales. Sauf à renoncer à un développement économique et social équilibré sur le territoire national, le pouvoir fiscal reconnu aux collectivités locales n'est pas contradictoire avec la conduite d'une action globale en faveur de la péréquation des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités.

La péréquation fiscale est notamment rendue nécessaire par la répartition très inégale des produits fiscaux sur le territoire dont les effets ne pourront être que partiellement atténués par le renforcement de la péréquation des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, ainsi que par la fragilité et la volatilité de la matière imposable en particulier pour la taxe professionnelle.

Cette péréquation s'effectue principalement, comme il a été vu, par le jeu de la répartition des concours financiers de l'Etat (« péréquation verticale »). Elle peut également intervenir par prélèvement sur les collectivités disposant d'un niveau élevé de ressources fiscales (« péréquation horizontale »). La combinaison de ces deux formes de péréquation paraît souhaitable. Si en effet, la péréquation horizontale est d'une grande efficacité dans la mesure où la péréquation s'effectue à la fois au niveau du prélèvement et à celui de la redistribution, elle n'assure pas du point de vue des bénéficiaires, la même garantie de stabilité ou de progression, la situation des communes contributives étant susceptible d'évoluer.

➤ **Les péréquations existantes** instituent un partage du produit de la taxe professionnelle entre communes de manière horizontale au niveau départemental (Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), au niveau régional pour les communes de la région Ile-de-France (Fonds de solidarité entre communes de la région Ile-de-France) ; y participe également le fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR).

La loi du 12 juillet 1999 sur l'intercommunalité a prévu la mise en place à compter de 2000, d'un second prélèvement sur les communes riches (FSRIF 2), dont la montée en régime doit se poursuivre d'ici à 2005.

Certains dispositifs présentent une nature « mixte » entre péréquation horizontale et péréquation verticale : ainsi, le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) est alimenté à la fois par des dotations de l'Etat et par un prélèvement sur les entreprises situées dans les collectivités locales où les taux sont les plus faibles. Par ailleurs, la dotation de fonctionnement minimale des départements (DFM) constitue certes une sous-catégorie de la DGF des départements mais est financée par deux mécanismes de prélèvement interne sur la DGF des autres départements (un prélèvement sur l'ensemble des départements et un second mécanisme ciblé sur les départements les plus riches).

Enfin, des mécanismes spécifiques, mais qui peuvent pour certains aspects se rapprocher du mécanisme de péréquation horizontale existent par ailleurs. Ainsi, l'évolution différée de la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP), qui se caractérise par une diminution réduite de moitié pour les communes éligibles de la DSU ou la DSR constitue une forme de péréquation au sein de l'équilibre global du contrat de croissance et de solidarité.

Enfin, l'objectif de péréquation peut être pris en compte à l'occasion des mouvements liés au transfert de compétence entre l'Etat et les collectivités locales. Ainsi, en application de la loi sur l'allocation personnalisée à l'autonomie, les attributions versées à chaque département sont modulées notamment en fonction de leur potentiel fiscal.

## Schémas actuels des mécanismes de péréquation horizontale et mixte

MECANISME	COLLECTIVITES CONCERNEES	PERIMETRE DE PEREQUATION	REPARTITION	NATURE	MONTANT 2001
Dotations de solidarité communautaire	EPCI à fiscalité additionnelle et à taxe professionnelle unique	EPCI et éventuellement EPCI limitrophes	Critères nationaux décision de l'EPCI	- Mixte - sur TP et foncier bâti	N.C.
Dotations de coopération	SAN	SAN	Critères nationaux décision de l'EPCI	- Mixte - Sur TP	N.C.
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	Communes	France entière	Critères nationaux	- Mixte : dotation et prélèvement sur les entreprises des communes à faible taux	936 M€
Fonds départementaux de la taxe professionnelle (FDPTP)	Communes et EPCI à fiscalité propre	Département (un ou plusieurs)	Conseil général ou commission interdépartementale	-Péréquation horizontale - Sur TP	561 M€ (2000)
Péréquation des magasins de grande surface	Communes et EPCI	Spécifique (calculé par rapport à l'éloignement de l'établissement)	Affecté au FDPTP (mêmes règles)	-Péréquation horizontale - Sur TP	9 M€ (2000)
Fonds de compensation de nuisances aéroportuaires (FCNA)	Communes et EPCI (prélèvement sur le FDPTP)	Spécifique (zone d'exposition du bruit des aéroports)	Critères nationaux	-Péréquation horizontale - Sur TP	8,5 M€ (2000)
Fonds de solidarité pour la région Ile-de-France (FSRIF)	Communes et EPCI Ile-de-France	Région Ile-de-France	Critères nationaux	-Péréquation horizontale 1 <sup>er</sup> prélèvement : sur potentiel fiscal global 2 <sup>o</sup> prélèvement sur taxe professionnelle	121 M€ 17 M€
Dotations de fonctionnement minimale des départements	Départements	France entière	Critères nationaux	- Mixte : prélèvement sur dotation (DGF des départements)	135 M€
Fonds de correction des déséquilibres régionaux	Régions	France entière	Critères nationaux	- Péréquation horizontale - Sur potentiel fiscal	59 M€

La péréquation qui se rapporte à la taxe professionnelle représente donc un enjeu tout particulier pour les collectivités locales, compte tenu de l'importance des rentrées fiscales liées à cette imposition, soit environ la moitié des recettes fiscales issues des impôts directs locaux.

#### - Dispositifs actuels de péréquation en matière de taxe professionnelle -

Il existe deux dispositifs de péréquation :

- une péréquation à travers laquelle les collectivités locales contribuent au profit du fonds départemental de péréquation. Il s'agit de l'écrêtement des bases exceptionnelles de taxe professionnelle et la péréquation des bases de commerce de détail compris dans des grandes surfaces.
- une péréquation à l'égard des entreprises bénéficiant d'une pression fiscale plus faible : la cotisation nationale de péréquation.

*L'écrêtement des établissements exceptionnels en matière de taxe professionnelle* : limité au niveau communal et intercommunal, il vise les bases des établissements exceptionnels excédant le double de la moyenne des bases par habitant constatée au niveau national de l'année précédente. Le produit de l'écrêtement est égal au produit des bases excédentaires par le taux de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale selon le cas (soit 561 M€ en 2000).

*La péréquation des magasins de grande surface*, introduite à compter de 1991, institue une péréquation intercommunale de la taxe professionnelle acquittée par les commerces de détail situés dans des communes ou cantons à faible densité démographique dont la population ne justifierait pas, en soi, l'existence d'un tel ensemble commercial de cette importance. Il a pour effet de répartir la taxe professionnelle des commerces de détail de grande surface et des ensembles commerciaux entre les communes de la zone de chalandise et d'affecter une part du produit au maintien d'une présence commerciale en zone rurale. Le produit de cette péréquation est très limité (environ 9 M€ en 2000).

*La cotisation nationale de péréquation* : instaurée en 1982, elle vise les entreprises qui sont implantées dans des collectivités à faible pression fiscale (taux global de taxe professionnelle inférieur au taux moyen national de l'année précédente). Elle vise à majorer le taux global d'imposition voté par l'ensemble des collectivités locales s'appliquant à chaque établissement bénéficiant d'un taux faible. Une partie du produit correspondant (352 M€ en 2001) est perçue au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP). Les taux de cette cotisation ont été relevés en 1998 puis dans le cadre de la loi de finances pour 1999 portant réforme de la taxe professionnelle.

Les ressources affectées au FNPTP et provenant de la cotisation nationale de péréquation représentaient 42 % en 1998, 40 % en 1999 et 38,27 % en 2000 des ressources totales du FNPTP. Le Comité des Finances Locales est chargé de répartir l'ensemble des ressources du FNPTP.

*Le Fonds de Solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF)* constitue un mécanisme de solidarité financière intercommunale propre à la région Ile-de-France qui prend la forme d'un fonds de péréquation alimenté par un prélèvement sur les ressources fiscales des communes les plus favorisées.

La loi du 12 juillet 1999 a modifié ce dispositif en prévoyant un second prélèvement (*FSRIF2*) effectué sur les seules ressources de taxe professionnelle des communes d'Ile-de-France dont la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant excède 3,5 fois la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant constatée au niveau national.

Ce prélèvement est éventuellement réduit du produit de l'écrêtement réalisé au profit du FDPTP.

Le produit du FSRIF2 en 2001 s'élève à 17,38 M€.

Les sommes qui sont affectées à la péréquation horizontale demeurent de niveau relativement modeste : ainsi, l'ensemble des mécanismes de péréquation horizontale a représenté en 2000 moins de 2 Mds€, soit moins de 9 % des recettes de taxe professionnelle.

Leur évaluation ne peut toutefois être dissociée de celle de la péréquation verticale, surtout lorsque des critères de répartition très comparables sont utilisés, comme c'est le cas par exemple, pour la DSU et le FSRIF.

En particulier, les FDPTP ne trouvent leurs ressources que sur environ 1 300 établissements soit 0,1 % des établissements imposés, pour un produit total écrêté en 2000 de 561 M€ (sur un produit total de taxe professionnelle de 23,5 Mds€), dont 411 M€ au titre des bases communales, soit 3,67 % de la taxe professionnelle perçue par les communes et les EPCI.

Par ailleurs, une partie importante du produit de la péréquation revient aux « communes concernées », c'est à dire aux communes de situation de l'établissement écrêté et à celles où résident les salariés pour 40 % au moins, ce qui limite d'autant l'impact réel de l'outil de péréquation.

La loi prévoit également qu'en principe, les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe professionnelle unique ne sont pas écrêtés.

Par ailleurs, les ressources du FNPTP, de 936 M€ en 2001, sont aujourd'hui fragilisées par deux évolutions :

- la baisse du produit de la cotisation nationale de péréquation revenant au FNPTP, qui va résulter de la suppression progressive de la part imposable des salaires à la taxe professionnelle ;

- la baisse du produit de l'excédent de fiscalité locale de France Télécom consécutive à la suppression de la part imposable des salaires à la taxe professionnelle et aux cessions d'actifs auxquelles procède France Télécom ; une normalisation du régime d'imposition de France Télécom accentuerait la perte de ressource du FNPTP.

Dans ces conditions, il est nécessaire d'explorer de nouvelles pistes non seulement pour conforter les outils de péréquation nationale mais également pour renforcer l'action péréquatrice des outils de péréquation horizontale.

Trois voies principales sont ainsi explorées en vue de rénover les outils actuels de la péréquation horizontale :

- rénover l'alimentation des FDPTP en examinant l'élargissement de l'écrêtement à la totalité des bases de taxe professionnelle des collectivités selon deux hypothèses : soit substituer à l'actuelle péréquation départementale une péréquation globale nationale, soit ajouter à la péréquation départementale actuelle un second mécanisme de péréquation portant sur la totalité des bases dont le produit pourrait être affecté au niveau régional ou national ;

- simplifier l'articulation actuelle entre les dispositions relatives aux écrêtements et les mesures incitatives à l'intercommunalité ;

- corriger, dans un souci de péréquation, les modalités de répartition des ressources des FDPTP en introduisant par la loi une contrainte de versement d'un minimum de 60 % aux communes défavorisées et en précisant les critères d'éligibilité.

Enfin, d'autres pistes pourraient également être expertisées, notamment quant au développement d'une éventuelle péréquation étendue aux départements et aux régions.

En effet, un renforcement de la péréquation horizontale pourrait être envisagé pour les autres niveaux des collectivités (régions et départements) en mettant en place un mécanisme de prélèvement pour les collectivités locales dont le potentiel fiscal par habitant au titre de la taxe professionnelle, par exemple, dépasse dans une proportion à déterminer la moyenne de sa catégorie.

➤ Un renforcement de la péréquation interrégionale pourrait ainsi être mis en œuvre sur cette base. Il devrait toutefois s'articuler avec la réforme proposée du fonds de correction pour les déséquilibres régionaux (cf. supra). En outre, la structure très particulière de ce fonds (3 régions

contributrices, 13 régions bénéficiaires) rend difficile la mise en place d'un mécanisme écrêtant un nombre significatif de régions qui seraient alors contributrices dans un mécanisme et bénéficiaires dans l'autre.

➤ La péréquation interdépartementale peut également s'envisager sur des bases comparables.

Pour les départements, il conviendrait de s'assurer de la cohérence d'un mécanisme d'écrêtement avec la réforme envisagée de la péréquation interne à la DGF des départements qui se caractérise par un mécanisme de prélèvement sur la DGF des départements les plus favorisés au profit des départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale (cf. supra).

En toute hypothèse, une contrainte commune à l'une et l'autre de ces options résulte de la nécessité de ne pas affecter de manière trop brutale les budgets locaux. Les précédents (FSRIF par exemple) se sont ainsi caractérisés par des plafonnements en fonction des dépenses réelles de fonctionnement.

## **II. Dans le cadre de cette réflexion, il est nécessaire de faire porter plus particulièrement l'analyse sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)**

Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), créés par la loi n°75-678 du 29 juillet 1975, constituent la principale péréquation horizontale et le principal outil péréquation dont la gestion est décentralisée. Leur produit représente 54 % des dotations de péréquation versées aux communes et aux groupements en 1998 par l'Etat (dotation de solidarité rurale et fonds national de péréquation).

Ces fonds visent à redistribuer dans le cadre départemental ou, le cas échéant, interdépartemental les ressources provenant de l'écrêtement des bases communales (ainsi que celles de certains groupements à fiscalité propre) de taxe professionnelle d'établissements exceptionnels. Les ressources du FDPTP sont redistribuées par les Conseil généraux aux communes dites "concernées" et à celles dites "défavorisées", après affectation de la part revenant aux communes.

Le produit total écrêté en 2000 s'est élevé à 561 M€ au titre des bases communales, représentant 3,67 % de la taxe professionnelle perçue par les communes et les EPCI. Les FDPTP réduisent ainsi les écarts de richesse de 8,5 % entre les collectivités.

L'alimentation du fonds s'est révélée particulièrement dynamique au cours des dernières années puisque, à titre d'exemple, le total des produits écrêtés sur les bases communales ne s'élevait en 1993 qu'à 309,5 M€, soit une progression entre 1993 et 2000 de 33 %. Ces montants ont suivi l'évolution des recettes de taxe professionnelle, représentant ainsi un pourcentage stable de ces dernières (3,5 %).

En outre, les fonds départementaux donnent lieu depuis de nombreuses années à un débat important qui porte sur la nature de l'assiette de l'écrêtement ainsi que sur l'articulation de ces règles d'écrêtement avec les dispositions destinées à favoriser l'intercommunalité.

Dans ce cadre, deux rapports remis au Parlement en application de l'article 100 de la loi de finances initiale pour 1999 et de l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1999 ont examiné les réformes possibles de ces fonds par un écrêtement réalisé sur la totalité des bases des collectivités, dans le sens d'une solidarité accrue.

L'article 91 de la loi de finances initiale pour 2001 a prévu l'examen des modalités d'élargissement de l'écrêtement à la totalité des bases de taxe professionnelle non seulement des communes, des EPCI, mais aussi des départements et des régions, ainsi que la redistribution des montants ainsi écrêtés aux différents niveaux de collectivités, en fonction de l'écart au potentiel fiscal moyen par habitant (voir annexe).

➤ La structure générale des fonds : le débat sur l'assiette et l'objet des FDPTP

L'écrêtement au profit de ces fonds, en effet assis sur les seules bases des établissements exceptionnels et non sur les bases totales de la collectivité, pèse principalement sur les petites

communes, puisque dans la généralité des cas, seul un établissement caractérisé par des bases de taxe professionnelle importantes localisées sur une commune peu peuplée se trouve écrêté. En fait, ce système conduit à écarter de la contribution à ces fonds, en tout ou partie, des communes dont la population est plus importante.

Dans ces conditions, deux voies d'évolution pourraient être suivies :

- soit supprimer la péréquation départementale, assise sur l'écrêtement des bases des seuls établissements exceptionnels, en lui substituant une péréquation globale assise sur la totalité des bases de la commune, sous réserve de l'existence d'un mécanisme de garantie des recettes actuelles des FDPTP ;

- soit conserver la péréquation départementale sous sa forme actuelle en y ajoutant un second mécanisme consistant en une péréquation de ressources de taxe professionnelle portant sur la totalité des bases dont le produit pourrait être affecté au niveau régional et national.

#### A – supprimer la péréquation départementale en lui substituant une péréquation globale nationale

En raison du changement de nature du prélèvement qui modifie en profondeur le montant des fonds départementaux, ce dispositif devrait avoir pour corollaire la création d'un mécanisme de garantie pour les fonds actuellement bénéficiaires de l'écrêtement. Elle poserait toutefois le problème de l'évolution ultérieure des montants garantis.

Envisagée sur l'ensemble du territoire national, cette proposition implique la suppression du second mécanisme d'alimentation du fonds de solidarité des communes de la région Ile de France (FSRIF) créé par la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999.

Cette péréquation nationale entraînerait une augmentation considérable du nombre des collectivités contributrices, l'augmentation de l'effort de contribution concernant principalement les communes urbaines, mais aussi les EPCI à fiscalité propre.

L'application mécanique d'un tel système pouvant dégager des produits souvent considérables, entraînant des transferts de ressources importantes, il devrait nécessairement être accompagné d'un plafonnement en fonction, par exemple, comme il a été fait par les prélèvements institués récemment, des dépenses réelles de fonctionnement, au risque de constater in fine un rendement inférieur au rendement actuel.

Au surplus, cette solution impliquerait de remettre en cause la catégorie des «communes concernées». Ceci résulte de la notion d'établissement exceptionnel au niveau du prélèvement et plus profondément, du passage à une redistribution de nature compensatoire à une redistribution à vocation péréquatrice.

Enfin, si un dispositif de garantie était prévu pour les départements, il conviendrait de gérer de manière centralisée ce mécanisme par l'intermédiaire d'un fonds national dont l'essentiel des ressources serait consacré à financer la garantie des fonds départementaux, ce qui peut apparaître comme un dispositif initialement lourd.

Dès lors, il semble préférable de prévoir des adaptations aux mécanismes actuels pour redynamiser le régime des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

B – Conserver la péréquation départementale sous sa forme actuelle en y ajoutant un second mécanisme consistant en une péréquation de ressources de taxe professionnelle.

Il s'agirait de passer d'un écrêtement des seuls établissements exceptionnels à un écrêtement de l'intégralité ou d'une partie (75 %) des bases de taxe professionnelle de la commune, dès lors que ses bases par habitant excéderait un seuil fixé par référence à la moyenne nationale des bases de taxe professionnelle par habitant (par exemple, 2, 2,5 ou 3,5).

Dans ce contexte, plusieurs orientations peuvent être envisagées, selon le niveau de ces seuils mais surtout selon le choix retenu quant à l'intégration ou non des bases des communes de la région Ile de France dans ces mécanismes.

Dans ce cadre, le rendement total d'un écrêtement appliqué à la totalité des bases communales de taxe professionnelle (y compris celles de la région Ile-de-France) et sans plafonnement en fonction des dépenses réelles de fonctionnement serait de 412 M€ pour 1 277 communes contributrices (pour un écrêtement à partir de deux fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant). Les effets d'un tel mécanisme pourraient être considérés comme de nature à déséquilibrer les budgets de certaines collectivités contributrices. Dès lors, ce dispositif pourrait être atténué :

- soit en fonction du seuil de déclenchement de l'écrêtement (référence à 2 fois ou plus de la base moyenne nationale par habitant) ;

- soit sur le montant des bases excédentaires à écrêter (totalité ou une partie seulement, par exemple 75 %) ;

- soit par un plafond calculé en fonction des dépenses réelles de fonctionnement supportées par la collectivité (10 %, par exemple).

Dans ces conditions, il serait donc proposé de ne pas prendre en compte dans les mécanismes de la péréquation les bases des communes de la région Ile-de-France et d'adapter des mécanismes spécifiques de calcul.

Ainsi, cette péréquation consisterait à mettre en place un écrêtement complémentaire de type FSRIF 2 calculé sur la totalité des bases communales (hors région Ile-de-France), déduction faite du prélèvement actuel au titre du FDPTP.

Elle présenterait l'avantage de mobiliser peu de contributeurs (entre 221 et 541 communes selon les hypothèses retenues) et de fournir un produit substantiel (entre 41 et 177 M€ selon les hypothèses).

Collectivités visées	Montant des bases écrêtées	Seuils	Nombre de communes concernées	Scénario avec plafonnement à 10% des DRF <sup>(*)</sup> (en M€)	Scénario sans plafonnement (en M€)
Avec l'Ile-de-france	100 %	2 fois la moyenne nationale des bases TP	1277	147	412
Sans l'Ile-de-france	75 %	2,5 fois la moyenne nationale des bases TP	541	81	177
Sans l'Ile-de-france	75 %	3,5 fois la moyenne nationale des bases TP	221	41	95

(\*) : DRF : dépenses réelles de fonctionnement.

Au total, cette proposition nécessiterait cependant une réforme du financement du FSRIF, afin que la péréquation au sein de la région Ile-de-France soit mise en cohérence avec celle intervenant sur le reste du territoire.

➤ Une délicate articulation entre le principe de péréquation et les mesures incitatives à l'intercommunalité

Le renforcement de l'intercommunalité vient modifier le paysage local et, partant, celui des collectivités appelées à participer à la péréquation fiscale. La situation est devenue peu lisible dans la mesure où des exonérations partielles ou totales d'écrêtement bénéficient à certains types d'EPCI et l'émergence de la taxe professionnelle unique modifie dans certains cas les montants écrêtés. De toute évidence, la cohérence entre l'objectif de péréquation et les dispositions d'incitation à l'intercommunalité par exonération ou allègement des contributions aux FDPTP n'est pas pleinement assurée.

Ainsi, les districts à fiscalité additionnelle (jusqu'en 2001) créés avant la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, ainsi que les communautés de communes issues de ces districts depuis la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, sont écrêtés si leur taux de taxe professionnelle augmente entre 1998 et l'année précédant l'année considérée à raison du différentiel de taux.

A l'inverse, lorsque ces EPCI optent pour la taxe professionnelle unique, le montant de l'écrêtement est alors calculé sur la totalité du taux du groupement : il devient donc supérieur à ce qu'il était sous le régime de la fiscalité additionnelle où seule la commune était écrêtée, ce qui dissuade ainsi les EPCI d'opter pour la taxe professionnelle unique.

Par ailleurs, l'écrêtement a été supprimé depuis la loi du 12 juillet 1999 pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique. En contrepartie, ces collectivités doivent reverser aux FDPTP une garantie de ressources constituée par un prélèvement égal à la totalité des écrêtements constatés sur leur territoire l'année précédant leur constitution.

Ce mécanisme permet à l'EPCI, en cas de progression des bases de l'établissement anciennement écrêté, de conserver le supplément de produit de taxe professionnelle ainsi dégagé au détriment du FDPTP puisque, dans ce cas, le prélèvement ne peut augmenter qu'avec l'accord de l'EPCI.

La prise en compte de ce prélèvement pose toutefois des problèmes d'ordre pratique notamment pour le calcul du potentiel fiscal. Le prélèvement est reconverti en bases par division par le taux « historique » figé, alors que le taux appliqué chaque année sur le territoire de l'EPCI évolue dans le cadre des règles d'harmonisation progressive du taux de taxe professionnelle unique. Par ailleurs des différences de comptabilisation des prélèvements ont été constatées selon les EPCI.

Il est donc nécessaire d'une part d'envisager une simplification des règles de fonctionnement des FDPTP au regard des EPCI et, d'autre part, de s'interroger sur le maintien du dispositif actuel de prélèvement. Il pourrait être plus efficace, en terme de péréquation, de prendre en compte les établissements publics de coopération intercommunale plutôt que les communes, en retenant toutefois la totalité de la population de ces établissements.

Cela reviendrait à aligner le régime de ces établissements sur celui des communes. Paradoxalement, cette mesure se traduirait cependant par une réduction très forte du nombre d'établissements publics de coopération intercommunale contributeurs (de 284 à 85, avec une limite établie à 2 fois la moyenne nationale par habitant), pour un rendement toutefois élevé de 305 M€<sup>2</sup>. Un autre axe de réflexion consisterait à moduler cet écrêtement en fonction du régime fiscal des groupements afin de maintenir une incitation à l'adoption au régime de la taxe professionnelle unique.

---

<sup>2</sup> Hors plafonnement en fonction des dépenses réelles de fonctionnement, lequel n'a pu être simulé.

Montant des bases écrêtées	Seuils	Nombre de groupements contributeurs	Rendement * (en M€)
100 %	Bases totales >2 x la base moyenne nationale par hab. (pop de l'établissement public de coopération intercommunale)	85 au lieu de 284 actuellement	305
100 %	Bases totales >3 x la base moyenne nationale par hab. (pop de l'établissement public de coopération intercommunale)	43	130

➤ **Une nécessaire réforme des règles de répartition des ressources des FDPTP**

Les ressources des FDPTP sont principalement réparties entre deux catégories de bénéficiaires : les communes dites concernées, et les collectivités défavorisées au regard de critères définis par l'organe compétent en matière de répartition.

Les derniers débats parlementaires ont mis en évidence une demande croissante émanant des élus locaux pour un renforcement du rôle péréquateur des FDPTP. En effet les critères de répartition prévus par la loi privilégient, à travers la notion de communes concernées, une redistribution au profit des communes situées à proximité des établissements écrêtés. Cette priorité découle du caractère exceptionnel de ces derniers, générateurs pour les communes d'implantation et limitrophes de charges particulières.

Toutefois les produits de taxe professionnelle disponibles dans le cadre des fonds sont souvent tels que la part attribuée par les conseils généraux aux communes concernées peut sembler disproportionnée au regard des sommes redistribuées aux collectivités défavorisées.

Par ailleurs, non conçu comme un dispositif de péréquation globale, son effet est relativement faible en milieu urbain.

Il paraît donc opportun d'envisager une refonte de la répartition des FDPTP, comme cela a été démontré dans le rapport déposé au Parlement en application de l'article 40 de la loi de finances rectificative pour 1999, en introduisant par la loi une contrainte de versement d'un minimum de 60 % aux communes défavorisées et en précisant les critères d'éligibilité.

Enfin un nouveau type de répartition peut être envisagé dans l'éventualité de la mise en place d'un écrêtement complémentaire aux FDPTP.

Deux hypothèses peuvent être envisagées, si était écartée celle visant un abondement des fonds actuels :

- soit le produit des écrêtements complémentaires est versé au FNPTP, ou à un fonds spécifique dont les ressources seraient réparties au bénéfice de l'ensemble des collectivités, sur la base de critères de répartition objectifs et identiques définis par exemple par le Comité des finances locales ; cette piste devrait s'articuler avec une éventuelle fusion du fonds national de péréquation (FNP) avec la DGF ;

- soit les produits écrêtés sont versés à un fonds créé au niveau des régions. Celles-ci seraient alors compétentes pour répartir ces ressources en fonction de critères décidés par elles mais encadrés par la loi, ce qui permettrait de mettre en place un nouvel outil de péréquation décentralisée.

L'ensemble des simulations effectuées sur la base de cette analyse est présenté en annexe.

\*\*\*

Au total, les mécanismes proposés ne transforment pas radicalement le paysage de la péréquation fiscale mais permettent de renforcer l'efficacité des outils existants en les adaptant notamment aux récentes évolutions de l'intercommunalité.

## DISPARITE DES RESSOURCES ENTRE COLLECTIVITES

Cette annexe présente pour chaque niveau de collectivité locale la concentration de différents agrégats de fiscalité locale en 2000.

### I.1. CONCENTRATION DES BASES NETTES IMPOSABLES DE TAXE PROFESSIONNELLE ET DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES PAR COLLECTIVITES LOCALES

#### A. Taxe professionnelle

##### 1. *Pour les communes*

(montants en milliers d'€)

Seuil de base de taxe professionnelle	Nombre de communes	Pourcentage de communes	Montant de TP	Pourcentage de TP
0	948	2,6%	0	0,0%
Moins de 2,4	3 666	10,0%	3 079	0,0%
De 2,4 à 10,9	3 666	10,0%	22 330	0,0%
De 10,9 à 27,5	3 668	10,0%	68 363	0,1%
De 27,5 à 56,6	3 666	10,0%	148 694	0,1%
De 56,6 à 106	3 666	10,0%	290 127	0,3%
De 106 à 200	3 666	10,0%	542 888	0,5%
De 200 à 402	3 666	10,0%	1 049 670	1,0%
De 402 à 946	3 668	10,0%	2 287 194	2,2%
De 946 à 3 346	3 668	10,0%	6 642 660	6,4%
De 3 346 à 9 032	1 834	5,0%	9 970 416	9,6%
De 9 032 à 25 426	1 100	3,0%	16 410 060	15,8%
De 25 426 à 46 604	367	1,0%	12 857 415	12,4%
De 46 604 à 85 195	183	0,5%	11 360 623	10,9%
De 85 195 à 150 730	110	0,3%	12 660 251	12,2%
De 150 730 à 247 430	37	0,1%	7 399 593	7,1%
Plus de 247 430	36	0,1%	22 268 773	21,4%
<b>Total</b>	<b>36 677</b>	<b>100,0%</b>	<b>103 982 136</b>	<b>100,0%</b>

**2. Pour les EPCI**

(montants en milliers d'€)

Seuil de base EPCI TP	Nombre d'EPCI	Pourcentage d'EPCI	Montant de bases	Pourcentage de bases TP
0	1	0,1%	0	0,0%
Moins de 933	183	9,9%	88 281	0,1%
De 933 à 1 817	184	10,0%	251 555	0,4%
De 1 817 à 2 913	184	10,0%	430 576	0,7%
De 2 913 à 4 430	184	10,0%	671 505	1,1%
De 4 430 à 6 443	184	10,0%	1 004 511	1,7%
De 6 443 à 9 916	184	10,0%	1 478 795	2,5%
De 9 916 à 15 102	184	10,0%	2 290 681	3,8%
De 15 102 à 25 710	184	10,0%	3 602 697	6,1%
De 25 710 à 56 489	184	10,0%	6 955 781	11,7%
De 56 489 à 138 996	92	5,0%	8 150 029	13,7%
De 138 996 à 277 811	56	3,0%	10 575 166	17,8%
De 277 811 à 494 817	18	1,0%	6 860 392	11,5%
De 494 817 à 800 077	8	0,4%	4 862 717	8,2%
De 800 077 à 112 8874	7	0,4%	6 707 389	11,3%
De 112 8874 à 1 801 842	1	0,1%	1 158 835	1,9%
Plus de 1 801 842	2	0,1%	4 435 737	7,5%
<b>Total</b>	<b>1 840</b>	<b>100,0%</b>	<b>59 524 647</b>	<b>100,0%</b>

**3. Pour les départements**

(montants en milliers d'€)

Seuil de base départemental TP	Nombre de départements	Pourcentage de départements	Montant de bases	Pourcentage de base TP
De 0 à 180 891	3	3,0%	0	0,0%
De 180 891 à 293 739	7	7,0%	876 729	0,9%
De 293 739 à 392 614	10	10,0%	2 474 485	2,6%
De 392 614 à 501 269	10	10,0%	3 293 229	3,4%
De 501 269 à 690 223	10	10,0%	4 673 749	4,8%
De 690 223 à 846 428	10	10,0%	5 723 668	5,9%
De 846 428 à 1 012 830	10	10,0%	7 839 301	8,1%
De 1 012 830 à 1 400 207	10	10,0%	9 263 476	9,6%
De 1 400 207 à 2 215 298	10	10,0%	11 783 964	12,2%
De 2 215 298 à 2 970 785	10	10,0%	18 112 962	18,8%
De 2 970 785 à 3 885 412	5	5,0%	12 099 245	12,5%
De 3 885 412 à 5 343 446	3	3,0%	9 648 569	10,0%
De 5 343 446 à 6 230 663	1	1,0%	4 456 230	4,6%
Plus de 6 230 663	1	1,0%	6 230 663	6,5%
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0%</b>	<b>96 476 270</b>	<b>100,0%</b>

## 4. Pour les régions

(montants en milliers d'€)

Seuil de produit régional TP	Nombre de régions	Pourcentage de régions	Montant de bases	Pourcentage de produit TP
Moins de 338 766	3	11,5%	518 598	0,5%
De 338 766 à 859 192	3	11,5%	1 722 085	1,7%
De 859 192 à 2 037 562	2	7,7%	3 953 603	3,8%
De 2 037 562 à 2 477 491	3	11,5%	6 805 620	6,6%
De 2 477 491 à 2 919 810	2	7,7%	5 232 224	5,0%
De 2 919 810 à 3 571 612	3	11,5%	10 023 159	9,7%
De 3 571 612 à 4 091 965	3	11,5%	11 625 131	11,2%
De 4 091 965 à 4 238 589	2	7,7%	8 377 764	8,1%
De 4 238 589 à 6 755 896	3	11,5%	17 674 687	17,0%
De 6 755 896 à 11 250 328	1	3,8%	11 250 328	10,8%
Plus de 11 250 328	1	3,8%	26 623 545	25,6%
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>100,0%</b>	<b>103 806 744</b>	<b>100,0%</b>

B. Taxe foncière sur les propriétés bâties

## 1. Pour les communes

(montants en milliers d'€)

Seuil de base communale TF	Nombre de communes	Pourcentage de communes	Montant de bases	Pourcentage de bases TF
Moins de 33,8	3 666	10,0%	81 518	0,2%
De 33,8 à 55,9	3 670	10,0%	163 109	0,3%
De 55,9 à 81	3 674	10,0%	250 290	0,5%
De 81 à 114	3 666	10,0%	354 343	0,7%
De 114 à 161	3 666	10,0%	498 705	1,0%
De 161 à 237	3 666	10,0%	718 259	1,4%
De 237 à 370	3 668	10,0%	1 089 527	2,1%
De 370 à 664	3 668	10,0%	1 821 662	3,5%
De 664 à 1 713	3 666	10,0%	3 871 566	7,4%
De 1 713 à 3 973	1 834	5,0%	4 741 494	9,1%
De 3 973 à 11 059	1 100	3,0%	7 092 575	13,6%
De 11 059 à 21 339	367	1,0%	5 590 322	10,7%
De 21 339 à 36 985	183	0,5%	5 089 378	9,7%
De 36 985 à 66 269	109	0,3%	5 138 246	9,8%
De 66 269 à 114 659	38	0,1%	3 382 078	6,5%
Plus de 114 659	36	0,1%	12 413 514	23,7%
<b>Total</b>	<b>36 677</b>	<b>100,0%</b>	<b>52 296 586</b>	<b>100,0%</b>

## 2. Pour les EPCI

(montants en milliers d'€)

Seuil de base EPCI TF	Nombre d'EPCI	Pourcentage d'EPCI	Montant de bases	Pourcentage de bases TF
0	281	15,3%	0	0,0%
De 0 à 705	87	4,7%	38 687	0,2%
De 705 à 1 402	184	10,0%	195 388	1,2%
De 1 402 à 2000	184	10,0%	315 526	1,9%
De 1999 à 2 680	184	10,0%	433 081	2,6%
De 2 680 à 3686	184	10,0%	581 749	3,5%
De 3 686 à 5 187	184	10,0%	817 459	4,9%
De 5 187 à 8 014	184	10,0%	1 183 265	7,1%
De 8 014 à 14 147	184	10,0%	1 946 700	11,7%
De 14 147 à 29 237	92	5,0%	1 784 427	10,7%
De 29 237 à 55 873	56	3,0%	2 236 871	13,5%
De 55 873 à 87 512	18	1,0%	1 233 579	7,4%
De 87 512 à 179 172	9	0,5%	1 285 729	7,7%
De 179 172 à 550 987	6	0,3%	1 989 633	12,0%
De 550 987 à 655 827	1	0,1%	641 362	3,9%
Plus de 655 827	2	0,1%	1 928 694	11,6%
<b>Total</b>	<b>1 840</b>	<b>100,0%</b>	<b>16 612 150</b>	<b>100,0%</b>

## 3. Pour les départements

(montants en milliers d'€)

Seuil de base départementale TF	Nombre de départements	Pourcentage de départements	Montant de bases	Pourcentage de base TF
Moins de 104 356	10	10%	736 979	1,6%
De 104 356 à 148 649	10	10%	1 283 151	2,8%
De 148 649 à 193 797	10	10%	1 761 324	3,8%
De 193 797 à 228 402	10	10%	2 056 030	4,4%
De 228 402 à 307 787	10	10%	2 660 597	5,7%
De 307 787 à 393 212	10	10%	3 516 517	7,6%
De 393 212 à 464 074	10	10%	4 265 709	9,2%
De 464 074 à 725 003	10	10%	5 593 515	12,1%
De 725 003 à 1 045 392	10	10%	8 842 052	19,1%
De 1 045 392 à 1 462 354	5	5%	6 457 340	13,9%
De 1 462 354 à 1 631 375	3	3%	4 677 406	10,1%
De 1 631 375 à 2240609	1	1%	1 650 007	3,6%
Plus de 2 240 609	1	1%	2 831 210	6,1%
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0%</b>	<b>46 331 837</b>	<b>100,0%</b>

**4. Pour les régions**

(montants en milliers d'€)

<b>Seuil de base régionale TF</b>	<b>Nombre de régions</b>	<b>Pourcentage de régions</b>	<b>Montant de bases</b>	<b>Pourcentage de base TF</b>
Moins de 194 420	3	11,5%	441 405	0,9%
De 194 420 à 500 321	3	11,5%	1 005 789	2,0%
De 500 321 à 868 120	2	7,7%	1 633 746	3,2%
De 868 120 à 1 036 192	3	11,5%	2 845 253	5,5%
De 1 036 92 à 1 172 222	2	7,7%	2 244 786	4,4%
De 1 172 222 à 1 558 859	3	11,5%	4 150 090	8,1%
De 1 558 859 à 1 886 273	3	11,5%	5 374 211	10,4%
De 1 886 273 à 2 049 606	2	7,7%	3 935 967	7,6%
De 2 049 606 à 4 415 090	3	11,5%	8 742 165	17,0%
De 4 415 090 à 5 127 334	1	3,8%	5 127 334	9,9%
Plus de 5 127 334	1	3,8%	16 044 792	31,1%
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>100,0%</b>	<b>51 545 538</b>	<b>100,0%</b>

## I.2. ECART DE RICHESSE FISCALE POTENTIELLE

### A - Méthodologie d'analyse des écarts de richesse

L'analyse a porté sur les communes et leurs groupements, les départements et les régions pour l'année d'imposition 2000.

#### 1. Constitution des bases statistiques

##### 1.1. Les variables étudiées

La richesse fiscale potentielle d'une commune se mesure au travers de ses bases mais aussi des compensations qu'elle perçoit. Pour pouvoir comparer entre elles des collectivités de tailles différentes, on a rapporté toutes les grandeurs étudiées à la population de la collectivité.

##### 1.1.1. Communes

Dans un premier temps, on a regardé la richesse potentielle des communes. Plusieurs jeux de variables ont été constitués comportant chacun une variable pour la taxe d'habitation, une variable pour le foncier bâti, une variable pour le foncier non bâti, une variable pour la taxe professionnelle, une variable pour l'ensemble des trois taxes ménages et une variable pour l'ensemble des quatre taxes.

✓ Un premier jeu de variables a été constitué en appliquant aux bases du secteur communal <sup>1</sup> les taux nationaux moyens.

✓ Un deuxième jeu est le résultat de l'application de ces taux moyens aux bases du secteur communal augmentées des exonérations décidées par les communes.

✓ Pour constituer le troisième jeu, on a ajouté au deuxième les allocations compensatrices perçues par les communes et les EPCI (sur le territoire de la commune) relatives à la suppression progressive de la part des salaires. Cet ajout ne concerne que la taxe professionnelle et l'ensemble des quatre taxes.

✓ Dans le quatrième jeu, c'est la totalité des allocations compensatrices perçues par les communes et les EPCI (sur le territoire de la commune) relatives aux différentes taxes qui vient s'ajouter au deuxième jeu.

✓ Enfin un cinquième jeu est constitué en ajoutant au deuxième le produit potentiel de TEOM obtenu en multipliant la base de TEOM des communes par le taux moyen national. Cet ajout ne concerne que la taxe sur le foncier bâti, l'ensemble des taxes ménages et l'ensemble des quatre taxes.

Dans un second temps, on a cherché à mesurer les disparités actuelles entre communes selon les mêmes angles.

✓ Un sixième jeu de variables a été constitué en appliquant aux bases du secteur communal les taux votés par les communes et leurs groupements.

<sup>1</sup> Y c. les bases de TPU et de TPZ.

✓ Le septième jeu est constitué en ajoutant au sixième le produit de la TEOM. Ne sont concernés que les produits du foncier bâti, de l'ensemble des taxes ménages et de l'ensemble des quatre taxes.

✓ Pour constituer le huitième jeu, on a ajouté au septième les allocations compensatrices perçues par les communes et les EPCI (sur le territoire de la commune) relatives à la suppression progressive de la part des salaires. Cet ajout ne concerne que la taxe professionnelle et l'ensemble des quatre taxes.

✓ Dans le neuvième jeu, c'est la totalité des allocations compensatrices perçues par les communes et les EPCI (sur le territoire de la commune) relatives aux différentes taxes qui vient s'ajouter au sixième jeu.

### *1.1.2. Régions et départements*

Les mêmes jeu de variables ont été constitués en utilisant les taux moyens nationaux des régions et des départements. Ces collectivités ne levant pas de TEOM, les cinquième et septième jeux n'ont pas de sens. En revanche, un dixième jeu (constitué uniquement de la variable quatre taxes) a été constitué pour les régions. Aux produits des quatre taxes augmentés des allocations compensatrices ont été retirés les prélèvements sur recettes fiscales.

### *1.2. Les variables de stratification*

Les dispersions de la richesse fiscale des régions et des départements ont été étudiées dans leur globalité car le petit nombre d'observations ne permet guère de stratification.

En revanche, l'analyse de la disparité de la richesse du secteur communal a été menée selon les critères suivants :

- ✓ Taille de la commune
- ✓ Région
- ✓ Nature fiscale de l'EPCI auquel appartient éventuellement la commune
- ✓ Nature juridique de l'EPCI auquel appartient éventuellement la commune
- ✓ Appartenance à un espace urbain

### *1.3. Apurement des bases*

#### *1.3.1. Communes*

6 communes ont été exclues de l'étude du fait de leur population nulle, ce sont des communes « mortes » du département de la Meuse (alentours de Verdun).

3 communes ont été exclues de l'étude du fait de l'absence de fiscalité sur leur territoire.

2 communes ont été exclues de l'étude du fait de l'absence récurrente des données dans les fichiers fournis par la DGI.

8 communes ont été exclues de l'étude du fait de l'absence des montants des allocations compensatrices dans les fichiers 2000 de la DGI.

### **L'étude a donc porté sur 36 660 communes.**

Par ailleurs, les bases nettes de 2 communes ont été estimées par leurs bases prévisionnelles.

4 communes et 3 EPCI ayant votés des taux nuls en 2000 ainsi que 39 communes ne touchant pas de compensations ont été conservés dans l'étude.

#### *1.3.2. Régions et départements*

Il n'y a pas eu de régions ou de départements exclus de l'étude.

## **2. Les indicateurs de dispersion utilisés**

On a retenu pour mesurer la dispersion deux indicateurs synthétiques de dispersion :

la différence entre le 9ème décile<sup>2</sup> et le premier<sup>3</sup> rapportée à la médiane<sup>4</sup> :

$\frac{D_9 - D_1}{D_5}$  et le coefficient de variation qui est défini comme le rapport entre la valeur de l'écart-type  $\frac{\sigma}{m}$  de la variable étudiée et de sa moyenne :  $m$ .

Ces indicateurs présentent l'avantage de ne pas faire intervenir le niveau de la variable étudiée et sont d'une interprétation simple : plus la valeur prise par l'indicateur est faible, plus la concentration est grande. Inversement, plus la valeur prise par l'indicateur est forte et plus les écarts de richesse constatés sont importantes.

<sup>2</sup> Valeur en dessous de laquelle se situe 90% de la population.

<sup>3</sup> Valeur en dessous de laquelle se situe 10% de la population.

<sup>4</sup> Valeur en dessous de laquelle se situe 50% de la population.

## B. Tableaux de résultats

### 1. Pour l'ensemble des collectivités locales

Ce premier tableau récapitule l'ensemble des valeurs prises par les deux indices de dispersion retenus suivant la variable analysée, tous niveaux des collectivités locales confondus et par type de taxes locales directes.

Les variables analysées correspondent aux variables dont les écarts de répartition sont étudiés respectivement. Il s'agit de l'étude des dispersions **des bases**, des bases compte tenu des exonérations ainsi que des compensations ou des bases de TEOM, **des produits** avec ou sans la TEOM, compte tenu ou non des différentes compensations.

Ainsi, toutes collectivités confondues, la valeur du premier indicateur synthétique pour la base de taxe professionnelle s'élève à 7,133. Ce qui est très supérieur aux valeurs de ce même indice pour les bases des trois autres taxes directes locales. Ceci montre que les écarts naturels de richesse des bases sont très marqués pour les bases de taxe professionnelle entre les collectivités.

Par ailleurs, toutes taxes confondues, la valeur de l'indice de dispersion est de 1,566 pour les bases et s'élève à 1,690 pour les produits. Pour le second indicateur, le coefficient de répartition suit la même évolution que précédemment, en passant de 1,169 pour les bases à 1,426 pour les produits. C'est la preuve que toutes choses égales par ailleurs, les écarts de richesse entre collectivités sont plus importants pour les produits que pour les bases. C'est donc l'effet de la disparité des taux votés par les collectivités qui est mis en évidence ici.

### 2. et 3. Pour les régions et pour les départements

Les deux tableaux suivant donnent les mêmes informations que le premier, mais en ne tenant compte que des bases et produits des régions pour l'un, des départements pour l'autre.

On peut constater qu'en général les variations des deux indicateurs synthétiques sont identiques : les valeurs de ces indices ont tendance à augmenter si l'on étudie la répartition des bases puis celle des produits, et enfin à diminuer lorsqu'on prend en compte l'effet cumulé des compensations sur les produits.

Ces évolutions sont beaucoup plus vérifiées suivant le type des taxes pour les départements que pour les régions. Ceci se comprend par un nombre d'observations statistiques plus large pour les départements que pour les régions.

Par exemple, tout type de taxes confondues pour les départements, le premier indicateur de dispersion passe de 0,602 pour les bases à 0,614 pour les produits, puis à 0,532 pour les produits et compensations. Pour le second indicateur, le coefficient de variation passe de 0,312 à 0,244 puis redescend à 0,226. Ainsi, l'effet des taux n'est pas visible sur les écarts de richesse entre bases et produits, mais dans tous les cas, l'effet péréquateur des compensations est mis en relief.

#### **4. Pour les communes et EPCI, regroupés par région**

Les tableaux présentés ici regroupent au niveau régional les informations fournies par le coefficient de variation du secteur communal, pour une meilleure lisibilité. Ils sont déclinés taxe par taxe.

Sur une majorité de régions métropolitaines ou l'Outre-Mer, on constate l'effet péréquateur des compensations et très souvent la dispersion plus marquée entre communes des produits que des bases.

#### **5. Pour les communes, suivant la catégorie d'aire urbaine**

Il a paru intéressant de regarder les écarts de richesse entre communes suivant qu'elles étaient rurales ou urbaines.

Le tableau présenté ici montre que les écarts de richesses sont plus flagrantes entre communes rurales qu'urbaines.

Par exemple, sur l'ensemble des taxes ménages, l'indicateur pour les communes appartenant à un espace à dominante rurale est égal à 1,200 pour les bases alors qu'il n'est que de 0,603 pour les communes appartenant à un espace urbain.

Par contre, pour la taxe professionnelle, on obtient le contraire, les communes urbaines ont une situation moins égalitaire que les communes rurales. Ainsi, pour l'ensemble des quatre taxes, ces écarts sont moins prononcés entre type de communes, mais restent plus important pour les communes rurales.

#### **6. Pour les communes, suivant la nature fiscale de l'EPCI auquel appartient la commune**

Si on s'intéresse à la dispersion de richesse suivant la nature fiscale du groupement auquel appartient la commune, on peut noter que les communes qui sont isolées ont des situations fiscales beaucoup disparates que pour les communes membres d'un EPCI. Des écarts aussi peuvent être notés plus en fonction de l'appartenance, comme une meilleure répartition pour les communes en fiscalité mixte, mais les valeurs de l'indicateur de dispersion restent cependant d'un niveau équivalent quel que soit le type de fiscalité retenu.

## 1 - Statistiques d'ensemble

	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>									
<i>Taxe d'habitation</i>	1,017	1,017		0,926		1,402			1,319
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	1,345	1,345		1,312	1,513	1,811	1,866		1,776
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	3,178	3,178		3,167		2,577			2,557
<i>Taxe professionnelle</i>	7,133	7,178	6,316	6,176		7,335		6,291	6,149
<i>Taxes ménages</i>	0,948	0,948		0,895	0,983	1,113	1,142		1,086
<i>4 taxes</i>	1,566	1,572	1,613	1,587	1,569	1,690	1,651	1,741	1,714
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe d'habitation</i>	0,633	0,633		0,581		0,821			0,747
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	2,239	2,239		2,190	1,912	3,344	2,674		3,255
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	1,137	1,137		1,133		1,089			1,084
<i>Taxe professionnelle</i>	2,320	2,322	2,176	2,133		2,365		2,193	2,163
<i>Taxes ménages</i>	0,996	0,996		0,953	0,951	1,498	1,372		1,421
<i>4 taxes</i>	1,169	1,171	1,161	1,131	1,129	1,426	1,343	1,400	1,357

## 2 - Statistiques sur les régions

	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	Produits	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations	Produits + ensemble des compensations - prélèvement sur recettes fiscales
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>								
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	0,663	0,663		0,644	0,912		0,897	
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	0,000	0,000		3,000	2,000		3,143	
<i>Taxe professionnelle</i>	0,926	0,934	0,905	0,795	0,882	0,847	0,656	
<i>Taxes ménages</i>	0,659	0,659		0,560	0,913		0,860	
<i>4 taxes</i>	0,770	0,770	0,762	0,659	0,810	0,809	0,589	0,668
<b>écart type / moyenne</b>								
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	0,298	0,298		0,288	0,301		0,300	
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	0,508	0,508		0,825	0,520		0,841	
<i>Taxe professionnelle</i>	0,367	0,367	0,316	0,258	0,374	0,338	0,283	
<i>Taxes ménages</i>	0,294	0,294		0,263	0,299		0,314	
<i>4 taxes</i>	0,299	0,299	0,272	0,236	0,317	0,298	0,258	0,262

### 3 - Statistiques sur les départements

	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	Produits	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>							
<i>Taxe d'habitation</i>	0,757	0,757		0,632	0,620		0,597
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	0,776	0,776		0,738	0,791		0,780
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	1,167	1,500		2,606	1,250		2,485
<i>Taxe professionnelle</i>	0,869	0,866	0,730	0,657	0,835	0,777	0,746
<i>Taxes ménages</i>	0,698	0,697		0,522	0,706		0,708
<i>4 taxes</i>	0,602	0,600	0,534	0,453	0,614	0,594	0,532
<b>écart type / moyenne</b>							
<i>Taxe d'habitation</i>	0,314	0,314		0,279	0,294		0,285
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	0,381	0,380		0,367	0,317		0,318
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	0,518	2,386		0,852	0,522		0,857
<i>Taxe professionnelle</i>	0,395	0,393	0,329	0,293	0,348	0,318	0,290
<i>Taxes ménages</i>	0,342	0,340		0,277	0,261		0,251
<i>4 taxes</i>	0,312	0,310	0,287	0,244	0,244	0,240	0,226

### 4 - Statistiques sur les communes par région

région	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe d'habitation</i>									
Alsace	0,245	0,245		0,231		0,402			0,386
Aquitaine	0,465	0,465		0,419		0,619			0,555
Auvergne	0,308	0,308		0,279		0,447			0,414
Bourgogne	0,290	0,290		0,272		0,447			0,431
Bretagne	0,623	0,623		0,538		0,517			0,455
Centre	0,274	0,274		0,242		0,374			0,360
Champagne Ardenne	0,302	0,302		0,277		0,569			0,526
Corse	0,590	0,590		0,519		0,596			0,545
Franche Comté	0,368	0,368		0,348		0,584			0,547
Ile de France	0,381	0,381		0,369		0,505			0,497
Languedoc Roussillon	0,733	0,733		0,658		0,962			0,860
Limousin	0,279	0,279		0,242		0,414			0,388
Lorraine	0,531	0,531		0,487		0,639			0,591
Midi Pyrénées	0,612	0,612		0,568		0,857			0,771
Nord Pas de Calais	0,483	0,483		0,424		0,676			0,612
Basse Normandie	0,787	0,787		0,726		0,740			0,677
Haute Normandie	0,334	0,334		0,318		0,478			0,466
Pays de la Loire	0,627	0,627		0,549		0,575			0,513
Picardie	0,350	0,350		0,318		0,413			0,392
Poitou Charentes	0,520	0,520		0,445		0,477			0,415
PACA	0,750	0,750		0,715		1,119			1,055
Rhône Alpes	0,735	0,735		0,695		1,044			0,971
<b>métropole</b>	<b>0,632</b>	<b>0,632</b>		<b>0,580</b>		<b>0,821</b>			<b>0,747</b>
<b>outre mer</b>	<b>0,543</b>	<b>0,543</b>		<b>0,515</b>		<b>0,622</b>			<b>0,606</b>

#### 4 - Statistiques sur les communes par région

région	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>									
Alsace	0,618	0,619		0,612	0,631	0,541	0,629		0,534
Aquitaine	0,899	0,899		0,877	0,790	0,882	0,794		0,862
Auvergne	0,549	0,549		0,534	0,537	0,759	0,695		0,737
Bourgogne	0,407	0,407		0,397	0,421	0,566	0,543		0,553
Bretagne	0,595	0,595		0,576	0,656	0,607	0,670		0,590
Centre	0,927	0,927		0,898	0,799	0,849	0,693		0,823
Champagne Ardenne	3,043	3,043		2,962	2,745	2,629	2,331		2,551
Corse	1,305	1,305		1,281	1,157	1,615	1,211		1,559
Franche Comté	0,725	0,726		0,711	0,741	0,827	0,848		0,807
Ile de France	1,663	1,663		1,650	1,309	1,765	1,273		1,748
Languedoc Roussillon	1,148	1,148		1,105	1,041	1,576	1,312		1,520
Limousin	0,681	0,681		0,657	0,609	0,685	0,624		0,661
Lorraine	1,315	1,314		1,285	1,241	1,111	1,053		1,078
Midi Pyrénées	1,322	1,322		1,300	1,132	1,911	1,543		1,869
Nord Pas de Calais	0,902	0,902		0,879	0,868	0,991	0,958		0,967
Basse Normandie	7,949	7,949		7,791	6,574	9,632	7,485		9,436
Haute Normandie	3,618	3,618		3,564	2,906	4,951	3,682		4,874
Pays de la Loire	0,618	0,618		0,596	0,686	0,582	0,652		0,566
Picardie	0,838	0,838		0,814	0,768	0,759	0,678		0,739
Poitou Charentes	1,155	1,155		1,104	0,999	0,939	0,827		0,899
PACA	0,833	0,833		0,822	0,799	1,205	1,039		1,190
Rhône Alpes	1,720	1,720		1,700	1,530	3,804	3,237		3,750
<b>métropole</b>	<b>2,232</b>	<b>2,232</b>		<b>2,183</b>	<b>1,906</b>	<b>3,350</b>	<b>2,679</b>		<b>3,261</b>
<b>outre mer</b>	<b>3,771</b>	<b>3,771</b>		<b>3,676</b>	<b>3,087</b>	<b>1,232</b>	<b>1,029</b>		<b>1,199</b>

#### 4 - Statistiques sur les communes par région

région	Bases * taux	(Bases +	(Bases +	(Bases +	(Bases +	Produits	Produits +	Produits +	Produits +
--------	--------------	----------	----------	----------	----------	----------	------------	------------	------------

	nationaux	exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux		produits de la TEOM	compensation de la suppression progressive de la part des salaires	ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>									
Alsace	0,965	0,965		0,965		1,000			1,000
Aquitaine	0,910	0,910		0,910		0,865			0,865
Auvergne	0,913	0,913		0,913		0,809			0,809
Bourgogne	0,950	0,950		0,950		0,809			0,809
Bretagne	0,677	0,677		0,677		0,744			0,744
Centre	0,929	0,929		0,929		0,741			0,741
Champagne Ardenne	0,861	0,861		0,861		0,827			0,827
Corse	3,254	3,254		1,149		3,667			1,153
Franche Comté	1,063	1,063		1,063		1,064			1,064
Ile de France	1,495	1,495		1,495		1,200			1,200
Languedoc Roussillon	1,086	1,086		1,086		1,189			1,189
Limousin	0,708	0,708		0,708		0,659			0,659
Lorraine	1,458	1,458		1,458		2,936			2,936
Midi Pyrénées	0,733	0,733		0,733		0,793			0,793
Nord Pas de Calais	0,967	0,967		0,967		0,871			0,871
Basse Normandie	0,734	0,734		0,734		0,682			0,682
Haute Normandie	0,853	0,853		0,853		0,793			0,793
Pays de la Loire	0,802	0,802		0,802		0,756			0,756
Picardie	0,801	0,801		0,801		0,796			0,796
Poitou Charentes	0,647	0,647		0,647		0,657			0,657
PACA	0,998	0,998		0,998		1,066			1,066
Rhône Alpes	1,144	1,144		1,144		1,126			1,126
<b>métropole</b>	<b>1,135</b>	<b>1,135</b>		<b>1,131</b>		<b>1,087</b>			<b>1,083</b>
<b>outre mer</b>	<b>0,742</b>	<b>0,742</b>		<b>0,742</b>		<b>1,252</b>			<b>1,252</b>

#### 4 - Statistiques sur les communes par région

région	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations	(Bases + exonérations	(Bases + exonérations	(Bases + bases de	Produits	Produits + produits de la	Produits + compensation	Produits + ensemble des
--------	------------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-------------------	----------	---------------------------	-------------------------	-------------------------

		des collectivités locales) * taux nationaux	des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux		TEOM	de la suppression progressive de la part des salaires	compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe professionnelle</i>									
Alsace	1,699	1,692	1,576	1,563		1,610		1,464	1,455
Aquitaine	1,914	1,912	1,749	1,724		1,938		1,773	1,760
Auvergne	1,662	1,684	1,566	1,527		1,587		1,472	1,451
Bourgogne	1,776	1,781	1,692	1,668		1,715		1,599	1,581
Bretagne	1,858	1,859	1,764	1,717		1,999		1,874	1,809
Centre	1,838	1,846	1,715	1,686		1,783		1,620	1,596
Champagne Ardenne	2,133	2,139	2,083	2,054		2,195		2,127	2,088
Corse	3,111	3,111	2,112	1,582		3,556		2,545	1,772
Franche Comté	2,198	2,192	2,106	2,086		2,481		2,293	2,263
Ile de France	2,598	2,598	2,459	2,405		2,659		2,495	2,443
Languedoc Roussillon	1,869	1,869	1,670	1,636		1,828		1,645	1,638
Limousin	1,724	1,721	1,546	1,520		1,771		1,592	1,591
Lorraine	2,164	2,226	2,119	2,084		2,119		1,969	1,934
Midi Pyrénées	2,125	2,122	2,000	1,990		2,636		2,438	2,426
Nord Pas de Calais	2,272	2,277	2,125	2,079		2,255		2,105	2,067
Basse Normandie	2,379	2,378	2,336	2,327		2,247		2,199	2,197
Haute Normandie	2,953	2,939	2,831	2,818		2,842		2,664	2,677
Pays de la Loire	1,506	1,502	1,410	1,392		1,483		1,391	1,378
Picardie	2,211	2,224	2,182	2,167		2,174		2,137	2,130
Poitou Charentes	1,832	1,825	1,714	1,701		1,708		1,608	1,615
PACA	1,687	1,783	1,617	1,602		2,037		1,860	1,867
Rhône Alpes	2,331	2,325	2,133	2,083		1,919		1,795	1,786
<b>métropole</b>	<b>2,322</b>	<b>2,324</b>	<b>2,178</b>	<b>2,134</b>		<b>2,366</b>		<b>2,194</b>	<b>2,164</b>
<b>outre mer</b>	<b>1,388</b>	<b>1,386</b>	<b>1,326</b>	<b>1,299</b>		<b>1,559</b>		<b>1,480</b>	<b>1,448</b>

#### 4 - Statistiques sur les communes par région

région	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxes ménages</i>									
Alsace	0,350	0,350		0,338	0,373	0,362	0,407		0,354
Aquitaine	0,483	0,483		0,455	0,479	0,505	0,507		0,483
Auvergne	0,329	0,329		0,313	0,326	0,396	0,378		0,383
Bourgogne	0,361	0,361		0,347	0,353	0,387	0,378		0,379
Bretagne	0,453	0,453		0,421	0,489	0,388	0,427		0,369
Centre	0,435	0,435		0,410	0,419	0,380	0,362		0,367
Champagne Ardenne	0,988	0,988		0,953	0,959	1,075	1,029		1,023
Corse	0,801	0,801		0,713	0,781	0,803	0,749		0,699
Franche Comté	0,423	0,423		0,411	0,434	0,532	0,554		0,517
Ile de France	0,867	0,867		0,851	0,778	0,939	0,784		0,919
Languedoc Roussillon	0,745	0,745		0,698	0,743	0,952	0,894		0,902
Limousin	0,346	0,346		0,320	0,335	0,347	0,342		0,337
Lorraine	0,709	0,709		0,680	0,693	1,019	0,973		0,963
Midi Pyrénées	0,740	0,740		0,712	0,700	0,962	0,887		0,922
Nord Pas de Calais	0,475	0,475		0,444	0,491	0,560	0,584		0,533
Basse Normandie	2,855	2,855		2,768	2,663	4,397	3,890		4,222
Haute Normandie	1,472	1,472		1,435	1,343	2,440	2,089		2,364
Pays de la Loire	0,415	0,415		0,390	0,448	0,380	0,419		0,365
Picardie	0,403	0,403		0,386	0,406	0,389	0,376		0,376
Poitou Charentes	0,523	0,523		0,486	0,514	0,436	0,435		0,410
PACA	0,685	0,685		0,664	0,691	0,956	0,903		0,926
Rhône Alpes	0,996	0,996		0,966	0,972	2,074	1,930		1,997
<b>Métropole</b>	<b>0,992</b>	<b>0,992</b>		<b>0,949</b>	<b>0,948</b>	<b>1,499</b>	<b>1,373</b>		<b>1,421</b>
<b>Outre mer</b>	<b>2,532</b>	<b>2,532</b>		<b>2,412</b>	<b>2,204</b>	<b>0,861</b>	<b>0,779</b>		<b>0,824</b>

#### 4 – Statistiques sur les communes par région

Région	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<b>4 taxes</b>									
Alsace	0,853	0,854	0,838	0,828	0,845	0,758	0,756	0,748	0,740
Aquitaine	0,788	0,789	0,790	0,768	0,752	0,795	0,752	0,807	0,790
Auvergne	0,587	0,594	0,597	0,578	0,581	0,612	0,585	0,618	0,603
Bourgogne	0,566	0,568	0,573	0,560	0,548	0,549	0,525	0,566	0,559
Bretagne	0,801	0,808	0,823	0,778	0,792	0,726	0,710	0,754	0,712
Centre	0,752	0,755	0,745	0,723	0,726	0,667	0,611	0,665	0,651
Champagne Ardenne	1,049	1,051	1,056	1,027	1,032	1,103	1,071	1,111	1,070
Corse	0,872	0,872	0,845	0,774	0,842	0,968	0,878	0,933	0,848
Franche Comté	0,884	0,884	0,885	0,869	0,876	0,969	0,949	0,977	0,954
Ile de France	1,445	1,445	1,432	1,408	1,342	1,438	1,283	1,431	1,409
Languedoc Roussillon	0,855	0,855	0,843	0,810	0,835	0,993	0,939	0,972	0,944
Limousin	0,633	0,633	0,626	0,608	0,606	0,676	0,639	0,672	0,663
Lorraine	0,983	1,010	1,002	0,975	0,997	1,056	1,032	1,044	1,006
Midi Pyrénées	1,001	1,001	1,005	0,997	0,951	1,355	1,266	1,343	1,326
Nord Pas de Calais	1,150	1,156	1,144	1,105	1,125	1,142	1,110	1,140	1,108
Basse Normandie	2,435	2,430	2,397	2,341	2,309	3,710	3,357	3,607	3,474
Haute Normandie	1,699	1,696	1,689	1,709	1,597	2,128	1,898	2,091	2,129
Pays de la Loire	0,651	0,653	0,653	0,632	0,643	0,572	0,572	0,587	0,573
Picardie	0,838	0,848	0,869	0,853	0,821	0,689	0,657	0,729	0,723
Poitou Charentes	0,756	0,756	0,765	0,748	0,733	0,645	0,619	0,666	0,659
PACA	0,776	0,793	0,785	0,772	0,776	1,064	1,005	1,049	1,038
Rhône Alpes	1,293	1,292	1,265	1,244	1,250	1,672	1,613	1,618	1,578
<b>métropole</b>	<b>1,168</b>	<b>1,169</b>	<b>1,159</b>	<b>1,129</b>	<b>1,128</b>	<b>1,426</b>	<b>1,343</b>	<b>1,401</b>	<b>1,358</b>
<b>outre mer</b>	<b>1,859</b>	<b>1,858</b>	<b>1,789</b>	<b>1,714</b>	<b>1,706</b>	<b>0,954</b>	<b>0,886</b>	<b>0,946</b>	<b>0,916</b>

## 5. Statistiques pour les communes par catégorie d'aire urbaine

type d'aire urbaine	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>écart type / moyenne</b>									
<i>Taxe d'habitation</i>									
commune pôle	0,585	0,585		0,542		0,603			0,573
aire mono-pôle	0,436	0,436		0,404		0,507			0,480
aire multi-pôles	0,386	0,386		0,358		0,520			0,493
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>0,502</b>	<b>0,502</b>		<b>0,468</b>		<b>0,632</b>			<b>0,597</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>0,745</b>	<b>0,745</b>		<b>0,673</b>		<b>1,009</b>			<b>0,889</b>
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>									
commune pôle	0,701	0,701		0,691	0,690	0,673	0,609		0,666
aire mono-pôle	1,446	1,446		1,416	1,232	1,434	1,147		1,400
aire multi-pôles	0,708	0,709		0,692	0,673	0,796	0,740		0,778
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>1,171</b>	<b>1,171</b>		<b>1,148</b>	<b>1,044</b>	<b>1,172</b>	<b>0,994</b>		<b>1,148</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>2,864</b>	<b>2,864</b>		<b>2,792</b>	<b>2,487</b>	<b>4,546</b>	<b>3,732</b>		<b>4,402</b>
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>									
commune pôle	1,316	1,316		1,315		1,155			1,154
aire mono-pôle	1,035	1,035		1,031		0,822			0,818
aire multi-pôles	1,083	1,083		1,083		0,913			0,913
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>1,199</b>	<b>1,199</b>		<b>1,196</b>		<b>0,981</b>			<b>0,978</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>1,012</b>	<b>1,012</b>		<b>1,007</b>		<b>1,010</b>			<b>1,004</b>
<i>Taxe professionnelle</i>									
commune pôle	1,670	1,673	1,557	1,511		1,580		1,475	1,443
aire mono-pôle	3,019	3,021	2,813	2,762		2,693		2,485	2,451
aire multi-pôles	1,892	1,894	1,768	1,739		1,849		1,697	1,673
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>2,488</b>	<b>2,491</b>	<b>2,330</b>	<b>2,284</b>		<b>2,382</b>		<b>2,216</b>	<b>2,182</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>1,950</b>	<b>1,951</b>	<b>1,837</b>	<b>1,817</b>		<b>2,267</b>		<b>2,089</b>	<b>2,078</b>

## 5. Statistiques pour les communes par catégorie d'aire urbaine

type d'aire urbaine	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>Ecart type / moyenne</b>									
<i>Taxes ménages</i>									
commune pôle	0,558	0,558		0,533	0,578	0,532	0,524		0,517
aire mono-pôle	0,658	0,658		0,631	0,634	0,672	0,631		0,645
aire multi-pôles	0,427	0,427		0,408	0,434	0,489	0,492		0,473
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>0,603</b>	<b>0,603</b>		<b>0,578</b>	<b>0,602</b>	<b>0,641</b>	<b>0,623</b>		<b>0,619</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>1,200</b>	<b>1,200</b>		<b>1,143</b>	<b>1,151</b>	<b>1,931</b>	<b>1,789</b>		<b>1,817</b>
<i>4 taxes</i>									
commune pôle	0,996	0,999	0,979	0,949	0,954	0,915	0,860	0,906	0,888
aire mono-pôle	1,279	1,282	1,273	1,241	1,219	1,074	0,996	1,082	1,056
aire multi-pôles	0,734	0,736	0,732	0,713	0,715	0,699	0,670	0,703	0,686
<b>commune appartenant à un espace urbain</b>	<b>1,160</b>	<b>1,163</b>	<b>1,156</b>	<b>1,128</b>	<b>1,117</b>	<b>1,086</b>	<b>1,022</b>	<b>1,092</b>	<b>1,070</b>
<b>commune appartenant à un espace à dominante rurale</b>	<b>1,175</b>	<b>1,175</b>	<b>1,162</b>	<b>1,130</b>	<b>1,139</b>	<b>1,705</b>	<b>1,616</b>	<b>1,663</b>	<b>1,597</b>

## 6 – Statistiques pour les communes par nature fiscale de l'EPCI auquel appartient la commune

nature fiscale	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>									
<i>Taxe d'habitation</i>									
TPU	0,899	0,899		0,803		1,329			1,251
TPZ	0,826	0,826		0,748		1,108			1,074
4 taxes	0,984	0,984		0,889		1,334			1,248
mixte	0,743	0,743		0,687		1,334			1,276
isolée	1,135	1,135		1,044		1,582			1,483
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>									
TPU	1,263	1,263		1,214	1,416	1,976	1,840		1,933
TPZ	1,121	1,121		1,084	1,270	1,492	1,576		1,450
4 taxes	1,249	1,249		1,213	1,410	1,737	1,767		1,702
mixte	0,937	0,937		0,942	1,009	1,614	1,455		1,605
isolée	1,488	1,488		1,449	1,655	1,957	1,990		1,910

## 6 – Statistiques pour les communes par nature fiscale de l'EPCI auquel appartient la commune

nature fiscale	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>									
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>									
TPU	3,548	3,548		3,548		3,520			3,514
TPZ	2,699	2,699		2,699		2,317			2,317
4 taxes	2,972	2,972		2,972		2,391			2,391
mixte	2,231	2,231		2,231		2,184			2,184
isolée	3,430	3,430		3,384		2,717			2,693
<i>Taxe professionnelle</i>									
TPU	5,568	5,568	5,351	5,157		6,101		5,721	5,639
TPZ	6,817	6,861	6,042	5,960		6,577		5,680	5,588
4 taxes	7,265	7,277	6,451	6,317		7,565		6,416	6,216
mixte	6,597	6,597	6,771	6,511		6,863		6,585	6,472
isolée	7,628	7,692	6,601	6,386		7,663		6,404	6,245

## 6 - Statistiques pour les communes par nature fiscale de l'EPCI auquel appartient la commune

nature fiscale	Bases * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	(Bases + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux + ensemble des compensations	(Bases + bases de TEOM + exonérations des collectivités locales) * taux nationaux	Produits	Produits + produits de la TEOM	Produits + compensation de la suppression progressive de la part des salaires	Produits + ensemble des compensations
<b>(9ème décile - 1er décile) / médiane</b>									
<i>Taxes ménages</i>									
TPU	0,833	0,833		0,791	0,891	1,138	1,136		1,109
TPZ	0,777	0,777		0,732	0,804	0,899	0,932		0,893
4 taxes	0,910	0,909		0,854	0,939	1,065	1,101		1,042
mixte	0,571	0,571		0,568	0,630	0,945	0,983		0,966
isolée	1,047	1,047		0,995	1,078	1,236	1,270		1,211
<i>4 taxes</i>									
TPU	1,626	1,626	1,728	1,678	1,609	1,868	1,792	1,977	1,924
TPZ	1,455	1,464	1,496	1,462	1,417	1,430	1,385	1,484	1,478
4 taxes	1,458	1,467	1,506	1,487	1,486	1,607	1,576	1,647	1,628
mixte	1,168	1,168	1,267	1,237	1,158	1,551	1,514	1,736	1,704
isolée	1,655	1,656	1,668	1,650	1,653	1,800	1,753	1,833	1,793

**2-1-1 PROPOSITION DE LA  
COMMISSION POUR LA REFORME DE LA DECENTRALISATION**

**Résultats du scénario proposé  
par la Commission pour l'avenir de la décentralisation**

**I. Evolutions au niveau national**

*Transfert de recettes fiscales au niveau national :*

(en M€)

	<b>Communes</b>	<b>EPCI</b>	<b>Départements</b>	<b>Régions</b>
Produits actuels TH	6 594	577	3 205	0
Produits actuels FB	8 246	675	3 800	1 008
Produits actuels TP	9 801	4 960	6 579	2 021
Total avant réforme	24 641	6 212	13 584	3 029
Total après réforme	9 799	4 204	13 729	19 734
<b>Solde</b>	<b>-14 842</b>	<b>-2 008</b>	<b>+145</b>	<b>+16 705</b>
<b>%</b>	<b>-58</b>	<b>-32</b>	<b>+1</b>	<b>+552</b>

A. Solde pour les communes

Répartition des communes en fonction de l'évolution de leurs produits

<b>Tranche de variation des produits perçus (%)</b>	<b>Nombre de communes</b>	<b>Pourcentage de communes (%)</b>
Moins de - 75%	2 382	6,5
de -75% à -50%	6 413	17,5
de -50% à - 25%	11 360	31
de -25% à -5%	9 161	25
de -5% à 5%	2 345	6,4
de 5% à 25%	2 529	6,9
de 25% à 50%	1 173	3,2
de 50% à 75%	513	1,4
plus de 75%	770	2,1
<b>Total</b>	<b>36 645</b>	<b>100,0</b>

<b>Nombre</b>	<b>Baisse supérieure à 78%</b>	<b>Baisse supérieure à 48,7%</b>	<b>Baisse supérieure à 29%</b>	<b>Baisse supérieure à 10%</b>	<b>Evolution entre -10% et +13%</b>	<b>Hausse de 13 à 35%</b>	<b>Hausse de 35 à 100%</b>
36 645	5%	25%	50%	75%	15%	5%	4%

➤ 83,5 % des communes verraient leurs produits baisser, dans des proportions souvent significatives. Ainsi, les trois quart des communes subiraient une baisse de leurs produits supérieure à 10 %, la moitié des communes une baisse de leurs produits supérieure à 29 %, dont 10 % une baisse de plus de 68 % et 5 % une baisse de leurs produits supérieure à 78,3 %, 10 % de plus de 68 %.

### B. Solde pour les EPCI

Répartition des EPCI en fonction de l'évolution de leurs produits

Tranche de variation des produits perçus (%)	Nombre d'EPCI	Pourcentage d'EPCI (%)
Moins de - 75%	699	38
de -75% à -50%	809	44
de -50% à - 25%	25	1,37
de -25% à -5%	30	1,63
de -5% à 0%	276	15
<b>Total</b>	<b>1 839</b>	<b>100,0</b>

Nombre	Baisse supérieure à 89%	Baisse supérieure à 79%	Baisse supérieure à 70%	Baisse supérieure à 60%	Baisse inférieure à 60%	Cotisation inchangée
100	5%	25%	50%	75%	10%	15%

➤ 85 % des EPCI verraient leurs produits baisser, dans des proportions également importantes. Ainsi, les trois quart des EPCI subiraient une baisse de leurs produits supérieure à 60 %, la moitié des EPCI une baisse de leurs produits supérieure à 70 % et 5 % une chute supérieure à 89 %, 10 %.

### C. Solde pour les départements

Répartition des départements en fonction de l'évolution de leurs produits

Tranche de variation des produits perçus (%)	Nombre de départements	Pourcentage de départements (%)
Moins de - 25%	7	7
de -25% à -5%	40	40
de -5% à 5%	15	15
de 5% à 25%	28	28
de 25% à 50%	7	7
de 50% à 75%	1	1
plus de 75%	2	2
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>

Nombre	Baisse supérieure à 27%	Baisse supérieure à 12%	Baisse supérieure à 4%	Evolution entre -4% et +8,5%	Hausse de 8,5 à 25%	Hausse de 25 à 45%	Hausse de 45 à 100%
36 645	5%	25%	50%	25%	15%	5%	4%

➤ Plus de la moitié des départements (56 %) verraient leurs produits baisser, le quart des départements subissant une baisse de leurs produits supérieure à 12 %. En revanche, un quart des départements enregistreraient une progression de leurs produits de plus de 8 %

#### D. Solde pour les régions

Répartition des régions en fonction de l'évolution de leurs produits

Nombre	Hausse de 291% à 373%	Hausse supérieure à 394%	Hausse de 394 à 564 %	Hausse de 564 à 992 %
26	25%	50%	25%	25%

➤ Toutes les régions bénéficieraient d'une augmentation de leurs produits baisser, dans des proportions en outre très importantes (la hausse la plus faible atteignant + 291 %). 86 % d'entre eux verraient leurs produits actuels plus que tripler, un quart d'entre eux enregistrant plus qu'un quintuplement de leurs produits.

## II. Evolutions dans deux départements typiques

### A. Département des Alpes de Haute-Provence (04)

(en milliers d'€)

	Communes	EPCI	Départements	Régions
Produits actuels TH	15 225	1 032	6 974	0
Produits actuels FB	33 646	2 891	17 333	1 965
Produits actuels TP	28 983	5 867	17 258	4 050
Total avant réforme	77 854	9 790	41 565	6 015
Total après réforme	22 199	2 025	55 836	55 164
<b>Solde (après - avant)</b>	<b>-55 655</b>	<b>-7 765</b>	<b>14 271</b>	<b>49 149</b>

B. Département de Seine-Maritime

(en milliers d'€)

	<b>Communes</b>	<b>EPCI</b>	<b>Départements</b>	<b>Régions</b>
Produits actuels TH	119 262	2 486	63 437	0
Produits actuels FB	206 650	11 287	117 853	36 611
Produits actuels TP	185 394	202 029	199 139	71 425
Total avant réforme	511 306	215 802	380 430	108 036
Total après réforme	182 699	173 833	372 401	486 640
<b>Solde (après – avant)</b>	<b>- 328 607</b>	<b>- 41 968</b>	<b>- 8 029</b>	<b>378 604</b>

**II. 2 Autre scénario de spécialisation :  
transfert par une hausse individualisée des taux**

## **I - Les principes de référence :**

Pour la mise en œuvre de ce scénario, on s'est attaché, comme l'a d'ailleurs fait la commission MAUROY, à trois principes qui à défaut d'être respectés rendraient l'exercice dénué de toute portée pratique.

Tout d'abord celui de la garantie, pour chaque collectivité locale, du niveau de ressources atteint l'année précédente. Il n'est en effet pas envisageable que la spécialisation aboutisse à mettre en cause l'équilibre financier de certaines collectivités alors même que leurs missions sont par ailleurs maintenues, voire élargies.

De même, a également été posé le principe de neutralité des transferts à l'égard des contribuables (ménages et entreprises). On peut en effet difficilement admettre que la spécialisation de l'impôt des collectivités locales se traduise par des hausses significatives des taux ou des transferts entre catégories de contribuables.

Enfin, on s'est efforcé de trouver des solutions permettant de sauvegarder le mieux possible l'autonomie fiscale des collectivités, en évitant de substituer aux impôts dont elles ont, dans une large mesure, la maîtrise, par des compensations dont l'évolution leur échappe.

Il s'avère toutefois que le strict respect de ces trois principes comporte quelques contradictions et qu'il est impossible de les prendre en compte de façon absolue tout en mettant en place la spécialisation des impôts directs locaux. Si l'on veut ainsi assurer strictement le maintien des ressources des collectivités locales, sans aucun transfert de charges entre contribuables, on est amené à mettre en œuvre d'importants fonds de compensation. À l'inverse, si on veut totalement éviter ces derniers, on est amené à accepter d'importants transferts entre contribuables, voire entre catégories de contribuables ou à accepter la diminution des ressources de certaines collectivités au profit d'autres.

La simulation retenue est donc forcément un compromis, qui s'efforce d'être fidèle à l'esprit de ces principes, sans totalement en respecter la lettre.

## **II – La simulation : transfert par une hausse individualisée des taux**

Cette simulation consiste à effectuer le transfert par une hausse individualisée des taux. Elle est décrite en détail ci-dessous.

### **1) Modalités**

Il s'agit de transférer la TP des départements non pas par une hausse uniforme des taux par niveau de collectivités, ni par un transfert global de ce produit au sein d'un fonds, mais par un transfert de droit à augmentation des taux pour les trois autres niveaux de collectivités.

Les départements sont alors dessaisis juridiquement de la recette fiscale correspondant à la TP. Il n'en votent plus le taux et a fortiori ne peuvent prendre par délibération des mesures d'exonération.

Le transfert des ressources provenant de cette taxe se fait alors selon le schéma suivant :

a- Chaque région bénéficie individuellement d'un droit à augmentation de son taux de TP à hauteur de la perte résultant du transfert de son produit de taxe sur le foncier bâti vers les départements.

b- Dans un second temps, les communes et les EPCI à fiscalité propre se voient attribuer également un droit à augmentation des taux calculé par addition du taux départemental de TP diminué de la variation du taux de TP pratiqué par la région à laquelle appartiennent les communes et les EPCI.

Il est à noter que dans le cas de Paris et de la Corse, le département ne perçoit pas de TP et que le taux « supplémentaire » attribué aux communes est négatif et correspond en fait à une diminution du produit de TP des communes.

Cette solution ne pose a priori aucune difficulté particulière pour les communes isolées.

En revanche, s'agissant des communes membres d'un EPCI, la situation est un peu différente.

En effet, cette solution, qui est sur le principe proche de celle qui a été retenue pour le transfert de la taxe d'habitation des départements vers les communes (transfert d'une collectivité d'un niveau supérieur vers une collectivité d'un niveau inférieur), présente toutefois la particularité d'être effectuée cette fois-ci au profit de deux niveaux de collectivité, communes et EPCI, et non d'un seul.

Cela pose alors le problème de la répartition de cette hausse du taux de TP entre les EPCI et leurs communes membres.

Nous distinguerons selon que les communes appartiennent ou non à un EPCI qui relève de la TPU.

**b-1** S'agissant des EPCI à fiscalité additionnelle et de leurs communes membres, on souhaite répartir le reliquat du taux départemental (taux de TP départemental - variation du taux régional) sur le groupement et les communes.

La première idée serait de le faire au prorata des taux de TP des communes et de l'EPCI. Cependant, cette solution est impraticable car les communes ont des taux différents et la fraction du taux affecté à l'EPCI serait variable d'une commune à l'autre.

Pour contourner cette difficulté, on a calculé un « taux moyen de TP » élaboré à partir des taux votés sur l'ensemble des communes membres l'année précédente. Ce taux est obtenu comme moyenne pondérée des bases de TP des communes. La répartition s'effectue alors au prorata respectif du taux de TP de l'EPCI et de ce taux moyen pour toutes les communes membres.

**b-2** S'agissant en revanche des EPCI qui relèvent de la TPU et de leurs communes membres, l'augmentation du taux de TP a été appliquée au seul taux de TP des EPCI et non pas répartie comme pour les EPCI à fiscalité additionnelle.

Il n'a pas été jugé possible de permettre aux communes membres d'augmenter leur taux dès lors qu'elles ne perçoivent plus de recettes de TP : en effet, à la différence des EPCI à fiscalité additionnelle, les communes membres ne votent pas de taux de TP à partir desquels effectuer une répartition. De surcroît, une telle solution serait apparue comme une remise en cause de la TPU.

L'EPCI n'ayant cependant subi aucune perte de recettes fiscales du fait des transferts, le supplément de recettes ainsi dégagé au profit des EPCI à TPU serait alors reversé à un fonds de compensation.

La création d'un fonds de compensation est en effet apparue inévitable en raison du fait que, hormis la question du transfert des taux départementaux de TP, la situation des communes et de certains EPCI pris individuellement (uniquement ceux à fiscalité additionnelle), qui est soit excédentaire, soit déficitaire, nécessite de créer un outil permettant à chacun de retrouver le niveau de recettes qui était le sien auparavant.

De plus, la taxe professionnelle transférée ne se retrouve pas intégralement reversée aux communes et EPCI. En effet, une partie des taux transférés s'applique à des bases écartées de TP au niveau communal et dans une moindre mesure au niveau intercommunal et vient donc alimenter le FDPTP de 1,2 MMF supplémentaire.

Ce surplus de FDPTP vient équilibrer les ressources du secteur communal, sachant que le fonds de compensation bénéficie par ailleurs des ressources dégagées par l'ensemble des départements (1,4 MMF).

## **2) Observations**

Cette solution a le mérite de remplir l'ensemble des conditions qui ont été préalablement posées pour envisager sérieusement une spécialisation des impôts directs locaux (à l'exception toutefois d'une petite distorsion provenant de la "remontée" du taux de taxe sur le foncier bâti des communes vers les départements).

Ce mécanisme un peu complexe permet d'assurer, pour chaque contribuable, le maintien des taux de TP. En effet, les taux des communes + EPCI et le taux de la région se retrouvent dans l'ensemble communes + EPCI + région, le transfert des impôts pouvant varier dans la mesure où les bases de ces différents niveaux de collectivité ne sont pas identiques.

Les collectivités devraient ainsi conserver leur niveau de ressources sans que cela ne se traduise par des hausses de taux au détriment des contribuables.

Elle nécessite toutefois de créer un fonds de compensation et entraîne donc une certaine perte d'autonomie fiscale pour les collectivités.

De plus, ce fonds dont les recettes proviennent pour l'essentiel des EPCI à TPU pourrait se trouver fragilisé du fait des mesures d'exonération votées par ces EPCI qui n'en supporteraient que partiellement les conséquences.

On pourrait même envisager de fusionner ce fonds avec celui créé pour les départements dès lors qu'ils ont un objet identique qui est d'assurer la garantie de ressources des collectivités.

## **III – Principaux résultats de la simulation**

Les résultats détaillés de la simulation sont proposés en Annexe . Les principaux résultats sont présentés uniquement dans cette partie en fonction des niveaux de collectivité. Les données chiffrées se rapportent à l'année 2000.

La neutralité pour le contribuable est vérifiée pour la taxe d'habitation et la TP. La seule difficulté réside pour la taxe sur le foncier bâti qui est transférée d'un niveau de collectivité inférieur à un niveau supérieur.

Dans la suite du texte, on dira qu'une collectivité est "bénéficiaire" si le produit des impôts qu'elle perçoit après l'exercice de spécialisation est supérieur à celui qu'elle percevait avant celui-ci ; on dira qu'elle est "déficitaire" dans le cas inverse. Naturellement, *in fine* ces excédents seront écrêtés et ces déficits seront comblés par le jeu de fonds de compensation, en vertu de la contrainte que l'on s'est fixée et qui veut que chaque collectivité conserve exactement le même niveau de ressources (impôts + compensations) avant et après la spécialisation des impôts locaux.

### **A/ Les régions**

Par hypothèse, la situation des régions est équilibrée. En effet, la perte de la taxe du foncier bâti au profit des départements est intégralement compensée par la TP, chaque région votant le taux de TP lui permettant d'atteindre un montant de ressources équivalent.

L'augmentation des taux de TP régionaux est en moyenne d'un peu moins de 50 %, faisant passer de 322 F à 418 F le produit de TP par habitant.

Les plus fortes progressions de taux de TP se trouvent pour les régions dont la part du produit du foncier bâti à l'origine est importante. C'est le cas notamment pour la Martinique ou la Guadeloupe, dont les nouveaux taux devront plus que doubler.

En revanche, l'Alsace ou le Nord - Pas-de-Calais ont une augmentation modérée de leur taux de TP.

La situation de la Corse est particulière, la collectivité ne percevant pas actuellement de TP. Cependant, en lui affectant les bases de TP de ses départements, on obtiendrait alors un taux de TP de 2,30% qui compenserait la perte du foncier bâti.

### **B/ Les départements**

Les départements perdent leur TP et leur taxe d'habitation. En contrepartie, ils récupèrent tout le foncier bâti des autres collectivités. Par conséquent, le niveau des ressources n'est plus assuré individuellement, même si globalement, un excédent se dégage (1,4 MMF).

Plus de la moitié (54%) des départements ont une situation défavorable après transfert, entraînant une perte d'autonomie (jusqu'à 34% pour le Territoire de Belfort) et nécessitant le recours au fonds de compensation. Le total des pertes représente 6,2 MMF. Les départements à fort TP ou à faible taxe d'habitation et faible taxe sur le foncier bâti sont défavorisés.

Tous les départements d'Alsace, d'Auvergne, de Franche-Comté, de Lorraine et de Picardie sont perdants. Le département le plus touché reste cependant les Hauts-de-Seine avec 1,1 MMF de perte.

Les autres départements (46%), alimenteront le fonds de compensation à hauteur de 7,5 MMF. Ainsi, Paris devra reverser 2,2 MMF (soit environ 1 000 F par habitant), suivi du Var et des Alpes-Maritimes.

## C/ Le secteur communal

La répartition du reste de la TP des départements (après celle des régions) au profit du secteur communal s'est faite sur l'ensemble des 36 679 communes et des 1 844 groupements de communes du territoire suivant la méthodologie retenue dans la simulation.

Après ce transfert et celui de la taxe d'habitation des départements aux communes en échange du foncier bâti du secteur communal, la situation globale fait apparaître un déficit de 2,6 MMF (18,9 MMF prélevés sur les communes et EPCI bénéficiaires et 21,5 MMF à redistribuer au secteur communal déficitaire).

Ce déficit sera comblé par le fond de garantie départemental à hauteur de 1,4 MMF et par le surplus prélevé pour le FDPTP de 1,2 MMF.

### C-1/ Les EPCI

Les deux tiers des groupements de communes perdent de leur autonomie avant compensation.

Seuls 20% des groupements à quatre taxes sont bénéficiaires (avec un total de produit de TP égal à 0,3 MMF contre 1,9 MMF pour les groupements quatre taxes déficitaires). Tous les groupements à TPU sont bénéficiaires (exceptés ceux de la Corse puisque la part de TP départementale n'existe pas, les groupements de communes reversant donc la part de TP qui va à la région). Ils perçoivent 8,3 MMF supplémentaires de TP.

Ainsi, hors Corse, les districts à TPU, les deux communautés urbaines d'Arras et de Dunkerque qui sont à TPU, les cinquante communautés d'agglomération, les neuf syndicats d'agglomération nouvelle et 227 communautés de communes à TPU sont bénéficiaires.

Parmi les groupements à quatre taxes, 30% des districts et 20% des communautés de communes à fiscalité additionnelle sont bénéficiaires.

Les dix communautés urbaines à quatre taxes sont déficitaires. Par exemple, la communauté urbaine de Bordeaux-Métropole et de Lyon perdent en 2000 plus de 240 MF. Les pertes d'autonomie s'évaluent de 5 à 24%.

### C-2/ Les communes

Les communes sont plus ou moins favorisées en fonction de leur nature fiscale. Les communes membres d'un EPCI à TPU sont les plus touchées.

Ainsi, 58% des communes isolées sont bénéficiaires avec un excédent de 5,4 MMF contre une perte de 6,8 MMF pour les autres à compenser. Dans leur ensemble, les communes isolées perdent de leur autonomie. Par exemple, la commune de Paris perd 1,7 MMF ce qui représente 20% de perte d'autonomie.

66% des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle sont bénéficiaires avec un excédent de 4,8 MMF contre 3,1 MMF pour les autres. Il se dégage globalement un gain d'autonomie pour ces communes.

Les communes membres d'un EPCI à TPU sont très fortement déficitaires (85% d'entre-elles, avec 9,7 MMF à compenser). Le versement de la taxe d'habitation du département ne pouvant généralement pas, ou très peu, combler le transfert du foncier bâti. De plus, la TP du département va entièrement au groupement et non aux communes.

Paradoxalement, les communes qui ont été incitées à se constituer en groupement de communes à TPU sont les grandes perdantes, avec une perte d'autonomie en moyenne de près de 40% sur la France entière.

Tous types de fiscalité confondus, parmi les cinquante communes les plus peuplées de France, toutes perdent de leur autonomie, sauf sept d'entre elles (Toulouse, Strasbourg, Le Mans, Metz, Villeurbanne, Boulogne-Billancourt et Nanterre).

### **D/ Synthèse départementale et communale**

Si l'on observe les transferts entre les départements et le secteur communal, en regroupant ces collectivités au niveau géographique du département ou de la région, la situation présente quelques écarts du fait de la compensation intervenant par le surplus du FDPTP. Cela impose donc un dernier niveau de fonds de compensation supplémentaire permettant d'assurer l'équilibre des recettes des communes.

### **IV – Conclusions**

Cette simulation démontre qu'il est impossible, dans le cadre de la spécialisation des impôts directs locaux, de concilier les trois principes fixés initialement, à savoir la garantie des ressources de chacune des collectivités locales prises individuellement, la neutralité de l'opération pour le contribuable et le maintien à son niveau initial de l'autonomie fiscale des collectivités.

Elle assure effectivement la garantie des ressources (fiscales + compensation) pour chacune des collectivités. Elle vérifie presque la deuxième condition, en évitant tout transfert de charges entre contribuables, à l'exception de la taxe sur le foncier bâti puisque, dans le transfert du produit de la taxe sur le foncier bâti des communes vers les départements, le taux communal est remplacé par le taux moyen des communes du département : il y aura donc, dans chaque département, des contribuables gagnants et des perdants.

Elle ne peut par contre empêcher de faire perdre une partie de l'autonomie fiscale de certaines collectivités. Cette perte est variable selon le niveau de collectivité et d'une collectivité à l'autre au sein d'un même niveau. Elle est maximum pour les communes appartenant à un groupement à TPU.

De plus, elle conduit à mettre en place des fonds de compensation dont la gestion sera lourde et obscurcira la vision que le contribuable peut se faire de la destination de son impôt.

## **RESULTATS DU TRANSFERT PAR UNE HAUSSE INDIVIDUALISEE DES TAUX**

### **A. Résultats pour les régions**

### **B. Résultats pour les départements**

1. par département et par région
2. par perte totale croissante
3. par perte par habitant croissante
4. par perte d'autonomie fiscale croissante

### **C. Résultats pour les communes et leurs groupements**

1. perte totale, par département et par région
2. perte par habitant, par département et par région
3. perte d'autonomie fiscale, par département et par région
4. résultats pour les 50 plus grandes villes
5. résultats pour les CA et les CU
6. résultats pour les plus grands districts et CC

### **D. Résultats pour les départements, les communes et leurs groupements**

1. résultats cumulés par département et par région

**A/ Résultats pour les régions**

région	taux de TP initial	nouveau taux de TP	différence en points entre le nouveau taux de TP et le taux initial	variation en % entre le nouveau taux de TP et le taux initial	produit de TP initial par habitant	nouveau produit de TP par habitant
Alsace	1,92	2,44	0,52	27,1	346	430
Aquitaine	2,84	4,34	1,50	52,8	350	452
Auvergne	2,20	3,54	1,34	60,9	329	427
Basse Normandie	2,36	3,76	1,40	59,3	457	555
Bourgogne	1,69	2,71	1,02	60,4	269	343
Bretagne	2,30	3,55	1,25	54,3	274	382
Centre	2,29	3,50	1,21	52,8	373	478
Champagne Ardenne	1,90	2,92	1,02	53,7	343	434
Corse	0,00	2,30	2,30	.	52	158
Franche Comté	2,32	3,42	1,10	47,4	394	487
Haute Normandie	2,27	3,45	1,18	52,0	515	615
Ile de France	1,02	1,54	0,52	51,0	243	341
Languedoc Roussillon	2,41	4,64	2,23	92,5	288	401
Limousin	3,33	5,29	1,96	58,9	403	533
Lorraine	1,84	2,55	0,71	38,6	299	378
Midi Pyrénées	3,06	5,09	2,03	66,3	422	525
Nord Pas de Calais	2,89	3,83	0,94	32,5	417	513
Pays de la Loire	2,26	3,22	0,96	42,5	302	400
Picardie	2,26	3,48	1,22	54,0	375	479
Poitou Charente	2,16	3,62	1,46	67,6	293	384
Provence Alpes Côte d'Azur	2,09	3,06	0,97	46,4	270	377
Rhône Alpes	1,97	2,74	0,77	39,1	349	426
Guadeloupe	1,19	2,38	1,19	100,0	133	172
Martinique	2,28	4,79	2,51	110,1	277	358
Guyane	2,20	3,53	1,33	60,5	264	288
Réunion	2,19	3,68	1,49	68,0	170	226
<b>France entière</b>	<b>1,95</b>	<b>2,91</b>	<b>0,96</b>	<b>49,2</b>	<b>322</b>	<b>418</b>

**B/ Résultats pour les départements**

par département et région

région	département	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	taux de FB initial	nouveau taux de FB	différence en points entre le nouveau taux de FB et le taux initial	variation en % entre le nouveau taux de FB et le taux initial
<b>Alsace</b>		<b>568 984 665</b>	<b>323</b>	<b>23,39</b>	<b>5,49</b>	<b>20,80</b>	<b>15,31</b>	<b>278,9</b>
	67 Bas Rhin	254 010 618	244	18,34	5,43	21,03	15,60	287,3
	68 Haut Rhin	314 974 047	437	30,06	5,59	20,45	14,86	265,8
<b>Aquitaine</b>		<b>-323 508 775</b>	<b>-108</b>	<b>-7,85</b>	<b>8,44</b>	<b>30,83</b>	<b>22,39</b>	<b>265,3</b>
	24 Dordogne	-97 343 858	-242	-18,80	13,75	40,29	26,54	193,0
	33 Gironde	-374 116 777	-284	-19,87	7,59	33,16	25,57	336,9
	40 Landes	125 206 269	367	25,37	7,62	24,08	16,46	216,0
	47 Lot et Garonne	-69 025 958	-217	-18,00	11,38	36,50	25,12	220,7
	64 Pyrénées Atlantiques	91 771 549	148	10,88	7,02	22,69	15,67	223,2
<b>Auvergne</b>		<b>266 906 231</b>	<b>197</b>	<b>12,98</b>	<b>9,72</b>	<b>29,56</b>	<b>19,84</b>	<b>204,1</b>
	03 Allier	119 045 389	333	21,07	8,45	28,29	19,84	234,8
	15 Cantal	5 901 263	37	2,62	12,93	37,56	24,63	190,5
	43 Haute Loire	26 277 157	120	9,43	8,86	28,07	19,21	216,8
	63 Puy de Dôme	115 682 422	186	11,71	10,02	29,12	19,10	190,6
<b>Bourgogne</b>		<b>35 456 836</b>	<b>21</b>	<b>1,52</b>	<b>10,00</b>	<b>31,42</b>	<b>21,42</b>	<b>214,2</b>
	21 Côte d'Or	-65 230 618	-125	-9,02	9,67	30,83	21,16	218,8
	58 Nièvre	74 750 241	320	18,63	12,15	32,64	20,49	168,6
	71 Saône et Loire	-5 100 160	-9	-0,69	9,05	31,80	22,75	251,4
	89 Yonne	31 037 373	90	6,64	10,62	30,98	20,36	191,7
<b>Bretagne</b>		<b>-119 028 008</b>	<b>-39</b>	<b>-3,41</b>	<b>7,95</b>	<b>29,25</b>	<b>21,30</b>	<b>267,9</b>
	22 Côte d'Armor	27 846 864	49	4,12	9,79	32,18	22,39	228,7
	29 Finistère	-106 879 887	-121	-10,91	7,25	27,86	20,61	284,3
	35 Ille et Vilaine	79 599 711	89	7,93	6,27	26,28	20,01	319,1
	56 Morbihan	-119 594 696	-178	-14,36	9,64	32,68	23,04	239,0
<b>Centre</b>		<b>-370 079 248</b>	<b>-147</b>	<b>-11,40</b>	<b>8,81</b>	<b>33,51</b>	<b>24,70</b>	<b>280,4</b>
	18 Cher	21 559 679	66	5,09	7,89	28,84	20,95	265,5
	28 Eure et Loir	-19 260 519	-46	-3,06	12,14	38,96	26,82	220,9
	36 Indre	16 004 444	67	5,11	10,20	33,19	22,99	225,4
	37 Indre et Loire	-55 868 876	-98	-8,27	7,62	29,62	22,00	288,7
	41 Loir et Cher	-32 656 305	-100	-7,69	9,95	35,78	25,83	259,6
	45 Loiret	-299 857 671	-471	-38,47	7,51	34,96	27,45	365,5
<b>Champagne Ardennes</b>		<b>-112 743 466</b>	<b>-81</b>	<b>-6,32</b>	<b>9,24</b>	<b>33,32</b>	<b>24,08</b>	<b>260,6</b>
	08 Ardennes	81 195 999	271	17,21	11,14	33,47	22,33	200,4
	10 Aube	44 993 428	149	9,26	11,92	34,82	22,90	192,1
	51 Marne	-268 130 465	-460	-48,69	6,00	31,28	25,28	421,3
	52 Haute Marne	29 197 572	143	10,58	13,74	38,36	24,62	179,2
<b>Corse</b>		<b>-29 319 613</b>	<b>-110</b>	<b>-12,20</b>	<b>6,88</b>	<b>19,66</b>	<b>12,78</b>	<b>185,8</b>
	2A Corse du Sud	-8 814 824	-72	-6,80	6,32	18,68	12,36	195,6
	2B Haute Corse	-20 504 789	-141	-18,55	7,54	20,82	13,28	176,1
<b>Franche Comté</b>		<b>336 104 484</b>	<b>290</b>	<b>18,36</b>	<b>10,61</b>	<b>29,75</b>	<b>19,14</b>	<b>180,4</b>
	25 Doubs	154 580 154	300	18,20	8,74	28,47	19,73	225,7
	39 Jura	49 953 161	191	11,87	13,22	33,70	20,48	154,9
	70 Haute Saône	51 065 575	214	15,69	14,70	32,41	17,71	120,5
	90 Territoire de Belfort	80 505 594	567	34,23	7,80	24,30	16,50	211,5
<b>Ile de France</b>		<b>-1 713 811 111</b>	<b>-155</b>	<b>-9,95</b>	<b>4,30</b>	<b>17,93</b>	<b>13,63</b>	<b>317,0</b>
	75 Paris	-2 168 134 450	-1 009	-389,57	0,00	7,97	7,97	
	77 Seine et Marne	-283 221 098	-233	-16,12	9,26	32,24	22,98	248,2
	78 Yvelines	-156 253 327	-114	-8,25	4,55	18,94	14,39	316,3
	91 Essonne	100 836 238	88	4,69	7,67	24,79	17,12	223,2
	92 Hauts de Seine	1 178 323 366	817	28,74	4,78	15,68	10,90	228,0
	93 Seine Saint Denis	-73 254 713	-53	-2,64	7,19	26,90	19,71	274,1
	94 Val de Marne	-136 768 449	-111	-5,82	7,30	25,12	17,82	244,1
	95 Val d'Oise	-175 338 678	-157	-10,69	6,65	26,30	19,65	295,5
<b>Languedoc Roussillon</b>		<b>-285 637 493</b>	<b>-122</b>	<b>-6,82</b>	<b>11,95</b>	<b>37,14</b>	<b>25,19</b>	<b>210,8</b>
	11 Aude	-101 416 959	-317	-18,90	16,54	48,73	32,19	194,6
	30 Gard	125 855 108	197	10,13	13,18	37,75	24,57	186,4
	34 Hérault	-241 129 952	-265	-14,46	11,47	37,82	26,35	229,7
	48 Lozère	-18 567 212	-238	-23,34	9,85	30,45	20,60	209,1
	66 Pyrénées Orientales	-50 378 478	-126	-7,58	9,24	29,58	20,34	220,1

<b>Limousin</b>	-15 651 993	-21	-1,60	8,91	30,37	21,46	240,9
19 Corrèze	-1 802 274	-7	-0,45	10,73	35,29	24,56	228,9
23 Creuse	4 400 966	34	3,60	8,26	26,28	18,02	218,2
87 Haute Vienne	-18 250 685	-50	-3,96	7,87	28,19	20,32	258,2
<b>Lorraine</b>	<b>692 413 012</b>	<b>292</b>	<b>21,57</b>	<b>7,84</b>	<b>24,63</b>	<b>16,79</b>	<b>214,2</b>
54 Meurthe et Moselle	160 141 244	219	15,39	7,55	25,39	17,84	236,3
55 Meuse	20 258 430	101	7,79	14,79	37,25	22,46	151,9
57 Moselle	315 467 732	301	24,57	6,17	20,86	14,69	238,1
88 Vosges	196 545 606	497	31,44	10,77	29,26	18,49	171,7
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>309 053 705</b>	<b>117</b>	<b>6,66</b>	<b>11,85</b>	<b>35,07</b>	<b>23,22</b>	<b>195,9</b>
09 Ariège	31 901 557	223	12,12	10,73	31,61	20,88	194,6
12 Aveyron	36 582 324	132	8,45	9,89	31,07	21,18	214,2
31 Haute Garonne	183 350 260	172	8,71	10,76	33,94	23,18	215,4
32 Gers	-13 369 998	-74	-5,96	16,10	44,97	28,87	179,3
46 Lot	-20 636 747	-123	-9,06	11,85	34,34	22,49	189,8
65 Hautes Pyrénées	57 962 097	250	13,18	12,61	32,33	19,72	156,4
81 Tarn	-12 118 304	-34	-2,27	13,73	39,60	25,87	188,4
82 Tarn et Garonne	45 382 516	213	10,89	16,08	42,31	26,23	163,1
<b>Nord Pas de Calais</b>	<b>111 869 202</b>	<b>28</b>	<b>2,32</b>	<b>7,70</b>	<b>33,80</b>	<b>26,10</b>	<b>339,0</b>
59 Nord	-62 360 172	-24	-2,07	7,31	33,90	26,59	363,7
62 Pas de Calais	174 229 374	119	9,63	8,44	33,61	25,17	298,2
<b>Basse Normandie</b>	<b>30 882 401</b>	<b>21</b>	<b>1,35</b>	<b>12,66</b>	<b>39,09</b>	<b>26,43</b>	<b>208,8</b>
14 Calvados	-212 190 778	-320	-23,88	11,59	39,12	27,53	237,5
50 Manche	187 525 119	376	20,93	10,66	36,31	25,65	240,6
61 Orne	55 548 060	184	11,06	19,53	44,40	24,87	127,3
<b>Haute Normandie</b>	<b>-1 549 220</b>	<b>-1</b>	<b>-0,05</b>	<b>12,92</b>	<b>41,26</b>	<b>28,34</b>	<b>219,3</b>
27 Eure	-31 355 695	-56	-4,11	12,21	39,46	27,25	223,2
76 Seine Maritime	29 806 475	24	1,20	13,16	41,87	28,71	218,2
<b>Pays de la Loire</b>	<b>170 608 801</b>	<b>51</b>	<b>4,10</b>	<b>7,70</b>	<b>29,73</b>	<b>22,03</b>	<b>286,1</b>
44 Loire Atlantique	70 697 052	61	4,67	5,64	26,76	21,12	374,5
49 Maine et Loire	-214 934 395	-284	-27,01	9,35	36,07	26,72	285,8
53 Mayenne	55 160 694	187	14,17	10,64	36,05	25,41	238,8
72 Sarthe	111 185 089	204	14,78	10,13	32,23	22,10	218,2
85 Vendée	148 500 361	265	20,94	7,21	24,27	17,06	236,6
<b>Picardie</b>	<b>245 204 931</b>	<b>128</b>	<b>8,12</b>	<b>12,52</b>	<b>37,83</b>	<b>25,31</b>	<b>202,2</b>
02 Aisne	109 578 984	198	13,75	11,82	34,12	22,30	188,7
60 Oise	48 769 982	62	3,63	12,86	39,57	26,71	207,7
80 Somme	86 855 965	152	9,88	12,65	38,71	26,06	206,0
<b>Poitou Charentes</b>	<b>-282 203 588</b>	<b>-166</b>	<b>-14,05</b>	<b>9,35</b>	<b>33,95</b>	<b>24,60</b>	<b>263,1</b>
16 Charente	-3 679 069	-10	-0,69	11,79	38,45	26,66	226,1
17 Charente Maritime	-248 124 994	-428	-35,90	10,48	36,16	25,68	245,0
79 Deux Sèvres	-11 397 162	-32	-3,02	8,06	31,73	23,67	293,7
86 Vienne	-19 002 363	-46	-4,64	6,25	27,92	21,67	346,7
<b>Provence Alpes Côte d'Azur</b>	<b>-792 108 877</b>	<b>-173</b>	<b>-11,42</b>	<b>6,97</b>	<b>26,72</b>	<b>19,75</b>	<b>283,4</b>
04 Alpes de Haute Provence	-88 980 989	-614	-32,71	12,00	38,14	26,14	217,8
05 Hautes Alpes	-102 426 660	-809	-53,24	10,92	36,24	25,32	231,9
06 Alpes Maritimes	-142 210 385	-139	-6,99	7,55	24,71	17,16	227,3
13 Bouches du Rhône	-29 293 086	-16	-1,21	6,04	26,47	20,43	338,2
83 Var	-513 608 615	-557	-44,47	5,92	25,74	19,82	334,8
84 Vaucluse	84 410 858	165	9,85	7,85	29,75	21,90	279,0
<b>Rhône Alpes</b>	<b>251 234 105</b>	<b>43</b>	<b>2,79</b>	<b>6,65</b>	<b>26,07</b>	<b>19,42</b>	<b>292,0</b>
01 Ain	148 450 469	280	21,68	5,38	20,09	14,71	273,4
07 Ardèche	128 990 279	438	28,13	9,29	25,39	16,10	173,3
26 Drôme	170 021 465	377	20,37	9,08	27,32	18,24	200,9
38 Isère	30 218 515	27	1,35	9,92	36,08	26,16	263,7
42 Loire	56 830 847	76	5,18	8,22	29,06	20,84	253,5
69 Rhone	-289 767 122	-180	-14,06	4,51	23,03	18,52	410,6
73 Savoie	-63 813 951	-166	-8,63	6,35	26,84	20,49	322,7
74 Haute Savoie	70 303 603	108	7,84	4,56	19,22	14,66	321,5
971 Guadeloupe	64 422 918	151	10,61	19,03	42,19	23,16	121,7
972 Martinique	-157 716 895	-411	-48,63	11,55	39,44	27,89	241,5
973 Guyane	69 052 451	438	25,43	25,98	51,80	25,82	99,4
974 Réunion	-306 456 010	-429	-93,70	5,91	32,63	26,72	452,1
<b>France entière</b>	<b>-1 359 102 072</b>	<b>-22</b>	<b>-1,53</b>	<b>7,37</b>	<b>26,68</b>	<b>19,31</b>	<b>262,0</b>

## Résultats pour les départements

Triés par perte totale en francs croissante

département	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	taux de FB initial	nouveau taux de FB	différence en points entre le nouveau taux de FB et le taux initial	variation en % entre le nouveau taux de FB et le taux initial
75 Paris	-2 168 134 450	-1 009	-389,57	0,00	7,97	7,97	
83 Var	-513 608 615	-557	-44,47	5,92	25,74	19,82	334,8
33 Gironde	-374 116 777	-284	-19,87	7,59	33,16	25,57	336,9
974 Réunion	-306 456 010	-429	-93,70	5,91	32,63	26,72	452,1
45 Loiret	-299 857 671	-471	-38,47	7,51	34,96	27,45	365,5
69 Rhône	-289 767 122	-180	-14,06	4,51	23,03	18,52	410,6
77 Seine et Marne	-283 221 098	-233	-16,12	9,26	32,24	22,98	248,2
51 Marne	-268 130 465	-460	-48,69	6,00	31,28	25,28	421,3
17 Charente Maritime	-248 124 994	-428	-35,90	10,48	36,16	25,68	245,0
34 Hérault	-241 129 952	-265	-14,46	11,47	37,82	26,35	229,7
49 Maine et Loire	-214 934 395	-284	-27,01	9,35	36,07	26,72	285,8
14 Calvados	-212 190 778	-320	-23,88	11,59	39,12	27,53	237,5
95 Val d'Oise	-175 338 678	-157	-10,69	6,65	26,30	19,65	295,5
972 Martinique	-157 716 895	-411	-48,63	11,55	39,44	27,89	241,5
78 Yvelines	-156 253 327	-114	-8,25	4,55	18,94	14,39	316,3
06 Alpes Maritimes	-142 210 385	-139	-6,99	7,55	24,71	17,16	227,3
94 Val de Marne	-136 768 449	-111	-5,82	7,30	25,12	17,82	244,1
56 Morbihan	-119 594 696	-178	-14,36	9,64	32,68	23,04	239,0
29 Finistère	-106 879 887	-121	-10,91	7,25	27,86	20,61	284,3
05 Hautes Alpes	-102 426 660	-809	-53,24	10,92	36,24	25,32	231,9
11 Aude	-101 416 959	-317	-18,90	16,54	48,73	32,19	194,6
24 Dordogne	-97 343 858	-242	-18,80	13,75	40,29	26,54	193,0
04 Alpes de Haute Provence	-88 980 989	-614	-32,71	12,00	38,14	26,14	217,8
93 Seine Saint Denis	-73 254 713	-53	-2,64	7,19	26,90	19,71	274,1
47 Lot et Garonne	-69 025 958	-217	-18,00	11,38	36,50	25,12	220,7
21 Côte d'Or	-65 230 618	-125	-9,02	9,67	30,83	21,16	218,8
73 Savoie	-63 813 951	-166	-8,63	6,35	26,84	20,49	322,7
59 Nord	-62 360 172	-24	-2,07	7,31	33,90	26,59	363,7
37 Indre et Loire	-55 868 876	-98	-8,27	7,62	29,62	22,00	288,7
66 Pyrénées Orientales	-50 378 478	-126	-7,58	9,24	29,58	20,34	220,1
41 Loir et Cher	-32 656 305	-100	-7,69	9,95	35,78	25,83	259,6
27 Eure	-31 355 695	-56	-4,11	12,21	39,46	27,25	223,2
13 Bouches du Rhône	-29 293 086	-16	-1,21	6,04	26,47	20,43	338,2
46 Lot	-20 636 747	-123	-9,06	11,85	34,34	22,49	189,8
2B Haute Corse	-20 504 789	-141	-18,55	7,54	20,82	13,28	176,1
28 Eure et Loir	-19 260 519	-46	-3,06	12,14	38,96	26,82	220,9
86 Vienne	-19 002 363	-46	-4,64	6,25	27,92	21,67	346,7
48 Lozère	-18 567 212	-238	-23,34	9,85	30,45	20,60	209,1
87 Haute Vienne	-18 250 685	-50	-3,96	7,87	28,19	20,32	258,2
32 Gers	-13 369 998	-74	-5,96	16,10	44,97	28,87	179,3
81 Tarn	-12 118 304	-34	-2,27	13,73	39,60	25,87	188,4
79 Deux Sèvres	-11 397 162	-32	-3,02	8,06	31,73	23,67	293,7
2A Corse du Sud	-8 814 824	-72	-6,80	6,32	18,68	12,36	195,6
71 Saône et Loire	-5 100 160	-9	-0,69	9,05	31,80	22,75	251,4
16 Charente	-3 679 069	-10	-0,69	11,79	38,45	26,66	226,1
19 Corrèze	-1 802 274	-7	-0,45	10,73	35,29	24,56	228,9
23 Creuse	4 400 966	34	3,60	8,26	26,28	18,02	218,2
15 Cantal	5 901 263	37	2,62	12,93	37,56	24,63	190,5
36 Indre	16 004 444	67	5,11	10,20	33,19	22,99	225,4
55 Meuse	20 258 430	101	7,79	14,79	37,25	22,46	151,9
18 Cher	21 559 679	66	5,09	7,89	28,84	20,95	265,5
43 Haute Loire	26 277 157	120	9,43	8,86	28,07	19,21	216,8
22 Côte d'Armor	27 846 864	49	4,12	9,79	32,18	22,39	228,7
52 Haute Marne	29 197 572	143	10,58	13,74	38,36	24,62	179,2
76 Seine Maritime	29 806 475	24	1,20	13,16	41,87	28,71	218,2
38 Isère	30 218 515	27	1,35	9,92	36,08	26,16	263,7
89 Yonne	31 037 373	90	6,64	10,62	30,98	20,36	191,7
09 Ariège	31 901 557	223	12,12	10,73	31,61	20,88	194,6

## ANNEXE 2-1-2

12	Aveyron	36 582 324	132	8,45	9,89	31,07	21,18	214,2
10	Aube	44 993 428	149	9,26	11,92	34,82	22,90	192,1
82	Tarn et Garonne	45 382 516	213	10,89	16,08	42,31	26,23	163,1
60	Oise	48 769 982	62	3,63	12,86	39,57	26,71	207,7
39	Jura	49 953 161	191	11,87	13,22	33,70	20,48	154,9
70	Haute Saône	51 065 575	214	15,69	14,70	32,41	17,71	120,5
53	Mayenne	55 160 694	187	14,17	10,64	36,05	25,41	238,8
61	Orne	55 548 060	184	11,06	19,53	44,40	24,87	127,3
42	Loire	56 830 847	76	5,18	8,22	29,06	20,84	253,5
65	Hautes Pyrénées	57 962 097	250	13,18	12,61	32,33	19,72	156,4
971	Guadeloupe	64 422 918	151	10,61	19,03	42,19	23,16	121,7
973	Guyane	69 052 451	438	25,43	25,98	51,80	25,82	99,4
74	Haute Savoie	70 303 603	108	7,84	4,56	19,22	14,66	321,5
44	Loire Atlantique	70 697 052	61	4,67	5,64	26,76	21,12	374,5
58	Nièvre	74 750 241	320	18,63	12,15	32,64	20,49	168,6
35	Ille et Vilaine	79 599 711	89	7,93	6,27	26,28	20,01	319,1
90	Territoire de Belfort	80 505 594	567	34,23	7,80	24,30	16,50	211,5
08	Ardennes	81 195 999	271	17,21	11,14	33,47	22,33	200,4
84	Vaucluse	84 410 858	165	9,85	7,85	29,75	21,90	279,0
80	Somme	86 855 965	152	9,88	12,65	38,71	26,06	206,0
64	Pyrénées Atlantiques	91 771 549	148	10,88	7,02	22,69	15,67	223,2
91	Essonne	100 836 238	88	4,69	7,67	24,79	17,12	223,2
02	Aisne	109 578 984	198	13,75	11,82	34,12	22,30	188,7
72	Sarthe	111 185 089	204	14,78	10,13	32,23	22,10	218,2
63	Puy de Dôme	115 682 422	186	11,71	10,02	29,12	19,10	190,6
03	Allier	119 045 389	333	21,07	8,45	28,29	19,84	234,8
40	Landes	125 206 269	367	25,37	7,62	24,08	16,46	216,0
30	Gard	125 855 108	197	10,13	13,18	37,75	24,57	186,4
07	Ardèche	128 990 279	438	28,13	9,29	25,39	16,10	173,3
01	Ain	148 450 469	280	21,68	5,38	20,09	14,71	273,4
85	Vendée	148 500 361	265	20,94	7,21	24,27	17,06	236,6
25	Doubs	154 580 154	300	18,20	8,74	28,47	19,73	225,7
54	Meurthe et Moselle	160 141 244	219	15,39	7,55	25,39	17,84	236,3
26	Drôme	170 021 465	377	20,37	9,08	27,32	18,24	200,9
62	Pas de Calais	174 229 374	119	9,63	8,44	33,61	25,17	298,2
31	Haute Garonne	183 350 260	172	8,71	10,76	33,94	23,18	215,4
50	Manche	187 525 119	376	20,93	10,66	36,31	25,65	240,6
88	Vosges	196 545 606	497	31,44	10,77	29,26	18,49	171,7
67	Bas Rhin	254 010 618	244	18,34	5,43	21,03	15,60	287,3
68	Haut Rhin	314 974 047	437	30,06	5,59	20,45	14,86	265,8
57	Moselle	315 467 732	301	24,57	6,17	20,86	14,69	238,1
92	Hauts de Seine	1 178 323 366	817	28,74	4,78	15,68	10,90	228,0
<b>France entière</b>		<b>-1 359 102 072</b>	<b>-22</b>	<b>-1,53</b>	<b>7,37</b>	<b>26,68</b>	<b>19,31</b>	<b>262,0</b>

## Résultats pour les départements

Triés par perte par habitant en francs croissante

département	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	taux de FB initial	nouveau taux de FB	différence en points entre le nouveau taux de FB et le taux initial	variation en % entre le nouveau taux de FB et le taux initial
75 Paris	-2 168 134 450	-1 009	-389,57	0,00	7,97	7,97	
05 Hautes Alpes	-102 426 660	-809	-53,24	10,92	36,24	25,32	231,9
04 Alpes de Haute Provence	-88 980 989	-614	-32,71	12,00	38,14	26,14	217,8
83 Var	-513 608 615	-557	-44,47	5,92	25,74	19,82	334,8
45 Loiret	-299 857 671	-471	-38,47	7,51	34,96	27,45	365,5
51 Marne	-268 130 465	-460	-48,69	6,00	31,28	25,28	421,3
974 Réunion	-306 456 010	-429	-93,70	5,91	32,63	26,72	452,1
17 Charente Maritime	-248 124 994	-428	-35,90	10,48	36,16	25,68	245,0
972 Martinique	-157 716 895	-411	-48,63	11,55	39,44	27,89	241,5
14 Calvados	-212 190 778	-320	-23,88	11,59	39,12	27,53	237,5
11 Aude	-101 416 959	-317	-18,90	16,54	48,73	32,19	194,6
33 Gironde	-374 116 777	-284	-19,87	7,59	33,16	25,57	336,9
49 Maine et Loire	-214 934 395	-284	-27,01	9,35	36,07	26,72	285,8
34 Hérault	-241 129 952	-265	-14,46	11,47	37,82	26,35	229,7
24 Dordogne	-97 343 858	-242	-18,80	13,75	40,29	26,54	193,0
48 Lozère	-18 567 212	-238	-23,34	9,85	30,45	20,60	209,1
77 Seine et Marne	-283 221 098	-233	-16,12	9,26	32,24	22,98	248,2
47 Lot et Garonne	-69 025 958	-217	-18,00	11,38	36,50	25,12	220,7
69 Rhone	-289 767 122	-180	-14,06	4,51	23,03	18,52	410,6
56 Morbihan	-119 594 696	-178	-14,36	9,64	32,68	23,04	239,0
73 Savoie	-63 813 951	-166	-8,63	6,35	26,84	20,49	322,7
95 Val d'Oise	-175 338 678	-157	-10,69	6,65	26,30	19,65	295,5
2B Haute Corse	-20 504 789	-141	-18,55	7,54	20,82	13,28	176,1
06 Alpes Maritimes	-142 210 385	-139	-6,99	7,55	24,71	17,16	227,3
66 Pyrénées Orientales	-50 378 478	-126	-7,58	9,24	29,58	20,34	220,1
21 Côte d'Or	-65 230 618	-125	-9,02	9,67	30,83	21,16	218,8
46 Lot	-20 636 747	-123	-9,06	11,85	34,34	22,49	189,8
29 Finistère	-106 879 887	-121	-10,91	7,25	27,86	20,61	284,3
78 Yvelines	-156 253 327	-114	-8,25	4,55	18,94	14,39	316,3
94 Val de Marne	-136 768 449	-111	-5,82	7,30	25,12	17,82	244,1
41 Loir et Cher	-32 656 305	-100	-7,69	9,95	35,78	25,83	259,6
37 Indre et Loire	-55 868 876	-98	-8,27	7,62	29,62	22,00	288,7
32 Gers	-13 369 998	-74	-5,96	16,10	44,97	28,87	179,3
2A Corse du Sud	-8 814 824	-72	-6,80	6,32	18,68	12,36	195,6
27 Eure	-31 355 695	-56	-4,11	12,21	39,46	27,25	223,2
93 Seine Saint Denis	-73 254 713	-53	-2,64	7,19	26,90	19,71	274,1
87 Haute Vienne	-18 250 685	-50	-3,96	7,87	28,19	20,32	258,2
28 Eure et Loir	-19 260 519	-46	-3,06	12,14	38,96	26,82	220,9
86 Vienne	-19 002 363	-46	-4,64	6,25	27,92	21,67	346,7
81 Tarn	-12 118 304	-34	-2,27	13,73	39,60	25,87	188,4
79 Deux Sèvres	-11 397 162	-32	-3,02	8,06	31,73	23,67	293,7
59 Nord	-62 360 172	-24	-2,07	7,31	33,90	26,59	363,7
13 Bouches du Rhône	-29 293 086	-16	-1,21	6,04	26,47	20,43	338,2
16 Charente	-3 679 069	-10	-0,69	11,79	38,45	26,66	226,1
71 Saône et Loire	-5 100 160	-9	-0,69	9,05	31,80	22,75	251,4
19 Corrèze	-1 802 274	-7	-0,45	10,73	35,29	24,56	228,9
76 Seine Maritime	29 806 475	24	1,20	13,16	41,87	28,71	218,2
38 Isère	30 218 515	27	1,35	9,92	36,08	26,16	263,7
23 Creuse	4 400 966	34	3,60	8,26	26,28	18,02	218,2
15 Cantal	5 901 263	37	2,62	12,93	37,56	24,63	190,5
22 Côte d'Armor	27 846 864	49	4,12	9,79	32,18	22,39	228,7
44 Loire Atlantique	70 697 052	61	4,67	5,64	26,76	21,12	374,5
60 Oise	48 769 982	62	3,63	12,86	39,57	26,71	207,7
18 Cher	21 559 679	66	5,09	7,89	28,84	20,95	265,5
36 Indre	16 004 444	67	5,11	10,20	33,19	22,99	225,4
42 Loire	56 830 847	76	5,18	8,22	29,06	20,84	253,5
91 Essonne	100 836 238	88	4,69	7,67	24,79	17,12	223,2
35 Ille et Vilaine	79 599 711	89	7,93	6,27	26,28	20,01	319,1

## ANNEXE 2-1-2

89	Yonne	31 037 373	90	6,64	10,62	30,98	20,36	191,7
55	Meuse	20 258 430	101	7,79	14,79	37,25	22,46	151,9
74	Haute Savoie	70 303 603	108	7,84	4,56	19,22	14,66	321,5
62	Pas de Calais	174 229 374	119	9,63	8,44	33,61	25,17	298,2
43	Haute Loire	26 277 157	120	9,43	8,86	28,07	19,21	216,8
12	Aveyron	36 582 324	132	8,45	9,89	31,07	21,18	214,2
52	Haute Marne	29 197 572	143	10,58	13,74	38,36	24,62	179,2
64	Pyrénées Atlantiques	91 771 549	148	10,88	7,02	22,69	15,67	223,2
10	Aube	44 993 428	149	9,26	11,92	34,82	22,90	192,1
971	Guadeloupe	64 422 918	151	10,61	19,03	42,19	23,16	121,7
80	Somme	86 855 965	152	9,88	12,65	38,71	26,06	206,0
84	Vaucluse	84 410 858	165	9,85	7,85	29,75	21,90	279,0
31	Haute Garonne	183 350 260	172	8,71	10,76	33,94	23,18	215,4
61	Orne	55 548 060	184	11,06	19,53	44,40	24,87	127,3
63	Puy de Dôme	115 682 422	186	11,71	10,02	29,12	19,10	190,6
53	Mayenne	55 160 694	187	14,17	10,64	36,05	25,41	238,8
39	Jura	49 953 161	191	11,87	13,22	33,70	20,48	154,9
30	Gard	125 855 108	197	10,13	13,18	37,75	24,57	186,4
02	Aisne	109 578 984	198	13,75	11,82	34,12	22,30	188,7
72	Sarthe	111 185 089	204	14,78	10,13	32,23	22,10	218,2
82	Tarn et Garonne	45 382 516	213	10,89	16,08	42,31	26,23	163,1
70	Haute Saône	51 065 575	214	15,69	14,70	32,41	17,71	120,5
54	Meurthe et Moselle	160 141 244	219	15,39	7,55	25,39	17,84	236,3
09	Ariège	31 901 557	223	12,12	10,73	31,61	20,88	194,6
67	Bas Rhin	254 010 618	244	18,34	5,43	21,03	15,60	287,3
65	Hautes Pyrénées	57 962 097	250	13,18	12,61	32,33	19,72	156,4
85	Vendée	148 500 361	265	20,94	7,21	24,27	17,06	236,6
08	Ardennes	81 195 999	271	17,21	11,14	33,47	22,33	200,4
01	Ain	148 450 469	280	21,68	5,38	20,09	14,71	273,4
25	Doubs	154 580 154	300	18,20	8,74	28,47	19,73	225,7
57	Moselle	315 467 732	301	24,57	6,17	20,86	14,69	238,1
58	Nièvre	74 750 241	320	18,63	12,15	32,64	20,49	168,6
03	Allier	119 045 389	333	21,07	8,45	28,29	19,84	234,8
40	Landes	125 206 269	367	25,37	7,62	24,08	16,46	216,0
50	Manche	187 525 119	376	20,93	10,66	36,31	25,65	240,6
26	Drôme	170 021 465	377	20,37	9,08	27,32	18,24	200,9
68	Haut Rhin	314 974 047	437	30,06	5,59	20,45	14,86	265,8
973	Guyane	69 052 451	438	25,43	25,98	51,80	25,82	99,4
07	Ardèche	128 990 279	438	28,13	9,29	25,39	16,10	173,3
88	Vosges	196 545 606	497	31,44	10,77	29,26	18,49	171,7
90	Territoire de Belfort	80 505 594	567	34,23	7,80	24,30	16,50	211,5
92	Hauts de Seine	1 178 323 366	817	28,74	4,78	15,68	10,90	228,0
<b>France entière</b>		<b>-1 359 102 072</b>	<b>-22</b>	<b>-1,53</b>	<b>7,37</b>	<b>26,68</b>	<b>19,31</b>	<b>262,0</b>

## Résultats pour les départements

Triés par perte d'autonomie la croissante

département	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	taux de FB initial	nouveau taux de FB	différence en points entre le nouveau taux de FB et le taux initial	variation en % entre le nouveau taux de FB et le taux initial
75 Paris	-2 168 134 450	-1 009	-389,57	0,00	7,97	7,97	
974 Réunion	-306 456 010	-429	-93,70	5,91	32,63	26,72	452,1
05 Hautes Alpes	-102 426 660	-809	-53,24	10,92	36,24	25,32	231,9
51 Marne	-268 130 465	-460	-48,69	6,00	31,28	25,28	421,3
972 Martinique	-157 716 895	-411	-48,63	11,55	39,44	27,89	241,5
83 Var	-513 608 615	-557	-44,47	5,92	25,74	19,82	334,8
45 Loiret	-299 857 671	-471	-38,47	7,51	34,96	27,45	365,5
17 Charente Maritime	-248 124 994	-428	-35,90	10,48	36,16	25,68	245,0
04 Alpes de Haute Provence	-88 980 989	-614	-32,71	12,00	38,14	26,14	217,8
49 Maine et Loire	-214 934 395	-284	-27,01	9,35	36,07	26,72	285,8
14 Calvados	-212 190 778	-320	-23,88	11,59	39,12	27,53	237,5
48 Lozère	-18 567 212	-238	-23,34	9,85	30,45	20,60	209,1
33 Gironde	-374 116 777	-284	-19,87	7,59	33,16	25,57	336,9
11 Aude	-101 416 959	-317	-18,90	16,54	48,73	32,19	194,6
24 Dordogne	-97 343 858	-242	-18,80	13,75	40,29	26,54	193,0
2B Haute Corse	-20 504 789	-141	-18,55	7,54	20,82	13,28	176,1
47 Lot et Garonne	-69 025 958	-217	-18,00	11,38	36,50	25,12	220,7
77 Seine et Marne	-283 221 098	-233	-16,12	9,26	32,24	22,98	248,2
34 Hérault	-241 129 952	-265	-14,46	11,47	37,82	26,35	229,7
56 Morbihan	-119 594 696	-178	-14,36	9,64	32,68	23,04	239,0
69 Rhone	-289 767 122	-180	-14,06	4,51	23,03	18,52	410,6
29 Finistère	-106 879 887	-121	-10,91	7,25	27,86	20,61	284,3
95 Val d'Oise	-175 338 678	-157	-10,69	6,65	26,30	19,65	295,5
46 Lot	-20 636 747	-123	-9,06	11,85	34,34	22,49	189,8
21 Côte d'Or	-65 230 618	-125	-9,02	9,67	30,83	21,16	218,8
73 Savoie	-63 813 951	-166	-8,63	6,35	26,84	20,49	322,7
37 Indre et Loire	-55 868 876	-98	-8,27	7,62	29,62	22,00	288,7
78 Yvelines	-156 253 327	-114	-8,25	4,55	18,94	14,39	316,3
41 Loir et Cher	-32 656 305	-100	-7,69	9,95	35,78	25,83	259,6
66 Pyrénées Orientales	-50 378 478	-126	-7,58	9,24	29,58	20,34	220,1
06 Alpes Maritimes	-142 210 385	-139	-6,99	7,55	24,71	17,16	227,3
2A Corse du Sud	-8 814 824	-72	-6,80	6,32	18,68	12,36	195,6
32 Gers	-13 369 998	-74	-5,96	16,10	44,97	28,87	179,3
94 Val de Marne	-136 768 449	-111	-5,82	7,30	25,12	17,82	244,1
86 Vienne	-19 002 363	-46	-4,64	6,25	27,92	21,67	346,7
27 Eure	-31 355 695	-56	-4,11	12,21	39,46	27,25	223,2
87 Haute Vienne	-18 250 685	-50	-3,96	7,87	28,19	20,32	258,2
28 Eure et Loir	-19 260 519	-46	-3,06	12,14	38,96	26,82	220,9
79 Deux Sèvres	-11 397 162	-32	-3,02	8,06	31,73	23,67	293,7
93 Seine Saint Denis	-73 254 713	-53	-2,64	7,19	26,90	19,71	274,1
81 Tarn	-12 118 304	-34	-2,27	13,73	39,60	25,87	188,4
59 Nord	-62 360 172	-24	-2,07	7,31	33,90	26,59	363,7
13 Bouches du Rhône	-29 293 086	-16	-1,21	6,04	26,47	20,43	338,2
16 Charente	-3 679 069	-10	-0,69	11,79	38,45	26,66	226,1
71 Saône et Loire	-5 100 160	-9	-0,69	9,05	31,80	22,75	251,4
19 Corrèze	-1 802 274	-7	-0,45	10,73	35,29	24,56	228,9
76 Seine Maritime	29 806 475	24	1,20	13,16	41,87	28,71	218,2
38 Isère	30 218 515	27	1,35	9,92	36,08	26,16	263,7
15 Cantal	5 901 263	37	2,62	12,93	37,56	24,63	190,5
23 Creuse	4 400 966	34	3,60	8,26	26,28	18,02	218,2
60 Oise	48 769 982	62	3,63	12,86	39,57	26,71	207,7
22 Côte d'Armor	27 846 864	49	4,12	9,79	32,18	22,39	228,7
44 Loire Atlantique	70 697 052	61	4,67	5,64	26,76	21,12	374,5
91 Essonne	100 836 238	88	4,69	7,67	24,79	17,12	223,2
18 Cher	21 559 679	66	5,09	7,89	28,84	20,95	265,5
36 Indre	16 004 444	67	5,11	10,20	33,19	22,99	225,4
42 Loire	56 830 847	76	5,18	8,22	29,06	20,84	253,5
89 Yonne	31 037 373	90	6,64	10,62	30,98	20,36	191,7

55	Meuse	20 258 430	101	7,79	14,79	37,25	22,46	151,9
74	Haute Savoie	70 303 603	108	7,84	4,56	19,22	14,66	321,5
35	Ille et Vilaine	79 599 711	89	7,93	6,27	26,28	20,01	319,1
12	Aveyron	36 582 324	132	8,45	9,89	31,07	21,18	214,2
31	Haute Garonne	183 350 260	172	8,71	10,76	33,94	23,18	215,4
10	Aube	44 993 428	149	9,26	11,92	34,82	22,90	192,1
43	Haute Loire	26 277 157	120	9,43	8,86	28,07	19,21	216,8
62	Pas de Calais	174 229 374	119	9,63	8,44	33,61	25,17	298,2
84	Vaucluse	84 410 858	165	9,85	7,85	29,75	21,90	279,0
80	Somme	86 855 965	152	9,88	12,65	38,71	26,06	206,0
30	Gard	125 855 108	197	10,13	13,18	37,75	24,57	186,4
52	Haute Marne	29 197 572	143	10,58	13,74	38,36	24,62	179,2
971	Guadeloupe	64 422 918	151	10,61	19,03	42,19	23,16	121,7
64	Pyrénées Atlantiques	91 771 549	148	10,88	7,02	22,69	15,67	223,2
82	Tarn et Garonne	45 382 516	213	10,89	16,08	42,31	26,23	163,1
61	Orne	55 548 060	184	11,06	19,53	44,40	24,87	127,3
63	Puy de Dôme	115 682 422	186	11,71	10,02	29,12	19,10	190,6
39	Jura	49 953 161	191	11,87	13,22	33,70	20,48	154,9
09	Ariège	31 901 557	223	12,12	10,73	31,61	20,88	194,6
65	Hautes Pyrénées	57 962 097	250	13,18	12,61	32,33	19,72	156,4
02	Aisne	109 578 984	198	13,75	11,82	34,12	22,30	188,7
53	Mayenne	55 160 694	187	14,17	10,64	36,05	25,41	238,8
72	Sarthe	111 185 089	204	14,78	10,13	32,23	22,10	218,2
54	Meurthe et Moselle	160 141 244	219	15,39	7,55	25,39	17,84	236,3
70	Haute Saône	51 065 575	214	15,69	14,70	32,41	17,71	120,5
08	Ardennes	81 195 999	271	17,21	11,14	33,47	22,33	200,4
25	Doubs	154 580 154	300	18,20	8,74	28,47	19,73	225,7
67	Bas Rhin	254 010 618	244	18,34	5,43	21,03	15,60	287,3
58	Nièvre	74 750 241	320	18,63	12,15	32,64	20,49	168,6
26	Drôme	170 021 465	377	20,37	9,08	27,32	18,24	200,9
50	Manche	187 525 119	376	20,93	10,66	36,31	25,65	240,6
85	Vendée	148 500 361	265	20,94	7,21	24,27	17,06	236,6
03	Allier	119 045 389	333	21,07	8,45	28,29	19,84	234,8
01	Ain	148 450 469	280	21,68	5,38	20,09	14,71	273,4
57	Moselle	315 467 732	301	24,57	6,17	20,86	14,69	238,1
40	Landes	125 206 269	367	25,37	7,62	24,08	16,46	216,0
973	Guyane	69 052 451	438	25,43	25,98	51,80	25,82	99,4
07	Ardèche	128 990 279	438	28,13	9,29	25,39	16,10	173,3
92	Hauts de Seine	1 178 323 366	817	28,74	4,78	15,68	10,90	228,0
68	Haut Rhin	314 974 047	437	30,06	5,59	20,45	14,86	265,8
88	Vosges	196 545 606	497	31,44	10,77	29,26	18,49	171,7
90	Territoire de Belfort	80 505 594	567	34,23	7,80	24,30	16,50	211,5
<b>France entière</b>		<b>-1 359 102 072</b>	<b>-22</b>	<b>-1,53</b>	<b>7,37</b>	<b>26,68</b>	<b>19,31</b>	<b>262,0</b>

## C/ Résultats pour les communes et leur groupements

par département et région

		Perte totale en francs					
région	département	Commune isolée	Commune membre d'un groupement à 4 taxes	Commune membre d'un groupement à TPU	Groupement à 4 taxes	Groupement à TPU	Ensemble
<b>Alsace</b>		-122 839 461	-327 098 640	22 325 297	45 887 140	-63 220 718	-444 946 382
	67 Bas Rhin	-51 523 402	-221 381 306	7 187 726	52 291 720	-16 884 368	-230 309 630
	68 Haut Rhin	-71 316 059	-105 717 334	15 137 571	-6 404 580	-46 336 350	-214 636 752
<b>Aquitaine</b>		-43 138 846	-41 537 356	399 458 663	269 753 309	-279 461 397	305 074 373
	24 Dordogne	41 146 485	-908 233	106 569 324	6 085 845	-37 203 047	115 690 374
	33 Gironde	-9 642 836	88 889 887	26 034 582	269 230 269	-33 403 676	341 108 226
	40 Landes	-48 610 023	-58 333 658	16 209 756	-309 922	-27 678 944	-118 722 791
	47 Lot et Garonne	2 044 177	17 610 132	103 084 984	10 328 929	-59 446 222	73 622 000
	64 Pyrénées Atlantiques	-28 076 649	-88 795 484	147 560 017	-15 581 812	-121 729 508	-106 623 436
<b>Auvergne</b>		-169 601 117	-33 680 779	298 344 744	9 620 204	-351 727 079	-247 044 027
	03 Allier	-102 710 832	-9 149 175	0	6 102 251	0	-105 757 756
	15 Cantal	-6 445 624	-11 558 781	49 770 165	595 991	-45 662 778	-13 301 027
	43 Haute Loire	-27 219 878	-5 891 897	35 243 582	1 653 980	-33 101 457	-29 315 670
	63 Puy de Dôme	-33 224 783	-7 080 926	213 330 997	1 267 982	-272 962 844	-98 669 574
<b>Bourgogne</b>		-83 427 629	-49 902 999	243 551 146	42 560 573	-149 681 317	3 099 774
	21 Côte d'Or	-27 798 371	-1 549 713	241 346 459	484 737	-147 672 041	64 811 071
	58 Nièvre	-35 411 127	-38 451 951	0	1 181 378	0	-72 681 700
	71 Saône et Loire	2 453 590	4 555 843	2 204 687	34 210 610	-2 009 276	41 415 454
	89 Yonne	-22 671 721	-14 457 178	0	6 683 848	0	-30 445 051
<b>Bretagne</b>		14 979 183	-32 570 513	653 318 252	104 352 932	-602 307 302	137 772 552
	22 Côte d'Armor	-3 426 830	-27 213 174	92 705 046	14 144 743	-97 649 426	-21 439 641
	29 Finistère	-11 897 700	24 211 981	111 161 886	76 457 496	-107 601 486	92 332 177
	35 Ille et Vilaine	28 128 228	-31 390 573	253 618 813	947 371	-314 294 080	-62 990 241
	56 Morbihan	2 175 485	1 821 253	195 832 507	12 803 322	-82 762 310	129 870 257
<b>Centre</b>		25 001 627	194 600 130	445 064 190	91 375 200	-291 792 998	464 248 149
	18 Cher	14 290 818	4 874 630	990 338	2 248 122	-283 535	22 120 373
	28 Eure et Loir	-19 563 533	-2 878 366	118 138 023	398 615	-53 646 749	42 447 990
	36 Indre	-11 703 538	-1 936 261	71 310 349	6 204 613	-72 247 739	-8 372 576
	37 Indre et Loire	15 390 328	-57 535 375	208 847 802	-4 090 353	-137 271 048	25 341 354
	41 Loir et Cher	9 918 159	23 693 277	45 777 678	2 651 080	-28 343 927	53 696 267
	45 Loiret	16 669 393	228 382 225	0	83 963 123	0	329 014 741
<b>Champagne Ardennes</b>		-22 250 781	42 908 622	142 501 145	57 951 295	-98 742 662	122 367 619
	08 Ardennes	9 434 712	-78 704 255	549 241	-22 516 370	-2 285 810	-93 522 482
	10 Aube	-21 331 077	-1 317 850	84 266 136	284 678	-79 483 194	-17 581 307
	51 Marne	11 007 718	127 738 647	57 685 768	78 738 341	-16 973 658	258 196 816
	52 Haute Marne	-21 362 134	-4 807 920	0	1 444 646	0	-24 725 408
<b>Corse</b>		18 739 179	-40 531	-690 984	13 617 292	51 422	31 676 378
	2A Corse du Sud	10 093 472	-4 616 124	-690 984	437 976	51 422	5 275 762
	2B Haute Corse	8 645 707	4 575 593	0	13 179 316	0	26 400 616
<b>Franche Comté</b>		-100 687 447	-63 495 267	149 074 315	14 421 434	-324 802 037	-325 489 002
	25 Doubs	-36 128 922	-15 124 285	89 189 505	10 881 970	-202 006 168	-153 187 900
	39 Jura	-23 713 290	-13 370 401	21 582 022	3 651 886	-17 181 440	-29 031 223
	70 Haute Saône	-34 415 064	-25 675 209	391 742	438 079	-1 744 710	-61 005 162
	90 Territoire de Belfort	-6 430 171	-9 325 372	37 911 046	-550 501	-103 869 719	-82 264 717
<b>Ile de France</b>		1 727 884 676	142 373 227	1 474 199 615	26 001 222	-1 112 087 260	2 258 371 480
	75 Paris	2 124 100 795	0	0	0	0	2 124 100 795
	77 Seine et Marne	182 469 708	103 501 177	271 053 410	19 638 965	-172 915 098	403 748 162
	78 Yvelines	179 189 592	-17 009 882	248 755 117	240 373	-195 903 155	215 272 045
	91 Essonne	17 531 384	-2 404 933	122 533 647	3 598 149	-122 043 293	19 214 954
	92 Hauts de Seine	-1 122 450 092	0	0	0	0	-1 122 450 092
	93 Seine Saint Denis	92 731 820	0	302 185 542	0	-309 185 953	85 731 409
	94 Val de Marne	29 648 430	0	230 908 014	0	-131 851 256	128 705 188
	95 Val d'Oise	224 663 039	58 286 865	298 763 885	2 523 735	-180 188 505	404 049 019
<b>Languedoc Roussillon</b>		146 516 580	94 539 134	270 520 287	90 039 163	-228 162 791	373 452 373
	11 Aude	96 093 412	15 933 860	0	3 027 120	0	115 054 392
	30 Gard	-11 623 234	-11 788 467	55 344 222	2 460 379	-43 102 898	-8 709 998
	34 Hérault	45 534 505	93 813 675	64 644 779	81 082 296	-69 657 356	215 417 899
	48 Lozère	20 455 331	304 464	0	816 151	0	21 575 946
	66 Pyrénées Orientales	-3 943 434	-3 724 398	150 531 286	2 653 217	-115 402 537	30 114 134

<b>Limousin</b>	<b>20 171 550</b>	<b>2 051 902</b>	<b>16 840 414</b>	<b>3 675 780</b>	<b>-14 743 397</b>	<b>27 996 249</b>
19 Corrèze	-1 580 199	2 610 330	425 872	551 787	0	2 007 790
23 Creuse	-6 621 010	-6 313 689	12 203 176	363 359	-11 940 009	-12 308 173
87 Haute Vienne	28 372 759	5 755 261	4 211 366	2 760 634	-2 803 388	38 296 632
<b>Lorraine</b>	<b>-247 805 241</b>	<b>-432 427 994</b>	<b>27 365 954</b>	<b>28 186 398</b>	<b>-95 827 830</b>	<b>-720 508 713</b>
54 Meurthe et Moselle	-36 303 700	-168 971 778	0	47 503 897	0	-157 771 581
55 Meuse	-6 737 483	-7 201 645	0	7 746 620	0	-6 192 508
57 Moselle	-91 750 268	-232 565 915	27 365 954	-26 435 432	-95 827 830	-419 213 491
88 Vosges	-113 013 790	-23 688 656	0	-628 687	0	-137 331 133
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>-133 941 673</b>	<b>-230 691 915</b>	<b>461 686 533</b>	<b>6 909 451</b>	<b>-481 061 103</b>	<b>-377 098 707</b>
09 Ariège	-5 760 429	-30 423 013	5 574 689	4 389 287	-23 005 385	-49 224 851
12 Aveyron	-25 560 048	-16 098 208	92 292 078	24 317	-84 774 321	-34 116 182
31 Haute Garonne	-53 016 232	-106 508 385	55 656 371	13 975 022	-102 719 815	-192 613 039
32 Gers	5 653 132	127 247	27 485 406	1 047 124	-22 109 417	12 203 492
46 Lot	801 719	-2 035 711	37 267 071	9 890 631	-34 876 441	11 047 269
65 Hautes Pyrénées	-25 843 310	-19 961 167	55 381 588	842 597	-72 325 810	-61 906 102
81 Tarn	-26 242 502	-4 968 383	138 395 233	3 410 825	-109 862 670	732 503
82 Tarn et Garonne	-3 974 003	-50 824 295	49 634 097	-26 670 352	-31 387 244	-63 221 797
<b>Nord Pas de Calais</b>	<b>-112 087 819</b>	<b>3 296 490</b>	<b>597 523 870</b>	<b>126 932 722</b>	<b>-561 551 417</b>	<b>54 113 846</b>
59 Nord	-7 459 973	82 682 052	306 444 389	108 228 160	-349 816 760	140 077 868
62 Pas de Calais	-104 627 846	-79 385 562	291 079 481	18 704 562	-211 734 657	-85 964 022
<b>Basse Normandie</b>	<b>47 250 739</b>	<b>-297 470 869</b>	<b>21 607 779</b>	<b>49 027 305</b>	<b>-31 302 729</b>	<b>-210 887 775</b>
14 Calvados	55 222 010	70 410 735	0	36 017 896	0	161 650 641
50 Manche	-1 648 102	-292 987 448	1 229 976	-9 194 611	-1 334 848	-303 935 033
61 Orne	-6 323 169	-74 894 156	20 377 803	22 204 020	-29 967 881	-68 603 383
<b>Haute Normandie</b>	<b>127 156 845</b>	<b>-265 177 988</b>	<b>580 406 880</b>	<b>9 003 628</b>	<b>-482 866 889</b>	<b>-31 477 524</b>
27 Eure	16 413 367	-1 333 035	125 722 496	23 432 354	-87 184 213	77 050 969
76 Seine Maritime	110 743 478	-263 844 953	454 684 384	-14 428 726	-395 682 676	-108 528 493
<b>Pays de la Loire</b>	<b>-74 165 280</b>	<b>-150 022 324</b>	<b>516 764 476</b>	<b>109 013 854</b>	<b>-502 836 183</b>	<b>-101 245 457</b>
44 Loire Atlantique	-35 846 546	-26 869 274	439 581 607	2 007 291	-412 954 983	-34 081 905
49 Maine et Loire	4 288 241	126 961 336	23 665 858	56 020 990	-14 547 211	196 389 214
53 Mayenne	2 755 571	-17 883 889	53 008 489	7 650 576	-74 872 386	-29 341 639
72 Sarthe	-15 012 945	-100 108 642	508 522	31 464 446	-461 603	-83 610 222
85 Vendée	-30 349 601	-132 121 855	0	11 870 551	0	-150 600 905
<b>Picardie</b>	<b>-78 300 126</b>	<b>-184 471 894</b>	<b>275 038 946</b>	<b>50 533 890</b>	<b>-236 179 469</b>	<b>-173 378 653</b>
02 Aisne	-22 106 676	-85 554 204	93 944 053	4 805 384	-90 650 315	-99 561 758
60 Oise	-21 293 454	-47 366 984	27 104 482	42 543 869	-9 775 140	-8 787 227
80 Somme	-34 899 996	-51 550 706	153 990 411	3 184 637	-135 754 014	-65 029 668
<b>Poitou Charentes</b>	<b>8 870 370</b>	<b>60 200 397</b>	<b>584 598 148</b>	<b>55 722 275</b>	<b>-377 361 471</b>	<b>332 029 719</b>
16 Charente	-2 219 646	-9 339 344	175 150 584	7 342 955	-153 510 309	17 424 240
17 Charente Maritime	1 057 892	62 019 160	242 123 514	30 061 243	-106 090 980	229 170 829
79 Deux Sèvres	3 101 076	-1 987 866	79 575 361	11 546 308	-67 963 911	24 270 968
86 Vienne	6 931 048	9 508 447	87 748 689	6 771 769	-49 796 271	61 163 682
<b>Provence Alpes Cote d Azur</b>	<b>615 988 304</b>	<b>-29 801 875</b>	<b>1 030 140 306</b>	<b>19 579 739</b>	<b>-854 797 440</b>	<b>781 109 034</b>
04 Alpes de Haute Provence	81 761 985	4 148 878	6 905 753	-2 726 627	-2 492 015	87 597 974
05 Hautes Alpes	49 258 954	43 516 126	0	11 560 378	0	104 335 458
06 Alpes Maritimes	158 984 297	-36 311 566	11 637 421	798 434	-26 458 369	108 650 217
13 Bouches du Rhône	-36 049 327	-38 012 284	773 173 391	5 300 568	-622 350 048	82 062 300
83 Var	438 622 065	7 640 051	48 155 655	1 924 882	-30 249 382	466 093 271
84 Vaucluse	-76 589 670	-10 783 080	190 268 086	2 722 104	-173 247 626	-67 630 186
<b>Rhône Alpes</b>	<b>-160 169 914</b>	<b>-294 418 755</b>	<b>1 302 382 683</b>	<b>284 174 771</b>	<b>-1 090 948 197</b>	<b>41 020 588</b>
01 Ain	-51 804 464	-37 511 742	30 459 933	1 378 937	-64 661 675	-122 139 011
07 Ardèche	-57 385 765	-23 708 781	1 135 119	-1 757 514	0	-81 716 941
26 Drôme	-100 619 990	-24 134 345	17 978 791	7 718 688	-41 523 050	-140 579 906
38 Isère	2 727 647	-165 028 872	717 399 220	9 395 640	-528 510 758	35 982 877
42 Loire	-29 283 856	-89 240 304	358 297 072	-1 074 942	-308 577 743	-69 879 773
69 Rhone	1 933 244	93 484 734	66 377 610	262 654 628	-60 653 476	363 796 740
73 Savoie	66 339 451	-41 399 070	110 734 938	101 692	-87 021 495	48 755 516
74 Haute Savoie	7 923 819	-6 880 375	0	5 757 642	0	6 801 086
971 Guadeloupe	-59 592 291	-513 978	-2 406 700	1 136 805	-507 205	-61 883 369
972 Martinique	121 509 108	16 694 700	0	17 586 203	0	155 790 011
973 Guyane	-29 849 533	-27 465 532	3 864 187	-222 547	-2 254 078	-55 927 503
974 Réunion	0	181 369 762	125 001 929	30 002 184	-30 980 035	305 393 840
<b>France entière</b>	<b>1 436 211 003</b>	<b>-1 722 754 845</b>	<b>9 638 482 075</b>	<b>1 556 842 222</b>	<b>-8 265 151 582</b>	<b>2 643 628 873</b>

**Résultats pour les communes et leur groupements**  
 par département et région

		Perte par habitant en francs					
région	département	Commune isolée	Commune membre d'un groupement à 4 taxes	Commune membre d'un groupement à TPU	Groupement à 4 taxes	Groupement à TPU	Ensemble
<b>Alsace</b>		-350	-243	347	34	-984	-252
	67 Bas Rhin	-356	-257	189	61	-445	-221
	68 Haut Rhin	-345	-217	575	-13	-1 761	-298
<b>Aquitaine</b>		-41	-29	762	189	-533	102
	24 Dordogne	166	-11	1 455	75	-508	287
	33 Gironde	-21	107	686	325	-880	259
	40 Landes	-424	-343	287	-2	-490	-348
	47 Lot et Garonne	33	115	994	68	-573	232
	64 Pyrénées Atlantiques	-161	-458	583	-81	-481	-172
<b>Auvergne</b>		-323	-147	497	43	-586	-182
	03 Allier	-375	-110	0	76	0	-296
	15 Cantal	-185	-250	652	13	-598	-84
	43 Haute Loire	-299	-89	581	25	-545	-134
	63 Puy de Dôme	-264	-213	461	38	-589	-159
<b>Bourgogne</b>		-132	-65	932	55	-573	2
	21 Côte d'Or	-110	-98	955	31	-584	124
	58 Nièvre	-387	-271	0	8	0	-311
	71 Saône et Loire	16	11	261	85	-238	73
	89 Yonne	-170	-68	0	32	0	-88
<b>Bretagne</b>		44	-24	498	76	-457	46
	22 Côte d'Armor	-110	-80	482	42	-508	-38
	29 Finistère	-413	42	386	134	-374	104
	35 Ille et Vilaine	259	-148	443	4	-529	-70
	56 Morbihan	13	7	757	53	-339	194
<b>Centre</b>		21	267	726	126	-476	185
	18 Cher	55	79	196	37	-56	68
	28 Eure et Loir	-62	-159	1 345	25	-611	101
	36 Indre	-139	-49	613	153	-621	-35
	37 Indre et Loire	80	-1 019	655	-72	-429	45
	41 Loir et Cher	74	223	539	25	-337	165
	45 Loiret	88	512	0	188	0	517
<b>Champagne Ardennes</b>		-42	65	728	88	-505	88
	08 Ardennes	47	-817	153	-234	-637	-313
	10 Aube	-138	-61	674	13	-636	-58
	51 Marne	168	284	860	175	-253	443
	52 Haute Marne	-191	-52	0	16	0	-121
<b>Corse</b>		99	-1	-116	188	9	119
	2A Corse du Sud	95	-464	-116	44	9	43
	2B Haute Corse	104	73	0	211	0	182
<b>Franche Comté</b>		-275	-121	558	27	-1 217	-281
	25 Doubs	-279	-57	730	41	-1 654	-297
	39 Jura	-272	-91	769	25	-612	-111
	70 Haute Saône	-250	-273	52	5	-234	-255
	90 Territoire de Belfort	-508	-462	347	-27	-951	-579
<b>Ile de France</b>		190	214	1 116	39	-842	204
	75 Paris	989	0	0	0	0	989
	77 Seine et Marne	267	298	1 470	57	-938	333
	78 Yvelines	160	-500	1 104	12	-869	156
	91 Essonne	20	-13	1 397	18	-1 392	17
	92 Hauts de Seine	-778	0	0	0	0	-778
	93 Seine Saint Denis	84	0	1 053	0	-1 078	62
	94 Val de Marne	30	0	942	0	-538	104
	95 Val d'Oise	308	607	1 025	26	-618	361
<b>Languedoc Roussillon</b>		118	156	543	148	-458	159
	11 Aude	370	267	0	51	0	360
	30 Gard	-23	-199	727	40	-566	-14
	34 Hérault	148	212	401	184	-432	236
	48 Lozère	307	27	0	72	0	277
	66 Pyrénées Orientales	-37	-106	578	75	-443	75

<b>Limousin</b>	<b>39</b>	<b>12</b>	<b>311</b>	<b>22</b>	<b>-272</b>	<b>38</b>
19 Corrèze	-8	46	506	10	0	8
23 Creuse	-130	-140	351	8	-335	-94
87 Haute Vienne	101	89	228	43	-152	105
<b>Lozaine</b>	<b>-290</b>	<b>-308</b>	<b>241</b>	<b>20</b>	<b>-843</b>	<b>-304</b>
54 Meurthe et Moselle	-220	-299	0	84	0	-216
55 Meuse	-244	-42	0	46	0	-31
57 Moselle	-212	-463	241	-53	-843	-400
88 Vosges	-489	-144	0	-4	0	-347
<b>Midi Pyrénées</b>	<b>-193</b>	<b>-185</b>	<b>662</b>	<b>6</b>	<b>-689</b>	<b>-143</b>
09 Ariège	-261	-290	350	42	-1 442	-345
12 Aveyron	-252	-229	870	0	-799	-123
31 Haute Garonne	-225	-154	394	20	-726	-180
32 Gers	50	8	524	68	-421	68
46 Lot	30	-23	736	110	-688	66
65 Hautes Pyrénées	-318	-420	538	18	-702	-267
81 Tarn	-422	-39	826	28	-656	2
82 Tarn et Garonne	-79	-499	815	-261	-516	-297
<b>Nord Pas de Calais</b>	<b>-181</b>	<b>1</b>	<b>716</b>	<b>49</b>	<b>-673</b>	<b>13</b>
59 Nord	-17	46	854	60	-974	54
62 Pas de Calais	-542	-99	613	23	-446	-58
<b>Basse Normandie</b>	<b>120</b>	<b>-294</b>	<b>356</b>	<b>48</b>	<b>-516</b>	<b>-144</b>
14 Calvados	172	206	0	105	0	244
50 Manche	-30	-671	161	-21	-175	-609
61 Orne	-388	-321	384	94	-565	-227
<b>Haute Normandie</b>	<b>170</b>	<b>-568</b>	<b>962</b>	<b>19</b>	<b>-800</b>	<b>-17</b>
27 Eure	93	-5	944	95	-655	138
76 Seine Maritime	193	-1 203	967	-64	-841	-86
<b>Pays de la Loire</b>	<b>-166</b>	<b>-73</b>	<b>627</b>	<b>53</b>	<b>-615</b>	<b>-30</b>
44 Loire Atlantique	-136	-113	663	8	-630	-29
49 Maine et Loire	85	197	372	87	-229	259
53 Mayenne	157	-97	571	41	-807	-99
72 Sarthe	-557	-195	94	62	-85	-153
85 Vendée	-349	-279	0	25	0	-269
<b>Picardie</b>	<b>-309</b>	<b>-140</b>	<b>805</b>	<b>39</b>	<b>-692</b>	<b>-91</b>
02 Aisne	-505	-232	670	13	-647	-180
60 Oise	-303	-68	1 028	61	-371	-11
80 Somme	-250	-202	880	13	-776	-114
<b>Poitou Charentes</b>	<b>102</b>	<b>65</b>	<b>841</b>	<b>61</b>	<b>-543</b>	<b>195</b>
16 Charente	-134	-60	971	47	-851	49
17 Charente Maritime	74	216	871	105	-382	396
79 Deux Sèvres	68	-10	734	57	-627	68
86 Vienne	678	35	684	25	-388	148
<b>Provence Alpes Cote d'Azur</b>	<b>267</b>	<b>-53</b>	<b>599</b>	<b>35</b>	<b>-497</b>	<b>170</b>
04 Alpes de Haute Provence	764	133	1 068	-88	-386	605
05 Hautes Alpes	853	632	0	168	0	824
06 Alpes Maritimes	176	-352	756	8	-1 718	106
13 Bouches du Rhône	-140	-227	538	32	-428	44
83 Var	562	123	609	32	-382	506
84 Vaucluse	-375	-86	1 048	22	-1 060	-132
<b>Rhône Alpes</b>	<b>-110</b>	<b>-98</b>	<b>981</b>	<b>95</b>	<b>-821</b>	<b>7</b>
01 Ain	-413	-121	320	4	-680	-231
07 Ardèche	-254	-360	439	-27	0	-277
26 Drôme	-461	-133	356	42	-783	-312
38 Isère	13	-433	1 358	24	-1 000	32
42 Loire	-280	-445	816	-5	-702	-94
69 Rhone	97	63	705	177	-644	227
73 Savoie	331	-619	936	2	-736	126
74 Haute Savoie	22	-24	0	20	0	10
971 Guadeloupe	-148	-41	-226	90	-48	-145
972 Martinique	403	203	0	214	0	406
973 Guyane	-1 076	-298	102	-2	-60	-355
974 Réunion	0	338	704	56	-175	428
<b>France entière</b>	<b>58</b>	<b>-72</b>	<b>732</b>	<b>65</b>	<b>-628</b>	<b>43</b>

## Résultats pour les communes et leur groupements

par département et région

		Perte d'autonomie en %					
région	département	Commune	Commune	Commune	Groupement	Groupement	Ensemble
		isolée	membre d'un groupement à 4 taxes	membre d'un groupement à TPU	à 4 taxes	à TPU	
<b>A l sace</b>		-13,71	-10,70	32,52	3,89	-63,88	-8,39
	67 Bas Rhin	-16,41	-11,41	22,35	5,09	-52,18	-6,88
	68 Haut Rhin	-12,25	-9,45	41,48	-4,23	-69,57	-10,98
<b>A qu itaine</b>		-2,18	-1,22	35,78	13,33	-32,24	3,25
	24 Dordogne	9,05	-0,93	57,88	22,55	-40,67	13,53
	33 Gironde	-1,19	3,68	46,83	14,92	-52,86	6,63
	40 Landes	-19,01	-15,81	20,63	-0,69	-32,23	-14,23
	47 Lot et Garonne	2,24	7,44	52,87	21,44	-37,99	10,12
	64 Pyrénées Atlantiques	-7,63	-31,57	24,47	-15,89	-25,91	-5,86
<b>A uvergne</b>		-13,95	-7,12	32,40	13,95	-46,79	-7,20
	03 Allier	-14,69	-4,42	0,00	14,81	0,00	-11,17
	15 Cantal	-10,01	-16,21	37,09	6,18	-58,57	-3,72
	43 Haute Loire	-15,46	-5,39	37,10	12,35	-44,74	-6,27
	63 Puy de Dôme	-12,04	-8,31	30,84	26,80	-45,51	-5,95
<b>B ourgogne</b>		-6,75	-2,87	44,59	12,62	-34,37	0,07
	21 Côte d'Or	-6,24	-9,46	44,72	16,65	-34,71	4,53
	58 Nièvre	-23,53	-10,35	0,00	3,29	0,00	-13,03
	71 Saône et Loire	0,58	0,53	33,80	14,36	-19,94	2,69
	89 Yonne	-10,41	-2,96	0,00	11,07	0,00	-3,98
<b>B retagne</b>		1,90	-1,27	31,05	16,15	-36,03	1,77
	22 Côte d'Armor	-7,15	-4,60	27,92	13,63	-43,50	-1,65
	29 Finistère	-16,49	2,13	26,51	17,92	-36,66	3,94
	35 Ille et Vilaine	9,24	-8,66	28,65	2,67	-33,67	-2,50
	56 Morbihan	0,59	0,39	41,89	15,94	-37,60	8,10
<b>C entre</b>		0,94	8,82	38,06	17,70	-33,60	6,25
	18 Cher	2,07	4,71	33,75	21,96	-49,14	2,74
	28 Eure et Loir	-2,69	-14,06	50,98	13,16	-34,18	3,72
	36 Indre	-8,57	-3,57	37,63	13,75	-42,61	-1,41
	37 Indre et Loire	4,79	-47,60	33,21	-8,41	-29,38	1,60
	41 Loir et Cher	2,89	6,16	39,40	14,64	-38,28	5,74
	45 Loiret	3,71	15,01	0,00	21,47	0,00	13,93
<b>Cham pagne Ardennes</b>		-2,10	2,97	36,01	10,37	-33,78	3,26
	08 Ardennes	2,12	-85,04	20,75	-16,48	-58,06	-13,75
	10 Aube	-8,03	-3,64	34,12	5,34	-41,17	-2,35
	51 Marne	9,53	11,16	39,49	19,60	-17,81	13,57
	52 Haute Marne	-9,05	-2,78	0,00	9,62	0,00	-5,83
<b>Corse</b>		5,17	-0,04	-6,68	29,81	14,78	6,11
	2A Corse du Sud	4,06	-39,90	-6,68	29,41	14,78	1,94
	2B Haute Corse	7,63	5,17	0,00	29,82	0,00	10,73
<b>Franche Com té</b>		-22,72	-5,74	36,43	8,53	-43,10	-11,30
	25 Doubs	-22,47	-2,27	42,87	11,49	-39,29	-9,32
	39 Jura	-17,47	-5,03	43,69	8,11	-45,12	-5,43
	70 Haute Saône	-25,60	-17,05	12,57	1,76	-97,60	-19,37
	90 Territoire de Belfort	-52,72	-40,43	25,49	-12,39	-52,05	-21,20
<b>I le de France</b>		4,45	7,29	46,38	11,76	-34,47	4,76
	75 Paris	20,10	0,00	0,00	0,00	0,00	20,10
	77 Seine et Marne	9,14	12,38	57,99	20,46	-32,11	10,27
	78 Yvelines	4,96	-16,19	48,31	13,54	-22,76	4,22
	91 Essonne	0,56	-0,32	47,63	10,40	-39,70	0,43
	92 Hauts de Seine	-14,66	0,00	0,00	0,00	0,00	-14,66
	93 Seine Saint Denis	1,78	0,00	47,90	0,00	-44,63	1,31
	94 Val de Marne	0,69	0,00	35,53	0,00	-38,16	2,43
	95 Val d'Oise	9,48	22,72	45,40	2,85	-37,46	10,48
<b>Languedoc Roussillon</b>		3,96	5,68	28,55	17,18	-48,59	5,11
	11 Aude	12,82	11,19	0,00	24,07	0,00	12,72
	30 Gard	-0,77	-11,82	41,40	15,07	-53,35	-0,47
	34 Hérault	4,39	7,02	25,32	17,03	-46,21	6,62
	48 Lozère	17,07	2,43	0,00	19,00	0,00	15,79
	66 Pyrénées Orientales	-1,37	-5,06	26,95	17,89	-48,49	2,57

<b>Limousin</b>		<b>1,36</b>	<b>0,64</b>	<b>25,03</b>	<b>16,67</b>	<b>-44,17</b>	<b>1,45</b>
19 Corrèze		-0,29	1,72	39,56	11,72	0,00	0,29
23 Creuse		-11,05	-10,26	26,79	7,15	-50,01	-6,28
87 Haute Vienne		3,23	5,28	20,40	22,51	-29,49	3,71
<b>Lorraine</b>		<b>-14,82</b>	<b>-14,95</b>	<b>26,90</b>	<b>2,94</b>	<b>-42,51</b>	<b>-12,32</b>
54 Meurthe et Moselle		-14,97	-14,14	0,00	8,46	0,00	-7,89
55 Meuse		-17,38	-2,84	0,00	13,42	0,00	-1,77
57 Moselle		-10,43	-21,28	26,90	-8,99	-42,51	-16,16
88 Vosges		-22,10	-6,77	0,00	-1,39	0,00	-15,15
<b>Midi Pyrénées</b>		<b>-10,37</b>	<b>-6,13</b>	<b>41,18</b>	<b>1,35</b>	<b>-49,43</b>	<b>-4,92</b>
09 Ariège		-9,31	-14,26	31,72	5,57	-76,33	-12,25
12 Aveyron		-14,74	-16,19	47,17	0,07	-52,78	-5,15
31 Haute Garonne		-12,56	-3,67	27,50	8,42	-47,42	-4,92
32 Gers		2,76	0,64	43,30	22,85	-62,76	3,72
46 Lot		1,91	-1,83	44,34	21,72	-60,78	3,25
65 Hautes Pyrénées		-11,25	-35,36	32,73	7,65	-59,69	-10,54
81 Tarn		-27,02	-2,45	47,67	18,08	-46,27	0,09
82 Tarn et Garonne		-6,62	-33,38	50,48	-17,55	-27,37	-10,95
<b>Nord Pas de Calais</b>		<b>-6,56</b>	<b>0,05</b>	<b>43,16</b>	<b>5,81</b>	<b>-25,29</b>	<b>0,40</b>
59 Nord		-0,66	1,80	45,12	5,95	-23,62	1,44
62 Pas de Calais		-18,06	-5,20	41,27	5,12	-28,63	-2,19
<b>Basse Normandie</b>		<b>6,56</b>	<b>-15,29</b>	<b>30,65</b>	<b>6,09</b>	<b>-59,63</b>	<b>-5,87</b>
14 Calvados		9,24	6,57	0,00	22,87	0,00	8,85
50 Manche		-1,74	-47,67	31,31	-1,92	-30,50	-25,38
61 Orne		-22,13	-28,90	30,61	13,20	-62,28	-12,02
<b>Haute Normandie</b>		<b>5,94</b>	<b>-31,75</b>	<b>45,33</b>	<b>2,21</b>	<b>-35,32</b>	<b>-0,52</b>
27 Eure		3,56	-0,42	52,58	20,63	-31,09	5,45
76 Seine Maritime		6,59	-51,21	43,67	-4,92	-36,41	-2,35
<b>Pays de la Loire</b>		<b>-5,79</b>	<b>-3,62</b>	<b>31,79</b>	<b>11,35</b>	<b>-32,58</b>	<b>-1,06</b>
44 Loire Atlantique		-3,82	-7,48	31,54	3,71	-31,16	-0,84
49 Maine et Loire		5,30	8,33	32,26	22,90	-39,41	10,02
53 Mayenne		9,68	-5,56	34,33	8,84	-41,58	-3,80
72 Sarthe		-27,25	-10,40	12,13	7,27	-37,75	-5,74
85 Vendée		-16,94	-13,58	0,00	8,33	0,00	-11,63
<b>Picardie</b>		<b>-14,40</b>	<b>-7,17</b>	<b>39,74</b>	<b>9,13</b>	<b>-38,50</b>	<b>-3,48</b>
02 Aisne		-20,16	-14,24	37,47	6,30	-39,51	-7,86
60 Oise		-10,56	-2,95	50,69	11,26	-43,88	-0,39
80 Somme		-15,03	-14,02	39,70	3,20	-37,52	-4,49
<b>Poitou Charentes</b>		<b>5,34</b>	<b>4,04</b>	<b>44,50</b>	<b>21,57</b>	<b>-35,95</b>	<b>7,76</b>
16 Charente		-8,80	-4,75	51,52	16,22	-45,44	1,84
17 Charente Maritime		5,82	12,57	46,84	32,37	-32,99	15,88
79 Deux Sèvres		3,67	-0,64	39,19	16,31	-33,76	2,78
86 Vienne		18,22	1,94	34,56	13,70	-26,34	6,00
<b>Provence Alpes Cote d'Azur</b>		<b>6,45</b>	<b>-1,66</b>	<b>31,03</b>	<b>8,07</b>	<b>-26,35</b>	<b>4,30</b>
04 Alpes de Haute Provence		19,53	8,08	60,11	-4,84	-38,26	16,09
05 Hautes Alpes		26,04	21,65	0,00	35,06	0,00	24,66
06 Alpes Maritimes		3,90	-8,47	45,38	7,69	-48,10	2,36
13 Bouches du Rhône		-2,46	-5,93	29,32	5,18	-22,76	1,08
83 Var		16,07	4,97	23,12	19,73	-59,66	14,79
84 Vaucluse		-11,46	-3,42	43,52	8,84	-43,53	-3,66
<b>Rhône Alpes</b>		<b>-3,27</b>	<b>-3,67</b>	<b>47,09</b>	<b>8,95</b>	<b>-39,16</b>	<b>0,19</b>
01 Ain		-17,45	-5,06	32,29	1,18	-52,88	-8,90
07 Ardèche		-12,43	-17,54	46,88	-7,50	0,00	-13,12
26 Drôme		-14,14	-5,75	34,22	14,41	-66,20	-10,81
38 Isère		0,36	-16,57	53,33	5,30	-37,91	0,77
42 Loire		-13,26	-25,16	40,51	-2,92	-40,59	-3,10
69 Rhone		3,27	2,23	43,55	10,28	-27,82	5,07
73 Savoie		6,21	-15,26	47,23	0,15	-38,07	2,61
74 Haute Savoie		0,59	-0,75	0,00	3,93	0,00	0,28
971 Guadeloupe		-8,70	-4,84	0,00	26,21	-41,64	-8,82
972 Martinique		21,04	23,97	0,00	48,28	0,00	22,79
973 Guyane		-35,44	-18,23	39,21	-3,59	-69,06	-22,00
974 Réunion		0,00	22,74	52,13	24,65	-22,11	23,50
<b>France entière</b>		<b>1,80</b>	<b>-3,15</b>	<b>38,77</b>	<b>9,42</b>	<b>-34,89</b>	<b>1,32</b>

**Résultats pour les 50 premières villes**  
 par ordre décroissant de population

dép	commune	Commune isolée			Commune membre d'un EPCI 4 taxes			Commune membre d'un EPCI à TPU		
		perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
75	Paris	2 124 100 795	989	20,10						
13	Marseille							440 680 722	546	29,24
69	Lyon				1 420 883	3	0,11			
31	Toulouse				-79 926 213	-201	-4,05			
06	Nice	218 663 914	632	13,26						
44	Nantes							244 679 862	881	33,42
67	Strasbourg				-14 493 014	-54	-1,59			
34	Montpellier				107 048 647	467	14,18			
33	Bordeaux				46 465 262	212	5,47			
35	Rennes							160 323 898	754	32,23
76	Le Havre	114 044 947	590	14,71						
51	Reims				105 209 270	550	16,24			
59	Lille				17 975 378	94	2,44			
42	Saint-Etienne							179 392 935	978	38,20
83	Toulon	121 089 020	728	19,37						
49	Angers				107 825 249	690	21,50			
29	Brest				28 630 174	183	7,59			
38	Grenoble							285 363 362	1 827	52,59
21	Dijon							163 041 131	1 060	43,94
72	Le Mans				-54 794 419	-364	14,97			
63	Clermont-Ferrand							104 331 051	740	37,61
80	Amiens							137 566 340	988	40,88
30	Nîmes	78 381 209	569	11,35						
87	Limoges	10 288 226	75	1,84						
13	Aix-en-Provence							81 774 801	597	27,71
37	Tours							115 425 630	842	36,25
974	Saint-Denis							105 157 274	793	51,99
57	Metz				-14 395 679	-113	-2,97			
69	Villeurbanne				-3 306 214	-26	-1,14			
25	Besançon				35 309 509	289	7,74			
14	Caen				71 763 122	613	15,06			
45	Orléans				102 361 771	878	21,85			
68	Mulhouse				21 338 411	191	5,93			
76	Rouen							120 463 656	1 108	37,61
66	Perpignan							95 212 434	888	35,93
92	Bourgogne-Franche-Comté	-241 338 160	-2 255	-36,56						
54	Nancy				1 595 532	15	0,49			
59	Roubaix				15 801 143	161	7,33			
95	Argenteuil	44 489 243	466	11,30						
972	Fort-de-France	84 190 570	888	29,20						
59	Tourcoing				24 296 474	258	10,64			
93	Montreuil	23 524 440	258	6,13						
974	Saint-Paul				33 548 761	377	25,87			
78	Versailles	12 240 798	138	4,94						
84	Avignon							109 854 580	1 244	43,08
86	Poitiers							75 040 880	862	37,80
93	Saint-Denis							106 596 840	1 227	60,19
92	Nantaise	-99 425 553	-1 153	-15,05						
94	Créteil	39 002 465	472	8,78						
64	Pau							81 172 993	1 007	31,84
Ensemble des 50 villes		2 529 251 914	670	14,09	553 674 047	157	4,67	2 524 905 396	832	35,96
Ensemble trois types		5 689 004 350	551	15,45						

**Résultats pour les 50 premières villes**  
 par perte par habitant en francs croissante

département	commune	Commune isolée			Commune membre d'un EPCI 4 taxes			Commune membre d'un EPCI à TPU		
		perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
92	Boulogne-Billancourt	-241 338 160	-2 255	-36,56						
92	Nanterre	-99 425 553	-1 153	-15,05						
72	Le Mans				-54 794 419	-364	14,97			
31	Toulouse				-79 926 213	-201	-4,05			
57	Metz				-14 395 679	-113	-2,97			
67	Strasbourg				-14 493 014	-54	-1,59			
69	Villeurbanne				-3 306 214	-26	-1,14			
69	Lyon				1 420 883	3	0,11			
54	Nancy				1 595 532	15	0,49			
87	Limoges	10 288 226	75	1,84						
59	Lille				17 975 378	94	2,44			
78	Versailles	12 240 798	138	4,94						
59	Roubaix				15 801 143	161	7,33			
29	Brest				28 630 174	183	7,59			
68	Mulhouse				21 338 411	191	5,93			
33	Bordeaux				46 465 262	212	5,47			
59	Tourcoing				24 296 474	258	10,64			
93	Montreuil	23 524 440	258	6,13						
25	Besançon				35 309 509	289	7,74			
974	Saint-Paul				33 548 761	377	25,87			
95	Argenteuil	44 489 243	466	11,30						
34	Montpellier				107 048 647	467	14,18			
94	Créteil	39 002 465	472	8,78						
13	Marseille							440 680 722	546	29,24
51	Reims				105 209 270	550	16,24			
30	Nîmes	78 381 209	569	11,35						
76	Le Havre	114 044 947	590	14,71						
13	Aix-en-Provence							81 774 801	597	27,71
14	Caen				71 763 122	613	15,06			
06	Nice	218 663 914	632	13,26						
49	Angers				107 825 249	690	21,50			
83	Toulon	121 089 020	728	19,37						
63	Clermont-Ferrand							104 331 051	740	37,61
35	Rennes							160 323 898	754	32,23
974	Saint-Denis							105 157 274	793	51,99
37	Tours							115 425 630	842	36,25
86	Poitiers							75 040 880	862	37,80
45	Orléans				102 361 771	878	21,85			
44	Nantes							244 679 862	881	33,42
66	Perpignan							95 212 434	888	35,93
972	Fort-de-France	84 190 570	888	29,20						
42	Saint-Etienne							179 392 935	978	38,20
80	Amiens							137 566 340	988	40,88
75	Paris	2 124 100 795	989	20,10						
64	Pau							81 172 993	1 007	31,84
21	Dijon							163 041 131	1 060	43,94
76	Rouen							120 463 656	1 108	37,61
93	Saint-Denis							106 596 840	1 227	60,19
84	Avignon							109 854 580	1 244	43,08
38	Grenoble							285 363 362	1 827	52,59
Ensemble des 50 villes		2 529 251 914	670	14,09	553 674 047	157	4,67	2 320 715 027	764	33,06
Ensemble trois types		5 689 004 350	551	15,45						

## Résultats pour les 50 CA et 12 CU

### Communautés urbaines

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
29	Brest	57 759 958	261	17,23
33	Bordeaux-Métropole	253 948 662	378	14,48
50	Chebouy	29 604 499	323	23,96
54	Grand Nancy	51 353 563	194	11,24
59	Dunkerque (à TPU)	-299 941 564	-1 413	-21,91
59	Lille	80 712 570	73	4,96
61	Grand Ardençon	11 428 148	217	14,67
62	Amas (à TPU)	-50 078 250	-553	-24,17
67	Strasbourg	58 870 987	129	6,63
69	Lyon	242 741 269	205	10,13
71	Le Creusot-Montceau-les-Mines	21 921 392	232	14,81
72	Le Mans	26 242 608	139	7,31

### Communautés d'agglomération

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
02	Saint-Quentin	-52 357 569	-670	-33,84
02	Soissons	-37 772 691	-698	-51,94
10	Troyes	-79 483 194	-636	-41,17
12	Rodez	-55 247 520	-1 045	-53,23
13	Garlaban-Aubagne	-26 940 743	-383	-17,97
15	Aurillac	-34 740 449	-646	-60,16
16	Angoulême	-81 597 716	-753	-38,41
17	Rochefort	-19 457 356	-362	-34,79
17	La Rochelle	-61 132 222	-422	-31,19
21	Dijon	-144 811 676	-592	-34,40
22	Saint-Brieuc	-58 386 087	-522	-39,55
24	Périgueux	-30 050 297	-509	-40,65
25	Montbéliard	-202 006 168	-1 654	-39,29
27	Evreux	-51 810 948	-665	-28,57
28	Chartres	-53 646 749	-611	-34,18
29	Morlaix	-17 909 996	-285	-39,91
29	Quimper	-43 924 130	-502	-34,15
30	Alès	-40 074 084	-623	-52,41
35	Rennes	-248 132 357	-661	-32,37
36	Châteauroux	-60 946 740	-814	-41,77
37	Tours	-120 330 159	-475	-28,73
38	Grenoble	-380 989 373	-1 001	-35,44
38	Voiron	-70 573 140	-881	-44,12
42	Roanne	-66 470 657	-910	-38,61
43	Le Puy-en-Velay	-33 101 457	-545	-44,74
47	Agen	-34 638 494	-578	-40,84
51	Châlons-en-Champagne	-16 973 658	-253	-17,81
56	Lorient	-66 870 248	-363	-35,49
57	Hayange-Val-de-Fensch	-85 105 953	-1 218	-42,20
59	Cambrai	-20 360 970	-374	-40,24
61	Flers	-17 937 337	-609	-60,08
62	Boulogne-sur-mer	-61 202 786	-491	-31,08
62	Lens-Liévin	-98 850 135	-391	-29,77
63	Clermont-Ferrand	-208 177 408	-777	-46,43
64	Bayonne-Anglet-Biarritz	-56 947 665	-521	-28,34
64	Pau	-64 781 843	-451	-24,09

65 Tarbes	-58 157 173	-760	-58,19
73 Chambéry	-85 668 345	-748	-37,97
76 Elbeuf	-94 724 194	-1 664	-39,05
76 Rouen	-276 824 688	-697	-33,60
78 Mantes	-40 705 784	-502	-21,82
79 Niort	-53 569 881	-652	-32,15
80 Amiens	-135 754 014	-776	-37,52
81 Castres-Mazamet	-57 442 213	-688	-47,55
82 Montauban	-31 387 244	-516	-27,37
83 Fréjus-Saint-Raphaël	-30 249 382	-382	-59,66
86 Poitiers	-49 796 271	-388	-26,34
90 Belfort	-86 264 755	-940	-50,16
94 Nogent-Le-Perreux	-18 083 094	-308	-40,56
94 Val-de-Bièvre	-113 768 162	-610	-37,81

**Résultats pour les 50 CA et 12 CU**

par perte par habitant croissante

**Communautés urbaines**

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
59	Dunkerque (à TPU)	-299 941 564	-1 413	-21,91
62	Amas (à TPU)	-50 078 250	-553	-24,17
59	Lille	80 712 570	73	4,96
67	Strasbourg	58 870 987	129	6,63
72	Le Mans	26 242 608	139	7,31
54	Grand Nancy	51 353 563	194	11,24
69	Lyon	242 741 269	205	10,13
61	Grand Allènon	11 428 148	217	14,67
71	Le Creusot Montceau-les-Mines	21 921 392	232	14,81
29	Brest	57 759 958	261	17,23
50	Cherbourg	29 604 499	323	23,96
33	Bordeaux-Métropole	253 948 662	378	14,48

**Communautés d'agglomération**

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
76	Elbeuf	-94 724 194	-1 664	-39,05
25	Montbéliard	-202 006 168	-1 654	-39,29
57	Hayange-Val-de-Fensch	-85 105 953	-1 218	-42,20
12	Rodez	-55 247 520	-1 045	-53,23
38	Grenoble	-380 989 373	-1 001	-35,44
90	Belfort	-86 264 755	-940	-50,16
42	Roanne	-66 470 657	-910	-38,61
38	Voiron	-70 573 140	-881	-44,12
36	Châteauroux	-60 946 740	-814	-41,77
63	Clermont-Ferrand	-208 177 408	-777	-46,43
80	Amiens	-135 754 014	-776	-37,52
65	Tarbes	-58 157 173	-760	-58,19
16	Angoulême	-81 597 716	-753	-38,41
73	Chambéry	-85 668 345	-748	-37,97
02	Soissons	-37 772 691	-698	-51,94
76	Rouen	-276 824 688	-697	-33,60
81	Castres-Mazamet	-57 442 213	-688	-47,55
02	Saint-Quentin	-52 357 569	-670	-33,84
27	Evreux	-51 810 948	-665	-28,57
35	Rennes	-248 132 357	-661	-32,37
79	Niort	-53 569 881	-652	-32,15
15	Aurillac	-34 740 449	-646	-60,16
10	Troyes	-79 483 194	-636	-41,17
30	Alès	-40 074 084	-623	-52,41
28	Chartres	-53 646 749	-611	-34,18
94	Val-de-Bièvre	-113 768 162	-610	-37,81
61	Flers	-17 937 337	-609	-60,08
21	Dijon	-144 811 676	-592	-34,40
47	Agen	-34 638 494	-578	-40,84
43	Le Puy-en-Velay	-33 101 457	-545	-44,74
22	Saint-Brieuc	-58 386 087	-522	-39,55
64	Bayonne-Anglet-Biarritz	-56 947 665	-521	-28,34
82	Montauban	-31 387 244	-516	-27,37
24	Périgueux	-30 050 297	-509	-40,65
29	Quimper	-43 924 130	-502	-34,15
78	Mantes	-40 705 784	-502	-21,82

62	Boulogne-sur-mer	-61 202 786	-491	-31,08
37	Tours	-120 330 159	-475	-28,73
64	Pau	-64 781 843	-451	-24,09
17	La Rochelle	-61 132 222	-422	-31,19
62	Lens-Liévin	-98 850 135	-391	-29,77
86	Poitiers	-49 796 271	-388	-26,34
13	Garlaban-Aubagne	-26 940 743	-383	-17,97
83	Fréjus-Saint-Raphaël	-30 249 382	-382	-59,66
59	Cambrai	-20 360 970	-374	-40,24
56	Lorient	-66 870 248	-363	-35,49
17	Rochefort	-19 457 356	-362	-34,79
94	Nogent-Le-Perreux	-18 083 094	-308	-40,56
29	Morlaix	-17 909 996	-285	-39,91
51	Châlons-en-Champagne	-16 973 658	-253	-17,81

---

### Résultats pour les Districts et CC à fiscalité additionnelle de plus de 50 000 habitants

#### District

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	population totale du groupement
31	DISTRICT GRAND TOULOUSE	6 803 431	12	6,16	560 911
34	MONTPELLIER	71 184 087	219	16,42	325 374
49	LAGGLOMERATION ANGEVINE	44 737 897	175	27,79	256 131
51	DISTRICT DE REMS	46 883 431	214	19,33	218 928
14	DISTRICT DU GRAND CAEN	20 538 943	101	20,12	203 348
57	AGGLOMERATION MESSINE	5 374 419	30	6,54	180 963
25	DISTRICT DU GRD BESANCON	9 268 367	58	15,67	158 523
74	AGGLOMERATION ANNECENNE	1 282 503	10	1,73	130 011
62	HENN CARVIN	5 343 045	42	7,32	126 343
91	PLATEAU DE SACLAY	1 190 602	10	11,75	115 762
56	PAYS DE VANNES	7 381 315	66	20,51	112 595
77	LAGGLOMERATION MELUNAISE	5 859 669	61	24,09	96 722
57	DISTRICT DE FORBACH	3 746 288	45	17,49	83 438
62	L'ARTOIS	3 328 342	43	8,40	76 859
60	DISTRICT DE CREIL	13 157 558	188	19,83	69 806
62	LA REGION AUDOMAROISE	-4 955 140	-75	-10,17	66 460
45	DFP AGGL MONTARGOISE	15 125 711	263	21,86	57 477
33	SUD BASSIN	11 291 052	202	31,59	55 927
84	DISTRICT DU COMTAT VENAI	1 806 850	33	7,89	55 156
54	DISTRICT DE LONGWY	1 434 545	26	5,60	54 932
13	MULTIPOLE ETANG DE BERRE	-1 057 826	-20	-1,48	52 769
13	DISTRICT DU PAYS SALONAI	4 495 855	87	28,08	51 829
2B	BASTIA	12 702 667	251	29,67	50 516

#### Communauté de communes

dép	nom du groupement	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %	population totale du groupement
45	AGGLOMERATION ORLEANAISE	61 443 562	226	21,74	271 706
974	C.I.V.I.S.	17 831 175	91	20,84	195 944
59	VALLEE DE L'ESCAUT	7 040 659	50	19,41	141 781
68	AGGLOMERATION MULHOUISIENN	1 385 162	11	14,03	124 498
974	CTE COMM DE LA COTE OUEST	3 348 815	28	32,31	121 130
974	CTE COMM DU SUD	5 189 015	45	44,61	116 397
59	VAL DE SAMBRE	3 055 916	29	6,41	105 595
974	CTE DE COMM DE L'EST	3 633 179	35	25,61	102 986
62	COMMUNES DU BETHUNOIS	9 905 075	98	12,06	100 565
06	DU MOYEN PAYS PROVENCAL	188 216	2	3,46	95 242
973	C.C. DU CENTRE LITTORAL	-222 547	-2	-3,59	92 193
71	CHALON VAL DE BOURGOGNE	3 575 709	39	9,94	91 419
85	CTE DU PAYS YONNAIS	1 283 304	15	9,09	84 404
972	CDC DU NORD	17 586 203	214	48,28	82 161
41	COMMUNAUTE DU BLAISOIS	2 053 899	29	13,74	71 741
60	DE LA REGION DE COMPIEGNE	1 950 045	27	3,52	71 614
01	DU BASSIN DE VIE DE BOURG	745 407	11	7,10	69 603
60	BEAUVAISIS	6 402 446	95	15,42	67 635
49	DU PAYS DE CHOLET	1 101 258	16	16,24	66 883
89	C COMMUNES DE L'AUXERROIS	237 946	4	9,81	65 126
68	CDC DU BASSIN POTASSIQUE	345 299	5	6,71	63 418
59	REGION DE DENAIN	6 785 002	108	27,61	62 655
95	COM DE COM D'EAUBONNE	774 172	13	29,44	60 122
17	CDC DU PAYS ROYANNAIS	9 690 711	162	41,11	59 816
17	CDC HAUTE SAINTONGE	7 634 934	134	34,21	56 992
22	/ COTES DE GRANIT	313 031	6	7,84	56 297
01	CC DU PAYS DE GEX	1 585 954	28	20,59	56 156
86	C.C. PAYS CHATELLERAUDAIS	810 513	15	10,18	53 608

**D/ Résultats pour les départements, les communes et leur groupements**

par département et région

région	département	perte totale en francs	perte par habitant en francs	perte d'autonomie à la fin de la première année en %
<b>Alsace</b>		<b>124 038 283</b>	<b>71</b>	<b>1,60</b>
	67 Bas Rhin	23 700 988	23	0,50
	68 Haut Rhin	100 337 295	139	3,34
<b>Aquitaine</b>		<b>-18 434 402</b>	<b>-6</b>	<b>-0,14</b>
	24 Dordogne	18 346 516	45	1,34
	33 Gironde	-33 008 551	-25	-0,47
	40 Landes	6 483 478	19	0,49
	47 Lot et Garonne	4 596 042	15	0,41
	64 Pyrénées Atlantiques	-14 851 887	-24	-0,56
<b>Auvergne</b>		<b>19 862 204</b>	<b>15</b>	<b>0,36</b>
	03 Allier	13 287 633	37	0,88
	15 Cantal	-7 399 764	-47	-1,27
	43 Haute Loire	-3 038 513	-14	-0,41
	63 Puy de Dôme	17 012 848	27	0,64
<b>Bourgogne</b>		<b>38 556 610</b>	<b>23</b>	<b>0,58</b>
	21 Côte d'Or	-419 547	-1	-0,02
	58 Nièvre	2 068 541	9	0,22
	71 Saône et Loire	36 315 294	64	1,60
	89 Yonne	592 322	2	0,05
<b>Bretagne</b>		<b>18 744 544</b>	<b>7</b>	<b>0,17</b>
	22 Côte d'Armor	6 407 223	11	0,32
	29 Finistère	-14 547 710	-17	-0,44
	35 Ille et Vilaine	16 609 470	19	0,47
	56 Morbihan	10 275 561	16	0,42
<b>Centre</b>		<b>94 168 901</b>	<b>38</b>	<b>0,88</b>
	18 Cher	43 680 052	134	3,55
	28 Eure et Loir	23 187 471	55	1,31
	36 Indre	7 631 868	32	0,84
	37 Indre et Loire	-30 527 522	-53	-1,35
	41 Loir et Cher	21 039 962	65	1,55
	45 Loiret	29 157 070	46	0,93
<b>Champagne Ardenne</b>		<b>9 624 153</b>	<b>7</b>	<b>0,17</b>
	08 Ardennes	-12 326 483	-42	-1,07
	10 Aube	27 412 121	91	2,22
	51 Marne	-9 933 649	-17	-0,40
	52 Haute Marne	4 472 164	22	0,64
<b>Corse</b>		<b>2 356 765</b>	<b>9</b>	<b>0,31</b>
	2A Corse du Sud	-3 539 062	-29	-0,88
	2B Haute Corse	5 895 827	41	1,65
<b>Franche Comté</b>		<b>10 615 482</b>	<b>9</b>	<b>0,23</b>
	25 Doubs	1 392 254	3	0,06
	39 Jura	20 921 938	80	2,19
	70 Haute Saône	-9 939 587	-41	-1,55
	90 Territoire de Belfort	-1 759 123	-12	-0,28
<b>Ile de France</b>		<b>544 560 369</b>	<b>49</b>	<b>0,84</b>
	75 Paris	-44 033 655	-20	-0,40
	77 Seine et Marne	120 527 064	100	2,12
	78 Yvelines	59 018 718	42	0,84
	91 Essonne	120 051 192	105	1,81
	92 Hauts de Seine	55 873 274	39	0,48
	93 Seine Saint Denis	12 476 696	9	0,13
	94 Val de Marne	-8 063 261	-7	-0,11
	95 Val d'Oise	228 710 341	204	4,16
<b>Languedoc Roussillon</b>		<b>87 814 880</b>	<b>37</b>	<b>0,76</b>
	11 Aude	13 637 433	43	0,95
	30 Gard	117 145 110	183	3,80
	34 Hérault	-25 712 053	-29	-0,52
	48 Lozère	3 008 734	39	1,39
	66 Pyrénées Orientales	-20 264 344	-51	-1,10



### **II.3 Proposition du Comité des finances locales de couplage par ensemble des collectivités**

## I. Impact du double couplage pour la taxe professionnelle et la taxe d'habitation

### A. Au niveau national

(en millions de francs)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Après réforme	Communes/EPCI	TH	68 093
	Communes/EPCI	TP	153 324
	Communes/EPCI	TH + TP	221 417
Avant réforme	Communes/EPCI	Trois taxes	202 382

Ce dispositif de couplage aboutit à un surplus de recettes de **19 035 MF** au profit des communes et des EPCI.

Enfin, dans l'hypothèse où la taxe foncière sur les propriétés est affectée au couplage départements/régions, l'impact financier pour celui-ci se chiffre par une perte de **19 035 MF**.

(en millions de francs)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Après réforme	Départements/régions	FB	90 096
Avant réforme	Départements/régions	Trois taxes	109 131

### B. Par strates de communes

Les tableaux ci-dessous présentent par tranche de population, les plus ou moins values créées par la réforme pour le couplage communes/EPCI. Une plus-value pour le couplage communes/EPCI génère une moins-value du même montant pour le couplage départements/régions. Nous distinguerons les communes isolées et communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle des communes appartenant à un EPCI ayant une taxe professionnelle unique.

#### *Communes isolées et communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle*

La réforme produit un surplus de 15,6 MdsF pour le couplage communes/EPCI qui se concentrent sur les communes de moins de 10 000 habitants.

Tranches de population	Nombre de communes	Plus ou moins-values communes/EPCI (Milliers de F)	Population	Plus ou moins-value / hab (F)
Moins de 5 000 hab	31 950	10 197 442	20 720 949	492
de 5 000 à 10 000 hab	754	2 908 411	5 215 158	558
de 10 000 à 20 000 hab	362	1 635 828	5 061 082	323
de 20 000 à 50 000 hab	238	863 690	7 064 844	122
de 50 000 à 100 000 hab	60	1 180 736	3 950 057	299
plus de 100 000 hab	24	- 1 142 031	6 476 689	- 176
<b>Toutes communes</b>	<b>33 388</b>	<b>15 644 076</b>	<b>48 488 779</b>	<b>323</b>

*Communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique*

La réforme crée un surplus de recettes de 3,4 MdsF qui portent sur les communes de moins de 20 000 habitants.

Tranches de population	Nombre de communes	Plus ou moins-values communes/EPCI (Milliers de F)	Population	Plus ou moins-value / hab (F)
Moins de 5 000 hab	2 803	1 478 001	3 061 599	483
de 5 000 à 10 000 hab	249	1 031 405	1 706 281	604
de 10 000 à 20 000 hab	121	820 678	1 720 269	477
de 20 000 à 50 000 hab	81	- 77 062	2 568 810	- 30
de 50 000 à 100 000 hab	22	132 733	1 409 826	94
plus de 100 000 hab	13	5 208	2 693 730	2
<b>Toutes communes</b>	<b>3 289</b>	<b>3 390 963</b>	<b>13 160 515</b>	<b>258</b>

## II. Simulations dans le département de la Seine-maritime

### Impact du couplage pour la taxe d'habitation

#### A. Au niveau départemental

Les masses de produits actuels perçus par les couplages communes/EPCI et département/région s'élèvent respectivement à 4 769 MF<sup>1</sup> et 3 221 MF<sup>2</sup>.

La masse de produits perçus au titre de la taxe d'habitation est de 1 217 MF<sup>3</sup>. L'affectation de la taxe d'habitation au couplage communes/EPCI crée une moins-value de 3 552 MF<sup>4</sup>.

#### B. Par strates de communes

La moins-value des communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique atteint 44 % de la moins-value calculée pour toutes communes du département. Les moins-values par habitant observées dans ce scénario sont plus fortes que celles mesurées au niveau national.

<sup>1</sup> Somme des produits perçus par les communes et les EPCI au titre des trois taxes dans le département de Seine-maritime.

<sup>2</sup> Somme des produits perçus par le département et des produits provenant de ce département mais perçus par la région au titre des trois taxes

<sup>3</sup> Somme des produits perçus par les communes, les EPCI, le département et la région pour la part émanant du département au titre de la taxe d'habitation en 2000.

<sup>4</sup> Soit 4 769 – 1 217 millions de francs

*Communes isolées et communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle*

Tranches de population	Nombre de communes	Population	Moins-value (Milliers de F)	Moins-value / hab (F)
moins de 5 000 hab	668	404 603	- 596 057	- 1 473
de 5 000 à 10 000 hab	10	73 287	- 371 808	- 5 073
de 10 000 à 20 000 hab	5	63 773	- 333 935	- 5 236
de 20 000 à 50 000 hab	2	57 173	- 135 831	- 2 376
plus de 100 000 hab	1	193 259	- 543 446	- 2 812
<b>Toutes communes</b>	<b>686</b>	<b>792 095</b>	<b>- 1 981 078</b>	<b>- 2 501</b>

*Communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique*

Tranches de population	Nombre de communes	Population	Moins-value (Milliers de F)	Moins-value / hab (F)
moins de 5 000 hab	34	48 809	- 129 544	- 2 654
de 5 000 à 10 000 hab	12	92 571	- 499 483	- 5 396
de 10 000 à 20 000 hab	7	89 309	- 230 089	- 2 576
de 20 000 à 50 000 hab	5	130 940	- 386 454	- 2 951
plus de 100 000 hab	1	108 758	- 325 477	- 2 993
<b>Toutes communes</b>	<b>59</b>	<b>470 387</b>	<b>- 1 571 046</b>	<b>- 3 340</b>

**Impact du couplage pour la taxe professionnelle****A. Au niveau départemental**

Les masses de produits actuels perçus par les couplages communes/EPCI et département/région s'élèvent respectivement à 4 769 MF<sup>5</sup> et 3 221 MF<sup>6</sup>.

La masse de produits perçus au titre de la taxe professionnelle représente 4 325 MF<sup>7</sup>, ce qui constitue une moins-value de 444 MF<sup>8</sup> pour le couplage communes/EPCI.

**B. Par strates de communes**

Pour les communes isolées ou membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, les moins-values calculées globalement sont plus de trois fois plus faibles que celles obtenues au niveau national. De plus, les petites et moyennes communes réalisent une plus-value.

<sup>5</sup> Somme des produits perçus par les communes et les EPCI au titre des trois taxes dans le département de Seine-maritime.

<sup>6</sup> Somme des produits perçus par le département et des produits provenant de ce département mais perçus par la région au titre des trois taxes

<sup>7</sup> Somme des produits perçus par les communes, les EPCI, le département et la région pour la part émanant du département au titre de la taxe professionnelle en 2000.

<sup>8</sup> Soit 4 769 – 4 325 millions de francs.

*Communes isolées et communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle*

Tranches de population	Nombre de communes	Population	+/- value (Milliers de F)	+/- value / hab (F)
moins de 5000 hab	668	404 603	15 621	39
de 5000 à 10 000	10	73 287	143 203	1 954
de 10 000 à 20 000	5	63 773	76 855	1 205
de 20 000 à 50 000	2	57 173	- 107 377	- 1 878
plus de 100 000 h	1	193 259	- 285 555	- 1 478
<b>Toutes communes</b>	<b>686</b>	<b>792 095</b>	<b>- 157 253</b>	<b>- 199</b>

*Communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique*

Tranches de population	Nombre de communes	Population	+/- value (Milliers de F)	+/- value / hab (F)
moins de 5 000 hab	34	48 809	86 881	1 780
de 5 000 à 10 000 hab	12	92 571	68 100	736
de 10 000 à 20 000 hab	7	89 309	- 108 082	- 1 210
de 20 000 à 50 000 hab	5	130 940	- 131 748	- 1 006
plus de 100 000 hab	1	108 758	- 201 918	- 1 857
<b>Toutes communes</b>	<b>59</b>	<b>470 387</b>	<b>- 286 769</b>	<b>- 610</b>

**Impact du double couplage pour la taxe professionnelle et la taxe d'habitation.****A. Au niveau départemental**

(en millions de francs)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Après réforme	Communes/EPCI	TH	1 217
	Communes/EPCI	TP	4 325
	Communes/EPCI	TH + TP	5 542
Avant réforme	Communes/EPCI	Trois taxes	4 769

Ce dispositif de couplage aboutit à un surplus de recettes de **773 MF** au profit des communes et des EPCI.

Enfin, dans l'hypothèse où la taxe foncière sur les propriétés est affectée au couplage département/région, l'impact financier pour celui-ci se chiffre par une perte de **773 MF**.

(en millions de francs)

	Type de collectivités	Type de taxes	Produit perçus
Après réforme	Département/région	FB	2 448
Avant réforme	Département/région	Trois taxes	3 221

### B. Par strates de communes

Les tableaux ci-dessous présentent par tranche de population, les plus ou moins values créées par la réforme pour le couplage communes/EPCI. Une plus-value pour le couplage communes/EPCI génère une moins-value du même montant pour le couplage département/région. Globalement, les plus-values par habitant obtenues pour ce département sont deux fois plus élevées qu'au niveau national.

#### *Communes isolées et communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle*

<b>Tranches de population</b>	<b>Nombre de communes</b>	<b>Population</b>	<b>+/- value (Milliers de F)</b>	<b>+/- value / hab (F)</b>
moins de 5 000 hab	668	404 603	238 309	589
de 5 000 à 10 000 hab	10	73 287	200 365	2 734
de 10 000 à 20 000 hab	5	63 773	126 792	1 988
de 20 000 à 50 000 hab	2	57 173	-44 730	- 782
plus de 100 000 hab	1	193 259	-49 748	- 257
<b>Toutes communes</b>	<b>686</b>	<b>792 095</b>	<b>470 988</b>	<b>595</b>

#### *Communes membres d'un EPCI ayant une taxe professionnelle unique*

<b>Tranches de population</b>	<b>Nombre de communes</b>	<b>Population</b>	<b>+/- value (Milliers de F)</b>	<b>+/- value / hab (F)</b>
moins de 5 000 hab	34	48 809	121 235	2 484
de 5 000 à 10 000 hab	12	92 571	161 356	1 743
de 10 000 à 20 000 hab	7	89 309	- 8 099	- 91
de 20 000 à 50 000 hab	5	130 940	28 843	220
plus de 100 000 hab	1	108 758	-955	-9
<b>Toutes communes</b>	<b>59</b>	<b>470 387</b>	<b>302 380</b>	<b>643</b>

**INTEGRATION DES RESULTATS DE LA REVISION DE 1990**

**HYPOTHESE 1**

**Tarification unique des locaux d'habitation  
Revalorisation des locaux industriels à 1,61  
Intégration immédiate des nouvelles évaluations cadastrales  
Ecrêtement des hausses supérieures à 15 % et 300 F**

Les résultats pour les contribuables présentés ci-après sont ceux résultant de simulations opérées en 1997 par référence à des valeurs de 1994.

## I. Taxe foncière sur les propriétés bâties

Il s'agit de calcul effectué local par local.

### A. Impact général : une grande disparité de situations

% de locaux dont la cotisation										
diminue de				reste stable	augmente de					
Plus de 50 %	30 à 50 %	15 à 30 %	5 à 15 %	- 5 % à + 5 %	5 à 15 %	15 à 30 %	30 à 50 %	50 à 100 %	100 à 200 %	Plus de 200 %
0,7	3,2	9,4	15,2	21,2	15,1	14,4	8,8	7,4	3,4	1,1

Pour les locaux d'habitation autres qu'HLM, 38,6 % enregistrent une diminution de leur cotisation et 61,4 % une augmentation.

Pour les locaux HLM, ces pourcentages sont respectivement fixés à 58,5 et 41,4 %.

Enfin, 61,6 % des locaux professionnels et 26,6 % des établissements industriels supportent une augmentation de leur cotisation.

### B. Importance des augmentations et diminutions en valeur absolue

Sur les 27 millions de logements, 26,2 millions subissent des hausses ou des baisses.

#### 1. *Hausses en valeur absolue*

Augmentation	Nombres de logements	Nombre de locaux commerciaux	Nombre de locaux industriels
0 à 300 F	9 800 000	452 000	73 000
300 F à 600 F	4 000 000	278 000	4 000
600 F à 900 F	1 300 000	199 000	2 000
plus de 900 F	1 000 000	721 000	16 000
<b>Total</b>	<b>16 100 000</b>	<b>1 650 000</b>	<b>95 000</b>

#### a. *Locaux d'habitation*

La hausse de cotisations n'excède pas 300 F pour environ 60 % des logements d'habitation autres que sociaux. Ce pourcentage est porté à 65 % pour les logements sociaux.

La première année l'écêtement concerne 5 362 000 logements. Près de 90 % des logements sociaux dont l'augmentation est égale ou supérieure à 300 F bénéficient de l'écêtement. Ce pourcentage est d'environ 83 % pour les autres logements.

*b. Les locaux professionnels*

44 % de ces locaux supportent une hausse supérieure à 900 F.

La première année l'écèlement concerne 1 108 000 locaux soit 92 % des locaux supportant une hausse supérieure à 300 F.

*c. Les locaux industriels*

23,2 % de ces locaux enregistrent une hausse de cotisation supérieure à 300 F.

La première année l'écèlement concerne 7 800 locaux soit 35,5 % des locaux dont l'augmentation de cotisation est supérieure à 300 F.

**2. Baisses en valeur absolue**

Baisse	Nombres de logements	Nombre de locaux commerciaux	Nombre de locaux industriels
0 à 300 F	6 700 000	303 000	225 000
300 F à 600 F	2 400 000	136 000	12 000
600 F à 900 F	658 000	87 000	6 000
plus de 900 F	350 000	454 000	54 000
<b>Total</b>	<b>10 108 000</b>	<b>980 000</b>	<b>297 000</b>

D'une manière générale, la baisse n'excède pas 300 F pour les 2/3 des logements. Toutefois 45 % des logements sociaux enregistrent une baisse supérieure à 300 F.

31 % des locaux professionnels et 75 % des établissements industriels enregistrent une baisse qui n'excède pas 300 F.

**II. Taxe d'habitation****A. Impact général : une amplitude des variations moins grande**

% de locaux dont la cotisation										
diminue de				reste stable	augmente de					
Plus de 50 %	30 à 50 %	15 à 30 %	5 à 15 %	- 5 % à + 5 %	5 à 15 %	15 à 30 %	30 à 50 %	50 à 100 %	100 à 200 %	Plus de 200 %
1,2	4,5	13,7	20,3	22,4	14,6	10,7	5,8	4,3	1,5	1,0

La hausse de cotisation concerne environ 54 % des locaux classés dans le groupe 1 et 21,3 % des locaux du groupe 2.

**B. Importance des augmentations et diminutions en valeur absolue**

Sur les 22,7 millions de logements soumis à la taxe d'habitation, 20,8 millions subissent une hausse ou une baisse de cotisation.

**1. Hausses en valeur absolue**

<b>Nombre de logements dont la cotisation augmente de</b>	
0 à 300 F	6 100 000
300 F à 600 F	2 750 000
600 F à 900 F	950 000
plus de 900 F	700 000
<b>Total</b>	<b>10 500 000</b>

La hausse de cotisation n'excède pas 300 F pour environ 58 % de logements autres que sociaux. Ce pourcentage atteint 69,4 % pour les logements sociaux.

La première année l'écèlement concerne 3 501 000 logements. 79 % des logements du groupe 1 dont la hausse est supérieure à 300 F bénéficient de l'écèlement et 83,4 % des logements sociaux.

**2. Baisse en valeur absolue**

<b>Nombre de logements dont la cotisation baisse de</b>	
0 à 300 F	5 550 000
300 F à 600 F	2 800 000
600 F à 900 F	1 200 000
plus de 900 F	750 000
<b>Total</b>	<b>10 300 000</b>

La baisse est supérieure à 300 F pour environ 46 % de l'ensemble des logements. Cette situation concerne 60,6 % des logements sociaux.

**III. Taxe professionnelle**

L'attention est appelée sur le fait que les simulations ont été réalisées en limitant à 100 % la progression des valeurs locatives des biens fonciers dont l'augmentation excède 100 %. L'importance des hausses mentionnées ci-après présente donc une ampleur plus faible que la situation qui résultent des résultats bruts.

A. Impact général : une stabilité relative

<b>% d'établissements dont la cotisation</b>										
<b>Diminue de</b>				<b>reste stable</b>	<b>augmente de</b>					
Plus de 50 %	30 à 50 %	15 à 30 %	5 à 15 %	- 5 % à + 5 %	5 à 15 %	15 à 30 %	30 à 50 %	50 à 100 %	100 à 200 %	Plus de 200 %
0,4	0,5	1,3	11,2	50,8	11,1	6,9	6,5	10,3	1,0	0

B. Importance des augmentations et diminutions en valeur absolue*1. Hausses en valeur absolue*

<b>Nombre d'établissements dont la cotisation augmente de</b>	
0 à 300 F	491 000
300 F à 600 F	271 000
600 F à 900 F	174 000
plus de 900 F	465 000
<b>Total</b>	<b>1 401 000</b>

65 % des établissements enregistrent une augmentation de cotisation supérieure à 300 F et un tiers supérieure à 900 F.

La première année 528 0000 établissements bénéficieront de l'écrêtement soit environ 58 % des établissements dont l'augmentation de cotisation est supérieure à 300 F. 65 % des établissements concernés par l'écrêtement sont des locaux commerciaux imposés sur la seule valeur locative foncière.

*2. Baisses en valeur absolue*

<b>Nombre d'établissements dont la cotisation baisse de</b>	
0 à 300 F	880 000
300 F à 600 F	126 000
600 F à 900 F	74 000
plus de 900 F	337 000
<b>Total</b>	<b>1 417 000</b>

**DISPOSITIF RECOMMANDE PAR LE COMITE DES FINANCES LOCALES**

**HYPOTHESE 2**

**Pas de tarification spécifique des logements sociaux  
Groupe 4 revalorisé  
Étalement des variations des bases sur 4 ans  
Ecrêtement des variations excessives de cotisations à 15 % et 300 F**

Des simulations complémentaires ont été effectuées à la demande du Comité des Finances locales. En particulier, une nouvelle simulation a été effectuée, qui comporte les hypothèses suivantes :

- suppression de la tarification à part des logements sociaux ;
- revalorisation des locaux industriels comme la moyenne des autres locaux, soit un coefficient de revalorisation de 1,61 ;
- étalement de l'intégration sur 4 ans ;
- écrêtement des cotisations à 300 F et 15 %.

Les résultats de cette simulation portent sur la première année d'intégration. Ils montrent que de telles hypothèses permettent d'atténuer les transferts de cotisation issus de l'intégration des nouvelles évaluations cadastrales.

## I. Une amélioration des variations en valeur relative

### 1. *Taxe foncière sur les propriétés bâties : évolution des cotisations*

Groupe de locaux	Groupe 1 Habitations	Groupe 2 Logements sociaux	Groupe 3 Locaux professionnels	Groupe 4 Locaux industriels
Première simulation : (rapport mars 1996) hypothèse 1	+ 3,4 %	- 13,3 %	- 4,1 %	- 9,3 %
Première simulation : (rapport mars 1996) hypothèse 2	+ 2,7 %	- 1,4 %	- 4,9 %	- 9,9 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>- 2,0 %</b>	<b>- 5,9 %</b>	<b>- 0,5 %</b>

En ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés bâties, les nouvelles hypothèses permettent de diviser par 2,8 l'augmentation moyenne des cotisations des locaux d'habitation la première année (+ 1,2 % contre + 3,4 %), tout en maintenant une diminution significative des cotisations des logements sociaux (- 2 % la première année, soit - 7,8 % au total) et en conservant la diminution des cotisations des locaux professionnels (- 5,9 %). De plus, les locaux industriels, au lieu de voir leurs cotisations diminuer fortement aux dépens des autres groupes de locaux, demeurent stables (- 0,5 % au lieu de - 9,3 %) et conservent leur part relative dans la charge fiscale globale.

Une partie de ces effets correspond à un lissage de l'impact de la révision : étalement sur 4 ans au lieu de 3 et écrêtement des hausses de cotisations à 300 F et 15 % au lieu de 500 F et 50 %. En revanche, une partie des effets sera durable et demeurera une fois l'intégration terminée : il s'agit de la revalorisation des locaux industriels, dont la valeur locative suit la moyenne nationale. Ceci permet de supprimer réellement le transfert de charge fiscale de ces locaux vers les autres groupes.

## 2. Taxe d'habitation : évolution des cotisations

Groupe de locaux	Groupe 1 Habitations	Groupe 2 Logements sociaux
Première simulation : hypothèse 1 (rapport mars 1996)	+ 2,3 %	- 18,6 %
Première simulation : hypothèse 2 (rapport mars 1996)	+ 0,7 %	- 5,3 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>+ 0,4 %</b>	<b>- 4,2 %</b>

Des effets similaires se retrouvent en taxe d'habitation, puisque la croissance des cotisations des locaux d'habitation est divisée par 5,7 la première année (+0,4 % au lieu de + 2,3 %). Les cotisations des logements sociaux continuent à diminuer (- 4,2 % la première année, soit - 15,8 % au total).

## II. Une atténuation des évolutions en valeur absolue

Les nouvelles hypothèses permettent également d'améliorer les évolutions en valeur absolue des cotisations des logements d'habitation du groupe 1.

### 1. Taxe foncière sur les propriétés bâties : évolution des cotisations

	Augmentation moyenne	Augmentation absolue > 500 F
Première simulation : hypothèse 1 (rapport mars 1996)	+ 72 F	3,1 %
Première simulation : hypothèse 2 (rapport mars 1996)	+ 58 F	2,7 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>+ 28 F</b>	<b>0,8 %</b>

En taxe foncière sur les propriétés bâties, l'augmentation moyenne des cotisations du groupe 1 est divisée par 2,6, passant de + 72 F à + 28 F. le pourcentage des contribuables dont la cotisation augmente de plus de 500 F la première année passe de 3,1 % à 0,8 %, soit une division de cette proportion par 3,9.

## 2. Taxe d'habitation : évolution des cotisations

	Augmentation moyenne	Augmentation absolue > 500 F
Première simulation : hypothèse 1 (rapport mars 1996)	+ 55 F	3,6 %
Première simulation : hypothèse 2 (rapport mars 1996)	+ 15 F	2,5 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>+ 8 F</b>	<b>1 %</b>

En taxe d'habitation, l'augmentation moyenne des cotisations du groupe 1 est divisée par 6,9, passant de + 55 F à + 8 F. Le pourcentage des contribuables dont la cotisation augmente de plus de 500 F la première année passe quant à lui de 3,6 % à 1 %.

### III. Une atténuation des transferts entre communes des parts départementale et régionale des cotisations

Le produit de chaque taxe reste stable pour chaque niveau de collectivité. Le prélèvement communal reste donc identique au niveau de chaque commune. En revanche, le prélèvement départemental et régional dans une commune est appelé à varier en fonction de l'évolution relative du poids de ses bases dans le poids total des bases départementales et régionales. C'est ce qui explique que le prélèvement total (commune + département + région) peut croître ou diminuer dans une commune.

#### 1. Taxe foncière sur les propriétés bâties : évolution du prélèvement global

	Diminution moyenne dans les communes qui diminuent	Augmentation moyenne dans les communes qui augmentent
Première simulation : hypothèse 1 (rapport mars 1996)	- 1,4 %	+ 3,6 %
Première simulation : hypothèse 2 (rapport mars 1996)	- 1,4 %	+ 1,8 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>- 1,0 %</b>	<b>+ 1,3 %</b>

L'introduction des nouvelles hypothèses, en particulier la revalorisation plus élevée des locaux industriels, permet de diminuer les glissements de charges fiscale entre communes en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties. Ainsi, la baisse est moins forte dans les communes où le prélèvement global diminue : - 1 % contre - 1,4 %. La hausse est aussi moins forte dans les communes où le prélèvement global augmente : + 1,3 % contre + 1,9 %.

*1. Taxe d'habitation : évolution du prélèvement global*

	<b>Diminution moyenne dans les communes qui diminuent</b>	<b>Augmentation moyenne dans les communes qui augmentent</b>
Première simulation : hypothèse 1 (rapport mars 1996)	- 1,8 %	+2,7 %
Première simulation : hypothèse 2 (rapport mars 1996)	- 1,7 %	+ 2,4 %
<b>Nouvelle simulation</b>	<b>- 1,4 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>

En matière de taxe d'habitation, également, les nouvelles modalités d'intégration permettent d'atténuer les glissements de charge fiscale entre les différentes communes. La baisse est là aussi moins forte dans les communes où le prélèvement global diminue : - 1,4 % contre - 1,8 %. La hausse est moins forte dans les communes où le prélèvement global augmente : + 1,9 % contre + 2,7 %.

Globalement, la suppression de la tarification à part des logements sociaux diminue les transferts de charge fiscale entre ceux-ci et les habitations du groupe 1, aussi bien en taxe foncière sur les propriétés bâties qu'en taxe d'habitation. De plus, la revalorisation plus accentuée des locaux industriels permet d'éviter, au plan national, des transferts de charge entre ceux-ci et les autres types de locaux (d'habitation et professionnels), pour le seul impôt où se côtoient les ménages et les entreprises, c'est-à-dire la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Parallèlement, l'allongement de la durée d'intégration (4 ans au lieu de 3 ans), joint au renforcement de l'écrêtement des hausses de cotisations (300 F et 15 % au lieu de 500 F et 50 %), permettent un meilleur étalement des effets de la révision.

**INTRODUCTION D'UNE PART DU REVENU  
DANS L'ASSIETTE DE LA TAXE D'HABITATION**

**Hypothèse n° 1**

**PART FIXE DU REVENU SANS ABATTEMENT**

## SIMULATION DU DISPOSITIF

### Introduction d'une fraction de revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation

La présente fiche a pour objet de décrire et de présenter les résultats d'un dispositif de simulations introduisant une fraction de revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation.

Le revenu pris en compte correspond à un pourcentage des revenus de référence des occupants d'un même logement (concubins, enfants, parents,.....).

Ce pourcentage est calculé au niveau national de telle sorte que la base revenu représente 15 % de la nouvelle base. Cette hypothèse est retenue afin de limiter le poids de la base revenu dans la base totale et ainsi éviter des hausses trop importantes pour les plus hauts revenus.

L'équation ci-dessous est vérifiée pour un pourcentage s'approchant de 2 % :

$$X \% \cdot \text{Revenu} = 15 \% [VL + x \% \cdot \text{Revenu}]$$

Dans cette hypothèse, il n'est pas appliqué d'abattements sur le revenu de référence<sup>1</sup>.

Enfin, les taux sont recalculés pour garantir à chaque collectivité une recette inchangée<sup>2</sup>.

La simulation a été effectuée sur le département du Loiret (45) pour l'année 2000, en tenant compte de la suppression de la part régionale et du plafonnement des cotisations en fonction des revenus.

### Nouveau dispositif

#### *1. Conséquences du nouveau dispositif pour les redevables*

Dans cette étude seront présentés successivement, les effets de ce nouveau dispositif puis les effets de ce dispositif combinés avec ceux de la récente réforme de l'impôt sur le revenu.

<sup>1</sup> Une hypothèse précédente (cf. note 328cb01) consistait à ajouter à la base imposable 10% du revenu, diminué d'un abattement.

<sup>2</sup> Les résidences secondaires, les dépendances continuent d'être imposées uniquement sur la valeur locative et leur taux d'imposition est le taux actuel.

*a – Conséquences du nouveau dispositif de la taxe d’habitation*

*Dispersion des cotisations émises par décile de revenu fiscal de référence*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne émise avant réforme (en €)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100 %
0 à 7 265	22 820	348,8	0,0	6,2	2,3	1,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
7 265 à 10 467	22 820	355,6	0,0	1,1	4,7	3,2	0,4	0,4	0,2	0,1	0,0
10 467 à 12 880	22 820	396,3	0,0	0,7	4,1	4,0	0,4	0,5	0,2	0,1	0,1
12 880 à 15 508	22 820	415,8	0,0	0,4	2,9	5,2	0,6	0,6	0,2	0,1	0,1
15 508 à 18 065	22 820	432,0	0,0	0,2	2,1	5,8	0,8	0,7	0,2	0,1	0,1
18 065 à 20 830	22 820	454,5	0,0	0,1	1,5	6,2	1,0	0,8	0,3	0,1	0,1
20 830 à 24 276	22 820	479,1	0,0	0,1	1,0	6,1	1,3	1,1	0,3	0,1	0,1
24 276 à 28 979	22 820	516,6	0,0	0,0	0,6	5,8	1,7	1,3	0,3	0,2	0,1
28 979 à 37 287	22 820	575,8	0,0	0,0	0,3	4,8	2,2	2,0	0,4	0,1	0,1
Plus de 37 287	22 820	748,2	0,0	0,0	0,1	2,6	2,1	3,3	1,3	0,5	0,2
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>0,0</b>	<b>8,9</b>	<b>19,7</b>	<b>44,6</b>	<b>10,4</b>	<b>10,8</b>	<b>3,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou – 5%

Avant application de tout dégrèvement, près de 30 % des contribuables de notre population voient leur cotisation baisser. Cette baisse est comprise entre 5 et 10 % pour les deux tiers d’entre eux. Aucun contribuable ne bénéficie d’une baisse de cotisation de plus de 25 %.

Près de la moitié des contribuables (44,6 %) voient leur cotisation rester stable.

Enfin, plus du quart des contribuables supportent une hausse de cotisation : cette hausse est comprise, pour 80 % d’entre eux, entre 5 % et 25 %.

Les contribuables qui disposent des revenus les plus faibles sont les plus nombreux à bénéficier des baisses de cotisation émise et les moins nombreux à supporter des hausses. Avec l’augmentation des revenus, le nombre de contribuables qui bénéficient d’une baisse de leur cotisation émise diminue, alors que ceux qui supportent des hausses augmentent.

*Dispersion des cotisations après dégrèvement par décile de revenu fiscal de référence*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 7 265	22 820	161,9	0,0	3,1	0,1	6,6	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
7 265 à 10 467	22 820	161,3	0,0	0,0	0,4	8,9	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0
10 467 à 12 880	22 820	231,6	0,0	0,0	0,6	8,5	0,3	0,4	0,1	0,1	0,0
12 880 à 15 508	22 820	288,7	0,0	0,1	0,7	8,0	0,5	0,5	0,2	0,1	0,0
15 508 à 18 065	22 820	346,8	0,0	0,1	0,8	7,4	0,7	0,6	0,2	0,1	0,1
18 065 à 20 830	22 820	394,3	0,0	0,0	0,7	7,1	0,9	0,8	0,3	0,1	0,0
20 830 à 24 276	22 820	443,2	0,0	0,0	0,7	6,6	1,2	1,0	0,3	0,1	0,1
24 276 à 28 979	22 820	497,6	0,0	0,0	0,5	6,0	1,6	1,3	0,3	0,2	0,1
28 979 à 37 287	22 820	565,3	0,0	0,0	0,3	5,0	2,1	2,0	0,4	0,1	0,1
Plus de 37 287	22 820	744,0	0,0	0,0	0,1	2,6	2,0	3,3	1,2	0,5	0,2
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383,4</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>66,7</b>	<b>9,6</b>	<b>10,2</b>	<b>3,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,7</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou – 5%

Après dégrèvement au titre du plafonnement en fonction du revenu, les deux tiers des contribuables de notre échantillon conservent une cotisation nette à payer pratiquement inchangée (elle varie de - 5 % à + 5 %). Par ailleurs, les dégrèvements ne modifient qu'à la marge les hausses de cotisation émises constatées dans le premier tableau.

Enfin, 8 % des contribuables bénéficient d'une baisse de cotisation nette à payer, comprise entre 5 % et 25 %.

*Variation de la cotisation moyenne à payer par décile de revenu*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme	Cotisation moyenne à payer après réforme	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	161,9	145,0	-4,5
7 265 à 10 467	22 820	161,3	162,5	1,4
10 467 à 12 880	22 820	231,6	232,2	1,5
12 880 à 15 508	22 820	288,7	289,5	2,3
15 508 à 18 065	22 820	346,8	347,4	3,0
18 065 à 20 830	22 820	394,3	396,7	3,6
20 830 à 24 276	22 820	443,2	447,6	5,1
24 276 à 28 979	22 820	497,6	507,4	6,2
28 979 à 37 287	22 820	565,3	586,3	8,4
Plus de 37 287	22 820	744,0	842,0	19,4
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383,4</b>	<b>395,6</b>	<b>4,6</b>

L'introduction d'une fraction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induit une augmentation moyenne des cotisations nettes de 4,6 %. Cependant, la pression fiscale ressentie par les contribuables varie fortement en fonction de la tranche de revenus à laquelle ils appartiennent.

80 % des contribuables voient leur cotisation nette à payer augmenter, en moyenne de 1,4 % à 8,4 %. La cotisation nette à payer augmente d'autant plus que les revenus sont élevés. 10 % des contribuables qui disposent des revenus les plus importants supportent une hausse de leur cotisation de près de 20 %. A l'inverse, 10 % des contribuables qui disposent des revenus les plus faibles voient leur cotisation diminuer de 4,5 %.

**Dispersion des cotisations émises (cotisations avant dégrèvement) par décile de cotisation émise**

Tranche de cotisations émises avant	Nombre	Cotisation moyenne émise avant réforme	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 162	22 820	101,5	0,0	0,8	0,4	2,4	1,0	2,3	1,7	1,0	0,5
162 à 231	22 820	198,2	0,0	0,9	1,2	3,8	1,4	1,9	0,6	0,1	0,0
231 à 289	22 820	259,9	0,0	1,2	1,6	4,2	1,4	1,4	0,3	0,1	0,0
289 à 348	22 820	318,3	0,0	1,2	1,8	4,4	1,1	1,1	0,2	0,1	0,0
348 à 414	22 820	381,0	0,0	1,0	2,1	4,8	1,1	0,9	0,2	0,0	0,0
414 à 488	22 820	450,5	0,0	1,0	2,3	4,8	1,0	0,8	0,1	0,0	0,0
488 à 568	22 820	526,6	0,0	0,8	2,5	5,0	0,9	0,7	0,1	0,0	0,0
568 à 667	22 820	614,4	0,0	0,7	2,6	5,2	0,8	0,6	0,1	0,0	0,0
667 à 834	22 820	740,0	0,0	0,6	2,6	5,2	0,9	0,6	0,1	0,0	0,0
Plus de 834	22 820	1 134,1	0,0	0,8	2,6	4,9	0,8	0,6	0,2	0,1	0,1
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>0,0</b>	<b>8,9</b>	<b>19,7</b>	<b>44,6</b>	<b>10,4</b>	<b>10,8</b>	<b>3,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou - 5%

Contrairement à l'analyse des variations de cotisation émise par tranche de revenu, les variations de la cotisation émise sont relativement homogènes entre les différentes tranches de cotisation.

Il s'avère que les 10 % des contribuables dont la cotisation est la plus faible sont les plus nombreux à supporter des hausses de cotisation. Cette tranche se caractérise par des contribuables qui disposent de revenus importants alors qu'ils occupent des logements dont la valeur locative est faible.

**Dispersion des cotisations après dégrèvement par décile de cotisation à payer**

Tranche de cotisations à payer avant réforme (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant (€)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 84	22 820	23,6	0,0	0,1	0,0	7,9	0,1	0,3	0,5	0,5	0,4
84 à 168	22 820	130,0	0,0	0,3	0,1	5,4	0,9	1,8	1,0	0,4	0,1
168 à 224	22 820	197,4	0,0	0,4	0,4	6,2	1,0	1,5	0,5	0,1	0,0
224 à 272	22 820	248,2	0,0	0,5	0,5	6,4	1,1	1,2	0,3	0,1	0,0
272 à 323	22 820	297,4	0,0	0,6	0,5	6,6	1,0	1,0	0,2	0,0	0,0
323 à 384	22 820	352,9	0,0	0,3	0,6	6,9	1,0	0,9	0,2	0,0	0,0
384 à 457	22 820	419,7	0,0	0,4	0,7	7,0	1,0	0,9	0,1	0,0	0,0
457 à 553	22 820	501,9	0,0	0,3	0,6	7,1	1,1	0,8	0,1	0,0	0,0
553 à 717	22 820	625,0	0,0	0,3	0,5	7,0	1,2	0,9	0,1	0,0	0,0
717 et plus	22 820	1 043,4	0,0	0,3	0,9	6,2	1,3	1,0	0,2	0,1	0,1
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>384,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>	<b>4,9</b>	<b>66,7</b>	<b>9,6</b>	<b>10,2</b>	<b>3,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,7</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou - 5%

10 % des contribuables dont la cotisation est la plus faible ne bénéficient pas de baisse de leur cotisation. En revanche, ils supportent les hausses de cotisation les plus élevées.

*Variation de la cotisation moyenne émise par décile de cotisation émise*

Tranche de cotisation émise (situation avant)	Nombre	Cotisation moyenne émise (situation avant)	Cotisation moyenne émise (situation après)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 162	22 820	101,5	122,3	61
162 à 231	22 820	198,2	207,6	5
231 à 289	22 820	259,9	264,7	2
289 à 348	22 820	318,3	320,0	1
348 à 414	22 820	381,0	381,6	0
414 à 488	22 820	450,5	448,2	- 0,5
488 à 568	22 820	526,6	521,8	- 1
568 à 667	22 820	614,4	607,5	- 1
667 à 834	22 820	740,0	734,0	- 1
Plus de 834	22 820	1 134,1	1131,2	0
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>474,0</b>	<b>6,5</b>

10 % des contribuables qui supportent avant dégrèvement les cotisations les plus faibles voient leur cotisation augmenter, en moyenne de 61 %.

30 % des contribuables supportent une hausse de leur cotisation émise variant de 1 à 5 %.

Enfin, le reste des contribuables bénéficie d'un allègement de la cotisation émise, en moyenne de moins de 1 %.

*Variation de la cotisation moyenne à payer par décile de cotisation à payer*

Tranche de cotisations à payer (situation avant)	Nombre	Cotisation moyenne à payer (situation avant)	Cotisation moyenne à payer (situation après)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 84	22 820	23,6	31,7	14
84 à 168	22 820	130,0	142,5	10
168 à 224	22 820	197,4	206,7	5
224 à 272	22 820	248,2	255,2	3
272 à 323	22 820	297,4	303,5	2
323 à 384	22 820	352,9	360,5	2
384 à 457	22 820	419,7	427,6	2
457 à 553	22 820	501,9	512,5	2
553 à 717	22 820	625,0	641,0	2,5
717 et plus	22 820	1 043,4	1074,2	3
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>384,0</b>	<b>395,6</b>	<b>4,6</b>

20 % des contribuables dont la cotisation à payer est la plus faible supportent l'augmentation la plus élevée, allant de 10 à 14 %.

Le reste des contribuables supporte une augmentation de leur cotisation comprise entre 2 % et 5 %.

*b – Conséquences combinées de l'introduction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation et de la réforme de l'impôt sur le revenu*

#### Incidence de la réforme de l'IR et de la TH

Décile de revenu fiscal de référence des occupants	Revenu fiscal de référence moyen des occupants (en €)	Gain total de la réforme (IR + TH) (en €)	Part du gain dans le revenu fiscal de référence (en %)
1	2 985	17,7	0,59
2	9 050	93,3	1,03
3	11 673	128,5	1,10
4	14 138	160,5	1,14
5	16 775	211,6	1,26
6	19 415	233,7	1,20
7	22 490	315,3	1,40
8	26 466	373,3	1,41
9	32 592	523,2	1,61
1	37 971	645,6	1,70
2	39 441	687,4	1,74
3	41 139	727,2	1,77
4	43 192	807,8	1,87
5	45 698	836,9	1,83
6	48 798	912,0	1,87
7	53 193	987,7	1,86
8	59 802	1 282,1	2,14
9	72 906	1 679,4	2,30
10	165 239	2 323,6	1,41
<b>Total</b>	<b>21 632</b>	<b>332,3</b>	<b>1,54</b>

Dans cette hypothèse, la réforme de l'impôt sur le revenu s'entend avant les baisses votées pour le collectif budgétaire<sup>3</sup> et en supposant que la réforme se situe à son terme, c'est-à-dire en 2003.

Quelle que soit la tranche de revenu de référence, l'incidence combinée de la réforme de l'impôt sur le revenu et l'introduction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation se traduit, pour le contribuable, par un gain toujours inférieur à 2,3 % du revenu de référence moyen de l'ensemble des occupants d'un local.

<sup>3</sup> Pour que les résultats demeurent comparables à ceux des hypothèses précédentes.

## 2. Conséquences de ce dispositif pour l'Etat

### Nombre de bénéficiaires et coût des dégrèvements

Type de dégrèvement	Situation avant		Situation simulée		Variation	
	Nombre de bénéficiaires	Coût du dégrèvement (en M€)	Nombre de bénéficiaires	Coût du dégrèvement (en M€)	Ecart	Economie du dégrèvement (en M€)
Plafonnement à 4,3% total	10 406	3,1	10 924	2,8	518	0,3
Plafonnement à 4,3% partiel	68 741	16,2	66 950	14,1	- 1 791	2,1
Plafonnement à 3,4% partiel	5 320	0,7	5 881	0,8	561	- 0,1
<b>Total</b>	<b>84 467</b>	<b>20</b>	<b>83 755</b>	<b>17,7</b>	<b>- 712</b>	<b>2,3</b>

Les variations de cotisation ont une incidence sur le coût des dégrèvements accordés au titre du plafonnement en fonction du revenu.

Globalement, pour les personnes disposant de faibles revenus, les baisses de cotisation émise sont supérieures aux hausses de cotisation. En conséquence, l'Etat réalise une économie de l'ordre de 2,3 M€ sur le coût des dégrèvements du département du Loiret.

### Montant des dégrèvements pris en charge par l'Etat par décile de revenu

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Dégrèvement moyen (situation avant)	Dégrèvement moyen (situation simulée)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	180,7	159,3	4,6
7 265 à 10 467	22 820	192,8	170,4	- 10
10 467 à 12 880	22 820	163,4	142,5	- 11
12 880 à 15 508	22 820	126,8	110,8	- 9
15 508 à 18 065	22 820	85,2	74,5	- 6
18 065 à 20 830	22 820	60,1	52,7	- 4
20 830 à 24 276	22 820	36,0	32,5	- 1
24 276 à 28 979	22 820	19,1	18,3	0
28 979 à 37 287	22 820	10,5	11,1	1
Plus de 37 287	22 820	4,1	5,0	1
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>87,8</b>	<b>77,7</b>	<b>-3</b>

En moyenne, le montant des dégrèvements diminue de 3 %. Les plus fortes baisses moyennes concernent les contribuables dont le revenu fiscal de référence est compris entre 7 200 € et 15 500 €.

### 3. Conséquences du dispositif pour les collectivités

#### Répartition des communes en fonction de la variation moyenne des bases par habitant

Variation de bases par habitant (en €)	Nombre de communes
Moins de 152	192
152 à 183	107
183 à 213	25
213 à 274	7
274 à 457	1
Plus de 457	2
<b>Total</b>	<b>334</b>

L'introduction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induit pour la quasi-totalité des communes une variation moyenne des bases par habitant inférieure à 213 €.

#### Variation en valeur relative de la cotisation brute<sup>4</sup> par taille de communes

Taille des communes (nombre d'habitants)	Nombre de communes	Montant de la diminution de cotisation brute (en milliers d'€)	Montant de l'augmentation de cotisation brute (en milliers d'€)	Montant total de la variation de cotisation brute (en milliers d'€)
Moins de 500	151	15,8	184,2	168,4
500 à 1 000	64	30,1	226,7	196,6
1 000 à 5 000	94	76,6	956,0	879,4
5 000 à 20 000	22	169,6	1 267,8	1 098,2
20 000 à 100 000	2	0	274,3	274,3
Plus de 100 000	1	0	1 037,2	1 037,2
<b>Total</b>	<b>334</b>	<b>292,1</b>	<b>3 946,2</b>	<b>3 654,1</b>

Ce tableau montre l'existence de transferts de charge au niveau départemental. En effet, si les transferts de cotisation se limitaient au sein de la commune, le montant total de la variation de la cotisation brute serait nul pour chaque ligne.

<sup>4</sup> La cotisation brute correspond à la somme des produits de chaque collectivité hors frais d'Etat.

**Variation en valeur relative du produit départemental par taille de commune**

Taille des communes (nombre d'habitants)	Communes où le produit départemental diminue		Communes où le produit départemental augmente		Total	
	Nombre de communes	Montant de la diminution (en millions d'€)	Nombre de communes	Montant de l'augmentation (en millions d'€)	Nombre de communes	Montant de la variation (en millions d'€)
Moins de 500	5	0	146	0,04	151	0,04
De 500 à 1 000	0	0	64	0,06	64	0,06
De 1 000 à 5 000	8	0	86	0,17	94	0,17
De 5 000 à 20 000	12	-0,13	10	0,05	22	-0,08
De 20 000 à 100 000	2	-0,09	0	0,00	2	-0,09
Plus de 100 000	1	-0,10	0	0,00	1	-0,10
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>	<b>-0,32</b>	<b>306</b>	<b>0,32</b>	<b>334</b>	<b>0,00</b>

**Répartition des communes en fonction du niveau des bases par habitant**

Taille des communes (nombre d'habitants)	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de base par habitant varie de:					
		0 à 152 €	152 à 183 €	183 à 213 €	183 à 274 €	274 à 457 €	Plus de 457 €
Moins de 500	151	86	55	6	2	1	1
De 500 à 1 000	64	40	17	3	3	0	1
De 1 000 à 5 000	94	52	28	12	2	0	0
De 5 000 à 20 000	22	13	6	3	0	0	0
De 20 000 à 100 000	2	1	0	1	0	0	0
Plus de 100 000	1	0	1	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>334</b>	<b>192</b>	<b>107</b>	<b>25</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

Tranche de base avant réforme par habitant (en €)	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de base par habitant varie de:					
		0 à 152 €	152 à 183 €	183 à 213 €	183 à 274 €	274 à 457 €	Plus de 457 €
0 à 305	1	1	0	0	0	0	0
305 à 457	17	17	0	0	0	0	0
De 457 à 610	148	113	33	1	1	0	0
De 610 à 762	123	52	55	11	4	0	1
Plus de 762	45	9	19	13	2	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>334</b>	<b>192</b>	<b>107</b>	<b>25</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

**Dispersion des communes par tranche de taux communal avant réforme**

Tranche de taux communal avant réforme	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de taux diminue de:				
		plus de 50 %	entre 40 % et 50 %	entre 30 % et 40 %	entre 20 % et 30 %	entre 10 % et 20 %
0% à 7%	44	0	0	1	18	25
7% à 10%	177	0	0	0	79	98
10% à 15%	102	0	0	0	42	60
Plus de 15%	11	0	0	0	4	7
<b>TOTAL</b>	<b>334</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>143</b>	<b>190</b>

**Effet combiné de la réforme de l'impôt sur le revenu et  
de la réforme de la taxe d'habitation  
pour les revenus les plus élevés**

(en €)

Niveau de revenu	Gain moyen lié à la réforme d'IR <sup>(1)</sup>	1 <sup>ère</sup> hypothèse : résultat brut		2 <sup>ème</sup> hypothèse : recyclage du gain sur la part revenu		3 <sup>ème</sup> hypothèse : recyclage du gain par un écrêtement	
		Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH	Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH	Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH
28 979 à 37 287	544,2	21	4	5,3	1	9,6	2
37 287 à 38 690	678,3	32,7	5	11,1	2	15,0,	2
38 690 à 40 247	721,9	34,5	5	13,0	2	16,8	2
40 247 à 42 088	768,7	41,5	5	15,1	2	20,0	3
42 088 à 44 375	853,3	45,5	5	18,1	2	21,6	3
44 375 à 47 104	888,2	51,3	6	22,3	3	23,8	3
47 104 à 50 740	970,4	58,4	6	25,2	3	25,0	3
50 740 à 55 879	1 056,9	69,2	7	34,1	3	29,3	3
55 879 à 64 702	1 370,7	88,6	6	46,6	3	34,0	2
64 702 à 84 585	1 802,3	122,9	7	70,7	4	39,5	2
Plus de 84 585	2 758,2	434,6	28	311,1	11	57,2	2

<sup>(1)</sup> Estimation au plan national.

<sup>(2)</sup> Perte moyenne estimée sur le département du Loiret.

**INTRODUCTION D'UNE PART DU REVENU  
DANS L'ASSIETTE DE LA TAXE D'HABITATION**

**Hypothèse n° 2**

**PART FIXE DU REVENU DIMINUE D'ABATTEMENT**

**Effet combiné de la réforme de l'impôt sur le revenu et  
de la réforme de la taxe d'habitation**

(en €)

Niveau de revenu	Gain moyen lié à la réforme d'IR <sup>(1)</sup>	1 <sup>ère</sup> hypothèse : résultat brut		2 <sup>ème</sup> hypothèse : recyclage du gain sur la part revenu		3 <sup>ème</sup> hypothèse : recyclage du gain par un écrêtement	
		Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH	Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH	Perte moyenne liée à la réforme de la TH <sup>(2)</sup>	% du gain IR absorbé par la réforme de la TH
28 979 à 37 287	544,2	43,90	8	-	-	31,6	6
37 287 à 38 690	678,3	105,6	16	30,2	4	78,7	12
38 690 à 40 247	721,9	119,06	16	39,2	5	86,7	12
40 247 à 42 088	768,7	148,0	19	55,9	7	106,4	14
42 088 à 44 375	853,3	173,0	20	71,3	8	118,3	14
44 375 à 47 104	888,2	204,6	23	91,2	10	132,2	15
47 104 à 50 740	970,4	256,3	26	122,6	13	154,1	16
50 740 à 55 879	1 056,9	319,8	30	164,8	16	177,9	17
55 879 à 64 702	1 370,7	416,0	30	226,4	17	195,4	14
64 702 à 84 585	1 802,3	598,7	33	344,2	19	225,6	13
Plus de 84 585	2 758,2	2 067,7	75	1 318,7	48	281,3	10

<sup>(1)</sup> Estimation au plan national.

<sup>(2)</sup> Perte moyenne estimée sur le département du Loiret.

## SIMULATION DU DISPOSITIF

### Introduction d'une fraction de revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation

La présente fiche a pour objet de décrire et de présenter les résultats d'un dispositif de simulations introduisant une fraction de revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation.

Le revenu pris en compte correspond à 10 % des revenus de référence des occupants d'un même logement (concubins, enfants, parents,.....).

Des abattements sont appliqués sur « la base revenu ». Ils sont calculés au niveau national de telle sorte que la base nette revenu représente 15 % de la nouvelle base<sup>5</sup>, selon l'équation ci-dessous :

$$10 \% (\text{Revenu-abattement}) = 15 \% [\text{VL} + 10 \% (\text{Revenu} - \text{abattement})].$$

Enfin, les taux baissent mécaniquement pour garantir à chaque collectivité une recette inchangée<sup>6</sup>.

La simulation a été effectuée sur le département du Loiret (45) pour l'année 2000, en tenant compte de la suppression de la part régionale et du plafonnement des cotisations en fonction des revenus.

### Actualisation des simulations réalisées en 1998

L'institution d'une assiette mixte composée de la valeur locative du local et d'une fraction du revenu a déjà fait l'objet d'une étude dans le cadre des travaux du Comité de stratégie fiscale de 1998. Le pourcentage de revenu pris en compte était de 10 %. Cette base « revenu » était diminuée de deux abattements (un abattement général à la base de 4 573,47 € par adulte et un abattement pour charge de famille de 2 286,7 € par personne à charge). Ces montants avaient été définis de telle sorte qu'au niveau national la base « revenu » représente 30 % de la nouvelle assiette de la taxe.

La réforme de la taxe d'habitation de 2000 consistant à supprimer la part régionale de la cotisation et à plafonner la cotisation en fonction des revenus modifie les effets d'une intégration des revenus dans la base de la taxe d'habitation. Elle ramène le nombre de contribuables bénéficiant d'une baisse de la cotisation à payer de 45 % à 25 % et porte le nombre de contribuables ayant une cotisation à payer inchangée de 24 % à 44 %. Le nombre de contribuables dont la cotisation nette à payer augmente n'est pas modifié par rapport à l'hypothèse de 1998 (soit 31 %).

### Nouveau dispositif

#### *1. Conséquences du nouveau dispositif pour les redevables*

Dans cette étude seront présentés successivement, les effets de ce nouveau dispositif puis les effets de ce dispositif combinés avec ceux de la récente réforme de l'impôt sur le revenu.

<sup>5</sup> Un abattement général à la base de 8 232,2 € par adulte imposé dans le logement et un abattement pour charge de famille de 4 116,1 € par personne à charge. Les abattements actuels continuent d'être appliqués à la base « logement ».

<sup>6</sup> Les résidences secondaires, les dépendances continuent d'être imposées uniquement sur la valeur locative et leur taux d'imposition est le taux actuel.

## a – Conséquences du nouveau dispositif de la taxe d’habitation

*Dispersion des cotisations émises par décile de revenu fiscal de référence*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne émise avant réforme (en €)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 7 265	22 820	348,8	0,9	8,9	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7 265 à 10 467	22 820	355,6	0,7	8,6	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10 467 à 12 880	22 820	396,3	0,9	6,5	1,2	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
12 880 à 15 508	22 820	415,8	1,1	6,1	0,6	1,3	0,3	0,4	0,2	0,1	0,0
15 508 à 18 065	22 820	432,0	1,1	6,9	0,2	0,7	0,3	0,5	0,2	0,1	0,0
18 065 à 20 830	22 820	454,5	0,9	6,3	0,9	0,8	0,3	0,5	0,2	0,1	0,0
20 830 à 24 276	22 820	479,1	0,8	4,7	1,1	1,7	0,4	0,7	0,4	0,1	0,1
24 276 à 28 979	22 820	516,6	0,5	3,8	0,9	1,9	0,8	1,2	0,6	0,2	0,1
28 979 à 37 287	22 820	575,8	0,2	1,5	0,8	2,0	1,0	2,4	1,4	0,5	0,2
Plus de 37 287	22 820	748,2	0,0	0,2	0,1	0,6	0,5	1,8	2,7	2,4	1,7
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>7,1</b>	<b>53,6</b>	<b>6,2</b>	<b>10,3</b>	<b>3,7</b>	<b>7,7</b>	<b>5,8</b>	<b>3,5</b>	<b>2,1</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou – 5%

Avant application de tout dégrèvement, les deux tiers des contribuables voient leur cotisation baisser. Cette baisse varie de 10 à 25 % pour 80 % d’entre eux. Plus de 10 % des contribuables voient leur cotisation rester stable. Enfin, près du quart des contribuables supportent une hausse de cotisation. Pour près de 6 % des contribuables cette augmentation est supérieure à 50 %.

*Dispersion des cotisations après dégrèvement par décile de revenu fiscal de référence*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (en €)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 7 265	22 820	161,9	0,3	3,3	0,0	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7 265 à 10 467	22 820	161,3	0,2	1,8	0,4	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10 467 à 12 880	22 820	231,6	0,4	1,7	0,5	6,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
12 880 à 15 508	22 820	288,7	0,7	2,7	0,3	5,4	0,3	0,4	0,2	0,1	0,0
15 508 à 18 065	22 820	346,8	0,8	4,3	0,4	3,5	0,2	0,4	0,2	0,1	0,0
18 065 à 20 830	22 820	394,3	0,7	4,4	1,1	2,7	0,2	0,5	0,2	0,1	0,0
20 830 à 24 276	22 820	443,2	0,7	3,9	1,1	2,7	0,4	0,7	0,4	0,1	0,1
24 276 à 28 979	22 820	497,6	0,5	3,3	1,0	2,4	0,8	1,2	0,6	0,2	0,1
28 979 à 37 287	22 820	565,3	0,2	1,4	0,8	2,2	1,0	2,4	1,4	0,5	0,2
Plus de 37 287	22 820	744,0	0,0	0,2	0,1	0,6	0,5	1,8	2,7	2,4	1,7
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383,4</b>	<b>4,5</b>	<b>26,8</b>	<b>5,9</b>	<b>40,4</b>	<b>3,6</b>	<b>7,6</b>	<b>5,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou – 5%

Après dégrèvement au titre du plafonnement en fonction du revenu, plus de 40 % des contribuables conservent une cotisation nette à payer pratiquement inchangée (elle varie de - 5 % à + 5 %). Par ailleurs, les dégrèvements ne modifient pas les hausses de cotisation émise constatées dans le premier tableau de dispersion.

Près de 37 % des contribuables bénéficient d’une baisse de cotisation nette à payer. Cette baisse est comprise entre 10 et 25 % pour 72 % d’entre eux.

*Variation de la cotisation moyenne à payer par décile de revenu*

Tranche de revenu fiscal de référence (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (en €)	Cotisation moyenne à payer après réforme (en €)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	161,9	130,2	-8
7 265 à 10 467	22 820	161,3	154,9	-4
10 467 à 12 880	22 820	231,6	223,0	-4
12 880 à 15 508	22 820	288,7	274,0	-6
15 508 à 18 065	22 820	346,8	320,3	-9
18 065 à 20 830	22 820	394,3	365,4	-8
20 830 à 24 276	22 820	443,2	416,0	-6
24 276 à 28 979	22 820	497,6	485,9	0
28 979 à 37 287	22 820	565,3	609,2	12
Plus de 37 287	22 820	744,0	1 184,8	72
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>383,4</b>	<b>416,3</b>	<b>4</b>

L'introduction d'une fraction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induit une augmentation moyenne des cotisations nettes de 4 %. Cependant, la pression fiscale ressentie par les contribuables varie fortement en fonction de la tranche de revenus à laquelle ils appartiennent.

80 % des contribuables voient leur cotisation nette à payer diminuer, en moyenne de 4 à 9 % dès lors que leur revenu fiscal de référence n'excède pas 28 979 €. La baisse la plus forte (- 9 %) concerne les contribuables dont le revenu est compris entre 15 508 € et 18 065 €.

A l'inverse, les hausses constatées dans le département du Loiret sont très importantes pour 10 % de la population : la cotisation de taxe d'habitation augmente, en moyenne, de 72 % pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence est supérieur à 37 287 €.

*Dispersion des cotisations émises (cotisations avant dégrèvement) par décile de cotisation émise avant réforme*

Tranche de cotisations émises avant réforme (en €)	Nombre	Cotisation moyenne émise avant réforme (en €)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0%(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 162	22 820	101,5	1,6	5,4	0,2	0,9	0,4	0,2	0,4	0,4	0,5
162 à 231	22 820	198,2	1,3	6,0	0,4	0,6	0,5	0,2	0,5	0,3	0,2
231 à 289	22 820	259,9	1,0	6,0	0,5	0,7	0,6	0,3	0,5	0,3	0,2
289 à 348	22 820	318,3	0,9	5,9	0,5	0,8	0,7	0,3	0,5	0,3	0,2
348 à 414	22 820	381,0	0,8	5,7	0,6	1,0	0,7	0,4	0,5	0,3	0,2
414 à 488	22 820	450,5	0,6	5,7	0,7	1,0	0,8	0,4	0,5	0,3	0,2
488 à 568	22 820	526,6	0,4	5,6	0,7	1,2	0,8	0,4	0,6	0,3	0,1
568 à 667	22 820	614,4	0,3	5,4	0,8	1,2	0,8	0,4	0,6	0,3	0,1
667 à 834	22 820	740,0	0,2	4,6	0,9	1,5	1,1	0,5	0,7	0,4	0,2
Plus de 834	22 820	1 134,1	0,1	3,4	0,9	1,6	1,4	0,7	1,1	0,6	0,3
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>7,1</b>	<b>53,6</b>	<b>6,2</b>	<b>10,4</b>	<b>7,7</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou - 5%

Près du cinquième des contribuables du département du Loiret dont la cotisation émise est inférieure à 162 € enregistrent une hausse de cotisation. Il s'agit de personnes dont le

revenu fiscal de référence est, en moyenne, de 23 477 € alors qu'ils occupent un logement dont la valeur locative est très faible.

*Dispersion des cotisations après dégrèvement par décile de cotisation à payer avant réforme*

Tranche de cotisations à payer avant réforme (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (en €)	Baisse supérieure à 25%	Baisse de 10 à 25%	Baisse de 5 à 10%	0%(*)	Hausse de 5 à 10%	Hausse de 10 à 25%	Hausse de 25 à 50%	Hausse de 50 à 100%	Hausse supérieure à 100%
0 à 84	22 820	23,6	0,4	1,0	0,0	8,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3
84 à 168	22 820	130,0	1,0	3,2	0,3	4,1	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3
168 à 224	22 820	197,4	0,8	3,5	0,4	4,0	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2
224 à 272	22 820	248,2	0,6	3,5	0,5	3,9	0,2	0,5	0,4	0,3	0,2
272 à 323	22 820	297,4	0,6	3,4	0,6	3,9	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1
323 à 384	22 820	352,9	0,5	3,2	0,6	3,8	0,4	0,7	0,5	0,3	0,2
384 à 457	22 820	419,7	0,4	3,1	0,8	3,6	0,4	0,8	0,5	0,3	0,2
457 à 553	22 820	501,9	0,2	2,8	0,9	3,5	0,4	0,9	0,6	0,3	0,2
553 à 717	22 820	625,0	0,1	2,1	1,0	3,3	0,6	1,3	0,9	0,5	0,2
Plus de 717	22 820	1 043,4	0,0	1,0	0,9	2,4	0,9	2,0	1,5	0,8	0,5
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>384,0</b>	<b>4,5</b>	<b>26,8</b>	<b>5,9</b>	<b>40,4</b>	<b>3,6</b>	<b>7,6</b>	<b>5,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>

(\*) : la variation de cotisation est considérée comme nulle quand elle est comprise entre + ou - 5%

L'introduction d'une fraction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation est neutre pour 80 % des contribuables du premier décile de cotisation et pour près de 40 % des contribuables de chacun des déciles suivants (à l'exception des derniers).

Près du tiers des contribuables acquittant des cotisations entre 84 € et 457 € bénéficient d'une baisse de 10 à 25 % de leur cotisation.

Enfin, 57 % des contribuables du dernier décile de cotisation supportent une hausse de cotisation dont 13 % une hausse de cotisation de plus de 50 %.

*Variation de la cotisation moyenne émise par décile de cotisation émise avant réforme*

Tranche de cotisation émises avant réforme (en €)	Nombre	Cotisation moyenne émise avant réforme (en €)	Cotisation moyenne émise après réforme (en €)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 162	22 820	101,5	101,4	25
162 à 231	22 820	198,2	184,3	-7
231 à 289	22 820	259,9	240,3	-8
289 à 348	22 820	318,3	296,8	-7
348 à 414	22 820	381,0	362,1	-5
414 à 488	22 820	450,5	429,8	-5
488 à 568	22 820	526,6	504,9	-4
568 à 667	22 820	614,4	595,5	-3
667 à 834	22 820	740,0	748,5	1
Plus de 834	22 820	1 134,1	1 278,7	11
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>472,6</b>	<b>472,6</b>	<b>0</b>

Les contribuables qui supportent (avant dégrèvement), avant réforme, une cotisation de moins de 162 € voient leur cotisation augmenter, en moyenne, de 25 %. Cette

augmentation moyenne cache des situations très disparates : un grand nombre de contribuables pour lesquels aucune augmentation n'est constatée et un petit nombre de contribuables supportant de très fortes hausses pour que la moyenne des variations de cotisation de l'ensemble des contribuables atteigne 25 %.

Puis, jusqu'à 667 € de cotisation (avant tout dégrèvement), les contribuables bénéficient d'un allègement de leur cotisation variant de 3 à 8 %.

Enfin, les contribuables acquittant plus de 667 € de cotisation supportent une hausse, en moyenne, de 1 à 11 %.

*Variation de la cotisation moyenne à payer par décile de cotisation à payer avant réforme*

Tranche de cotisations à payer avant réforme (en €)	Nombre	Cotisation moyenne à payer avant réforme (en €)	Cotisation moyenne à payer après réforme (en €)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 84	22 820	23,6	27,3	7
84 à 168	22 820	130,0	130,8	1
168 à 224	22 820	197,4	194,1	-2
224 à 272	22 820	248,2	242,4	-2
272 à 323	22 820	297,4	291,9	-2
323 à 384	22 820	352,9	355,5	1
384 à 457	22 820	419,7	426,4	2
457 à 553	22 820	501,9	522,4	4
553 à 717	22 820	625,0	682,7	9
Plus de 717	22 820	1 043,4	1 294,9	23
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>384,0</b>	<b>416,8</b>	<b>4</b>

Une baisse de cotisation à payer est constatée pour les contribuables dont la cotisation à payer avant réforme est comprise entre 168 € et 323 €

*b – Conséquences combinées de la réforme de la taxe d’habitation et de la réforme de l’impôt sur le revenu*

**Incidence de la réforme de l’IR et de la TH**

Décile de revenu fiscal de référence des occupants	Revenu fiscal de référence moyen des occupants (en €)	Gain total de la réforme (IR + TH) (en €)	Part du gain dans le revenu fiscal de référence (en %)
1	2 985	32,3	1,08
2	9 050	100,8	1,11
3	11 673	137,7	1,18
4	14 138	175,9	1,24
5	16 775	238,7	1,42
6	19 415	264,8	1,36
7	22 490	346,7	1,54
8	26 466	394,7	1,49
9	32 592	500,3	1,54
1	37 971	572,8	1,51
2	39 441	602,8	1,53
3	41 139	620,6	1,51
4	43 192	680,2	1,57
5	45 698	683,6	1,50
6	48 798	714,1	1,46
7	53 193	737,1	1,39
8	59 802	954,6	1,60
9	72 906	1 203,7	1,65
10	165 239	690,6	0,42
<b>Total</b>	<b>21 632</b>	<b>311,8</b>	<b>1,44</b>

Dans cette hypothèse, la réforme de l’impôt sur le revenu s’entend avant les baisses votées pour le collectif budgétaire et en supposant que la réforme se situe à son terme, c’est-à-dire en 2003.

Quelle que soit la tranche de revenu de référence, l’incidence combinée de la réforme de l’impôt sur le revenu et celle de la taxe d’habitation se traduit, pour le contribuable, par un gain toujours inférieur à 1,7 % du revenu de référence moyen de l’ensemble des occupants d’un local.

Seule la dernière tranche du dernier décile bénéficie d’un avantage de moins de 0,5 % du revenu de référence.

## 2. Conséquences de la réforme pour l'Etat

### Nombre de bénéficiaires et coût des dégrèvements avant et après réforme

Type de dégrèvement	Avant réforme		Après réforme		Variation	
	Nombre de bénéficiaires	Coût du dégrèvement (en M€)	Nombre de bénéficiaires	Coût du dégrèvement (en M€)	Ecart	Economie du dégrèvement (en M€)
Plafonnement à 4,3% total	10 406	3,1	10 386	2,4	20	0,7
Plafonnement à 4,3% partiel	68 741	16,2	54 873	9,9	13 868	6,3
Plafonnement à 3,4% partiel	5 320	0,7	4 777	0,6	543	0,1
<b>Total</b>	<b>84 467</b>	<b>20</b>	<b>70 036</b>	<b>12,9</b>	<b>14 431</b>	<b>7,1</b>

Les variations de cotisation ont une incidence sur le coût des dégrèvements accordés au titre du plafonnement en fonction du revenu.

Dans la mesure où la nouvelle cotisation est pour partie fonction du revenu et où les cotisations des contribuables disposant des plus faibles revenus diminuent, parfois fortement, les dégrèvements dont bénéficient actuellement ces contribuables diminuent ou sont supprimés. Ainsi, le nombre de bénéficiaires des dégrèvements diminue t-il mécaniquement de près de 14 500 contribuables et une économie du coût des dégrèvements pour l'Etat, de l'ordre de 7,1 M€, est-elle réalisée pour le département du Loiret.

### Montant des dégrèvements pris en charge par l'Etat avant et après réforme par décile de revenu

	Nombre	Dégrèvement moyen avant réforme (en €)	Dégrèvement moyen après réforme (en €)	Moyenne des variations individuelles (en %)
0 à 7 265	22 820	180,7	134,6	-18
7 265 à 10 467	22 820	192,8	129,6	-33
10 467 à 12 880	22 820	163,4	107,3	-23
12 880 à 15 508	22 820	126,8	78,8	-26
15 508 à 18 065	22 820	85,2	45,3	-24
18 065 à 20 830	22 820	60,1	31,1	-19
20 830 à 24 276	22 820	36,0	18,8	-11
24 276 à 28 979	22 820	19,1	10,5	-5
28 979 à 37 287	22 820	10,5	7,9	-1
Plus de 37 287	22 820	4,1	5,8	1
<b>Total</b>	<b>228 200</b>	<b>87,8</b>	<b>57,0</b>	<b>-16</b>

En moyenne, le montant des dégrèvements diminue de 16 %. Les plus fortes baisses moyennes concernent les contribuables dont le revenu fiscal de référence n'excède pas 20 830 €.

### 3°) Conséquences de la réforme pour les collectivités

#### Répartition des communes en fonction de la variation moyenne des bases par habitant

Variation de bases par habitant (en €)	Nombre de communes
Moins de 152	58
152 à 183	78
183 à 213	68
213 à 274	65
274 à 457	57
Plus de 457	8
<b>Total</b>	<b>334</b>

L'introduction du revenu dans l'assiette de la taxe d'habitation induit pour la quasi-totalité des communes une variation moyenne des bases par habitant inférieure à 457 €.

#### Variation en valeur relative de la cotisation brute<sup>7</sup> par taille de communes

Taille des communes (nombre d'habitants)	Nombre de communes	Montant de la diminution de cotisation brute (en M€)	Montant de l'augmentation de cotisation brute (en M€)	Montant total de la variation de cotisation brute (en M€)
Moins de 500	151	0,4	0,5	0,1
500 à 1 000	64	0,5	0,6	0,1
1 000 à 5 000	94	2,6	2,7	0,1
5 000 à 20 000	22	4,3	4,0	-0,3
20 000 à 100 000	2	1,1	1,0	-0,1
Plus de 100 000	1	3,3	3,4	0,1
<b>Total</b>	<b>334</b>	<b>12,2</b>	<b>12,2</b>	<b>0,0</b>

Ce tableau montre l'existence de transferts de charge au niveau départemental. En effet, si les transferts de cotisation se limitaient au sein de la commune, le montant total de la variation de la cotisation brute serait nul pour chaque ligne.

<sup>7</sup> La cotisation brute correspond à la somme des produits de chaque collectivité hors frais d'Etat.

**Variation en valeur relative du produit départemental par taille de communes**

Taille des communes (nombre d'habitants)	Communes où le produit départemental diminue		Communes où le produit départemental augmente		Total	
	Nombre de communes	Montant de la diminution (en MF)	Nombre de communes	Montant de l'augmentation (en MF)	Nombre de communes	Montant de la variation (en MF)
Moins de 500	59	-0,1	92	0,3	151	0,2
500 à 1 000	21	-0,1	43	0,6	64	0,5
1 000 à 5 000	37	-0,5	57	1,4	94	1,0
5 000 à 20 000	14	-2,2	8	0,7	22	- 1,5
20 000 à 100 000	1	-0,6	1	0,1	2	- 0,5
Plus de 100 000	0	0,0	1	0,3	1	0,3
TOTAL	132	-3,4	202	3,4	334	0,0

**Répartition des communes en fonction du niveau des bases par habitant**

Taille des communes (nombre d'habitants)	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de base par habitant varie de					
		0 à 1 000	1 000 à 1 200	1 200 à 1 400	1 400 à 1 800	1 800 à 3 000	Plus de 3 000
Moins de 500	151	37	32	27	26	25	4
500 à 1 000	64	12	15	15	10	9	3
1 000 à 5 000	94	8	25	22	21	17	1
5 000 à 20 000	22	1	5	4	8	4	0
20 000 à 100 000	2	0	1	0	0	1	0
Plus de 100 000	1	0	0	0	0	1	0
TOTAL	334	58	78	68	65	57	8

Tranche de base avant réforme par habitant	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de base par habitant varie de					
		0 à 1 000	1 000 à 1 200	1 200 à 1 400	1 400 à 1 800	1 800 à 3 000	Plus de 3 000
0 à 2 000	1	1	0	0	0	0	0
2 000 à 3 000	17	13	2	1	1	0	0
3 000 à 4 000	148	30	53	31	21	12	1
4 000 à 5 000	123	14	17	32	27	30	3
Plus de 5 000	45	0	6	4	16	15	4
TOTAL	334	58	78	68	65	57	8

**Dispersion des communes par tranche de taux communal avant réforme**

Tranches de taux communal avant réforme	Nombre de communes	Nombre de communes dont la variation de taux diminue de				
		plus de 50%	entre 40 et 50%	entre 30 et 40%	entre 20 et 30 %	entre 10 et 20%
0 à 7 %	44	1	3	9	24	7
7 à 10 %	177	1	3	28	113	32
10 à 15 %	102	0	1	14	76	11
15 à 20 %	11	0	0	1	8	2
TOTAL	334	2	7	52	221	52

## PRISE EN COMPTE DE LA VALEUR AJOUTEE DANS LA TAXE PROFESSIONNELLE

Cette annexe présente l'incidence du remplacement de la cotisation de taxe professionnelle (TP) et de son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée par une cotisation assise entièrement et uniquement sur la valeur ajoutée des entreprises, avec la contrainte d'un coût budgétaire inchangé pour les entreprises au niveau macro-économique.

La simulation a consisté à remplacer, au niveau de chaque entreprise relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux assujettie au régime normal de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu<sup>1</sup> et dont la valeur ajoutée est positive, l'ensemble de ses cotisations nettes de TP en 2000 diminué éventuellement du dégrèvement en fonction de la valeur ajoutée<sup>2</sup>, par une imposition de 2,9 % de cette valeur ajoutée. Pour les entreprises dégageant une valeur ajoutée négative, aucune imposition nouvelle n'est substituée.

Globalement 568 000 entreprises peuvent faire l'objet de l'exploitation. Seules 91 % d'entre elles dégagent une valeur ajoutée positive pour un montant global de 621 Mds€. La cotisation nette de taxe professionnelle, c'est-à-dire après déduction du dégrèvement en fonction de la valeur ajoutée, reste stable dans l'ensemble à un niveau de 18 Mds€. Cependant en termes de pression fiscale individuelle, l'imposition de 2,9 % de la valeur ajoutée se traduit par une augmentation moyenne de cotisation de l'ordre de 1 400 %.

Les résultats sont ensuite présentés en fonction du secteur d'activités auquel appartiennent les entreprises, selon le chiffre d'affaires qu'elles réalisent et suivant le niveau de cotisation théorique de taxe professionnelle après plafonnement qu'elles acquittent en 2000.

### Résultats par secteur d'activités :

Secteur d'activités	Nombre d'entreprises	VA positive globale (en M€)	TP nette globale (en M€)		Écart moyen de TP nette (en €)	Moyenne des écarts individuels de TP (en %)	Écart médian de TP nette (en €)
			initiale	simulée			
Agriculture, chasse, sylviculture	5 395	2 261	57	66	1 545	507	- 200
Pêche, aquaculture	210	161	3	5	9 888	1 828	2 051
Industries extractives	1 497	2 041	73	59	- 8 970	310	- 3 765
Industrie manufacturière	82 229	204 609	6 914	5 935	- 11 376	532	397
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	825	24 635	1 473	714	- 906 894	7 703	- 846
Construction	51 407	33 356	1 176	967	- 3 898	524	2 931
Commerce - réparations automobiles et d'articles domestiques	180 291	111 810	2 751	3 242	2 823	890	1 067
Hôtels et restaurants	28 947	12 762	330	370	1 456	266	587
Transports et communications	24 626	41 448	1 382	1 202	- 6 947	581	- 256
Activités financières	15 723	42 332	698	1 228	34 024	12 884	958
Immobilier, location et services aux entreprises	144 504	114 820	2 157	3 330	8 215	2 191	914
Administration publique	41	46	1	1	17 794	1 047	1 839
Éducation	3 112	1 275	23	37	4 604	861	1 895
Santé et action sociale	6 069	7 286	228	211	- 2 437	284	1 119
Services collectifs, sociaux et personnels	21 260	16 527	382	479	4 716	585	662
Services domestiques	13	10	ε	ε	- 951	3 886	488
Divers	2 093	5 208	121	151	14 884	7 291	2 806
<b>Ensemble</b>	<b>568 242</b>	<b>620 587</b>	<b>17 769</b>	<b>17 997</b>	<b>610</b>	<b>1 433</b>	<b>975</b>

Source : DGI / M2

Les entreprises relevant du secteur énergétique enregistrent la valeur ajoutée positive moyenne la plus forte (près de 30 M€) très loin devant les activités financières ou l'industrie manufacturière (respectivement 2,7 et 2,5 M€).

<sup>1</sup> ) Il s'agit des entreprises assujetties au régime réel normal au titre de 1999.

<sup>2</sup> Sinon ces entreprises auraient supporté une hausse de cotisation d'environ 33 %

En revanche, l'industrie manufacturière participe pour un tiers à la valeur ajoutée globale, suivie par les secteurs « Immobilier, location et services aux entreprises » et « Commerce - réparations automobiles et d'articles domestiques » avec 18 % chacun. Ce sont également ces trois secteurs qui participent le plus (pour les deux tiers) au rendement net de taxe professionnelle.

Les activités financières apparaissent les plus pénalisées dans la mesure où elles voient leur cotisation nette augmenter en moyenne de 34 000 €, mais la moitié de ces entreprises subit une hausse limitée (à près de 1 000 €). Il est à noter pour le secteur des activités financières que quelques établissements génèrent une valeur ajoutée négative tellement importante que la valeur ajoutée globale de l'ensemble des entreprises du secteur devient négatif si on en tient compte. De plus, il est rappelé que la valeur ajoutée calculée à partir des liasses fiscales n'est pas celle dégagée par les entreprises de ce secteur et traduite dans leurs liasses professionnelles.

À l'inverse, le secteur énergétique voit sa cotisation nette moyenne baisser de 907 000 €. Dans l'ensemble, tout le secteur industriel au sens large profite en moyenne de ce nouveau dispositif, ainsi que le secteur des « transports et communications ».

Ces baisses sont le fait de quelques entreprises seulement au regard des baisses médianes observées. Par exemple, si le secteur de la construction profite d'une baisse moyenne de près de 4 000 €, la moitié de ces entreprises voit sa cotisation nette augmenter de près de 3 000 €.

La variation de pression fiscale subie par les entreprises n'est pas nécessairement du même ordre de grandeur que la variation d'impôt totale du secteur correspondant. Ainsi, la neutralité budgétaire d'ensemble du dispositif se traduit en fait par une forte augmentation individuelle (1 400 % de hausse moyenne) confirmée quelque soit le secteur d'activités étudié. Cette variation est la plus élevée chez les activités financières (13 000 % en moyenne), suivie par celle du secteur énergétique (8 000 %) et de l'immobilier (2 000 %).

La dispersion des écarts individuels entre la cotisation de TP nette (après plafonnement) et la cotisation simulée sur une fraction du chiffre d'affaires est fournie dans le tableau suivant selon l'activité de l'entreprises.

(en nombre d'entreprises)

Secteur d'activités	Moyenne des écarts individuels de TP nette											Ensemble
	<<50%	-50 à -25%	-25 à 0%	0 à 50%	50 à 100%	100 à 250%	250 à 500%	500 à 1000%	1000 à 10000%	10000 à 100000%	>100000%	
Agriculture, chasse, sylviculture	347	1 701	857	710	433	543	301	198	253	50	2	5 395
Pêche, aquaculture	38	19	22	20	15	30	22	7	34	2	1	210
Industries extractives	218	691	240	138	40	63	33	25	46	2	1	1 497
Industrie manufacturière	4 700	19 382	13 898	14 154	8 363	10 932	5 270	2 705	2 531	254	40	82 229
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	211	262	79	61	49	70	36	13	37	6	1	825
Construction	1 831	3 919	4 369	8 096	6 948	12 686	7 340	3 535	2 527	143	13	51 407
Commerce - réparations automobiles et d'articles domestiques	11 865	23 915	23 517	32 237	22 136	32 722	16 951	8 626	7 516	756	50	180 291
Hôtels et restaurants	1 420	5 435	4 790	5 182	3 449	4 688	2 232	980	681	82	8	28 947
Transports et communications	1 489	6 136	5 799	3 051	1 788	2 507	1 498	963	1 193	189	13	24 626
Activités financières	4 324	901	943	1 189	792	1 622	1 390	1 228	2 304	790	240	15 723
Immobilier, location et services aux entreprises	34 036	10 703	8 157	12 508	10 337	20 892	16 406	12 143	16 453	2 481	388	144 504
Administration publique	8	4	3	5	6	4	6	2	2	1	0	41
Éducation	239	268	278	468	331	581	407	253	244	40	3	3 112
Santé et action sociale	166	1 027	1 349	1 545	742	649	251	133	191	13	3	6 069
Services collectifs, sociaux et personnels	2 209	3 515	2 337	3 006	2 228	3 638	2 006	1 040	1 102	161	18	21 260
Services domestiques	3	1	1	1	1	4	0	1	0	1	0	13
Divers	254	197	240	315	205	301	237	130	162	41	11	2 093
Ensemble	63 358	78 076	66 879	82 686	57 863	91 932	54 386	31 982	35 276	5 012	792	568 242

Source : DGI / M2

On constate que 37 % des entreprises bénéficient du nouveau dispositif dans la mesure où en moyenne leur cotisation nette individuelle baisse. 77 % des entreprises du secteur des industries extractives, 67 % de celles du secteur énergétique et 55 % de celles des « transports et communications » sortent gagnantes avec des baisses moyennes de cotisation.

Parallèlement, 63 % de l'ensemble des entreprises subissent une pression fiscale individuelle supérieure avec une taxation sur leur valeur ajoutée. Les trois secteurs les plus perdants sont la construction avec 80% de ces entreprises, l'éducation avec les trois quarts et le commerce avec 67 %.

Enfin, on peut souligner la présence de très importants écarts individuels : plus de 20 % des entreprises perdantes enregistrent en moyenne une hausse de leur cotisation d'au moins 500 %. La très grande majorité d'entre elles relève des secteurs « Immobilier, location et services aux entreprises » et « Commerce - réparations automobiles et d'articles domestiques ».

#### Résultats par niveau de chiffre d'affaires :

Niveau de chiffre d'affaires	Nombre d'entreprises	VA positive globale	TP nette globale (en M€)		Écart moyen de TP nette (en €)	Moyenne des écarts individuels de TP (en %)	Écart médian de TP nette (en €)
		(en M€)	initiale	simulée			
De 0 à 7 M€	534 171	186 760	4 377	5 416	1 999	1 026	991
De 7 à 10 M€	9 452	23 206	617	673	6 352	2 925	1 372
De 10 à 20 M€	12 103	47 142	1 295	1 367	6 691	3 525	- 702
De 20 à 50 M€	7 523	63 920	1 846	1 854	2 590	5 613	- 5 335
De 50 à 70 M€	1 450	24 130	712	700	- 4 749	5 892	- 30 333
70 M€ et plus	3 543	275 429	8 922	7 987	- 246 845	40 966	- 57 324
<b>Ensemble</b>	<b>568 242</b>	<b>620 587</b>	<b>17 769</b>	<b>17 997</b>	<b>610</b>	<b>1 433</b>	<b>975</b>

Source : DGI / M2

Les entreprises réalisant plus de 70 M€ de chiffre d'affaires (CA) ont la valeur ajoutée moyenne la plus élevée (78 M€) et participent à hauteur de 44,4 % de la valeur ajoutée positive globale. Elles sont suivies pour 30 % par les entreprises réalisant moins de 7 M€ de CA. Ces deux niveaux extrêmes de CA participent également au plus forts rendements nets de taxe professionnelle (respectivement 50 et 25 %).

Globalement seules les deux dernières tranches (plus de 50 M€ de CA) constatent une baisse de cotisation, les entreprises les plus grosses bénéficiant d'une diminution moyenne de TP nette de 247 000 €. A contrario, les niveaux de CA intermédiaires entre 7 et 20 M€ accusent une augmentation moyenne de cotisation de plus de 6 000 €.

La mesure entraîne une augmentation de la taxe professionnelle nette globale pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur 7 millions d'euros : la taxe professionnelle globale augmente 1 039 millions d'euros, soit une hausse de 23,7 %. A contrario, les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 70 millions d'euros connaissent un allègement global de 935 millions d'euros, ce qui représente une baisse de 10,5 %. La répartition de la cotisation globale de TP reste stable pour les tranches intermédiaires. La nouvelle mesure opère ainsi un transfert de charge entre la première et la dernière tranche.

La moyenne des écarts individuels qui traduit la pression fiscale ressentie par les entreprises augmente pour toutes les tranches de chiffre d'affaires, et est d'autant plus forte que le chiffre d'affaires est élevé. Ainsi, la moyenne des écarts individuels de TP est de 40 966 % pour les entreprises qui ont un chiffre d'affaires supérieur à 70M€ .

Niveau de chiffre d'affaires	Moyenne des écarts individuels de TP nette											
	<-50%	-50 à -25%	-25 à 0%	0 à 50%	50 à 100%	100 à 250%	250 à 500%	500 à 1000%	1000 à 10000%	10000 à 100000%	>100000%	Ensemble
De 0 à 7 M€	62 152	68 574	59 831	75 974	54 799	89 054	53 254	31 283	34 226	4 524	500	534 171
De 7 à 10 M€	248	2 169	2 115	1 914	960	952	342	210	336	134	72	9 452
De 10 à 20 M€	342	3 010	2 876	2 466	1 149	989	401	256	353	174	87	12 103
De 20 à 50 M€	261	2 547	1 267	1 476	619	584	239	133	218	109	70	7 523
De 50 à 70 M€	67	549	237	272	94	105	38	21	34	20	13	1 450
70 M€ et plus	288	1 227	553	584	242	248	112	79	109	51	50	3 543
<b>Ensemble</b>	<b>63 358</b>	<b>78 076</b>	<b>66 879</b>	<b>82 686</b>	<b>57 863</b>	<b>91 932</b>	<b>54 386</b>	<b>31 982</b>	<b>35 276</b>	<b>5 012</b>	<b>792</b>	<b>568 242</b>

Source : DGI / M2

Les deux premières tranches de chiffre d'affaires comptent plus d'entreprises perdantes que d'entreprises gagnantes. Pour les tranches suivantes (entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 M€), les entreprises sont majoritairement gagnantes.

*Résultats par niveau de cotisation acquitté en 2000 :*

Niveau de cotisation	Nombre d'entreprises	VA positive globale (en M€)	TP nette globale (en M€)		Écart moyen de TP nette (en €)	Moyenne des écarts individuels de TP (en %)	Écart médian de TP nette (en €)
			initiale	simulée			
De 0 à 15 000 €	475 719	118 373	1 411	3 433	4 270	1 709	1 162
De 15 000 à 150 000 €	80 025	134 420	3 521	3 898	5 014	17	3 544
De 150 000 à 1 500 000 €	11 260	147 093	4 474	4 266	- 15 893	- 3	- 56 524
De 1 500 000 à 15 000 000 €	1 180	126 623	4 310	3 672	- 515 892	- 12	- 680 180
15 000 000 € et plus	58	94 078	4 053	2 728	- 22 375 308	- 3	- 6 626 910
Ensemble	568 242	620 587	17 769	17 997	610	1 433	975

Source : DGI/ M2

La valeur ajoutée positive globale est répartie de manière homogène au sein de chacune des classes définies. Ainsi, à l'exception des entreprises payant plus de 15 000 000 € de cotisation, chaque groupe d'entreprises représente environ 20 % de la valeur ajoutée positive globale. 2,2 % des entreprises acquittent plus de 150 000 € de cotisation et concentrent près de 60 % de la valeur ajoutée positive globale. 83 % des entreprises paient moins de 15 000 € de cotisation et représentent 19 % de la valeur ajoutée positive globale.

Globalement, les entreprises comprises dans les deux premières tranches de cotisation subissent une augmentation de leur cotisation nette moyenne, tandis que les entreprises comprises dans les trois dernières tranches voient leur cotisation nette moyenne diminuer.

Les entreprises comprises dans la première et la dernière tranche de cotisation sont celles qui sont le plus fortement touchées : les entreprises comprises dans la première tranche acquittaient en situation initiale 7,9 % de la taxe professionnelle totale et 19 % après simulation. Ces entreprises subissent une hausse moyenne de leur cotisation de 4 270 €. A contrario, les entreprises comprises dans la dernière tranche acquittaient 22,8 % de la taxe professionnelle totale contre 15,2 % après simulation. Ces entreprises voient leur cotisation nette moyenne baisser d'environ 22,4 M€.

La moyenne des écarts individuels de TP est de 1 709 % pour les entreprises qui acquittent moins de 15 000 € de cotisation. La moyenne des écarts individuelle devient négative pour les entreprises qui ont une cotisation supérieure à 150 000 €.

Niveau de cotisation	Moyenne des écarts individuels de TP nette											
	<-50%	-50 à -25%	-25 à 0%	0 à 50%	50 à 100%	100 à 250%	250 à 500%	500 à 1000%	1000 à 10000%	10000 à 100000%	>100000%	Ensemble
De 0 à 15 000 €	61 615	48 782	41 807	61 431	49 434	86 617	53 454	31 684	35 095	5 008	792	475 719
De 15 000 à 150 000 €	1 378	23 245	22 113	19 287	7 806	4 920	848	253	171	4	0	80 025
De 150 000 à 1 500 000 €	287	5 417	2 718	1 778	563	368	79	40	10	0	0	11 260
De 1 500 000 à 15 000 000 €	76	601	230	179	59	26	5	4	0	0	0	1 180
15 000 000 € et plus	2	31	11	11	1	1	0	1	0	0	0	58
Ensemble	63 358	78 076	66 879	82 686	57 863	91 932	54 386	31 982	35 276	5 012	792	568 242

Source : DGI/ M2

La mesure est plus défavorable aux entreprises de la première tranche car 68 % d'entre elles voient leur cotisation augmenter. 58 % des entreprises comprises dans la deuxième tranche de cotisation sortent gagnantes du nouveau dispositif. Enfin, plus de 75 % des entreprises des trois dernières tranches bénéficient d'une baisse de leur cotisation.

## **REFORME DES AUTRES IMPOTS LOCAUX**

### **I. La Taxe de séjour**

Les dispositions du code général des collectivités locales concernant la taxe de séjour faisaient l'objet de critiques, tant des élus locaux, que des professionnels.

Suite au rapport remis par M. BOUVARD, un groupe de travail conduit par la direction générale des collectivités locales, associant élus, professionnels et secrétariat d'Etat au Tourisme, s'est réuni début décembre 2001, afin d'examiner quelles modifications seraient susceptibles d'être apportées, dans le cadre de la loi de finances pour 2002, pour moderniser cette taxe.

De nouvelles dispositions, éclairées par cette concertation, ont été adoptées au Parlement. Elles précisent l'objet de la taxe, ses assujettis, les exonérations de par la loi et celles à discrétion des collectivités locales, elles actualisent les tarifs « plancher » et « plafond » pour effet au 1er janvier 2003.

Ce travail de réforme, salué pour sa rapidité et pour la concertation préalable, permet une modernisation de cette recette fiscale, établie par 1 800 communes et établissements publics de coopération intercommunale et qui s'élevait en 2000 à un peu plus de 100 M€.

Par ailleurs, en application de l'article 71 de la loi de finances pour 2001, un décret précise les modalités de la taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière et enfin, la loi de finances pour 2002 a supprimé la taxe sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station, impôt local dont aucun décret n'avait permis l'application et considéré unanimement comme de mise en œuvre peu réaliste.

### **II. La Taxe sur l'affichage publicitaire**

Afin d'adapter les dispositions du code général des collectivités territoriales aux nouvelles techniques d'affichage publicitaire et d'en clarifier la taxation en conséquence, un groupe de travail, associant élus, administrations et professionnels, vient d'être constitué en vue de formuler des propositions de réforme.

### III. La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 a défini les compétences des collectivités locales en matière d'élimination des déchets. Puis la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement a modernisé la gestion des déchets en posant trois principes : l'incitation à la réduction de la production des déchets, le développement de leur valorisation et l'interdiction à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002 de la mise en décharge, hormis les déchets dits « ultimes », c'est-à-dire ceux ne pouvant plus être traités.

Pour se conformer à ces nouvelles obligations, les collectivités locales ont dû réaliser des investissements massifs afin d'instaurer une collecte sélective des déchets et mettre aux normes leurs installations.

Par ailleurs, le volume des déchets ménagers et assimilés a crû sensiblement (de 17 millions de tonnes en 1989 à 33 millions de tonnes en 1999).

Par suite, le coût du service d'élimination des déchets <sup>1</sup> a fortement augmenté, ce qui amène le constat suivant :

1. Pour faire face à ces dépenses, les communes se regroupent et transfèrent aux structures intercommunales leurs compétences en matière de collecte et traitement des déchets. Ces transferts posent alors la question de savoir qui du groupement ou des communes va percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

Une première réponse a été apportée par la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui a posé le principe selon lequel la collectivité qui assure au moins la collecte institue et perçoit la TEOM ou la REOM.

Mais des difficultés persistent et par ailleurs certains élus redoutent que le transfert de compétences au profit des groupements se traduise par la disparition progressive de la REOM. Celle-ci pourrait être remplacée inéluctablement par la TEOM.

2. Le produit des deux principales sources de financement du service d'élimination des déchets (la REOM et la TEOM) a augmenté de plus de 120 % en dix ans (1990-2000).

---

<sup>1</sup> A noter la création, auprès du Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, du Conseil National des Déchets (décret du 5 juillet 2001) qui pourra examiner toute question relative aux déchets et notamment le suivi de l'évolution des coûts.

Année	REOM (M€)	TEOM (M€)
1990	127,4	1 316
2000	332,4	2 915

La TEOM, dont le produit a atteint 2 915 M€ en 2000, est ainsi devenue le quatrième impôt local par son montant. Elle représente 21 % du montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Par ailleurs, l'essentiel des prélèvements (TEOM, REOM, Budget général) finançant le service d'élimination des déchets, soit au total 4,7 Mds€, est supporté par les ménages.

Ces prélèvements sont donc devenus de plus en plus sensibles. Ils suscitent des contestations de la part de certains élus qui souhaiteraient une amélioration du dispositif ou, plus fondamentalement, qu'il soit réformé dans le sens d'une plus grande équité.

Mme Florence Parly, Secrétaire d'Etat au Budget, a donc chargé M. Hervé Le Floc'h Louboutin, directeur de la direction de la législation fiscale au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, de présider un groupe de travail réunissant des élus du Comité des Finances Locales et des représentants de l'ensemble des administrations concernées (ministères de l'économie, des finances et de l'industrie, de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

Ce groupe de travail a formulé plusieurs propositions visant à assurer une plus grande équité de la TEOM, à renforcer l'efficacité de la REOM et à faciliter le passage à l'intercommunalité :

- s'agissant de la TEOM, il est proposé de mettre en place un dispositif de vote du taux de la taxe en remplacement du vote d'un produit, afin de mieux sensibiliser les collectivités locales au niveau du prélèvement et favoriser l'adoption de taux

différents par zone au sein d'une même collectivité tenant compte des différentes modalités de fonctionnement du service ;

- s'agissant de la REOM, il paraît être précisé dans la loi que les tarifs peuvent comprendre une partie fixe et que le gestionnaire d'une copropriété est le redevable de la REOM ;

- s'agissant de l'intercommunalité, les réflexions conduisent à proposer que soit prorogée la période transitoire, afin de faciliter le passage aux nouvelles règles d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères.

Au-delà de ces propositions pratiques, des suggestions visant à personnaliser la TEOM et à rééquilibrer la taxation entre les ménages et les entreprises par une réforme de la redevance spéciale ont été avancées. Sur ce dernier point, il a notamment été proposé de préciser dans la loi que toute personne assujettie à la redevance est obligatoirement exonérée de la TEOM. Par ailleurs, afin de favoriser le passage de la TEOM à la redevance spéciale, les collectivités pourraient être autorisées à instituer des réductions temporaires et dégressives des sommes à payer durant les premières années d'instauration de la redevance spéciale.

## LFI 2002

**EFFORT FINANCIER DE L'ETAT EN FAVEUR DES COLLECTIVITES LOCALES**

	LFI 2001 (en MF)	LFI 2002 (en millions de francs)	LFI 2002 (en millions d'euros)	Evolution LFI 2002/ LFI 2001
<b>I - DOTATIONS SOUS ENVELOPPE</b>				
1-1 Dotation globale de fonctionnement <i>dont : Majoration exceptionnelle DSU et DSR</i> <i>Majoration frais d'Etat civil et d'abonnement au JO</i> <i>Majoration de la dotation d'intercommunalité (1)</i> <i>Majoration de la dotation d'interco. (prélevée sur DCTP)(1)</i>	116 159 1 000 0 1 200 0	121 582,353 950,000 9,837 1 200,000 827,000	18 535,110 144,827 1,500 182,939 126,075	4,7%
1-2 Régularisation de la DGF au titre de 2000				
1-3 Dotation spéciale instituteurs	2 164	1 925,539	293,547	-11,0%
1-4 Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	3 797	3 593,074	547,761	-5,4%
1-5 Fonds national de péréquation	860	852,317	129,935	-0,9%
1-6 Dotation élu local	285	296,705	45,232	4,1%
1-7 Dotation globale d'équipement des départements et des communes (AP)	5 577	5 672,169	864,717	1,7%
1-8 Dotations régionale et départementale d'équipement scolaire et des collèges (AP)	5 423	5 515,651	840,856	1,7%
1-9 Dotation générale de décentralisation (2)	27 921	29 833,816	4 548,136	6,9%
1-10 Dotation générale de décentralisation Corse (2) (3)	1 434	1 525,601	232,576	6,4%
1-11 Dotation générale de décentralisation Formation professionnelle	8 238	8 574,873	1 307,231	4,1%
1-12 Dotation de compensation de la taxe professionnelle (hors REI et yc majoration exceptionnelle au titre du règlement de Pantin pour la fraction 16 % et financement des CA)	11 204	10 120,639	1 542,881	-0,0967108
<b>TOTAL I</b>	<b>183 063</b>	<b>189 492,736</b>	<b>28 887,981</b>	<b>3,5%</b>
<b>II - DOTATIONS HORS ENVELOPPE</b>				
2-1 Compensation de la perte de produit due à la suppression de la part salaires des bases de la taxe professionnelle	35 350	51 192,000	7 804,170	44,8%
2-2 Compensation de la perte de produit due à la suppression de la part régionale des droits de mutation à titre onéreux	5 309	5 525,350	842,334	4,1%
2-3 Compensation de la perte de produit due à la réforme de la TH	6 082	6 408,931	977,035	5,4%
2-4 Fonds de compensation pour la T.V.A	23 500	23 702,477	3 613,419	0,9%
2-5 Prélèvement au titre des amendes forfaitaires de la police de la circulation	2 080	2 080,000	317,094	0,0%
2-6 Subventions et comptes spéciaux du Trésor : - Subventions de fonctionnement de divers ministères (3) (4) - Subventions d'équipement de divers ministères (AP) - Comptes spéciaux du Trésor (AP)	7 484 7 039 1 332	14 374,512 6 825,864 1 394,604	2 191,380 1 040,596 212,606	92,1% -3,0% 4,7%
2-7 Compensation d'exonérations et de dégrèvements législatifs - Réduction pour embauche et investissement (DCTP) - Contrepartie de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties - Compensations de diverses exonérations relatives à la fiscalité locale - Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	314 733 12 768 54 897	661,026 658,193 12 594,319 54 540,979	100,773 100,341 1 919,992 8 314,719	110,5% -10,2% -1,4% -0,6%
<b>TOTAL II</b>	<b>156 887</b>	<b>179 958,254</b>	<b>27 434,459</b>	<b>14,7%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>339 950</b>	<b>369 450,990</b>	<b>56 322,440</b>	<b>8,7%</b>
<b>TOTAL GENERAL A PERIMETRE CONSTANT (5)</b>	<b>336 740</b>	<b>359 513,791</b>	<b>54 807,524</b>	<b>6,8%</b>
<b>P.M : COMPENSATION DES REFORMES FISCALES</b>				
<i>Suppression de la part salaires des bases de TP</i>	35 350	51 192,000	7 804,170	44,8%
<i>Suppression de la part régionale TH</i>	6 082	6 408,931	977,035	5,4%
<i>Suppression de la part régionale des DMTO</i>	5 309	5 525,350	842,334	4,1%
<i>Baisse de la part départementale des DMTO (intégrée dans la DGD)</i>	8 511	8 857,093	1 350,255	4,1%
<i>Suppression de la vignette automobile pour les particuliers (intégrée dans la DGD)</i>	12 829	13 964,923	2 128,939	8,9%
<b>TOTAL</b>	<b>68 081</b>	<b>85 948,298</b>	<b>13 102,734</b>	<b>26,2%</b>

\* Ce pourcentage se rapporte à une base LFI 2001, avant prélèvement au titre du financement des communautés d'agglomération

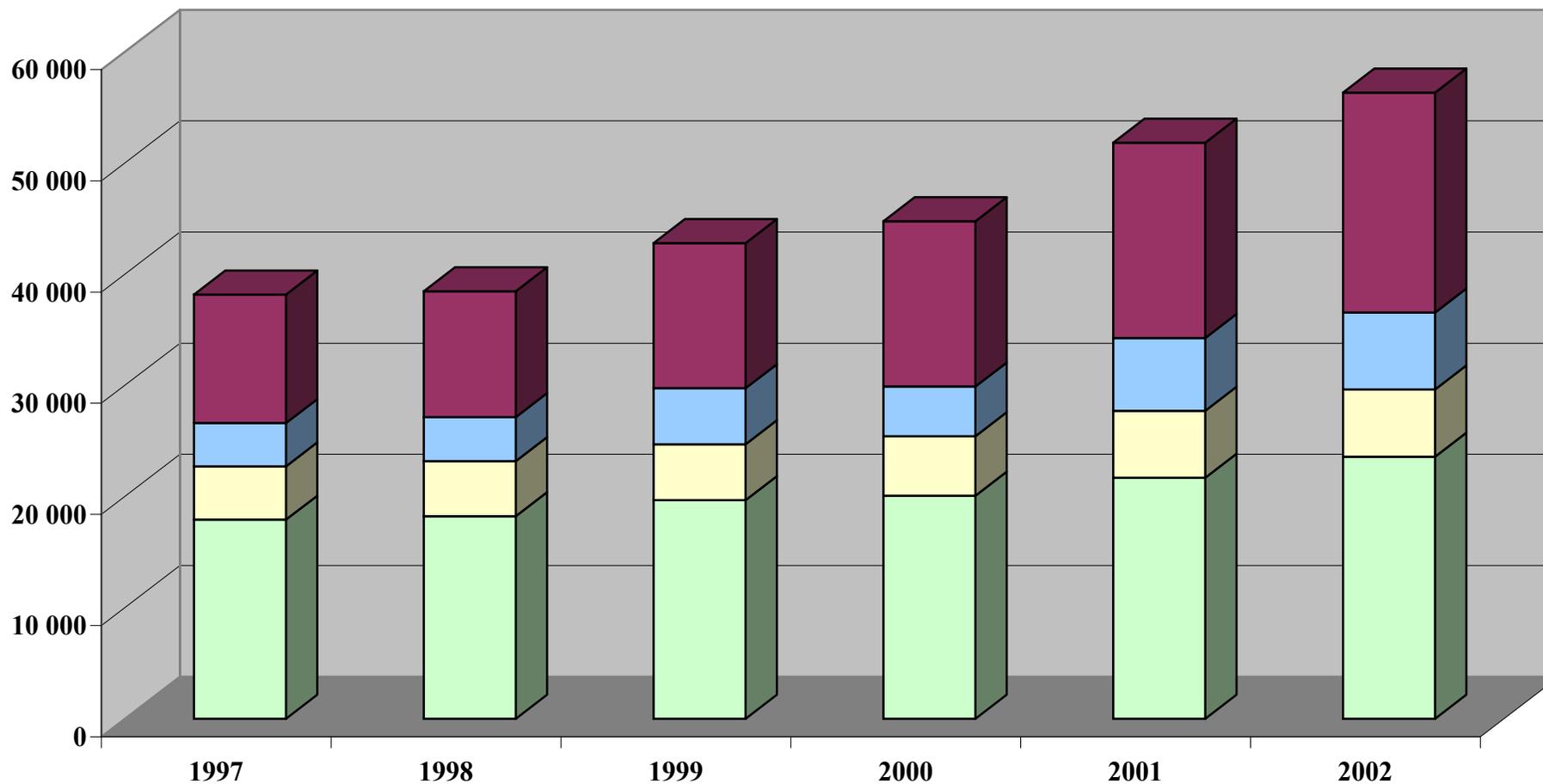
(1) : consolidée dans la DGF au PLF 2002

(2) : y compris crédits culture

(3) : y compris montants liés aux transferts de compétence à la collectivité territoriale de Corse en 2002

(4) : y compris dotation "transports de voyageurs à courte distance" (489,35 M€ (3.210 MF) en 2001 et 1.506,07 M€ (9.879 MF) en 2002)

(5) : hors dotation "transports de voyageurs à courte distance" et montants liés aux transferts de compétence à la collectivité territoriale de Corse, mais y

**Evolution des concours de l'Etat aux collectivités locales depuis 1997 (en M€)**

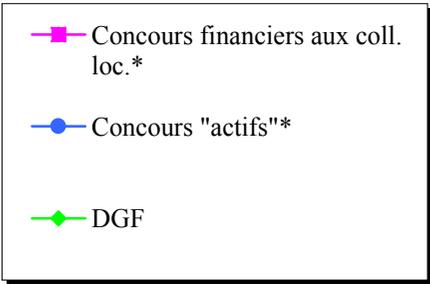
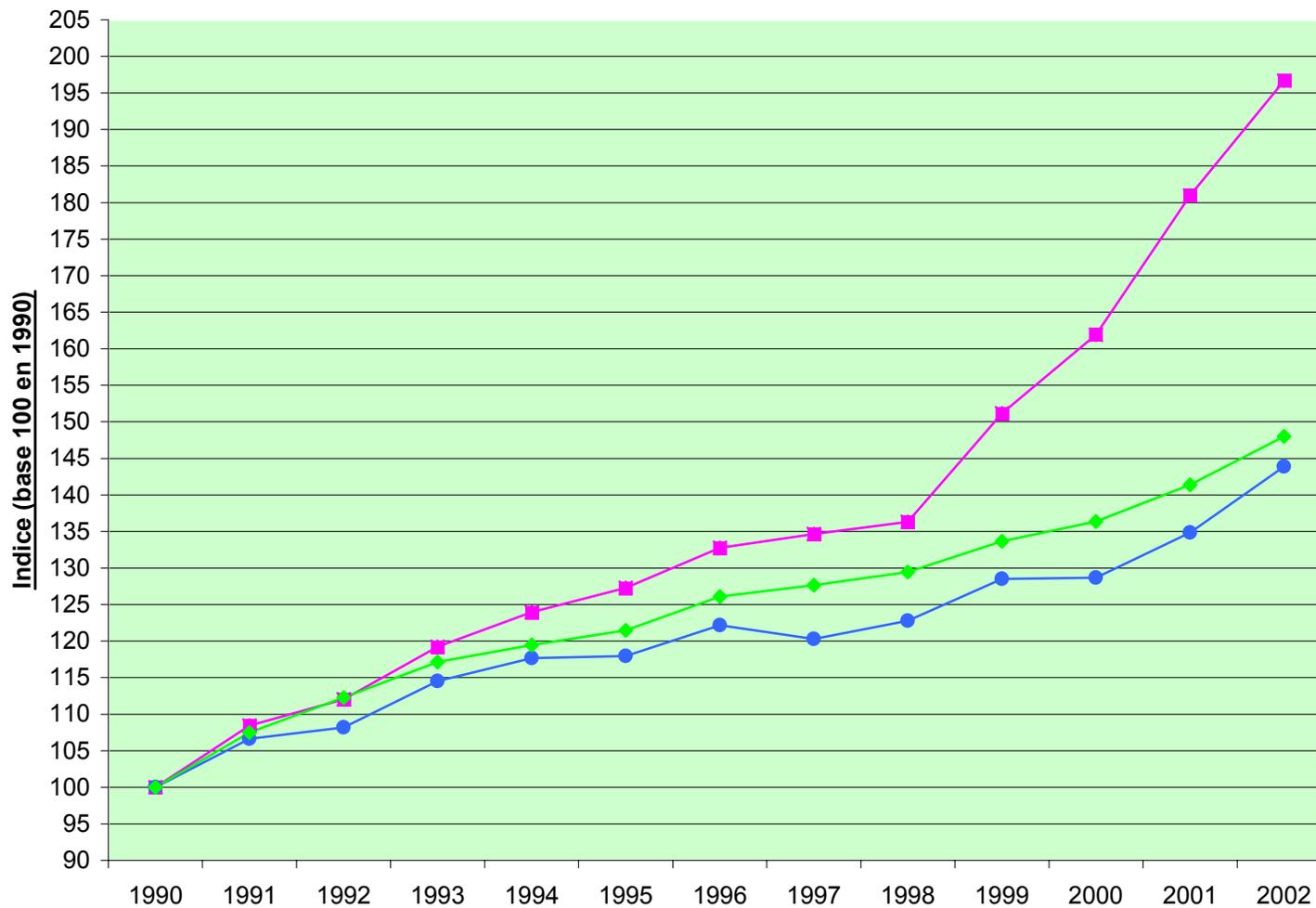
■ Dotations de fonctionnement

■ Dotations d'investissement

■ Dotations liées aux transferts de compétence

■ Compensations des allégements de fiscalité locale

**EVOLUTION COMPAREE 1990-2001 (base 100 en 1990)**



\* pour 2001 et 2002 : en LFI

## Part de la péréquation au sein de la DGF depuis 1995

*En millions de francs (en millions d'euros)*

	1994	1995	Δ	1996	Δ	1997	Δ	1998	Δ	1999	Δ	2000	Δ	2001	Δ
<b>DGF totale</b>	98.143,5 (14.961,9)	99.811,9 (15.216,2)	1,7	103.576 (15.790)	3,8	104.882 (15.989)	1,3	106.333,4 (16.210,4)	1,4	109.289,7 (16.661,1)	2,8	110.185,9 (16.797,7)	0,8	113.958,9 (17.372,9)	3,4
Dotation de solidarité urbaine	1.260,00 (192,1)	1.420,2 (216,5)	12,7	2.120,6 (323,3)	49,3	2.165 (330)	2,1	2.274,8 (346,8)	5,1	3.297,4 (502,7)	44,9	3.770,3 (574,8)	14,3	3.773,4 (575,3)	0,1
Dotation de solidarité rurale	1.026,56 (156,5)	1.300,2 (198,2)	26,6	1.564 (238)	20,3	1.640,3 (250,1)	4,8	1.770,2 (269,9)	7,9	2.204,9 (336,1)	24,5	2.340,1 (356,7)	6,2	2.472,60 (376,95)	5,7
DGF des groupements	3.765,2 (574,0)	4.168,6 (635,5)	10,7	4.661,4 (710,6)	11,8	5.018,7 (765,1)	7,7	5.286,7 (806,0)	5,3	5.573,3 (849,6)	5,4	6.971,2 (1.062,8)	25,1	9.024,9 (1.375,8)	29,4
Dotation de fonctionnement minimale totale	489,8 (75)	588 (90)	20	659,6 (100,6)	12,2	707 (108)	7,2	771,6 (117,6)	9,1	875,8 (133,5)	13,5	895,9 (136,6)	2,3	949,2 (144,7)	5,9
<b>TOTAL</b>	6.541,6 (997,3)	7.477,1 (1.139,9)	14,3	9.005,6 (1.372,9)	20,4	9.531 (1.453)	5,9	10.103,3 (1.540,2)	6	11.951,4 (1.822,0)	18,3	14.020,2 (2.137,4)	4,4	16.220 (2.473)	15,6
% de péréquation	6,66	7,49		8,69		9,08		9,50		10,95		12,72		14,23	









































## Dotations par habitant des communes de 5 000 habitants et plus (année 2001, en euros)

Insee	Commune	Pop 2001	DF/hab	DSU/hab	DSR/hab	DGF/hab	FNP/hab	FSRIF/hab	DGF EPCI/hab	Total/hab
Total		37 764 305	190,82	14,61	1,93	207,36	7,90	0,15	25,58	240,93
Insee	Commune	Pop 2001	DF/hab	Amég/hab	DGF/hab	FNP/hab	DGF EPCI/hab	Total/hab		
97101	ABYMES	64 283	159,77	16,48	176,25	10,61	0,00	186,86		
97102	ANSE-BERTRAND	5 105	113,86	16,48	130,34	10,50	32,69	173,52		
97103	BAIE-MAHAULT	23 166	161,23	16,48	177,72	12,41	0,00	190,12		
97104	BAILLIF	6 002	115,45	16,48	131,93	9,65	0,00	141,58		
97105	BASSE-TERRE	13 277	226,71	16,48	243,20	13,03	0,00	256,23		
97106	BOUILLANTE	7 492	107,20	16,48	123,68	8,65	0,00	132,33		
97107	CAPESTERRE-BELLE-EAU	19 785	139,05	16,48	155,53	12,04	0,00	167,57		
97109	GOURBEYRE	7 837	129,75	16,48	146,23	10,32	0,00	156,56		
97112	GRAND-BOURG	6 314	157,27	16,48	173,75	9,37	26,71	209,83		
97113	GOSIER	24 506	157,39	16,48	173,87	8,97	0,00	182,85		
97115	LAMENTIN	13 406	154,17	16,48	170,66	10,97	10,51	192,14		
97116	MORNE-A-L'EAU	17 097	142,51	16,48	158,99	12,10	0,00	171,09		
97117	MOULE	20 592	170,30	16,48	186,79	9,00	0,00	195,78		
97118	PETIT-BOURG	20 428	153,06	16,48	169,54	10,28	0,00	179,82		
97119	PETIT-CANAL	7 497	116,02	16,48	132,51	7,66	0,00	140,16		
97120	POINTE-A-PITRE	23 734	346,10	16,48	362,58	17,32	0,00	379,90		
97121	POINTE-NOIRE	7 996	112,74	16,48	129,22	11,45	0,00	140,67		
97122	PORT-LOUIS	5 783	111,47	16,48	127,96	8,11	32,69	168,75		
97123	SAINT-BARTHELEMY	6 689	135,19	16,48	151,67	10,35	0,00	162,02		
97124	SAINT-CLAUDE	10 554	142,51	16,48	159,00	9,89	0,00	168,88		
97125	SAINT-FRANCOIS	10 636	216,93	16,48	233,41	8,44	0,00	241,85		
97127	SAINT-MARTIN	30 579	152,46	16,48	168,94	9,76	0,00	178,70		
97128	SAINTE-ANNE	20 014	148,97	16,48	165,45	10,36	0,00	175,81		
97129	SAINTE-ROSE	17 719	122,56	16,48	139,04	7,20	10,51	156,75		
97132	TROIS-RIVIERES	8 902	116,41	16,48	132,90	8,94	0,00	141,83		
97134	VIEUX-HABITANTS	7 717	121,62	16,48	138,11	9,98	0,00	148,09		
97207	DUCOS	15 058	148,06	16,48	164,54	8,63	10,15	183,32		
97209	FORT-DE-FRANCE	97 803	225,42	16,48	241,90	15,21	42,69	299,81		
97210	FRANCOIS	18 447	140,21	16,48	156,69	7,41	10,15	174,24		
97212	GROS-MORNE	10 695	127,20	16,48	143,69	6,86	40,57	191,12		
97213	LAMENTIN	35 539	174,84	16,48	191,32	12,49	42,69	246,50		
97214	LORRAIN	8 342	151,83	16,48	168,32	7,32	40,57	216,21		
97217	MARIN	8 748	128,08	16,48	144,57	10,08	10,15	164,79		
97218	MORNE-ROUGE	5 500	160,47	16,48	176,95	7,64	40,57	225,16		
97220	RIVIERE-PILOTE	13 201	142,83	16,48	159,32	5,61	10,15	175,07		
97221	RIVIERE-SALEE	11 825	138,09	16,48	154,57	8,57	10,15	173,29		
97222	ROBERT	25 292	139,89	16,48	156,37	8,13	40,57	205,08		
97223	SAINT-ESPRIT	8 191	131,55	16,48	148,03	7,84	10,15	166,01		
97224	SAINT-JOSEPH	15 332	130,09	16,48	146,58	8,20	42,69	197,47		
97227	SAINTE-LUCE	7 925	134,79	16,48	151,28	8,96	10,15	170,38		
97228	SAINTE-MARIE	20 211	156,23	16,48	172,71	7,20	40,57	220,48		
97229	SCHOELCHER	20 698	188,58	16,48	205,06	13,19	42,69	260,95		
97230	TRINITE	13 734	131,04	16,48	147,52	8,26	40,57	196,35		
97231	TROIS-ILETS	5 482	165,05	16,48	181,53	10,57	10,15	202,24		
97232	VAUCLIN	8 442	144,66	16,48	161,14	8,54	10,15	179,82		
97302	CAYENNE	48 020	202,01	16,48	218,49	13,04	4,10	235,63		
97304	KOUROU	18 416	206,32	16,48	222,81	14,18	0,00	236,99		
97306	MANA	5 422	121,02	16,48	137,50	6,18	32,44	176,13		
97307	MATOURY	20 332	143,63	16,48	160,12	8,92	4,10	173,14		
97309	REMIRE-MONTJOLY	14 805	157,59	16,48	174,07	8,50	4,10	186,67		
97311	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	18 245	131,45	16,48	147,93	8,31	32,44	188,69		
97401	AVIRONS	6 917	149,67	16,48	166,15	7,21	18,60	191,97		
97402	BRAS-PANON	9 753	174,54	16,48	191,02	9,43	11,92	212,37		
97404	ETANG-SALE	10 929	141,04	16,48	157,52	9,38	18,60	185,51		
97405	PETITE-ILE	9 797	160,27	16,48	176,76	8,37	22,53	207,66		
97407	PORT	37 453	142,09	16,48	158,57	9,75	22,53	190,86		
97408	POSSESSION	20 778	152,51	16,48	168,99	9,26	22,53	200,79		
97409	SAINT-ANDRE	41 973	138,96	16,48	155,44	9,61	11,92	176,98		
97410	SAINT-BENOIT	31 811	165,04	16,48	181,52	11,95	11,92	205,39		
97411	SAINT-DENIS	136 476	189,80	16,48	206,28	13,13	49,70	269,11		
97412	SAINT-JOSEPH	29 282	164,28	16,48	180,76	9,79	18,60	209,16		
97413	SAINT-LEU	25 288	140,75	16,48	157,24	8,56	23,07	188,87		
97414	SAINT-LOUIS	42 169	150,94	16,48	167,43	9,28	22,53	199,24		
97415	SAINT-PAUL	87 684	158,37	16,48	174,85	10,10	23,07	208,03		
97416	SAINT-PIERRE	66 591	160,99	16,48	177,48	10,44	22,53	210,44		
97418	SAINTE-MARIE	25 380	145,45	16,48	161,93	11,17	49,70	222,80		
97419	SAINTE-ROSE	6 353	148,02	16,48	164,50	10,69	11,92	187,12		
97420	SAINTE-SUZANNE	18 147	148,07	16,48	164,56	8,45	49,70	222,71		
97421	SALAZIE	7 490	127,99	16,48	144,47	8,87	11,92	165,26		
97422	TAMPON	57 574	164,45	16,48	180,93	10,66	18,60	210,20		
97423	TROIS-BASSINS	6 692	123,34	16,48	139,82	6,88	23,07	169,78		
97424	CILAOS	6 187	145,40	16,48	161,89	8,47	22,53	192,88		
Total		1 567 519	164,47	16,48	180,96	10,65	20,74	212,35		

## CRITERES D'ELIGIBILITE ET DE REPARTITION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES

CRITERES A PRENDRE EN COMPTE	SOURCE DES DONNEES	DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT												Dotations d'équipement		Financement des transferts de compétence			Dotations spécifiques			
		DGF des communes et groupements				DGF des départements				FNPTP			FSRIF	DSI	Dotation élu local	Amendes	DGE	FCTVA		DGD	DRES DDEC	FCDR
		DF	DA			DF	DPéré.	DFM	CCAS	FNP	DDR	DCTP										
	DI	DSU	DSR																			
<b>Critères démographiques</b>																						
population INSEE	INSEE	X	X	X	X			X	X	X	X	X	X			X	X	X				
Nb. résidences secondaires	INSEE	X	X	X	X			X	X	X	X	X			X	X	X					
Nombre d'instituteurs	Préfectures (avec les IA)														X							
Nombre d'élèves	Min. Educ. Nat. + préfectures				X																X	
Nombre de naissances	INSEE + Min. Educ. Nat																			X		
<b>Critères fiscaux</b>																						
Bases locales d'imposition	Dir. Gén. Impôts		X	X	X			X	X	X	X	X			X						X	
Produit de la fiscalité locale	Préfectures (avec les CDA)		X	X	X			X	X	X	X	X			X						X	
TEOM	Préfectures (avec les CDA)		X	X	X					X	X	X										
REOM	Préfectures (avec les CDA)		X	X	X					X	X	X										
Redevance assainissement	Préfectures (avec les CDA)		X								X											
Transferts produits fiscaux	Préfectures (avec les CDA)		X	X	X			X	X	X	X	X			X						X	
Produit des exonérations	Préfectures (avec les CDA)			X	X					X		X										
<b>Critères sociaux</b>																						
Nombre de logements sociaux	Min. Equipement + divers			X				X							X							
Nb. de bénéficiaires de l'APL	CNAF + MSA + SNCF + RATP			X				X							X							
Revenu par habitant	Dir. Gén. Impôts			X											X							
Taux de chômage	Min. Emploi et Solidarité																				X	
<b>Critères physico-financiers</b>																						
Nombre de collectivités	Préfectures			X								X									X	
Nb. collec <sup>vités</sup> en zone montagne	Préfectures											X										
Superficie	Préfectures				X			X														
Prélèvement CCAS	Préfectures	X						X														
Prélèvement FDPTP	Préfectures														X							
Dépenses réelles de fonct <sup>ment</sup>	Préfectures							X							X							
Dépenses réelles d'investiss <sup>ment</sup>	Dir. Gén. Compta. Pub. + Min. Agri.																				X	X
Dépenses de transfert	Préfectures		X									X										
CC à TPU éligibles à la bonif.	Préfectures		X									X										
Longueur de voirie	Préfectures (avec les DDE)				X			X													X	
Longueur voirie zone montagne	Préfectures (avec les DDE)				X			X													X	
Nombre de logements	Dir. Gén. Impôts (fichier TH)			X				X							X							
Nombre d'amendes	Préf. (CRS, PN., P mun.) + Défense																X					
Superficie bâtiments scolaires	Min. Educ. Nat.																				X	
Critères spécifiques outre-mer	Préfectures			X	X	X	X	X	X	X	X				X	X	X	X			X	X
<b>Données calculées</b>																						
Potentiel fiscal	DGCL		X	X	X			X	X	X	X	X			X						X	
Effort fiscal	DGCL			X	X					X					X							
Coeff. d'intégration fiscale	DGCL		X							X												
Eligibilité à DSU/DSR/FSRIF/OM	DGCL	X			X			X			X											

Dotation calculée sur la base des charges transférées

Subventions d'équipement pour réparation des dégâts causés par les calamités publiques, subventions pour travaux divers d'intérêt local, aide au fonctionnement des communes minières, compensation des charges des permanents syndicaux, concours particuliers de la DGD (bibliothèques, ports, transports scolaires, hygiène et santé)... (critères d'éligibilité et de répartition propres à chaque dotation)

**INFORMATIONS DEMANDEES AUX PREFECTURES DANS LE CADRE  
DE LA REPARTITION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES**

<b>Information demandée</b>	<b>Motif et fondement législatif ou réglementaire de la demande</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Mode de transmission</b>
Fusions, défusions et modifications des limites territoriales des communes	données nécessaires à la répartition de la dotation globale de fonctionnement des communes (DGF)	annuelle	Etats papiers
Modifications du statut des groupements touristiques	art L 2334-7 du CGCT répartition de la dotation forfaitaire	annuelle	Etats papiers
Taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères des communes, syndicats, EPCI à fiscalité propre	art L.2334-6, L. 5211-30 du CGCT calcul de l'effort fiscal des communes et du coefficient d'intégration fiscale des EPCI (DGF)	annuelle	Intranet Colbert Web et états papiers
Exonérations des taxes sur le foncier bâti et le foncier non bâti	art L. 2334-6 du CGCT calcul de l'effort fiscal	annuelle	Disquettes
Compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale	art. 6 du décret du 28 mars 1957, art. 42 de la LFI 2000 (ZUS), art 1638 du CGI (fusion des communes), art.16 de la LFI 1988 (encouragement au reboisement)	annuelle	Etats papiers
Transferts de produits fiscaux (loi de 1980)	art L. 2334-4 du CGCT Calcul du potentiel fiscal (PF)	annuelle	Etats papiers
Dépenses réelles de fonctionnement des communes et EPCI	art L. 2531-13 du CGCT contributions aux Fonds de solidarité entre les communes de la région d'Ile de France (FSRIF)	annuelle	Disquettes
Longueur de voirie départementale et communale	art L. 3334-7, L. 3334-11 du CGCT répartition de la DGF des dépts et de la dotation globale d'équipement (DGE) + dotation de solidarité rurale (DSR)	annuelle	Intranet Colbert Web

**INFORMATIONS DEMANDEES AUX PREFECTURES DANS LE CADRE  
DE LA REPARTITION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES**

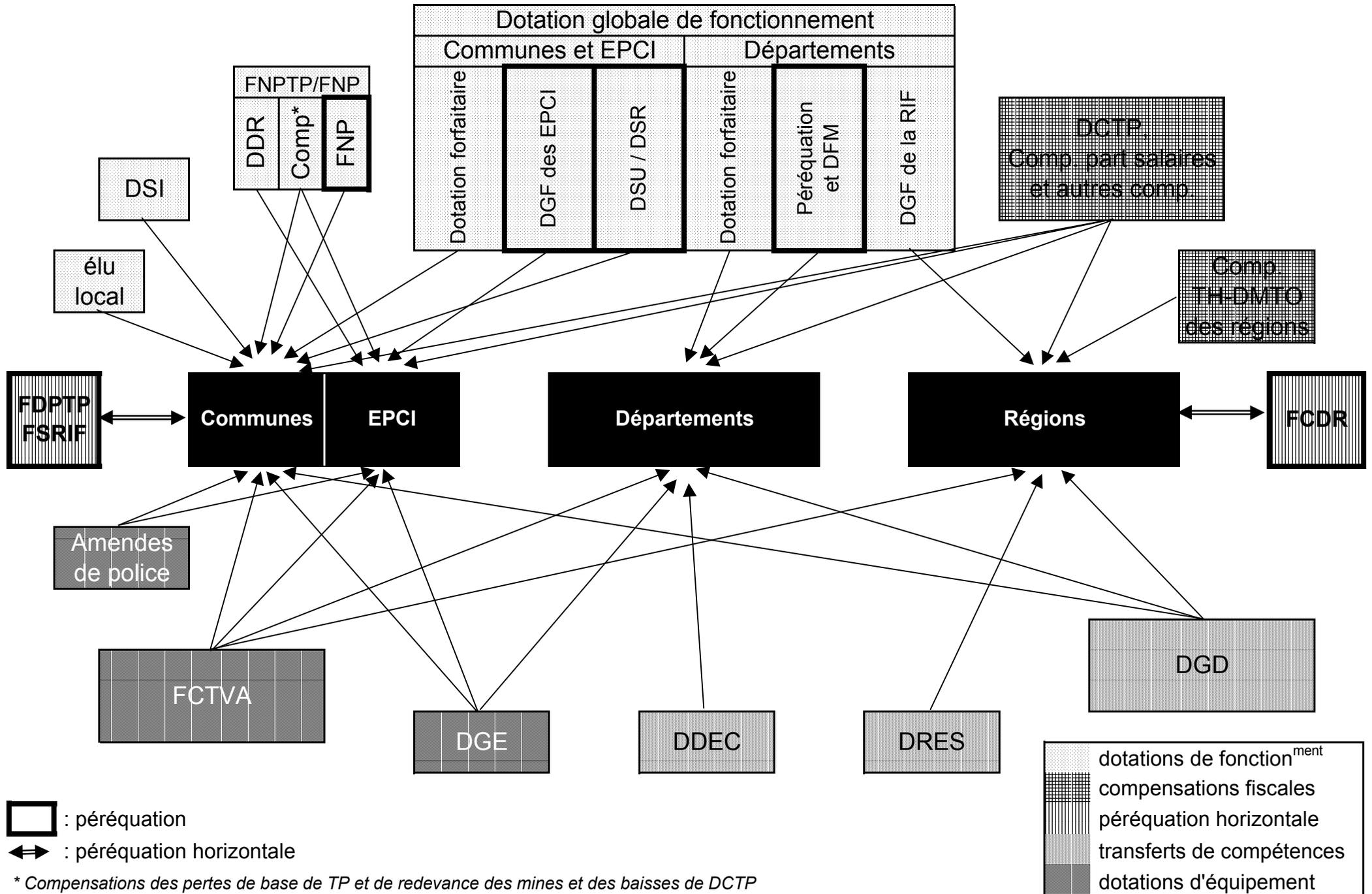
<b>Information demandée</b>	<b>Motif et fondement législatif ou réglementaire de la demande</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Mode de transmission</b>
Nombre d'élèves par commune	art. L. 2334-22 du CGCT répartition de la DSR	annuelle	Intranet Colbert Web
Création, dissolution, extension et transformation d'EPCI	art L. 5211-29 du CGCT répartition de la DGF des EPCI	annuelle	Etats papiers
Communautés de communes éligibles à la DGF bonifiée	art L. 5211-29 et L. 5214-23-1 répartition de la DGF des EPCI	annuelle	Etats papiers
Bilan d'utilisation des crédits de la dotation de développement rural (DDR)	suivi d'une dotation déconcentrée	annuelle	Intranet Colbert Web
Recensement des EPCI éligibles à la DDR	art 108 de la loi du 12 juillet 1999	annuelle	Etats papiers
Bilan d'utilisation des crédits de la DGE	suivi d'une dotation déconcentrée	annuelle	Etats papiers
Prélèvement FDPTP des communautés d'agglomération et des communautés urbaines	données nécessaires au calcul du potentiel fiscal	annuelle	Etats papiers
Redevance d'assainissement des communes, syndicats et EPCI à fiscalité propre	art L. 5211-30 du CGCT DGF des EPCI	annuelle	Intranet Colbert Web et états papiers

**INFORMATIONS DEMANDEES AUX PREFECTURES DANS LE CADRE  
DE LA REPARTITION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES**

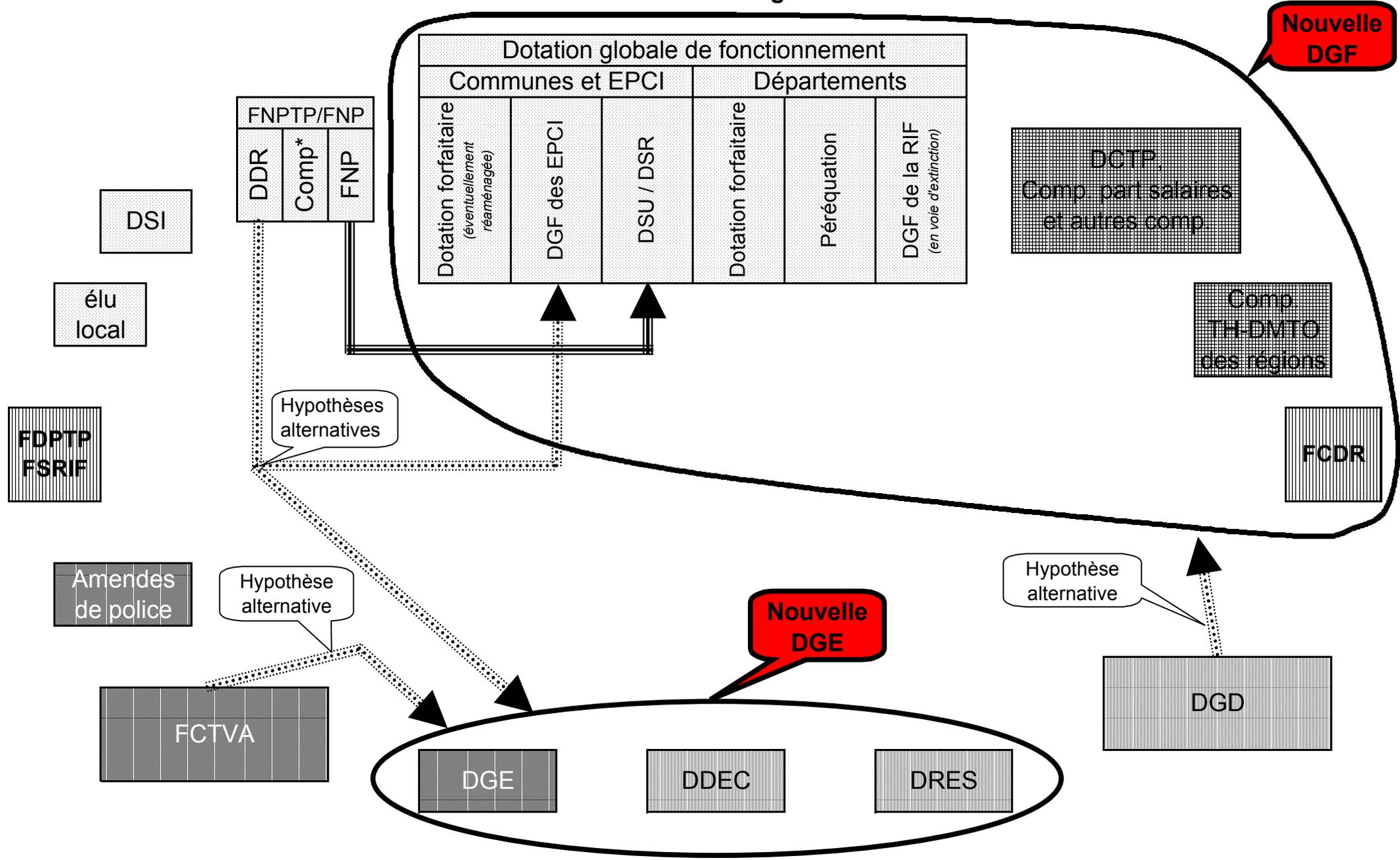
<b>Information demandée</b>	<b>Motif et fondement législatif ou réglementaire de la demande</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Mode de transmission</b>
Dépenses de transferts des EPCI environ 20 comptes de la M14 par EPCI	art L. 5211-30 du CGCT	annuelle	Intranet Colbert Web
Recensement des instituteurs	art L. 2334-26 du CGCT répartition de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	annuelle	Intranet Colbert Web
Recensement des équipements transférés dans le patrimoine des communes minières	Ciadt du 20 janvier 1981	annuelle	Etats papiers
Recensement des centimes additionnels	décrets du 17 août 1994 (DDR et dotation d'aménagement outre mer)	annuelle	Etats papiers
Recensement des amendes de police	art L.2334-24 du CGCT	annuelle	Etats Papiers
Répartition interdépartementale de l'enveloppe régionale attribuée au titre du concours particulier de la DGD pour l'élaboration et la mise en œuvre des documents d'urbanisme.	Article R.1614-43 du CGCT	Annuelle	Etats Papiers
Montant des crédits à attribuer aux communes du département au titre de la DGD destinée à compenser la souscription d'un contrat d'assurance garantissant contre les risques liés à la délivrance d'autorisation d'utilisation des sols	Article R.1614-54 et 1614-56 du CGCT	Annuelle	Etats Papiers
Montant des dépenses de fonctionnement au titre des bibliothèques municipales	Article R.1614-78 du CGCT (attribution du concours particulier de la DGD en faveur des bibliothèques municipales)	Annuelle	Etats Papiers

**INFORMATIONS DEMANDEES AUX PREFECTURES DANS LE CADRE  
DE LA REPARTITION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES LOCALES**

<b>Information demandée</b>	<b>Motif et fondement législatif ou réglementaire de la demande</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Mode de transmission</b>
Montant des dépenses d'investissements réalisées pour les ports départementaux de commerce et de pêche	Article R.1614-61 du CGCT (concours particulier de la DGD-Ports départementaux)	Semestrielle	Etats Papiers
Montant des dépenses d'investissements prévisionnelles des ports départementaux de commerce et de pêche	Article R.1614-59 du CGCT (concours particulier de la DGD-Ports départementaux)	Annuelle	Etats Papiers
Montant des dépenses d'investissements réalisées pour les bibliothèques départementales de prêt	Article R.1614-105 du CGCT (concours particulier de la DGD-bibliothèques départementales)	Annuelle	Etats Papiers
Données relatives aux crédits d'insertion départementaux du RMI	Circulaire annuelle DGAS/DGCL/CP	Annuelle	Etats Papiers
Répartition interdépartementale de l'enveloppe régionale attribuée au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges	Article R.3334-18 du CGCT	Annuelle	Etats Papiers
Montant crédits sans emploi des chapitres 41-55, 41-56, 41-57, 67-50 (article 60) et 67-56	Gestion de la DGD et de ses concours particuliers	Annuelle	Etats Papiers



# Réformes envisageables



**Nouvelle DGF**

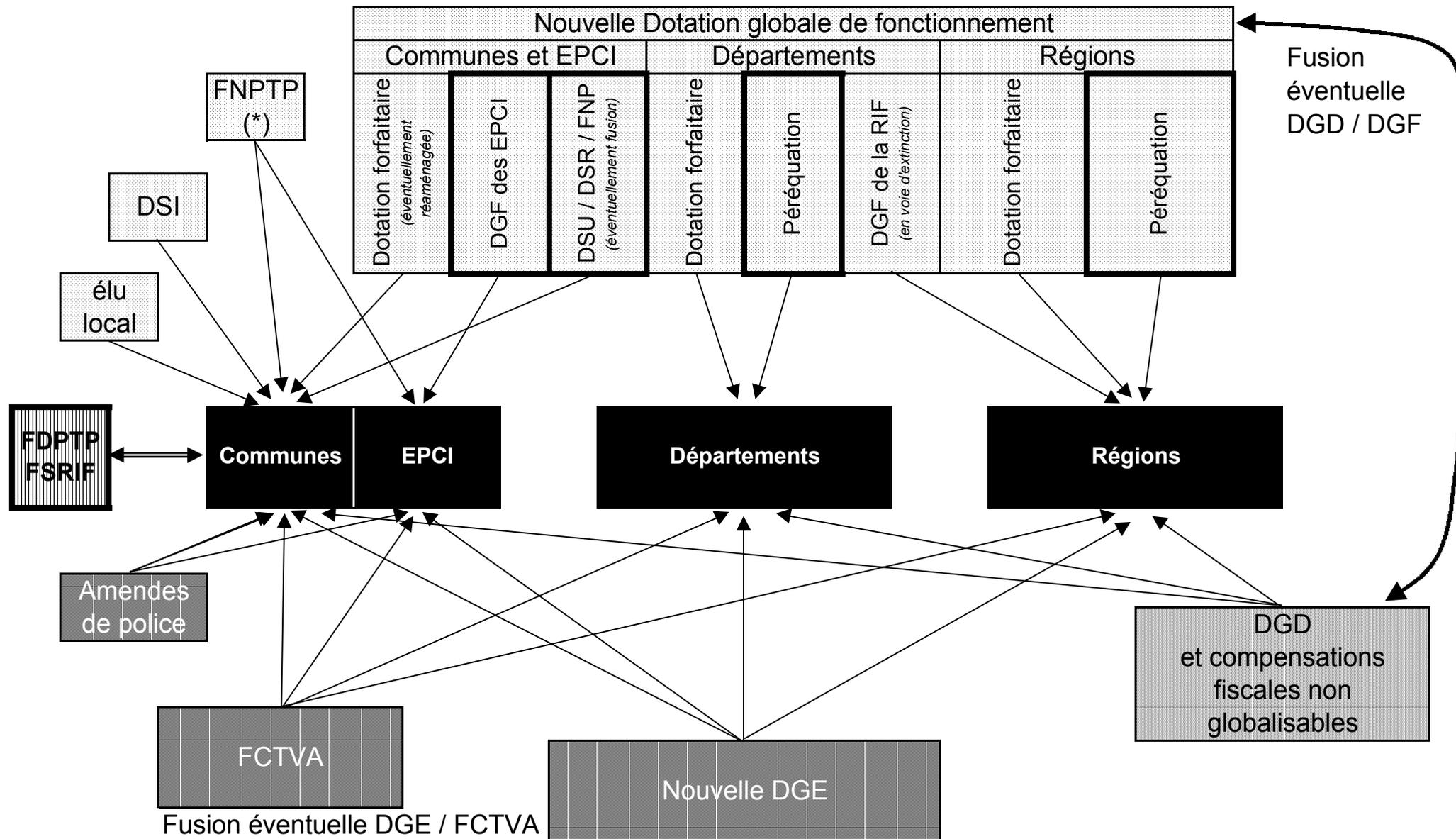
**Nouvelle DGE**

Hypothèses alternatives

Hypothèse alternative

Hypothèse alternative

# Architecture des concours de l'Etat après réforme



- : péréquation
- : péréquation horizontale

(\*) réduit à la seule compensation des pertes de base de TP et de redevance des mines

## Masses actuelles et futures de la DGF

En Md€

Communes et EPCI			
Situation actuelle		Situation future	
<b>Communes</b>			
dotation forfaitaire après CCAS	10,97	dotation forfaitaire	15,16
Compensation part salaires (hors DGF)	3,05	<i>dont dotation de base (1)</i>	10,7
DCTP et compensation DCTP (hors DGF)	1,14	<i>dont dotation compensatoire (1)</i>	4,5
DSU / DSR	1	dotations de péréquation	1,6
FNP (hors DGF)	0,6		
<b>TOTAL communes</b>	<b>16,76</b>	<b>TOTAL communes</b>	<b>16,76</b>
<b>EPCI</b>			
DGF	1,6	DGF	4,6
Compensation part salaires (hors DGF)	2,89		
DCTP et compensation DCTP (hors DGF)	0,11		
<b>TOTAL EPCI</b>	<b>4,6</b>	<b>TOTAL EPCI</b>	<b>4,6</b>

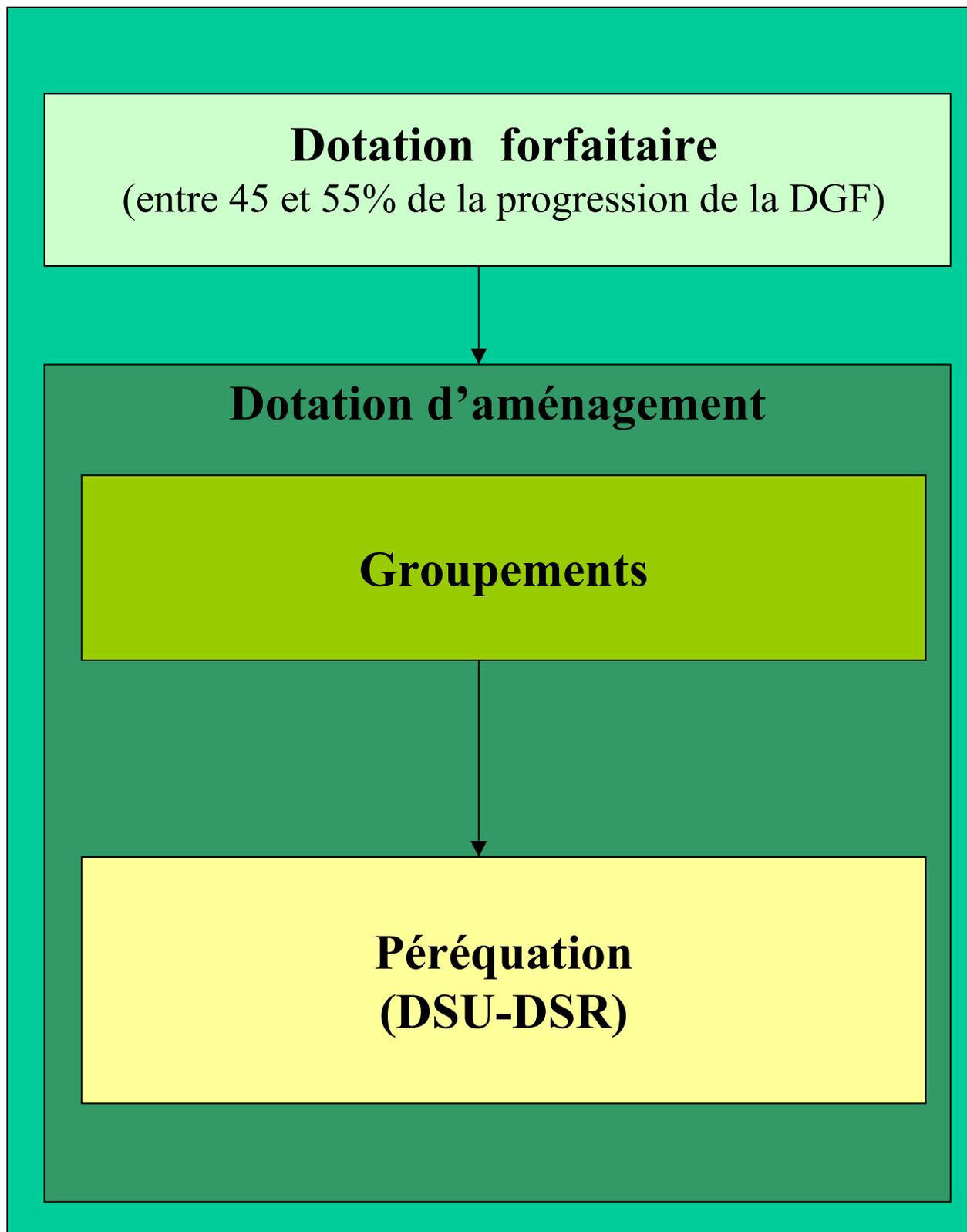
(1) dans l'hypothèse où cette distinction serait retenue

Départements			
Situation actuelle		Situation future	
dotation forfaitaire *	1,25	dotation forfaitaire	7,3
dotation impôts ménages	0,9	dotations de péréquation	0,8
CCAS	1,98		
Compensation part salaires (hors DGF)	2,74		
DCTP (hors DGF)	0,38		
dotation PF	0,7		
DFM et majoration	0,15		
<b>TOTAL</b>	<b>8,10</b>	<b>TOTAL</b>	<b>8,1</b>

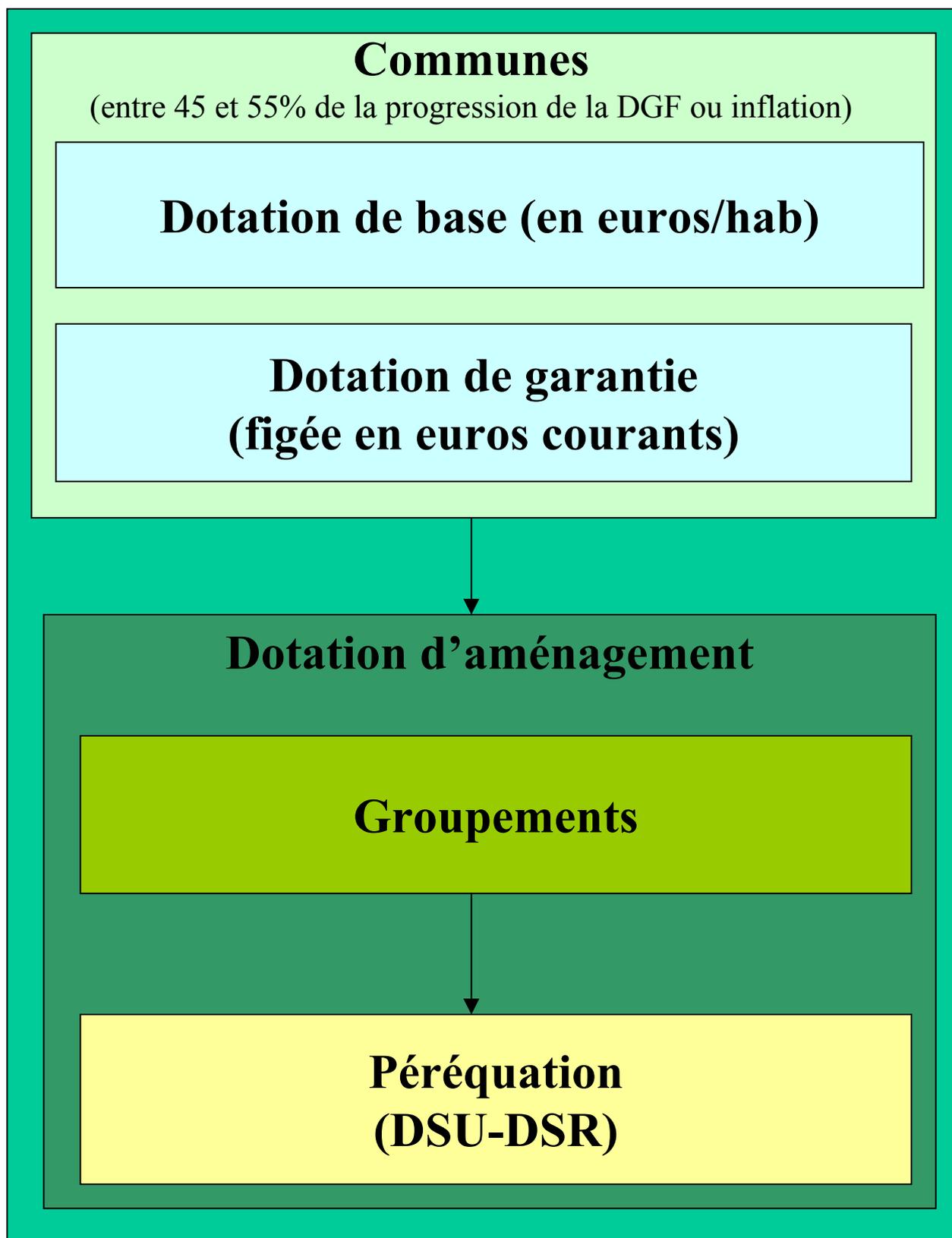
\* + garantie - prélèvement DFM et majoration

Régions			
Situation actuelle		Situation future	
Compensation part salaires (hors DGF)	0,91	dotation forfaitaire	2,71
Compensation TH (hors DGF)	0,97	péréquation	0,06
Compensation DMTO (hors DGF)	0,84		
DCTP (hors DGF)	0,05		
<b>TOTAL</b>	<b>2,77</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2,77</b>

## **DGF des communes et EPCI actuelle**

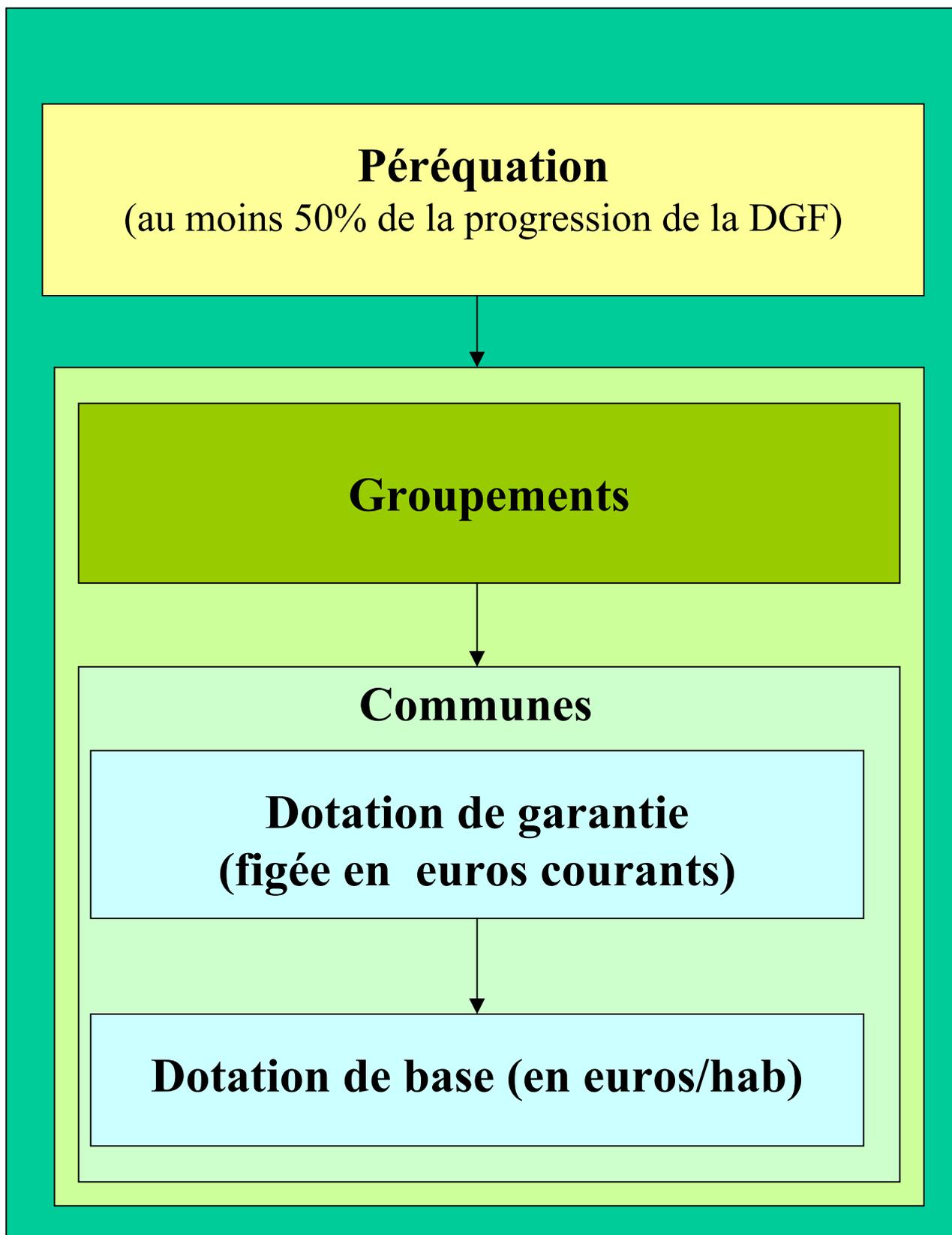


# Nouvelle DGF des communes et EPCI



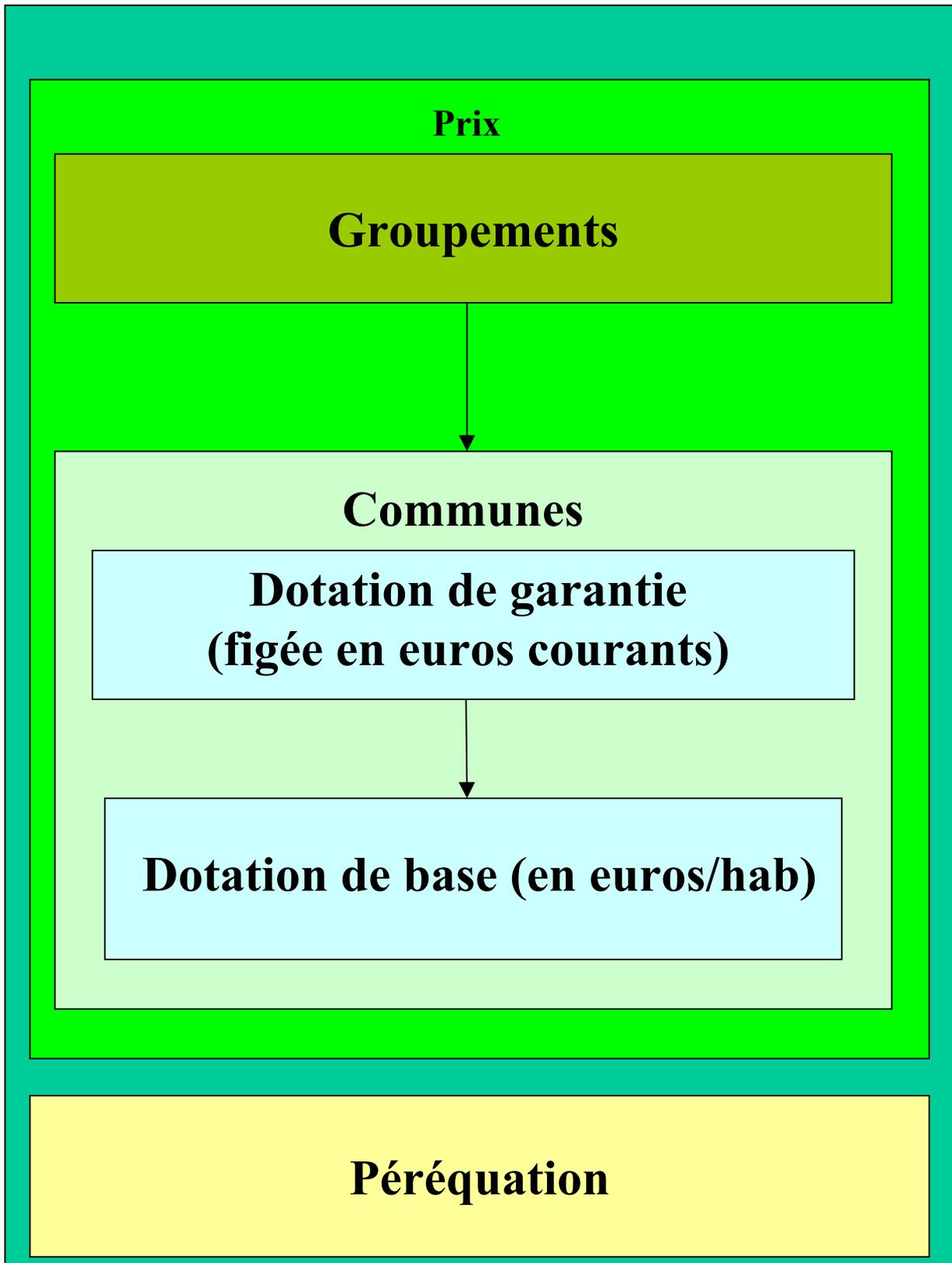
Scénarii 1 et 2

# Nouvelle DGF des communes et EPCI



Scénario 3

# Nouvelle DGF des communes et EPCI



Scénario 4

## Simulations de répartition de la DGF des communes et EPCI entre la part forfaitaire et la part péréquation

**Hypothèses communes :** - indexation de la DGF à 2,3 % sur la période

+ 120 par an de 2006 à 2008, + 95 M€ de 2009 à 2012

**Scénario 1 :** - indexation de la dotation de base à 50 % du taux de la DGF  
- gel de la dotation compensatoire  
- solde pour la péréquation après financement EPCI

	en M€											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation de base (1)	10,70	10,82	10,95	11,07	11,20	11,33	11,46	11,59	11,72	11,86	12,00	+ 12,11%
Dotation compensatoire (1)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	+ 0,00%
Base + compensatoire (1)	15,2	15,3	15,4	15,6	15,7	15,8	16	16,1	16,2	16,4	16,5	+ 8,53%
DGF des EPCI (2)	4,60	4,75	4,89	5,04	5,16	5,28	5,40	5,49	5,59	5,68	5,78	+ 25,54%
Dotations de péréquation (3)	1,60	1,82	2,06	2,30	2,58	2,87	3,17	3,51	3,86	4,22	4,59	+ 187,05%
<b>TOTAL</b>	<b>21,40</b>	<b>21,89</b>	<b>22,40</b>	<b>22,91</b>	<b>23,44</b>	<b>23,98</b>	<b>24,53</b>	<b>25,09</b>	<b>25,67</b>	<b>26,26</b>	<b>26,86</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) Dotation de base calculée en euros par habitant, pour un montant total, après imputation des compensations part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP, de 10,7 Md€ ;

Dotation compensatoire = solde pour chaque commune, soit 4,5 Md€ au total

(2) après imputation des compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP

(3) actuels FNP, DSU et DSR

**Scénario 2 :** - indexation de la dotation forfaitaire sur les prix  
- solde pour la péréquation après financement EPCI

	en M€											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire	15,20	15,43	15,66	15,89	16,13	16,37	16,62	16,87	17,12	17,38	17,64	+ 16,05%
DGF des EPCI (1)	4,60	4,75	4,89	5,04	5,16	5,28	5,40	5,49	5,59	5,68	5,78	+ 25,54%
Dotations de péréquation (2)	1,60	1,72	1,85	1,98	2,15	2,33	2,51	2,73	2,96	3,20	3,45	+ 115,55%
<b>TOTAL</b>	<b>21,40</b>	<b>21,89</b>	<b>22,40</b>	<b>22,91</b>	<b>23,44</b>	<b>23,98</b>	<b>24,53</b>	<b>25,09</b>	<b>25,67</b>	<b>26,26</b>	<b>26,86</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) après imputation des compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP

(2) actuels FNP, DSU et DSR

**Scénario 3 :** - affectation à la péréquation de 50 % de la croissance en masse de la DGF  
- solde pour l'enveloppe (EPCI + forfaitaire)

	en M€											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotations de péréquation (1)	1,60	1,85	2,10	2,36	2,62	2,89	3,16	3,45	3,73	4,03	4,33	+ 170,75%
Dotation forfaitaire	15,20	15,30	15,41	15,52	15,66	15,81	15,97	16,16	16,35	16,55	16,76	+ 10,24%
DGF des EPCI (2)	4,60	4,75	4,89	5,04	5,16	5,28	5,40	5,49	5,59	5,68	5,78	+ 25,54%
<b>TOTAL</b>	<b>21,40</b>	<b>21,89</b>	<b>22,40</b>	<b>22,91</b>	<b>23,44</b>	<b>23,98</b>	<b>24,53</b>	<b>25,09</b>	<b>25,67</b>	<b>26,26</b>	<b>26,86</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) actuels FNP, DSU et DSR

(2) après imputation des compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP

**Simulations de répartition de la DGF des communes et EPCI  
entre la part forfaitaire et la part péréquation**

**Scénario 4 :**

**sur les prix  
- solde pour la péréquation**

	en Md€											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire	15,2	15,35	15,51	15,67	15,86	16,06	16,26	16,48	16,72	16,96	17,20	+ 13,18%
DGF des EPCI (1)	4,6	4,75	4,89	5,04	5,16	5,28	5,40	5,49	5,59	5,68	5,78	+ 25,54%
Dotations de péréquation (2)	1,6	1,80	2,00	2,21	2,42	2,65	2,88	3,12	3,37	3,62	3,89	+ 142,83%
<b>TOTAL</b>	<b>21,4</b>	<b>21,89</b>	<b>22,40</b>	<b>22,91</b>	<b>23,44</b>	<b>23,98</b>	<b>24,53</b>	<b>25,09</b>	<b>25,67</b>	<b>26,26</b>	<b>26,86</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) après imputation des compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP

(2) actuels FNP, DSU et DSR

**Scénario 5 :**

**- indexation de l'enveloppe (dotation de base + dotation des groupements)  
sur les prix  
- gel de la dotation compensatoire  
- solde pour la péréquation**

	en Md€											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation de base (1)	10,7	10,78	10,87	10,96	11,08	11,21	11,33	11,49	11,65	11,81	11,98	+ 11,97%
Dotation compensatoire (1)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	+ 0,00%
Base + compensatoire (1)	15,2	15,28	15,37	15,46	15,58	15,71	15,83	15,99	16,15	16,31	16,48	+ 8,43%
DGF des EPCI (2)	4,6	4,75	4,89	5,04	5,16	5,28	5,40	5,49	5,59	5,68	5,78	+ 25,54%
Dotations de péréquation (3)	1,6	1,86	2,13	2,41	2,70	2,99	3,30	3,61	3,93	4,27	4,61	+ 187,98%
<b>TOTAL</b>	<b>21,4</b>	<b>21,89</b>	<b>22,40</b>	<b>22,91</b>	<b>23,44</b>	<b>23,98</b>	<b>24,53</b>	<b>25,09</b>	<b>25,67</b>	<b>26,26</b>	<b>26,86</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) Dotation de base calculée en euros par habitant, pour un montant total, après imputation des compensations part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP, de 10,7 Md€ ;

Dotation compensatoire = solde pour chaque commune, soit 4,5 Md€ au total

(2) après imputation des compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et DCTP

(3) actuels FNP, DSU et DSR

## Simulations de répartition de la DGF des départements entre la part forfaitaire et la part péréquation

Hypothèse commune : indexation de la DGF à 2,3 % sur la période

---

### Scénario 1 : indexation de la dotation forfaitaire à 65 % du taux de la DGF et solde pour la péréquation

	<i>en Md€</i>											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire (1)	7,30	7,41	7,52	7,63	7,75	7,86	7,98	8,10	8,22	8,34	8,47	+ 16,00%
Dotations de péréquation (2)	0,80	0,88	0,96	1,04	1,12	1,21	1,30	1,40	1,50	1,60	1,70	+ 112,55%
<b>TOTAL</b>	<b>8,10</b>	<b>8,29</b>	<b>8,48</b>	<b>8,67</b>	<b>8,87</b>	<b>9,08</b>	<b>9,28</b>	<b>9,50</b>	<b>9,72</b>	<b>9,94</b>	<b>10,17</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) après imputation des actuels CCAS, part impôts ménages, DCTP et compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et après prélèvement alimentant en 2002 la DFM et sa majoration

(2) actuelles part potentiel fiscal, DFM et majoration

---



---

### Scénario 2 : affectation de 50 % de la croissance en masse à la péréquation et solde pour la forfaitaire

	<i>en Md€</i>											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire (1)	7,30	7,39	7,49	7,59	7,69	7,79	7,89	8,00	8,11	8,22	8,33	+ 14,17%
Dotations de péréquation (2)	0,80	0,89	0,99	1,09	1,19	1,29	1,39	1,50	1,61	1,72	1,83	+ 129,26%
<b>TOTAL</b>	<b>8,10</b>	<b>8,29</b>	<b>8,48</b>	<b>8,67</b>	<b>8,87</b>	<b>9,08</b>	<b>9,28</b>	<b>9,50</b>	<b>9,72</b>	<b>9,94</b>	<b>10,17</b>	<b>+ 25,53%</b>

(1) après imputation des actuels CCAS, part impôts ménages, DCTP et compensation part salaires (évaluée à l'issue de la réforme) et après prélèvement alimentant en 2002 la DFM et sa majoration

(2) actuelles part potentiel fiscal, DFM et majoration

---

## Simulations de répartition de la DGF des régions entre la part forfaitaire et la part péréquation

Hypothèse commune : indexation de la DGF à 2,3 % sur la période

---

### Scénario 1 : indexation de la dotation forfaitaire à 75 % du taux de la DGF et solde pour la péréquation

	<i>en Md€</i>											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire (1)	2,71	2,76	2,80	2,85	2,90	2,95	3,00	3,05	3,11	3,16	3,22	+ 18,65%
Dotation de péréquation (2)	0,06	0,08	0,09	0,11	0,13	0,15	0,17	0,19	0,22	0,24	0,26	+ 336,28%
TOTAL	2,77	2,83	2,90	2,97	3,03	3,10	3,17	3,25	3,32	3,40	3,48	+ 25,53%

(1) regroupement des actuelles compensations part salaires (évaluée à l'issue de la réforme), DCTP, DMTO et TH et après prélèvement des actuelles contributions au FCDR

(2) actuel FCDR

---



---

### Scénario 2 : affectation de 50 % de la croissance en masse à la péréquation et solde pour la forfaitaire

	<i>en Md€</i>											
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2002
Dotation forfaitaire (1)	2,71	2,74	2,77	2,81	2,84	2,88	2,91	2,95	2,99	3,02	3,06	+ 13,05%
Dotation de péréquation (2)	0,06	0,09	0,12	0,16	0,19	0,23	0,26	0,30	0,34	0,37	0,41	+ 589,38%
TOTAL	2,77	2,83	2,90	2,97	3,03	3,10	3,17	3,25	3,32	3,40	3,48	+ 25,53%

(1) regroupement des actuelles compensations part salaires (évaluée à l'issue de la réforme), DCTP, DMTO et TH et après prélèvement des actuelles contributions au FCDR

(2) actuel FCDR

---

## DONNEES ET HYPOTHESES UTILISEES POUR EFFECTUER LES SIMULATIONS

---

### ELEMENTS UTILISES POUR LA SIMULATION D'UNE NOUVELLE PEREQUATION SUR LES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES COLLECTIVITES LOCALES

#### I – COMMUNES

- **Hypothèse 1 : suppression du FDPTP actuel :**

Le nouvel écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP de l'ensemble des communes. Son montant est égal à la totalité des bases excédant le seuil retenu (2 ou 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant) multipliées par le taux de TP de la commune, puis plafonné à 10% des dépenses réelles de fonctionnement constatées en 1998.

- **Hypothèse 2 : écrêtement complémentaire au FDPTP actuel :**

Le nouvel écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP de l'ensemble des communes à l'exclusion des communes de la RIF. Son montant est égal à la totalité des bases excédant le seuil retenu (2 ou 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant) multipliées par le taux de TP de la commune, réduit du montant prélevé au titre du FDPTP, puis plafonné à 10% des dépenses réelles de fonctionnement constatées en 1998.

- **Hypothèse 3 : écrêtement complémentaire au FDPTP actuel de type FSRIF 2:**

Le nouvel écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP de l'ensemble des communes à l'exclusion des communes de la RIF. Son montant est égal à 75 % des bases excédant le seuil retenu (2,5 ou 3,5 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant) multipliées par le taux de TP de la commune, réduit du montant prélevé au titre du FDPTP, puis plafonné à 10% des dépenses réelles de fonctionnement constatées en 1998.

#### II – EPCI

- **Suppression du système actuel :**

Le nouvel écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP de tous les EPCI. Son montant est égal à 100 % des bases excédant le seuil retenu (2 ou 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant) ou à 75 % des bases excédant le seuil retenu (2,5 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant), multipliés par le taux de taxe professionnelle de l'EPCI.

- **Nouvel écrêtement en complément du système actuel :**

L'écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP de tous les EPCI. Son montant est égal à 100% des bases excédant le seuil retenu (2 ou 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant) ou à 75 % des bases excédant le seuil retenu (2,5 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant), multipliés par le taux de taxe professionnelle de l'EPCI. Ce montant est ensuite diminué du produit écrêté actuellement, ou du montant reversé par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à TPU au titre de la garantie de ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

#### III – DEPARTEMENTS/REGIONS

L'écrêtement est calculé sur la totalité des bases de TP des départements ou des régions. Son montant est égal à 100% des bases excédant le seuil retenu (1 et 1,1 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant pour les régions, 1, 1,2 et 2 fois pour les départements) multipliés par le taux de taxe professionnelle de la collectivité. Les montants ainsi obtenus sont ensuite plafonnés à 5% et 10% des dépenses réelles de fonctionnement de 1999.

**RECAPITULATION DES SIMULATIONS D'UNE NOUVELLE PEREQUATION  
SUR LA TAXE PROFESSIONNELLE DES COMMUNES**

<b>RAPPEL: PRODUITS COMMUNAUX ECRTES DANS LE SYSTEME ACTUEL</b>	
ENSEMBLE DES COMMUNES	ENSEMBLE DES COMMUNES HORS RIF
2 704 457 959 F (412 291 958 €)	2 498 544 412 F (380 900 640 €)

<b>HYPOTHESE 1: RESULTATS PLAFONNES A 10% DES DRF 98</b>			
Seuil de 2 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant		Seuil de 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant	
Montant	Nombre de communes écartées	Montant	Nombre de communes écartées
1 889 503 649 F (288 052 974 €)	1 381	1 164 993 984 F (177 602 188 €)	785

<b>HYPOTHESE 2: RESULTATS PLAFONNES A 10% DES DRF 98</b>			
Seuil de 2 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant		Seuil de 3 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant	
Montant	Nombre de communes écartées	Montant	Nombre de communes écartées
961 776 941 F (146 621 949 €)	1 277	452 665 161 F (69 008 359 €)	452

<b>HYPOTHESE 3: RESULTATS PLAFONNES A 10% DES DRF 98</b>			
Seuil de 2,5 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant		Seuil de 3,5 fois la moyenne nationale des bases de TP par habitant	
Montant	Nombre de communes écartées	Montant	Nombre de communes écartées
531 513 221 F (81 028 668 €)	541	269 712 348 F (41 117 382 €)	221

**RECAPITULATIF POUR CHAQUE TYPE DE COLLECTIVITE DES SIMULATIONS EFFECTUEES**

**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT DES EPCI**

**I - SUPPRESSION DU SYSTEME ACTUEL: REMPLACEMENT PAR UN ECRETEMENT CALCULE A PARTIR DE LA TOTALITE DES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE**

Seuil de 2 fois* la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 100% des bases excédentaires)						Seuil de 2,5 fois** la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 75% des bases excédentaires)						Seuil de 3 fois*** la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 100% des bases excédentaires)					
EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés
1 252 794 739 F (190 987 327 €)	23	598 268 061 F (91 205 378 €)	59	152 196 409 F (23 202 193 €)	3	372 948 882 F (56 855 691 €)	9	386 796 417 F (58 966 734 €)	40	102 635 262 F (15 646 645 €)	3	279 651 801 F (42 632 642 €)	7	449 358 929 F (68 504 327 €)	33	121 497 623 F (18 522 193 €)	3
<b>Total produits:</b>		<b>2 003 259 209 F (305 394 898 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 85</b>		<b>Total produits:</b>		<b>862 380 561 F (131 469 070 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 52</b>		<b>Total produits:</b>		<b>850 508 353 F (129 659 162 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 43</b>	

**II - NOUVEL ECRETEMENT EN COMPLEMENT DU SYSTEME ACTUEL, CALCULE A PARTIR DE LA TOTALITE DES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE**

Seuil de 2 fois* la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 100% des bases excédentaires)						Seuil de 2,5 fois** la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 75% des bases excédentaires)						Seuil de 3 fois*** la moyenne nationale des bases de TP par habitant (écrêtement calculé sur 100% des bases excédentaires)					
EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TPU (y compris CA, CU et SAN)	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à fiscalité additionnelle	Nombre d'EPCI écrêtés	EPCI à TP de zone	Nombre d'EPCI écrêtés
859 549 444 F (131 037 468 €)	17	586 771 047 F (89 452 669 €)	42	12 618 722 F (1 923 712 €)	2	203 365 370 F (31 002 851 €)	4	381 878 183 F (58 216 954 €)	28	0	0	150 810 426 F (22 990 901 €)	5	445 886 277 F (67 974 925 €)	24	635 232 F (96 840 €)	1
<b>Total produits:</b>		<b>1 458 939 213 F (222 413 849 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 61</b>		<b>Total produits:</b>		<b>585 243 553 F (89 219 805 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 32</b>		<b>Total produits:</b>		<b>597 331 935 F (91 062 666 €)</b>		<b>Total nombre d'EPCI: 30</b>	

\*: 22 120 F/hab.(3 372 €/hab.)

\*\* : 27 650 F/hab.(4 215 €/hab.)

\*\*\*: 33 180 F/hab.(5 058 €/hab.)

Total FDPTP actuel:970 603 985 F (147 967 624 €) pour 284 EPCI écrêtés dont:

- EPCI à TPU: 704 665 769 F (107 425 604 €) pour 67 EPCI écrêtés

- EPCI à fiscalité additionnelle: 64 390 258 F (9 816 232 €) pour 208 EPCI écrêtés

- EPCI à taxe professionnelle de zone: 201 547 958 F (30 725 788 €) pour 9 EPCI écrêtés

SIMULATION D'UN ECRETEMENT DEPARTEMENTAL

DEPARTEMENTS: écrêtement sur la totalité des bases de taxe professionnelle									Pour information: DFM 2001	
Seuil de 1 fois* la moyenne nationale des bases de TP par habitant: 30 dép. écrêtés			Seuil de 1,2 fois** la moyenne nationale des bases de TP par habitant: 13 dép. écrêtés			Seuil de 2 fois*** la moyenne nationale des bases de TP par habitant: 1 seul dép. écrêté (Hts de Seine)			Contributeurs	Bénéficiaires
Sans plafonnement	Avec plaf. À 5% des DRF 99	Avec plaf. À 10% des DRF 99	Sans plafonnement	Avec plaf. À 5% des DRF 99	Avec plaf. À 10% des DRF 99	Sans plafonnement	Avec plaf. À 5% des DRF 99	Avec plaf. À 10% des DRF 99		
4 239 800 978 F (646 353 492 €)	2 090 976 996 F (318 767 388 €)	3 136 083 862 F (478 092 903 €)	2 037 753 257 F (310 653 481 €)	875 401 815 F (133 454 146 €)	1 313 568 377 F (200 252 208 €)	530 805 677 F (80 920 804 €)	285 518 999 F (43 527 091 €)	530 805 677 F (80 920 804 €)	436 819 255 F (66 592 666 €)	886 684 793 F (135 174 225 €)

\*: 11 060 F/hab.(1 686 €/hab.)

\*\* : 13 272F/hab.(2 023 €/hab.)

\*\*\*: 22 120 F/hab.(3 372 €/hab.)

**RECAPITULATIF POUR CHAQUE TYPE DE COLLECTIVITE DES SIMULATIONS EFFECTUEES**

**SIMULATION D'UN ECRETEMENT REGIONAL**

<b>REGIONS: écrêtement sur la totalité des bases de taxe professionnelle</b>						<b>Pour information</b>
Seuil de 1 fois* la moyenne nationale des bases de TP par habitant: 8 régions écrêtées			Seuil de 1,1 fois** la moyenne nationale des bases de TP par habitant: 5 régions écrêtées			FCDR 2001
Sans plafonnement	Avec plaf. À 5% des DRF 99	Avec plaf. À 10% des DRF 99	Sans plafonnement	Avec plaf. À 5% des DRF 99	Avec plaf. À 10% des DRF 99	390 038 529 F (59 460 990 €)
1 136 444 692 F (173 249 876 €)	666 251 864 F (101 569 442 €)	1 086 457 826 F (165 629 428 €)	687 904 080 F (104 870 301 €)	474 207 294 F (72 292 436 €)	686 233 178 F (104 615 574 €)	

\*: 11 060 F/hab.(1 686 €/hab.)

\*\* : 12 166F/hab. (1 855 €/hab.)

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
01010	ANGLEFORT	782	4,18	61 229	1 883 702	336 657	1 021 405	336 657
01047	BLYES	711	9,13	279 806	1 688 312	237 200	1 451 616	237 200
01058	BREGNIER CORDON	570	4,59	887 948	1 635 978	420 374	1 004 927	420 374
01063	BRION	581	4,83	66 901	1 579 367	264 770	1 021 602	264 770
01064	BRIORD	692	2,16	0	75 924	75 924	0	0
01081	CHAMPFROMIER	608	7,53	2 362 073	2 415 019	347 220	1 977 928	347 220
01095	CHAVANNES SUR SURAN	490	3,27	321 386	0	0	0	0
01106	CIZE	129	3,09	190 115	0	0	0	0
01128	COURTES	219	3,13	107 976	117 796	52 829	13 401	13 401
01138	CULOZ	2 680	2,69	0	2 209 273	1 169 076	0	0
01154	ETREZ	648	10,19	2 450 460	3 015 474	254 626	2 647 097	254 626
01189	INJOUX GENISSIAT	989	3,51	0	2 657 454	668 904	893 099	668 904
01192	IZERNORE	1 688	5,04	0	5 232 982	472 572	3 513 541	472 572
01208	LAVOURS	117	3,99	92 170	112 623	45 836	55 945	45 836
01228	MAILLAT	679	3,55	0	1 109 388	251 580	394 461	251 580
01247	MLJOUX	316	2,49	0	190 795	190 795	0	0
01257	MONTANGES	286	4,32	857 563	914 664	143 192	521 167	143 192
01265	MONTREAL LA CLUSE	3 703	2,17	0	757 487	757 487	0	0
01267	NURIEUX VOLOGNAT	967	3,07	0	750 955	232 010	48 293	48 293
01268	MURS ET GELIGNEUX	207	2,22	0	83 980	83 980	0	0
01274	LES NEYROLLES	625	2,17	0	46 382	46 382	0	0
01282	OUTRIAZ	267	3,28	184 506	241 068	82 340	52 370	52 370
01373	ST MARTIN DU FRENE	1 065	2,48	0	502 396	381 285	0	0
01386	ST SORLIN EN BUGEY	989	2,56	175 345	306 247	197 423	0	0
01390	ST VULBAS	814	80,64	7 291 047	45 241 852	3 608 343	44 666 570	3 608 343
02009	ALAINCOURT	479	3,82	425 070	488 757	121 694	220 161	121 694
02059	BEAUTOR	3 021	2,28	0	1 171 874	1 171 874	0	0
02131	BUCY LE LONG	2 007	2,06	0	61 852	61 852	0	0
02157	CHAMBRY	792	2,11	0	52 839	52 839	0	0
02160	CHAOURSE	530	3,58	354 526	396 289	135 161	145 990	135 161
02173	CHAUNY	13 109	2,05	0	794 163	794 163	0	0
02196	CLACY ET THIERRET	310	2,33	0	96 817	96 817	0	0
02211	CONDE SUR SUIPPE	262	17,45	1 834 465	2 225 023	85 082	2 081 006	85 082
02212	CONDREN	701	2,18	0	113 895	113 895	0	0
02298	ETREUX	1 688	5,75	2 698 754	4 120 245	543 518	3 022 492	543 518
02299	EVERGNICOURT	554	3,42	185 279	227 528	97 938	66 995	66 995
02356	GRISOLLES	159	2,40	0	27 245	27 245	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
02387	ITANCOURT	1 061	9,42	1 962 012	2 873 205	493 926	2 485 961	493 926
02397	JUSSY	1 307	2,62	0	673 483	339 444	0	0
02433	LISLET	232	2,40	0	44 373	44 373	0	0
02457	MARCHAIS	387	2,21	47 137	105 101	105 101	0	0
02468	MARLE ET BEHAINE	2 575	2,55	0	1 233 066	1 233 066	0	0
02484	MEZY MOULINS	468	4,97	369 274	1 087 912	94 690	721 446	94 690
02507	MONTGRU SAINT HILAIRE	41	37,20	137 987	162 820	11 365	158 194	11 365
02514	MONTIGNY LENGRAIN	644	17,81	2 051 492	3 344 530	214 847	3 132 987	214 847
02575	ORIGNY STE BENOITE	1 790	4,14	1 215 652	2 464 913	744 795	1 312 704	744 795
02617	POUILLY SUR SERRE	564	8,12	1 837 822	1 865 377	158 589	1 560 347	158 589
02657	ROUGERIES	243	6,74	428 153	432 731	55 833	341 353	55 833
02662	ROZET SAINT ALBIN	294	8,97	374 713	679 704	69 521	582 155	69 521
02690	SAINTE PREUVE	86	2,30	1 636	10 399	10 399	0	0
02761	VARISCOURT	111	2,69	63 429	85 766	32 715	0	0
02769	VAUX ANDIGNY	912	3,52	916 756	1 450 932	344 139	495 720	344 139
02789	VERVINS	2 861	2,02	0	69 835	69 835	0	0
02809	VILLERS AGRON AIGUIZY	71	7,41	283 672	303 507	25 386	247 361	25 386
03018	BAYET	612	5,31	148 335	1 408 516	300 153	982 764	300 153
03060	CHARMEIL	751	4,86	43 966	0	0	0	0
03082	COMMENTRY	7 464	3,44	2 027 973	18 386 588	5 598 607	5 640 584	5 598 607
03091	CRECHY	450	3,91	544 463	718 446	177 049	343 180	177 049
03094	CREUZIER LE VIEUX	3 037	3,11	233 015	0	0	0	0
03102	DOMPIERRE SUR BESBRE	3 577	4,54	7 705 414	9 042 504	2 142 617	5 481 958	2 142 617
03237	SAINT GERMAIN DE SALLES	428	2,77	0	197 634	179 606	0	0
03262	SAINT VICTOR	1 998	6,65	3 050 366	0	0	0	0
03264	SAINT YORRE	2 897	5,24	1 188 741	0	0	0	0
03301	VAUX	982	2,98	887 500	971 780	289 465	0	0
03315	VILLEFRANCHE D'ALLIER	1 382	2,88	371 516	675 803	402 505	0	0
04006	ALLOS	644	3,69	0	2 214 373	2 214 373	903 807	903 807
04033	LA BREOLE	332	5,84	352 838	375 046	353 882	277 373	277 373
04049	CHATEAU-ARNOUX	5 102	4,33	7 254 324	10 478 267	2 826 550	5 980 946	2 826 550
04091	GANAGOBIE	94	2,25	0	58 550	58 550	0	0
04120	MEYRONNES	44	3,49	53 824	60 607	53 447	19 876	19 876
04150	PIEGUT	123	2,05	0	14 584	14 584	0	0
04154	PONTIS	45	8,96	257 817	271 452	29 269	232 432	29 269
04176	SAINTE CROIX DU VERDON	103	8,15	804 261	901 902	286 552	755 176	286 552
04187	SAINT LIONS	34	2,21	0	3 148	3 148	0	0
04199	SAINT_VINCENT SUR JABRON	194	4,91	103 347	436 575	74 051	286 380	74 051
04200	SALIGNAC	409	2,89	393 592	536 457	225 155	0	0
05053	EYGUIANS	241	3,18	146 087	296 752	155 009	45 399	45 399

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
05073	LAZER	278	4,32	177 995	299 004	112 318	170 175	112 318
05076	MEREUIL	81	3,54	137 396	162 538	45 517	56 826	45 517
05110	PUY ST VINCENT	272	2,90	0	393 778	393 778	0	0
05119	RISOUL	638	2,37	0	241 755	241 755	0	0
05121	ROCHEBRUNE	129	2,80	45 562	59 711	56 180	0	0
05127	ROUSSET	178	2,66	28 529	68 235	68 235	0	0
05136	ST CREPIN	546	2,36	0	101 758	101 758	0	0
05143	ST GENIS	50	4,92	191 697	197 404	65 790	129 716	65 790
05159	SALEON	70	2,37	6 709	8 977	8 977	0	0
05163	LE SAUZE	89	3,71	238 134	270 195	133 263	112 307	112 307
05177	VARS	642	2,65	0	879 573	879 573	0	0
05184	VITROLLES	140	4,35	0	154 690	84 456	88 883	84 456
06010	LE BAR SUR LOUP	2 571	3,90	5 584 185	7 020 286	1 479 557	3 333 171	1 479 557
06018	BIOT	7 489	2,25	0	2 666 764	2 666 764	0	0
06019	BLAUSASC	1 260	2,58	247 094	512 561	512 561	0	0
06080	MARIE	50	2,19	16 597	27 926	27 926	0	0
06111	ROURE	168	2,08	0	36 057	36 057	0	0
06146	TOURNEFORT	143	3,51	195 091	708 061	127 423	238 648	127 423
06152	VALBONNE	11 244	4,20	0	43 317 251	10 854 690	23 643 714	10 854 690
07012	ARCENS	464	2,26	0	75 404	75 404	0	0
07013	ARDOIX	786	3,18	0	1 133 488	262 679	172 025	172 025
07031	BERRIAS ET CASTELJAU	577	3,75	326 462	468 767	200 051	200 548	200 051
07051	CHAMPAGNE	494	2,50	0	248 357	108 256	0	0
07064	LE CHEYLARD	3 632	2,26	0	1 105 675	1 105 675	0	0
07076	CRUAS	2 431	19,97	26 421 213	38 933 921	1 853 218	36 766 840	1 853 218
07078	DAVEZIEUX	2 704	3,22	0	2 229 562	674 926	396 309	396 309
07116	LABEGUDE	1 377	2,60	254 728	701 422	485 828	0	0
07150	MARIAC	753	2,95	95 227	694 116	255 229	0	0
07152	MAUVES	1 119	2,45	145 414	553 460	379 904	0	0
07157	MEYSSE	1 110	16,08	10 084 194	11 922 781	557 327	11 075 696	557 327
07219	ST BAUZILE	185	8,11	803 977	979 708	99 790	819 293	99 790
07228	ST DESIRAT	724	6,39	2 761 211	2 915 276	188 756	2 250 659	188 756
07255	ST JULIEN EN ST ALBAN	1 037	3,70	0	2 234 941	495 379	920 568	495 379
07266	STE MARGUERITE LAFIGERE	73	2,22	0	38 136	38 136	0	0
07346	VIVIERS	3 480	2,51	0	3 556 729	2 174 575	0	0
08042	BALAIIVES ET BUTZ	211	2,79	46 363	51 633	36 769	0	0
08097	CHALLERANGE	471	4,09	420 033	465 207	114 098	242 251	114 098
08111	LE CHATELET SUR RETOURNE	536	2,32	0	79 864	79 864	0	0
08122	CHOOZ	762	144,13	81 351 416	83 727 777	1 675 779	83 138 680	1 675 779
08125	CLIRON	284	3,09	0	262 042	95 506	22 695	22 695

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
08142	DONCHERY	2 417	3,72	0	2 383 745	739 654	996 353	739 654
08171	FLEVILLE	105	2,24	0	11 316	11 316	0	0
08183	FROMELENNES	1 160	6,71	290 301	295 846	295 846	232 981	232 981
08194	GLAIRE	956	8,46	1 916 421	2 739 926	324 329	2 315 934	324 329
08212	HARCY	468	2,60	0	290 935	114 144	0	0
08218	LES HAUTES RIVIERES	1 985	3,40	0	1 500 893	747 236	431 729	431 729
08226	HIERGES	224	3,10	0	68 109	68 109	6 421	6 421
08284	LES MAZURES	786	6,89	2 977 477	3 755 859	862 701	2 988 252	862 701
08311	MOUZON	2 681	3,35	0	2 335 306	1 064 768	603 637	603 637
08336	OSNES	225	3,06	0	149 858	45 748	8 511	8 511
08381	SAINT GERMAINMONT	785	3,01	519 743	623 453	291 752	4 420	4 420
08401	SAULCES CHAMPENOISES	205	7,48	205 686	259 773	56 107	212 387	56 107
08432	SURY	119	4,38	225 116	319 208	33 699	185 093	33 699
08445	THELONNE	265	2,47	69 842	80 445	57 042	0	0
08457	TOURNES	1 102	2,08	0	76 349	76 349	0	0
08480	VILLERS SEMEUSE	3 620	10,34	14 280 863	18 863 922	1 225 439	16 601 820	1 225 439
09013	ARABAUX	56	3,34	0	79 480	10 896	20 269	10 896
09024	ASTON	245	16,63	2 731 915	3 279 386	210 548	3 055 294	210 548
09030	AUZAT	684	8,44	2 151 901	6 475 200	1 000 390	5 469 806	1 000 390
09039	LA BASTIDE DE BOUSIGNAC	328	3,88	116 371	448 743	95 122	209 679	95 122
09053	BESTIAC	12	56,00	660 705	844 941	58 447	829 293	58 447
09119	EYCHEIL	511	4,17	808 636	832 173	163 465	447 860	163 465
09131	GARANOU	194	2,35	25 189	72 930	29 799	0	0
09134	GESTIES	10	3,73	0	39 992	14 889	16 832	14 889
09139	L'HOSPITALET L'ANDORRE	169	6,32	299 731	1 662 419	188 729	1 277 750	188 729
09143	ILLIER ET LARAMADE	20	3,66	83 303	96 399	30 459	38 445	30 459
09162	LERCOUL	19	3,43	22 877	69 871	18 354	20 971	18 354
09171	LORDAT	47	10,72	576 341	609 079	20 321	539 215	20 321
09176	LUZENAC	646	6,69	4 414 994	4 757 564	506 048	3 742 294	506 048
09189	MERENS LES VALS	180	3,63	574 659	608 655	162 675	236 375	162 675
09210	MONTOULIEU	310	2,20	0	127 869	127 869	0	0
09217	NIAUX	204	3,95	305 660	346 851	63 892	168 833	63 892
09220	ORLU	198	2,90	321 290	406 917	265 419	0	0
09226	PECH	34	4,57	88 126	101 483	13 625	61 923	13 625
09240	QUIE	354	3,22	0	397 813	182 099	72 457	72 457
09252	ROUZE	88	3,83	126 832	527 749	115 912	238 880	115 912
09330	VERNAUX	28	34,61	346 205	443 349	37 555	429 754	37 555
10030	BARBEREY-ST-SULPICE	781	2,45	0	126 691	126 691	0	0
10040	BERNON	197	3,84	253 607	260 911	63 243	119 287	63 243
10047	BLIGNICOURT	57	5,93	41 016	41 613	18 022	31 022	18 022

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
10052	BOULAGES	223	2,53	22 895	32 565	32 565	0	0
10067	BUCHERES	1 375	2,10	0	70 719	70 719	0	0
10078	CHAMP SUR BARSE	36	4,35	20 881	21 533	11 542	12 375	11 542
10093	CHAUMESNIL	82	4,30	104 943	175 556	58 732	99 284	58 732
10105	COURCELLES SUR VOIRE	26	2,08	470	1 672	1 672	0	0
10115	CRENEY	1 449	2,16	0	258 842	258 842	0	0
10123	DIENVILLE	771	2,33	0	170 876	170 876	0	0
10126	DOLANCOURT	153	2,78	93 668	113 474	82 697	0	0
10150	FONTAINE	264	5,12	464 903	487 528	65 247	331 025	65 247
10151	FONTAINE LES GRES	917	2,89	29 435	203 881	170 161	0	0
10213	MAGNANT	190	2,27	0	49 583	49 583	0	0
10224	MARIGNY LE CHATEL	1 555	2,60	47 678	348 323	348 323	0	0
10268	NOGENT SUR SEINE	6 073	11,11	28 342 479	49 335 657	5 069 093	43 921 967	5 069 093
10272	ORMES	200	2,91	102 201	110 502	42 679	0	0
10296	POLISY	215	3,69	46 780	151 031	55 931	61 622	55 931
10305	PREMIERFAIT	73	3,02	11 780	49 190	30 161	748	748
10337	ST CHRISTOPHE-DODINICOUR	45	4,45	9 964	65 668	12 435	38 892	12 435
10372	SOULAINES-DHUYS	271	35,34	7 677 176	7 814 128	189 705	7 579 742	189 705
10399	VAUDES	550	2,01	0	2 177	2 177	0	0
10411	LA VILLE AUX BOIS	13	52,88	568 555	570 557	20 201	559 342	20 201
10429	VILLETTE SUR AUBE	177	25,35	1 671 711	2 367 901	74 091	2 266 496	74 091
11038	BESSEDE DE SAULT	52	2,59	0	36 353	36 353	0	0
11077	CASTELNAU D'AUDE	368	2,53	354 610	429 543	276 458	0	0
11127	ESCOULOUBRE	90	3,11	0	267 796	130 516	26 910	26 910
11147	FONTANES DE SAULT	4	6,34	21 396	45 878	27 302	35 313	27 302
11205	LIMOISIS	104	2,61	67 365	78 369	67 836	0	0
11221	LES MARTYS	198	2,23	76 659	105 064	97 235	0	0
11266	PORT LA NOUVELLE	4 919	2,46	0	3 549 843	3 549 843	0	0
11297	PRADELLES CABARDES	162	5,06	575 316	654 855	119 572	440 852	119 572
11335	STE COLOMBE SUR GUETTE	57	3,62	69 767	153 546	89 714	58 983	58 983
11358	SAINT-MARTIN LYS	47	8,36	153 463	183 725	32 009	154 823	32 009
11368	SALLELES-CABARDES	107	2,01	0	1 605	1 605	0	0
11373	SALVEZINES	108	2,51	39 342	43 548	43 548	0	0
12028	BOISSE PENCHOT	517	2,12	0	71 362	71 362	0	0
12035	BRASC	177	4,67	708 959	803 723	107 410	503 032	107 410
12036	BROMMAT	801	6,03	478 159	3 055 446	430 900	2 297 110	430 900
12048	CAMPOURIEZ	401	2,59	0	625 211	276 633	0	0
12151	MONTEZIC	247	17,22	2 626 609	2 815 068	165 834	2 630 124	165 834
12203	ROQUEFORT SUR SOULZON	702	9,61	122 522	4 302 659	757 100	3 737 431	757 100
12226	ST HIPPOLYTE	521	8,47	4 332 240	6 549 137	200 000	5 537 284	200 000

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
12251	ST VICTOR ET MELVIEU	336	2,84	0	695 718	248 493	0	0
12284	LE TRUEL	376	8,11	77 378	5 289 177	1 080 144	4 424 197	1 080 144
12305	VIVIEZ	1 557	3,16	0	1 613 222	649 020	216 646	216 646
13011	LES BAUX DE PROVENCE	443	6,20	11 671	300 360	300 360	228 826	228 826
13014	BERRE L'ETANG	13 503	9,44	29 702 789	138 772 530	18 287 634	120 119 567	18 287 634
13026	CHATEAUNEUF / MARTIGUES	11 538	3,17	5 060 565	0	0	0	0
13060	MEYREUIL	4 450	6,74	15 827 919	0	0	0	0
13067	ORGON	2 665	3,68	3 427 511	4 739 023	1 499 898	1 924 170	1 499 898
13076	PLAN D'ORGON	2 443	2,07	0	244 361	244 361	0	0
13087	ROUSSET	3 635	13,03	45 708 750	0	0	0	0
13099	SAINT-PAUL LEZ DURANCE	792	14,97	4 835 297	0	0	0	0
14069	BEUVILLERS	1 092	3,46	0	967 219	432 145	302 956	302 956
14076	BLAINVILLE SUR ORNE	4 442	3,44	7 975 428	10 757 969	2 937 994	3 265 869	2 937 994
14119	CAGNY	1 597	3,82	1 108 466	1 760 698	740 275	792 775	740 275
14137	CARPIQUET	1 884	6,24	0	7 425 971	1 185 002	5 673 576	1 185 002
14181	CORMELLES LE ROYAL	4 644	7,19	10 024 345	26 126 731	3 011 166	21 093 192	3 011 166
14203	CRICQUEVILLE EN AUGE	157	2,20	6 552	19 413	19 413	0	0
14303	GLOS	924	2,60	0	271 776	201 975	0	0
14319	GRENTHEVILLE	756	3,69	0	1 520 120	373 752	622 110	373 752
14437	MONDEVILLE	10 678	6,10	5 926 251	46 456 841	7 961 003	35 131 177	7 961 003
14456	MOULT	1 139	5,05	0	1 708 126	584 214	1 147 545	584 214
14480	OSMANVILLE	519	5,56	671 165	988 952	200 384	711 129	200 384
14508	LE PLESSIS GRIMOULT	316	3,03	218 198	341 264	88 815	11 340	11 340
14530	RANVILLE	1 915	2,19	0	308 035	308 035	0	0
14534	REUX	256	4,06	80 185	302 745	106 330	155 514	106 330
14538	ROCQUANCOURT	585	2,60	246 729	274 378	180 022	0	0
14564	ST CHARLES DE PERCY	171	2,57	28 289	35 600	35 600	0	0
14630	SAINT MARTIN DES ENTREES	508	7,59	491 243	1 174 596	142 149	964 464	142 149
14727	VAUBADON	379	2,02	0	2 015	2 015	0	0
14740	LA VESPIERE	981	2,93	371 787	1 173 441	470 238	0	0
15073	FRIDEFONT	136	2,18	0	51 341	51 341	0	0
15101	LAVEISSIERE	604	2,48	0	316 520	316 520	0	0
15133	MONTMURAT	136	2,55	26 079	55 512	37 601	0	0
15182	SAINT ETIENNE CANTALES	158	2,20	0	85 639	85 639	0	0
15206	SAINT PIERRE	153	10,46	1 885 235	2 729 504	193 664	2 406 805	193 664
16048	BOISBRETEAU	124	3,09	0	69 551	39 232	5 779	5 779
16132	ETAGNAC	999	3,09	13 386	388 916	307 089	33 140	33 140
16134	EXIDEUIL SUR VIENNE	1 042	4,09	5 917	1 445 308	387 908	753 837	387 908
16192	ROUMAZIERES LOUBERT	2 834	2,70	0	1 719 887	1 079 243	0	0
16227	MONTIGNAC LE COQ	152	2,40	24 461	28 225	28 225	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
16251	ORIOILLES	219	3,33	0	165 844	90 718	41 588	41 588
16275	RANVILLE BREUILLAUD	183	2,15	13 425	21 044	21 044	0	0
16326	SAINT-GROUX	125	26,01	853 415	936 033	38 391	897 047	38 391
16376	SURIS	283	2,78	134 661	152 279	79 983	0	0
17074	BUSSAC FORET	886	8,76	5 892 268	6 726 876	414 332	5 732 261	414 332
17087	CHANTEMERLE SUR LA SOIE	110	5,19	140 671	277 259	42 976	190 394	42 976
17110	CLERAC	951	3,87	307 420	451 607	221 087	209 692	209 692
18025	BEFFES	675	5,60	3 653 773	4 093 217	411 547	2 957 714	411 547
18026	BELLEVILLE	1 107	47,63	66 937 882	71 725 208	1 650 262	70 153 153	1 650 262
18163	NEUVY DEUX CLOCHERS	284	4,50	1 060 575	1 109 212	159 029	666 326	159 029
18194	RIANS	1 032	8,36	2 944 289	3 593 302	295 143	3 028 313	295 143
18205	ST DOULCHARD	9 313	2,50	0	4 938 990	3 802 349	0	0
18251	SEVRY	73	5,39	106 718	123 472	31 359	87 018	31 359
18255	LE SUBDRAY	724	13,09	2 002 639	3 419 154	316 867	3 110 867	316 867
18270	VALLENAY-BIGNY	734	2,96	459 899	585 481	302 503	0	0
19002	AIX	318	2,04	0	7 642	7 642	0	0
19011	ARNAC POMPADOUR	1 384	2,36	0	566 993	566 993	0	0
19034	CAMPS-ST MATHURIN	250	4,33	0	1 137 204	222 635	649 900	222 635
19112	LESTARDS	106	2,45	71 371	99 913	53 927	0	0
19113	LIGINIAC	696	2,21	0	265 522	265 522	0	0
19160	PEROLS SUR VEZERE	188	2,19	0	28 112	28 112	0	0
19167	CONFOLENT PORT DIEU	39	3,64	36 202	64 055	26 681	24 976	24 976
19175	ROCHE LE PEYROUX	85	3,98	221 893	371 610	75 178	183 966	75 178
19205	ST GENIEZ O MERLE	121	3,30	0	419 842	263 051	97 589	97 589
19222	ST MARTIN LA MEANNE	378	2,23	0	243 609	243 609	0	0
19264	SOURSAC	533	4,86	911 015	2 653 537	493 689	1 725 078	493 689
21005	AISEREY	1 154	2,25	0	111 400	111 400	0	0
21010	ALOXE CORTON	173	2,81	28 195	105 185	83 079	0	0
21055	BEAUNOTTE	28	2,06	0	790	790	0	0
21072	BEZOUOTTE	217	2,03	0	2 863	2 863	0	0
21106	BRETENIERE	779	2,72	305 263	433 538	207 577	0	0
21200	COUCHEY	1 197	2,58	0	546 062	360 183	0	0
21244	EGUILLY	40	2,79	0	10 601	10 601	0	0
21292	GENLIS	5 334	2,13	0	740 791	740 791	0	0
21298	GISSEY LE VIEIL	106	2,08	0	3 747	3 747	0	0
21347	LEVERNOIS	273	5,06	271 433	533 582	108 599	359 062	108 599
21380	MARCIGNY SOUS THIL	50	9,33	100 832	229 951	12 724	198 596	12 724
21398	MAXILLY SUR SAONE	304	3,50	6 312	301 028	99 681	99 966	99 681
21414	MIMEURE	220	3,45	0	238 566	95 475	74 081	74 081
21464	NUITS ST GEORGES	5 661	2,74	0	4 266 114	3 338 617	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
21531	ROUVRAY	586	2,80	165 473	285 139	208 189	0	0
21558	STE MARIE LA BLANCHE	692	3,27	549 286	717 037	242 275	152 207	152 207
21577	ST USAGE	1 015	2,71	0	399 227	293 308	0	0
21590	SAVIGNY LES BEAUNE	1 452	2,59	0	589 339	577 420	0	0
21599	SELONGEY	2 297	2,96	584 972	1 615 432	930 749	0	0
21611	SOMBERNON	788	2,54	0	283 673	283 673	0	0
21616	TAILLY	208	2,09	0	15 166	15 166	0	0
21684	VIGNOLLES	737	6,62	148 319	2 298 756	356 272	1 800 717	356 272
21713	VONGES	318	5,79	675 922	706 071	86 186	519 666	86 186
22046	COLLINEE	952	4,37	2 542 503	2 805 680	500 220	1 623 260	500 220
22049	CREHEN	1 542	2,52	0	569 732	453 788	0	0
22067	GRACES	2 495	2,52	0	884 261	708 946	0	0
22303	SAINT-JACUT DU MENE	733	2,87	280 078	350 742	326 095	0	0
22371	TREMOREL	931	2,19	0	177 429	177 429	0	0
24015	AUDRIX	239	2,49	0	137 632	107 908	0	0
24022	BADEFOLS SUR DORDOGNE	192	2,29	0	68 505	60 088	0	0
24023	BANEUIL	311	14,44	3 923 480	4 134 806	147 919	3 802 535	147 919
24057	BOURG DES MAISONS	80	5,89	167 855	335 918	21 579	249 650	21 579
24096	CHAMPAGNAC DE BELAIR	700	4,40	1 056 780	1 134 837	348 234	661 801	348 234
24129	CONDAT SUR TRINCOU	417	2,54	83 411	97 145	95 039	0	0
24229	LE LARDIN ST LAZARE	1 886	11,68	14 692 200	15 857 112	979 573	14 219 667	979 573
24297	MOULIN NEUF	714	2,33	0	318 960	318 960	0	0
24339	PREYSSAC D'EXCIDEUIL	117	2,00	0	117	117	0	0
24394	STE CROIX DE MAREUIL	138	4,88	127 686	136 602	38 828	89 134	38 828
24449	ST MARTIAL D'ARTENSET	860	3,11	0	486 116	298 822	49 534	49 534
25018	ANTEUIL	495	3,29	445 545	500 023	218 947	111 319	111 319
25032	AUTECHAUX	274	4,98	0	635 020	88 759	421 677	88 759
25033	AUTECHAUX ROIDE	560	3,36	307 119	615 344	94 635	163 831	94 635
25137	CHAUDEFONTAINE	210	5,34	283 612	0	0	0	0
25155	CLERON	296	2,57	27 364	119 847	112 278	0	0
25156	CLERVAL	1 079	3,86	162 377	2 324 844	532 708	1 076 574	532 708
25162	CORCELLES FERRIERES	174	4,04	177 619	255 754	34 298	130 665	34 298
25288	FOURNET LUISANS	517	2,53	0	58 583	58 583	0	0
25323	LAISSY	420	2,08	0	25 355	25 355	0	0
25326	LANTENNE VERTIERE	463	6,25	718 036	735 269	122 439	562 186	122 439
25335	LIEBVILLERS	191	4,83	297 059	641 817	64 859	414 727	64 859
25434	ORNANS	4 128	2,17	0	732 495	732 495	0	0
25450	PESSANS	60	2,35	9 397	12 987	12 987	0	0
25485	REMONDANS VAIVRE	184	2,77	0	145 099	51 728	0	0
25531	SANTOCHE	71	37,47	508 853	557 063	31 459	541 357	31 459

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
25563	THUREY LE MONT	106	9,72	110 816	117 718	36 376	102 477	36 376
25595	VELLEROT LES BELVOIR	125	4,17	236 546	271 745	43 633	146 352	43 633
26007	AMBONIL	103	4,27	80 729	129 844	23 862	72 543	23 862
26085	CHATEAUNEUF DU RHONE	2 275	2,03	0	72 849	72 849	0	0
26169	MALATAVERNE	1 436	2,53	0	769 324	589 313	0	0
26235	PIERRELATTE	12 166	4,21	1 153 831	20 382 285	7 610 166	11 178 657	7 610 166
26256	PROPIAC	78	3,46	91 250	98 859	16 184	31 139	16 184
26284	ROUSSAS	356	4,13	84 001	388 907	167 886	206 608	167 886
26293	ST AVIT	245	3,34	489 592	516 381	103 582	131 333	103 582
26314	ST MARTIN D'AOUT	298	5,37	875 984	893 006	218 190	628 017	218 190
26316	ST MARTIN LE COLONEL	165	3,02	32 155	122 067	52 195	1 916	1 916
26324	ST PAUL TROIS CHATEAUX	7 656	10,74	27 386 824	72 012 666	8 048 303	63 773 753	8 048 303
26337	SAULCE	1 622	2,70	0	1 704 302	767 329	0	0
26339	SAVASSE	1 119	2,12	0	126 511	126 511	0	0
26349	TERSANNE	194	16,19	5 048 789	5 512 497	93 395	5 124 136	93 395
26380	GERVANS	456	2,44	0	302 596	179 440	0	0
27008	ALIZAY	1 279	32,33	36 663 235	51 775 152	1 425 655	50 068 185	1 425 655
27015	ANDE	1 005	4,77	1 169 814	1 604 001	327 053	1 025 339	327 053
27022	AUBEVOYE	3 885	3,80	0	8 153 617	2 599 967	3 629 076	2 599 967
27024	LE RONCENAY AUTHENAY	299	3,29	38 637	65 310	37 751	14 713	14 713
27038	LES BARILS	176	6,97	491 912	499 271	56 860	398 828	56 860
27058	BERNIERES SUR SEINE	251	3,56	0	274 046	95 593	97 905	95 593
27059	BERNOUVILLE	355	4,06	180 731	528 654	113 248	272 580	113 248
27100	BOULLEVILLE	802	2,67	0	353 622	128 755	0	0
27121	BUS SAINT REMY	281	2,10	12	14 130	14 130	0	0
27142	CHAMPENARD	151	8,74	1 016 837	1 155 967	45 261	984 502	45 261
27151	CHARLEVAL	1 898	5,19	5 271 404	9 865 772	1 278 598	6 769 470	1 278 598
27174	CORNEVILLE SUR RISLE	1 187	2,17	0	44 494	44 494	0	0
27188	CRIQUEBEUF SUR SEINE	1 046	2,38	0	296 186	296 186	0	0
27190	CROISY SUR EURE	237	8,52	727 686	925 898	48 424	783 907	48 424
27226	ETREPAGNY	3 626	2,04	0	83 323	83 323	0	0
27275	GAILLON	7 002	2,15	0	1 559 952	1 559 952	0	0
27304	GUERNY	187	2,26	40 531	66 544	66 544	0	0
27330	HERQUEVILLE	155	3,81	70 496	260 799	125 172	116 438	116 438
27332	HEUDEBOUVILLE	716	2,43	0	253 076	253 076	0	0
27339	HONDOUVILLE	731	15,44	3 149 839	4 039 473	246 321	3 738 959	246 321
27364	LAUNAY	219	42,79	1 975 157	2 351 442	95 062	2 293 795	95 062
27394	MARTOT	437	2,66	0	293 441	139 590	0	0
27425	NASSANDRES	1 415	2,70	0	917 704	575 123	0	0
27427	NEAUFLES AUVERGNY	401	3,06	0	47 800	47 800	2 563	2 563

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
27428	LE NEUBOURG	4 116	2,68	0	2 976 008	2 376 150	0	0
27445	LES NOYERS	225	2,05	0	18 240	18 240	0	0
27448	PACY SUR EURE	5 014	2,16	0	595 231	595 231	0	0
27470	PONT SAINT PIERRE	953	2,94	0	970 981	539 518	0	0
27481	PULLAY	389	2,13	16 775	29 693	29 693	0	0
27502	RUGLES	2 600	2,42	0	796 630	796 630	0	0
27517	SAINT AUBIN SUR GAILLON	1 438	2,15	0	230 644	230 644	0	0
27561	SAINT MACLOU	469	2,91	0	361 439	124 484	0	0
27562	SAINT MARCEL	5 098	3,68	0	9 029 332	4 358 661	3 667 225	3 667 225
27569	ST MARTIN DU TILLEUL	273	2,71	0	34 928	34 928	0	0
27599	SAINT PIERRE LA GARENNE	888	4,17	190 268	1 564 306	396 678	843 227	396 678
27643	TILLIERES SUR AVRE	1 207	2,18	0	75 358	75 358	0	0
27651	TOURNEDOS SUR SEINE	136	10,46	74 269	306 532	35 933	270 282	35 933
27697	VIRONVAY	279	11,95	623 197	1 487 290	121 400	1 337 817	121 400
28014	AUNAY SOUS CRECY	652	2,01	0	7 241	7 241	0	0
28092	CHATENAY	172	2,48	0	69 864	57 093	0	0
28121	DAMBRON	104	14,14	357 524	435 511	41 282	399 623	41 282
28140	EPERNON	5 554	4,73	816 025	14 146 890	4 039 459	8 962 431	4 039 459
28147	FAVIERES	452	2,50	102 183	137 903	113 995	0	0
28169	GARANCIERES EN BEAUCE	233	11,51	677 661	1 360 397	92 554	1 217 374	92 554
28171	GARNAY	1 007	2,62	141 328	691 884	417 682	0	0
28235	MARCHEZAIS	210	3,80	0	229 844	77 209	102 101	77 209
28236	MARGON	1 266	4,93	1 787 323	2 906 533	537 151	1 915 195	537 151
28265	MONTLANDON	212	2,68	30 083	141 463	103 219	0	0
28314	LES RESSUINTES	127	2,96	20 157	21 541	21 541	0	0
28319	ROUVRAY SAINT DENIS	366	3,47	35 755	173 106	108 633	55 715	55 715
28391	TOURY	2 706	2,42	0	910 549	910 549	0	0
28412	VILLEAU	115	5,58	231 187	238 448	35 171	171 800	35 171
29018	BRENNILIS	471	5,64	208 896	0	0	0	0
29067	GUERLESQUIN	1 650	2,55	0	614 775	614 775	0	0
29097	LAMPAUL GUIMILIAU	2 076	3,09	0	1 901 032	728 351	149 141	149 141
29233	QUIMPERLE	11 532	2,24	0	3 105 679	3 105 679	0	0
29247	SAINT EVARZEC	2 978	2,18	0	532 458	532 458	0	0
2A181	OCANA	397	3,20	0	1 099 812	164 893	184 327	164 893
2A326	TOLLA	98	6,09	972 141	986 034	168 978	744 844	168 978
2B023	ASCO	135	2,82	239 474	256 492	117 215	0	0
2B047	CALACUCCIA	347	2,11	25 828	65 637	65 637	0	0
2B124	GHISONI	274	4,09	231 104	238 957	231 126	124 633	124 633
2B148	LUCCIANA	3 851	3,01	0	3 551 463	1 951 047	21 646	21 646
2B149	LUGO DI NAZZA	105	23,80	3 636 752	3 647 732	132 599	3 480 417	132 599

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
30012	ARAMON	3 823	4,30	78 613	7 076 396	2 089 909	3 994 010	2 089 909
30081	CHUSCLAN	928	45,09	26 281 063	0	0	0	0
30084	CODOLET	562	89,89	49 146 003	0	0	0	0
30103	DOMAZAN	752	2,19	0	142 067	142 067	0	0
30141	LAUDUN	5 230	2,98	0	7 233 946	3 322 959	0	0
30344	VERGEZE	3 687	6,38	7 218 285	0	0	0	0
31084	BOUSSENS	860	8,70	3 282 524	6 366 006	593 342	5 415 797	593 342
31123	CASTILLON DE LARBOUST	84	4,30	532 836	581 611	88 925	328 726	88 925
31130	CAZARIL TAMBOURES	99	5,61	959 713	972 969	52 890	703 176	52 890
31221	GOUAUX DE LARBOUST	66	5,45	196 542	307 868	229 538	218 594	218 594
31293	LESPINASSE	1 871	2,22	0	585 998	585 998	0	0
31296	LESTELLE DE ST MARTORY	382	2,35	0	106 816	106 816	0	0
31311	LA MAGDELAINE SUR TARN	616	2,48	87 472	243 603	210 196	0	0
31316	MARIGNAC	521	4,88	1 354 893	1 412 373	225 484	921 428	225 484
31324	MARTRES TOLOSANE	1 733	3,18	704 900	2 867 744	1 011 147	435 454	435 454
31334	MAUZAC	690	2,92	58 300	119 930	113 981	0	0
31470	SAINT AVENTIN	95	3,00	0	103 405	103 405	0	0
31471	SAINT BEAT	397	2,23	0	99 437	99 437	0	0
32144	GAZAX ET BACCARISSE	99	2,10	766	7 449	7 449	0	0
32202	LAUJUZAN	233	3,66	263 694	388 224	93 491	154 750	93 491
32368	SAINTE-CHRISTIE	429	2,00	0	542	542	0	0
32464	VILLECOMTAL SUR ARROS	761	5,70	2 029 776	2 776 627	403 812	2 026 703	403 812
33004	AMBES	2 853	9,93	2 645 145	0	0	0	0
33046	BERNOS	1 086	2,22	0	183 397	183 397	0	0
33051	BIGANOS	7 018	2,77	6 395	7 836 004	3 193 735	0	0
33056	BLANQUEFORT	14 734	5,95	71 273 434	0	0	0	0
33187	GIRONDE-SUR-DROPT	1 148	2,02	0	28 614	28 614	0	0
33494	SALAUNES	576	2,64	0	375 788	187 975	0	0
33539	VAYRES	2 738	2,62	0	1 225 347	974 582	0	0
33542	VERAC	724	4,38	589 338	666 584	286 542	386 323	286 542
34019	AVENE	279	4,95	505 345	902 901	282 096	596 487	282 096
34254	ST FELIX DE LODEZ	755	2,07	0	53 676	53 676	0	0
34271	ST JULIEN D'OLARGUES	194	3,45	623 566	681 594	151 807	212 987	151 807
34327	VENDARGUES	5 259	2,02	0	194 534	194 534	0	0
35068	CHATEAUBOURG	4 989	2,01	0	37 889	37 889	0	0
35152	LIFFRE	6 545	2,24	0	2 051 097	2 051 097	0	0
35164	MARCILLE RAOUL	675	2,27	55 262	0	0	0	0
35257	SAINT BRICE EN COGLES	2 435	2,01	0	9 377	9 377	0	0
35324	LA SELLE EN LUITRE	433	9,31	0	3 175 706	426 645	2 741 346	426 645
35360	VITRE	15 908	2,17	0	3 416 674	3 416 674	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
36009	ARTHON	1 021	3,02	803 394	896 701	337 169	20 422	20 422
36062	CUZION	516	2,96	276 017	721 703	308 082	0	0
36064	DIORS	686	9,02	2 991 715	4 958 924	382 898	4 252 559	382 898
36091	LACS	630	4,02	0	1 420 480	407 424	718 126	407 424
36098	LIZERAY	102	9,86	257 967	259 825	27 058	226 771	27 058
36179	SAINT-AOUSTRILLE	159	20,47	888 536	1 185 322	99 272	1 121 135	99 272
36182	SAINT-BENOIT-DU-SAULT	782	3,79	1 333 862	2 025 059	569 981	892 916	569 981
36209	SAINT-VALENTIN	278	11,17	2 233 577	2 251 957	97 458	2 006 290	97 458
37011	AVOINE	1 828	39,57	34 745 386	47 393 052	1 682 885	46 131 469	1 682 885
37046	CERE LA RONDE	450	6,26	4 851 249	5 020 718	239 933	3 841 667	239 933
37163	NAZELLES NEGRON	3 714	2,20	0	814 482	814 482	0	0
37176	NOYANT DE TOURAIN	656	2,00	0	3 524	3 524	0	0
37185	POCE SUR CISSE	1 610	6,58	4 246 564	5 546 055	628 954	4 335 207	628 954
38005	ALLEMONT.	774	5,49	5 953 701	7 408 197	1 558 685	5 287 776	1 558 685
38008	AMBEL	22	3,08	29 384	30 694	30 694	2 275	2 275
38012	AOSTE	1 744	3,92	0	2 792 738	595 503	1 336 445	595 503
38020	AURIS EN OISANS	217	5,32	157 009	1 932 990	702 329	1 350 505	702 329
38023	AVIGNONET	190	3,69	79 461	350 889	116 295	143 271	116 295
38024	BADINIERES	422	9,56	1 689 408	1 934 775	128 780	1 679 006	128 780
38026	LA BALME LES GROTTES	693	2,79	218 520	0	0	0	0
38031	BEAUFIN	27	3,71	14 984	51 586	37 205	21 365	21 365
38034	BEAUREPAIRE	3 945	2,43	0	2 174 322	2 104 469	0	0
38036	BEAUVOIR EN ROYANS	71	3,82	137 538	228 263	65 947	102 621	65 947
38068	CHAMPAGNIER	973	8,51	3 469 558	5 369 979	460 927	4 544 581	460 927
38072	CHANAS	1 970	2,47	0	693 668	518 771	0	0
38087	CHASSE SUR RHONE	4 896	2,60	0	4 434 274	2 637 373	0	0
38092	CHATELUS	94	5,26	270 300	661 672	86 309	458 942	86 309
38100	LE CHEYLAS	2 131	7,02	3 906 303	15 172 244	1 654 667	12 148 359	1 654 667
38104	CHIMILIN	1 159	2,27	0	291 152	291 152	0	0
38116	COGNET	36	4,50	0	114 996	43 554	68 969	43 554
38125	CORDEAC	195	2,58	74 973	254 347	144 742	0	0
38140	CROLLES	8 452	9,24	62 660 420	105 988 674	7 635 235	91 340 496	7 635 235
38175	FROGES	3 099	2,50	0	2 519 080	1 654 739	0	0
38191	HUEZ	1 681	3,68	0	8 796 088	8 126 770	3 551 324	3 551 324
38200	JARRIE	4 040	5,91	10 273 450	17 133 464	2 657 349	12 750 120	2 657 349
38208	LAVARS	113	2,20	0	36 879	36 879	0	0
38212	LIVET ET GAVET	1 384	3,37	0	2 154 155	953 868	579 060	579 060
38217	MARCIEU	71	5,15	204 627	299 108	129 004	204 013	129 004
38224	MAYRES SAVEL	108	3,17	0	150 655	116 642	21 770	21 770
38237	MIZOEN	167	2,11	0	61 827	61 827	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
38253	MONT DE LANS	1 107	5,73	2 436	388 680	388 680	284 610	284 610
38274	NANTOIN	327	2,62	0	264 174	162 520	0	0
38289	OZ EN OISANS	153	11,04	1 762 093	3 513 716	2 627 319	3 125 192	2 627 319
38293	PANISSAGE	358	2,75	0	94 686	94 686	0	0
38299	PELLAFOL	141	4,51	309 083	522 726	133 878	314 382	133 878
38306	PINSOT	140	4,36	0	604 471	227 010	348 830	227 010
38318	PONT EVEQUE	5 130	2,46	0	1 626 724	1 626 724	0	0
38319	PONT EN ROYANS	951	2,00	0	188	188	0	0
38336	REVENTIN VAUGRIS	1 621	2,30	0	542 769	540 732	0	0
38375	ST CHRISTOPHE EN OISANS	107	8,17	497 896	740 218	314 086	620 337	314 086
38378	ST CLAIR DU RHONE	3 650	3,50	0	8 126 864	2 429 508	2 709 344	2 429 508
38396	ST HONORE	794	5,83	993 251	3 434 653	448 965	2 537 169	448 965
38403	ST JEAN D'HERANS	242	3,17	111 896	461 724	190 948	67 205	67 205
38408	ST JUST CHALEYSSIN	2 268	3,81	4 243 962	6 176 358	839 315	2 769 940	839 315
38425	ST MAURICE L'EXIL	5 667	8,58	22 592 017	39 328 353	4 068 342	33 355 233	4 068 342
38468	SALAISE SUR SANNE	3 728	12,53	0	45 504 698	5 309 266	41 183 618	5 309 266
38513	TREFFORT	130	2,96	68 812	237 403	90 181	0	0
38527	VAUJANY	312	80,55	74 705 768	76 759 511	3 452 221	75 782 267	3 452 221
38534	VENOSC	944	2,34	0	35 558	35 558	0	0
38537	LA VERPILLIERE	5 810	2,00	0	5 793	5 793	0	0
38567	CHAMROUSSE	532	3,25	0	1 557 541	1 557 541	313 092	313 092
39001	ABERGEMENT LA RONCE	753	61,59	9 482 335	13 994 114	623 919	13 759 259	623 919
39015	ARDON	150	4,15	138 307	150 738	39 365	80 728	39 365
39047	BELLEFONTAINE	465	3,37	148 807	316 689	293 778	85 258	85 258
39086	CERNON	255	5,74	188 211	777 077	111 913	569 503	111 913
39118	CHATEL DE JOUX	49	3,28	4 540	0	0	0	0
39157	COISERETTE	46	2,08	286	1 057	1 057	0	0
39175	COYRON	58	2,47	10 444	0	0	0	0
39190	DAMPIERRE	1 018	2,13	0	90 718	90 718	0	0
39199	DOMBLANS	857	3,53	141 883	367 503	237 596	127 699	127 699
39286	LAVANS LES SAINT CLAUDE	1 964	2,42	0	324 688	324 688	0	0
39327	MESSIA SUR SORNE	825	2,82	0	207 249	175 253	0	0
39328	MEUSSIA	389	3,12	18 964	0	0	0	0
39339	MOLINGES	607	2,18	0	72 148	72 148	0	0
39363	MONTREVEL	110	3,08	50 229	52 784	24 759	3 999	3 999
39380	NANCUISE	47	2,55	0	8 098	8 098	0	0
39389	NEY	592	2,60	47 211	131 433	131 433	0	0
39394	ONoz	62	2,74	51 027	54 603	47 557	0	0
39397	ORGELET	1 729	2,66	0	830 430	571 581	0	0
39440	PRATZ	460	2,66	0	116 437	106 972	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
39462	ROCHEFORT SUR NENON	658	8,54	635 484	3 362 745	448 815	2 848 227	448 815
39558	VEVY	265	2,67	62 604	71 911	64 501	0	0
39560	VILLARD SAINT SAUVEUR	684	2,81	0	210 600	168 678	0	0
39567	VILLENEUVE SOUS PYMONT	222	2,26	17 026	24 825	24 825	0	0
39577	VINCENT	229	4,50	315 017	494 957	70 270	296 643	70 270
40003	ANGOUME	184	2,29	0	55 245	49 375	0	0
40020	AURICE	641	2,38	0	272 808	272 808	0	0
40049	BORDERES-LAMENSANS	348	6,34	881 137	1 159 970	170 327	892 473	170 327
40075	CASTETS	1 850	3,11	0	1 753 087	833 499	173 498	173 498
40094	ESCOURCE	613	3,82	113 220	806 698	218 140	362 623	218 140
40122	HAUT-MAUCO	753	4,47	0	2 307 328	276 166	1 374 572	276 166
40132	LABATUT	1 142	3,53	1 132 782	1 734 984	508 901	598 237	508 901
40151	LESGOR	263	6,21	707 219	730 020	114 780	556 657	114 780
40155	LINXE	1 075	3,26	765 672	1 180 835	450 202	242 753	242 753
40166	LUSSAGNET	84	35,85	1 633 046	1 726 384	46 144	1 675 379	46 144
40230	PONTONX-SUR-L'ADOUR	2 227	4,18	3 185 762	4 029 615	936 778	2 184 782	936 778
40243	RION-DES-LANDES	2 252	3,87	1 157 899	4 326 764	1 508 566	2 007 911	1 508 566
40260	SAINT-GEOURS-D'AURIBAT	287	8,99	2 411 877	0	0	0	0
40261	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	1 703	2,81	656 942	1 301 760	654 543	0	0
40297	LE SEN	208	5,55	80 729	175 618	89 286	126 158	89 286
40313	TARTAS	2 912	3,16	1 906 737	3 075 399	1 126 882	415 124	415 124
40326	VIELLE-SAINT-GIRONS	1 043	6,82	3 966 960	4 858 651	1 214 424	3 850 442	1 214 424
40334	YZOSSE	437	3,32	23 689	403 582	136 151	98 123	98 123
41040	LA CHAPELLE-VENDOMOISE	756	4,54	1 275 372	0	0	0	0
41046	CHAUMONT-SUR-THARONNE	1 085	2,25	0	248 087	248 087	0	0
41049	CHEMERY	886	8,25	7 613 035	8 034 062	405 529	6 748 413	405 529
41060	CORMENON	709	4,96	331 178	1 268 070	298 811	839 922	298 811
41091	FOSSE	875	3,44	0	1 375 105	437 260	422 839	422 839
41160	NEUVY	300	3,99	295 522	436 987	122 346	217 667	122 346
41194	ROMORANTIN-LANTHENAY	19 077	2,16	0	4 740 660	4 740 660	0	0
41220	SAINT-LAURENT-NOUAN	3 751	7,83	13 676 384	24 537 074	3 104 208	20 326 239	3 104 208
41241	SELLES-SAINT-DENIS	1 216	2,06	0	93 417	93 417	0	0
41247	SOINGS-EN-SOLOGNE	1 329	2,47	776 892	1 135 449	623 220	0	0
41256	THEILLAY	1 318	5,13	2 891 324	4 020 956	568 083	2 738 173	568 083
41276	VILLEBAROU	1 992	4,14	968 730	3 924 321	952 360	2 093 502	952 360
42005	ANDREZIEUX-BOUTHEON	9 329	4,62	0	28 399 421	6 013 994	17 575 971	6 013 994
42053	CHATEAUNEUF	1 466	3,21	1 667 620	0	0	0	0
42085	DOIZIEUX	660	2,31	60 270	190 234	173 921	0	0
42129	MACLAS	1 322	2,94	0	1 187 535	536 712	0	0
42200	ST ANDRE LE PUY	1 203	2,23	46 511	217 048	217 048	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
42285	ST ROMAIN LE PUY	2 845	2,90	338 764	2 554 387	1 513 533	0	0
42299	SAVIGNEUX	2 615	2,79	0	2 233 272	1 059 390	0	0
42300	SEVELINGES	593	2,27	87 807	0	0	0	0
43074	COHADE	665	3,43	84 015	538 256	245 087	162 421	162 421
43079	COUTEUGES	267	4,01	532 726	549 838	76 557	275 798	76 557
43132	MAZEYRAT D'ALLIER	1 267	2,74	24 913	641 589	348 065	0	0
43213	ST PAL DE MONS	1 767	2,74	0	1 095 228	555 165	0	0
43224	STE SIGOLENE	5 559	2,64	0	3 818 583	2 198 675	0	0
44045	CORDEMAIS	2 566	15,44	18 161 591	41 957 907	2 927 455	38 836 111	2 927 455
44052	DONGES	6 356	8,17	28 556 699	0	0	0	0
44078	JUIGNE LES MOUTIERS	325	3,52	324 992	381 977	84 482	130 362	84 482
45006	ARDON	883	3,18	0	885 086	223 284	135 059	135 059
45008	ARTENAY	1 974	3,45	467 679	2 789 749	892 288	866 311	866 311
45022	BATILLY EN GATINAIS	353	2,57	116 292	146 149	118 560	0	0
45034	BOIGNY SUR BIONNE	1 905	2,02	0	48 909	48 909	0	0
45050	BOYNES	1 054	2,27	0	154 101	154 101	0	0
45070	CHAMPOULET	69	3,29	46 501	48 542	36 732	10 996	10 996
45097	CHUELLES	940	2,09	0	62 082	62 082	0	0
45122	DAMPIERRE EN BURLY	1 125	43,19	35 561 800	43 514 598	1 276 247	42 458 230	1 276 247
45133	ENGENVILLE	397	3,10	0	213 311	114 657	20 115	20 115
45137	ESCRENNES	656	2,68	0	237 534	173 736	0	0
45154	GIDY	1 516	5,32	1 759 193	3 353 690	611 841	2 344 319	611 841
45191	MALESHERBES	6 077	3,93	0	8 908 813	3 226 956	4 291 374	3 226 956
45192	MANCHECOURT	600	9,42	1 607 009	1 668 406	158 640	1 443 445	158 640
45216	MORMANT SUR VERNISSON	122	2,28	0	10 093	10 093	0	0
45229	NOGENT SUR VERNISSON	2 617	2,09	0	170 587	170 587	0	0
45235	ORMES	3 088	9,91	0	17 098 920	2 204 041	14 937 017	2 204 041
45240	OUTARVILLE	1 459	3,15	722 948	976 700	500 764	127 918	127 918
45253	PITHIVIERS LE VIEIL	1 873	3,55	0	2 084 130	673 242	743 845	673 242
45257	PRESSIGNY LES PINS	386	2,29	0	78 103	78 103	0	0
45272	SAINT CYR EN VAL	3 320	6,40	0	12 925 373	2 980 243	9 987 837	2 980 243
45273	SAINT DENIS DE L HOTEL	2 657	6,66	10 139 635	17 250 478	1 863 512	13 550 728	1 863 512
45290	ST MARTIN D ABBAT	1 237	4,53	3 218 950	3 487 077	390 887	2 109 378	390 887
45302	SARAN	15 053	2,20	0	6 136 157	6 136 157	0	0
45310	SERMAISES	1 613	2,79	0	1 118 833	555 845	0	0
45315	SULLY SUR LOIRE	6 029	2,95	0	5 726 187	4 109 928	0	0
45317	TAVERS	1 235	2,45	0	376 750	351 179	0	0
46135	LABASTIDE DU HAUT MONT	66	10,44	775 562	803 352	48 263	708 165	48 263
46147	LAGARDELLE	104	2,83	28 508	69 948	37 138	0	0
46150	LAMATIVIE	86	2,23	15 239	23 016	23 016	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
47077	CUZORN	887	3,48	597 119	838 420	204 782	272 370	204 782
47091	ESTILLAC	1 332	2,04	0	36 001	36 001	0	0
47095	FAUILLET	842	2,08	0	78 136	78 136	0	0
47242	ST FRONT SUR LEMANCE	583	2,89	111 799	482 281	169 355	0	0
47256	ST MARTIN DE VILLEREAL	96	4,29	128 762	238 512	32 220	134 141	32 220
48015	PIED DE BORNE	203	5,89	1 641 684	2 263 938	286 885	1 681 987	286 885
48094	LE MASSEGROS	331	3,49	490 728	553 576	256 673	182 731	182 731
49058	CERQUEUX DE MAULEVRIER	652	5,59	412 683	0	0	0	0
49107	CORNILLE-LES-CAVES	453	4,25	130 065	590 335	207 688	327 802	207 688
49142	LA FOSSE-DE-TIGNE	188	2,21	0	30 134	30 134	0	0
50006	AMIGNY	126	6,14	152 233	154 135	25 299	116 927	25 299
50036	BAUPTÉ	428	10,89	2 951 827	3 025 866	183 848	2 685 514	183 848
50069	BOURGUENOLLES	246	2,05	0	4 513	4 513	0	0
50127	CHEF DU PONT	763	3,74	522 733	713 780	45 868	304 499	45 868
50139	CONDE SUR VIRE	3 091	2,36	0	800 637	55 165	0	0
50163	DIGULLEVILLE	256	784,97	46 208 695	46 997 838	224 669	46 937 813	224 669
50168	DUCEY	2 217	2,42	0	765 470	12 338	0	0
50176	L ETANG BERTRAND	282	3,78	1 217 597	1 275 581	82 222	559 165	82 222
50184	FLAMANVILLE	1 709	30,83	11 260 559	12 204 534	122 043	11 781 139	122 043
50242	HERQUEVILLE	149	8,35	296 902	394 703	53 080	332 576	53 080
50257	JOBOURG	416	73,79	9 299 460	9 644 708	8 264	9 510 360	8 264
50353	LE MONT ST MICHEL	50	18,19	139 104	576 585	62 661	540 972	62 661
50385	OMONVILLE LA PETITE	135	1752,43	87 462 021	87 815 832	156 104	87 765 664	156 104
50390	OZEVILLE	130	2,17	0	5 857	5 857	0	0
50453	SAINTE CECILE	771	6,36	236 106	839 938	162 642	647 222	162 642
50500	ST LAURENT DE TERREGATTE	582	2,03	0	36 772	36 772	0	0
50554	ST SENIER SOUS AVRANCHES	1 043	2,77	0	548 238	221 843	0	0
51043	BAZANCOURT	1 952	6,96	3 706 994	8 566 685	981 581	6 839 556	981 581
51054	BETHENVILLE	872	2,24	0	143 543	143 543	0	0
51115	CHAMPFLEURY	459	2,52	11 774	234 416	166 164	0	0
51156	CLOYES SUR MARNE	117	3,60	12 192	27 509	27 509	10 299	10 299
51158	VAL DES MARAIS	502	5,69	220 500	849 694	165 157	619 282	165 157
51165	CONNANTRE	1 147	9,54	1 682 389	2 944 315	888 869	2 553 592	888 869
51195	COUVROT	965	6,48	831 591	1 413 899	295 088	1 097 981	295 088
51259	FRANCHEVILLE	170	2,86	0	93 621	38 368	0	0
51285	HAUSSIMONT	179	26,57	2 484 130	2 787 023	66 223	2 673 584	66 223
51319	LENHARREE	113	2,35	0	35 141	35 141	0	0
51334	LUXEMONT ET VILLOTTE	446	5,82	111 159	388 223	169 882	286 609	169 882
51347	MAREUIL SUR AY	1 236	2,12	0	103 964	103 964	0	0
51352	MAROLLES	552	15,02	317 141	2 905 479	270 605	2 682 368	270 605

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écarté dans le système actuel (811 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écartées)
51356	MATIGNICOURT GONCOURT	122	2,09	0	5 897	5 897	0	0
51363	MERLAUT	229	2,37	25 224	47 974	41 112	0	0
51377	MONTEPREUX	37	5,23	87 065	89 199	21 191	61 618	21 191
51413	OIRY	959	7,85	2 040 633	4 871 080	431 321	4 038 466	431 321
51415	OMEY	257	28,30	2 281 213	2 332 267	92 076	2 243 583	92 076
51418	ORMES	396	2,98	0	238 046	103 365	0	0
51439	POMACLE	318	3,15	8 217	271 887	93 151	34 484	34 484
51446	PRINGY	413	3,00	0	245 405	97 402	116	116
51449	PRUNAY	863	2,53	65 153	331 816	215 850	0	0
51474	ST BRICE COURCELLES	3 566	3,47	0	5 483 705	1 658 566	1 764 516	1 658 566
51493	SAINT LEONARD	77	44,74	752 736	1 081 117	54 239	1 055 824	54 239
51515	SAINT REMY SUR BUSSY	311	2,92	84 327	167 906	83 890	0	0
51536	SILLERY	1 700	3,34	818 828	1 631 491	589 549	416 882	416 882
51538	SOGNY AUX MOULINS	122	9,54	232 163	808 626	29 850	701 355	29 850
51545	SOMMESOUS	409	2,44	0	132 720	132 720	0	0
51576	TOURS SUR MARNE	1 224	3,46	0	1 136 221	372 226	360 525	360 525
51595	VATRY	106	14,93	366 121	484 980	46 161	447 464	46 161
51621	VIENNE LE CHATEAU	636	4,48	631 965	908 828	155 689	543 052	155 689
51663	MAGENTA	1 932	2,22	0	431 638	431 638	0	0
52099	CHAMOUILLEY	908	3,38	559 856	1 092 459	357 281	301 112	301 112
52106	CHANOY	112	2,31	0	39 297	39 297	0	0
52147	COURCELLES-EN-MONTAGNE	77	2,06	0	2 034	2 034	0	0
52212	FRONVILLE	289	4,30	193 217	212 018	74 059	119 963	74 059
52247	ILLOUD	328	11,36	1 062 667	1 072 429	126 756	957 794	126 756
52306	MANOIS	508	2,05	0	8 927	8 927	0	0
52320	MERREY	142	2,12	0	6 742	6 742	0	0
52332	VAL-DE-MEUSE	2 290	2,09	0	160 890	160 890	0	0
52360	OCCEY	149	2,87	1 734	4 013	4 013	0	0
52376	PANCEY	69	3,67	30 787	34 656	19 660	13 898	13 898
52380	PEIGNEY	360	2,32	0	53 536	53 536	0	0
52384	PERROGNEY-LES-FONTAINES	123	2,31	0	25 833	25 833	0	0
52449	SAINTE-GEOSMES	895	3,32	0	695 879	294 980	169 268	169 268
52512	VECQUEVILLE	722	4,12	463 091	1 126 814	229 860	594 992	229 860
52545	VOISINES	93	8,45	217 415	224 832	33 104	189 963	33 104
53013	AVERTON	618	5,41	670 164	1 337 571	164 012	945 251	164 012
53017	BALLEE	675	2,15	0	93 256	93 256	0	0
53061	CHARCHIGNE	409	5,92	1 146 079	1 511 860	133 322	1 125 975	133 322
53073	CONGRIER	1 055	2,41	0	349 122	287 854	0	0
53085	CRENNES SUR FRAUBEE	180	7,75	637 349	752 097	36 824	621 263	36 824
53134	LIVET	111	6,40	216 343	263 560	26 392	203 601	26 392

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
53163	NEAU	724	3,15	132 952	625 077	203 795	82 973	82 973
53247	SAINT PIERRE LA COUR	1 660	4,96	4 079 346	5 300 878	732 012	3 512 855	732 012
53276	VOUTRE	833	2,26	0	116 625	116 625	0	0
54003	ABONCOURT	124	2,01	0	593	593	0	0
54010	ALLAMPS	524	2,17	14 203	70 723	70 723	0	0
54051	BATILLY	1 144	24,90	38 874 253	39 140 613	640 007	37 431 241	640 007
54057	BEAUMONT	67	2,13	0	3 717	3 717	0	0
54072	BEZAUMONT	253	2,56	128 806	145 099	64 646	0	0
54079	BLENOD LES PONT A MOUSSO	4 958	4,04	5 864 103	17 855 793	4 522 764	9 115 017	4 522 764
54110	CERVILLE	550	6,60	2 314 273	2 378 814	148 524	1 861 759	148 524
54115	CHAMPIGNEULLES	7 223	2,96	0	9 935 512	4 555 693	0	0
54150	CUSTINES	3 022	3,69	22 108	4 706 914	805 184	1 927 765	805 184
54202	FONTENOY SUR MOSELLE	200	11,81	665 017	763 842	63 703	685 980	63 703
54203	FORCELLES SAINT GORGON	151	2,55	25 241	31 962	31 962	0	0
54205	FOUG	2 774	2,29	185 554	462 111	462 111	0	0
54244	HAGEVILLE	85	15,49	679 251	734 336	30 496	679 905	30 496
54312	LESMENILS	475	2,27	0	90 572	67 011	0	0
54321	LONGLAVILLE	2 430	6,21	11 023 180	13 408 776	1 415 589	10 223 993	1 415 589
54373	MONCEL LES LUNEVILLE	400	11,20	662 463	2 196 873	201 384	1 957 977	201 384
54427	PIERRE PERCEE	96	25,96	1 442 213	1 587 150	134 601	1 520 896	134 601
54469	SAINT AIL	338	4,84	591 541	610 461	57 470	395 136	57 470
54470	SAINT BAUSSANT	60	2,12	4 138	8 333	8 333	0	0
54477	SAINT JULIEN LES GORZE	148	4,27	175 469	180 804	38 706	101 252	38 706
54494	SAULXEROTTE	80	2,60	54 633	62 784	30 002	0	0
54546	VANDIERES	977	3,22	0	1 274 084	299 924	232 422	232 422
54557	VELAINE EN HAYE	1 602	4,62	0	1 997 033	488 932	1 235 154	488 932
54575	VILLERS LA MONTAGNE	1 358	13,60	3 482 123	11 169 112	867 008	10 206 364	867 008
54584	VILLEY SAINT ETIENNE	1 072	11,84	7 266 816	7 364 163	444 315	6 616 029	444 315
54596	XEUILLEY	764	3,79	397 591	466 521	183 956	205 421	183 956
55010	ANCERVILLE	2 781	2,35	0	576 048	576 048	0	0
55030	BAUDIGNECOURT	100	2,63	0	18 796	18 796	0	0
55051	BIENCOURT SUR ORGE	167	3,12	33 385	35 222	35 222	3 638	3 638
55072	BRAQUIS	85	2,65	8 146	13 887	13 887	0	0
55102	CHARNY SUR MEUSE	472	3,00	193 717	269 040	200 116	1 008	1 008
55111	CHAUVONCOURT	474	2,36	0	71 725	71 725	0	0
55119	CLERY LE PETIT	208	9,84	68 898	0	0	0	0
55125	CONTRISSON	693	9,63	3 159 650	3 302 414	266 906	2 869 365	266 906
55137	CUISY	46	3,59	28 989	34 310	15 759	12 683	12 683
55154	DIEUE SUR MEUSE	1 454	2,76	0	928 948	460 505	0	0
55156	DOMBRAS	149	2,25	4 107	8 092	8 092	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
55162	DOMREMY LA CANNE	32	2,67	5 005	6 332	6 332	0	0
55166	DUGNY SUR MEUSE	1 324	2,37	0	485 021	482 820	0	0
55189	FLEURY DEVANT DOUAUMONT	0	0,00	29	0	0	0	0
55224	HAIRONVILLE	579	4,20	735 128	772 937	203 635	421 372	203 635
55229	HAN SUR MEUSE	253	11,81	595 987	825 901	79 188	741 676	79 188
55296	LISLE EN RIGAULT	539	3,64	381 762	413 955	217 788	161 790	161 790
55312	MAIZEY	181	3,39	0	73 103	40 935	20 454	20 454
55398	PAGNY SUR MEUSE	918	4,15	0	2 429 335	449 758	1 297 267	449 758
55442	RAIVAL	228	2,40	0	20 604	20 604	0	0
55456	SAINT GERMAIN SUR MEUSE	243	5,14	62 783	272 805	91 566	185 996	91 566
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	558	5,43	0	1 202 821	334 420	852 281	334 420
55484	SEPTSARGES	62	2,69	93 680	138 686	54 512	0	0
55496	SORCY SAINT MARTIN	974	4,38	0	1 273 320	390 226	737 929	390 226
55502	STENAY	3 126	2,19	0	345 209	345 209	0	0
55511	THONNELLE	140	2,75	60 217	65 636	42 657	0	0
55519	TRONVILLE EN BARROIS	2 065	3,13	0	1 526 148	989 772	171 801	171 801
55543	VELAINES	1 013	2,19	0	122 240	122 240	0	0
55581	WILLERONCOURT	119	3,41	0	142 813	44 414	41 207	41 207
56061	LA GACILLY	2 346	4,12	0	3 898 556	1 346 463	2 058 930	1 346 463
56091	JOSSELIN	2 636	2,19	0	402 768	402 768	0	0
56109	LAUZACH	562	2,29	0	158 309	158 309	0	0
56159	PLEUCADEUC	1 525	2,73	0	901 488	593 477	0	0
56213	SAINT GERAND	919	5,64	143 617	0	0	0	0
56225	SAINT LERY	170	2,02	0	1 506	1 506	0	0
57019	AMNEVILLE	9 361	2,29	0	2 612 199	2 612 199	0	0
57028	ARGANCY	1 111	2,01	0	9 066	9 066	0	0
57043	AY SUR MOSELLE	1 536	15,15	9 823 371	10 138 506	385 393	9 367 243	385 393
57060	BENESTROFF	524	3,39	0	431 685	176 735	120 470	120 470
57106	BOUZONVILLE	4 220	3,16	969 766	3 189 617	2 516 744	435 898	435 898
57119	BUHL LORRAINE	1 063	2,40	0	221 245	106 151	0	0
57124	CATTENOM	2 376	46,99	38 301 486	46 980 829	1 299 813	45 936 519	1 299 813
57193	ENNERY	1 773	5,97	0	2 662 936	568 470	1 992 295	568 470
57242	GANDRANGE	2 570	8,87	3 481 359	11 058 837	1 425 816	9 450 028	1 425 816
57251	GOIN	289	2,42	11 377	120 032	74 861	0	0
57283	HAGONDANGE	8 733	3,43	1 424 079	14 501 634	5 644 370	4 369 660	4 369 660
57287	BASSE-HAM	1 907	6,86	0	9 602 990	1 282 335	7 626 724	1 282 335
57289	HAMBACH	2 543	3,14	0	2 703 780	529 958	341 232	341 232
57303	HAUCONCOURT	573	12,38	0	3 274 871	420 052	2 959 269	420 052
57314	HEMING	471	9,40	1 043 659	1 819 517	168 851	1 573 640	168 851
57317	HERANGE	117	2,01	0	550	550	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
57336	L'HOPITAL	6 079	2,83	2 772 385	4 553 926	3 444 453	0	0
57350	JOUY AUX ARCHES	1 571	2,71	0	645 369	455 919	0	0
57392	LEMUD	298	4,37	0	370 847	91 889	214 623	91 889
57426	LUTTANGE	764	2,12	0	57 048	57 048	0	0
57452	LA MAXE	833	6,57	540 762	2 122 983	236 479	1 658 649	236 479
57488	MOUSSEY	654	3,30	316 291	400 811	214 027	93 399	93 399
57521	OETING	1 908	2,53	0	839 705	576 393	0	0
57566	REDING	2 390	2,58	337 974	722 755	552 010	0	0
57582	RICHEMONT	1 952	7,14	2 151 044	9 433 512	1 197 642	7 598 437	1 197 642
57606	SAINT AVOLD	17 473	4,79	0	48 826 389	12 134 343	31 317 814	12 134 343
57628	SARRALBE	4 605	4,85	5 156 535	10 964 648	2 134 133	7 114 242	2 134 133
57645	SEMEOUCOURT	883	3,45	0	795 795	214 376	246 947	214 376
57677	TREMERY	1 152	94,66	49 063 938	49 819 226	416 490	49 281 551	416 490
58046	CERCY LA TOUR	2 147	2,19	0	281 133	281 133	0	0
58134	IMPHY	4 095	4,20	4 095 329	8 572 185	2 179 922	4 668 127	2 179 922
58138	LANGERON	365	3,55	0	327 834	114 894	116 705	114 894
58186	MURLIN	95	2,11	4 573	10 013	10 013	0	0
58187	MYENNES	568	2,79	0	296 640	261 970	0	0
58222	RIX	187	6,51	449 626	464 317	67 685	361 319	67 685
58238	SAINT ELOI	1 999	3,56	0	1 692 506	503 194	606 957	503 194
58262	SAINT PEREUSE	292	2,72	70 352	112 392	81 369	0	0
58280	SOUGY SUR LOIRE	539	3,94	200 362	981 538	200 284	476 613	200 284
58308	VIGNOL	85	2,11	668	1 370	1 370	0	0
59021	ASSEVENT	1 897	6,75	7 150 328	0	0	0	0
59028	AUBY	8 020	2,13	0	2 450 983	2 450 983	0	0
59034	AVELIN	2 321	3,56	0	3 122 796	851 973	1 123 083	851 973
59039	AWOINGT	567	3,72	685 474	836 858	137 705	348 972	137 705
59084	BLARINGHEM	1 807	6,62	4 474 692	6 208 556	526 919	4 865 136	526 919
59091	BORRE	551	3,17	176 505	410 999	108 195	60 956	60 956
59165	CUINCY	6 968	10,34	0	50 706 938	7 514 104	44 630 277	7 514 104
59192	EMERCHICOURT	1 003	3,93	2 441 760	0	0	0	0
59195	ENGLOS	605	5,92	169 591	1 133 862	185 331	844 644	185 331
59196	ENNETIERES EN WEPPES	1 141	3,75	0	850 135	233 321	363 907	233 321
59206	ESCAUDOEUVRES	3 752	2,15	0	1 052 930	1 052 930	0	0
59225	FEIGNIES	7 286	3,68	6 497 732	0	0	0	0
59233	FLAUMONT WAUDRECHIES	357	2,08	0	16 645	16 645	0	0
59234	FLERS EN ESCREBIEUX	5 605	2,11	0	957 463	957 463	0	0
59256	FRETIN	3 013	6,47	0	9 548 008	1 810 003	7 411 587	1 810 003
59268	LA GORGUE	5 267	5,13	20 391 951	26 291 328	3 323 839	17 886 699	3 323 839
59290	HAUT LIEU	547	3,92	133 242	195 431	109 530	93 818	93 818

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
59313	HORDAIN	1 200	28,67	41 652 989	0	0	0	0
59329	LAMBRES LES DOUAI	5 000	5,24	0	23 111 806	4 675 513	15 989 166	4 675 513
59343	LESQUIN	6 046	3,12	0	7 461 407	3 292 683	822 008	822 008
59346	LEZENNES	3 365	2,66	0	3 136 679	1 140 450	0	0
59348	LIEU SAINT AMAND	1 258	20,44	25 533 524	0	0	0	0
59389	MASNIERES	2 564	2,38	767 703	1 357 927	1 236 384	0	0
59437	NOYELLES LES SECLIN	859	20,36	2 032 549	7 466 625	615 887	7 060 002	615 887
59461	PETIT FAYT	264	7,88	358 705	526 549	81 444	437 044	81 444
59466	PONT A MARCQ	2 239	2,75	658 439	1 589 729	852 853	0	0
59515	ROUVIGNIES	589	13,34	2 842 998	0	0	0	0
59517	LES RUES DES VIGNES	676	4,31	949 203	1 270 240	321 816	719 965	321 816
59557	SAULTAIN	2 105	3,71	586 158	0	0	0	0
59560	SECLIN	12 192	2,00	0	77 859	77 859	0	0
59566	SEQUEDIN	3 659	3,24	0	3 959 172	1 420 037	754 064	754 064
59584	TAISNIERES SUR HON	925	4,46	1 447 201	1 512 195	227 230	898 365	227 230
59585	TEMPLEMARS	3 473	3,72	0	4 675 054	1 405 806	1 963 210	1 405 806
59587	TERDEGHEM	553	2,21	0	136 264	112 252	0	0
59603	TRITH SAINT LEGER	6 285	8,71	12 243 802	0	0	0	0
59605	UXEM	1 101	3,76	615 676	1 829 446	413 616	788 429	413 616
59643	WARNETON	183	6,83	295 409	436 717	44 928	346 386	44 928
60009	ALLONNE	1 292	4,42	0	1 828 567	531 797	1 074 366	531 797
60044	BALAGNY SUR THERAIN	1 447	2,17	0	267 795	267 795	0	0
60125	CANLY	700	3,54	15 259	854 046	199 683	299 719	199 683
60130	CATENOY	1 136	2,76	991 542	1 144 301	310 097	0	0
60135	CAUVIGNY	1 213	2,22	0	128 937	128 937	0	0
60138	CHAMANT	992	3,77	210 719	785 821	348 449	341 474	341 474
60149	CHEVRIERES	1 710	4,14	787 627	3 102 326	695 900	1 653 621	695 900
60150	CHIRY OURSCAMPS	1 219	2,81	896 889	1 125 061	408 155	0	0
60151	CHOISY AU BAC	3 723	2,44	0	1 468 660	1 468 660	0	0
60156	CLAIROIX	2 013	6,58	962 270	5 590 281	794 603	4 370 226	794 603
60204	ECUVILLY	257	4,94	0	873 839	160 617	577 062	160 617
60209	ENENCOURT LE SEC	172	4,20	537 677	841 719	82 216	458 668	82 216
60211	ERAGNY SUR EPTE	564	5,39	149 072	296 049	102 310	208 719	102 310
60219	ESCLÉS ST PIERRE	121	2,63	14 550	15 718	15 718	0	0
60233	FEUQUIERES	1 588	5,39	2 643 124	2 904 892	420 199	2 047 804	420 199
60254	FRANCIERES	482	4,45	0	622 705	149 729	368 474	149 729
60281	GOURNAY SUR ARONDE	596	7,44	1 182 386	1 370 131	240 424	1 118 325	240 424
60309	HENONVILLE	799	3,75	748 482	0	0	0	0
60350	LASSIGNY	1 277	4,90	1 283 619	2 813 508	430 921	1 844 486	430 921
60351	LATAULE	107	6,75	844 342	858 666	60 120	677 721	60 120

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
60369	LONGUEIL STE MARIE	1 470	6,29	0	3 135 442	491 222	2 403 823	491 222
60402	LE MEUX	1 804	7,47	0	6 800 232	964 377	5 557 207	964 377
60414	MONTATAIRE	12 173	3,27	0	24 673 156	10 735 507	5 191 706	5 191 706
60469	NOVILLERS LES CAILLOUX	318	3,65	39 823	272 148	135 263	106 845	106 845
60486	PAILLART	625	2,09	0	57 341	57 341	0	0
60492	PIMPRESZ	691	2,15	0	85 604	85 604	0	0
60494	PLAILLY	1 611	3,78	0	1 896 485	713 353	832 770	713 353
60500	LE PLESSIS BELLEVILLE	2 830	2,03	0	67 475	67 475	0	0
60506	PONTLEVEQUE	807	3,16	486 819	659 844	281 510	88 617	88 617
60524	RANTIGNY	2 552	2,75	0	1 263 961	1 054 437	0	0
60528	REILLY	170	13,62	904 138	1 142 310	69 731	1 043 976	69 731
60531	REMY	1 904	2,07	0	104 494	104 494	0	0
60533	RESSONS SUR MATZ	1 520	4,00	0	3 167 144	650 367	1 586 891	650 367
60537	RIBECOURT DRESLINCOURT	4 262	2,55	0	1 808 667	1 808 667	0	0
60561	RUSSY BEMONT	154	8,31	224 581	226 726	36 274	190 788	36 274
60570	ST CREPIN IBOUVILLERS	1 043	7,96	3 157 920	0	0	0	0
60573	ST EUSOYE	233	2,82	35 776	122 375	57 583	0	0
60589	ST MAXIMIN	2 604	2,87	0	3 269 553	1 840 543	0	0
60616	SERIFONTAINE	2 662	3,00	3 234 822	3 885 055	909 018	13 469	13 469
60636	THOUROTTE	5 412	3,48	3 380 354	9 767 435	3 531 097	3 159 253	3 159 253
60639	TILLE	1 088	2,01	0	4 880	4 880	0	0
60647	TROSLY BREUIL	2 198	5,55	3 781 168	4 316 096	565 090	3 100 602	565 090
60658	VAUCIENNES	676	3,06	580 974	607 839	277 530	35 134	35 134
60665	VENETTE	2 796	3,68	0	2 286 590	1 010 997	922 853	922 853
60673	VIEFVILLERS	166	3,13	0	93 176	32 443	10 558	10 558
60684	VILLERS ST PAUL	6 027	2,52	0	4 534 430	3 537 939	0	0
60685	VILLERS ST SEPULCRE	875	11,05	6 332 996	6 523 464	394 602	5 802 490	394 602
61062	BRIEUX	94	11,63	238 607	312 236	30 756	279 799	30 756
61064	BRULLEMAIL	98	3,58	6 451	8 548	8 548	3 129	3 129
61077	CERISE	805	2,87	0	207 636	169 378	0	0
61081	CHAILLOUE	473	3,74	337 172	487 157	162 981	207 801	162 981
61097	LA CHAPELLE MONTLIGEON	725	2,24	57 771	130 635	130 635	0	0
61138	CROISILLES	175	5,27	72 225	226 915	53 313	157 625	53 313
61165	LA FERRIERE BOCHARD	623	3,04	68 727	72 929	72 929	2 647	2 647
61167	LA FERTE FRESNEL	719	4,04	319 996	361 391	198 141	184 058	184 058
61179	LA FRESNAYE AU SAUVAGE	193	2,74	20 469	36 327	36 327	0	0
61200	HALEINE	269	10,85	105 982	126 343	46 170	112 062	46 170
61278	MESSEI	1 980	2,23	0	325 457	325 457	0	0
61321	PACE	330	8,59	494 299	509 674	74 476	432 298	74 476
61332	POINTEL	307	2,36	0	50 014	50 014	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écarté dans le système actuel (811 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écartées)
61333	PONTCHARDON	310	3,11	190 240	200 570	91 147	19 197	19 197
61356	LA ROUGE	668	2,04	0	4 568	4 568	0	0
61402	ST HILAIRE DE BRIOUZE	268	5,68	158 854	386 583	99 247	281 655	99 247
61404	ST HILAIRE LE CHATEL	634	2,05	0	4 686	4 686	0	0
61414	ST LANGIS LES MORTAGNE	903	4,53	117 581	1 365 742	396 971	826 434	396 971
61474	SILLY EN GOUFFERN	471	2,37	0	30 557	30 557	0	0
61484	LE THEIL SUR HUISNE	1 949	6,48	968 842	1 987 169	572 273	1 543 116	572 273
62040	ARQUES	9 457	5,34	16 560 719	0	0	0	0
62079	BANCOURT	95	2,28	0	13 848	13 848	0	0
62132	BILLY BERCLAU	4 295	20,14	0	78 165 529	9 775 481	73 857 034	9 775 481
62147	BOIRY SAINTE RICTRUDE	420	17,96	1 267 018	1 994 303	219 588	1 869 348	219 588
62156	BONNINGUES LES CALAIS	578	13,34	5 930 708	10 642 777	790 643	9 704 331	790 643
62173	BREBIERES	4 477	8,74	16 212 818	0	0	0	0
62227	CLENLEU	184	4,35	19 997	110 298	39 582	63 289	39 582
62239	COQUELLES	2 415	11,25	6 663 479	0	0	0	0
62240	CORBEHEM	2 332	4,20	1 207 950	0	0	0	0
62276	DOUVRIIN	5 483	7,87	0	40 361 375	7 534 573	33 484 575	7 534 573
62329	FERQUES	1 816	2,16	0	515 590	515 590	0	0
62358	FRESNOY EN GOHELLE	201	3,64	28 057	0	0	0	0
62360	FRETHUN	1 103	13,72	5 530 513	6 704 059	363 181	6 131 917	363 181
62384	GRAINCOURT LES HAVRINCOURT	627	2,62	0	283 543	152 047	0	0
62456	HOUCHIN	689	4,99	363 424	1 210 838	205 794	806 198	205 794
62473	ISBERGUES	9 968	2,25	0	2 136 974	2 136 974	0	0
62479	LABEVRIERE	1 742	3,08	726 773	1 919 163	607 005	148 570	148 570
62480	LABOURSE	2 043	3,15	0	2 731 444	945 397	365 686	365 686
62502	LESTREM	3 886	10,08	15 938 960	25 248 362	1 345 119	22 123 777	1 345 119
62505	LEULINGHEN BERNES	404	4,63	1 035 217	1 115 976	131 395	691 494	131 395
62550	MARCONNELLE	1 338	5,53	404 128	2 102 261	446 638	1 507 370	446 638
62552	MARESQUEL ECQUEMICOURT	866	5,19	2 612 485	0	0	0	0
62654	PEUPLINGUES	591	5,07	1 112 499	1 185 848	145 140	799 543	145 140
62672	PUISIEUX	614	2,44	0	170 488	170 488	0	0
62708	RIENCOURT LES BAPAUME	26	2,53	6 151	14 517	14 517	0	0
62727	RUITZ	1 606	17,26	3 105 039	17 429 127	1 963 972	16 287 007	1 963 972
62767	SAINT POL SUR TERNOISE	5 548	2,37	0	2 394 138	2 394 138	0	0
62839	VAULX VRAUCOURT	1 122	2,32	0	325 758	294 147	0	0
62853	VIEIL MOUTIER	333	7,44	1 415 529	1 441 433	87 307	1 176 258	87 307
62875	WARDRECQUES	1 088	8,36	2 991 612	0	0	0	0
62902	WIZERNES	3 509	3,70	2 104 552	0	0	0	0
63004	LES ANCIZES-COMPS	1 855	7,20	8 486 040	10 043 283	790 930	8 113 315	790 930
63178	ISSOIRE	14 778	2,63	0	13 314 829	10 439 182	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
63238	MONTFERMY	159	3,09	239 695	283 020	72 432	24 286	24 286
63269	PARENT	661	3,16	425 227	517 658	219 519	70 246	70 246
63291	PUY-GUILLAUME	2 674	2,69	0	2 551 042	1 484 031	0	0
63338	SAINT-ELOY-LES-MINES	4 417	2,02	0	128 555	128 555	0	0
63399	SAINT SULPICE	116	4,04	37 684	83 343	30 227	42 417	30 227
63470	VOLVIC	4 412	3,41	2 347 944	3 458 450	2 380 237	1 008 855	1 008 855
64003	ABIDOS	204	38,90	2 999 472	3 254 940	92 125	3 166 721	92 125
64006	ACCOUS	447	3,32	273 100	913 474	339 482	221 339	221 339
64010	AICIRITS SUHATS CAMOU	572	2,30	0	173 427	173 427	0	0
64113	BERGOUHEY VIELLENAVE	114	2,04	0	2 558	2 558	0	0
64117	BESINGRAND	131	31,18	2 359 123	2 604 204	61 590	2 514 954	61 590
64126	BIDOS	1 238	4,99	2 110 101	2 703 729	314 648	1 800 039	314 648
64134	BONLOC	289	3,73	474 232	566 150	56 440	238 525	56 440
64136	BORCE	166	2,72	236 978	283 663	183 960	0	0
64138	BORDES	1 980	7,25	7 163 116	7 582 973	634 276	6 139 842	634 276
64300	LACQ	668	18,05	3 440 974	6 793 216	493 536	6 369 879	493 536
64316	LARRAU	217	2,57	0	298 408	179 382	0	0
64320	LARUNS	1 463	2,07	0	273 474	273 474	0	0
64396	MONT	992	15,29	2 939 559	4 679 991	587 846	4 327 805	587 846
64418	NOGUERES	145	18,09	938 254	1 140 855	64 179	1 069 971	64 179
64421	OGEU LES BAINS	1 128	3,37	0	1 216 691	370 714	330 918	330 918
64431	OS MARSILLON	428	8,02	666 385	1 375 994	116 498	1 147 357	116 498
64443	PARDIES	1 022	14,14	3 516 197	7 410 862	428 154	6 800 483	428 154
64452	PONSON DESSUS	239	2,32	0	53 407	51 121	0	0
64467	RONTIGNON	699	2,60	485 910	538 916	178 116	0	0
64500	SALLES MONGISCARD	267	2,65	35 513	207 604	73 686	0	0
64519	SERRES CASTET	3 113	2,65	0	2 546 171	1 513 020	0	0
64542	URDOS	110	2,14	0	30 597	30 597	0	0
64559	VIODOS ABENSE DE BAS	760	2,03	0	24 398	24 398	0	0
65017	ARAGNOUET	263	7,50	135 536	4 427 797	1 993 896	3 623 228	1 993 896
65054	AVEZAC PRAT LAHITTE	538	3,23	509 954	563 622	230 767	105 450	105 450
65069	BARTHE-DE- NESTE (LA)	1 084	2,14	0	116 906	116 906	0	0
65072	BAZET	1 352	2,74	0	1 432 776	600 995	0	0
65092	BEYREDE JUMET	220	7,07	1 617 524	1 886 845	154 796	1 515 052	154 796
65117	CADEILHAN TRACHERE	56	7,56	536 186	784 285	111 799	643 195	111 799
65140	CAZAUX DEBAT	12	2,28	8 559	10 272	10 272	0	0
65146	CHIS	246	2,35	0	10 177	10 177	0	0
65180	FRECHET AURE	11	3,14	15 555	16 209	7 372	2 023	2 023
65188	GAVARNIE	165	2,22	0	117 219	117 219	0	0
65192	GEDRE	292	8,13	1 079 762	5 073 483	686 897	4 246 080	686 897

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
65195	GENOS	128	2,14	0	58 141	58 141	0	0
65197	GER	132	2,80	9 081	61 548	55 945	0	0
65199	GERM	266	2,00	996 462	960	960	0	0
65282	LOUDENVIELLE	272	3,09	0	940 946	319 958	75 151	75 151
65371	PRECHAC	197	2,69	0	146 103	52 351	0	0
65382	SACOUÉ	57	3,90	119 612	141 412	13 679	67 085	13 679
65399	SALIGOS	80	2,68	103 341	163 535	113 557	0	0
65411	SASSIS	61	4,25	92 796	409 298	75 479	227 679	75 479
65424	SERS	104	2,37	0	125 997	101 224	0	0
65450	TRAMEZAIGUES	30	4,39	10 887	197 724	77 363	115 039	77 363
65478	VISCOS	41	5,32	386 070	408 224	151 735	285 109	151 735
65481	BAREGES	262	2,28	0	211 207	211 207	0	0
66036	CANAVEILLES	58	2,58	1 102	41 285	41 285	0	0
66080	FONTPEYROUSE	126	2,11	0	24 250	24 250	0	0
66146	PORTA	98	3,92	336 221	513 475	115 110	245 649	115 110
66170	SAINTE COLOMBE	101	5,09	35 435	100 394	70 938	67 854	67 854
66206	LE TECH	84	2,43	0	81 623	77 586	0	0
66209	THUES ENTRE VALLS	42	3,01	35 222	70 819	61 457	630	630
67025	BEINHEIM	1 808	13,12	5 592 325	7 780 108	556 797	7 080 231	556 797
67036	BETTWILLER	336	14,19	2 450 044	3 212 171	82 159	2 948 696	82 159
67105	DRULINGEN	1 499	2,21	0	233 585	233 585	0	0
67106	DRUSENHEIM	4 745	2,86	0	3 582 622	1 089 844	0	0
67108	DUPPIGHEIM	1 503	7,90	1 334 838	4 882 731	545 388	4 054 897	545 388
67124	ENTZHEIM	1 871	2,66	0	635 789	466 741	0	0
67128	ERNOLSHEIM BRUCHE	1 704	5,13	1 511 297	3 619 953	266 097	2 464 679	266 097
67130	ERSTEIN	9 802	2,14	0	1 424 695	1 424 695	0	0
67137	FEGERSHEIM	4 553	4,46	1 472 206	5 410 607	1 105 617	3 210 042	1 105 617
67142	FORT LOUIS	242	6,24	411 837	1 292 350	141 859	987 226	141 859
67152	GEISPOLSHEIM	7 071	2,11	0	405 528	405 528	0	0
67205	HOERDT	4 148	2,29	0	573 132	573 132	0	0
67258	LANDERSHEIM	132	16,32	358 360	589 979	40 982	548 778	40 982
67261	LAUTERBOURG	2 307	8,35	4 632 740	6 642 718	937 300	5 596 586	937 300
67281	MARCKOLSHEIM	3 670	5,03	984 860	8 945 240	1 351 818	5 994 332	1 351 818
67282	MARLENHEIM	3 396	2,52	0	849 994	788 380	0	0
67300	MOLSHEIM	9 497	2,61	0	6 318 791	3 386 436	0	0
67302	MONSWILLER	1 856	2,05	0	48 821	48 821	0	0
67338	OBENHEIM	1 218	4,97	1 344 359	2 375 787	266 569	1 574 662	266 569
67348	OBERNAL	11 070	4,68	303 560	18 084 109	5 079 589	11 330 638	5 079 589
67370	PETERSBACH	710	3,10	378 644	476 129	213 103	45 022	45 022
67389	REICHSSTETT	4 900	2,62	0	1 342 257	1 165 594	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
67401	RIMSDORF	264	15,44	2 433 065	2 538 344	93 804	2 349 431	93 804
67434	SARRE UNION	3 408	2,63	0	1 768 090	1 303 264	0	0
67435	SARREWERDEN	1 035	2,09	0	45 338	45 338	0	0
67448	SCHIRMECK	2 227	2,52	0	737 947	737 947	0	0
67458	SCHWEIGHOUSE SUR MODER	4 660	2,77	0	3 597 390	1 203 984	0	0
67478	STEINBOURG	1 942	4,90	1 544 712	2 735 029	587 968	1 791 907	587 968
67506	VENDENHEIM	5 629	4,89	4 816 182	7 919 870	1 576 590	5 180 574	1 576 590
67543	WLSCHES	2 032	2,51	0	738 459	664 266	0	0
68020	BANTZENHEIM	1 593	16,82	12 643 359	19 140 156	987 224	17 848 714	987 224
68028	BERGHEIM	1 851	5,25	0	7 642 276	1 867 003	5 294 131	1 867 003
68036	BIESHEIM	2 342	19,28	18 036 510	47 857 487	2 159 980	45 088 508	2 159 980
68060	BURNHAUPT LE HAUT	1 520	3,87	0	1 876 043	658 036	870 733	658 036
68064	CHALAMPE	984	11,25	5 016 901	9 537 901	464 500	8 507 277	464 500
68068	DANNEMARIE	2 008	2,46	0	798 387	651 056	0	0
68091	FESSENHEIM	2 127	11,49	11 186 758	17 867 173	1 348 119	15 985 204	1 348 119
68104	GEISWASSER	258	2,96	164 691	285 352	78 012	0	0
68125	HECKEN	409	2,09	0	32 412	32 412	0	0
68135	HESINGUE	1 930	2,33	0	825 734	624 372	0	0
68144	HOMBOURG	876	8,56	5 082 628	10 018 498	387 668	8 490 612	387 668
68149	HUNINGUE	6 160	4,49	0	13 979 315	3 427 422	8 358 623	3 427 422
68162	KAYSERSBERG	2 720	3,54	447 459	4 994 946	1 940 019	1 742 952	1 742 952
68172	KUNHEIM	1 587	7,21	0	6 661 093	587 866	5 383 292	587 866
68185	LIEPVRE	1 650	4,98	0	3 625 518	546 599	2 408 309	546 599
68199	MALMERSPACH	561	2,78	124 507	216 256	148 345	0	0
68230	NAMBSHEIM	414	3,35	0	785 513	152 231	204 458	152 231
68233	NIEDERBRUCK	375	5,02	0	719 704	153 903	481 430	153 903
68253	OTTMARSHEIM	1 950	8,18	0	12 893 273	1 242 170	10 805 588	1 242 170
68287	ROUFFACH	4 499	3,06	1 888 440	4 468 341	2 116 503	263 710	263 710
68305	SEPPOIS LE BAS	959	2,32	0	298 141	298 141	0	0
68338	TURCKHEIM	3 662	2,58	0	1 678 218	1 320 587	0	0
68342	UFFHOLTZ	1 403	2,22	0	205 460	205 460	0	0
68343	UNGERSHEIM	1 648	3,04	0	1 750 600	788 773	70 081	70 081
68348	VIEUX THANN	3 009	4,35	2 885 341	5 231 955	939 794	3 005 553	939 794
68349	VILLAGE NEUF	3 157	5,68	7 279 418	13 001 905	1 665 035	9 464 872	1 665 035
68351	VOGELGRUN	525	3,91	145 229	1 537 686	262 325	730 583	262 325
68365	WETTOLSHEIM	1 721	5,74	0	5 084 212	924 391	3 725 166	924 391
69005	AMBERIEUX	432	6,44	299 696	1 192 849	183 100	924 473	183 100
69013	ARNAS	3 180	5,59	0	5 204 766	1 272 218	3 753 970	1 272 218
69037	CHAMBOST ALLIERES	633	2,10	0	35 052	35 052	0	0
69040	CHAMPAGNE AU MONT D'OR	4 997	2,91	0	2 442 504	1 506 008	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
69055	LES CHERES	1 081	2,62	0	966 180	339 104	0	0
69059	CIVRIEUX	1 315	2,57	0	857 965	425 293	0	0
69063	COLLONGES AU MT D'OR	3 475	2,45	0	1 093 410	924 317	0	0
69100	IRIGNY	8 465	2,63	0	6 818 324	3 736 849	0	0
69116	LIMONEST	2 848	4,15	0	3 018 934	987 038	1 616 604	987 038
69118	LOIRE SUR RHONE	2 142	2,19	0	632 589	632 589	0	0
69127	MARCY-L'ETOILE	3 167	7,52	8 735 582	16 305 706	1 275 579	13 353 979	1 275 579
69142	LA MULATIERE	6 858	2,37	890 418	1 941 437	1 941 437	0	0
69143	NEUVILLE SUR SAONE	7 114	3,11	0	6 799 032	3 251 260	654 058	654 058
69152	PIERRE BENITE	10 015	3,64	10 873 243	25 253 817	6 391 512	9 894 464	6 391 512
69163	QUINCIEUX	2 699	3,30	0	3 472 346	981 169	804 866	804 866
69199	SAINT-FONS	15 730	3,90	0	45 105 813	13 946 776	21 426 239	13 946 776
69211	SAINT JEAN D'ARDIERES	2 396	2,07	0	178 735	178 735	0	0
69225	ST MARCEL L'ECLAIRE	524	2,86	0	573 751	169 426	0	0
69236	ST ROMAIN EN GIER	515	2,48	0	266 184	128 590	0	0
69259	VENISSIEUX	56 487	2,23	0	19 308 892	19 308 892	0	0
69271	CHASSIEU	9 340	4,21	0	25 032 024	6 628 483	13 688 194	6 628 483
69273	CORBAS	9 309	2,54	0	7 091 042	4 702 713	0	0
69276	FEYZIN	8 557	5,24	908 659	34 123 139	6 365 798	23 605 749	6 365 798
69278	GENAY	4 700	3,19	0	4 026 370	1 417 922	630 906	630 906
69290	SAINT-PRIEST	41 213	2,03	0	1 640 953	1 640 953	0	0
69296	SOLAIZE	2 288	4,52	625 482	4 554 081	862 830	2 746 525	862 830
70012	AMANCE	776	2,79	134 088	164 827	164 827	0	0
70037	AUTET	290	3,10	20 701	143 393	95 781	13 493	13 493
70130	CHARCENNE	331	6,38	193 669	198 644	53 043	153 249	53 043
70138	CHASSEY LES SCEY	102	19,87	223 384	305 580	33 819	288 478	33 819
70167	CONFLANDEY	428	6,49	1 107 819	1 132 655	137 262	880 350	137 262
70168	CONFLANS SUR LANTERNE	681	2,05	0	16 888	16 888	0	0
70171	CORBENAY	1 428	4,55	917 257	2 121 925	452 564	1 289 598	452 564
70178	LA COTE	512	3,01	0	238 306	238 306	1 604	1 604
70198	DAMPIERRE SUR SALON	1 250	2,18	0	134 021	134 021	0	0
70202	DEMANGEVELLE	367	2,61	83 137	92 809	92 809	0	0
70281	GREUCOURT	64	2,89	0	15 498	15 498	0	0
70321	MAGNY VERNOIS	1 056	4,35	239 410	1 044 688	275 772	599 705	275 772
70345	MIELLIN	84	2,54	0	9 282	9 282	0	0
70388	NOIDANS LES VESOUL	2 145	8,04	4 278 534	11 599 712	2 340 904	9 680 465	2 340 904
70394	ONAY	77	2,11	0	764	764	0	0
70438	RAY SUR SAONE	195	2,01	0	516	516	0	0
70469	SAINTE MARIE EN CHANOIS	206	3,55	130 495	146 738	95 271	51 958	51 958
70483	SCYE	110	2,95	40 286	51 857	34 208	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
70529	VELET	450	3,30	88 846	0	0	0	0
71022	BAUDEMONT	725	2,69	0	340 441	161 923	0	0
71040	BLANZY	7 399	2,06	0	326 984	326 984	0	0
71047	BOURBON LANCY	5 767	4,41	7 903 718	10 800 788	3 545 681	6 310 463	3 545 681
71057	BRAY	131	3,83	115 716	131 794	52 710	59 786	52 710
71131	CIEL	611	4,96	509 515	892 343	205 511	590 952	205 511
71204	FRAGNES	927	28,13	12 104 586	0	0	0	0
71213	LA GENETE	461	3,87	470 434	496 911	126 954	230 761	126 954
71230	GUEUGNON	8 913	2,58	607 432	6 938 738	5 947 871	0	0
71232	HAUTEFOND	233	2,40	0	34 655	23 189	0	0
71287	MASSILLY	372	8,13	661 361	676 071	87 369	565 808	87 369
71341	PALLEAU	109	22,30	2 108 011	2 121 564	31 397	2 017 043	31 397
71383	SAINT ALBAIN	442	2,10	0	33 200	33 200	0	0
71448	ST MARTIN BELLE ROCHE	1 188	3,27	0	1 530 104	390 252	322 604	322 604
71498	SANTILLY	109	4,46	161 130	177 479	48 085	105 387	48 085
71522	SIMANDRE	1 300	2,24	40 856	236 500	236 500	0	0
71588	VITRY EN CHAROLLAIS	995	2,92	119 388	715 931	271 439	0	0
72007	ARDENAY SUR MERIZE	435	8,55	1 226 515	1 937 064	107 226	1 641 181	107 226
72008	ARNAGE	5 794	3,15	0	4 484 701	2 250 191	569 312	569 312
72035	BESSE SUR BRAYE	2 655	5,94	9 109 431	10 654 579	1 266 000	7 947 191	1 266 000
72054	CHAMPAGNE	3 361	3,88	0	5 239 385	1 434 137	2 458 870	1 434 137
72065	LA CHAPELLE SAINT AUBIN	2 136	3,10	0	2 236 151	753 954	209 198	209 198
72080	CHERRE	1 327	5,94	1 513 812	3 153 697	367 326	2 353 821	367 326
72086	COMMERVEIL	137	2,20	2 759	17 802	17 802	0	0
72190	MAROLLES SAINT CALAIS	261	6,81	666 489	676 233	67 292	535 653	67 292
72264	SABLE SUR SARTHE	13 560	2,33	0	6 867 564	6 867 564	0	0
72283	SAINT GERMAIN D'ARCE	350	2,13	0	56 731	56 731	0	0
72300	SAINT MARS LA BRIERE	2 384	2,17	0	402 727	402 727	0	0
72331	SCEAUX SUR HUISNE	555	3,46	479 878	540 262	153 225	170 737	153 225
72334	SILLE LE GUILLAUME	2 657	2,99	270 505	2 879 588	1 202 826	0	0
72336	SOLESMES	1 425	2,72	0	649 758	442 072	0	0
72337	SOUGE LE GANELON	817	4,62	1 277 279	1 590 132	277 190	983 815	277 190
72344	SPAY	2 333	2,36	0	1 021 844	901 971	0	0
72346	LA SUZE SUR SARTHE	3 643	3,17	0	5 095 845	1 678 701	736 296	736 296
72373	VIBRAYE	2 618	2,04	0	107 705	107 705	0	0
73015	LES ALLUES	1 891	4,30	0	11 610 997	4 867 576	6 558 063	4 867 576
73023	AUSOIS	644	2,06	0	100 812	100 812	0	0
73024	LES AVANCHERS VALMOREL	722	3,98	0	3 135 237	1 426 621	1 554 144	1 426 621
73026	AVRIEUX	346	11,32	923 660	5 323 825	583 200	4 752 490	583 200
73028	LA BALME	180	3,86	152 866	461 860	253 179	213 209	213 209

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
73032	LA BATHIE	2 078	2,27	0	906 704	906 704	0	0
73034	BEAUFORT SUR DORON	2 036	2,50	0	2 506 632	2 321 280	0	0
73038	BELLENTRE	804	2,81	0	1 416 697	1 195 920	0	0
73045	LE BOIS	275	8,47	4 240 762	4 805 741	216 249	4 063 311	216 249
73046	BONNEVAL	103	3,65	151 231	539 442	233 625	211 814	211 814
73057	BRIDES LES BAINS	606	3,28	0	2 314 815	2 314 815	504 507	504 507
73067	LA CHAMBRE	1 131	2,92	257 524	1 184 328	493 851	0	0
73070	CHAMPAGNEUX	382	5,57	522 047	825 601	326 820	594 076	326 820
73071	CHAMPAGNY EN VANOISE	587	2,15	0	233 011	233 011	0	0
73109	EPIERRE	585	2,25	0	172 561	172 561	0	0
73115	FONTAINE LE PUIITS	123	2,69	0	134 324	71 365	0	0
73119	FRENEY	85	19,52	203 571	1 899 565	157 214	1 791 172	157 214
73135	HERMILLON	531	3,92	0	1 142 881	258 668	548 548	258 668
73150	MACOT LA PLAGNE	1 591	4,74	0	7 640 492	3 445 808	4 854 973	3 445 808
73171	MONTMELIAN	4 026	2,61	0	4 030 228	2 764 360	0	0
73173	MONTRICHER ALBANNE	605	4,00	277 341	1 015 239	654 664	507 369	507 369
73175	MONTSAPEY	54	9,11	571 174	987 698	151 542	848 720	151 542
73180	MOTZ	332	5,45	601 219	1 617 526	234 115	1 148 622	234 115
73187	LA LECHERE	1 799	6,00	4 025 296	9 682 948	1 903 854	7 263 480	1 903 854
73194	ORELLE	356	28,08	14 629 634	20 160 806	700 986	19 387 902	700 986
73198	LA PERRIERE	353	2,09	0	82 236	82 236	0	0
73203	PONTAMAFREY MONTPASCAL	359	4,01	55 122	970 899	195 759	487 685	195 759
73215	LA ROCHETTE	3 195	3,05	0	4 069 494	1 597 890	178 923	178 923
73223	ST ANDRE	462	2,22	0	270 826	270 826	0	0
73227	ST BON TARENTEISE	1 869	2,94	0	4 799 099	4 799 099	0	0
73230	ST COLOMBAN DES VILLARDS	198	8,46	384 828	404 746	394 321	342 115	342 115
73232	STE FOY TARENTEISE	691	2,42	0	858 439	858 439	0	0
73235	ST FRANCOIS LONGCHAMP	200	2,49	0	256 851	256 851	0	0
73240	STE HELENE DU LAC	608	3,14	0	1 155 571	374 772	143 355	143 355
73244	ST JEAN DE BELLEVILLE	421	2,55	260 230	523 348	291 798	0	0
73248	ST JEAN DE MAURIENNE	9 373	2,54	0	7 013 452	5 222 816	0	0
73253	ST MARCEL	682	4,42	690 515	3 467 264	1 242 696	2 034 864	1 242 696
73256	ST MARTIN D'ARC	349	2,40	0	279 424	213 676	0	0
73257	ST MARTIN DE BELLEVILLE	2 552	5,65	0	21 197 872	8 781 285	15 397 610	8 781 285
73261	ST MICHEL DE MAURIENNE	2 978	3,04	0	5 543 841	1 610 406	227 861	227 861
73272	ST PIERRE DE BELLEVILLE	122	2,03	0	7 459	7 459	0	0
73278	ST REMY DE MAURIENNE	982	2,43	0	711 976	711 976	0	0
73290	TERMIGNON	433	3,54	0	1 759 911	838 501	613 429	613 429
73296	TIGNES	2 238	4,27	0	13 623 521	7 389 281	7 633 469	7 389 281
73297	TOURNON	403	3,71	0	993 507	236 499	414 074	236 499

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
73303	UGINE	7 228	3,14	448 908	13 210 211	4 986 730	1 602 679	1 602 679
73304	VAL D'ISERE	1 660	4,94	0	13 013 678	9 855 072	8 590 851	8 590 851
73307	VALMEINIER	467	2,92	0	1 145 812	1 145 812	0	0
73308	VENTHON	593	2,09	0	113 627	113 627	0	0
73318	VILLAREMBERT	293	2,45	0	245 439	245 439	0	0
73320	VILLARGONDRAN	966	4,91	880 016	3 235 483	352 104	2 124 351	352 104
73322	VILLARODIN BOURGET	511	5,29	162 051	893 016	364 824	621 171	364 824
73323	VILLAROGER	376	3,65	768 070	1 646 122	511 269	651 394	511 269
73329	VOGLANS	1 459	2,04	0	98 530	98 530	0	0
74016	ARCHAMPS	1 255	2,42	0	544 531	544 531	0	0
74024	AYZE	1 857	2,32	0	436 286	430 218	0	0
74063	CHATEL	1 513	2,69	0	2 538 518	2 538 518	0	0
74081	CLUSES	18 126	2,09	0	2 345 229	2 345 229	0	0
74109	ELOISE	717	2,71	0	454 442	272 014	0	0
74123	FAVERGES	6 535	2,23	0	2 132 583	2 132 583	0	0
74130	FRANCLENS	442	2,28	101 124	127 275	127 275	0	0
74134	LES GETS	1 369	2,56	0	1 570 064	1 570 064	0	0
74159	MAGLAND	2 823	3,21	0	3 242 478	1 432 574	560 476	560 476
74164	MARIGNIER	5 397	2,45	0	2 752 671	1 843 453	0	0
74165	MARIGNY-SAINT-MARCEL	639	3,58	0	1 119 131	271 288	411 054	271 288
74169	MARNAZ	4 478	5,43	0	12 836 059	1 694 766	9 096 795	1 694 766
74181	METZ-TESSY	2 045	5,54	1 136 535	0	0	0	0
74191	MORZINE	3 010	3,50	0	6 336 601	6 336 601	2 125 340	2 125 340
74195	MUSIEGES	269	4,39	0	952 978	265 295	554 309	265 295
74218	PUBLIER	5 068	5,21	9 971 567	20 313 336	2 911 465	13 990 661	2 911 465
74225	RUMILLY	11 617	3,12	0	22 634 823	6 697 317	2 363 899	2 363 899
74264	SCIONZIER	6 207	4,03	0	12 739 936	3 221 810	6 458 514	3 221 810
74278	THYEZ	4 938	5,07	48 228	14 195 758	1 798 111	9 564 467	1 798 111
74290	VALLORCINE	396	3,31	545 304	1 072 297	443 150	253 720	253 720
74312	VOUGY	972	10,86	975 262	8 394 791	542 093	7 446 828	542 093
75056	PARIS	2 147 857	2,01	0	36 592 067	36 592 067	0	0
76001	ALLOUVILLE-BELLEFOSSE	1 007	2,23	90 165	177 938	177 938	0	0
76004	AMBRUMESNIL	461	5,20	1 038 605	1 567 946	146 439	1 078 475	146 439
76086	BERTRIMONT	196	3,45	496 652	563 404	64 279	175 657	64 279
76097	BIVILLE LA RIVIERE	108	2,84	61 360	79 637	43 721	0	0
76183	COLLEVILLE	714	3,21	463 358	594 669	277 379	103 928	103 928
76195	CRICQUETOT LE MAUCONDUIT	133	2,61	62 760	69 911	52 793	0	0
76205	CROSVILLE SUR SCIE	247	2,06	0	9 771	9 771	0	0
76214	DENESTANVILLE	242	2,68	128 093	141 859	61 198	0	0
76260	FERRIERES EN BRAY	1 676	3,15	496 305	1 092 124	454 143	140 754	140 754

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
76271	FONTAINE LE BOURG	1 495	2,05	0	84 119	84 119	0	0
76272	FONTAINE LE DUN	1 014	4,13	1 343 739	1 722 603	487 931	913 116	487 931
76305	GONFREVILLE L'ORCHER	10 004	14,59	37 853 319	0	0	0	0
76312	GOURNAY EN BRAY	6 378	2,33	0	1 913 178	1 913 178	0	0
76335	GUEUTTEVILLE	66	4,97	316 720	336 576	23 128	223 432	23 128
76363	HODENG-AU-BOSC	560	15,49	3 056 612	3 336 011	166 721	3 088 639	166 721
76384	LILLEBONNE	9 936	3,46	0	23 290 142	8 289 464	7 366 768	7 366 768
76394	LONGROY	624	2,14	0	68 430	68 430	0	0
76414	MARTIN-EGLISE	1 366	7,78	1 315 030	6 143 564	659 094	5 080 416	659 094
76476	NOTRE DAME DE GRAVENCHON	8 842	17,85	23 903 032	105 862 391	9 482 329	99 183 161	9 482 329
76492	OUVILLE-LA-RIVIERE	613	2,00	0	1 557	1 557	0	0
76493	PALUEL	426	245,99	35 355 244	36 786 353	673 969	36 635 583	673 969
76496	PENLY	359	11,55	2 390 143	2 431 693	286 233	2 177 181	286 233
76499	PETIVILLE	1 003	2,60	0	236 325	200 225	0	0
76533	ROGERVILLE	1 268	10,14	81 567	0	0	0	0
76545	ROUXMESNIL-BOUTELLES	1 823	7,72	4 002 896	8 280 976	799 438	6 832 108	799 438
76570	SAINT-CRESPIN	288	3,00	92 434	182 607	81 562	0	0
76595	SAINT-JOUIN-BRUNEVAL	1 599	2,05	0	73 451	73 451	0	0
76618	SAINT MARTIN EN CAMPAGNE	1 018	62,25	47 286 581	50 262 806	366 384	49 428 509	366 384
76664	SASSEVILLE	275	2,62	0	61 002	61 002	0	0
76709	LE TRAIT	5 445	3,40	1 266 326	11 079 335	3 266 342	3 160 181	3 160 181
76711	LE TREPORT	5 995	3,36	0	9 228 188	4 054 695	2 431 956	2 431 956
76728	LA VAUPALIERE	1 034	3,14	772 893	1 188 364	313 434	143 682	143 682
76743	VILLERS ECALLES	1 797	2,61	406 931	790 708	557 594	0	0
76750	YAINVILLE	1 194	4,04	0	3 478 640	657 526	1 769 830	657 526
77010	AUBEPIERRE OZOUER REPOS	873	4,56	0	862 657	379 856	525 684	379 856
77016	BAGNEAUX SUR LOING	1 611	11,16	7 434 116	13 023 915	1 103 813	11 602 066	1 103 813
77059	BUSSY SAINT MARTIN	579	2,60	0	153 780	153 780	0	0
77121	COLLEGIEN	3 000	3,22	0	4 429 149	2 610 766	789 303	789 303
77123	COMPANS	728	14,97	397 343	9 058 296	879 978	8 359 745	879 978
77129	COULOMBS EN VALOIS	570	3,04	0	519 994	278 767	20 071	20 071
77181	FERRIERES	1 665	2,32	0	712 145	712 145	0	0
77196	FRESNES SUR MARNE	442	3,72	412 711	675 174	160 860	282 039	160 860
77204	GERMIGNY SOUS COULOMBS	167	16,51	2 792 100	2 821 425	103 398	2 626 934	103 398
77211	GRANDPUITS BAILLY CARROI	960	21,69	7 295 903	10 057 947	519 270	9 547 241	519 270
77223	GURCY LE CHATEL	389	4,13	1 771 445	1 845 541	293 158	977 329	293 158
77240	JOUY SUR MORIN	1 957	2,52	86 015	314 044	314 044	0	0
77252	LIMOGES FOURCHES	299	11,14	630 542	1 127 588	113 055	1 004 239	113 055
77276	MAREUIL LES MEAUX	1 621	2,62	0	515 592	515 592	0	0
77291	LE MESNIL AMELOT	706	7,94	0	2 558 552	594 323	2 127 530	594 323

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
77306	MONTEREAU SUR LE JARD	567	51,35	4 916 539	5 323 055	351 110	5 215 193	351 110
77309	MONTHYON	1 342	3,18	741 602	1 672 810	374 955	253 490	253 490
77323	MOUSSY LE VIEUX	1 014	3,15	719 564	1 476 149	588 320	189 806	189 806
77363	LE PIN	1 074	2,75	117 283	1 017 306	679 668	0	0
77368	POIGNY	416	9,10	891 817	2 249 512	243 139	1 932 506	243 139
77369	POINCY	712	3,96	0	716 779	266 619	351 392	266 619
77381	QUIERS	586	5,49	573 463	1 504 840	267 009	1 073 195	267 009
77437	SAINT-SOUPLETS	2 899	2,67	0	1 967 998	1 079 319	0	0
77438	ST THIBAUT DES VIGNES	6 413	2,87	0	5 888 771	3 125 152	0	0
77448	SEPT SORTS	396	4,06	0	518 053	195 776	267 093	195 776
77477	URY	762	2,73	0	487 682	348 366	0	0
77482	VARENNES SUR SEINE	3 214	4,00	6 946 543	9 756 999	2 099 423	4 890 636	2 099 423
77517	VILLEVAUDE	1 619	2,21	0	358 783	358 783	0	0
77518	VILLIERS EN BIERE	197	26,69	2 315 517	3 938 556	293 727	3 779 066	293 727
78029	AUBERGENVILLE	11 725	6,68	57 990 078	68 071 318	9 644 548	53 534 359	9 644 548
78070	BOINVILLE-EN-MANTOIS	298	3,94	250 728	279 252	126 317	135 024	126 317
78117	BUC	5 871	5,41	2 986 250	15 282 582	4 652 448	10 795 694	4 652 448
78133	CHAMBOURCY	5 153	2,23	0	1 706 786	1 706 786	0	0
78168	COIGNIERES	4 258	4,18	0	12 280 761	4 024 784	6 653 090	4 024 784
78238	FLINS-SUR-SEINE	2 233	9,19	5 268 390	7 435 433	1 100 965	6 400 630	1 100 965
78278	GOUPILLERES	383	2,01	0	1 226	1 226	0	0
78299	HARDRICOURT	1 941	2,44	0	705 601	705 601	0	0
78320	JEUFOSSE	347	8,89	2 736 474	2 896 538	168 856	2 476 297	168 856
78343	LES-LOGES-EN-JOSAS	1 476	2,87	0	662 806	662 806	0	0
78350	LOUVECIENNES	7 217	3,08	0	8 044 171	6 757 665	608 138	608 138
78381	MAULETTE	720	2,56	0	215 828	210 545	0	0
78498	POISSY	36 101	3,62	35 353 508	68 754 885	30 731 045	26 419 538	26 419 538
78558	SAINT ILLIERS-LA-VILLE	272	10,90	994 055	1 135 518	110 795	1 007 966	110 795
78615	THIVERVAL-GRIGNON	1 014	2,17	0	291 210	263 876	0	0
78620	TOUSSUS-LE-NOBLE	717	6,14	0	1 787 322	393 987	1 355 929	393 987
78640	VELIZY-VILLACOUBLAY	21 076	9,67	0	108 348 065	21 877 800	94 222 171	21 877 800
78683	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	2 482	2,01	0	12 176	12 176	0	0
79005	AIRVAULT	3 176	3,59	0	6 062 843	1 857 360	2 255 124	1 857 360
79108	DOUX	238	2,91	0	228 373	81 640	0	0
79136	GOURNAY LOIZE	589	2,38	117 072	183 298	183 298	0	0
79157	LOUZY	1 145	2,95	0	1 051 728	499 908	0	0
79159	LUCHE THOUARSAIS	339	3,59	351 478	451 260	143 011	168 185	143 011
79164	MAISONNAIS	288	4,36	551 728	607 657	93 559	350 286	93 559
79246	SAINTE EANNE	600	4,75	0	1 228 071	373 272	780 804	373 272
79264	ST LEGER DE LA MARTINIERE	1 078	6,01	3 776 777	5 132 557	532 039	3 852 061	532 039

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
80024	ARGOEUVES	547	4,69	462 589	897 197	188 923	563 247	188 923
80036	AUBIGNY	541	12,58	2 198 257	0	0	0	0
80063	BEAUCHAMPS	1 015	2,72	7 282	686 184	367 677	0	0
80150	BUIRE-COURCELLES	291	21,86	838 207	1 273 006	61 944	1 208 895	61 944
80177	CARTIGNY	714	2,86	58 298	207 970	131 248	0	0
80209	CONTOIRE	348	9,79	1 071 045	1 079 416	78 093	940 857	78 093
80274	EPPEVILLE	2 097	5,05	2 981 212	3 411 288	692 081	2 292 003	692 081
80302	FAVEROLLES	143	27,43	2 099 082	2 300 821	38 099	2 210 354	38 099
80308	FEUQUIERES-EN-VIMEU	2 416	2,04	0	68 573	68 573	0	0
80313	FLAUCOURT	327	3,73	134 696	379 957	98 884	160 428	98 884
80482	LIMEUX	135	3,48	110 208	141 469	43 828	46 060	43 828
80523	MEAULTE	1 280	5,72	1 467 034	1 695 684	293 908	1 239 835	293 908
80542	MESNIL-SAINT-NICAISE	525	45,52	2 680 247	3 116 902	113 434	3 045 288	113 434
80557	ESTREES-MONS	629	12,73	1 066 913	1 700 397	120 087	1 541 923	120 087
80679	RONSSOY	619	2,38	0	102 788	102 788	0	0
80685	ROYE	6 620	2,35	0	2 200 057	2 200 057	0	0
80703	SAINT-GERMAIN-SUR-BRESLE	187	2,31	22 284	42 112	42 112	0	0
80785	VECQUEMONT	502	16,40	4 512 826	0	0	0	0
80795	VILLE-LE-MARCLET	555	3,02	377 941	568 595	225 481	8 782	8 782
80802	VILLERS-FAUCON	639	7,72	1 532 473	1 604 762	151 518	1 324 189	151 518
80815	VRON	729	2,80	0	334 556	217 100	0	0
81031	LE BEZ	723	2,09	0	78 860	78 860	0	0
81036	BOUT DU PONT DE L'ARN	1 102	3,81	253 629	1 664 503	448 902	746 738	448 902
81078	DAMIATE	775	2,68	76 391	320 118	237 470	0	0
81083	DURFORT	279	3,90	208 915	394 396	138 088	186 726	138 088
81128	LACROUZETTE	1 822	2,06	0	92 622	92 622	0	0
81134	LAMONTELARIE	73	3,63	158 215	0	0	0	0
82072	GOLFECH	720	92,80	47 003 397	49 170 148	1 271 667	48 628 651	1 271 667
83065	GASSIN	2 752	2,11	0	256 537	256 537	0	0
83074	LA MARTRE	137	2,72	118 637	157 633	94 922	0	0
83127	SIGNES	2 055	5,56	2 010 683	0	0	0	0
84019	BOLLENE	14 288	2,16	0	6 061 088	6 061 088	0	0
85039	LA BRUFFIERE	3 157	2,11	0	212 060	212 060	0	0
85045	LA CHAIZE GIRAUD	606	2,65	229 808	275 952	136 470	0	0
85058	CHASNAIS	494	6,74	339 859	1 256 923	125 078	991 937	125 078
85063	CHATELIERS CHATEAUMUR	695	4,63	1 007 028	1 762 515	215 296	1 091 466	215 296
85115	LA JAUDONNIERE	556	2,24	0	108 157	108 157	0	0
85140	LA MEILLERAIE TILLAY	1 534	3,20	0	1 543 487	663 812	260 854	260 854
85165	L'OIE	860	2,88	0	638 579	244 092	0	0
85212	STE FLORENCE	870	5,12	0	1 484 567	197 320	1 009 230	197 320

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
85217	ST GEORGES DE MONTAIGU	3 221	2,86	0	1 971 683	809 791	0	0
85302	LA VERRIE	3 700	2,07	0	168 314	168 314	0	0
86074	CHIRE EN MONTREUIL	809	3,17	554 443	628 890	244 352	90 248	90 248
86077	CIVAUX	858	70,71	76 448 206	81 499 930	910 883	80 313 745	910 883
86111	INGRANDES	1 811	9,50	8 144 900	13 143 315	1 126 568	11 390 720	1 126 568
86160	MIREBEAU	2 295	2,49	0	1 645 553	1 645 553	0	0
86172	MOUTERRE SUR BLOURDE	157	3,09	8 662	239 040	108 900	19 035	19 035
86247	SAINT SAVIOL	475	2,26	0	78 708	78 708	0	0
87029	LES CARS	588	2,58	0	591 756	355 511	0	0
87033	CHAMBORET	723	2,06	0	52 931	52 931	0	0
87099	MOISSANNES	306	2,44	130 914	149 654	113 546	0	0
87131	SAILLAT-SUR-VIENNE	931	32,20	22 810 607	0	0	0	0
88011	ARCHES	1 814	6,69	1 473 127	4 288 739	544 185	3 374 877	544 185
88099	CHAVELOT	1 513	4,34	0	2 313 504	568 411	1 326 211	568 411
88114	CONTREXEVILLE	4 178	4,10	4 966 353	8 111 940	3 490 500	4 248 894	3 490 500
88115	CORCIEUX	1 643	3,06	0	1 176 552	578 937	68 086	68 086
88131	DEYCIMONT	241	2,16	3 216	11 909	11 909	0	0
88135	DOCELLES	1 042	4,23	550 983	1 186 363	320 205	653 366	320 205
88158	ELOYES	3 340	4,23	0	4 846 769	1 053 595	2 670 979	1 053 595
88165	ETIVAL CLAIREFONTAINE	2 443	4,36	1 814 037	4 280 282	959 467	2 469 970	959 467
88206	GIRONCOURT SUR VRAINE	950	9,64	5 336 951	5 827 002	284 566	5 064 194	284 566
88209	GOLBEY	8 616	5,57	5 762 967	25 275 627	4 869 409	18 195 360	4 869 409
88251	JEANMENIL	1 168	4,34	1 538 383	2 760 279	373 235	1 582 383	373 235
88253	JEUXEY	709	2,34	0	294 374	225 787	0	0
88260	LANGLEY	179	15,44	368 901	729 236	88 081	674 991	88 081
88261	LAVAL SUR VOLOGNE	622	10,39	1 000 498	1 134 203	98 274	999 093	98 274
88283	MALAINCOURT	93	2,01	0	510	510	0	0
88292	MATTAINCOURT	946	5,24	2 723 915	2 853 945	359 934	1 972 980	359 934
88298	MENARMONT	56	2,89	60 195	69 135	38 459	0	0
88326	NEUVILLERS SUR FAVE	260	4,11	132 072	224 939	74 132	118 542	74 132
88328	NOMPATELIZE	538	3,67	495 052	542 023	101 600	217 733	101 600
88369	RAMONCHAMP	2 014	2,60	0	992 428	619 901	0	0
88404	ROZIERES SUR MOUZON	96	3,10	34 855	36 940	36 940	3 495	3 495
88424	SAINTE MARGUERITE	2 305	3,01	0	1 413 400	599 186	16 367	16 367
88427	SAINT MENGE	116	3,81	107 422	110 833	31 017	49 764	31 017
88428	ST MICHEL SUR MEURTHE	1 991	2,35	0	539 204	470 373	0	0
88429	SAINT NABORD	3 972	2,73	0	3 048 909	1 669 443	0	0
88441	SANS VALLOIS	107	5,27	209 307	312 803	31 603	147 715	31 603
88458	SOCOURT	217	2,62	0	88 410	66 866	0	0
88462	LE SYNDICAT	1 836	2,57	0	540 056	453 073	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
88467	THIEFOSSE	610	2,88	192 071	277 616	190 852	0	0
88498	VECOUX	1 131	3,20	15 869	831 106	272 090	140 617	140 617
88516	VITTEL	6 267	3,74	3 373 219	10 947 011	7 266 204	4 653 389	4 653 389
88521	VOMECOURT	295	2,29	11 938	44 192	44 192	0	0
89069	CHAILLEY	623	4,86	0	753 945	336 135	490 733	336 135
89101	CHEU	448	6,46	591 041	991 124	143 361	769 145	143 361
89159	ETAULES	423	2,06	0	21 330	21 330	0	0
89169	FLOGNY-LA-CHAPELLE	1 129	2,50	94 882	315 860	315 860	0	0
89186	GERMIGNY	584	6,19	1 089 086	1 138 718	215 857	866 793	215 857
89195	GRON	1 202	8,51	2 528 695	6 082 589	613 157	5 148 013	613 157
89201	HERY	1 768	2,07	0	114 206	114 206	0	0
89209	JOUY	436	16,47	1 958 918	2 009 186	128 024	1 870 308	128 024
89223	LEZINNES	799	2,51	0	265 099	265 099	0	0
89260	MOLESMES	145	3,46	274 351	337 094	68 305	106 643	68 305
89263	MONETEAU	5 096	2,21	0	1 112 906	1 112 906	0	0
89338	SAINT-CLEMENT	2 956	3,10	0	1 759 250	1 060 666	154 006	154 006
89342	SAINT-DENIS	658	3,84	0	628 365	256 402	286 324	256 402
89348	SAINT-JULIEN-DU-SAULT	2 419	2,17	0	251 006	251 006	0	0
89376	SARRY	186	2,09	0	20 961	20 961	0	0
89380	SAVIGNY-SUR-CLAIRIS	342	2,18	0	36 885	36 885	0	0
89381	SCEAUX	138	2,18	0	18 021	18 021	0	0
90012	BESSONCOURT	953	8,48	2 890 485	0	0	0	0
90088	ROUGEGOUTTE	911	2,26	133 265	233 334	233 334	0	0
91041	AVRAINVILLE	654	2,34	0	178 367	178 367	0	0
91064	BIEVRES	4 115	2,17	0	880 442	880 442	0	0
91109	BRIERES LES SCelles	851	12,33	8 554 650	9 366 751	432 544	8 460 369	432 544
91136	CHAMPLAN	2 483	3,41	0	2 835 465	1 335 015	825 248	825 248
91179	LE COUDRAY MONTCEAUX	2 822	7,27	4 195 152	11 679 322	1 624 369	9 463 319	1 624 369
91184	COURDIMANCHE SUR ESSONNE	253	2,54	130 268	156 819	69 626	0	0
91330	LARDY	5 360	4,88	19 736 933	18 476 113	2 442 023	12 067 772	2 442 023
91363	MARCOUSSIS	7 404	2,32	0	2 576 602	2 576 602	0	0
91377	MASSY	38 209	2,50	0	32 534 923	32 534 923	0	0
91378	MAUCHAMPS	275	4,66	514 299	823 507	129 354	514 186	129 354
91432	MORANGIS	10 698	2,73	0	7 074 537	6 389 120	0	0
91435	MORSANG SUR SEINE	413	3,97	573 349	643 714	148 494	316 661	148 494
91458	NOZAY	4 311	3,55	0	6 637 880	2 537 835	2 346 711	2 346 711
91468	ORMOY	1 252	2,09	0	120 441	120 441	0	0
91479	PARAY VIEILLE POSTE	7 216	17,22	19 160 669	0	0	0	0
91534	SACLAY	2 910	4,06	265 344	7 316 989	2 069 204	3 763 809	2 069 204
91538	SAINT AUBIN	711	9,44	213 516	6 352 010	816 307	5 498 017	816 307

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écarté dans le système actuel (811 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écartées)	Produit écarté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écartées)	Produit écarté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écartées)
91560	ST JEAN DE BEAUREGARD	288	3,52	0	184 211	138 237	63 170	63 170
91648	VERT LE GRAND	1 923	2,99	0	1 558 306	1 063 843	0	0
91649	VERT LE PETIT	2 445	2,54	0	1 899 801	1 208 384	0	0
91661	VILLEBON SUR YVETTE	9 501	4,40	0	39 021 740	9 869 975	22 734 176	9 869 975
91666	VILLEJUST	1 663	7,84	0	13 016 160	1 178 117	10 786 955	1 178 117
91679	VILLIERS LE BACLE	1 102	2,53	0	1 097 189	997 064	0	0
91689	WISSOUS	5 277	5,68	0	11 781 884	4 229 784	8 577 721	4 229 784
91692	LES ULIS	25 947	2,34	0	12 176 331	12 176 331	0	0
92012	BOULOGNE BILLANCOURT	107 042	4,47	1 866 940	240 210 170	115 567 831	142 894 862	115 567 831
92026	COURBEVOIE	70 105	5,80	0	177 236 450	50 626 273	130 559 700	50 626 273
92035	LA GARENNE COLOMBES	24 181	2,02	0	408 907	408 907	0	0
92036	GENEVILLIERS	42 733	3,15	0	101 325 304	51 045 625	13 463 949	13 463 949
92040	ISSY LES MOULINEAUX	53 152	3,62	0	114 991 592	42 207 631	43 860 396	42 207 631
92044	LEVALLOIS-PERRET	54 994	4,14	0	182 940 637	55 258 186	97 362 164	55 258 186
92047	MARNES LA COQUETTE	1 541	2,33	0	188 430	188 430	0	0
92049	MONTROUGE	38 005	2,29	0	11 725 840	11 725 840	0	0
92050	NANTERRE	86 219	3,43	0	214 205 871	83 630 389	64 874 908	64 874 908
92051	NEUILLY SUR SEINE	60 364	4,98	0	70 727 829	34 799 515	47 027 112	34 799 515
92062	PUTEAUX	40 950	10,43	0	325 278 954	55 138 225	286 691 278	55 138 225
92063	RUEIL MALMAISON	74 671	2,75	0	72 953 037	63 281 327	0	0
92064	SAINT CLOUD	28 395	2,54	0	8 614 118	8 614 118	0	0
92073	SURESNES	40 594	2,08	0	4 846 834	4 846 834	0	0
93070	SAINT OUEN	40 015	3,26	0	93 001 217	47 517 047	19 446 764	19 446 764
93073	TREMBLAY EN FRANCE	34 018	4,38	0	126 223 941	32 043 324	73 121 557	32 043 324
93074	VAUJOURS	5 807	2,12	0	1 342 501	1 342 501	0	0
94021	CHEVILLY LARUE	18 288	2,13	0	3 534 986	3 534 986	0	0
94054	ORLY	20 706	2,84	0	32 680 242	23 127 160	0	0
94065	RUNGIS	5 446	14,47	0	68 612 805	11 339 644	63 110 241	11 339 644
95051	BEAUCHAMP	9 051	2,72	0	9 466 114	7 162 299	0	0
95088	BONNEUIL EN FRANCE	777	16,47	586 983	4 659 523	555 417	4 337 468	555 417
95094	BOUQUEVAL	296	3,01	61 991	194 241	120 881	2 726	2 726
95214	EPINAY CHAMPLATREUX	76	3,50	25 950	27 653	18 473	9 161	9 161
95271	GENICOURT	550	7,05	1 068 218	1 943 770	227 377	1 558 716	227 377
95379	MAUDETOUT EN VEXIN	181	2,07	0	21 589	21 589	0	0
95409	MOISSELLES	965	2,35	0	252 028	252 028	0	0
95459	NUCOURT	785	4,25	530 850	1 341 399	269 312	744 071	269 312
95492	LE PLESSIS GASSOT	75	44,58	1 641 413	1 782 065	72 285	1 740 209	72 285
95541	ST CLAIR SUR EPTE	804	4,29	3 147 144	3 433 930	628 307	1 932 030	628 307
95633	VAUDHERLAND	88	2,50	17 892	32 434	32 434	0	0
95658	VIGNY	1 050	2,18	0	154 656	154 656	0	0

**HYPOTHESE 1: SUPPRESSION DU FDPTP ACTUEL**  
**SIMULATION D'UN NOUVEL ECRETEMENT SUR LA TOTALITE DES BASES DE TP DES COMMUNES**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP /hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab: 11 060F/hab. (8295 F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (811 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1381 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (785 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (785 communes écrêtées)
97103	- BAIE MAHAULT	23 838	2,78	0	29 087 764	15 239 629	0	0
97234	BELLEFONTAINE	1 524	12,04	12 240 830	12 475 760	600 000	11 233 515	600 000
97312	SINNAMARY	2 786	3,75	8 381 378	10 550 803	2 891 534	4 520 667	2 891 534
97313	MONT SINERY-TONNEGRANDE	1 038	3,67	1 952 899	2 095 508	500 000	837 269	500 000
97358	SAINT-ELIE	239	26,23	2 249 037	2 254 632	107 518	2 161 586	107 518
	<b>TOTAUX</b>			<b>2 704 457 959</b>	<b>7 169 000 346</b>	<b>1 889 503 649</b>	<b>4 612 806 918</b>	<b>1 164 993 984</b>

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
01010	ANGLEFORT	782	4,18	61 229	1 822 473	336 657	960 176	336 657
01047	BLYES	711	9,13	279 806	1 408 506	237 200	1 171 810	237 200
01058	BREGNIER CORDON	570	4,59	887 948	748 030	420 374	116 979	116 979
01063	BRION	581	4,83	66 901	1 512 466	264 770	954 701	264 770
01064	BRIORD	692	2,16	0	75 924	75 924	0	0
01081	CHAMPFROMIER	608	7,53	2 362 073	52 946	52 946	0	0
01095	CHAVANNES SUR SURAN	490	3,27	321 386	0	0	0	0
01106	CIZE	129	3,09	190 115	0	0	0	0
01128	COURTES	219	3,13	107 976	9 820	9 820	0	0
01138	CULOZ	2 680	2,69	0	2 209 273	1 169 076	0	0
01154	ETREZ	648	10,19	2 450 460	565 014	254 626	196 637	196 637
01189	INJOUX GENISSIAT	989	3,51	0	2 657 454	668 904	893 099	668 904
01192	IZERNORE	1 688	5,04	0	5 232 982	472 572	3 513 541	472 572
01208	LAVOURS	117	3,99	92 170	20 453	20 453	0	0
01228	MAILLAT	679	3,55	0	1 109 388	251 580	394 461	251 580
01247	MIJOUX	316	2,49	0	190 795	190 795	0	0
01257	MONTANGES	286	4,32	857 563	57 101	57 101	0	0
01265	MONTREAL LA CLUSE	3 703	2,17	0	757 487	757 487	0	0
01267	NURIEUX VOLOGNAT	967	3,07	0	750 955	232 010	48 293	48 293
01268	MURS ET GELIGNEUX	207	2,22	0	83 980	83 980	0	0
01274	LES NEYROLLES	625	2,17	0	46 382	46 382	0	0
01282	OUTRIAZ	267	3,28	184 506	56 562	56 562	0	0
01373	ST MARTIN DU FRENE	1 065	2,48	0	502 396	381 285	0	0
01386	ST SORLIN EN BUGEY	989	2,56	175 345	130 902	130 902	0	0
01390	ST VULBAS	814	80,64	7 291 047	37 950 805	3 608 343	37 375 523	3 608 343
02009	ALAINCOURT	479	3,82	425 070	63 687	63 687	0	0
02059	BEAUTOR	3 021	2,28	0	1 171 874	1 171 874	0	0
02131	BUCY LE LONG	2 007	2,06	0	61 852	61 852	0	0
02157	CHAMBRY	792	2,11	0	52 839	52 839	0	0
02160	CHAOURSE	530	3,58	354 526	41 763	41 763	0	0
02173	CHAUNY	13 109	2,05	0	794 163	794 163	0	0
02196	CLACY ET THIERRET	310	2,33	0	96 817	96 817	0	0
02211	CONDE SUR SUIPPE	262	17,45	1 834 465	390 558	85 082	246 541	85 082
02212	CONDREN	701	2,18	0	113 895	113 895	0	0
02298	ETREUX	1 688	5,75	2 698 754	1 421 491	543 518	323 738	323 738
02299	EVERGNICOURT	554	3,42	185 279	42 249	42 249	0	0
02356	GRISOLLES	159	2,40	0	27 245	27 245	0	0
02387	ITANCOURT	1 061	9,42	1 962 012	911 193	493 926	523 949	493 926
02397	JUSSY	1 307	2,62	0	673 483	339 444	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
02433	LISLET	232	2,40	0	44 373	44 373	0	0
02457	MARCHAIS	387	2,21	47 137	57 964	57 964	0	0
02468	MARLE ET BEHAINE	2 575	2,55	0	1 233 066	1 233 066	0	0
02484	MEZY MOULINS	468	4,97	369 274	718 638	94 690	352 172	94 690
02507	MONTGRU SAINT HILAIRE	41	37,20	137 987	24 833	11 365	20 207	11 365
02514	MONTIGNY LENGRAIN	644	17,81	2 051 492	1 293 038	214 847	1 081 495	214 847
02575	ORIGNY STE BENOITE	1 790	4,14	1 215 652	1 249 261	744 795	97 052	97 052
02617	POUILLY SUR SERRE	564	8,12	1 837 822	27 555	27 555	0	0
02657	ROUGERIES	243	6,74	428 153	4 578	4 578	0	0
02662	ROZET SAINT ALBIN	294	8,97	374 713	304 991	69 521	207 442	69 521
02690	SAINTE PREUVE	86	2,30	1 636	8 763	8 763	0	0
02761	VARISCOURT	111	2,69	63 429	22 337	22 337	0	0
02769	VAUX ANDIGNY	912	3,52	916 756	534 176	344 139	0	0
02789	VERVINS	2 861	2,02	0	69 835	69 835	0	0
02809	VILLERS AGRON AIGUIZY	71	7,41	283 672	19 835	19 835	0	0
03018	BAYET	612	5,31	148 335	1 260 181	300 153	834 429	300 153
03060	CHARMEIL	751	4,86	43 966	0	0	0	0
03082	COMMENTRY	7 464	3,44	2 027 973	16 358 615	5 598 607	3 612 611	3 612 611
03091	CRECHY	450	3,91	544 463	173 983	173 983	0	0
03094	CREUZIER LE VIEUX	3 037	3,11	233 015	0	0	0	0
03102	DOMPIERRE SUR BESBRE	3 577	4,54	7 705 414	1 337 090	1 337 090	0	0
03237	SAINTE GERMAIN DE SALLES	428	2,77	0	197 634	179 606	0	0
03262	SAINTE VICTOR	1 998	6,65	3 050 366	0	0	0	0
03264	SAINTE YORRE	2 897	5,24	1 188 741	0	0	0	0
03301	VAUX	982	2,98	887 500	84 280	84 280	0	0
03315	VILLEFRANCHE D'ALLIER	1 382	2,88	371 516	304 287	304 287	0	0
04006	ALLOS	644	3,69	0	2 214 373	2 214 373	903 807	903 807
04033	LA BREOLE	332	5,84	352 838	22 208	22 208	0	0
04049	CHATEAU-ARNOUX	5 102	4,33	7 254 324	3 223 943	2 826 550	0	0
04091	GANAGOBIE	94	2,25	0	58 550	58 550	0	0
04120	MEYRONNES	44	3,49	53 824	6 783	6 783	0	0
04150	PIEGUT	123	2,05	0	14 584	14 584	0	0
04154	PONTIS	45	8,96	257 817	13 635	13 635	0	0
04176	SAINTE CROIX DU VERDON	103	8,15	804 261	97 641	97 641	0	0
04187	SAINTE LIONS	34	2,21	0	3 148	3 148	0	0
04199	SAINTE VINCENT SUR JABRON	194	4,91	103 347	333 228	74 051	183 033	74 051
04200	SALIGNAC	409	2,89	393 592	142 865	142 865	0	0
05053	EYGULIANS	241	3,18	146 087	150 665	150 665	0	0
05073	LAZER	278	4,32	177 995	121 009	112 318	0	0
05076	MEREUIL	81	3,54	137 396	25 142	25 142	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
05110	PUY ST VINCENT	272	2,90	0	393 778	393 778	0	0
05119	RISOUL	638	2,37	0	241 755	241 755	0	0
05121	ROCHEBRUNE	129	2,80	45 562	14 149	14 149	0	0
05127	ROUSSET	178	2,66	28 529	39 706	39 706	0	0
05136	ST CREPIN	546	2,36	0	101 758	101 758	0	0
05143	ST GENIS	50	4,92	191 697	5 707	5 707	0	0
05159	SALEON	70	2,37	6 709	2 268	2 268	0	0
05163	LE SAUZE	89	3,71	238 134	32 061	32 061	0	0
05177	VARS	642	2,65	0	879 573	879 573	0	0
05184	VITROLLES	140	4,35	0	154 690	84 456	88 883	84 456
06010	LE BAR SUR LOUP	2 571	3,90	5 584 185	1 407 228	1 407 228	0	0
06018	BIOT	7 489	2,25	0	2 666 764	2 666 764	0	0
06019	BLAUSASC	1 260	2,58	247 094	265 467	265 467	0	0
06080	MARIE	50	2,19	16 597	11 281	11 281	0	0
06111	ROURE	168	2,08	0	36 057	36 057	0	0
06146	TOURNEFORT	143	3,51	195 091	512 970	127 423	43 557	43 557
06152	VALBONNE	11 244	4,20	0	43 317 251	10 854 690	23 643 714	10 854 690
07012	ARCENS	464	2,26	0	75 404	75 404	0	0
07013	ARDOIX	786	3,18	0	1 133 488	262 679	172 025	172 025
07031	BERRIAS ET CASTELJAU	577	3,75	326 462	92 844	92 844	0	0
07051	CHAMPAGNE	494	2,50	0	248 357	108 256	0	0
07064	LE CHEYLARD	3 632	2,26	0	1 105 675	1 105 675	0	0
07076	CRUAS	2 431	19,97	26 421 213	12 512 708	1 853 218	10 345 627	1 853 218
07078	DAVEZIEUX	2 704	3,22	0	2 229 562	674 926	396 309	396 309
07116	LABEGUDE	1 377	2,60	254 728	446 694	446 694	0	0
07150	MARIAC	753	2,95	95 227	598 889	255 229	0	0
07152	MAUVES	1 119	2,45	145 414	408 046	379 904	0	0
07157	MEYSSE	1 110	16,08	10 084 194	1 838 587	557 327	991 502	557 327
07219	ST BAUZILE	185	8,11	803 977	175 731	99 790	15 316	15 316
07228	ST DESIRAT	724	6,39	2 761 211	154 065	154 065	0	0
07255	ST JULIEN EN ST ALBAN	1 037	3,70	0	2 234 941	495 379	920 568	495 379
07266	STE MARGUERITE LAFIGERE	73	2,22	0	38 136	38 136	0	0
07346	VIVIERS	3 480	2,51	0	3 556 729	2 174 575	0	0
08042	BALAIVES ET BUTZ	211	2,79	46 363	5 270	5 270	0	0
08097	CHALLERANGE	471	4,09	420 033	45 174	45 174	0	0
08111	LE CHATELET SUR RETOURNE	536	2,32	0	79 864	79 864	0	0
08122	CHOOZ	762	144,13	81 351 416	2 376 361	1 675 779	1 787 264	1 675 779
08125	CLIRON	284	3,09	0	262 042	95 506	22 695	22 695
08142	DONCHERY	2 417	3,72	0	2 383 745	739 654	996 353	739 654
08171	FLEVILLE	105	2,24	0	11 316	11 316	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
08183	FROMELENNES	1 160	6,71	290 301	5 545	5 545	0	0
08194	GLAIRE	956	8,46	1 916 421	823 505	324 329	399 513	324 329
08212	HARCY	468	2,60	0	290 935	114 144	0	0
08218	LES HAUTES RIVIERES	1 985	3,40	0	1 500 893	747 236	431 729	431 729
08226	HIERGES	224	3,10	0	68 109	68 109	6 421	6 421
08284	LES MAZURES	786	6,89	2 977 477	778 382	778 382	10 775	10 775
08311	MOUZON	2 681	3,35	0	2 335 306	1 064 768	603 637	603 637
08336	OSNES	225	3,06	0	149 858	45 748	8 511	8 511
08381	SAINT GERMAINMONT	785	3,01	519 743	103 710	103 710	0	0
08401	SAULCES CHAMPENOISES	205	7,48	205 686	54 087	54 087	6 701	6 701
08432	SURY	119	4,38	225 116	94 092	33 699	0	0
08445	THELONNE	265	2,47	69 842	10 603	10 603	0	0
08457	TOURNES	1 102	2,08	0	76 349	76 349	0	0
08480	VILLERS SEMEUSE	3 620	10,34	14 280 863	4 583 059	1 225 439	2 320 957	1 225 439
09013	ARABAUX	56	3,34	0	79 480	10 896	20 269	10 896
09024	ASTON	245	16,63	2 731 915	547 471	210 548	323 379	210 548
09030	AUZAT	684	8,44	2 151 901	4 323 299	1 000 390	3 317 905	1 000 390
09039	LA BASTIDE DE BOUSIGNAC	328	3,88	116 371	332 372	95 122	93 308	93 308
09053	BESTIAC	12	56,00	660 705	184 236	58 447	168 588	58 447
09119	EYCHEIL	511	4,17	808 636	23 537	23 537	0	0
09131	GARANOU	194	2,35	25 189	47 741	29 799	0	0
09134	GESTIES	10	3,73	0	39 992	14 889	16 832	14 889
09139	L'HOSPITALET L'ANDORRE	169	6,32	299 731	1 362 688	188 729	978 019	188 729
09143	ILLIER ET LARAMADE	20	3,66	83 303	13 096	13 096	0	0
09162	LERCOUL	19	3,43	22 877	46 994	18 354	0	0
09171	LORDAT	47	10,72	576 341	32 738	20 321	0	0
09176	LUZENAC	646	6,69	4 414 994	342 570	342 570	0	0
09189	MERENS LES VALS	180	3,63	574 659	33 996	33 996	0	0
09210	MONTOULIEU	310	2,20	0	127 869	127 869	0	0
09217	NIAUX	204	3,95	305 660	41 191	41 191	0	0
09220	ORLU	198	2,90	321 290	85 627	85 627	0	0
09226	PECH	34	4,57	88 126	13 357	13 357	0	0
09240	QUIE	354	3,22	0	397 813	182 099	72 457	72 457
09252	ROUZE	88	3,83	126 832	400 917	115 912	112 048	112 048
09330	VERNAUX	28	34,61	346 205	97 144	37 555	83 549	37 555
10030	BARBEREY-ST-SULPICE	781	2,45	0	126 691	126 691	0	0
10040	BERNON	197	3,84	253 607	7 304	7 304	0	0
10047	BLIGNICOURT	57	5,93	41 016	597	597	0	0
10052	BOULAGES	223	2,53	22 895	9 670	9 670	0	0
10067	BUCHERES	1 375	2,10	0	70 719	70 719	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
10078	CHAMP SUR BARSE	36	4,35	20 881	652	652	0	0
10093	CHAUMESNIL	82	4,30	104 943	70 613	58 732	0	0
10105	COURCELLES SUR VOIRE	26	2,08	470	1 202	1 202	0	0
10115	CRENEY	1 449	2,16	0	258 842	258 842	0	0
10123	DIENVILLE	771	2,33	0	170 876	170 876	0	0
10126	DOLANCOURT	153	2,78	93 668	19 806	19 806	0	0
10150	FONTAINE	264	5,12	464 903	22 625	22 625	0	0
10151	FONTAINE LES GRES	917	2,89	29 435	174 446	170 161	0	0
10213	MAGNANT	190	2,27	0	49 583	49 583	0	0
10224	MARIGNY LE CHATEL	1 555	2,60	47 678	300 645	300 645	0	0
10268	NOGENT SUR SEINE	6 073	11,11	28 342 479	20 993 178	5 069 093	15 579 488	5 069 093
10272	ORMES	200	2,91	102 201	8 301	8 301	0	0
10296	POLISY	215	3,69	46 780	104 251	55 931	14 842	14 842
10305	PREMIERFAIT	73	3,02	11 780	37 410	30 161	0	0
10337	ST CHRISTOPHE-DODINICOUR	45	4,45	9 964	55 704	12 435	28 928	12 435
10372	SOULAINES-DHUYS	271	35,34	7 677 176	136 952	136 952	0	0
10399	VAUDES	550	2,01	0	2 177	2 177	0	0
10411	LA VILLE AUX BOIS	13	52,88	568 555	2 002	2 002	0	0
10429	VILLETTE SUR AUBE	177	25,35	1 671 711	696 190	74 091	594 785	74 091
11038	BESSEDE DE SAULT	52	2,59	0	36 353	36 353	0	0
11077	CASTELNAU D'AUDE	368	2,53	354 610	40 209	40 209	0	0
11127	ESCOULOUBRE	90	3,11	0	267 796	130 516	26 910	26 910
11147	FONTANES DE SAULT	4	6,34	21 396	24 482	24 482	13 917	13 917
11205	LIMOISIS	104	2,61	67 365	9 714	9 714	0	0
11221	LES MARTYS	198	2,23	76 659	27 652	27 652	0	0
11266	PORT LA NOUVELLE	4 919	2,46	0	3 549 843	3 549 843	0	0
11297	PRADELLES CABARDES	162	5,06	575 316	68 043	68 043	0	0
11335	STE COLOMBE SUR GUETTE	57	3,62	69 767	83 779	83 779	0	0
11358	SAINTE-MARTIN LYS	47	8,36	153 463	30 262	30 262	1 360	1 360
11368	SALLELES-CABARDES	107	2,01	0	1 605	1 605	0	0
11373	SALVEZINES	108	2,51	39 342	4 206	4 206	0	0
12028	BOISSE PENCHOT	517	2,12	0	71 362	71 362	0	0
12035	BRASC	177	4,67	708 959	94 764	94 764	0	0
12036	BROMMAT	801	6,03	478 159	2 577 287	430 900	1 818 951	430 900
12048	CAMPOURIEZ	401	2,59	0	625 211	276 633	0	0
12151	MONTEZIC	247	17,22	2 626 609	188 459	165 834	3 515	3 515
12203	ROQUEFORT SUR SOULZON	702	9,61	122 522	4 180 137	757 100	3 614 909	757 100
12226	ST HIPPOLYTE	521	8,47	4 332 240	2 216 897	200 000	1 205 044	200 000
12251	ST VICTOR ET MELVIEU	336	2,84	0	695 718	248 493	0	0
12284	LE TRUEL	376	8,11	77 378	5 211 799	1 080 144	4 346 819	1 080 144

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écèlement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écèlement dans le système actuel (770 communes écèlées)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écèlées)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écèlées)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écèlées)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écèlées)
12305	VIVIEZ	1 557	3,16	0	1 613 222	649 020	216 646	216 646
13011	LES BAUX DE PROVENCE	443	6,20	11 671	288 689	288 689	217 155	217 155
13014	BERRE L'ETANG	13 503	9,44	29 702 789	109 069 741	18 287 634	90 416 778	18 287 634
13026	CHATEAUNEUF / MARTIGUES	11 538	3,17	5 060 565	0	0	0	0
13060	MEYREUIL	4 450	6,74	15 827 919	0	0	0	0
13067	ORGON	2 665	3,68	3 427 511	1 311 512	1 311 512	0	0
13076	PLAN D'ORGON	2 443	2,07	0	244 361	244 361	0	0
13087	ROUSSET	3 635	13,03	45 708 750	0	0	0	0
13099	SAINT-PAUL LEZ DURANCE	792	14,97	4 835 297	0	0	0	0
14069	BEUVILLERS	1 092	3,46	0	967 219	432 145	302 956	302 956
14076	BLAINVILLE SUR ORNE	4 442	3,44	7 975 428	2 782 541	2 782 541	0	0
14119	CAGNY	1 597	3,82	1 108 466	652 232	652 232	0	0
14137	CARPIQUET	1 884	6,24	0	7 425 971	1 185 002	5 673 576	1 185 002
14181	CORMELLES LE ROYAL	4 644	7,19	10 024 345	16 102 386	3 011 166	11 068 847	3 011 166
14203	CRICQUEVILLE EN AUGÉ	157	2,20	6 552	12 861	12 861	0	0
14303	GLOS	924	2,60	0	271 776	201 975	0	0
14319	GRENTHEVILLE	756	3,69	0	1 520 120	373 752	622 110	373 752
14437	MONDEVILLE	10 678	6,10	5 926 251	40 530 590	7 961 003	29 204 926	7 961 003
14456	MOULT	1 139	5,05	0	1 708 126	584 214	1 147 545	584 214
14480	OSMANVILLE	519	5,56	671 165	317 787	200 384	39 964	39 964
14508	LE PLESSIS GRIMOULT	316	3,03	218 198	123 066	88 815	0	0
14530	RANVILLE	1 915	2,19	0	308 035	308 035	0	0
14534	REUX	256	4,06	80 185	222 560	106 330	75 329	75 329
14538	ROCQUANCOURT	585	2,60	246 729	27 649	27 649	0	0
14564	ST CHARLES DE PERCY	171	2,57	28 289	7 311	7 311	0	0
14630	SAINT MARTIN DES ENTREES	508	7,59	491 243	683 353	142 149	473 221	142 149
14727	VAUBADON	379	2,02	0	2 015	2 015	0	0
14740	LA VESPIERE	981	2,93	371 787	801 654	470 238	0	0
15073	FRIDEFONT	136	2,18	0	51 341	51 341	0	0
15101	LAVEISSIERE	604	2,48	0	316 520	316 520	0	0
15133	MONTMURAT	136	2,55	26 079	29 433	29 433	0	0
15182	SAINT ETIENNE CANTALES	158	2,20	0	85 639	85 639	0	0
15206	SAINT PIERRE	153	10,46	1 885 235	844 269	193 664	521 570	193 664
16048	BOISBRETEAU	124	3,09	0	69 551	39 232	5 779	5 779
16132	ETAGNAC	999	3,09	13 386	375 530	307 089	19 754	19 754
16134	EXIDEUIL SUR VIENNE	1 042	4,09	5 917	1 439 391	387 908	747 920	387 908
16192	ROUMAZIERES LOUBERT	2 834	2,70	0	1 719 887	1 079 243	0	0
16227	MONTIGNAC LE COQ	152	2,40	24 461	3 764	3 764	0	0
16251	ORIOLES	219	3,33	0	165 844	90 718	41 588	41 588
16275	RANVILLE BREUILLAUD	183	2,15	13 425	7 619	7 619	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écèlement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écèlement dans le système actuel (770 communes écèlement)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écèlement)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écèlement)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écèlement)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écèlement)
16326	SAINT-GROUX	125	26,01	853 415	82 618	38 391	43 632	38 391
16376	SURIS	283	2,78	134 661	17 618	17 618	0	0
17074	BUSSAC FORET	886	8,76	5 892 268	834 608	414 332	0	0
17087	CHANTEMERLE SUR LA SOIE	110	5,19	140 671	136 588	42 976	49 723	42 976
17110	CLERAC	951	3,87	307 420	144 187	144 187	0	0
18025	BEFFES	675	5,60	3 653 773	439 444	411 547	0	0
18026	BELLEVILLE	1 107	47,63	66 937 882	4 787 326	1 650 262	3 215 271	1 650 262
18163	NEUVY DEUX CLOCHERS	284	4,50	1 060 575	48 637	48 637	0	0
18194	RIANS	1 032	8,36	2 944 289	649 013	295 143	84 024	84 024
18205	ST DOULCHARD	9 313	2,50	0	4 938 990	3 802 349	0	0
18251	SEVRY	73	5,39	106 718	16 635	16 635	0	0
18255	LE SUBDRAY	724	13,09	2 002 639	1 416 515	316 867	1 108 228	316 867
18270	VALLENAY-BIGNY	734	2,96	459 899	125 582	125 582	0	0
19002	AIX	318	2,04	0	7 642	7 642	0	0
19011	ARNAC POMPADOUR	1 384	2,36	0	566 993	566 993	0	0
19034	CAMPS-ST MATHURIN	250	4,33	0	1 137 204	222 635	649 900	222 635
19112	LESTARDS	106	2,45	71 371	28 542	28 542	0	0
19113	LIGINIAC	696	2,21	0	265 522	265 522	0	0
19160	PEROLS SUR VEZERE	188	2,19	0	28 112	28 112	0	0
19167	CONFOLENT PORT DIEU	39	3,64	36 202	27 853	26 681	0	0
19175	ROCHE LE PEYROUX	85	3,98	221 893	149 717	75 178	0	0
19205	ST GENIEZ O MERLE	121	3,30	0	419 842	263 051	97 589	97 589
19222	ST MARTIN LA MEANNE	378	2,23	0	243 609	243 609	0	0
19264	SOURSAC	533	4,86	911 015	1 742 522	493 689	814 063	493 689
21005	AISEREY	1 154	2,25	0	111 400	111 400	0	0
21010	ALOXE CORTON	173	2,81	28 195	76 990	76 990	0	0
21055	BEAUNOTTE	28	2,06	0	790	790	0	0
21072	BEZOUOTTE	217	2,03	0	2 863	2 863	0	0
21106	BRETENIERE	779	2,72	305 263	128 275	128 275	0	0
21200	COUCHEY	1 197	2,58	0	546 062	360 183	0	0
21244	EGUILLY	40	2,79	0	10 601	10 601	0	0
21292	GENLIS	5 334	2,13	0	740 791	740 791	0	0
21298	GISSEY LE VIEIL	106	2,08	0	3 747	3 747	0	0
21347	LEVERNOIS	273	5,06	271 433	262 149	108 599	87 629	87 629
21380	MARCIGNY SOUS THIL	50	9,33	100 832	129 119	12 724	97 764	12 724
21398	MAXILLY SUR SAONE	304	3,50	6 312	294 716	99 681	93 654	93 654
21414	MIMEURE	220	3,45	0	238 566	95 475	74 081	74 081
21464	NUITS ST GEORGES	5 661	2,74	0	4 266 114	3 338 617	0	0
21531	ROUVRAY	586	2,80	165 473	119 666	119 666	0	0
21558	STE MARIE LA BLANCHE	692	3,27	549 286	167 751	167 751	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
21577	ST USAGE	1 015	2,71	0	399 227	293 308	0	0
21590	SAVIGNY LES BEAUNE	1 452	2,59	0	589 339	577 420	0	0
21599	SELONGEY	2 297	2,96	584 972	1 030 460	930 749	0	0
21611	SOMBERNON	788	2,54	0	283 673	283 673	0	0
21616	TAILLY	208	2,09	0	15 166	15 166	0	0
21684	VIGNOLLES	737	6,62	148 319	2 150 437	356 272	1 652 398	356 272
21713	VONGES	318	5,79	675 922	30 149	30 149	0	0
22046	COLLINEE	952	4,37	2 542 503	263 177	263 177	0	0
22049	CREHEN	1 542	2,52	0	569 732	453 788	0	0
22067	GRACES	2 495	2,52	0	884 261	708 946	0	0
22303	SAINT-JACUT DU MENE	733	2,87	280 078	70 664	70 664	0	0
22371	TREMOREL	931	2,19	0	177 429	177 429	0	0
24015	AUDRIX	239	2,49	0	137 632	107 908	0	0
24022	BADEFOLS SUR DORDOGNE	192	2,29	0	68 505	60 088	0	0
24023	BANEUIL	311	14,44	3 923 480	211 326	147 919	0	0
24057	BOURG DES MAISONS	80	5,89	167 855	168 063	21 579	81 795	21 579
24096	CHAMPAGNAC DE BELAIR	700	4,40	1 056 780	78 057	78 057	0	0
24129	CONDAT SUR TRINCOU	417	2,54	83 411	13 734	13 734	0	0
24229	LE LARDIN ST LAZARE	1 886	11,68	14 692 200	1 164 912	979 573	0	0
24297	MOULIN NEUF	714	2,33	0	318 960	318 960	0	0
24339	PREYSSAC D'EXCIDEUIL	117	2,00	0	117	117	0	0
24394	STE CROIX DE MAREUIL	138	4,88	127 686	8 916	8 916	0	0
24449	ST MARTIAL D'ARTENSET	860	3,11	0	486 116	298 822	49 534	49 534
25018	ANTEUIL	495	3,29	445 545	54 478	54 478	0	0
25032	AUTECHAUX	274	4,98	0	635 020	88 759	421 677	88 759
25033	AUTECHAUX ROIDE	560	3,36	307 119	308 225	94 635	0	0
25137	CHAUFONTAINE	210	5,34	283 612	0	0	0	0
25155	CLERON	296	2,57	27 364	92 483	92 483	0	0
25156	CLERVAL	1 079	3,86	162 377	2 162 467	532 708	914 197	532 708
25162	CORCELLES FERRIERES	174	4,04	177 619	78 135	34 298	0	0
25288	FOURNET LUISANS	517	2,53	0	58 583	58 583	0	0
25323	LAISSEY	420	2,08	0	25 355	25 355	0	0
25326	LANTENNE VERTIERE	463	6,25	718 036	17 233	17 233	0	0
25335	LIEBIVILLERS	191	4,83	297 059	344 758	64 859	117 668	64 859
25434	ORNANS	4 128	2,17	0	732 495	732 495	0	0
25450	PESSANS	60	2,35	9 397	3 590	3 590	0	0
25485	REMONDANS VAIVRE	184	2,77	0	145 099	51 728	0	0
25531	SANTOCHE	71	37,47	508 853	48 210	31 459	32 504	31 459
25563	THUREY LE MONT	106	9,72	110 816	6 902	6 902	0	0
25595	VELLEROT LES BELVOIR	125	4,17	236 546	35 199	35 199	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
26007	AMBONIL	103	4,27	80 729	49 115	23 862	0	0
26085	CHATEAUNEUF DU RHONE	2 275	2,03	0	72 849	72 849	0	0
26169	MALATAVERNE	1 436	2,53	0	769 324	589 313	0	0
26235	PIERRELATTE	12 166	4,21	1 153 831	19 228 454	7 610 166	10 024 826	7 610 166
26256	PROPLAC	78	3,46	91 250	7 609	7 609	0	0
26284	ROUSSAS	356	4,13	84 001	304 906	167 886	122 607	122 607
26293	ST AVIT	245	3,34	489 592	26 789	26 789	0	0
26314	ST MARTIN D'AOUT	298	5,37	875 984	17 022	17 022	0	0
26316	ST MARTIN LE COLONEL	165	3,02	32 155	85 753	52 195	0	0
26324	ST PAUL TROIS CHATEAUX	7 656	10,74	27 386 824	44 625 842	8 048 303	36 386 929	8 048 303
26337	SAULCE	1 622	2,70	0	1 704 302	767 329	0	0
26339	SAVASSE	1 119	2,12	0	126 511	126 511	0	0
26349	TERSANNE	194	16,19	5 048 789	463 708	93 395	75 347	75 347
26380	GERVANS	456	2,44	0	302 596	179 440	0	0
27008	ALIZAY	1 279	32,33	36 663 235	12 519 139	1 425 655	10 812 172	1 425 655
27015	ANDE	1 005	4,77	1 169 814	194 267	194 267	0	0
27022	AUBOVOYE	3 885	3,80	0	8 153 617	2 599 967	3 629 076	2 599 967
27024	LE RONCENAY AUTHENAY	299	3,29	38 637	26 673	26 673	0	0
27038	LES BARILS	176	6,97	491 912	7 359	7 359	0	0
27058	BERNIERES SUR SEINE	251	3,56	0	274 046	95 593	97 905	95 593
27059	BERNOUVILLE	355	4,06	180 731	319 660	113 248	63 586	63 586
27100	BOULLEVILLE	802	2,67	0	353 622	128 755	0	0
27121	BUS SAINT REMY	281	2,10	12	14 118	14 118	0	0
27142	CHAMPENARD	151	8,74	1 016 837	57 034	45 261	0	0
27151	CHARLEVAL	1 898	5,19	5 271 404	3 957 473	1 278 598	861 171	861 171
27174	CORNEVILLE SUR RISLE	1 187	2,17	0	44 494	44 494	0	0
27188	CRIQUEBEUF SUR SEINE	1 046	2,38	0	296 186	296 186	0	0
27190	CROISY SUR EURE	237	8,52	727 686	51 868	48 424	0	0
27226	ETREPAGNY	3 626	2,04	0	83 323	83 323	0	0
27275	GAILLON	7 002	2,15	0	1 559 952	1 559 952	0	0
27304	GUERNY	187	2,26	40 531	21 946	21 946	0	0
27330	HERQUEVILLE	155	3,81	70 496	182 378	125 172	38 017	38 017
27332	HEUDEBOUVILLE	716	2,43	0	253 076	253 076	0	0
27339	HONDOUVILLE	731	15,44	3 149 839	84 084	84 084	0	0
27364	LAUNAY	219	42,79	1 975 157	376 285	95 062	318 638	95 062
27394	MARTOT	437	2,66	0	293 441	139 590	0	0
27425	NASSANDRES	1 415	2,70	0	917 704	575 123	0	0
27427	NEAUFLES AUVERGNY	401	3,06	0	47 800	47 800	2 563	2 563
27428	LE NEUBOURG	4 116	2,68	0	2 976 008	2 376 150	0	0
27445	LES NOYERS	225	2,05	0	18 240	18 240	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
27448	PACY SUR EURE	5 014	2,16	0	595 231	595 231	0	0
27470	PONT SAINT PIERRE	953	2,94	0	970 981	539 518	0	0
27481	PULLAY	389	2,13	16 775	12 918	12 918	0	0
27502	RUGLES	2 600	2,42	0	796 630	796 630	0	0
27517	SAINT AUBIN SUR GAILLON	1 438	2,15	0	230 644	230 644	0	0
27561	SAINT MACLOU	469	2,91	0	361 439	124 484	0	0
27562	SAINT MARCEL	5 098	3,68	0	9 029 332	4 358 661	3 667 225	3 667 225
27569	ST MARTIN DU TILLEUL	273	2,71	0	34 928	34 928	0	0
27599	SAINT PIERRE LA GARENNE	888	4,17	190 268	1 357 657	396 678	636 578	396 678
27643	TILLIERES SUR AVRE	1 207	2,18	0	75 358	75 358	0	0
27651	TOURNEDOS SUR SEINE	136	10,46	74 269	90 883	35 933	54 633	35 933
27697	VIRONVAY	279	11,95	623 197	807 388	121 400	657 915	121 400
28014	AUNAY SOUS CRECY	652	2,01	0	7 241	7 241	0	0
28092	CHATENAY	172	2,48	0	69 864	57 093	0	0
28121	DAMBRON	104	14,14	357 524	77 987	41 282	42 099	41 282
28140	EPERNON	5 554	4,73	816 025	13 330 865	4 039 459	8 146 406	4 039 459
28147	FAVIERES	452	2,50	102 183	35 720	35 720	0	0
28169	GARANCIERES EN BEAUCE	233	11,51	677 661	682 736	92 554	539 713	92 554
28171	GARNAY	1 007	2,62	141 328	541 542	417 682	0	0
28235	MARCHEZAIS	210	3,80	0	229 844	77 209	102 101	77 209
28236	MARGON	1 266	4,93	1 787 323	1 119 210	537 151	127 872	127 872
28265	MONTLANDON	212	2,68	30 083	111 380	103 219	0	0
28314	LES RESSUINTES	127	2,96	20 157	1 384	1 384	0	0
28319	ROUVRAY SAINT DENIS	366	3,47	35 755	137 351	108 633	19 960	19 960
28391	TOURY	2 706	2,42	0	910 549	910 549	0	0
28412	VILLEAU	115	5,58	231 187	7 261	7 261	0	0
29018	BRENNILIS	471	5,64	208 896	0	0	0	0
29067	GUERLESQUIN	1 650	2,55	0	614 775	614 775	0	0
29097	LAMPAUL GUIMILIAU	2 076	3,09	0	1 901 032	728 351	149 141	149 141
29233	QUIMPERLE	11 532	2,24	0	3 105 679	3 105 679	0	0
29247	SAINT EVARZEC	2 978	2,18	0	532 458	532 458	0	0
2A181	OCANA	397	3,20	0	1 099 812	164 893	184 327	164 893
2A326	TOLLA	98	6,09	972 141	13 893	13 893	0	0
2B023	ASCO	135	2,82	239 474	17 018	17 018	0	0
2B047	CALACUCCIA	347	2,11	25 828	39 809	39 809	0	0
2B124	GHISONI	274	4,09	231 104	7 853	7 853	0	0
2B148	LUCCIANA	3 851	3,01	0	3 551 463	1 951 047	21 646	21 646
2B149	LUGO DI NAZZA	105	23,80	3 636 752	10 980	10 980	0	0
30012	ARAMON	3 823	4,30	78 613	6 997 783	2 089 909	3 915 397	2 089 909
30081	CHUSCLAN	928	45,09	26 281 063	0	0	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
30084	CODOLET	562	89,89	49 146 003	0	0	0	0
30103	DOMAZAN	752	2,19	0	142 067	142 067	0	0
30141	LAUDUN	5 230	2,98	0	7 233 946	3 322 959	0	0
30344	VERGEZE	3 687	6,38	7 218 285	0	0	0	0
31084	BOUSSENS	860	8,70	3 282 524	3 083 482	593 342	2 133 273	593 342
31123	CASTILLON DE LARBOUST	84	4,30	532 836	48 775	48 775	0	0
31130	CAZARIL TAMBOURES	99	5,61	959 713	13 256	13 256	0	0
31221	GOUAUX DE LARBOUST	66	5,45	196 542	111 326	111 326	22 052	22 052
31293	LESPINASSE	1 871	2,22	0	585 998	585 998	0	0
31296	LESTELLE DE ST MARTORY	382	2,35	0	106 816	106 816	0	0
31311	LA MAGDELAINE SUR TARN	616	2,48	87 472	156 131	156 131	0	0
31316	MARIGNAC	521	4,88	1 354 893	57 480	57 480	0	0
31324	MARTRES TOLOSANE	1 733	3,18	704 900	2 162 844	1 011 147	0	0
31334	MAUZAC	690	2,92	58 300	61 630	61 630	0	0
31470	SAINT AVENTIN	95	3,00	0	103 405	103 405	0	0
31471	SAINT BEAT	397	2,23	0	99 437	99 437	0	0
32144	GAZAX ET BACCARISSE	99	2,10	766	6 683	6 683	0	0
32202	LAUJUZZAN	233	3,66	263 694	124 530	93 491	0	0
32368	SAINTE-CHRISTIE	429	2,00	0	542	542	0	0
32464	VILLECOMTAL SUR ARROS	761	5,70	2 029 776	746 851	403 812	0	0
33004	AMBES	2 853	9,93	2 645 145	0	0	0	0
33046	BERNOS	1 086	2,22	0	183 397	183 397	0	0
33051	BIGANOS	7 018	2,77	6 395	7 829 136	3 193 735	0	0
33056	BLANQUEFORT	14 734	5,95	71 273 434	0	0	0	0
33187	GIRONDE-SUR-DROPT	1 148	2,02	0	28 614	28 614	0	0
33494	SALAUNES	576	2,64	0	375 788	187 975	0	0
33539	VAYRES	2 738	2,62	0	1 225 347	974 582	0	0
33542	VERAC	724	4,38	589 338	77 246	77 246	0	0
34019	AVENE	279	4,95	505 345	397 556	282 096	91 142	91 142
34254	ST FELIX DE LODEZ	755	2,07	0	53 676	53 676	0	0
34271	ST JULIEN D'OLARGUES	194	3,45	623 566	58 028	58 028	0	0
34327	VENDARGUES	5 259	2,02	0	194 534	194 534	0	0
35068	CHATEAUBOURG	4 989	2,01	0	37 889	37 889	0	0
35152	LIFFRE	6 545	2,24	0	2 051 097	2 051 097	0	0
35164	MARCILLE RAOUL	675	2,27	55 262	0	0	0	0
35257	SAINT BRICE EN COGLES	2 435	2,01	0	9 377	9 377	0	0
35324	LA SELLE EN LUITRE	433	9,31	0	3 175 706	426 645	2 741 346	426 645
35360	VITRE	15 908	2,17	0	3 416 674	3 416 674	0	0
36009	ARTHON	1 021	3,02	803 394	93 307	93 307	0	0
36062	CUZION	516	2,96	276 017	445 686	308 082	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
36064	DIORS	686	9,02	2 991 715	1 967 209	382 898	1 260 844	382 898
36091	LACS	630	4,02	0	1 420 480	407 424	718 126	407 424
36098	LIZERAY	102	9,86	257 967	1 858	1 858	0	0
36179	SAINT-AOUSTRILLE	159	20,47	888 536	296 786	99 272	232 599	99 272
36182	SAINT-BENOIT-DU-SAULT	782	3,79	1 333 862	691 197	569 981	0	0
36209	SAINT-VALENTIN	278	11,17	2 233 577	18 380	18 380	0	0
37011	AVOINE	1 828	39,57	34 745 386	12 647 666	1 682 885	11 386 083	1 682 885
37046	CERE LA RONDE	450	6,26	4 851 249	169 469	169 469	0	0
37163	NAZELLES NEGRON	3 714	2,20	0	814 482	814 482	0	0
37176	NOYANT DE TOURAINE	656	2,00	0	3 524	3 524	0	0
37185	POCE SUR CISSE	1 610	6,58	4 246 564	1 299 491	628 954	88 643	88 643
38005	ALLEMONT.	774	5,49	5 953 701	1 454 496	1 454 496	0	0
38008	AMBEL	22	3,08	29 384	1 310	1 310	0	0
38012	AOSTE	1 744	3,92	0	2 792 738	595 503	1 336 445	595 503
38020	AURIS EN OISANS	217	5,32	157 009	1 775 981	702 329	1 193 496	702 329
38023	AVIGNONET	190	3,69	79 461	271 428	116 295	63 810	63 810
38024	BADINIÈRES	422	9,56	1 689 408	245 367	128 780	0	0
38026	LA BALME LES GROTTES	693	2,79	218 520	0	0	0	0
38031	BEAUFIN	27	3,71	14 984	36 602	36 602	6 381	6 381
38034	BEAUREPAIRE	3 945	2,43	0	2 174 322	2 104 469	0	0
38036	BEAUVOIR EN ROYANS	71	3,82	137 538	90 725	65 947	0	0
38068	CHAMPAGNIER	973	8,51	3 469 558	1 900 421	460 927	1 075 023	460 927
38072	CHANAS	1 970	2,47	0	693 668	518 771	0	0
38087	CHASSE SUR RHONE	4 896	2,60	0	4 434 274	2 637 373	0	0
38092	CHATELUS	94	5,26	270 300	391 372	86 309	188 642	86 309
38100	LE CHEYLAS	2 131	7,02	3 906 303	11 265 941	1 654 667	8 242 056	1 654 667
38104	CHIMILIN	1 159	2,27	0	291 152	291 152	0	0
38116	COGNET	36	4,50	0	114 996	43 554	68 969	43 554
38125	CORDEAC	195	2,58	74 973	179 374	144 742	0	0
38140	CROLLES	8 452	9,24	62 660 420	43 328 254	7 635 235	28 680 076	7 635 235
38175	FROGES	3 099	2,50	0	2 519 080	1 654 739	0	0
38191	HUEZ	1 681	3,68	0	8 796 088	8 126 770	3 551 324	3 551 324
38200	JARRIE	4 040	5,91	10 273 450	6 860 014	2 657 349	2 476 670	2 476 670
38208	LAVARS	113	2,20	0	36 879	36 879	0	0
38212	LIVET ET GAVET	1 384	3,37	0	2 154 155	953 868	579 060	579 060
38217	MARCLEU	71	5,15	204 627	94 481	94 481	0	0
38224	MAYRES SAVEL	108	3,17	0	150 655	116 642	21 770	21 770
38237	MIZOEN	167	2,11	0	61 827	61 827	0	0
38253	MONT DE LANS	1 107	5,73	2 436	386 244	386 244	282 174	282 174
38274	NANTOIN	327	2,62	0	264 174	162 520	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
38289	OZ EN OISANS	153	11,04	1 762 093	1 751 623	1 751 623	1 363 099	1 363 099
38293	PANISSAGE	358	2,75	0	94 686	94 686	0	0
38299	PELLAFOL	141	4,51	309 083	213 643	133 878	5 299	5 299
38306	PINSOT	140	4,36	0	604 471	227 010	348 830	227 010
38318	PONT EVEQUE	5 130	2,46	0	1 626 724	1 626 724	0	0
38319	PONT EN ROYANS	951	2,00	0	188	188	0	0
38336	REVENTIN VAUGRIS	1 621	2,30	0	542 769	540 732	0	0
38375	ST CHRISTOPHE EN OISANS	107	8,17	497 896	242 322	242 322	122 441	122 441
38378	ST CLAIR DU RHONE	3 650	3,50	0	8 126 864	2 429 508	2 709 344	2 429 508
38396	ST HONORE	794	5,83	993 251	2 441 402	448 965	1 543 918	448 965
38403	ST JEAN D'HERANS	242	3,17	111 896	349 828	190 948	0	0
38408	ST JUST CHALEYSSIN	2 268	3,81	4 243 962	1 932 396	839 315	0	0
38425	ST MAURICE L'EXIL	5 667	8,58	22 592 017	16 736 336	4 068 342	10 763 216	4 068 342
38468	SALAISE SUR SANNE	3 728	12,53	0	45 504 698	5 309 266	41 183 618	5 309 266
38513	TREFFORT	130	2,96	68 812	168 591	90 181	0	0
38527	VAUJANY	312	80,55	74 705 768	2 053 743	2 053 743	1 076 499	1 076 499
38534	VENOSC	944	2,34	0	35 558	35 558	0	0
38537	LA VERPILLIERE	5 810	2,00	0	5 793	5 793	0	0
38567	CHAMROUSSE	532	3,25	0	1 557 541	1 557 541	313 092	313 092
39001	ABERGEMENT LA RONCE	753	61,59	9 482 335	4 511 779	623 919	4 276 924	623 919
39015	ARDON	150	4,15	138 307	12 431	12 431	0	0
39047	BELLEFONTAINE	465	3,37	148 807	167 882	167 882	0	0
39086	CERNON	255	5,74	188 211	588 866	111 913	381 292	111 913
39118	CHATEL DE JOUX	49	3,28	4 540	0	0	0	0
39157	COISERETTE	46	2,08	286	771	771	0	0
39175	COYRON	58	2,47	10 444	0	0	0	0
39190	DAMPIERRE	1 018	2,13	0	90 718	90 718	0	0
39199	DOMBLANS	857	3,53	141 883	225 620	225 620	0	0
39286	LAVANS LES SAINT CLAUDE	1 964	2,42	0	324 688	324 688	0	0
39327	MESSIA SUR SORNE	825	2,82	0	207 249	175 253	0	0
39328	MEUSSIA	389	3,12	18 964	0	0	0	0
39339	MOLINGES	607	2,18	0	72 148	72 148	0	0
39363	MONTREVEL	110	3,08	50 229	2 555	2 555	0	0
39380	NANCUISE	47	2,55	0	8 098	8 098	0	0
39389	NEY	592	2,60	47 211	84 222	84 222	0	0
39394	ONOZ	62	2,74	51 027	3 576	3 576	0	0
39397	ORGELET	1 729	2,66	0	830 430	571 581	0	0
39440	PRATZ	460	2,66	0	116 437	106 972	0	0
39462	ROCHEFORT SUR NENON	658	8,54	635 484	2 727 261	448 815	2 212 743	448 815
39558	VEVY	265	2,67	62 604	9 307	9 307	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
39560	VILLARD SAINT SAUVEUR	684	2,81	0	210 600	168 678	0	0
39567	VILLENEUVE SOUS PYMONT	222	2,26	17 026	7 799	7 799	0	0
39577	VINCENT	229	4,50	315 017	179 940	70 270	0	0
40003	ANGOUME	184	2,29	0	55 245	49 375	0	0
40020	AURICE	641	2,38	0	272 808	272 808	0	0
40049	BORDERES-LAMENSANS	348	6,34	881 137	278 833	170 327	11 336	11 336
40075	CASTETS	1 850	3,11	0	1 753 087	833 499	173 498	173 498
40094	ESOURCE	613	3,82	113 220	693 478	218 140	249 403	218 140
40122	HAUT-MAUCO	753	4,47	0	2 307 328	276 166	1 374 572	276 166
40132	LABATUT	1 142	3,53	1 132 782	602 202	508 901	0	0
40151	LESGOR	263	6,21	707 219	22 801	22 801	0	0
40155	LINXE	1 075	3,26	765 672	415 163	415 163	0	0
40166	LUSSAGNET	84	35,85	1 633 046	93 338	46 144	42 333	42 333
40230	PONTONX-SUR-L'ADOUR	2 227	4,18	3 185 762	843 853	843 853	0	0
40243	RION-DES-LANDES	2 252	3,87	1 157 899	3 168 865	1 508 566	850 012	850 012
40260	SAINT-GEOURS-D'AURIBAT	287	8,99	2 411 877	0	0	0	0
40261	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	1 703	2,81	656 942	644 818	644 818	0	0
40297	LE SEN	208	5,55	80 729	94 889	89 286	45 429	45 429
40313	TARTAS	2 912	3,16	1 906 737	1 168 662	1 126 882	0	0
40326	VIELLE-SAINT-GIRONS	1 043	6,82	3 966 960	891 691	891 691	0	0
40334	YZOSSE	437	3,32	23 689	379 893	136 151	74 434	74 434
41040	LA CHAPELLE-VENDOMOISE	756	4,54	1 275 372	0	0	0	0
41046	CHAUMONT-SUR-THARONNE	1 085	2,25	0	248 087	248 087	0	0
41049	CHEMERY	886	8,25	7 613 035	421 027	405 529	0	0
41060	CORMENON	709	4,96	331 178	936 892	298 811	508 744	298 811
41091	FOSSE	875	3,44	0	1 375 105	437 260	422 839	422 839
41160	NEUVY	300	3,99	295 522	141 465	122 346	0	0
41194	ROMORANTIN-LANTHENAY	19 077	2,16	0	4 740 660	4 740 660	0	0
41220	SAINT-LAURENT-NOUAN	3 751	7,83	13 676 384	10 860 690	3 104 208	6 649 855	3 104 208
41241	SELLES-SAINT-DENIS	1 216	2,06	0	93 417	93 417	0	0
41247	SOINGS-EN-SOLOGNE	1 329	2,47	776 892	358 557	358 557	0	0
41256	THEILLAY	1 318	5,13	2 891 324	1 129 632	568 083	0	0
41276	VILLEBAROU	1 992	4,14	968 730	2 955 591	952 360	1 124 772	952 360
42005	ANDREZIEUX-BOUTHEON	9 329	4,62	0	28 399 421	6 013 994	17 575 971	6 013 994
42053	CHATEAUNEUF	1 466	3,21	1 667 620	0	0	0	0
42085	DOIZIEUX	660	2,31	60 270	129 092	129 092	0	0
42129	MACLAS	1 322	2,94	0	1 187 535	536 712	0	0
42200	ST ANDRE LE PUY	1 203	2,23	46 511	170 537	170 537	0	0
42285	ST ROMAIN LE PUY	2 845	2,90	338 764	2 215 623	1 513 533	0	0
42299	SAVIGNEUX	2 615	2,79	0	2 233 272	1 059 390	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
42300	SEVELINGES	593	2,27	87 807	0	0	0	0
43074	COHADE	665	3,43	84 015	454 241	245 087	78 406	78 406
43079	COUTEUGES	267	4,01	532 726	17 112	17 112	0	0
43132	MAZEYRAT D'ALLIER	1 267	2,74	24 913	616 676	348 065	0	0
43213	ST PAL DE MONS	1 767	2,74	0	1 095 228	555 165	0	0
43224	STE SIGOLENE	5 559	2,64	0	3 818 583	2 198 675	0	0
44045	CORDEMAIS	2 566	15,44	18 161 591	23 796 316	2 927 455	20 674 520	2 927 455
44052	DONGES	6 356	8,17	28 556 699	0	0	0	0
44078	JUIGNE LES MOUTIERS	325	3,52	324 992	56 985	56 985	0	0
45006	ARDON	883	3,18	0	885 086	223 284	135 059	135 059
45008	ARTENAY	1 974	3,45	467 679	2 322 070	892 288	398 632	398 632
45022	BATILLY EN GATINAIS	353	2,57	116 292	29 857	29 857	0	0
45034	BOIGNY SUR BIONNE	1 905	2,02	0	48 909	48 909	0	0
45050	BOYNES	1 054	2,27	0	154 101	154 101	0	0
45070	CHAMPOULET	69	3,29	46 501	2 041	2 041	0	0
45097	CHUELLES	940	2,09	0	62 082	62 082	0	0
45122	DAMPIERRE EN BURLY	1 125	43,19	35 561 800	7 952 798	1 276 247	6 896 430	1 276 247
45133	ENGENVILLE	397	3,10	0	213 311	114 657	20 115	20 115
45137	ESCRENNES	656	2,68	0	237 534	173 736	0	0
45154	GIDY	1 516	5,32	1 759 193	1 594 497	611 841	585 126	585 126
45191	MALESHERBES	6 077	3,93	0	8 908 813	3 226 956	4 291 374	3 226 956
45192	MANCHECOURT	600	9,42	1 607 009	61 397	61 397	0	0
45216	MORMANT SUR VERNISSON	122	2,28	0	10 093	10 093	0	0
45229	NOGENT SUR VERNISSON	2 617	2,09	0	170 587	170 587	0	0
45235	ORMES	3 088	9,91	0	17 098 920	2 204 041	14 937 017	2 204 041
45240	OUTARVILLE	1 459	3,15	722 948	253 752	253 752	0	0
45253	PITHIVIERS LE VIEIL	1 873	3,55	0	2 084 130	673 242	743 845	673 242
45257	PRESSIGNY LES PINS	386	2,29	0	78 103	78 103	0	0
45272	SAINT CYR EN VAL	3 320	6,40	0	12 925 373	2 980 243	9 987 837	2 980 243
45273	SAINT DENIS DE L HOTEL	2 657	6,66	10 139 635	7 110 843	1 863 512	3 411 093	1 863 512
45290	ST MARTIN D ABBAT	1 237	4,53	3 218 950	268 127	268 127	0	0
45302	SARAN	15 053	2,20	0	6 136 157	6 136 157	0	0
45310	SERMAISES	1 613	2,79	0	1 118 833	555 845	0	0
45315	SULLY SUR LOIRE	6 029	2,95	0	5 726 187	4 109 928	0	0
45317	TAVERS	1 235	2,45	0	376 750	351 179	0	0
46135	LABASTIDE DU HAUT MONT	66	10,44	775 562	27 790	27 790	0	0
46147	LAGARDELLE	104	2,83	28 508	41 440	37 138	0	0
46150	LAMATIVIE	86	2,23	15 239	7 777	7 777	0	0
47077	CUZORN	887	3,48	597 119	241 301	204 782	0	0
47091	ESTILLAC	1 332	2,04	0	36 001	36 001	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
47095	FAUILLET	842	2,08	0	78 136	78 136	0	0
47242	ST FRONT SUR LEMANCE	583	2,89	111 799	370 482	169 355	0	0
47256	ST MARTIN DE VILLEREAL	96	4,29	128 762	85 276	32 220	0	0
48015	PIED DE BORNE	203	5,89	1 641 684	622 254	286 885	40 303	40 303
48094	LE MASSEGROS	331	3,49	490 728	62 848	62 848	0	0
49058	CERQUEUX DE MAULEVRIER	652	5,59	412 683	0	0	0	0
49107	CORNILLE-LES-CAVES	453	4,25	130 065	460 270	207 688	197 737	197 737
49142	LA FOSSE-DE-TIGNE	188	2,21	0	30 134	30 134	0	0
50006	AMIGNY	126	6,14	152 233	1 902	1 902	0	0
50036	BAUPTÉ	428	10,89	2 951 827	74 039	74 039	0	0
50069	BOURGUENOLLES	246	2,05	0	4 513	4 513	0	0
50127	CHEF DU PONT	763	3,74	522 733	191 047	45 868	0	0
50139	CONDE SUR VIRE	3 091	2,36	0	800 637	55 165	0	0
50163	DIGULLEVILLE	256	784,97	46 208 695	789 143	224 669	729 118	224 669
50168	DUCEY	2 217	2,42	0	765 470	12 338	0	0
50176	L ETANG BERTRAND	282	3,78	1 217 597	57 984	57 984	0	0
50184	FLAMANVILLE	1 709	30,83	11 260 559	943 975	122 043	520 580	122 043
50242	HERQUEVILLE	149	8,35	296 902	97 801	53 080	35 674	35 674
50257	JOBOURG	416	73,79	9 299 460	345 248	8 264	210 900	8 264
50353	LE MONT ST MICHEL	50	18,19	139 104	437 481	62 661	401 868	62 661
50385	OMONVILLE LA PETITE	135	1752,43	87 462 021	353 811	156 104	303 643	156 104
50390	OZEVILLE	130	2,17	0	5 857	5 857	0	0
50453	SAINTE CECILE	771	6,36	236 106	603 832	162 642	411 116	162 642
50500	ST LAURENT DE TERREGATTE	582	2,03	0	36 772	36 772	0	0
50554	ST SENIER SOUS AVRANCHES	1 043	2,77	0	548 238	221 843	0	0
51043	BAZANCOURT	1 952	6,96	3 706 994	4 859 691	981 581	3 132 562	981 581
51054	BETHENIVILLE	872	2,24	0	143 543	143 543	0	0
51115	CHAMPFLEURY	459	2,52	11 774	222 642	166 164	0	0
51156	CLOYES SUR MARNE	117	3,60	12 192	15 317	15 317	0	0
51158	VAL DES MARAIS	502	5,69	220 500	629 194	165 157	398 782	165 157
51165	CONNANTRE	1 147	9,54	1 682 389	1 261 926	888 869	871 203	871 203
51195	COUVROT	965	6,48	831 591	582 308	295 088	266 390	266 390
51259	FRANCHEVILLE	170	2,86	0	93 621	38 368	0	0
51285	HAUSSIMONT	179	26,57	2 484 130	302 893	66 223	189 454	66 223
51319	LENHARREE	113	2,35	0	35 141	35 141	0	0
51334	LUXEMONT ET VILLOTTE	446	5,82	111 159	277 064	169 882	175 450	169 882
51347	MAREUIL SUR AY	1 236	2,12	0	103 964	103 964	0	0
51352	MAROLLES	552	15,02	317 141	2 582 640	270 605	2 359 529	270 605
51356	MATIGNICOURT GONCOURT	122	2,09	0	5 897	5 897	0	0
51363	MERLAUT	229	2,37	25 224	22 750	22 750	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
51377	MONTEPREUX	37	5,23	87 065	2 134	2 134	0	0
51413	OIRY	959	7,85	2 040 633	2 830 447	431 321	1 997 833	431 321
51415	OMEY	257	28,30	2 281 213	51 054	51 054	0	0
51418	ORMES	396	2,98	0	238 046	103 365	0	0
51439	POMACLE	318	3,15	8 217	263 670	93 151	26 267	26 267
51446	PRINGY	413	3,00	0	245 405	97 402	116	116
51449	BRUNAY	863	2,53	65 153	266 663	215 850	0	0
51474	ST BRICE COURCELLES	3 566	3,47	0	5 483 705	1 658 566	1 764 516	1 658 566
51493	SAINT LEONARD	77	44,74	752 736	328 381	54 239	303 088	54 239
51515	SAINT REMY SUR BUSSY	311	2,92	84 327	83 579	83 579	0	0
51536	SILLERY	1 700	3,34	818 828	812 663	589 549	0	0
51538	SOGNY AUX MOULINS	122	9,54	232 163	576 463	29 850	469 192	29 850
51545	SOMMESOUS	409	2,44	0	132 720	132 720	0	0
51576	TOURS SUR MARNE	1 224	3,46	0	1 136 221	372 226	360 525	360 525
51595	VATRY	106	14,93	366 121	118 859	46 161	81 343	46 161
51621	VIENNE LE CHATEAU	636	4,48	631 965	276 863	155 689	0	0
51663	MAGENTA	1 932	2,22	0	431 638	431 638	0	0
52099	CHAMOUILLEY	908	3,38	559 856	532 603	357 281	0	0
52106	CHANOY	112	2,31	0	39 297	39 297	0	0
52147	COURCELLES-EN-MONTAGNE	77	2,06	0	2 034	2 034	0	0
52212	FRONVILLE	289	4,30	193 217	18 801	18 801	0	0
52247	ILLOUD	328	11,36	1 062 667	9 762	9 762	0	0
52306	MANOIS	508	2,05	0	8 927	8 927	0	0
52320	MERREY	142	2,12	0	6 742	6 742	0	0
52332	VAL-DE-MEUSE	2 290	2,09	0	160 890	160 890	0	0
52360	OCCEY	149	2,87	1 734	2 279	2 279	0	0
52376	PANCEY	69	3,67	30 787	3 869	3 869	0	0
52380	PEIGNEY	360	2,32	0	53 536	53 536	0	0
52384	PERROGNEY-LES-FONTAINES	123	2,31	0	25 833	25 833	0	0
52449	SAINTS-GEOSMES	895	3,32	0	695 879	294 980	169 268	169 268
52512	VECQUEVILLE	722	4,12	463 091	663 723	229 860	131 901	131 901
52545	VOISINES	93	8,45	217 415	7 417	7 417	0	0
53013	AVERTON	618	5,41	670 164	663 909	164 012	271 589	164 012
53017	BALLEE	675	2,15	0	93 256	93 256	0	0
53061	CHARCHIGNE	409	5,92	1 146 079	361 655	133 322	0	0
53073	CONGRIER	1 055	2,41	0	349 122	287 854	0	0
53085	CRENNES SUR FRAUBEE	180	7,75	637 349	111 639	36 824	0	0
53134	LIVET	111	6,40	216 343	28 756	26 392	0	0
53163	NEAU	724	3,15	132 952	468 812	203 795	0	0
53247	SAINT PIERRE LA COUR	1 660	4,96	4 079 346	1 196 710	732 012	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
53276	VOUTRE	833	2,26	0	116 625	116 625	0	0
54003	ABONCOURT	124	2,01	0	593	593	0	0
54010	ALLAMPS	524	2,17	14 203	56 520	56 520	0	0
54051	BATILLY	1 144	24,90	38 874 253	266 360	266 360	0	0
54057	BEAUMONT	67	2,13	0	3 717	3 717	0	0
54072	BEZAUMONT	253	2,56	128 806	16 293	16 293	0	0
54079	BLENOD LES PONT A MOUSSO	4 958	4,04	5 864 103	11 991 690	4 522 764	3 250 914	3 250 914
54110	CERVILLE	550	6,60	2 314 273	64 541	64 541	0	0
54115	CHAMPIGNEULLES	7 223	2,96	0	9 935 512	4 555 693	0	0
54150	CUSTINES	3 022	3,69	22 108	4 682 272	805 184	1 903 123	805 184
54202	FONTENOY SUR MOSELLE	200	11,81	665 017	98 825	63 703	20 963	20 963
54203	FORCELLES SAINT GORGON	151	2,55	25 241	6 721	6 721	0	0
54205	FOUG	2 774	2,29	185 554	276 557	276 557	0	0
54244	HAGEVILLE	85	15,49	679 251	55 085	30 496	654	654
54312	LESMENILS	475	2,27	0	90 572	67 011	0	0
54321	LONGLAVILLE	2 430	6,21	11 023 180	2 385 596	1 415 589	0	0
54373	MONCEL LES LUNEVILLE	400	11,20	662 463	1 534 410	201 384	1 295 514	201 384
54427	PIERRE PERCEE	96	25,96	1 442 213	144 937	134 601	78 683	78 683
54469	SAINT AIL	338	4,84	591 541	18 920	18 920	0	0
54470	SAINT BAUSSANT	60	2,12	4 138	4 195	4 195	0	0
54477	SAINT JULIEN LES GORZE	148	4,27	175 469	5 335	5 335	0	0
54494	SAULXEROTTE	80	2,60	54 633	8 151	8 151	0	0
54546	VANDIERES	977	3,22	0	1 274 084	299 924	232 422	232 422
54557	VELAINE EN HAYE	1 602	4,62	0	1 997 033	488 932	1 235 154	488 932
54575	VILLERS LA MONTAGNE	1 358	13,60	3 482 123	7 686 989	867 008	6 724 241	867 008
54584	VILLEY SAINT ETIENNE	1 072	11,84	7 266 816	97 347	97 347	0	0
54596	XEUILLEY	764	3,79	397 591	68 930	68 930	0	0
55010	ANCERVILLE	2 781	2,35	0	576 048	576 048	0	0
55030	BAUDIGNECOURT	100	2,63	0	18 796	18 796	0	0
55051	BIENCOURT SUR ORGE	167	3,12	33 385	1 837	1 837	0	0
55072	BRAQUIS	85	2,65	8 146	5 741	5 741	0	0
55102	CHARNY SUR MEUSE	472	3,00	193 717	73 633	73 633	0	0
55111	CHAUVONCOURT	474	2,36	0	71 725	71 725	0	0
55119	CLERY LE PETIT	208	9,84	68 898	0	0	0	0
55125	CONTRISSON	693	9,63	3 159 650	142 764	142 764	0	0
55137	CUISY	46	3,59	28 989	4 253	4 253	0	0
55154	DIEUE SUR MEUSE	1 454	2,76	0	928 948	460 505	0	0
55156	DOMBRAS	149	2,25	4 107	3 985	3 985	0	0
55162	DOMREMY LA CANNE	32	2,67	5 005	1 327	1 327	0	0
55166	DUGNY SUR MEUSE	1 324	2,37	0	485 021	482 820	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
55189	FLEURY DEVANT DOUAUMONT	0	0,00	29	0	0	0	0
55224	HAIRONVILLE	579	4,20	735 128	37 809	37 809	0	0
55229	HAN SUR MEUSE	253	11,81	595 987	229 914	79 188	145 689	79 188
55296	LISLE EN RIGAULT	539	3,64	381 762	32 193	32 193	0	0
55312	MAIZEY	181	3,39	0	73 103	40 935	20 454	20 454
55398	PAGNY SUR MEUSE	918	4,15	0	2 429 335	449 758	1 297 267	449 758
55442	RAIVAL	228	2,40	0	20 604	20 604	0	0
55456	SAINTE GERMAIN SUR MEUSE	243	5,14	62 783	210 022	91 566	123 213	91 566
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	558	5,43	0	1 202 821	334 420	852 281	334 420
55484	SEPTSARGES	62	2,69	93 680	44 153	44 153	0	0
55496	SORCY SAINT MARTIN	974	4,38	0	1 273 320	390 226	737 929	390 226
55502	STENAY	3 126	2,19	0	345 209	345 209	0	0
55511	THONNELLE	140	2,75	60 217	5 419	5 419	0	0
55519	TRONVILLE EN BARROIS	2 065	3,13	0	1 526 148	989 772	171 801	171 801
55543	VELAINES	1 013	2,19	0	122 240	122 240	0	0
55581	WILLERONCOURT	119	3,41	0	142 813	44 414	41 207	41 207
56061	LA GACILLY	2 346	4,12	0	3 898 556	1 346 463	2 058 930	1 346 463
56091	JOSELIN	2 636	2,19	0	402 768	402 768	0	0
56109	LAUZACH	562	2,29	0	158 309	158 309	0	0
56159	PLEUCADEUC	1 525	2,73	0	901 488	593 477	0	0
56213	SAINTE GERAND	919	5,64	143 617	0	0	0	0
56225	SAINTE LERY	170	2,02	0	1 506	1 506	0	0
57019	AMNEVILLE	9 361	2,29	0	2 612 199	2 612 199	0	0
57028	ARGANCY	1 111	2,01	0	9 066	9 066	0	0
57043	AY SUR MOSELLE	1 536	15,15	9 823 371	315 135	315 135	0	0
57060	BENESTROFF	524	3,39	0	431 685	176 735	120 470	120 470
57106	BOUZONVILLE	4 220	3,16	969 766	2 219 851	2 219 851	0	0
57119	BUHL LORRAINE	1 063	2,40	0	221 245	106 151	0	0
57124	CATTENOM	2 376	46,99	38 301 486	7 135 252	1 299 813	6 090 942	1 299 813
57193	ENNERY	1 773	5,97	0	2 662 936	568 470	1 992 295	568 470
57242	GANDRANGE	2 570	8,87	3 481 359	7 577 478	1 425 816	5 968 669	1 425 816
57251	GOIN	289	2,42	11 377	108 655	74 861	0	0
57283	HAGONDANGE	8 733	3,43	1 424 079	13 077 555	5 644 370	2 945 581	2 945 581
57287	BASSE-HAM	1 907	6,86	0	9 602 990	1 282 335	7 626 724	1 282 335
57289	HAMBACH	2 543	3,14	0	2 703 780	529 958	341 232	341 232
57303	HAUCONCOURT	573	12,38	0	3 274 871	420 052	2 959 269	420 052
57314	HEMING	471	9,40	1 043 659	775 858	168 851	529 981	168 851
57317	HERANGE	117	2,01	0	550	550	0	0
57336	L'HOPITAL	6 079	2,83	2 772 385	1 781 541	1 781 541	0	0
57350	JOUY AUX ARCHES	1 571	2,71	0	645 369	455 919	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
57392	LEMUD	298	4,37	0	370 847	91 889	214 623	91 889
57426	LUTTANGE	764	2,12	0	57 048	57 048	0	0
57452	LA MAXE	833	6,57	540 762	1 582 221	236 479	1 117 887	236 479
57488	MOUSSEY	654	3,30	316 291	84 520	84 520	0	0
57521	OETING	1 908	2,53	0	839 705	576 393	0	0
57566	REDING	2 390	2,58	337 974	384 781	384 781	0	0
57582	RICHEMONT	1 952	7,14	2 151 044	7 282 468	1 197 642	5 447 393	1 197 642
57606	SAINT AVOLD	17 473	4,79	0	48 826 389	12 134 343	31 317 814	12 134 343
57628	SARRALBE	4 605	4,85	5 156 535	5 808 113	2 134 133	1 957 707	1 957 707
57645	SEMECOURT	883	3,45	0	795 795	214 376	246 947	214 376
57677	TREMERY	1 152	94,66	49 063 938	755 288	416 490	217 613	217 613
58046	CERCY LA TOUR	2 147	2,19	0	281 133	281 133	0	0
58134	IMPHY	4 095	4,20	4 095 329	4 476 856	2 179 922	572 798	572 798
58138	LANGERON	365	3,55	0	327 834	114 894	116 705	114 894
58186	MURLIN	95	2,11	4 573	5 440	5 440	0	0
58187	MYENNES	568	2,79	0	296 640	261 970	0	0
58222	RIX	187	6,51	449 626	14 691	14 691	0	0
58238	SAINT ELOI	1 999	3,56	0	1 692 506	503 194	606 957	503 194
58262	SAINT PEREUSE	292	2,72	70 352	42 040	42 040	0	0
58280	SOUGY SUR LOIRE	539	3,94	200 362	781 176	200 284	276 251	200 284
58308	VIGNOL	85	2,11	668	702	702	0	0
59021	ASSEVENT	1 897	6,75	7 150 328	0	0	0	0
59028	AUBY	8 020	2,13	0	2 450 983	2 450 983	0	0
59034	AVELIN	2 321	3,56	0	3 122 796	851 973	1 123 083	851 973
59039	AWOINGT	567	3,72	685 474	151 384	137 705	0	0
59084	BLARINGHEM	1 807	6,62	4 474 692	1 581 036	526 919	237 616	237 616
59091	BORRE	551	3,17	176 505	216 029	108 195	0	0
59165	QUINCY	6 968	10,34	0	50 706 938	7 514 104	44 630 277	7 514 104
59192	EMERCHICOURT	1 003	3,93	2 441 760	0	0	0	0
59195	ENGLIS	605	5,92	169 591	963 391	185 331	674 173	185 331
59196	ENNETIERES EN WEPPE	1 141	3,75	0	850 135	233 321	363 907	233 321
59206	ESCAUDOEUVRES	3 752	2,15	0	1 052 930	1 052 930	0	0
59225	FEIGNIES	7 286	3,68	6 497 732	0	0	0	0
59233	FLAUMONT WAUDRECHIES	357	2,08	0	16 645	16 645	0	0
59234	FLERS EN ESCREBIEUX	5 605	2,11	0	957 463	957 463	0	0
59256	FRETIN	3 013	6,47	0	9 548 008	1 810 003	7 411 587	1 810 003
59268	LA GORGUE	5 267	5,13	20 391 951	5 845 811	3 323 839	0	0
59290	HAUT LIEU	547	3,92	133 242	58 972	58 972	0	0
59313	HORDAIN	1 200	28,67	41 652 989	0	0	0	0
59329	LAMBRES LES DOUAI	5 000	5,24	0	23 111 806	4 675 513	15 989 166	4 675 513

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écèlement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écèlement dans le système actuel (770 communes écèlement)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écèlement)	Produit écèlement à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écèlement)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écèlement)	Produit écèlement à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écèlement)
59343	LESQUIN	6 046	3,12	0	7 461 407	3 292 683	822 008	822 008
59346	LEZENNES	3 365	2,66	0	3 136 679	1 140 450	0	0
59348	LIEU SAINT AMAND	1 258	20,44	25 533 524	0	0	0	0
59389	MASNIERES	2 564	2,38	767 703	590 224	590 224	0	0
59437	NOYELLES LES SECLIN	859	20,36	2 032 549	5 434 076	615 887	5 027 453	615 887
59461	PETIT FAYT	264	7,88	358 705	162 452	81 444	72 947	72 947
59466	PONT A MARCQ	2 239	2,75	658 439	931 290	852 853	0	0
59515	ROUVIGNIES	589	13,34	2 842 998	0	0	0	0
59517	LES RUES DES VIGNES	676	4,31	949 203	321 037	321 037	0	0
59557	SAULTAIN	2 105	3,71	586 158	0	0	0	0
59560	SECLIN	12 192	2,00	0	77 859	77 859	0	0
59566	SEQUEDIN	3 659	3,24	0	3 959 172	1 420 037	754 064	754 064
59584	TAISNIERES SUR HON	925	4,46	1 447 201	64 994	64 994	0	0
59585	TEMPLEMARS	3 473	3,72	0	4 675 054	1 405 806	1 963 210	1 405 806
59587	TERDEGHEM	553	2,21	0	136 264	112 252	0	0
59603	TRITH SAINT LEGER	6 285	8,71	12 243 802	0	0	0	0
59605	UXEM	1 101	3,76	615 676	1 166 547	413 616	125 530	125 530
59643	WARNETON	183	6,83	295 409	96 042	44 928	5 711	5 711
60009	ALLONNE	1 292	4,42	0	1 828 567	531 797	1 074 366	531 797
60044	BALAGNY SUR THERAIN	1 447	2,17	0	267 795	267 795	0	0
60125	CANLY	700	3,54	15 259	838 787	199 683	284 460	199 683
60130	CATENOY	1 136	2,76	991 542	152 759	152 759	0	0
60135	CAUVIGNY	1 213	2,22	0	128 937	128 937	0	0
60138	CHAMANT	992	3,77	210 719	575 102	348 449	130 755	130 755
60149	CHEVRIERES	1 710	4,14	787 627	2 314 699	695 900	865 994	695 900
60150	CHIRY OURSCAMPS	1 219	2,81	896 889	228 172	228 172	0	0
60151	CHOISY AU BAC	3 723	2,44	0	1 468 660	1 468 660	0	0
60156	CLAIROIX	2 013	6,58	962 270	4 628 011	794 603	3 407 956	794 603
60204	ECUVILLY	257	4,94	0	873 839	160 617	577 062	160 617
60209	ENENCOURT LE SEC	172	4,20	537 677	284 792	82 216	0	0
60211	ERAGNY SUR EPTE	564	5,39	149 072	146 977	102 310	59 647	59 647
60219	ESCLÉS ST PIERRE	121	2,63	14 550	1 168	1 168	0	0
60233	FEUQUIERES	1 588	5,39	2 643 124	261 768	261 768	0	0
60254	FRANCIERES	482	4,45	0	622 705	149 729	368 474	149 729
60281	GOURNAY SUR ARONDE	596	7,44	1 182 386	187 745	187 745	0	0
60309	HENONVILLE	799	3,75	748 482	0	0	0	0
60350	LASSIGNY	1 277	4,90	1 283 619	1 335 839	430 921	366 817	366 817
60351	LATAULE	107	6,75	844 342	14 324	14 324	0	0
60369	LONGUEIL STE MARIE	1 470	6,29	0	3 135 442	491 222	2 403 823	491 222
60402	LE MEUX	1 804	7,47	0	6 800 232	964 377	5 557 207	964 377

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
60414	MONTATAIRE	12 173	3,27	0	24 673 156	10 735 507	5 191 706	5 191 706
60469	NOVILLERS LES CAILLOUX	318	3,65	39 823	232 325	135 263	67 022	67 022
60486	PAILLART	625	2,09	0	57 341	57 341	0	0
60492	PIMPREZ	691	2,15	0	85 604	85 604	0	0
60494	PLAILLY	1 611	3,78	0	1 896 485	713 353	832 770	713 353
60500	LE PLESSIS BELLEVILLE	2 830	2,03	0	67 475	67 475	0	0
60506	PONTLEVEQUE	807	3,16	486 819	173 025	173 025	0	0
60524	RANTIGNY	2 552	2,75	0	1 263 961	1 054 437	0	0
60528	REILLY	170	13,62	904 138	238 172	69 731	139 838	69 731
60531	REMY	1 904	2,07	0	104 494	104 494	0	0
60533	RESSONS SUR MATZ	1 520	4,00	0	3 167 144	650 367	1 586 891	650 367
60537	RIBECOURT DRESLINCOURT	4 262	2,55	0	1 808 667	1 808 667	0	0
60561	RUSSY BEMONT	154	8,31	224 581	2 145	2 145	0	0
60570	ST CREPIN IBOUVILLERS	1 043	7,96	3 157 920	0	0	0	0
60573	ST EUOY	233	2,82	35 776	84 185	57 583	0	0
60589	ST MAXIMIN	2 604	2,87	0	3 269 553	1 840 543	0	0
60616	SERIFONTAINE	2 662	3,00	3 234 822	650 233	650 233	0	0
60636	THOUROTTE	5 412	3,48	3 380 354	6 387 081	3 531 097	0	0
60639	TILLE	1 088	2,01	0	4 880	4 880	0	0
60647	TROSLY BREUIL	2 198	5,55	3 781 168	534 928	534 928	0	0
60658	VAUCIENNES	676	3,06	580 974	26 865	26 865	0	0
60665	VENETTE	2 796	3,68	0	2 286 590	1 010 997	922 853	922 853
60673	VIEFVILLERS	166	3,13	0	93 176	32 443	10 558	10 558
60684	VILLERS ST PAUL	6 027	2,52	0	4 534 430	3 537 939	0	0
60685	VILLERS ST SEPULCRE	875	11,05	6 332 996	190 468	190 468	0	0
61062	BRIEUX	94	11,63	238 607	73 629	30 756	41 192	30 756
61064	BRULLEMAIL	98	3,58	6 451	2 097	2 097	0	0
61077	CERISE	805	2,87	0	207 636	169 378	0	0
61081	CHAILLOUE	473	3,74	337 172	149 985	149 985	0	0
61097	LA CHAPELLE MONTLIGEON	725	2,24	57 771	72 864	72 864	0	0
61138	CROISILLES	175	5,27	72 225	154 690	53 313	85 400	53 313
61165	LA FERRIERE BOCHARD	623	3,04	68 727	4 202	4 202	0	0
61167	LA FERTE FRESNEL	719	4,04	319 996	41 395	41 395	0	0
61179	LA FRESNAYE AU SAUVAGE	193	2,74	20 469	15 858	15 858	0	0
61200	HALEINE	269	10,85	105 982	20 361	20 361	6 080	6 080
61278	MESSEI	1 980	2,23	0	325 457	325 457	0	0
61321	PACE	330	8,59	494 299	15 375	15 375	0	0
61332	POINTEL	307	2,36	0	50 014	50 014	0	0
61333	PONTCHARDON	310	3,11	190 240	10 330	10 330	0	0
61356	LA ROUGE	668	2,04	0	4 568	4 568	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
61402	ST HILAIRE DE BRIOUZE	268	5,68	158 854	227 729	99 247	122 801	99 247
61404	ST HILAIRE LE CHATEL	634	2,05	0	4 686	4 686	0	0
61414	ST LANGIS LES MORTAGNE	903	4,53	117 581	1 248 161	396 971	708 853	396 971
61474	SILLY EN GOUFFERN	471	2,37	0	30 557	30 557	0	0
61484	LE THEIL SUR HUISNE	1 949	6,48	968 842	1 018 327	572 273	574 274	572 273
62040	ARQUES	9 457	5,34	16 560 719	0	0	0	0
62079	BANCOURT	95	2,28	0	13 848	13 848	0	0
62132	BILLY BERCLAU	4 295	20,14	0	78 165 529	9 775 481	73 857 034	9 775 481
62147	BOIRY SAINTE RICTRUDE	420	17,96	1 267 018	727 285	219 588	602 330	219 588
62156	BONNINGUES LES CALAIS	578	13,34	5 930 708	4 712 069	790 643	3 773 623	790 643
62173	BREBIERES	4 477	8,74	16 212 818	0	0	0	0
62227	CLENLEU	184	4,35	19 997	90 301	39 582	43 292	39 582
62239	COQUELLES	2 415	11,25	6 663 479	0	0	0	0
62240	CORBEHEM	2 332	4,20	1 207 950	0	0	0	0
62276	DOUVVIN	5 483	7,87	0	40 361 375	7 534 573	33 484 575	7 534 573
62329	FERQUES	1 816	2,16	0	515 590	515 590	0	0
62358	FRESNOY EN GOHELLE	201	3,64	28 057	0	0	0	0
62360	FRETHUN	1 103	13,72	5 530 513	1 173 546	363 181	601 404	363 181
62384	GRAINCOURT LES HAVRINCOUR	627	2,62	0	283 543	152 047	0	0
62456	HOUCHIN	689	4,99	363 424	847 414	205 794	442 774	205 794
62473	ISBERGUES	9 968	2,25	0	2 136 974	2 136 974	0	0
62479	LABEUVRIERE	1 742	3,08	726 773	1 192 390	607 005	0	0
62480	LABOURSE	2 043	3,15	0	2 731 444	945 397	365 686	365 686
62502	LESTREM	3 886	10,08	15 938 960	5 608 322	1 345 119	2 483 737	1 345 119
62505	LEULINGHEN BERNES	404	4,63	1 035 217	80 759	80 759	0	0
62550	MARCONNELLE	1 338	5,53	404 128	1 698 133	446 638	1 103 242	446 638
62552	MARESQUEL ECQUEMICOURT	866	5,19	2 612 485	0	0	0	0
62654	PEUPLINGUES	591	5,07	1 112 499	73 349	73 349	0	0
62672	PUISIEUX	614	2,44	0	170 488	170 488	0	0
62708	RIENCOURT LES BAPAUME	26	2,53	6 151	8 366	8 366	0	0
62727	RUITZ	1 606	17,26	3 105 039	14 324 088	1 963 972	13 181 968	1 963 972
62767	SAINT POL SUR TERNOISE	5 548	2,37	0	2 394 138	2 394 138	0	0
62839	VAULX VRAUCOURT	1 122	2,32	0	325 758	294 147	0	0
62853	VIEL MOUTIER	333	7,44	1 415 529	25 904	25 904	0	0
62875	WARDRECQUES	1 088	8,36	2 991 612	0	0	0	0
62902	WIZERNES	3 509	3,70	2 104 552	0	0	0	0
63004	LES ANCIZES-COMPS	1 855	7,20	8 486 040	1 394 510	790 930	0	0
63178	ISSOIRE	14 778	2,63	0	13 314 829	10 439 182	0	0
63238	MONTFERMY	159	3,09	239 695	39 300	39 300	0	0
63269	PARENT	661	3,16	425 227	92 431	92 431	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
63291	PUY-GUILLAUME	2 674	2,69	0	2 551 042	1 484 031	0	0
63338	SAINT-ELOY-LES-MINES	4 417	2,02	0	128 555	128 555	0	0
63399	SAINT SULPICE	116	4,04	37 684	45 659	30 227	4 733	4 733
63470	VOLVIC	4 412	3,41	2 347 944	1 110 506	1 110 506	0	0
64003	ABIDOS	204	38,90	2 999 472	255 468	92 125	167 249	92 125
64006	ACCOUS	447	3,32	273 100	640 374	339 482	0	0
64010	AICIRITS SUHATS CAMOU	572	2,30	0	173 427	173 427	0	0
64113	BERGOUÉY VIELLENAVE	114	2,04	0	2 558	2 558	0	0
64117	BESINGRAND	131	31,18	2 359 123	245 081	61 590	155 831	61 590
64126	BIDOS	1 238	4,99	2 110 101	593 628	314 648	0	0
64134	BONLOC	289	3,73	474 232	91 918	56 440	0	0
64136	BORCE	166	2,72	236 978	46 685	46 685	0	0
64138	BORDES	1 980	7,25	7 163 116	419 857	419 857	0	0
64300	LACQ	668	18,05	3 440 974	3 352 242	493 536	2 928 905	493 536
64316	LARRAU	217	2,57	0	298 408	179 382	0	0
64320	LARUNS	1 463	2,07	0	273 474	273 474	0	0
64396	MONT	992	15,29	2 939 559	1 740 432	587 846	1 388 246	587 846
64418	NOGUERES	145	18,09	938 254	202 601	64 179	131 717	64 179
64421	OGEU LES BAINS	1 128	3,37	0	1 216 691	370 714	330 918	330 918
64431	OS MARSILLON	428	8,02	666 385	709 609	116 498	480 972	116 498
64443	PARDIES	1 022	14,14	3 516 197	3 894 665	428 154	3 284 286	428 154
64452	PONSON DESSUS	239	2,32	0	53 407	51 121	0	0
64467	RONTIGNON	699	2,60	485 910	53 006	53 006	0	0
64500	SALLES MONGISCARD	267	2,65	35 513	172 091	73 686	0	0
64519	SERRES CASTET	3 113	2,65	0	2 546 171	1 513 020	0	0
64542	URDOS	110	2,14	0	30 597	30 597	0	0
64559	VIODOS ABENSE DE BAS	760	2,03	0	24 398	24 398	0	0
65017	ARAGNOUET	263	7,50	135 536	4 292 261	1 993 896	3 487 692	1 993 896
65054	AVEZAC PRAT LAHITTE	538	3,23	509 954	53 668	53 668	0	0
65069	BARTHE-DE- NESTE (LA)	1 084	2,14	0	116 906	116 906	0	0
65072	BAZET	1 352	2,74	0	1 432 776	600 995	0	0
65092	BEYREDE JUMET	220	7,07	1 617 524	269 321	154 796	0	0
65117	CADEILHAN TRACHERE	56	7,56	536 186	248 099	111 799	107 009	107 009
65140	CAZAUX DEBAT	12	2,28	8 559	1 713	1 713	0	0
65146	CHIS	246	2,35	0	10 177	10 177	0	0
65180	FRECHET AURE	11	3,14	15 555	654	654	0	0
65188	GAVARNIE	165	2,22	0	117 219	117 219	0	0
65192	GEDRE	292	8,13	1 079 762	3 993 721	686 897	3 166 318	686 897
65195	GENOS	128	2,14	0	58 141	58 141	0	0
65197	GER	132	2,80	9 081	52 467	52 467	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
65199	GERM	266	2,00	996 462	0	0	0	0
65282	LOUDENVIELLE	272	3,09	0	940 946	319 958	75 151	75 151
65371	PRECHAC	197	2,69	0	146 103	52 351	0	0
65382	SACUÉ	57	3,90	119 612	21 800	13 679	0	0
65399	SALIGOS	80	2,68	103 341	60 194	60 194	0	0
65411	SASSIS	61	4,25	92 796	316 502	75 479	134 883	75 479
65424	SERS	104	2,37	0	125 997	101 224	0	0
65450	TRAMEZAIGUES	30	4,39	10 887	186 837	77 363	104 152	77 363
65478	VISCOS	41	5,32	386 070	22 154	22 154	0	0
65481	BAREGES	262	2,28	0	211 207	211 207	0	0
66036	CANAVEILLES	58	2,58	1 102	40 183	40 183	0	0
66080	FONTPEDROUSE	126	2,11	0	24 250	24 250	0	0
66146	PORTA	98	3,92	336 221	177 254	115 110	0	0
66170	SAINTE COLOMBE	101	5,09	35 435	63 529	63 529	30 989	30 989
66206	LE TECH	84	2,43	0	81 623	77 586	0	0
66209	THUES ENTRE VALLS	42	3,01	35 222	35 597	35 597	0	0
67025	BEINHEIM	1 808	13,12	5 592 325	2 187 783	556 797	1 487 906	556 797
67036	BETTWILLER	336	14,19	2 450 044	13 126	13 126	0	0
67105	DRULINGEN	1 499	2,21	0	233 585	233 585	0	0
67106	DRUSENHEIM	4 745	2,86	0	3 582 622	1 089 844	0	0
67108	DUPPIGHEIM	1 503	7,90	1 334 838	3 547 893	545 388	2 720 059	545 388
67124	ENTZHEIM	1 871	2,66	0	635 789	466 741	0	0
67128	ERNOLSHEIM BRUCHE	1 704	5,13	1 511 297	1 685 872	266 097	530 598	266 097
67130	ERSTEIN	9 802	2,14	0	1 424 695	1 424 695	0	0
67137	FEGERSHEIM	4 553	4,46	1 472 206	3 938 401	1 105 617	1 737 836	1 105 617
67142	FORT LOUIS	242	6,24	411 837	880 513	141 859	575 389	141 859
67152	GEISPOLSHEIM	7 071	2,11	0	405 528	405 528	0	0
67205	HOERDT	4 148	2,29	0	573 132	573 132	0	0
67258	LANDERSHEIM	132	16,32	358 360	224 879	40 982	183 678	40 982
67261	LAUTERBOURG	2 307	8,35	4 632 740	2 009 978	937 300	963 846	937 300
67281	MARCKOLSHEIM	3 670	5,03	984 860	7 960 380	1 351 818	5 009 472	1 351 818
67282	MARLENHEIM	3 396	2,52	0	849 994	788 380	0	0
67300	MOLSHEIM	9 497	2,61	0	6 318 791	3 386 436	0	0
67302	MONSWILLER	1 856	2,05	0	48 821	48 821	0	0
67338	OBENHEIM	1 218	4,97	1 344 359	858 728	266 569	57 603	57 603
67348	OBERNAI	11 070	4,68	303 560	17 772 296	5 079 589	11 018 825	5 079 589
67370	PETERSBACH	710	3,10	378 644	97 485	97 485	0	0
67389	REICHSTETT	4 900	2,62	0	1 342 257	1 165 594	0	0
67401	RIMSDORF	264	15,44	2 433 065	105 279	93 804	0	0
67434	SARRE UNION	3 408	2,63	0	1 768 090	1 303 264	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
67435	SARREWERDEN	1 035	2,09	0	45 338	45 338	0	0
67448	SCHIRMECK	2 227	2,52	0	737 947	737 947	0	0
67458	SCHWEIGHOUSE SUR MODER	4 660	2,77	0	3 597 390	1 203 984	0	0
67478	STEINBOURG	1 942	4,90	1 544 712	1 104 541	587 968	161 419	161 419
67506	VENDENHEIM	5 629	4,89	4 816 182	3 103 688	1 576 590	364 392	364 392
67543	WISCHES	2 032	2,51	0	738 459	664 266	0	0
68020	BANTZENHEIM	1 593	16,82	12 643 359	6 496 797	987 224	5 205 355	987 224
68028	BERGHEIM	1 851	5,25	0	7 642 276	1 867 003	5 294 131	1 867 003
68036	BIESHEIM	2 342	19,28	18 036 510	21 942 126	2 159 980	19 173 147	2 159 980
68060	BURNHAUPT LE HAUT	1 520	3,87	0	1 876 043	658 036	870 733	658 036
68064	CHALAMPE	984	11,25	5 016 901	3 351 696	464 500	2 321 072	464 500
68068	DANNEMARIE	2 008	2,46	0	798 387	651 056	0	0
68091	FESSENHEIM	2 127	11,49	11 186 758	6 680 415	1 348 119	4 798 446	1 348 119
68104	GEISWASSER	258	2,96	164 691	18 209	18 209	0	0
68125	HECKEN	409	2,09	0	32 412	32 412	0	0
68135	HESINGUE	1 930	2,33	0	825 734	624 372	0	0
68144	HOMBOURG	876	8,56	5 082 628	4 159 357	387 668	2 631 471	387 668
68149	HUNINGUE	6 160	4,49	0	13 979 315	3 427 422	8 358 623	3 427 422
68162	KAYSERSBERG	2 720	3,54	447 459	4 547 487	1 940 019	1 295 493	1 295 493
68172	KUNHEIM	1 587	7,21	0	6 661 093	587 866	5 383 292	587 866
68185	LIEPVRE	1 650	4,98	0	3 625 518	546 599	2 408 309	546 599
68199	MALMERSPACH	561	2,78	124 507	91 749	91 749	0	0
68230	NAMBSHEIM	414	3,35	0	785 513	152 231	204 458	152 231
68233	NIEDERBRÜCK	375	5,02	0	719 704	153 903	481 430	153 903
68253	OTTMARSHEIM	1 950	8,18	0	12 893 273	1 242 170	10 805 588	1 242 170
68287	ROUFACH	4 499	3,06	1 888 440	2 579 901	2 116 503	0	0
68305	SEPPOIS LE BAS	959	2,32	0	298 141	298 141	0	0
68338	TURCKHEIM	3 662	2,58	0	1 678 218	1 320 587	0	0
68342	UFFHOLTZ	1 403	2,22	0	205 460	205 460	0	0
68343	UNGERSHEIM	1 648	3,04	0	1 750 600	788 773	70 081	70 081
68348	VIEUX THANN	3 009	4,35	2 885 341	2 346 614	939 794	120 212	120 212
68349	VILLAGE NEUF	3 157	5,68	7 279 418	5 722 487	1 665 035	2 185 454	1 665 035
68351	VOGELGRUN	525	3,91	145 229	1 343 020	262 325	535 917	262 325
68365	WETTOLSHEIM	1 721	5,74	0	5 084 212	924 391	3 725 166	924 391
69005	AMBERIEUX	432	6,44	299 696	852 770	183 100	584 394	183 100
69013	ARNAS	3 180	5,59	0	5 204 766	1 272 218	3 753 970	1 272 218
69037	CHAMBOST ALLIERES	633	2,10	0	35 052	35 052	0	0
69040	CHAMPAGNE AU MONT D'OR	4 997	2,91	0	2 442 504	1 506 008	0	0
69055	LES CHERES	1 081	2,62	0	966 180	339 104	0	0
69059	CIVRIEUX	1 315	2,57	0	857 965	425 293	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
69063	COLLONGES AU MT D'OR	3 475	2,45	0	1 093 410	924 317	0	0
69100	IRIGNY	8 465	2,63	0	6 818 324	3 736 849	0	0
69116	LIMONEST	2 848	4,15	0	3 018 934	987 038	1 616 604	987 038
69118	LOIRE SUR RHONE	2 142	2,19	0	632 589	632 589	0	0
69127	MARCY-L'ETOILE	3 167	7,52	8 735 582	7 206 232	1 275 579	4 254 505	1 275 579
69142	LA MULATIERE	6 858	2,37	890 418	1 039 464	1 039 464	0	0
69143	NEUVILLE SUR SAONE	7 114	3,11	0	6 799 032	3 251 260	654 058	654 058
69152	PIERRE BENITE	10 015	3,64	10 873 243	14 336 089	6 391 512	0	0
69163	QUINCIEUX	2 699	3,30	0	3 472 346	981 169	804 866	804 866
69199	SAINTE-FONS	15 730	3,90	0	45 105 813	13 946 776	21 426 239	13 946 776
69211	SAINTE JEAN D'ARDIERES	2 396	2,07	0	178 735	178 735	0	0
69225	ST MARCEL L'ECLAIRE	524	2,86	0	573 751	169 426	0	0
69236	ST ROMAIN EN GIER	515	2,48	0	266 184	128 590	0	0
69259	VENISSIEUX	56 487	2,23	0	19 308 892	19 308 892	0	0
69271	CHASSIEU	9 340	4,21	0	25 032 024	6 628 483	13 688 194	6 628 483
69273	CORBAS	9 309	2,54	0	7 091 042	4 702 713	0	0
69276	FEYZIN	8 557	5,24	908 659	33 161 432	6 365 798	22 644 042	6 365 798
69278	GENAY	4 700	3,19	0	4 026 370	1 417 922	630 906	630 906
69290	SAINTE-PRIEST	41 213	2,03	0	1 640 953	1 640 953	0	0
69296	SOLAIZE	2 288	4,52	625 482	3 878 163	862 830	2 070 607	862 830
70012	AMANCE	776	2,79	134 088	30 739	30 739	0	0
70037	AUTET	290	3,10	20 701	122 692	95 781	0	0
70130	CHARCENNE	331	6,38	193 669	4 975	4 975	0	0
70138	CHASSEY LES SCEY	102	19,87	223 384	16 135	16 135	0	0
70167	CONFLANDEY	428	6,49	1 107 819	24 836	24 836	0	0
70168	CONFLANS SUR LANTERNE	681	2,05	0	16 888	16 888	0	0
70171	CORBENAY	1 428	4,55	917 257	1 204 668	452 564	372 341	372 341
70178	LA COTE	512	3,01	0	238 306	238 306	1 604	1 604
70198	DAMPIERRE SUR SALON	1 250	2,18	0	134 021	134 021	0	0
70202	DEMANGEVELLE	367	2,61	83 137	9 672	9 672	0	0
70281	GREUCOURT	64	2,89	0	15 498	15 498	0	0
70321	MAGNY VERNOIS	1 056	4,35	239 410	805 278	275 772	360 295	275 772
70345	MIELIN	84	2,54	0	9 282	9 282	0	0
70388	NOIDANS LES VESOUL	2 145	8,04	4 278 534	7 321 178	2 340 904	5 401 931	2 340 904
70394	ONAY	77	2,11	0	764	764	0	0
70438	RAY SUR SAONE	195	2,01	0	516	516	0	0
70469	SAINTE MARIE EN CHANOIS	206	3,55	130 495	16 243	16 243	0	0
70483	SCYE	110	2,95	40 286	7 700	7 700	0	0
70529	VELET	450	3,30	88 846	0	0	0	0
71022	BAUDEMONT	725	2,69	0	340 441	161 923	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
71040	BLANZY	7 399	2,06	0	326 984	326 984	0	0
71047	BOURBON LANCY	5 767	4,41	7 903 718	2 897 070	2 897 070	0	0
71057	BRAY	131	3,83	115 716	16 078	16 078	0	0
71131	CIEL	611	4,96	509 515	382 828	205 511	81 437	81 437
71204	FRAGNES	927	28,13	12 104 586	0	0	0	0
71213	LA GENETE	461	3,87	470 434	26 477	26 477	0	0
71230	GUEUGNON	8 913	2,58	607 432	6 331 306	5 947 871	0	0
71232	HAUTEFOND	233	2,40	0	34 655	23 189	0	0
71287	MASSILLY	372	8,13	661 361	14 710	14 710	0	0
71341	PALLEAU	109	22,30	2 108 011	13 553	13 553	0	0
71383	SAINT ALBAIN	442	2,10	0	33 200	33 200	0	0
71448	ST MARTIN BELLE ROCHE	1 188	3,27	0	1 530 104	390 252	322 604	322 604
71498	SANTILLY	109	4,46	161 130	16 349	16 349	0	0
71522	SIMANDRE	1 300	2,24	40 856	195 644	195 644	0	0
71588	VITRY EN CHAROLLAIS	995	2,92	119 388	596 543	271 439	0	0
72007	ARDENAY SUR MERIZE	435	8,55	1 226 515	710 549	107 226	414 666	107 226
72008	ARNAGE	5 794	3,15	0	4 484 701	2 250 191	569 312	569 312
72035	BESSE SUR BRAYE	2 655	5,94	9 109 431	1 545 148	1 266 000	0	0
72054	CHAMPAGNE	3 361	3,88	0	5 239 385	1 434 137	2 458 870	1 434 137
72065	LA CHAPELLE SAINT AUBIN	2 136	3,10	0	2 236 151	753 954	209 198	209 198
72080	CHERRE	1 327	5,94	1 513 812	1 639 885	367 326	840 009	367 326
72086	COMMERVEIL	137	2,20	2 759	15 043	15 043	0	0
72190	MAROLLES SAINT CALAIS	261	6,81	666 489	9 744	9 744	0	0
72264	SABLE SUR SARTHE	13 560	2,33	0	6 867 564	6 867 564	0	0
72283	SAINT GERMAIN D'ARCE	350	2,13	0	56 731	56 731	0	0
72300	SAINT MARS LA BRIERE	2 384	2,17	0	402 727	402 727	0	0
72331	SCEAUX SUR HUISNE	555	3,46	479 878	60 384	60 384	0	0
72334	SILLE LE GUILLAUME	2 657	2,99	270 505	2 609 083	1 202 826	0	0
72336	SOLESMES	1 425	2,72	0	649 758	442 072	0	0
72337	SOUGE LE GANELON	817	4,62	1 277 279	312 853	277 190	0	0
72344	SPAY	2 333	2,36	0	1 021 844	901 971	0	0
72346	LA SUZE SUR SARTHE	3 643	3,17	0	5 095 845	1 678 701	736 296	736 296
72373	VIBRAYE	2 618	2,04	0	107 705	107 705	0	0
73015	LES ALLUES	1 891	4,30	0	11 610 997	4 867 576	6 558 063	4 867 576
73023	AUSSOIS	644	2,06	0	100 812	100 812	0	0
73024	LES AVANCHERS VALMOREL	722	3,98	0	3 135 237	1 426 621	1 554 144	1 426 621
73026	AVRIEUX	346	11,32	923 660	4 296 236	583 200	3 724 901	583 200
73028	LA BALME	180	3,86	152 866	308 994	253 179	60 343	60 343
73032	LA BATHIE	2 078	2,27	0	906 704	906 704	0	0
73034	BEAUFORT SUR DORON	2 036	2,50	0	2 506 632	2 321 280	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
73038	BELLENTRE	804	2,81	0	1 416 697	1 195 920	0	0
73045	LE BOIS	275	8,47	4 240 762	564 979	216 249	0	0
73046	BONNEVAL	103	3,65	151 231	388 211	233 625	60 583	60 583
73057	BRIDES LES BAINS	606	3,28	0	2 314 815	2 314 815	504 507	504 507
73067	LA CHAMBRE	1 131	2,92	257 524	926 804	493 851	0	0
73070	CHAMPAGNEUX	382	5,57	522 047	303 554	303 554	72 029	72 029
73071	CHAMPAGNY EN VANOISE	587	2,15	0	233 011	233 011	0	0
73109	EPIERRE	585	2,25	0	172 561	172 561	0	0
73115	FONTAINE LE PUIITS	123	2,69	0	134 324	71 365	0	0
73119	FRENEY	85	19,52	203 571	1 695 994	157 214	1 587 601	157 214
73135	HERMILLON	531	3,92	0	1 142 881	258 668	548 548	258 668
73150	MACOT LA PLAGNE	1 591	4,74	0	7 640 492	3 445 808	4 854 973	3 445 808
73171	MONTMELIAN	4 026	2,61	0	4 030 228	2 764 360	0	0
73173	MONTRICHER ALBANNE	605	4,00	277 341	737 898	654 664	230 028	230 028
73175	MONTSAPEY	54	9,11	571 174	416 524	151 542	277 546	151 542
73180	MOTZ	332	5,45	601 219	1 016 307	234 115	547 403	234 115
73187	LA LECHERE	1 799	6,00	4 025 296	5 657 652	1 903 854	3 238 184	1 903 854
73194	ORELLE	356	28,08	14 629 634	5 531 172	700 986	4 758 268	700 986
73198	LA PERRIERE	353	2,09	0	82 236	82 236	0	0
73203	PONTAMAFREY MONTPASCAL	359	4,01	55 122	915 777	195 759	432 563	195 759
73215	LA ROCHETTE	3 195	3,05	0	4 069 494	1 597 890	178 923	178 923
73223	ST ANDRE	462	2,22	0	270 826	270 826	0	0
73227	ST BON TARENTEISE	1 869	2,94	0	4 799 099	4 799 099	0	0
73230	ST COLOMBAN DES VILLARDS	198	8,46	384 828	19 918	19 918	0	0
73232	STE FOY TARENTEISE	691	2,42	0	858 439	858 439	0	0
73235	ST FRANCOIS LONGCHAMP	200	2,49	0	256 851	256 851	0	0
73240	STE HELENE DU LAC	608	3,14	0	1 155 571	374 772	143 355	143 355
73244	ST JEAN DE BELLEVILLE	421	2,55	260 230	263 118	263 118	0	0
73248	ST JEAN DE MAURIENNE	9 373	2,54	0	7 013 452	5 222 816	0	0
73253	ST MARCEL	682	4,42	690 515	2 776 749	1 242 696	1 344 349	1 242 696
73256	ST MARTIN D'ARC	349	2,40	0	279 424	213 676	0	0
73257	ST MARTIN DE BELLEVILLE	2 552	5,65	0	21 197 872	8 781 285	15 397 610	8 781 285
73261	ST MICHEL DE MAURIENNE	2 978	3,04	0	5 543 841	1 610 406	227 861	227 861
73272	ST PIERRE DE BELLEVILLE	122	2,03	0	7 459	7 459	0	0
73278	ST REMY DE MAURIENNE	982	2,43	0	711 976	711 976	0	0
73290	TERMIGNON	433	3,54	0	1 759 911	838 501	613 429	613 429
73296	TIGNES	2 238	4,27	0	13 623 521	7 389 281	7 633 469	7 389 281
73297	TOURNON	403	3,71	0	993 507	236 499	414 074	236 499
73303	UGINE	7 228	3,14	448 908	12 761 303	4 986 730	1 153 771	1 153 771
73304	VAL D'ISERE	1 660	4,94	0	13 013 678	9 855 072	8 590 851	8 590 851

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab. : 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
73307	VALMEINIER	467	2,92	0	1 145 812	1 145 812	0	0
73308	VENTHON	593	2,09	0	113 627	113 627	0	0
73318	VILLAREMBERT	293	2,45	0	245 439	245 439	0	0
73320	VILLARGONDRAN	966	4,91	880 016	2 355 467	352 104	1 244 335	352 104
73322	VILLARODIN BOURGET	511	5,29	162 051	684 603	364 824	412 758	364 824
73323	VILLAROGER	376	3,65	768 070	878 052	511 269	0	0
73329	VOGLANS	1 459	2,04	0	98 530	98 530	0	0
74016	ARCHAMPS	1 255	2,42	0	544 531	544 531	0	0
74024	AYZE	1 857	2,32	0	436 286	430 218	0	0
74063	CHATEL	1 513	2,69	0	2 538 518	2 538 518	0	0
74081	CLUSES	18 126	2,09	0	2 345 229	2 345 229	0	0
74109	ELOISE	717	2,71	0	454 442	272 014	0	0
74123	FAVERGES	6 535	2,23	0	2 132 583	2 132 583	0	0
74130	FRANCLENS	442	2,28	101 124	26 151	26 151	0	0
74134	LES GETS	1 369	2,56	0	1 570 064	1 570 064	0	0
74159	MAGLAND	2 823	3,21	0	3 242 478	1 432 574	560 476	560 476
74164	MARIGNIER	5 397	2,45	0	2 752 671	1 843 453	0	0
74165	MARIGNY-SAINT-MARCEL	639	3,58	0	1 119 131	271 288	411 054	271 288
74169	MARNAZ	4 478	5,43	0	12 836 059	1 694 766	9 096 795	1 694 766
74181	METZ-TESSY	2 045	5,54	1 136 535	0	0	0	0
74191	MORZINE	3 010	3,50	0	6 336 601	6 336 601	2 125 340	2 125 340
74195	MUSIEGES	269	4,39	0	952 978	265 295	554 309	265 295
74218	PUBLIER	5 068	5,21	9 971 567	10 341 769	2 911 465	4 019 094	2 911 465
74225	RUMILLY	11 617	3,12	0	22 634 823	6 697 317	2 363 899	2 363 899
74264	SCIONZIER	6 207	4,03	0	12 739 936	3 221 810	6 458 514	3 221 810
74278	THYEZ	4 938	5,07	48 228	14 147 530	1 798 111	9 516 239	1 798 111
74290	VALLORCINE	396	3,31	545 304	526 993	443 150	0	0
74312	VOUGY	972	10,86	975 262	7 362 395	542 093	6 414 432	542 093
75056	PARIS	2 147 857	2,01	0	36 592 067	36 592 067	0	0
76001	ALLOUVILLE-BELLEFOSSE	1 007	2,23	90 165	86 547	86 547	0	0
76004	AMBRUMESNIL	461	5,20	1 038 605	400 428	146 439	0	0
76086	BERTRIMONT	196	3,45	496 652	51 675	51 675	0	0
76097	BIVILLE LA RIVIERE	108	2,84	61 360	7 869	7 869	0	0
76183	COLLEVILLE	714	3,21	463 358	124 164	124 164	0	0
76195	CRICQUETOT LE MAUCONDUIT	133	2,61	62 760	6 356	6 356	0	0
76205	CROSVILLE SUR SCIE	247	2,06	0	9 771	9 771	0	0
76214	DENESTANVILLE	242	2,68	128 093	13 766	13 766	0	0
76260	FERRIERES EN BRAY	1 676	3,15	496 305	587 721	454 143	0	0
76271	FONTAINE LE BOURG	1 495	2,05	0	84 119	84 119	0	0
76272	FONTAINE LE DUN	1 014	4,13	1 343 739	333 046	333 046	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
76305	GONFREVILLE L'ORCHER	10 004	14,59	37 853 319	0	0	0	0
76312	GOURNAY EN BRAY	6 378	2,33	0	1 913 178	1 913 178	0	0
76335	GUEUTTEVILLE	66	4,97	316 720	19 856	19 856	0	0
76363	HODENG-AU-BOSC	560	15,49	3 056 612	54 261	54 261	0	0
76384	LILLEBONNE	9 936	3,46	0	23 290 142	8 289 464	7 366 768	7 366 768
76394	LONGROY	624	2,14	0	68 430	68 430	0	0
76414	MARTIN- EGLISE	1 366	7,78	1 315 030	4 621 547	659 094	3 558 399	659 094
76476	NOTRE DAME DE GRAVENCHON	8 842	17,85	23 903 032	81 959 359	9 482 329	75 280 129	9 482 329
76492	OUVILLE-LA-RIVIERE	613	2,00	0	1 557	1 557	0	0
76493	PALUEL	426	245,99	35 355 244	1 431 109	673 969	1 280 339	673 969
76496	PENLY	359	11,55	2 390 143	41 550	41 550	0	0
76499	PETIVILLE	1 003	2,60	0	236 325	200 225	0	0
76533	ROGERVILLE	1 268	10,14	81 567	0	0	0	0
76545	ROUXMESNIL-BOUEILLES	1 823	7,72	4 002 896	4 038 379	799 438	2 589 511	799 438
76570	SAINT-CRESPIN	288	3,00	92 434	90 173	81 562	0	0
76595	SAINT-JOUIN-BRUNEVAL	1 599	2,05	0	73 451	73 451	0	0
76618	SAINT MARTIN EN CAMPAGNE	1 018	62,25	47 286 581	2 976 225	366 384	2 141 928	366 384
76664	SASSEVILLE	275	2,62	0	61 002	61 002	0	0
76709	LE TRAIT	5 445	3,40	1 266 326	9 813 009	3 266 342	1 893 855	1 893 855
76711	LE TREPORT	5 995	3,36	0	9 228 188	4 054 695	2 431 956	2 431 956
76728	LA VAUPALIERE	1 034	3,14	772 893	350 834	313 434	0	0
76743	VILLERS ECALLES	1 797	2,61	406 931	322 917	322 917	0	0
76750	YAINVILLE	1 194	4,04	0	3 478 640	657 526	1 769 830	657 526
79005	AIRVAULT	3 176	3,59	0	6 062 843	1 857 360	2 255 124	1 857 360
79108	DOUX	238	2,91	0	228 373	81 640	0	0
79136	GOURNAY LOIZE	589	2,38	117 072	66 226	66 226	0	0
79157	LOUZY	1 145	2,95	0	1 051 728	499 908	0	0
79159	LUCHE THOUARSAIS	339	3,59	351 478	99 782	99 782	0	0
79164	MAISONNAIS	288	4,36	551 728	55 929	55 929	0	0
79246	SAINTE EANNE	600	4,75	0	1 228 071	373 272	780 804	373 272
79264	ST LEGER DE LA MARTINIERE	1 078	6,01	3 776 777	1 355 780	532 039	75 284	75 284
80024	ARGOEUVES	547	4,69	462 589	434 608	188 923	100 658	100 658
80036	AUBIGNY	541	12,58	2 198 257	0	0	0	0
80063	BEAUCHAMPS	1 015	2,72	7 282	678 902	367 677	0	0
80150	BUIRE-COURCELLES	291	21,86	838 207	174 514	61 944	110 403	61 944
80177	CARTIGNY	714	2,86	58 298	106 611	106 611	0	0
80209	CONTOIRE	348	9,79	1 071 045	8 371	8 371	0	0
80274	EPPEVILLE	2 097	5,05	2 981 212	363 125	363 125	0	0
80302	FAVEROLLES	143	27,43	2 099 082	201 739	38 099	111 272	38 099
80308	FEUQUIERES-EN-VIMEU	2 416	2,04	0	68 573	68 573	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
80313	FLAUCOURT	327	3,73	134 696	216 436	98 884	0	0
80482	LIMEUX	135	3,48	110 208	31 261	31 261	0	0
80523	MEAULTE	1 280	5,72	1 467 034	228 650	228 650	0	0
80542	MESNIL-SAINT-NICAISE	525	45,52	2 680 247	429 377	113 434	357 763	113 434
80557	ESTREES-MONS	629	12,73	1 066 913	364 997	120 087	206 523	120 087
80679	RONSSOY	619	2,38	0	102 788	102 788	0	0
80685	ROYE	6 620	2,35	0	2 200 057	2 200 057	0	0
80703	SAINTE-GERMAIN-SUR-BRESLE	187	2,31	22 284	19 828	19 828	0	0
80785	VECQUEMONT	502	16,40	4 512 826	0	0	0	0
80795	VILLE-LE-MARCLET	555	3,02	377 941	190 654	190 654	0	0
80802	VILLERS-FAUCON	639	7,72	1 532 473	72 289	72 289	0	0
80815	VRON	729	2,80	0	334 556	217 100	0	0
81031	LE BEZ	723	2,09	0	78 860	78 860	0	0
81036	BOUT DU PONT DE L'ARN	1 102	3,81	253 629	1 410 874	448 902	493 109	448 902
81078	DAMIATTE	775	2,68	76 391	243 727	237 470	0	0
81083	DURFORT	279	3,90	208 915	185 481	138 088	0	0
81128	LACROUZETTE	1 822	2,06	0	92 622	92 622	0	0
81134	LAMONTELARIE	73	3,63	158 215	0	0	0	0
82072	GOLFECH	720	92,80	47 003 397	2 166 751	1 271 667	1 625 254	1 271 667
83065	GASSIN	2 752	2,11	0	256 537	256 537	0	0
83074	LA MARTRE	137	2,72	118 637	38 996	38 996	0	0
83127	SIGNES	2 055	5,56	2 010 683	0	0	0	0
84019	BOLLENE	14 288	2,16	0	6 061 088	6 061 088	0	0
85039	LA BRUFFIERE	3 157	2,11	0	212 060	212 060	0	0
85045	LA CHAIZE GIRAUD	606	2,65	229 808	46 144	46 144	0	0
85058	CHASNAIS	494	6,74	339 859	917 064	125 078	652 078	125 078
85063	CHATELLIERS CHATEAUMUR	695	4,63	1 007 028	755 487	215 296	84 438	84 438
85115	LA JAUDONNIERE	556	2,24	0	108 157	108 157	0	0
85140	LA MEILLERAIE TILLY	1 534	3,20	0	1 543 487	663 812	260 854	260 854
85165	L'OIE	860	2,88	0	638 579	244 092	0	0
85212	STE FLORENCE	870	5,12	0	1 484 567	197 320	1 009 230	197 320
85217	ST GEORGES DE MONTAIGU	3 221	2,86	0	1 971 683	809 791	0	0
85302	LA VERRIE	3 700	2,07	0	168 314	168 314	0	0
86074	CHIRE EN MONTREUIL	809	3,17	554 443	74 447	74 447	0	0
86077	CIVAUX	858	70,71	76 448 206	5 051 724	910 883	3 865 539	910 883
86111	INGRANDES	1 811	9,50	8 144 900	4 998 415	1 126 568	3 245 820	1 126 568
86160	MIREBEAU	2 295	2,49	0	1 645 553	1 645 553	0	0
86172	MOUTERRE SUR BLOURDE	157	3,09	8 662	230 378	108 900	10 373	10 373
86247	SAINTE SAVIOL	475	2,26	0	78 708	78 708	0	0
87029	LES CARS	588	2,58	0	591 756	355 511	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
**Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel**

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
87033	CHAMBORET	723	2,06	0	52 931	52 931	0	0
87099	MOISSANNES	306	2,44	130 914	18 740	18 740	0	0
87131	SAILLAT-SUR-VIENNE	931	32,20	22 810 607	0	0	0	0
88011	ARCHES	1 814	6,69	1 473 127	2 720 960	544 185	1 807 098	544 185
88099	CHAVELOT	1 513	4,34	0	2 313 504	568 411	1 326 211	568 411
88114	CONTREXEVILLE	4 178	4,10	4 966 353	3 145 587	3 145 587	0	0
88115	CORCIEUX	1 643	3,06	0	1 176 552	578 937	68 086	68 086
88131	DEYCIMONT	241	2,16	3 216	8 693	8 693	0	0
88135	DOCELLES	1 042	4,23	550 983	626 310	320 205	93 313	93 313
88158	ELOYES	3 340	4,23	0	4 846 769	1 053 595	2 670 979	1 053 595
88165	ETIVAL CLAIREFONTAINE	2 443	4,36	1 814 037	2 466 245	959 467	655 933	655 933
88206	GIRONCOURT SUR VRAINE	950	9,64	5 336 951	490 051	284 566	0	0
88209	GOLBEY	8 616	5,57	5 762 967	19 512 660	4 869 409	12 432 393	4 869 409
88251	JEANMENIL	1 168	4,34	1 538 383	1 217 123	373 235	39 227	39 227
88253	JEUXEY	709	2,34	0	294 374	225 787	0	0
88260	LANGLEY	179	15,44	368 901	360 335	88 081	306 090	88 081
88261	LAVAL SUR VOLOGNE	622	10,39	1 000 498	42 549	42 549	0	0
88283	MALAINCOURT	93	2,01	0	510	510	0	0
88292	MATTAINCOURT	946	5,24	2 723 915	130 030	130 030	0	0
88298	MENARMONT	56	2,89	60 195	8 940	8 940	0	0
88326	NEUVILLERS SUR FAVE	260	4,11	132 072	92 867	74 132	0	0
88328	NOMPATELIZE	538	3,67	495 052	46 971	46 971	0	0
88369	RAMONCHAMP	2 014	2,60	0	992 428	619 901	0	0
88404	ROZIERES SUR MOUZON	96	3,10	34 855	2 085	2 085	0	0
88424	SAINTE MARGUERITE	2 305	3,01	0	1 413 400	599 186	16 367	16 367
88427	SAINT MENGE	116	3,81	107 422	3 411	3 411	0	0
88428	ST MICHEL SUR MEURTHE	1 991	2,35	0	539 204	470 373	0	0
88429	SAINT NABORD	3 972	2,73	0	3 048 909	1 669 443	0	0
88441	SANS VALLOIS	107	5,27	209 307	3 496	3 496	0	0
88458	SOCOURT	217	2,62	0	88 410	66 866	0	0
88462	LE SYNDICAT	1 836	2,57	0	540 056	453 073	0	0
88467	THIEFOSSE	610	2,88	192 071	85 545	85 545	0	0
88498	VECOUX	1 131	3,20	15 869	815 237	272 090	124 748	124 748
88516	VITTEL	6 267	3,74	3 373 219	7 573 792	7 266 204	1 280 170	1 280 170
88521	VOMEYCOURT	295	2,29	11 938	32 254	32 254	0	0
89069	CHAILLEY	623	4,86	0	753 945	336 135	490 733	336 135
89101	CHEU	448	6,46	591 041	400 083	143 361	178 104	143 361
89159	ETAULES	423	2,06	0	21 330	21 330	0	0
89169	FLOGNY-LA-CHAPELLE	1 129	2,50	94 882	220 978	220 978	0	0
89186	GERMIGNY	584	6,19	1 089 086	49 632	49 632	0	0

**HYPOTHESE 2 :**  
Simulation d'un premier type d'écrêtement complémentaire au FDPTP actuel

N° Insee	Communes	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. Sans plafonnement (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (1277 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. Sans plafonnement (452 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (452 communes écrêtées)
89195	GRON	1 202	8,51	2 528 695	3 553 894	613 157	2 619 318	613 157
89201	HERY	1 768	2,07	0	114 206	114 206	0	0
89209	JOUY	436	16,47	1 958 918	50 268	50 268	0	0
89223	LEZINNES	799	2,51	0	265 099	265 099	0	0
89260	MOLESMES	145	3,46	274 351	62 743	62 743	0	0
89263	MONTEAU	5 096	2,21	0	1 112 906	1 112 906	0	0
89338	SAINT-CLEMENT	2 956	3,10	0	1 759 250	1 060 666	154 006	154 006
89342	SAINT-DENIS	658	3,84	0	628 365	256 402	286 324	256 402
89348	SAINT-JULIEN-DU-SAULT	2 419	2,17	0	251 006	251 006	0	0
89376	SARRY	186	2,09	0	20 961	20 961	0	0
89380	SAVIGNY-SUR-CLAIRIS	342	2,18	0	36 885	36 885	0	0
89381	SCEAUX	138	2,18	0	18 021	18 021	0	0
90012	BESSIONCOURT	953	8,48	2 890 485	0	0	0	0
90088	ROUGEGOUTTE	911	2,26	133 265	100 069	100 069	0	0
97103	BAIE MAHAULT	23 838	2,78	0	29 087 764	15 239 629	0	0
97234	BELLEFONTAINE	1 524	12,04	12 240 830	234 930	234 930	0	0
97312	SINNAMARY	2 786	3,75	8 381 378	2 169 425	2 169 425	0	0
97313	MONTSINERY-TONNEGRANDE	1 038	3,67	1 952 899	142 609	142 609	0	0
97358	SAINT-ELIE	239	26,23	2 249 037	5 595	5 595	0	0
	<b>TOTAUX</b>			<b>2 498 544 412</b>	<b>2 705 649 018</b>	<b>961 776 941</b>	<b>1 372 593 193</b>	<b>452 665 161</b>

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
01010	ANGLEFORT	782	4,18	61 229	1 028 186	336 657	381 463	336 657
01047	BLYES	711	9,13	279 806	897 667	237 200	720 145	237 200
01058	BREGNIER CORDON	570	4,59	887 948	102 391	102 391	0	0
01063	BRION	581	4,83	66 901	908 462	264 770	490 139	264 770
01081	CHAMPFROMIER	608	7,53	2 362 073	0	0	0	0
01095	CHAVANNES SUR SURAN	490	3,27	321 386	0	0	0	0
01106	CIZE	129	3,09	190 115	0	0	0	0
01128	COURTES	219	3,13	107 976	0	0	0	0
01138	CULOZ	2 680	2,69	0	456 502	456 502	0	0
01154	ETREZ	648	10,19	2 450 460	0	0	0	0
01189	INJOUX GENISSIAT	989	3,51	0	1 331 457	668 904	8 192	8 192
01192	IZERNORE	1 688	5,04	0	3 279 946	472 572	1 990 365	472 572
01208	LAVOURS	117	3,99	92 170	0	0	0	0
01228	MAILLAT	679	3,55	0	563 944	251 580	27 748	27 748
01257	MONTANGES	286	4,32	857 563	0	0	0	0
01267	NURIEUX VOLOGNAT	967	3,07	0	299 718	232 010	0	0
01282	OUTRIAZ	267	3,28	184 506	0	0	0	0
01386	ST SORLIN EN BUGEY	989	2,56	175 345	0	0	0	0
01390	ST VULBAS	814	80,64	7 291 047	26 424 611	3 608 343	25 993 150	3 608 343
02009	ALAINCOURT	479	3,82	425 070	0	0	0	0
02160	CHAOURSE	530	3,58	354 526	0	0	0	0
02211	CONDE SUR SUIPPE	262	17,45	1 834 465	0	0	0	0
02298	ETREUX	1 688	5,75	2 698 754	0	0	0	0
02299	EVERGNICOURT	554	3,42	185 279	0	0	0	0
02387	ITANCOURT	1 061	9,42	1 962 012	47 675	47 675	0	0
02397	JUSSY	1 307	2,62	0	95 843	95 843	0	0
02457	MARCHAIS	387	2,21	47 137	0	0	0	0
02468	MARLE ET BEHAINE	2 575	2,55	0	85 366	85 366	0	0
02484	MEZY MOULINS	468	4,97	369 274	309 235	94 690	34 385	34 385
02507	MONTGRU SAINT HILAIRE	41	37,20	137 987	0	0	0	0
02514	MONTIGNY LENGRAIN	644	17,81	2 051 492	377 577	214 847	218 920	214 847
02575	ORIGNY STE BENOITE	1 790	4,14	1 215 652	200 954	200 954	0	0
02617	POUILLY SUR SERRE	564	8,12	1 837 822	0	0	0	0
02657	ROUGERIES	243	6,74	428 153	0	0	0	0
02662	ROZET SAINT ALBIN	294	8,97	374 713	98 484	69 521	25 322	25 322
02690	SAINTE PREUVE	86	2,30	1 636	0	0	0	0
02761	VARISCOURT	111	2,69	63 429	0	0	0	0
02769	VAUX ANDIGNY	912	3,52	916 756	0	0	0	0
02809	VILLERS AGRON AIGUILZY	71	7,41	283 672	0	0	0	0
03018	BAYET	612	5,31	148 335	748 395	300 153	429 081	300 153
03060	CHARMEIL	751	4,86	43 966	0	0	0	0
03082	COMMENTRY	7 464	3,44	2 027 973	6 982 217	5 598 607	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
03091	CRECHY	450	3,91	544 463	0	0	0	0
03094	CREUZIER LE VIEUX	3 037	3,11	233 015	0	0	0	0
03102	DOMPIERRE SUR BESBRE	3 577	4,54	7 705 414	0	0	0	0
03237	SAINT GERMAIN DE SALLES	428	2,77	0	51 659	51 659	0	0
03262	SAINT VICTOR	1 998	6,65	3 050 366	0	0	0	0
03264	SAINT YORRE	2 897	5,24	1 188 741	0	0	0	0
03301	VAUX	982	2,98	887 500	0	0	0	0
03315	VILLEFRANCHE D'ALLIER	1 382	2,88	371 516	0	0	0	0
04006	ALLOS	644	3,69	0	1 169 317	1 169 317	186 393	186 393
04033	LA BREOLE	332	5,84	352 838	0	0	0	0
04049	CHATEAU-ARNOUX	5 102	4,33	7 254 324	0	0	0	0
04120	MEYRONNES	44	3,49	53 824	0	0	0	0
04154	PONTIS	45	8,96	257 817	0	0	0	0
04176	SAINTE_CROIX DU VERDON	103	8,15	804 261	0	0	0	0
04199	SAINT_VINCENT SUR JABRON	194	4,91	103 347	167 761	74 051	55 115	55 115
04200	SALIGNAC	409	2,89	393 592	0	0	0	0
05053	EYGUIANS	241	3,18	146 087	0	0	0	0
05073	LAZER	278	4,32	177 995	0	0	0	0
05076	MEREUIL	81	3,54	137 396	0	0	0	0
05110	PUY ST VINCENT	272	2,90	0	132 095	132 095	0	0
05121	ROCHEBRUNE	129	2,80	45 562	0	0	0	0
05127	ROUSSET	178	2,66	28 529	0	0	0	0
05143	ST GENIS	50	4,92	191 697	0	0	0	0
05159	SALEON	70	2,37	6 709	0	0	0	0
05163	LE SAUZE	89	3,71	238 134	0	0	0	0
05177	VARS	642	2,65	0	149 188	149 188	0	0
05184	VITROLLES	140	4,35	0	91 340	84 456	41 985	41 985
06010	LE BAR SUR LOUP	2 571	3,90	5 584 185	0	0	0	0
06019	BLAUSASC	1 260	2,58	247 094	0	0	0	0
06080	MARIE	50	2,19	16 597	0	0	0	0
06146	TOURNEFORT	143	3,51	195 091	159 925	127 423	0	0
06152	VALBONNE	11 244	4,20	0	25 110 362	10 854 690	10 355 209	10 355 209
07013	ARDOIX	786	3,18	0	489 567	262 679	0	0
07031	BERRIAS ET CASTELJAU	577	3,75	326 462	0	0	0	0
07051	CHAMPAGNE	494	2,50	0	436	436	0	0
07076	CRUAS	2 431	19,97	26 421 213	1 966 573	1 853 218	341 262	341 262
07078	DAVEZIEUX	2 704	3,22	0	984 702	674 926	0	0
07116	LABEGUDE	1 377	2,60	254 728	0	0	0	0
07150	MARIAC	753	2,95	95 227	152 716	152 716	0	0
07152	MAUVES	1 119	2,45	145 414	0	0	0	0
07157	MEYSSE	1 110	16,08	10 084 194	0	0	0	0
07219	ST BAUZILE	185	8,11	803 977	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
07228	ST DESIRAT	724	6,39	2 761 211	0	0	0	0
07255	ST JULIEN EN ST ALBAN	1 037	3,70	0	1 183 316	495 379	197 536	197 536
07346	VIVIERS	3 480	2,51	0	50 790	50 790	0	0
08042	BALAIIVES ET BUTZ	211	2,79	46 363	0	0	0	0
08097	CHALLERANGE	471	4,09	420 033	0	0	0	0
08122	CHOOZ	762	144,13	81 351 416	0	0	0	0
08125	CLIRON	284	3,09	0	106 776	95 506	0	0
08142	DONCHERY	2 417	3,72	0	1 267 537	739 654	226 993	226 993
08183	FROMLENNES	1 160	6,71	290 301	0	0	0	0
08194	GLAIRE	956	8,46	1 916 421	0	0	0	0
08212	HARCY	468	2,60	0	35 550	35 550	0	0
08218	LES HAUTES RIVIERES	1 985	3,40	0	724 733	724 733	0	0
08226	HIERGES	224	3,10	0	27 949	27 949	0	0
08284	LES MAZURES	786	6,89	2 977 477	0	0	0	0
08311	MOUZON	2 681	3,35	0	1 102 104	1 064 768	0	0
08336	OSNES	225	3,06	0	59 388	45 748	0	0
08381	SAINT GERMAINMONT	785	3,01	519 743	0	0	0	0
08401	SAULCES CHAMPENOISES	205	7,48	205 686	0	0	0	0
08432	SURY	119	4,38	225 116	0	0	0	0
08445	THELONNE	265	2,47	69 842	0	0	0	0
08480	VILLERS SEMEUSE	3 620	10,34	14 280 863	0	0	0	0
09013	ARABAUX	56	3,34	0	37 406	10 896	0	0
09024	ASTON	245	16,63	2 731 915	0	0	0	0
09030	AUZAT	684	8,44	2 151 901	2 327 477	1 000 390	1 573 431	1 000 390
09039	LA BASTIDE DE BOUSIGNAC	328	3,88	116 371	130 537	95 122	0	0
09053	BESTIAC	12	56,00	660 705	0	0	0	0
09119	EYCHEIL	511	4,17	808 636	0	0	0	0
09131	GARANOU	194	2,35	25 189	0	0	0	0
09134	GESTIES	10	3,73	0	21 309	14 889	3 939	3 939
09139	L'HOSPITALET L'ANDORRE	169	6,32	299 731	802 832	188 729	514 330	188 729
09143	ILLIER ET LARAMADE	20	3,66	83 303	0	0	0	0
09162	LERCOUL	19	3,43	22 877	11 189	11 189	0	0
09171	LORDAT	47	10,72	576 341	0	0	0	0
09176	LUZENAC	646	6,69	4 414 994	0	0	0	0
09189	MERENS LES VALS	180	3,63	574 659	0	0	0	0
09217	NIAUX	204	3,95	305 660	0	0	0	0
09220	ORLU	198	2,90	321 290	0	0	0	0
09226	PECH	34	4,57	88 126	0	0	0	0
09240	QUIE	354	3,22	0	176 351	176 351	0	0
09252	ROUZE	88	3,83	126 832	160 654	115 912	0	0
09330	VERNAUX	28	34,61	346 205	0	0	0	0
10040	BERNON	197	3,84	253 607	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
10047	BLIGNICOURT	57	5,93	41 016	0	0	0	0
10052	BOULAGES	223	2,53	22 895	0	0	0	0
10078	CHAMP SUR BARSE	36	4,35	20 881	0	0	0	0
10093	CHAUMESNIL	82	4,30	104 943	0	0	0	0
10105	COURCELLES SUR VOIRE	26	2,08	470	0	0	0	0
10126	DOLANCOURT	153	2,78	93 668	0	0	0	0
10150	FONTAINE	264	5,12	464 903	0	0	0	0
10151	FONTAINE LES GRES	917	2,89	29 435	37 142	37 142	0	0
10224	MARIGNY LE CHATEL	1 555	2,60	47 678	0	0	0	0
10268	NOGENT SUR SEINE	6 073	11,11	28 342 479	6 629 130	5 069 093	2 568 862	2 568 862
10272	ORMES	200	2,91	102 201	0	0	0	0
10296	POLISY	215	3,69	46 780	32 965	32 965	0	0
10305	PREMIERFAIT	73	3,02	11 780	6 947	6 947	0	0
10337	ST CHRISTOPHE-DODINICOUR	45	4,45	9 964	29 246	12 435	9 164	9 164
10372	SOULAINES-DHUYS	271	35,34	7 677 176	0	0	0	0
10411	LA VILLE AUX BOIS	13	52,88	568 555	0	0	0	0
10429	VILLETTE SUR AUBE	177	25,35	1 671 711	66 188	66 188	0	0
11038	BESSEDE DE SAULT	52	2,59	0	4 274	4 274	0	0
11077	CASTELNAU D'AUDE	368	2,53	354 610	0	0	0	0
11127	ESCOULOUBRE	90	3,11	0	110 515	110 515	0	0
11147	FONTANES DE SAULT	4	6,34	21 396	9 050	9 050	1 127	1 127
11205	LIMOUSIS	104	2,61	67 365	0	0	0	0
11221	LES MARTYS	198	2,23	76 659	0	0	0	0
11297	PRADELLES CABARDES	162	5,06	575 316	0	0	0	0
11335	STE COLOMBE SUR GUETTE	57	3,62	69 767	9 932	9 932	0	0
11358	SAINTE-MARTIN LYS	47	8,36	153 463	0	0	0	0
11373	SALVEZINES	108	2,51	39 342	0	0	0	0
12035	BRASC	177	4,67	708 959	0	0	0	0
12036	BROMMAT	801	6,03	478 159	1 529 049	430 900	960 298	430 900
12048	CAMPOURIEZ	401	2,59	0	71 083	71 083	0	0
12151	MONTEZIC	247	17,22	2 626 609	0	0	0	0
12203	ROQUEFORT SUR SOULZON	702	9,61	122 522	2 892 511	757 100	2 468 590	757 100
12226	ST HIPPOLYTE	521	8,47	4 332 240	200 168	200 000	0	0
12251	ST VICTOR ET MELVIEU	336	2,84	0	209 770	209 770	0	0
12284	LE TRUEL	376	8,11	77 378	3 565 137	1 080 144	2 916 402	1 080 144
12305	VIVIEZ	1 557	3,16	0	686 200	649 020	0	0
13011	LES BAUX DE PROVENCE	443	6,20	11 671	186 773	186 773	133 123	133 123
13014	BERRE L'ETANG	13 503	9,44	29 702 789	67 381 748	18 287 634	53 392 025	18 287 634
13026	CHATEAUNEUF / MARTIGUES	11 538	3,17	5 060 565	0	0	0	0
13060	MEYREUIL	4 450	6,74	15 827 919	0	0	0	0
13067	ORGON	2 665	3,68	3 427 511	0	0	0	0
13087	ROUSSET	3 635	13,03	45 708 750	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
13099	SAINT-PAUL LEZ DURANCE	792	14,97	4 835 297	0	0	0	0
14069	BEUVILLERS	1 092	3,46	0	476 316	432 145	0	0
14076	BLAINVILLE SUR ORNE	4 442	3,44	7 975 428	0	0	0	0
14119	CAGNY	1 597	3,82	1 108 466	0	0	0	0
14137	CARPIQUET	1 884	6,24	0	4 912 330	1 185 002	3 598 034	1 185 002
14181	CORMELLES LE ROYAL	4 644	7,19	10 024 345	7 683 126	3 011 166	3 907 972	3 011 166
14203	CRICQUEVILLE EN AUGES	157	2,20	6 552	0	0	0	0
14303	GLOS	924	2,60	0	34 061	34 061	0	0
14319	GRENTHEVILLE	756	3,69	0	803 336	373 752	129 828	129 828
14437	MONDEVILLE	10 678	6,10	5 926 251	24 669 256	7 961 003	16 175 008	7 961 003
14456	MOULT	1 139	5,05	0	1 070 877	584 214	650 441	584 214
14480	OSMANVILLE	519	5,56	671 165	0	0	0	0
14508	LE PLESSIS GRIMOULT	316	3,03	218 198	0	0	0	0
14534	REUX	256	4,06	80 185	91 662	91 662	0	0
14538	ROCQUANCOURT	585	2,60	246 729	0	0	0	0
14564	ST CHARLES DE PERCY	171	2,57	28 289	0	0	0	0
14630	SAINT MARTIN DES ENTREES	508	7,59	491 243	310 905	142 149	153 306	142 149
14740	LA VESPIERE	981	2,93	371 787	35 918	35 918	0	0
15133	MONTMURAT	136	2,55	26 079	0	0	0	0
15206	SAINT PIERRE	153	10,46	1 885 235	40 881	40 881	0	0
16048	BOISBRETEAU	124	3,09	0	28 249	28 249	0	0
16132	ETAGNAC	999	3,09	13 386	144 885	144 885	0	0
16134	EXIDEUIL SUR VIENNE	1 042	4,09	5 917	818 762	387 908	300 159	300 159
16192	ROUMAZIERES LOUBERT	2 834	2,70	0	370 751	370 751	0	0
16227	MONTIGNAC LE COQ	152	2,40	24 461	0	0	0	0
16251	ORIOLES	219	3,33	0	77 787	77 787	0	0
16275	RANVILLE BREUILLAUD	183	2,15	13 425	0	0	0	0
16326	SAINT-GROUX	125	26,01	853 415	0	0	0	0
16376	SURIS	283	2,78	134 661	0	0	0	0
17074	BUSSAC FORET	886	8,76	5 892 268	0	0	0	0
17087	CHANTEMERLE SUR LA SOIE	110	5,19	140 671	34 699	34 699	0	0
17110	CLERAC	951	3,87	307 420	0	0	0	0
18025	BEFFES	675	5,60	3 653 773	0	0	0	0
18026	BELLEVILLE	1 107	47,63	66 937 882	0	0	0	0
18163	NEUVY DEUX CLOCHERS	284	4,50	1 060 575	0	0	0	0
18194	RIANS	1 032	8,36	2 944 289	0	0	0	0
18205	ST DOULCHARD	9 313	2,50	0	11 629	11 629	0	0
18251	SEVRY	73	5,39	106 718	0	0	0	0
18255	LE SUBDRAY	724	13,09	2 002 639	446 119	316 867	214 904	214 904
18270	VALLENAY-BIGNY	734	2,96	459 899	0	0	0	0
19034	CAMPS-ST MATHURIN	250	4,33	0	670 164	222 635	304 686	222 635
19112	LESTARDS	106	2,45	71 371	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
19167	CONFOLENT PORT DIEU	39	3,64	36 202	0	0	0	0
19175	ROCHE LE PEYROUX	85	3,98	221 893	0	0	0	0
19205	ST GENIEZ O MERLE	121	3,30	0	194 037	194 037	0	0
19264	SOURSAC	533	4,86	911 015	730 966	493 689	34 621	34 621
21010	ALOXE CORTON	173	2,81	28 195	1 759	1 759	0	0
21106	BRETENIERE	779	2,72	305 263	0	0	0	0
21200	COUCHEY	1 197	2,58	0	55 077	55 077	0	0
21244	EGUILLY	40	2,79	0	2 940	2 940	0	0
21347	LEVERNOIS	273	5,06	271 433	63 308	63 308	0	0
21380	MARCIGNY SOUS THIL	50	9,33	100 832	59 873	12 724	36 357	12 724
21398	MAXILLY SUR SAONE	304	3,50	6 312	144 061	99 681	0	0
21414	MIMEURE	220	3,45	0	117 243	95 475	0	0
21464	NUITS ST GEORGES	5 661	2,74	0	1 048 909	1 048 909	0	0
21531	ROUVRAY	586	2,80	165 473	0	0	0	0
21558	STE MARIE LA BLANCHE	692	3,27	549 286	0	0	0	0
21577	ST USAGE	1 015	2,71	0	88 514	88 514	0	0
21590	SAVIGNY LES BEAUNE	1 452	2,59	0	67 425	67 425	0	0
21599	SELONGEY	2 297	2,96	584 972	0	0	0	0
21611	SOMBERNON	788	2,54	0	16 988	16 988	0	0
21684	VIGNOLLES	737	6,62	148 319	1 388 983	356 272	1 015 454	356 272
21713	VONGES	318	5,79	675 922	0	0	0	0
22046	COLLINEE	952	4,37	2 542 503	0	0	0	0
22049	CREHEN	1 542	2,52	0	14 153	14 153	0	0
22067	GRACES	2 495	2,52	0	27 828	27 828	0	0
22303	SAINT-JACUT DU MENE	733	2,87	280 078	0	0	0	0
24023	BANEUIL	311	14,44	3 923 480	0	0	0	0
24057	BOURG DES MAISONS	80	5,89	167 855	51 733	21 579	0	0
24096	CHAMPAGNAC DE BELAIR	700	4,40	1 056 780	0	0	0	0
24129	CONDAT SUR TRINCOU	417	2,54	83 411	0	0	0	0
24229	LE LARDIN ST LAZARE	1 886	11,68	14 692 200	0	0	0	0
24394	STE CROIX DE MAREUIL	138	4,88	127 686	0	0	0	0
24449	ST MARTIAL D'ARTENSET	860	3,11	0	200 869	200 869	0	0
25018	ANTEUIL	495	3,29	445 545	0	0	0	0
25032	AUTECHAUX	274	4,98	0	396 261	88 759	236 254	88 759
25033	AUTECHAUX ROIDE	560	3,36	307 119	0	0	0	0
25137	CHAUFONTAINE	210	5,34	283 612	0	0	0	0
25155	CLERON	296	2,57	27 364	0	0	0	0
25156	CLERVAL	1 079	3,86	162 377	1 113 155	532 708	176 953	176 953
25162	CORCELLES FERRIERES	174	4,04	177 619	0	0	0	0
25288	FOURNET LUISANS	517	2,53	0	2 767	2 767	0	0
25326	LANTENNE VERTIERE	463	6,25	718 036	0	0	0	0
25335	LIEBVILLERS	191	4,83	297 059	99 145	64 859	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
25450	PESSANS	60	2,35	9 397	0	0	0	0
25485	REMONDANS VAIVRE	184	2,77	0	38 463	38 463	0	0
25531	SANTOCHE	71	37,47	508 853	0	0	0	0
25563	THUREY LE MONT	106	9,72	110 816	0	0	0	0
25595	VELLEROT LES BELVOIR	125	4,17	236 546	0	0	0	0
26007	AMBONIL	103	4,27	80 729	0	0	0	0
26169	MALATAVERNE	1 436	2,53	0	35 610	35 610	0	0
26235	PIERRELATTE	12 166	4,21	1 153 831	10 681 522	7 610 166	3 778 802	3 778 802
26256	PROPIAC	78	3,46	91 250	0	0	0	0
26284	ROUSSAS	356	4,13	84 001	139 317	139 317	2 592	2 592
26293	ST AVIT	245	3,34	489 592	0	0	0	0
26314	ST MARTIN D'AOUT	298	5,37	875 984	0	0	0	0
26316	ST MARTIN LE COLONEL	165	3,02	32 155	10 179	10 179	0	0
26324	ST PAUL TROIS CHATEAUX	7 656	10,74	27 386 824	23 533 083	8 048 303	17 353 899	8 048 303
26337	SAULCE	1 622	2,70	0	369 376	369 376	0	0
26349	TERSANNE	194	16,19	5 048 789	0	0	0	0
27008	ALIZAY	1 279	32,33	36 663 235	0	0	0	0
27015	ANDE	1 005	4,77	1 169 814	0	0	0	0
27022	AUBEVOYE	3 885	3,80	0	4 418 510	2 599 967	1 025 104	1 025 104
27024	LE RONCENAY AUTHENAY	299	3,29	38 637	0	0	0	0
27038	LES BARILS	176	6,97	491 912	0	0	0	0
27058	BERNIERES SUR SEINE	251	3,56	0	139 481	95 593	7 376	7 376
27059	BERNOUVILLE	355	4,06	180 731	91 469	91 469	0	0
27100	BOULLEVILLE	802	2,67	0	67 302	67 302	0	0
27121	BUS SAINT REMY	281	2,10	12	0	0	0	0
27142	CHAMPENARD	151	8,74	1 016 837	0	0	0	0
27151	CHARLEVAL	1 898	5,19	5 271 404	329 917	329 917	0	0
27190	CROISY SUR EURE	237	8,52	727 686	0	0	0	0
27304	GUERNY	187	2,26	40 531	0	0	0	0
27330	HERQUEVILLE	155	3,81	70 496	63 043	63 043	0	0
27339	HONDOUVILLE	731	15,44	3 149 839	0	0	0	0
27364	LAUNAY	219	42,79	1 975 157	0	0	0	0
27394	MARTOT	437	2,66	0	52 429	52 429	0	0
27425	NASSANDRES	1 415	2,70	0	195 424	195 424	0	0
27427	NEAUFLES AUVERGNY	401	3,06	0	18 886	18 886	0	0
27428	LE NEUBOURG	4 116	2,68	0	596 594	596 594	0	0
27470	PONT SAINT PIERRE	953	2,94	0	342 070	342 070	0	0
27481	PULLAY	389	2,13	16 775	0	0	0	0
27561	SAINT MACLOU	469	2,91	0	122 079	122 079	0	0
27562	SAINT MARCEL	5 098	3,68	0	4 761 209	4 358 661	739 628	739 628
27569	ST MARTIN DU TILLEUL	273	2,71	0	7 627	7 627	0	0
27599	SAINT PIERRE LA GARENNE	888	4,17	190 268	696 176	396 678	155 367	155 367

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
27651	TOURNEDOS SUR SEINE	136	10,46	74 269	656	656	0	0
27697	VERONVAY	279	11,95	623 197	379 513	121 400	267 408	121 400
28121	DAMBRON	104	14,14	357 524	0	0	0	0
28140	EPERNON	5 554	4,73	816 025	7 849 970	4 039 459	3 961 626	3 961 626
28147	FAVIERES	452	2,50	102 183	0	0	0	0
28169	GARANCIERES EN BEAUCE	233	11,51	677 661	289 003	92 554	181 736	92 554
28171	GARNAY	1 007	2,62	141 328	0	0	0	0
28235	MARCHEZAIS	210	3,80	0	124 479	77 209	28 672	28 672
28236	MARGON	1 266	4,93	1 787 323	20 825	20 825	0	0
28265	MONTLANDON	212	2,68	30 083	0	0	0	0
28314	LES RESSUINTES	127	2,96	20 157	0	0	0	0
28319	ROUVRAY SAINT DENIS	366	3,47	35 755	50 053	50 053	0	0
28412	VILLEAU	115	5,58	231 187	0	0	0	0
29018	BRENNILIS	471	5,64	208 896	0	0	0	0
29067	GUERLESQUIN	1 650	2,55	0	43 635	43 635	0	0
29097	LAMPAUL GUIMILIAU	2 076	3,09	0	768 815	728 351	0	0
2A181	OCANA	397	3,20	0	481 511	164 893	0	0
2A326	TOLLA	98	6,09	972 141	0	0	0	0
2B023	ASCO	135	2,82	239 474	0	0	0	0
2B047	CALACUCCIA	347	2,11	25 828	0	0	0	0
2B124	GHISONI	274	4,09	231 104	0	0	0	0
2B148	LUCCIANA	3 851	3,01	0	1 339 756	1 339 756	0	0
2B149	LUGO DI NAZZA	105	23,80	3 636 752	0	0	0	0
30012	ARAMON	3 823	4,30	78 613	4 072 789	2 089 909	1 761 000	1 761 000
30081	CHUSCLAN	928	45,09	26 281 063	0	0	0	0
30084	CODOLET	562	89,89	49 146 003	0	0	0	0
30141	LAUDUN	5 230	2,98	0	2 653 296	2 653 296	0	0
30344	VERGEZE	3 687	6,38	7 218 285	0	0	0	0
31084	BOUSSENS	860	8,70	3 282 524	1 135 652	593 342	422 996	422 996
31123	CASTILLON DE LARBOUST	84	4,30	532 836	0	0	0	0
31130	CAZARIL TAMBOURES	99	5,61	959 713	0	0	0	0
31221	GOUAUX DE LARBOUST	66	5,45	196 542	881	881	0	0
31311	LA MAGDELAINE SUR TARN	616	2,48	87 472	0	0	0	0
31316	MARIGNAC	521	4,88	1 354 893	0	0	0	0
31324	MARTRES TOLOSANE	1 733	3,18	704 900	533 799	533 799	0	0
31334	MAUZAC	690	2,92	58 300	0	0	0	0
31470	SAINT AVENTIN	95	3,00	0	38 704	38 704	0	0
32144	GAZAX ET BACCARISSE	99	2,10	766	0	0	0	0
32202	LAUJUZAN	233	3,66	263 694	0	0	0	0
32464	VILLECOMTAL SUR ARROS	761	5,70	2 029 776	0	0	0	0
33004	AMBES	2 853	9,93	2 645 145	0	0	0	0
33051	BIGANOS	7 018	2,77	6 395	2 050 403	2 050 403	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
33056	BLANQUEFORT	14 734	5,95	71 273 434	0	0	0	0
33494	SALAUNES	576	2,64	0	62 057	62 057	0	0
33539	VAYRES	2 738	2,62	0	180 879	180 879	0	0
33542	VERAC	724	4,38	589 338	0	0	0	0
34019	AVENE	279	4,95	505 345	56 926	56 926	0	0
34271	ST JULIEN D'OLARGUES	194	3,45	623 566	0	0	0	0
35164	MARCILLE RAOUL	675	2,27	55 262	0	0	0	0
35324	LA SELLE EN LUITRE	433	9,31	0	2 218 894	426 645	1 893 124	426 645
36009	ARTHON	1 021	3,02	803 394	0	0	0	0
36062	CUZION	516	2,96	276 017	0	0	0	0
36064	DIORS	686	9,02	2 991 715	462 591	382 898	0	0
36091	LACS	630	4,02	0	801 977	407 424	275 211	275 211
36098	LIZERAY	102	9,86	257 967	0	0	0	0
36179	SAINT-AOUSTRILLE	159	20,47	888 536	0	0	0	0
36182	SAINT-BENOIT-DU-SAULT	782	3,79	1 333 862	0	0	0	0
36209	SAINT-VALENTIN	278	11,17	2 233 577	0	0	0	0
37011	AVOINE	1 828	39,57	34 745 386	326 309	326 309	0	0
37046	CERE LA RONDE	450	6,26	4 851 249	0	0	0	0
37185	POCE SUR CISSE	1 610	6,58	4 246 564	0	0	0	0
38005	ALLEMONT.	774	5,49	5 953 701	0	0	0	0
38008	AMBEL	22	3,08	29 384	0	0	0	0
38012	AOSTE	1 744	3,92	0	1 548 444	595 503	456 224	456 224
38020	AURIS EN OISANS	217	5,32	157 009	1 074 302	702 329	637 438	637 438
38023	AVIGNONET	190	3,69	79 461	105 849	105 849	0	0
38024	BADINIERES	422	9,56	1 689 408	0	0	0	0
38026	LA BALME LES GROTTES	693	2,79	218 520	0	0	0	0
38031	BEAUFIN	27	3,71	14 984	12 373	12 373	0	0
38036	BEAUVOIR EN ROYANS	71	3,82	137 538	0	0	0	0
38068	CHAMPAGNIER	973	8,51	3 469 558	248 402	248 402	0	0
38087	CHASSE SUR RHONE	4 896	2,60	0	542 544	542 544	0	0
38092	CHATELUS	94	5,26	270 300	149 930	86 309	0	0
38100	LE CHEYLAS	2 131	7,02	3 906 303	6 338 923	1 654 667	4 071 010	1 654 667
38116	COGNET	36	4,50	0	68 987	43 554	34 466	34 466
38125	CORDEAC	195	2,58	74 973	0	0	0	0
38140	CROLLES	8 452	9,24	62 660 420	11 338 019	7 635 235	351 885	351 885
38175	FROGES	3 099	2,50	0	5 045	5 045	0	0
38191	HUEZ	1 681	3,68	0	4 630 280	4 630 280	696 707	696 707
38200	JARRIE	4 040	5,91	10 273 450	932 894	932 894	0	0
38212	LIVET ET GAVET	1 384	3,37	0	1 024 956	953 868	0	0
38217	MARCIEU	71	5,15	204 627	0	0	0	0
38224	MAYRES SAVEL	108	3,17	0	64 659	64 659	0	0
38253	MONT DE LANS	1 107	5,73	2 436	250 048	250 048	171 996	171 996

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
38274	NANTOIN	327	2,62	0	37 960	37 960	0	0
38289	OZ EN OISANS	153	11,04	1 762 093	727 497	727 497	436 104	436 104
38293	PANISSAGE	358	2,75	0	23 501	23 501	0	0
38299	PELLAFOL	141	4,51	309 083	4 832	4 832	0	0
38306	PINSOT	140	4,36	0	357 488	227 010	165 757	165 757
38375	ST CHRISTOPHE EN OISANS	107	8,17	497 896	12 312	12 312	0	0
38378	ST CLAIR DU RHONE	3 650	3,50	0	4 063 578	2 429 508	438	438
38396	ST HONORE	794	5,83	993 251	1 246 182	448 965	573 069	448 965
38403	ST JEAN D'HERANS	242	3,17	111 896	86 452	86 452	0	0
38408	ST JUST CHALEYSSIN	2 268	3,81	4 243 962	0	0	0	0
38425	ST MAURICE L'EXIL	5 667	8,58	22 592 017	4 664 328	4 068 342	184 488	184 488
38468	SALAISE SUR SANNE	3 728	12,53	0	32 508 119	5 309 266	29 267 309	5 309 266
38513	TREFFORT	130	2,96	68 812	16 448	16 448	0	0
38527	VAUJANY	312	80,55	74 705 768	0	0	0	0
38567	CHAMROUSSE	532	3,25	0	701 487	701 487	0	0
39001	ABERGEMENT LA RONCE	753	61,59	9 482 335	925 180	623 919	749 039	623 919
39015	ARDON	150	4,15	138 307	0	0	0	0
39047	BELLEFONTAINE	465	3,37	148 807	1 923	1 923	0	0
39086	CERNON	255	5,74	188 211	316 756	111 913	161 076	111 913
39118	CHATEL DE JOUX	49	3,28	4 540	0	0	0	0
39157	COISERETTE	46	2,08	286	0	0	0	0
39175	COYRON	58	2,47	10 444	0	0	0	0
39199	DOMBLANS	857	3,53	141 883	43 818	43 818	0	0
39327	MESSIA SUR SORNE	825	2,82	0	60 656	60 656	0	0
39328	MEUSSIA	389	3,12	18 964	0	0	0	0
39363	MONTREVEL	110	3,08	50 229	0	0	0	0
39380	NANCUISE	47	2,55	0	518	518	0	0
39389	NEY	592	2,60	47 211	0	0	0	0
39394	ONOZ	62	2,74	51 027	0	0	0	0
39397	ORGELET	1 729	2,66	0	153 120	153 120	0	0
39440	PRATZ	460	2,66	0	20 744	20 744	0	0
39462	ROCHFORT SUR NENON	658	8,54	635 484	1 693 631	448 815	1 307 742	448 815
39558	VEVY	265	2,67	62 604	0	0	0	0
39560	VILLARD SAINT SAUVEUR	684	2,81	0	60 361	60 361	0	0
39567	VILLENEUVE SOUS PYMONT	222	2,26	17 026	0	0	0	0
39577	VINCENT	229	4,50	315 017	0	0	0	0
40049	BORDERES-LAMENSANS	348	6,34	881 137	0	0	0	0
40075	CASTETS	1 850	3,11	0	722 469	722 469	0	0
40094	ESCOURCE	613	3,82	113 220	325 275	218 140	0	0
40122	HAUT-MAUCO	753	4,47	0	1 380 713	276 166	681 146	276 166
40132	LABATUT	1 142	3,53	1 132 782	0	0	0	0
40151	LESGOR	263	6,21	707 219	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
40155	LINXE	1 075	3,26	765 672	0	0	0	0
40166	LUSSAGNET	84	35,85	1 633 046	0	0	0	0
40230	PONTONX-SUR-L'ADOUR	2 227	4,18	3 185 762	0	0	0	0
40243	RION-DES-LANDES	2 252	3,87	1 157 899	1 217 604	1 217 604	0	0
40260	SAINT-GEOURS-D'AURIBAT	287	8,99	2 411 877	0	0	0	0
40261	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	1 703	2,81	656 942	0	0	0	0
40297	LE SEN	208	5,55	80 729	32 437	32 437	0	0
40313	TARTAS	2 912	3,16	1 906 737	0	0	0	0
40326	VIELLE-SAINT-GIRONS	1 043	6,82	3 966 960	0	0	0	0
40334	YZOSSE	437	3,32	23 689	164 450	136 151	0	0
41040	LA CHAPELLE-VENDOMOISE	756	4,54	1 275 372	0	0	0	0
41049	CHEMERY	886	8,25	7 613 035	0	0	0	0
41060	CORMENON	709	4,96	331 178	459 319	298 811	138 208	138 208
41091	FOSSE	875	3,44	0	674 229	437 260	0	0
41160	NEUVY	300	3,99	295 522	0	0	0	0
41220	SAINT-LAURENT-NOUAN	3 751	7,83	13 676 384	3 147 358	3 104 208	0	0
41247	SOINGS-EN-SOLOGNE	1 329	2,47	776 892	0	0	0	0
41256	THEILLAY	1 318	5,13	2 891 324	0	0	0	0
41276	VILLEBAROU	1 992	4,14	968 730	1 287 954	952 360	0	0
42005	ANDREZIEUX-BOUTHEON	9 329	4,62	0	17 240 772	6 013 994	9 123 185	6 013 994
42053	CHATEAUNEUF	1 466	3,21	1 667 620	0	0	0	0
42085	DOIZIEUX	660	2,31	60 270	0	0	0	0
42129	MACLAS	1 322	2,94	0	419 113	419 113	0	0
42200	ST ANDRE LE PUY	1 203	2,23	46 511	0	0	0	0
42285	ST ROMAIN LE PUY	2 845	2,90	338 764	507 979	507 979	0	0
42299	SAVIGNEUX	2 615	2,79	0	612 074	612 074	0	0
42300	SEVELINGES	593	2,27	87 807	0	0	0	0
43074	COHADE	665	3,43	84 015	178 739	178 739	0	0
43079	COUTEUGES	267	4,01	532 726	0	0	0	0
43132	MAZEYRAT D'ALLIER	1 267	2,74	24 913	132 578	132 578	0	0
43213	ST PAL DE MONS	1 767	2,74	0	269 575	269 575	0	0
43224	STE SIGOLENE	5 559	2,64	0	629 816	629 816	0	0
44045	CORDEMAIS	2 566	15,44	18 161 591	12 136 166	2 927 455	9 794 819	2 927 455
44052	DONGES	6 356	8,17	28 556 699	0	0	0	0
44078	JUIGNE LES MOUTIERS	325	3,52	324 992	0	0	0	0
45006	ARDON	883	3,18	0	382 554	223 284	0	0
45008	ARTENAY	1 974	3,45	467 679	903 344	892 288	0	0
45022	BATILLY EN GATINAIS	353	2,57	116 292	0	0	0	0
45070	CHAMPOULET	69	3,29	46 501	0	0	0	0
45122	DAMPIERRE EN BURLY	1 125	43,19	35 561 800	0	0	0	0
45133	ENGENVILLE	397	3,10	0	87 535	87 535	0	0
45137	ESCRENNES	656	2,68	0	47 554	47 554	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
45154	GIDY	1 516	5,32	1 759 193	377 560	377 560	0	0
45191	MALESHERBES	6 077	3,93	0	4 950 070	3 226 956	1 486 992	1 486 992
45192	MANCHECOURT	600	9,42	1 607 009	0	0	0	0
45235	ORMES	3 088	9,91	0	12 013 477	2 204 041	10 392 050	2 204 041
45240	OUTARVILLE	1 459	3,15	722 948	0	0	0	0
45253	PITHIVIERS LE VIEIL	1 873	3,55	0	1 060 491	673 242	55 277	55 277
45272	SAINT CYR EN VAL	3 320	6,40	0	8 592 454	2 980 243	6 389 302	2 980 243
45273	SAINT DENIS DE L HOTEL	2 657	6,66	10 139 635	1 410 817	1 410 817	0	0
45290	ST MARTIN D ABBAT	1 237	4,53	3 218 950	0	0	0	0
45310	SERMAISES	1 613	2,79	0	309 283	309 283	0	0
45315	SULLY SUR LOIRE	6 029	2,95	0	2 044 165	2 044 165	0	0
46135	LABASTIDE DU HAUT MONT	66	10,44	775 562	0	0	0	0
46147	LAGARDELLE	104	2,83	28 508	0	0	0	0
46150	LAMATIVIE	86	2,23	15 239	0	0	0	0
47077	CUZORN	887	3,48	597 119	0	0	0	0
47242	ST FRONT SUR LEMANCE	583	2,89	111 799	46 800	46 800	0	0
47256	ST MARTIN DE VILLEREAL	96	4,29	128 762	0	0	0	0
48015	PIED DE BORNE	203	5,89	1 641 684	0	0	0	0
48094	LE MASSEGROS	331	3,49	490 728	0	0	0	0
49058	CERQUEUX DE MAULEVRIER	652	5,59	412 683	0	0	0	0
49107	CORNILLE-LES-CAVES	453	4,25	130 065	214 236	207 688	17 336	17 336
50006	AMIGNY	126	6,14	152 233	0	0	0	0
50036	BAUPTTE	428	10,89	2 951 827	0	0	0	0
50127	CHEF DU PONT	763	3,74	522 733	0	0	0	0
50163	DIGULLEVILLE	256	784,97	46 208 695	0	0	0	0
50176	L ETANG BERTRAND	282	3,78	1 217 597	0	0	0	0
50184	FLAMANVILLE	1 709	30,83	11 260 559	0	0	0	0
50242	HERQUEVILLE	149	8,35	296 902	0	0	0	0
50257	JOBOURG	416	73,79	9 299 460	0	0	0	0
50353	LE MONT ST MICHEL	50	18,19	139 104	279 980	62 661	253 270	62 661
50385	OMONVILLE LA PETITE	135	1752,43	87 462 021	0	0	0	0
50453	SAINTE CECILE	771	6,36	236 106	321 579	162 642	177 042	162 642
50554	ST SENIER SOUS AVRANCHES	1 043	2,77	0	145 572	145 572	0	0
51043	BAZANCOURT	1 952	6,96	3 706 994	2 070 346	981 581	774 999	774 999
51115	CHAMPFLEURY	459	2,52	11 774	0	0	0	0
51156	CLOYES SUR MARNE	117	3,60	12 192	1 986	1 986	0	0
51158	VAL DES MARAIS	502	5,69	220 500	330 366	165 157	157 556	157 556
51165	CONNANTRE	1 147	9,54	1 682 389	379 326	379 326	86 284	86 284
51195	COUVROT	965	6,48	831 591	110 364	110 364	0	0
51259	FRANCHEVILLE	170	2,86	0	29 180	29 180	0	0
51285	HAUSSIMONT	179	26,57	2 484 130	0	0	0	0
51334	LUXEMONT ET VILLOTTE	446	5,82	111 159	141 903	141 903	65 692	65 692

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
51352	MAROLLES	552	15,02	317 141	1 772 604	270 605	1 605 270	270 605
51363	MERLAUT	229	2,37	25 224	0	0	0	0
51377	MONTEPREUX	37	5,23	87 065	0	0	0	0
51413	OIRY	959	7,85	2 040 633	1 300 447	431 321	675 987	431 321
51415	OMEY	257	28,30	2 281 213	0	0	0	0
51418	ORMES	396	2,98	0	87 709	87 709	0	0
51439	POMACLE	318	3,15	8 217	106 672	93 151	0	0
51446	PRINGY	413	3,00	0	92 070	92 070	0	0
51449	PRUNAY	863	2,53	65 153	0	0	0	0
51474	ST BRICE COURCELLES	3 566	3,47	0	2 718 083	1 658 566	0	0
51493	SAINT LEONARD	77	44,74	752 736	48 617	48 617	29 647	29 647
51515	SAINT REMY SUR BUSSY	311	2,92	84 327	0	0	0	0
51536	SILLERY	1 700	3,34	818 828	0	0	0	0
51538	SOGNY AUX MOULINS	122	9,54	232 163	334 080	29 850	253 627	29 850
51576	TOURS SUR MARNE	1 224	3,46	0	561 280	372 226	0	0
51595	VATRY	106	14,93	366 121	0	0	0	0
51621	VIENNE LE CHATEAU	636	4,48	631 965	0	0	0	0
52099	CHAMOUILLEY	908	3,38	559 856	0	0	0	0
52212	FRONVILLE	289	4,30	193 217	0	0	0	0
52247	ILLOUD	328	11,36	1 062 667	0	0	0	0
52360	OCCEY	149	2,87	1 734	0	0	0	0
52376	PANCEY	69	3,67	30 787	0	0	0	0
52449	SAINTS-GEOSMES	895	3,32	0	324 430	294 980	0	0
52512	VECQUEVILLE	722	4,12	463 091	182 586	182 586	0	0
52545	VOISINES	93	8,45	217 415	0	0	0	0
53013	AVERTON	618	5,41	670 164	182 397	164 012	0	0
53061	CHARCHIGNE	409	5,92	1 146 079	0	0	0	0
53085	CRENNES SUR FRAUBEE	180	7,75	637 349	0	0	0	0
53134	LIVET	111	6,40	216 343	0	0	0	0
53163	NEAU	724	3,15	132 952	109 254	109 254	0	0
53247	SAINT PIERRE LA COUR	1 660	4,96	4 079 346	0	0	0	0
54010	ALLAMPS	524	2,17	14 203	0	0	0	0
54051	BATILLY	1 144	24,90	38 874 253	0	0	0	0
54072	BEZAUMONT	253	2,56	128 806	0	0	0	0
54079	BLENOD LES PONT A MOUSSO	4 958	4,04	5 864 103	4 249 951	4 249 951	0	0
54110	CERVILLE	550	6,60	2 314 273	0	0	0	0
54115	CHAMPIGNEULLES	7 223	2,96	0	3 590 126	3 590 126	0	0
54150	CUSTINES	3 022	3,69	22 108	2 463 362	805 184	379 001	379 001
54202	FONTENOY SUR MOSELLE	200	11,81	665 017	0	0	0	0
54203	FORCELLES SAINT GORGON	151	2,55	25 241	0	0	0	0
54205	FOUG	2 774	2,29	185 554	0	0	0	0
54244	HAGEVILLE	85	15,49	679 251	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
54321	LONGLAVILLE	2 430	6,21	11 023 180	0	0	0	0
54373	MONCEL LES LUNEVILLE	400	11,20	662 463	895 606	201 384	716 434	201 384
54427	PIERRE PERCEE	96	25,96	1 442 213	0	0	0	0
54469	SAINT AIL	338	4,84	591 541	0	0	0	0
54470	SAINT BAUSSANT	60	2,12	4 138	0	0	0	0
54477	SAINT JULIEN LES GORZE	148	4,27	175 469	0	0	0	0
54494	SAULXEROTTE	80	2,60	54 633	0	0	0	0
54546	VANDIERES	977	3,22	0	564 940	299 924	0	0
54557	VELAINE EN HAYE	1 602	4,62	0	1 212 070	488 932	640 661	488 932
54575	VILLERS LA MONTAGNE	1 358	13,60	3 482 123	4 533 680	867 008	3 811 619	867 008
54584	VILLEY SAINT ETIENNE	1 072	11,84	7 266 816	0	0	0	0
54596	XEUILLEY	764	3,79	397 591	0	0	0	0
55030	BAUDIGNECOURT	100	2,63	0	2 898	2 898	0	0
55051	BIENCOURT SUR ORGE	167	3,12	33 385	0	0	0	0
55072	BRAQUIS	85	2,65	8 146	0	0	0	0
55102	CHARNY SUR MEUSE	472	3,00	193 717	0	0	0	0
55119	CLERY LE PETIT	208	9,84	68 898	0	0	0	0
55125	CONTRISSON	693	9,63	3 159 650	0	0	0	0
55137	CUISY	46	3,59	28 989	0	0	0	0
55154	DIEUE SUR MEUSE	1 454	2,76	0	237 913	237 913	0	0
55156	DOMBRAS	149	2,25	4 107	0	0	0	0
55162	DOMREMY LA CANNE	32	2,67	5 005	0	0	0	0
55189	FLEURY DEVANT DOUAUMONT	0	0,00	29	0	0	0	0
55224	HAIRONVILLE	579	4,20	735 128	0	0	0	0
55229	HAN SUR MEUSE	253	11,81	595 987	0	0	0	0
55296	LISLE EN RIGAULT	539	3,64	381 762	0	0	0	0
55312	MAIZEY	181	3,39	0	35 084	35 084	0	0
55398	PAGNY SUR MEUSE	918	4,15	0	1 397 476	449 758	548 424	449 758
55456	SAINT GERMAIN SUR MEUSE	243	5,14	62 783	109 267	91 566	44 161	44 161
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	558	5,43	0	770 663	334 420	507 758	334 420
55484	SEPTSARGES	62	2,69	93 680	0	0	0	0
55496	SORCY SAINT MARTIN	974	4,38	0	754 218	390 226	352 676	352 676
55511	THONNELLE	140	2,75	60 217	0	0	0	0
55519	TRONVILLE EN BARROIS	2 065	3,13	0	636 731	636 731	0	0
55581	WILLERONCOURT	119	3,41	0	69 007	44 414	0	0
56061	LA GACILLY	2 346	4,12	0	2 234 057	1 346 463	854 338	854 338
56159	PLEUCADEUC	1 525	2,73	0	212 498	212 498	0	0
56213	SAINT GERAND	919	5,64	143 617	0	0	0	0
57043	AY SUR MOSELLE	1 536	15,15	9 823 371	0	0	0	0
57060	BENESTROFF	524	3,39	0	207 058	176 735	0	0
57106	BOUZONVILLE	4 220	3,16	969 766	389 802	389 802	0	0
57124	CATTENOM	2 376	46,99	38 301 486	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
57193	ENNERY	1 773	5,97	0	1 745 712	568 470	1 242 731	568 470
57242	GANDRANGE	2 570	8,87	3 481 359	4 209 465	1 425 816	3 002 858	1 425 816
57251	GOIN	289	2,42	11 377	0	0	0	0
57283	HAGONDANGE	8 733	3,43	1 424 079	5 652 657	5 644 370	0	0
57287	BASSE-HAM	1 907	6,86	0	6 461 143	1 282 335	4 978 943	1 282 335
57289	HAMBACH	2 543	3,14	0	1 141 879	529 958	0	0
57303	HAUCONCOURT	573	12,38	0	2 337 803	420 052	2 101 101	420 052
57314	HEMING	471	9,40	1 043 659	228 775	168 851	44 367	44 367
57336	L'HOPITAL	6 079	2,83	2 772 385	0	0	0	0
57350	JOUY AUX ARCHES	1 571	2,71	0	145 209	145 209	0	0
57392	LEMUD	298	4,37	0	219 551	91 889	102 383	91 889
57452	LA MAXE	833	6,57	540 762	877 350	236 479	529 100	236 479
57488	MOUSSEY	654	3,30	316 291	0	0	0	0
57521	OETING	1 908	2,53	0	31 524	31 524	0	0
57566	REDING	2 390	2,58	337 974	0	0	0	0
57582	RICHEMONT	1 952	7,14	2 151 044	4 235 937	1 197 642	2 859 630	1 197 642
57606	SAINT AVOLD	17 473	4,79	0	30 054 076	12 134 343	16 922 645	12 134 343
57628	SARRALBE	4 605	4,85	5 156 535	1 623 049	1 623 049	0	0
57645	SEMECOURT	883	3,45	0	391 028	214 376	0	0
57677	TREMERY	1 152	94,66	49 063 938	0	0	0	0
58134	IMPHY	4 095	4,20	4 095 329	869 788	869 788	0	0
58138	LANGERON	365	3,55	0	166 702	114 894	8 355	8 355
58186	MURLIN	95	2,11	4 573	0	0	0	0
58187	MYENNES	568	2,79	0	81 369	81 369	0	0
58222	RLX	187	6,51	449 626	0	0	0	0
58238	SAINT ELOI	1 999	3,56	0	862 299	503 194	48 137	48 137
58262	SAINT PEREUSE	292	2,72	70 352	0	0	0	0
58280	SOUGY SUR LOIRE	539	3,94	200 362	346 445	200 284	0	0
58308	VIGNOL	85	2,11	668	0	0	0	0
59021	ASSEVENT	1 897	6,75	7 150 328	0	0	0	0
59034	AVELIN	2 321	3,56	0	1 592 205	851 973	92 420	92 420
59039	AWOINGT	567	3,72	685 474	0	0	0	0
59084	BLARINGHEM	1 807	6,62	4 474 692	0	0	0	0
59091	BORRE	551	3,17	176 505	0	0	0	0
59165	CUINCY	6 968	10,34	0	35 751 456	7 514 104	31 193 960	7 514 104
59192	EMERCHICOURT	1 003	3,93	2 441 760	0	0	0	0
59195	ENGLOS	605	5,92	169 591	571 469	185 331	354 555	185 331
59196	ENNETIERES EN WEPPE	1 141	3,75	0	455 266	233 321	90 595	90 595
59225	FEIGNIES	7 286	3,68	6 497 732	0	0	0	0
59256	FRETIN	3 013	6,47	0	6 359 848	1 810 003	4 757 533	1 810 003
59268	LA GORGUE	5 267	5,13	20 391 951	0	0	0	0
59290	HAUT LIEU	547	3,92	133 242	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
59313	HORDAIN	1 200	28,67	41 652 989	0	0	0	0
59329	LAMBRES LES DOUAI	5 000	5,24	0	14 662 865	4 675 513	9 320 885	4 675 513
59343	LESQUIN	6 046	3,12	0	3 106 280	3 106 280	0	0
59346	LEZENNES	3 365	2,66	0	574 472	574 472	0	0
59348	LIEU SAINT AMAND	1 258	20,44	25 533 524	0	0	0	0
59389	MASNIERES	2 564	2,38	767 703	0	0	0	0
59437	NOYELLES LES SECLIN	859	20,36	2 032 549	3 414 936	615 887	3 109 969	615 887
59461	PETIT FAYT	264	7,88	358 705	0	0	0	0
59466	PONT A MARCQ	2 239	2,75	658 439	0	0	0	0
59515	ROUVIGNIES	589	13,34	2 842 998	0	0	0	0
59517	LES RUES DES VIGNES	676	4,31	949 203	0	0	0	0
59557	SAULTAIN	2 105	3,71	586 158	0	0	0	0
59566	SEQUEDIN	3 659	3,24	0	1 767 463	1 420 037	0	0
59584	TAISNIERES SUR HON	925	4,46	1 447 201	0	0	0	0
59585	TEMPLEMARS	3 473	3,72	0	2 489 349	1 405 806	455 466	455 466
59603	TRITH SAINT LEGER	6 285	8,71	12 243 802	0	0	0	0
59605	UXEM	1 101	3,76	615 676	318 804	318 804	0	0
59643	WARNETON	183	6,83	295 409	0	0	0	0
60009	ALLONNE	1 292	4,42	0	1 088 600	531 797	522 949	522 949
60125	CANLY	700	3,54	15 259	417 403	199 683	1 657	1 657
60130	CATENOY	1 136	2,76	991 542	0	0	0	0
60138	CHAMANT	992	3,77	210 719	212 017	212 017	0	0
60149	CHEVRIERES	1 710	4,14	787 627	995 853	695 900	0	0
60150	CHIRY OURSCAMPS	1 219	2,81	896 889	0	0	0	0
60156	CLAIROIX	2 013	6,58	962 270	2 772 920	794 603	1 857 879	794 603
60204	ECUVILLY	257	4,94	0	544 088	160 617	321 505	160 617
60209	ENENCOURT LE SEC	172	4,20	537 677	0	0	0	0
60211	ERAGNY SUR EPTE	564	5,39	149 072	40 216	40 216	0	0
60219	ESCLES ST PIERRE	121	2,63	14 550	0	0	0	0
60233	FEUQUIERES	1 588	5,39	2 643 124	0	0	0	0
60254	FRANCIERES	482	4,45	0	371 692	149 729	181 019	149 729
60281	GOURNAY SUR ARONDE	596	7,44	1 182 386	0	0	0	0
60309	HENONVILLE	799	3,75	748 482	0	0	0	0
60350	LASSIGNY	1 277	4,90	1 283 619	269 079	269 079	0	0
60351	LATAULE	107	6,75	844 342	0	0	0	0
60369	LONGUEIL STE MARIE	1 470	6,29	0	2 077 225	491 222	1 528 510	491 222
60402	LE MEUX	1 804	7,47	0	4 634 040	964 377	3 701 771	964 377
60414	MONTATAIRE	12 173	3,27	0	11 199 324	10 735 507	0	0
60469	NOVILLERS LES CAILLOUX	318	3,65	39 823	102 299	102 299	0	0
60494	PLAILLY	1 611	3,78	0	1 023 471	713 353	225 685	225 685
60506	PONTLEVEQUE	807	3,16	486 819	0	0	0	0
60524	RANTIGNY	2 552	2,75	0	316 187	316 187	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
60528	REILLY	170	13,62	904 138	0	0	0	0
60533	RESSONS SUR MATZ	1 520	4,00	0	1 782 763	650 367	597 574	597 574
60537	RIBECOURT DRESLINCOURT	4 262	2,55	0	119 135	119 135	0	0
60561	RUSSY BEMONT	154	8,31	224 581	0	0	0	0
60570	ST CREPIN IBOUVILLERS	1 043	7,96	3 157 920	0	0	0	0
60573	ST EUSOYE	233	2,82	35 776	0	0	0	0
60589	ST MAXIMIN	2 604	2,87	0	1 048 153	1 048 153	0	0
60616	SERIFONTAINE	2 662	3,00	3 234 822	0	0	0	0
60636	THOUROTTE	5 412	3,48	3 380 354	1 467 154	1 467 154	0	0
60647	TROSLY BREUIL	2 198	5,55	3 781 168	0	0	0	0
60658	VAUCIENNES	676	3,06	580 974	0	0	0	0
60665	VENETTE	2 796	3,68	0	1 203 541	1 010 997	180 738	180 738
60673	VIEFVILLERS	166	3,13	0	38 900	32 443	0	0
60684	VILLERS ST PAUL	6 027	2,52	0	113 719	113 719	0	0
60685	VILLERS ST SEPULCRE	875	11,05	6 332 996	0	0	0	0
61062	BRIEUX	94	11,63	238 607	0	0	0	0
61064	BRULLEMAIL	98	3,58	6 451	0	0	0	0
61077	CERISE	805	2,87	0	65 915	65 915	0	0
61081	CHAILLOUE	473	3,74	337 172	0	0	0	0
61097	LA CHAPELLE MONTLIGEON	725	2,24	57 771	0	0	0	0
61138	CROISILLES	175	5,27	72 225	71 977	53 313	20 009	20 009
61165	LA FERRIERE BOCHARD	623	3,04	68 727	0	0	0	0
61167	LA FERTE FRESNEL	719	4,04	319 996	0	0	0	0
61179	LA FRESNAYE AU SAUVAGE	193	2,74	20 469	0	0	0	0
61200	HALEINE	269	10,85	105 982	0	0	0	0
61321	PACE	330	8,59	494 299	0	0	0	0
61333	PONTCHARDON	310	3,11	190 240	0	0	0	0
61402	ST HILAIRE DE BRIOUZE	268	5,68	158 854	91 735	91 735	13 039	13 039
61414	ST LANGIS LES MORTAGNE	903	4,53	117 581	704 485	396 971	300 004	300 004
61484	LE THEIL SUR HUISNE	1 949	6,48	968 842	355 015	355 015	21 976	21 976
62040	ARQUES	9 457	5,34	16 560 719	0	0	0	0
62132	BILLY BERCLAU	4 295	20,14	0	57 008 461	9 775 481	53 777 090	9 775 481
62147	BOIRY SAINTE RICTRUDE	420	17,96	1 267 018	181 851	181 851	88 134	88 134
62156	BONNINGUES LES CALAIS	578	13,34	5 930 708	1 699 457	790 643	995 623	790 643
62173	BREBIERES	4 477	8,74	16 212 818	0	0	0	0
62227	CLENLEU	184	4,35	19 997	45 098	39 582	9 841	9 841
62239	COQUELLES	2 415	11,25	6 663 479	0	0	0	0
62240	CORBEHEM	2 332	4,20	1 207 950	0	0	0	0
62276	DOUVRIEN	5 483	7,87	0	27 692 231	7 534 573	22 534 631	7 534 573
62358	FRESNOY EN GOHELLE	201	3,64	28 057	0	0	0	0
62360	FRETHUN	1 103	13,72	5 530 513	0	0	0	0
62384	GRAINCOURT LES HAVRINCOURT	627	2,62	0	41 806	41 806	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
62456	HOUCHIN	689	4,99	363 424	392 965	205 794	89 485	89 485
62479	LABEUVRIERE	1 742	3,08	726 773	48 627	48 627	0	0
62480	LABOURSE	2 043	3,15	0	1 161 424	945 397	0	0
62502	LESTREM	3 886	10,08	15 938 960	0	0	0	0
62505	LEULINGHEN BERNES	404	4,63	1 035 217	0	0	0	0
62550	MARCONNELLE	1 338	5,53	404 128	949 483	446 638	503 315	446 638
62552	MARESQUEL ECQUEMICOURT	866	5,19	2 612 485	0	0	0	0
62654	PEUPLINGUES	591	5,07	1 112 499	0	0	0	0
62708	RIENCOURT LES BAPAUME	26	2,53	6 151	0	0	0	0
62727	RUITZ	1 606	17,26	3 105 039	9 538 511	1 963 972	8 681 921	1 963 972
62853	VIEIL MOUTIER	333	7,44	1 415 529	0	0	0	0
62875	WARDREQUES	1 088	8,36	2 991 612	0	0	0	0
62902	WIZERNES	3 509	3,70	2 104 552	0	0	0	0
63004	LES ANCIZES-COMPS	1 855	7,20	8 486 040	0	0	0	0
63178	ISSOIRE	14 778	2,63	0	2 110 131	2 110 131	0	0
63238	MONTFERMY	159	3,09	239 695	0	0	0	0
63269	PARENT	661	3,16	425 227	0	0	0	0
63291	PUY-GUILLAUME	2 674	2,69	0	516 999	516 999	0	0
63399	SAINTE SULPICE	116	4,04	37 684	9 476	9 476	0	0
63470	VOLVIC	4 412	3,41	2 347 944	0	0	0	0
64003	ABIDOS	204	38,90	2 999 472	0	0	0	0
64006	ACCOUS	447	3,32	273 100	152 455	152 455	0	0
64117	BESINGRAND	131	31,18	2 359 123	0	0	0	0
64126	BIDOS	1 238	4,99	2 110 101	0	0	0	0
64134	BONLOC	289	3,73	474 232	0	0	0	0
64136	BORCE	166	2,72	236 978	0	0	0	0
64138	BORDES	1 980	7,25	7 163 116	0	0	0	0
64300	LACQ	668	18,05	3 440 974	1 495 186	493 536	1 177 684	493 536
64316	LARRAU	217	2,57	0	25 804	25 804	0	0
64396	MONT	992	15,29	2 939 559	438 364	438 364	174 225	174 225
64418	NOGUERES	145	18,09	938 254	0	0	0	0
64421	OGEU LES BAINS	1 128	3,37	0	580 353	370 714	0	0
64431	OS MARSILLON	428	8,02	666 385	279 871	116 498	108 394	108 394
64443	PARDIES	1 022	14,14	3 516 197	1 813 058	428 154	1 355 273	428 154
64467	RONTIGNON	699	2,60	485 910	0	0	0	0
64500	SALLES MONGISCARD	267	2,65	35 513	1 257	1 257	0	0
64519	SERRES CASTET	3 113	2,65	0	440 337	440 337	0	0
65017	ARAGNOUET	263	7,50	135 536	2 883 598	1 993 896	2 280 172	1 993 896
65054	AVEZAC PRAT LAHITTE	538	3,23	509 954	0	0	0	0
65072	BAZET	1 352	2,74	0	352 907	352 907	0	0
65092	BEYREDE JUMET	220	7,07	1 617 524	0	0	0	0
65117	CADEILHAN TRACHERE	56	7,56	536 186	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
65140	CAZAUX DEBAT	12	2,28	8 559	0	0	0	0
65180	FRECHET AURE	11	3,14	15 555	0	0	0	0
65192	GEDRE	292	8,13	1 079 762	2 415 074	686 897	1 794 522	686 897
65197	GER	132	2,80	9 081	8 064	8 064	0	0
65199	GERM	266	2,00	996 462	0	0	0	0
65282	LOUDENVIELLE	272	3,09	0	381 037	319 958	0	0
65371	PRECHAC	197	2,69	0	30 649	30 649	0	0
65382	SACOUÉ	57	3,90	119 612	0	0	0	0
65399	SALIGOS	80	2,68	103 341	0	0	0	0
65411	SASSIS	61	4,25	92 796	146 070	75 479	9 856	9 856
65450	TRAMEZAIGUES	30	4,39	10 887	106 399	77 363	44 386	44 386
65478	VISCOS	41	5,32	386 070	0	0	0	0
66036	CANAVAILLES	58	2,58	1 102	2 968	2 968	0	0
66146	PORTA	98	3,92	336 221	0	0	0	0
66170	SAINTE COLOMBE	101	5,09	35 435	26 228	26 228	1 823	1 823
66209	THUES ENTRE VALLS	42	3,01	35 222	0	0	0	0
67025	BEINHEIM	1 808	13,12	5 592 325	0	0	0	0
67036	BETTWILLER	336	14,19	2 450 044	0	0	0	0
67106	DRUSENHEIM	4 745	2,86	0	1 132 255	1 089 844	0	0
67108	DUPPIGHEIM	1 503	7,90	1 334 838	2 016 772	545 388	1 395 897	545 388
67124	ENTZHEIM	1 871	2,66	0	113 675	113 675	0	0
67128	ERNOLSHEIM BRUCHE	1 704	5,13	1 511 297	347 656	266 097	0	0
67137	FEGERSHEIM	4 553	4,46	1 472 206	1 760 538	1 105 617	110 114	110 114
67142	FORT LOUIS	242	6,24	411 837	443 004	141 859	214 162	141 859
67258	LANDERSHEIM	132	16,32	358 360	61 934	40 982	31 034	31 034
67261	LAUTERBOURG	2 307	8,35	4 632 740	0	0	0	0
67281	MARCKOLSHEIM	3 670	5,03	984 860	4 617 480	1 351 818	2 404 299	1 351 818
67282	MARLENHEIM	3 396	2,52	0	23 393	23 393	0	0
67300	MOLSHEIM	9 497	2,61	0	875 051	875 051	0	0
67338	OBNHEIM	1 218	4,97	1 344 359	0	0	0	0
67348	OBERNAI	11 070	4,68	303 560	10 718 717	5 079 589	5 653 614	5 079 589
67370	PETERSBACH	710	3,10	378 644	0	0	0	0
67389	REICHSTETT	4 900	2,62	0	189 718	189 718	0	0
67401	RIMSDORF	264	15,44	2 433 065	0	0	0	0
67434	SARRE UNION	3 408	2,63	0	277 274	277 274	0	0
67448	SCHIRMECK	2 227	2,52	0	18 022	18 022	0	0
67458	SCHWEIGHOUSE SUR MODER	4 660	2,77	0	942 926	942 926	0	0
67478	STEINBOURG	1 942	4,90	1 544 712	67 113	67 113	0	0
67506	VENDENHEIM	5 629	4,89	4 816 182	96 484	96 484	0	0
67543	WISCHES	2 032	2,51	0	12 785	12 785	0	0
68020	BANTZENHEIM	1 593	16,82	12 643 359	1 227 467	987 224	258 886	258 886
68028	BERGHEIM	1 851	5,25	0	4 851 153	1 867 003	3 090 044	1 867 003

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
68036	BIESHEIM	2 342	19,28	18 036 510	8 939 387	2 159 980	6 862 653	2 159 980
68060	BURNHAUPT LE HAUT	1 520	3,87	0	1 030 041	658 036	276 059	276 059
68064	CHALAMPE	984	11,25	5 016 901	580 737	464 500	0	0
68091	FESSENHEIM	2 127	11,49	11 186 758	1 507 883	1 348 119	96 406	96 406
68104	GEISWASSER	258	2,96	164 691	0	0	0	0
68144	HOMBOURG	876	8,56	5 082 628	1 081 775	387 668	0	0
68149	HUNINGUE	6 160	4,49	0	8 376 726	3 427 422	4 161 207	3 427 422
68162	KAYSERSBERG	2 720	3,54	447 459	2 079 252	1 940 019	0	0
68172	KUNHEIM	1 587	7,21	0	4 516 645	587 866	3 558 293	587 866
68185	LIEPVRE	1 650	4,98	0	2 262 685	546 599	1 349 779	546 599
68199	MALMERSPACH	561	2,78	124 507	0	0	0	0
68230	NAMBSHEIM	414	3,35	0	371 239	152 231	0	0
68233	NIEDERBRUCK	375	5,02	0	450 425	153 903	271 720	153 903
68253	OTTMARSHEIM	1 950	8,18	0	8 887 073	1 242 170	7 321 309	1 242 170
68287	ROUFFACH	4 499	3,06	1 888 440	0	0	0	0
68338	TURCKHEIM	3 662	2,58	0	178 787	178 787	0	0
68343	UNGERSHEIM	1 648	3,04	0	682 755	682 755	0	0
68348	VLEUX THANN	3 009	4,35	2 885 341	203 724	203 724	0	0
68349	VILLAGE NEUF	3 157	5,68	7 279 418	1 145 623	1 145 623	0	0
68351	VOGELGRUN	525	3,91	145 229	655 935	262 325	50 607	50 607
68365	WETTOLSHEIM	1 721	5,74	0	3 303 516	924 391	2 284 232	924 391
69005	AMBERIEUX	432	6,44	299 696	453 917	183 100	252 635	183 100
69013	ARNAS	3 180	5,59	0	3 359 526	1 272 218	2 271 429	1 272 218
69040	CHAMPAGNE AU MONT D'OR	4 997	2,91	0	825 117	825 117	0	0
69055	LES CHERES	1 081	2,62	0	142 324	142 324	0	0
69059	CIVRIEUX	1 315	2,57	0	76 261	76 261	0	0
69100	IRIGNY	8 465	2,63	0	1 034 195	1 034 195	0	0
69116	LIMONEST	2 848	4,15	0	1 738 327	987 038	686 579	686 579
69127	MARCY-L'ETOILE	3 167	7,52	8 735 582	2 022 908	1 275 579	0	0
69142	LA MULATIERE	6 858	2,37	890 418	0	0	0	0
69143	NEUVILLE SUR SAONE	7 114	3,11	0	2 794 909	2 794 909	0	0
69152	PIERRE BENITE	10 015	3,64	10 873 243	2 262 877	2 262 877	0	0
69163	QUINCIEUX	2 699	3,30	0	1 603 954	981 169	0	0
69199	SAINT-FONS	15 730	3,90	0	24 949 520	13 946 776	7 189 839	7 189 839
69225	ST MARCEL L'ECLAIRE	524	2,86	0	180 798	169 426	0	0
69271	CHASSIEU	9 340	4,21	0	14 520 082	6 628 483	6 012 209	6 012 209
69273	CORBAS	9 309	2,54	0	409 523	409 523	0	0
69276	FEYZIN	8 557	5,24	908 659	20 686 626	6 365 798	12 798 583	6 365 798
69278	GENAY	4 700	3,19	0	1 746 478	1 417 922	0	0
69296	SOLAIZE	2 288	4,52	625 482	2 061 809	862 830	706 142	706 142
70012	AMANCE	776	2,79	134 088	0	0	0	0
70037	AUTET	290	3,10	20 701	38 131	38 131	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
70130	CHARCENNE	331	6,38	193 669	0	0	0	0
70138	CHASSEY LES SCEY	102	19,87	223 384	0	0	0	0
70167	CONFLANDEY	428	6,49	1 107 819	0	0	0	0
70171	CORBENAY	1 428	4,55	917 257	362 064	362 064	0	0
70178	LA COTE	512	3,01	0	89 966	89 966	0	0
70202	DEMANGEVELLE	367	2,61	83 137	0	0	0	0
70281	GREUCOURT	64	2,89	0	5 120	5 120	0	0
70321	MAGNY VERNOIS	1 056	4,35	239 410	377 237	275 772	43 500	43 500
70345	MIELLIN	84	2,54	0	551	551	0	0
70388	NOIDANS LES VESOU	2 145	8,04	4 278 534	3 701 532	2 340 904	2 262 097	2 262 097
70469	SAINTE MARIE EN CHANOIS	206	3,55	130 495	0	0	0	0
70483	SCYE	110	2,95	40 286	0	0	0	0
70529	VELET	450	3,30	88 846	0	0	0	0
71022	BAUDEMONT	725	2,69	0	70 404	70 404	0	0
71047	BOURBON LANCY	5 767	4,41	7 903 718	0	0	0	0
71057	BRAY	131	3,83	115 716	0	0	0	0
71131	CIEL	611	4,96	509 515	46 721	46 721	0	0
71204	FRAGNES	927	28,13	12 104 586	0	0	0	0
71213	LA GENETE	461	3,87	470 434	0	0	0	0
71230	GUEUGNON	8 913	2,58	607 432	116 261	116 261	0	0
71287	MASSILLY	372	8,13	661 361	0	0	0	0
71341	PALLEAU	109	22,30	2 108 011	0	0	0	0
71448	ST MARTIN BELLE ROCHE	1 188	3,27	0	694 766	390 252	0	0
71498	SANTILLY	109	4,46	161 130	0	0	0	0
71522	SIMANDRE	1 300	2,24	40 856	0	0	0	0
71588	VITRY EN CHAROLLAIS	995	2,92	119 388	126 624	126 624	0	0
72007	ARDENAY SUR MERIZE	435	8,55	1 226 515	115 327	107 226	0	0
72008	ARNAGE	5 794	3,15	0	1 895 255	1 895 255	0	0
72035	BESSE SUR BRAYE	2 655	5,94	9 109 431	0	0	0	0
72054	CHAMPAGNE	3 361	3,88	0	2 886 846	1 434 137	801 460	801 460
72065	LA CHAPELLE SAINT AUBIN	2 136	3,10	0	917 006	753 954	0	0
72080	CHERRE	1 327	5,94	1 513 812	551 507	367 326	0	0
72086	COMMERVEIL	137	2,20	2 759	0	0	0	0
72190	MAROLLES SAINT CALAIS	261	6,81	666 489	0	0	0	0
72331	SCEAUX SUR HUISNE	555	3,46	479 878	0	0	0	0
72334	SILLE LE GUILLAUME	2 657	2,99	270 505	796 011	796 011	0	0
72336	SOLESMES	1 425	2,72	0	148 665	148 665	0	0
72337	SOUGE LE GANELON	817	4,62	1 277 279	0	0	0	0
72346	LA SUZE SUR SARTHE	3 643	3,17	0	2 187 053	1 678 701	0	0
73015	LES ALLUES	1 891	4,30	0	6 813 397	4 867 576	3 023 697	3 023 697
73024	LES AVANCHERS VALMOREL	722	3,98	0	1 758 518	1 426 621	572 698	572 698
73026	AVRIEUX	346	11,32	923 660	2 751 029	583 200	2 322 528	583 200

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
73028	LA BALME	180	3,86	152 866	100 285	100 285	0	0
73034	BEAUFORT SUR DORON	2 036	2,50	0	3 648	3 648	0	0
73038	BELLENTRE	804	2,81	0	409 277	409 277	0	0
73045	LE BOIS	275	8,47	4 240 762	0	0	0	0
73046	BONNEVAL	103	3,65	151 231	130 490	130 490	0	0
73057	BRIDES LES BAINS	606	3,28	0	1 057 246	1 057 246	0	0
73067	LA CHAMBRE	1 131	2,92	257 524	148 974	148 974	0	0
73070	CHAMPAGNEUX	382	5,57	522 047	10 332	10 332	0	0
73115	FONTAINE LE PUIITS	123	2,69	0	27 742	27 742	0	0
73119	FRENEY	85	19,52	203 571	1 180 455	157 214	1 099 160	157 214
73135	HERMILLON	531	3,92	0	634 286	258 668	188 536	188 536
73150	MACOT LA PLAGNE	1 591	4,74	0	4 685 799	3 445 808	2 596 660	2 596 660
73171	MONTMELIAN	4 026	2,61	0	546 382	546 382	0	0
73173	MONTRICHER ALBANNE	605	4,00	277 341	293 637	293 637	0	0
73175	MONTSAPEY	54	9,11	571 174	117 483	117 483	13 250	13 250
73180	MOTZ	332	5,45	601 219	436 086	234 115	84 408	84 408
73187	LA LECHERE	1 799	6,00	4 025 296	2 329 614	1 903 854	515 013	515 013
73194	ORELLE	356	28,08	14 629 634	201 132	201 132	0	0
73203	PONTAMAFREY MONTPASCAL	359	4,01	55 122	491 847	195 759	129 436	129 436
73215	LA ROCHETTE	3 195	3,05	0	1 593 156	1 593 156	0	0
73227	ST BON TARENTEISE	1 869	2,94	0	1 680 009	1 680 009	0	0
73230	ST COLOMBAN DES VILLARDS	198	8,46	384 828	0	0	0	0
73240	STE HELENE DU LAC	608	3,14	0	487 097	374 772	0	0
73244	ST JEAN DE BELLEVILLE	421	2,55	260 230	0	0	0	0
73248	ST JEAN DE MAURIENNE	9 373	2,54	0	412 436	412 436	0	0
73253	ST MARCEL	682	4,42	690 515	1 372 783	1 242 696	298 483	298 483
73257	ST MARTIN DE BELLEVILLE	2 552	5,65	0	13 723 306	8 781 285	9 373 109	8 781 285
73261	ST MICHEL DE MAURIENNE	2 978	3,04	0	2 164 389	1 610 406	0	0
73290	TERMIGNON	433	3,54	0	890 003	838 501	30 141	30 141
73296	TIGNES	2 238	4,27	0	7 971 371	7 389 281	3 478 832	3 478 832
73297	TOURNON	403	3,71	0	527 843	236 499	93 268	93 268
73303	UGINE	7 228	3,14	448 908	5 105 926	4 986 730	0	0
73304	VAL D'ISERE	1 660	4,94	0	8 101 698	8 101 698	4 784 578	4 784 578
73307	VALMEINIER	467	2,92	0	392 958	392 958	0	0
73320	VILLARGONDRAN	966	4,91	880 016	1 129 922	352 104	296 573	296 573
73322	VILLARODIN BOURGET	511	5,29	162 051	359 407	359 407	155 523	155 523
73323	VILLAROGER	376	3,65	768 070	93 499	93 499	0	0
74063	CHATEL	1 513	2,69	0	525 234	525 234	0	0
74109	ELOISE	717	2,71	0	99 957	99 957	0	0
74130	FRANCLENS	442	2,28	101 124	0	0	0	0
74134	LES GETS	1 369	2,56	0	133 945	133 945	0	0
74159	MAGLAND	2 823	3,21	0	1 426 108	1 426 108	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
74165	MARIGNY-SAINT-MARCEL	639	3,58	0	573 819	271 288	42 761	42 761
74169	MARNAZ	4 478	5,43	0	8 224 820	1 694 766	5 420 372	1 694 766
74181	METZ-TESSY	2 045	5,54	1 136 535	0	0	0	0
74191	MORZINE	3 010	3,50	0	3 173 228	3 173 228	14 782	14 782
74195	MUSIEGES	269	4,39	0	565 233	265 295	266 231	265 295
74218	PUBLIER	5 068	5,21	9 971 567	2 892 432	2 892 432	0	0
74225	RUMILLY	11 617	3,12	0	9 374 521	6 697 317	0	0
74264	SCIONZIER	6 207	4,03	0	7 199 418	3 221 810	2 488 352	2 488 352
74278	THYEZ	4 938	5,07	48 228	8 861 856	1 798 111	5 388 388	1 798 111
74290	VALLORCINE	396	3,31	545 304	0	0	0	0
74312	VOUGY	972	10,86	975 262	4 908 211	542 093	4 197 239	542 093
76001	ALLOUVILLE-BELLEFOSSE	1 007	2,23	90 165	0	0	0	0
76004	AMBRUMESNIL	461	5,20	1 038 605	0	0	0	0
76086	BERTRIMONT	196	3,45	496 652	0	0	0	0
76097	BIVILLE LA RIVIERE	108	2,84	61 360	0	0	0	0
76183	COLLEVILLE	714	3,21	463 358	0	0	0	0
76195	CRIQUETOT LE MAUCONDUIT	133	2,61	62 760	0	0	0	0
76214	DENESTANVILLE	242	2,68	128 093	0	0	0	0
76260	FERRIERES EN BRAY	1 676	3,15	496 305	0	0	0	0
76272	FONTAINE LE DUN	1 014	4,13	1 343 739	0	0	0	0
76305	GONFREVILLE L'ORCHER	10 004	14,59	37 853 319	0	0	0	0
76335	GUEUTTEVILLE	66	4,97	316 720	0	0	0	0
76363	HODENG-AU-BOSC	560	15,49	3 056 612	0	0	0	0
76384	LILLEBONNE	9 936	3,46	0	11 496 341	8 289 464	0	0
76414	MARTIN-EGLISE	1 366	7,78	1 315 030	2 686 975	659 094	1 889 615	659 094
76476	NOTRE DAME DE GRAVENCHON	8 842	17,85	23 903 032	52 989 050	9 482 329	47 979 628	9 482 329
76493	PALUEL	426	245,99	35 355 244	0	0	0	0
76496	PENLY	359	11,55	2 390 143	0	0	0	0
76499	PETIVILLE	1 003	2,60	0	28 444	28 444	0	0
76533	ROGERVILLE	1 268	10,14	81 567	0	0	0	0
76545	ROUXMESNIL-BOUTEILLES	1 823	7,72	4 002 896	1 424 809	799 438	338 158	338 158
76570	SAINT-CRESPIN	288	3,00	92 434	0	0	0	0
76618	SAINT MARTIN EN CAMPAGNE	1 018	62,25	47 286 581	0	0	0	0
76664	SASSEVILLE	275	2,62	0	8 911	8 911	0	0
76709	LE TRAIT	5 445	3,40	1 266 326	4 073 492	3 266 342	0	0
76711	LE TREPORT	5 995	3,36	0	4 372 554	4 054 695	0	0
76728	LA VAUPALIERE	1 034	3,14	772 893	0	0	0	0
76743	VILLERS ECALLES	1 797	2,61	406 931	0	0	0	0
76750	YAINVILLE	1 194	4,04	0	1 968 176	657 526	686 569	657 526
79005	AIRVAULT	3 176	3,59	0	3 119 238	1 857 360	263 449	263 449
79108	DOUX	238	2,91	0	76 912	76 912	0	0
79136	GOURNAY LOIZE	589	2,38	117 072	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
79157	LOUZY	1 145	2,95	0	374 645	374 645	0	0
79159	LUCHE THOUARSAIS	339	3,59	351 478	0	0	0	0
79164	MAISONNAIS	288	4,36	551 728	0	0	0	0
79246	SAINTE EANNE	600	4,75	0	753 328	373 272	417 878	373 272
79264	ST LEGER DE LA MARTINIERE	1 078	6,01	3 776 777	0	0	0	0
80024	ARGOEUVES	547	4,69	462 589	85 077	85 077	0	0
80036	AUBIGNY	541	12,58	2 198 257	0	0	0	0
80063	BEAUCHAMPS	1 015	2,72	7 282	152 056	152 056	0	0
80150	BUIRE-COURCELLES	291	21,86	838 207	0	0	0	0
80177	CARTIGNY	714	2,86	58 298	0	0	0	0
80209	CONTOIRE	348	9,79	1 071 045	0	0	0	0
80274	EPPEVILLE	2 097	5,05	2 981 212	0	0	0	0
80302	FAVEROLLES	143	27,43	2 099 082	0	0	0	0
80313	FLAUCOURT	327	3,73	134 696	39 124	39 124	0	0
80482	LIMEUX	135	3,48	110 208	0	0	0	0
80523	MEAULTE	1 280	5,72	1 467 034	0	0	0	0
80542	MESNIL-SAINT-NICAISE	525	45,52	2 680 247	0	0	0	0
80557	ESTREES-MONS	629	12,73	1 066 913	0	0	0	0
80703	SAINTE-GERMAIN-SUR-BRESLE	187	2,31	22 284	0	0	0	0
80785	VECQUEMONT	502	16,40	4 512 826	0	0	0	0
80795	VILLE-LE-MARCLET	555	3,02	377 941	0	0	0	0
80802	VILLERS-FAUCON	639	7,72	1 532 473	0	0	0	0
80815	VRON	729	2,80	0	94 298	94 298	0	0
81036	BOUT DU PONT DE L'ARN	1 102	3,81	253 629	650 587	448 902	0	0
81078	DAMIATTE	775	2,68	76 391	0	0	0	0
81083	DURFORT	279	3,90	208 915	9 006	9 006	0	0
81134	LAMONTELARIE	73	3,63	158 215	0	0	0	0
82072	GOLFECH	720	92,80	47 003 397	0	0	0	0
83074	LA MARTRE	137	2,72	118 637	0	0	0	0
83127	SIGNES	2 055	5,56	2 010 683	0	0	0	0
85045	LA CHAIZE GIRAUD	606	2,65	229 808	0	0	0	0
85058	CHASNAIS	494	6,74	339 859	503 464	125 078	304 724	125 078
85063	CHATELLIERS CHATEAUMUR	695	4,63	1 007 028	63 215	63 215	0	0
85140	LA MEILLERAIE TILLAY	1 534	3,20	0	676 628	663 812	0	0
85165	L'OIE	860	2,88	0	206 070	206 070	0	0
85212	STE FLORENCE	870	5,12	0	935 174	197 320	578 671	197 320
85217	ST GEORGES DE MONTAIGU	3 221	2,86	0	617 101	617 101	0	0
86074	CHIRE EN MONTREUIL	809	3,17	554 443	0	0	0	0
86077	CIVVAUX	858	70,71	76 448 206	0	0	0	0
86111	INGRANDES	1 811	9,50	8 144 900	1 055 363	1 055 363	0	0
86172	MOUTERRE SUR BLOURDE	157	3,09	8 662	88 116	88 116	0	0
87029	LES CARS	588	2,58	0	63 619	63 619	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
87099	MOISSANNES	306	2,44	130 914	0	0	0	0
87131	SAILLAT-SUR-VIENNE	931	32,20	22 810 607	0	0	0	0
88011	ARCHES	1 814	6,69	1 473 127	1 306 077	544 185	620 680	544 185
88099	CHAVELOT	1 513	4,34	0	1 364 893	568 411	624 423	568 411
88114	CONTREXEVILLE	4 178	4,10	4 966 353	0	0	0	0
88115	CORCIEUX	1 643	3,06	0	466 739	466 739	0	0
88131	DEYCIMONT	241	2,16	3 216	0	0	0	0
88135	DOCELLES	1 042	4,23	550 983	129 845	129 845	0	0
88158	ELOYES	3 340	4,23	0	2 819 156	1 053 595	1 187 313	1 053 595
88165	ETIVAL CLAIREFONTAINE	2 443	4,36	1 814 037	717 308	717 308	0	0
88206	GRONCOURT SUR VRAINE	950	9,64	5 336 951	0	0	0	0
88209	GOLBEY	8 616	5,57	5 762 967	10 538 653	4 869 409	5 228 453	4 869 409
88251	JEANMENIL	1 168	4,34	1 538 383	85 342	85 342	0	0
88260	LANGLEY	179	15,44	368 901	157 684	88 081	117 000	88 081
88261	LAVAL SUR VOLOGNE	622	10,39	1 000 498	0	0	0	0
88292	MATTAINCOURT	946	5,24	2 723 915	0	0	0	0
88298	MENARMONT	56	2,89	60 195	0	0	0	0
88326	NEUVILLERS SUR FAVE	260	4,11	132 072	0	0	0	0
88328	NOMPATELIZE	538	3,67	495 052	0	0	0	0
88369	RAMONCHAMP	2 014	2,60	0	127 030	127 030	0	0
88404	ROZIERES SUR MOUZON	96	3,10	34 855	0	0	0	0
88424	SAINTE MARGUERITE	2 305	3,01	0	536 163	536 163	0	0
88427	SAINTE MENGE	116	3,81	107 422	0	0	0	0
88429	SAINTE NABORD	3 972	2,73	0	718 370	718 370	0	0
88441	SANS VALLOIS	107	5,27	209 307	0	0	0	0
88458	SOCOURT	217	2,62	0	12 577	12 577	0	0
88462	LE SYNDICAT	1 836	2,57	0	48 669	48 669	0	0
88467	THIEFOSSE	610	2,88	192 071	0	0	0	0
88498	VECOUX	1 131	3,20	15 869	348 527	272 090	0	0
88516	VITTEL	6 267	3,74	3 373 219	2 476 931	2 476 931	0	0
88521	VOMEPCOURT	295	2,29	11 938	0	0	0	0
89069	CHAILLEY	623	4,86	0	466 754	336 135	269 345	269 345
89101	CHEU	448	6,46	591 041	69 060	69 060	0	0
89169	FLOGNY-LA-CHAPELLE	1 129	2,50	94 882	0	0	0	0
89186	GERMIGNY	584	6,19	1 089 086	0	0	0	0
89195	GRON	1 202	8,51	2 528 695	1 682 781	613 157	981 848	613 157
89209	JOUY	436	16,47	1 958 918	0	0	0	0
89223	LEZINNES	799	2,51	0	4 964	4 964	0	0
89260	MOLESMES	145	3,46	274 351	0	0	0	0
89338	SAINTE-CLEMENT	2 956	3,10	0	717 471	717 471	0	0
89342	SAINTE-DENIS	658	3,84	0	343 008	256 402	86 477	86 477
90012	BESSONCOURT	953	8,48	2 890 485	0	0	0	0

## HYPOTHESE 3

Nouvel écrêtement de type FSRIF2 complémentaire au FDPTP actuel,  
calculé sur la totalité des bases de TP des communes (hors RIF) à hauteur de 75% des bases excédentaires, puis déduction des FDPTP

INSEE	LIBCOM	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. Nationale des bases de TP/hab.: 11 060F/hab. (8295F/hab. en Corse)	Produit écrêté dans le système actuel (770 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 2,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (541 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. Sans plafonnement (221 communes écrêtées)	Produit écrêté à 3,5x la moy. Nat. avec plafonnement à 10% des DRF 98 (221 communes écrêtées)
90088	ROUGEGOUTTE	911	2,26	133 265	0	0	0	0
97103	BAIE MAHAULT	23 838	2,78	0	7 864 545	7 864 545	0	0
97234	BELLEFONTAINE	1 524	12,04	12 240 830	0	0	0	0
97312	SINNAMARY	2 786	3,75	8 381 378	0	0	0	0
97313	MONTSINERY-TONNEGRANDE	1 038	3,67	1 952 899	0	0	0	0
97358	SAINT-ELIE	239	26,23	2 249 037	0	0	0	0
	<b>TOTAUX</b>			<b>2 498 544 412</b>	<b>1 164 857 263</b>	<b>531 513 221</b>	<b>619 510 083</b>	<b>269 712 348</b>

**EPCI A TPU (Y COMPRIS CA, CU et SAN):**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab.(11060 F/hab.)	Total produit intercommunal écarté actuellement ou prélèvement CA/CU (67 EPCI écartés)	Suppression du système actuel			Nouvel écartement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écartées (23 EPCI écartés)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (9 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (7 EPCI écartés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (17 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (4 EPCI)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (5 EPCI)
240100172	CC D'OYONNAX	34 994	2,30	0	16 451 701	0	0	16 451 701	0	0
240100610	CC MONTLUEL	21 306	1,56	1 500 829	0	0	0	0	0	0
240100636	CC DE TREFFORT EN REVERMONT	7 881	0,69	128 113	0	0	0	0	0	0
240100693	CC DE LA VALLIERE	8 205	0,55	16 173	0	0	0	0	0	0
240100800	CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	20 892	2,44	9 040 596	10 600 122	0	0	1 559 526	0	0
240200261	C.A. DE ST QUENTIN	78 137	1,08	1 665 109	0	0	0	0	0	0
240200477	C.A. DU SOISSONNAIS	54 112	1,13	6 435 422	0	0	0	0	0	0
240603202	CC DES COTEAUX D'AZUR	15 403	2,24	0	5 939 533	0	0	5 939 533	0	0
240800854	CC DES BALCONS DE LA MEUSE	3 698	1,82	3 049 992	0	0	0	0	0	0
240900464	CC PAYS OLMES	16 674	1,29	628 580	0	0	0	0	0	0
241300177	SAN NO ETANG DE BERRE	81 044	3,23	0	268 698 918	119 374 019	49 631 800	268 698 918	119 374 019	49 631 800
241300276	CA DU PAYS D'AIX-EN-PROVENCE	334 244	1,06	6 804 285	0	0	0	0	0	0
241600345	CC DE COGNAC	34 602	2,25	3 521 956	11 087 597	0	0	7 565 641	0	0
241600543	CC DE JARNAC	15 696	0,99	861 605	0	0	0	0	0	0
242503886	C.A. DU PAYS DE MONTBELIARD	122 167	2,65	111 100 763	126 090 494	21 807 526	0	14 989 731	0	0
242600427	D. LES DEUX RIVES	9 912	2,37	9 343 845	4 352 646	0	0	0	0	0
242703301	CA EVREUX	78 056	1,25	31 427	0	0	0	0	0	0
242900637	CC YEUN ELEZ	4 734	1,17	1 198 817	0	0	0	0	0	0
242900694	CC DU PAYS DE QUIMPERLE	30 829	0,55	373 169	0	0	0	0	0	0
243003305	CC DE CEZE SUD	2 519	36,72	0	80 674 728	59 634 720	78 351 193	80 674 728	59 634 720	78 351 193
243203210	CC ARRATS GIMONE	6 186	0,62	421 109	0	0	0	0	0	0
243300811	CC CANTON ST CIERS SUR GIRON	11 274	5,49	40 115 505	38 954 720	25 035 793	27 807 395	0	0	0
243500543	CC DU CANTON D'ANTRAIN	8 585	0,60	42 529	0	0	0	0	0	0
243500139	C.A. DE RENNES	376 567	1,26	157 042 431	0	0	0	0	0	0
243700663	CC DU NORD-OUEST TOURANGEAU	20 241	0,69	793 255	0	0	0	0	0	0
243800612	CC DU CANTON DE MORESTEL	22 093	1,41	7 783 514	0	0	0	0	0	0
243801172	CC LES BALCONS DU RHONE	2 959	1,24	18 657	0	0	0	0	0	0
243800901	C.A. GRENOBLE ALPES METROPOLE	380 645	1,22	7 287 704	0	0	0	0	0	0
243800984	C.A. PAYS VOIRONNAIS	80 133	1,07	139 739	0	0	0	0	0	0
243900412	CC DU JURA SUD	6 732	2,01	25 239	25 998	0	0	759	0	0
244000741	CC MONTFORT-EN-CHALOSSE	9 415	0,49	452 501	0	0	0	0	0	0
244200663	CC BELMONT LOIRE	5 143	0,64	6 068	0	0	0	0	0	0
244400586	CC DU SUD-ESTUAIRE	22 189	0,67	2 072 368	0	0	0	0	0	0
244400404	CU DE NANTES	562 726	0,98	1 462 150	0	0	0	0	0	0
244600359	CC CERE DORDOGNE	8 323	1,24	77 098	0	0	0	0	0	0
244900668	CC DU BOCAGE	5 251	1,24	39 564	0	0	0	0	0	0
245600416	C.C DU VAL D'OUST	15 717	0,68	373 021	0	0	0	0	0	0
245614383	CC DU PAYS DE QUESTEMBERT	13 121	0,64	261 205	0	0	0	0	0	0
245703222	C.A. DU VAL DE FENSCH	69 885	2,43	35 733 113	35 471 456	0	0	0	0	0
245900170	CC CANTON DE BERGUES	15 603	1,60	6 726 901	0	0	0	0	0	0
245900824	CC GUIDE DU PAYS DE TRELON	6 828	0,40	1 163 495	0	0	0	0	0	0
245900915	CC OUEST CAMBRESIS	4 492	1,05	1 342 861	0	0	0	0	0	0
245900428	CU DE DUNKERQUE	212 241	2,41	0	234 994 111	0	0	234 994 111	0	0
245901087	CA MAUBEUGE VAL DE SAMBRE	106 162	1,25	2 466 317	0	0	0	0	0	0
245903303	CA de SAINT AMAND	142 742	0,71	5 702 391	0	0	0	0	0	0
245903304	CA de VALENCIENNES	198 821	0,56	78 236	0	0	0	0	0	0
246000376	CC DU CLERMONTOIS	26 365	0,88	9 134 386	0	0	0	0	0	0
246100473	CC PAYS DE L'AIGLE	19 575	1,00	1 103 297	0	0	0	0	0	0

**EPCI A TPU (Y COMPRIS CA, CU et SAN):**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060 F/hab.)	Total produit intercommunal écrêté actuellement ou prélèvement CA/CU (67 EPCI écrêtés)	Suppression du système actuel			Nouvel écrêtement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écrêtées (23 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (9 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (7 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (17 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (4 EPCI)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (5 EPCI)
246200927	CC VAL DE CANCHE ET D'AUTHIE	10 435	0,70	805 746	0	0	0	0	0	0
246203242	CC SCARPE ET SENSEE	30 155	2,02	5 316 573	605 047	0	0	0	0	0
246201320	CU D'ARRAS	90 550	1,09	816 499	0	0	0	0	0	0
246200133	C. AGGLO BOULONNAISE	124 719	0,72	593 462	0	0	0	0	0	0
246300693	C.C. :DU CANTON D'ENNEZAT	8 590	1,09	2 759 428	0	0	0	0	0	0
246301324	CC DU PAYS D'OLLIERGUES	2 904	3,23	3 616 956	3 141 302	1 394 838	578 267	0	0	0
246303203	CC ARDES COMMUNAUTE	2 176	0,56	472 538	0	0	0	0	0	0
246300701	C. AGGLO CLERMontoISE	267 987	1,26	3 916 831	0	0	0	0	0	0
246500490	CC DU CANTON D'OSSUN	11 562	0,62	1 694 175	0	0	0	0	0	0
246600399	CC PYRENEES CERDAGNE	5 672	0,44	21 457	0	0	0	0	0	0
246600423	CC FENOUILLEDES	4 054	0,22	108 912	0	0	0	0	0	0
246703236	CC PAYS DE NIEDERBRONN LES BAINS	19 682	1,27	365 887	0	0	0	0	0	0
246800429	CC DE L'ILE NAPOLEON	26 310	6,04	63 176 316	97 632 578	64 167 414	73 480 525	34 456 262	991 098	10 304 209
246900575	CC EST LYONNAIS	27 887	2,36	11 137 911	19 315 826	0	0	8 177 915	0	0
247300668	CC DU LAC D'AIGUEBELETTE	3 788	0,75	1 783 803	0	0	0	0	0	0
247603217	CC CANTON DE ST ROMAIN DE COLBOSC	16 572	8,05	37 279 398	48 464 324	33 344 639	40 454 712	11 184 926	0	3 175 314
247600042	C. AGGLO ELBEUVIENNE	56 913	2,90	80 062 399	74 989 614	24 824 399	0	0	0	0
247600471	C. AGGLO ROUENNAISE	396 902	1,21	44 092 244	0	0	0	0	0	0
247800451	SAN SAINT QUENTIN EN YVELINES	149 170	2,37	0	105 546 764	0	0	105 546 764	0	0
247800014	C.A. DE MANTES	81 055	1,14	2 135 924	0	0	0	0	0	0
248000499	CC DE CORBIE	21 380	1,10	1 981 444	0	0	0	0	0	0
248100158	CC DU SOR ET DE L'AGOUT	11 192	0,48	1 367 508	0	0	0	0	0	0
248100430	C. AGGLO CASTRES MAZAMET	83 436	0,69	55 134	0	0	0	0	0	0
248703302	CC VIENNE GLANE	18 994	2,35	0	11 486 183	0	0	11 486 183	0	0
249000233	CC DU TILLEUL	4 154	2,34	448 331	1 170 985	0	0	722 654	0	0
249000019	C. AGGLO BELFORT	91 771	0,98	3 091 558	0	0	0	0	0	0
249100496	CC DES PORTES DE L'ESSONNE	49 229	3,21	0	52 960 177	23 365 533	9 347 911	52 960 177	23 365 533	9 347 911
249100348	CA D'EVRY	81 696	2,03	0	4 139 914	0	0	4 139 914	0	0
	<b>TOTAUX</b>			<b>704 665 769</b>	<b>1 252 794 739</b>	<b>372 948 882</b>	<b>279 651 801</b>	<b>859 549 444</b>	<b>203 365 370</b>	<b>150 810 426</b>

**EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060F/hab.)	Total produit intercommunal écarté actuellement (208 EPCI écartés)	Suppression du système actuel			Nouvel écartement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (59 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (40 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (33 EPCI écartés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (42 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (28 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (24 EPCI)
240100438	D. DU COLOMBIER	3 994	1,95	23 148	0	0	0	0	0	0
240100586	D VALSEMIANE	1 486	4,09	341 542	271 056	154 603	141 218	0	0	0
240100701	CC DES MONTS BERTHIAND	4 597	2,76	0	494 744	127 012	0	494 744	127 012	0
240200402	CC DU VAL D'ORIGNY	3 492	2,32	589 027	348 974	0	0	0	0	0
240200436	CC DE LA VALLEE DE L' AISNE	10 104	1,39	911 764	0	0	0	0	0	0
240200444	CC THIERACHE DU CENTRE	28 511	0,84	90 325	0	0	0	0	0	0
240200451	CC THIERACHE D'AUMALE	6 137	2,35	134 498	57 601	0	0	0	0	0
240200469	CC DU PAYS DE LA SERRE	16 037	0,83	158 601	0	0	0	0	0	0
240200519	CC DU CANTON D'OULCHY LE CHATEA	5 560	0,64	123 661	0	0	0	0	0	0
240200576	CC CHAMPAGNE PICARDE	21 035	0,88	533 887	0	0	0	0	0	0
240200626	CC DU TARDENOIS	6 592	0,67	17 020	0	0	0	0	0	0
240400275	DI SERRE PONCON	538	4,00	0	1 191 304	669 896	595 086	1 191 304	669 896	595 086
240400374	CC VALLEE DE L'UBAYE	7 710	0,62	74 167	0	0	0	0	0	0
240500389	CC DU LARAGNAIS	5 779	1,11	34 204	0	0	0	0	0	0
240500413	CC INTERDEPARTEMENTALE DES B	2 129	0,38	2 486	0	0	0	0	0	0
240500421	CC DU PAYS DE SERRE PONCON	3 508	1,07	24 053	0	0	0	0	0	0
240500454	CC DU SAVINOIS	1 773	0,93	27 466	0	0	0	0	0	0
240603230	CC DE LA TINEE	2 248	0,92	1 978	0	0	0	0	0	0
240700336	CC PAYS JALES	1 916	1,27	46 510	0	0	0	0	0	0
240800821	D. REGION DE CHOOZ	24 008	5,51	0	55 923 005	35 967 863	39 991 296	55 923 005	35 967 863	39 991 296
240800862	CC CRETES PREARDENNAISES	20 464	0,26	145 653	0	0	0	0	0	0
240800870	CC PAYS SOURCES AU VAL DE BA	2 784	0,31	45 532	0	0	0	0	0	0
240800920	CC DE L'ARGONNE ARDENNAISE	19 006	0,46	133 469	0	0	0	0	0	0
240803201	CC DE LA VALLEE DE LA SEMOY	3 332	2,42	0	217 235	0	0	217 235	0	0
240900282	DI DE LUZENAC-LES-CABANNES	2 713	4,30	0	5 235 018	3 071 099	2 954 579	5 235 018	3 071 099	2 954 579
240900316	D.D'AUZAT ET VICDESSOS	1 383	4,43	0	2 393 464	1 425 127	1 406 874	2 393 464	1 425 127	1 406 874
240900431	CC DU PAYS DE TARASCON	8 162	0,96	143 726	0	0	0	0	0	0
241000363	CC DE LA REGION D'ARCIS SUR	4 031	2,41	102 544	44 822	0	0	0	0	0
241000389	CC DE SOULAINES	2 657	4,19	82 168	49 623	28 732	26 996	0	0	0
241000405	CC REG BAR SUR AUBE	13 299	0,81	130 103	0	0	0	0	0	0
241100361	CC DU CANTON D'AXAT	1 897	0,95	68 266	0	0	0	0	0	0
241100395	CC DU VAL D'ORBIEL	5 038	0,15	1 179	0	0	0	0	0	0
241200054	DI D'ENTRAYGUES	2 726	2,40	0	754 098	0	0	754 098	0	0
241200617	CC DU CARLADEZ	3 457	1,88	235 728	0	0	0	0	0	0
241300201	MULTIPOLE ETANG BERRE	59 443	2,62	0	12 494 177	1 826 514	0	12 494 177	1 826 514	0
241400522	CC CANTON VASSY	5 497	0,21	14 741	0	0	0	0	0	0
241400555	CC BAYEUX INTERCOM	22 226	0,98	95 884	0	0	0	0	0	0
241600378	CC AIGRE	5 032	0,40	2 875	0	0	0	0	0	0
241600428	CC DU PAYS D'AUBETERRE	1 905	0,40	27 821	0	0	0	0	0	0
241600568	CC DE HAUTE CHARENTE	23 919	1,01	51 228	0	0	0	0	0	0
241700400	CC HAUTE SAINTONGE	56 992	0,50	1 099 837	0	0	0	0	0	0
241803205	CC LE CARRE D'AS	4 676	2,37	220 043	68 116	0	0	0	0	0
241803209	CC DES PORTES DU BOISCHAUT	1 837	1,32	178 104	0	0	0	0	0	0
242203202	CC DU MENE	6 256	1,26	211 134	0	0	0	0	0	0
242400810	CC CHAMPAGNAC EN PERIGORD	2 573	1,82	337 879	0	0	0	0	0	0
242400869	CC DE MAREUIL-EN-PERIGORD	3 500	0,65	103 463	0	0	0	0	0	0
242500379	CC AMANCEY	3 018	0,76	10 568	0	0	0	0	0	0
242600583	CC DE BUIS-LES-BARONNIES	5 330	0,40	67 468	0	0	0	0	0	0
242600591	CC LE PAYS DU ROYANS	4 668	0,66	18 118	0	0	0	0	0	0
242700276	CC DE PACY SUR EURE	18 122	0,91	292 845	0	0	0	0	0	0

**EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060F/hab.)	Total produit intercommunal écarté actuellement (208 EPCI écartés)	Suppression du système actuel			Nouvel écartement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écartées (59 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (40 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (33 EPCI écartés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (42 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (28 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (24 EPCI)
242700292	CC DU BASSIN DE L'ANDELLE	10 572	1,58	477 156	0	0	0	0	0	0
242700359	CC DAMVILLE	7 317	0,45	66 416	0	0	0	0	0	0
242700417	CC RISLE CHARENTONNE	3 198	3,95	636 843	449 396	250 435	218 430	0	0	0
242700508	CC DE VERNEUIL-SUR-AVRE	12 304	1,60	147 874	0	0	0	0	0	0
242700524	CC DU CANTON D'ECOS	9 138	0,19	6	0	0	0	0	0	0
242852408	CC CANTON DE LA FERTE-VIDAME	2 546	0,80	49 258	0	0	0	0	0	0
243100641	DI DU LAURAGUAIS-REVEL-MONTA	16 349	0,73	23 778	0	0	0	0	0	0
243103217	CC VILLEMUR SUR TARN	7 912	0,92	37 138	0	0	0	0	0	0
243203207	CC LE BAS ARMAGNAC	6 666	0,52	47 442	0	0	0	0	0	0
243700390	CC DU VERON	5 956	12,21	0	22 335 336	15 931 379	20 148 341	22 335 336	15 931 379	20 148 341
243800778	D. DES DEUX ALPES	2 051	4,17	0	9 109 173	5 260 725	4 919 427	9 109 173	5 260 725	4 919 427
243800844	D. DU ROUSSILLON	44 554	3,03	0	5 402 148	2 092 861	178 815	5 402 148	2 092 861	178 815
243800992	CC DE MENS	2 661	0,86	31 556	0	0	0	0	0	0
243801115	CC LE VAL D'AGNY	4 847	1,54	108 260	0	0	0	0	0	0
243801149	CC DU PLATEAU	8 028	4,05	248 501	298 920	169 584	153 305	50 419	0	0
243801214	CC MONESTIER-DE-CLERMONT	4 006	0,80	64 018	0	0	0	0	0	0
243803239	CC DE LA BOURNE A L'ISERE	5 758	1,07	44 017	0	0	0	0	0	0
243803301	CC DU HAUT GRESIVAUDAN	11 363	2,43	220 434	387 030	0	0	166 596	0	0
243900719	CC BLETTERANOISE	5 399	0,58	33 795	0	0	0	0	0	0
243900974	CC COTEAUX HAUTE SEILLE	6 020	0,64	62 249	0	0	0	0	0	0
243900990	CC DU JURA DOLOIS	40 333	0,93	38 111	0	0	0	0	0	0
243901014	CC AIN-ANGILLON	2 571	1,02	19 271	0	0	0	0	0	0
244000766	CC DU PAYS D'ALBRET	2 863	0,75	138 177	0	0	0	0	0	0
244000774	CC DU PAYS TARUSATE	12 932	2,37	926 655	551 697	0	0	0	0	0
244003219	CC DU PAYS GRENADOIS	6 741	0,71	446 187	0	0	0	0	0	0
244103203	CC CHER EN SOLOGNE	12 066	0,73	22 494	0	0	0	0	0	0
244103204	CC DU BLAISIS	71 741	1,51	76 123	0	0	0	0	0	0
244200820	CC DU PAYS DE ST-GALMIER	39 868	2,03	5 663	115 829	0	0	110 166	0	0
244300232	CC DU PAYS PAULHAGUET	4 042	0,55	51 493	0	0	0	0	0	0
244303301	CC DU BRIVADOIS	14 496	0,80	31 732	0	0	0	0	0	0
244400420	CC DE L'EST CASTELBRIANTAIS	7 413	0,67	9 703	0	0	0	0	0	0
244500419	CC BEAUNOIS	9 452	0,60	9 250	0	0	0	0	0	0
244500443	CC DES LOGES	13 473	0,69	274 905	0	0	0	0	0	0
244503211	CC DU CANTON DE BRIARE	12 124	0,82	42 059	0	0	0	0	0	0
244503212	C.C. DE L'AGGLOMERATION ORLEAN	273 781	1,12	975 222	0	0	0	0	0	0
244600441	CC DU LOT ET DU VIGNOBLE	15 692	0,33	5 678	0	0	0	0	0	0
244800389	CC CAUSSE DU MASSEGROS	879	1,43	137 094	0	0	0	0	0	0
245000278	D. DE LA HAGUE	11 118	42,48	0	114 982 834	85 171 940	112 142 340	114 982 834	85 171 940	112 142 340
245000294	D.DES PIEUX	12 343	4,44	0	22 214 454	13 251 414	13 122 650	22 214 454	13 251 414	13 122 650
245000526	D.DU TERTRE	2 546	0,42	45 359	0	0	0	0	0	0
245000617	CC REG DE DAYE	5 374	0,52	175 610	0	0	0	0	0	0
245000682	CC DU CANTON DE STE-MERE L'E	7 942	0,52	331 962	0	0	0	0	0	0
245003301	CC CANTON DE BRICQUEBEC EN COTE	9 388	0,36	82 693	0	0	0	0	0	0
245100508	D.FERE CHAMPENOISE	3 483	3,91	0	44 237	24 510	21 124	44 237	24 510	21 124
245100565	CC DE TAISSY	3 609	2,26	0	120 117	0	0	120 117	0	0
245100615	CC VILLE SUR TOURBE	1 740	1,69	425 361	0	0	0	0	0	0
245100821	CC DE LA REGION DE VERTUS	8 125	0,93	102 546	0	0	0	0	0	0
245100839	CC VESLE MONT.DE REIMS	7 214	1,14	269 985	0	0	0	0	0	0
245100920	CC DE MARNE ET ORCONTE	1 266	2,78	71 965	124 188	33 282	0	52 223	0	0
245100938	CC DE LA VALLEE DE LA CRAIE	2 035	4,15	1 842 519	1 221 011	703 066	653 832	0	0	0
245103250	CC DE L'EUROPORT	882	2,41	326 077	112 754	0	0	0	0	0

**EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060F/hab.)	Total produit intercommunal écrété actuellement (208 EPCI écrétés)	Suppression du système actuel			Nouvel écrêtement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écrêtées (59 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (40 EPCI écrétés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (33 EPCI écrétés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (42 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (28 EPCI écrétés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (24 EPCI)
245200316	CC DES 2 VALLEES	293	0,87	12 677	0	0	0	0	0	0
245200373	CC MARNE ROGNON	4 523	0,53	16 437	0	0	0	0	0	0
245200407	CC PRAUTHOY EN MONSAUGEONNAI	3 306	0,66	24 530	0	0	0	0	0	0
245203219	CC DU PAYS BOURMONTAIS	2 537	1,71	169 489	0	0	0	0	0	0
245300355	CC LE HORPS	3 283	0,94	104 135	0	0	0	0	0	0
245300405	CC VILLAINES-LA-JUHEL	7 404	1,42	730 390	0	0	0	0	0	0
245400510	D DE HAZELLE	2 041	7,44	0	3 989 918	2 717 324	3 256 280	3 989 918	2 717 324	3 256 280
245400635	CC DU BASSIN DE POMPEY	38 214	1,23	2 181	0	0	0	0	0	0
245400718	CC DU LUNEVILLOIS	27 804	0,65	99 445	0	0	0	0	0	0
245400734	CC DU GRAND VALMONT	1 782	0,89	10 677	0	0	0	0	0	0
245400742	CC DES TROIS VALLEES	5 582	0,32	255	0	0	0	0	0	0
245403221	CC DU SAINTOIS	7 557	0,33	2 466	0	0	0	0	0	0
245501119	CC PAYS SPINCOURT	4 656	0,21	8 683	0	0	0	0	0	0
245501168	CC VERDUNOIS	36 214	0,72	17 490	0	0	0	0	0	0
245501176	CC REGION DE DAMVILLERS	2 625	0,45	4 394	0	0	0	0	0	0
245501192	CC DE REVIGNY-SUR-ORNAIN	8 056	1,63	493 800	0	0	0	0	0	0
245503210	CC DE LA HAUTE SAULX	2 687	0,53	39 828	0	0	0	0	0	0
245503211	CC DE LA SAULX ET DU PERTHOIS	9 948	1,22	374 337	0	0	0	0	0	0
245503212	CC DU PAYS DE MONTMEDY	6 943	0,30	23 275	0	0	0	0	0	0
245503213	CC DU PAYS D'ETAIN	7 575	0,46	18 563	0	0	0	0	0	0
245503216	CC DE TRIOUCOURT VAUDECOURT	4 190	0,37	8 762	0	0	0	0	0	0
245503217	CC DE SAMMIELLOIS	9 753	0,91	509 160	0	0	0	0	0	0
245503301	CC DU VAL DES COULEURS	5 112	0,74	166 020	0	0	0	0	0	0
245700695	DI DE MAIZIERES-LES-METZ	19 137	8,54	0	54 521 305	37 763 773	46 182 089	54 521 305	37 763 773	46 182 089
245700802	CC DE CATTENOM ET ENVIRONS	13 461	8,38	0	21 924 884	15 154 001	18 485 787	21 924 884	15 154 001	18 485 787
245701164	CC L'AGGLO SARREBOURG	19 981	1,56	67 451	0	0	0	0	0	0
245703224	CC DES DEUX SARRES	6 878	1,02	556 303	0	0	0	0	0	0
245801063	CC DES VAUX D'YONNE	7 399	1,11	142 653	0	0	0	0	0	0
245803209	CC DU HAUT MORVAN	9 611	0,54	11 798	0	0	0	0	0	0
245803211	CC FIL DE LOIRE	5 092	3,41	693 640	1 157 407	559 717	335 171	463 767	0	0
245803215	CC NIVERNAIS BOURBONNAIS	5 349	0,51	15 033	0	0	0	0	0	0
245804380	CC LA FLEUR DU NIVERNAIS	2 883	0,24	601	0	0	0	0	0	0
245900659	CC RURALE DES DEUX HELPES	7 194	0,41	48 368	0	0	0	0	0	0
245900709	CC PAYS D'AVESNES	17 889	0,49	43 245	0	0	0	0	0	0
245900733	CC VALLEE VINCHY	1 789	1,76	45 526	0	0	0	0	0	0
245900766	CC FLANDRES LYS	21 674	1,94	593 244	0	0	0	0	0	0
245900808	CC CARNIERES SUD	6 697	0,75	166 523	0	0	0	0	0	0
245900972	CC DU BAVAISIS	9 615	0,70	434 160	0	0	0	0	0	0
245901004	CC MTS FLANDRE	11 884	0,43	23 978	0	0	0	0	0	0
245901020	CC DE FLANDRE	14 300	0,50	634 912	0	0	0	0	0	0
246000749	CC DU VEXIN THELLE	16 767	0,70	889 617	0	0	0	0	0	0
246000756	CC D'ATTICHY	16 524	1,02	2 170 390	0	0	0	0	0	0
246000764	CC DE LA HAUTE VALLEE DE L'O	38 313	0,94	251 016	0	0	0	0	0	0
246000822	CC DEUX VALLEES	19 543	1,35	1 562 960	0	0	0	0	0	0
246000855	CC DE LA PICARDIE VERTE	29 382	0,70	1 615 496	0	0	0	0	0	0
246000863	CC DU PAYS DES SOURCES	19 291	1,18	1 449 200	0	0	0	0	0	0
246000871	CC DU PAYS DE THELLE	41 123	0,91	2 026 153	0	0	0	0	0	0
246000897	CC DU PAYS DE VALOIS	51 120	0,76	366 386	0	0	0	0	0	0
246000913	CC DE LA PLAINE D'ESTREES	16 295	2,04	268 450	106 456	0	0	0	0	0
246100317	CC DE LA REGION DE COMPIEGNE	71 614	1,72	1 542 862	0	0	0	0	0	0
246100408	CC VAL D'ORNE	4 834	0,35	22 507	0	0	0	0	0	0

**EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060F/hab.)	Total produit intercommunal écarté actuellement (208 EPCI écartés)	Suppression du système actuel			Nouvel écartement en complément du système actuel			
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écartées (59 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (40 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (33 EPCI écartés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (42 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écartées (28 EPCI écartés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écartées (24 EPCI)	
246100507	CC VAL D' HUISNE	7 313	2,43	507 937	375 610	0	0	0	0	0	0
246100580	CC REGION GACE	4 052	0,70	58 910	0	0	0	0	0	0	0
246100606	CC CANTON FERTE FRESNEL	4 083	0,82	368 785	0	0	0	0	0	0	0
246100614	CC PAYS COURTOMER	1 716	0,32	46 450	0	0	0	0	0	0	0
246100630	CC PLAINE D' ARGENTAN-NORD	2 186	0,85	259 267	0	0	0	0	0	0	0
246100648	CC DU PAYS D' ANDAINE	5 205	1,27	476 917	0	0	0	0	0	0	0
246200802	CC DU CANTON DE BAPAUME	10 389	0,42	514	0	0	0	0	0	0	0
246200950	CC REGION DESVRES	14 803	0,57	636 988	0	0	0	0	0	0	0
246200984	CC SUD-OUEST DU CALAISIS	6 784	4,37	1 622 540	1 379 922	816 320	796 931	0	0	0	0
246201016	CC CANTON D' HUCQUELIERS	6 805	0,29	6 112	0	0	0	0	0	0	0
246400410	CC DE LACQ	16 625	4,65	0	29 346 009	17 858 585	18 276 884	29 346 009	17 858 585	18 276 884	18 276 884
246401533	CC GAVES ET COTEAUX	5 716	0,75	77 228	0	0	0	0	0	0	0
246401632	CC DE LA VALLEE D' ASPE	2 893	1,21	78 965	0	0	0	0	0	0	0
246401665	CC D' HAPPARREN	12 064	0,42	90 220	0	0	0	0	0	0	0
246401699	CC CANTON ORTHEZ	17 162	0,75	5 026	0	0	0	0	0	0	0
246500342	CC DE VATH VIELA	23 326	0,87	1 782 627	0	0	0	0	0	0	0
246500516	CC NESTES-BARONNIES	3 911	1,12	74 837	0	0	0	0	0	0	0
246500599	CC BAROUSSE	2 787	0,35	29 015	0	0	0	0	0	0	0
246700744	CC PLAINE DE LA SAUER ET DE	7 635	3,35	4 585 707	3 272 155	1 545 297	848 638	0	0	0	0
246700777	CC DE ROESCHWOOG	6 715	0,50	19 219	0	0	0	0	0	0	0
246700801	CC DU PAYS DE LA PETITE PIER	9 541	0,59	37 727	0	0	0	0	0	0	0
246700843	CC MARCOLSHEIM	7 802	2,54	666 508	2 305 751	137 260	0	1 639 243	0	0	0
246701072	CC DE MOLSHEIM - MUTZIG	26 198	1,70	121 472	0	0	0	0	0	0	0
246701163	CC REGION DE SAVERNE	28 598	1,43	325 954	0	0	0	0	0	0	0
246703238	CC DU PAYS DE SAINT ODILE	17 498	3,08	15 602	577 377	232 731	43 240	561 775	217 129	27 638	27 638
246703239	CC DE L' ALSACE BOSSUE	13 735	1,01	298 698	0	0	0	0	0	0	0
246703240	CC DU PAYS DE SARRE UNION	11 819	1,49	148 165	0	0	0	0	0	0	0
246800189	CC ESSOR DU RHIN	8 817	3,03	0	1 923 752	744 356	61 196	1 923 752	744 356	61 196	61 196
246800361	CC DES 3 FRONTIERES	44 342	2,02	0	278 526	0	0	278 526	0	0	0
246800460	CC DE THANN	21 077	1,35	435 605	0	0	0	0	0	0	0
246800544	CC PAYS ROUFFACH	7 320	1,96	128 545	0	0	0	0	0	0	0
246800569	CC VALLEE KAYSERSBERG	16 906	0,98	72 852	0	0	0	0	0	0	0
246800585	CC DU PAYS DE RIBEAUVILLE	17 988	1,23	999 615	0	0	0	0	0	0	0
246900674	CC BEAUJOLAIS SAONE PIERRE D	19 376	0,58	40 625	0	0	0	0	0	0	0
247000318	CC DE LA SAONE JOLIE	5 902	0,70	8 589	0	0	0	0	0	0	0
247000417	CC DES COMBES	4 783	0,78	326 485	0	0	0	0	0	0	0
247000466	CC AGIR ENSEMBLE	2 510	2,23	257 807	62 456	0	0	0	0	0	0
247000649	CC DES QUATRE RIVIERES	5 072	0,90	1 687	0	0	0	0	0	0	0
247100688	CC SAONE SEILLE	8 573	1,02	72 180	0	0	0	0	0	0	0
247100738	CC DU CLUNYSOIS	10 102	0,76	553 622	0	0	0	0	0	0	0
247103301	CC DU PAYS DE GUEUGNON	12 827	1,84	60 643	0	0	0	0	0	0	0
247103922	DI DES TROIS RIVIERES	5 921	1,16	162 608	0	0	0	0	0	0	0
247200421	CC PAYS DES BRIERES ET DU GESNO	19 806	0,89	156 356	0	0	0	0	0	0	0
247200470	CC PAYS SILLE	6 788	1,23	26 723	0	0	0	0	0	0	0
247200504	CC DU PAYS CALAISIE	8 307	0,66	99 905	0	0	0	0	0	0	0
247200553	CC DES ALPES MANCELLES	7 935	0,86	184 644	0	0	0	0	0	0	0
247200595	CC DE SAOSNOIS	13 633	0,59	159	0	0	0	0	0	0	0
247200694	CC DE L' HUISNE SARTHOISE	23 196	1,29	450 422	0	0	0	0	0	0	0
247300148	D. BASSIN AIGUEBLANCHE	5 260	2,92	0	2 511 370	856 001	0	2 511 370	856 001	0	0
247300353	D. MOY MAURIENNE	12 847	2,39	0	647 689	0	0	647 689	0	0	0
247300361	D. DE LA NORMA	857	7,72	0	7 347 404	5 028 931	6 063 079	7 347 404	5 028 931	6 063 079	6 063 079

**EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab.(11060F/hab.)	Total produit intercommunal écrêté actuellement (208 EPCI écrêtés)	Suppression du système actuel			Nouvel écrêtement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écrêtées (59 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (40 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (33 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (42 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (28 EPCI écrêtés)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (24 EPCI)
247300452	D.DES VILLARDS	250	6,94	0	3 422 546	2 307 069	2 729 637	3 422 546	2 307 069	2 729 637
247300510	D.ST MICHEL DE MAURIENNE	6 058	3,81	0	3 493 600	1 896 584	1 563 958	3 493 600	1 896 584	1 563 958
247400070	CC ARC-ISERE	3 067	1,19	15 536	0	0	0	0	0	0
247600380	CC DE PORT JEROME	29 854	6,71	0	26 145 375	17 528 864	20 598 263	26 145 375	17 528 864	20 598 263
247600398	D.DE PALUEL	16 677	6,73	0	44 802 149	30 046 384	35 321 541	44 802 149	30 046 384	35 321 541
247600430	D.DU PETIT CAUX	7 290	9,34	0	65 824 433	46 006 162	56 858 666	65 824 433	46 006 162	56 858 666
247700438	CC DES MONTIS DE LA GOELE	4 566	2,63	0	371 549	58 987	0	371 549	58 987	0
247700453	CC DE LA GERBE	7 013	1,08	23 946	0	0	0	0	0	0
247703301	CC DU MONTOIS	9 810	0,39	91 294	0	0	0	0	0	0
247900509	CC DU CANTON DE MELLE	9 972	1,18	835 678	0	0	0	0	0	0
247900590	CC COEUR POITOU	11 321	0,46	31 167	0	0	0	0	0	0
247900608	CC AIRVAUDAIS	5 175	2,23	0	95 725	0	0	95 725	0	0
247902064	CC DU SAINT-VARENTAIS	5 558	0,95	82 865	0	0	0	0	0	0
248000358	D DE HAM	9 165	2,40	0	1 187 304	0	0	1 187 304	0	0
248000416	D DE NESLE	3 507	7,33	0	1 571 052	1 067 745	1 276 268	1 571 052	1 067 745	1 276 268
248000457	CC AVRE, LUCE ET MOREUIL	11 634	1,23	589 075	0	0	0	0	0	0
248000465	CC VAL DE NIEVRE ET ENVIRONS	16 385	0,40	67 549	0	0	0	0	0	0
248000499	CC OUEST AMIENS	11 504	0,44	72 321	0	0	0	0	0	0
248000580	CC DU CANTON DE ROISEL	7 895	1,07	517 258	0	0	0	0	0	0
248000622	CC REGION HALLENCOURT	7 977	0,52	42 773	0	0	0	0	0	0
248103201	CC DU PAYS D'AGOUT	6 872	0,55	16 898	0	0	0	0	0	0
248200040	D. DES DEUX RIVES	15 736	4,85	0	61 111 400	37 805 947	39 704 460	61 111 400	37 805 947	39 704 460
248500563	CC DES VALS DE LA VIE ET DU	11 449	0,61	30 979	0	0	0	0	0	0
248600405	CC MONTMORILLONNAIS	28 200	0,42	364	0	0	0	0	0	0
248600538	CC PAYS LE MABLE ET VIENNE	6 873	2,72	1 098 398	649 117	150 469	0	0	0	0
248600579	CC DU PAYS VOUGLAISIEN	12 747	0,41	90 811	0	0	0	0	0	0
248800369	CC DE SAONE ET MADON	5 587	0,45	14 842	0	0	0	0	0	0
248800435	CC DU PAYS DE CHATENOIS	4 818	2,49	574 727	192 348	0	0	0	0	0
248800468	CC DE LA VALLEE DE LA PLAINE	8 719	1,44	362 864	0	0	0	0	0	0
248800476	CC EPINAL-GOLBEY	46 823	1,59	112 405	0	0	0	0	0	0
248800526	CC DU VAL DE GALILEE	3 245	0,50	13 564	0	0	0	0	0	0
248803222	CC DU BAN D'ETIVAL	3 423	3,75	361 587	661 113	353 865	282 529	299 526	0	0
248903221	CC CANTON DE FLOGNY LA CHAPELLE	4 608	0,75	15 170	0	0	0	0	0	0
249000217	CC DE LA HAUTE SAVOUREUSE	8 580	0,66	32 576	0	0	0	0	0	0
249100496	CC DE CORBEIL-ESSONNE	42 773	1,86	61 450	0	0	0	0	0	0
249500372	CC COEUR PAYS FRANCE	9 069	0,42	23 473	0	0	0	0	0	0
249500380	CC DE ROISSY PORTE DE FRANCE	26 820	1,13	3 052 696	0	0	0	0	0	0
249723302	CC NORD MARTINIQUE	112 365	0,36	5 065 744	0	0	0	0	0	0
249740077	CC DU CENTRE LITTORAL	95 278	0,57	94 972	0	0	0	0	0	0
	<b>TOTAUX</b>			<b>64 390 258</b>	<b>598 268 061</b>	<b>386 796 417</b>	<b>449 358 929</b>	<b>586 771 047</b>	<b>381 878 183</b>	<b>445 886 277</b>

**EPCI A TAXE PROFESSIONNELLE DE ZONE:**  
**SIMULATION DE DEUX TYPES D'ECRETEMENT CALCULES A PARTIR DES BASES TOTALES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES EPCI (PAS DE PLAFONNEMENT)**

N° Siren	EPCI	Pop EPCI	Bases de TP/hab. divisées par la moy. Nat. Des bases de TP/hab. (11060F/hab.)	Total produit intercommunal écrété actuellement (9 EPCI écrétés)	Suppression du système actuel			Nouvel écrêtement en complément du système actuel		
					Produit prélevé à 2x la moy. Nat. calculé sur 100% des bases écrêtées (3 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (3 EPCI)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (3 EPCI)	Produit prélevé à 2x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (2 EPCI)	Produit prélevé à 2,5x la moy. Nat. Calculé sur 75% des bases écrêtées (0 EPCI écrété)	Produit prélevé à 3x la moy. Nat. Calculé sur 100% des bases écrêtées (1 EPCI écrété)
240500355	CC DU SERROIS	2 090	0,34	262 378	0	0	0	0	0	0
241400621	CC DE LA SUISSSE NORMANDE	8 279	0,22	1 020 803	0	0	0	0	0	0
245103250	CC DE L'EUROPORT	882	3,65	836 572	726 446	380 221	287 475	0	0	0
247700040	D. MORET S/LOING	15 553	1,10	9 656 320	0	0	0	0	0	0
247700073	DI PAYS DE L'OURCQ	14 912	1,38	16 903 975	0	0	0	0	0	0
247700404	D. PLAINE DE FRANCE	5 134	10,33	29 819 827	34 611 505	24 399 961	30 455 059	4 791 678	0	635 232
248600587	CC DU LENCLOITRAIS	8 360	0,61	3 222 675	0	0	0	0	0	0
249100496	CC DE CORBEIL-ESSONNE	42 773	1,71	30 793 994	0	0	0	0	0	0
249500380	CC DE ROISSY PORTE DE FRANCE	26 820	6,48	109 031 414	116 858 458	77 855 080	90 755 088	7 827 044	0	0
	<b>TOTAUX</b>			<b>201 547 958</b>	<b>152 196 409</b>	<b>102 635 262</b>	<b>121 497 623</b>	<b>12 618 722</b>	<b>0</b>	<b>635 232</b>

## SIMULATIONS REALISEES SUR LA TOTALITE DES BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE DES DEPARTEMENTS

ANNEXE 3-5-10

Nom département	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy nat des bases de TP/hab.: 11 060 F/hab.	Pdt écrêté à 1x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1,2x la moy nat (10% des DRF)	Pdt écrêté à 1,2x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1,2x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1,2x la moy nat (10% des DRF)	Pdt écrêté à 2x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 2x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 2x la moy nat (10% des DRF)	Départements contributeurs à la DFM en 2001	Départements éligibles à la DFM 2001: DFM totale
AIN	515 270	1,20	67 466 309	55 797 287	67 466 309	0	0	0	0	0	0	18 701 348	0
AISNE	535 489	0,90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALLIER	344 721	0,80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	139 561	0,81	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 644 148
HAUTES-ALPES	121 419	0,68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 159 375
ALPES-MARITIMES	#####	0,74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 324 193	0
ARDECHE	286 023	0,98	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDENNES	290 130	1,29	59 990 432	35 749 956	59 990 432	18 403 894	18 403 894	18 403 894	0	0	0	0	0
ARIEGE	137 205	0,78	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 287 503
AUBE	292 131	1,08	17 803 602	17 803 602	17 803 602	0	0	0	0	0	0	0	0
AUDE	309 770	0,50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 510 376
AVEYRON	263 808	0,73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 441 213
BOUCHES-DU-RHONE	#####	1,04	42 310 881	42 310 881	42 310 881	0	0	0	0	0	0	0	0
CALVADOS	648 385	0,87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CANTAL	150 778	0,52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 795 289
CHARENTE	339 628	0,94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHARENTE-MARITIME	557 024	0,53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHER	314 428	0,97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 286 865
CORREZE	232 576	0,74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 263 090
CORSE-DU-SUD	118 593	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 790 776
HAUTE-CORSE	141 603	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 983 999
COTE-D'OR	506 755	0,99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COTES-D'ARMOR	542 373	0,55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CREUSE	124 470	0,38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62 233 988
DORDOGNE	388 293	0,58	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 293 224
DOUBS	499 062	1,26	97 174 866	53 803 462	97 174 866	22 770 311	22 770 311	22 770 311	0	0	0	0	0
DROME	437 778	1,17	68 166 393	62 393 331	68 166 393	0	0	0	0	0	0	0	0
EURE	541 054	1,08	29 915 842	29 915 842	29 915 842	0	0	0	0	0	0	0	0
EURE-ET-LOIR	407 665	0,96	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINISTERE	852 418	0,63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GARD	623 125	0,73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-GARONNE	#####	0,93	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GERS	172 335	0,47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 475 478
GIRONDE	#####	0,80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HERAULT	896 441	0,54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ILLE-ET-VILAINE	867 533	0,94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INDRE	231 139	0,76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 773 050
INDRE-ET-LOIRE	554 003	0,90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ISERE	#####	1,27	269 083 801	145 007 938	269 083 801	70 890 611	70 890 611	70 890 611	0	0	0	0	0
JURA	250 857	1,11	19 283 717	19 283 717	19 283 717	0	0	0	0	0	0	0	0
LANDES	327 334	0,84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 708 476
LOIR-ET-CHER	314 968	1,07	13 703 117	13 703 117	13 703 117	0	0	0	0	0	0	0	0
LOIRE	728 524	0,88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-LOIRE	209 113	0,75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 664 800
LOIRE-ATLANTIQUE	#####	0,91	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOIRET	618 126	1,14	44 613 812	44 613 812	44 613 812	0	0	0	0	0	0	23 149 429	0
LOT	160 197	0,53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 074 871
LOT-ET-GARONNE	305 380	0,61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOZERE	73 509	0,48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 345 700
MAINE-ET-LOIRE	732 942	0,74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MANCHE	481 471	1,67	224 694 039	58 804 957	117 609 915	157 598 166	58 804 957	117 609 915	0	0	0	0	0
MARNE	565 229	1,05	10 817 330	10 817 330	10 817 330	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-MARNE	194 873	0,95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 275 537
MAYENNE	285 338	0,93	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEURTHE-ET-MOSELLE	713 779	0,86	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEUSE	192 198	0,81	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 822 718
MORBIHAN	643 873	0,67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOSELLE	#####	1,26	151 621 359	93 515 520	151 621 359	32 768 459	32 768 459	32 768 459	0	0	0	0	0
NIEVRE	225 198	0,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 342 324
NORD	#####	1,03	56 049 114	56 049 114	56 049 114	0	0	0	0	0	0	0	0
OISE	766 441	1,09	54 026 907	54 026 907	54 026 907	0	0	0	0	0	0	0	0
ORNE	292 337	0,82	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 718 420
PAS-DE-CALAIS	#####	0,91	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PUY-DE-DOME	604 266	1,00	1 398 876	1 398 876	1 398 876	0	0	0	0	0	0	0	0
PYRENEES-ATLANTIQUES	600 018	0,79	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTES-PYRENEES	222 368	0,65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PYRENEES-ORIENTALES	392 803	0,46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BAS-RHIN	#####	1,27	174 784 999	96 896 734	174 784 999	47 450 485	47 450 485	47 450 485	0	0	0	38 776 581	0
HAUT-RHIN	708 025	1,34	169 741 901	73 352 747	146 705 494	71 230 984	71 230 984	71 230 984	0	0	0	27 725 750	0
RHONE	#####	1,24	218 061 402	194 508 973	218 061 402	36 802 820	36 802 820	36 802 820	0	0	0	0	0
HAUTE-SAONE	229 732	0,71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 100 134

Nom département	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy nat des bases de TP/hab.: 11 060 F/hab.	Pdt écrêté à 1x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1x la moy nat (10% des DRF)	Pdt écrêté à 1,2x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1,2x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1,2x la moy nat (10% des DRF)	Pdt écrêté à 2x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 2x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 2x la moy nat (10% des DRF)	Départements contributeurs à la DFM en 2001	Départements éligibles à la DFM 2001: DFM totale
SAONE-ET-LOIRE	544 893	1,01	2 495 937	2 495 937	2 495 937	0	0	0	0	0	0	0	0
SARTHE	529 851	1,02	8 515 409	8 515 409	8 515 409	0	0	0	0	0	0	0	0
SAVOIE	373 258	1,33	105 427 630	52 275 994	104 551 989	41 522 576	41 522 576	41 522 576	0	0	0	17 496 705	0
HAUTE-SAVOIE	631 679	1,21	84 090 553	67 596 816	84 090 553	4 585 666	4 585 666	4 585 666	0	0	0	25 423 120	0
PARIS	#####	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 992 813	0
SEINE-MARITIME	#####	1,49	430 016 322	161 299 623	322 599 245	255 142 228	161 299 623	255 142 228	0	0	0	0	0
SEINE-ET-MARNE	#####	0,95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YVELINES	#####	1,23	157 860 279	136 014 705	157 860 279	23 352 431	23 352 431	23 352 431	0	0	0	46 025 857	0
DEUX-SEVRES	344 392	0,80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOMME	555 551	0,95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN	343 402	0,59	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	206 034	0,89	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAR	898 441	0,47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAUCLUSE	499 685	0,76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VENDEE	539 664	0,79	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VIENNE	399 024	0,87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-VIENNE	353 893	0,80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VOSGES	380 952	1,17	50 679 075	43 840 199	50 679 075	0	0	0	0	0	0	0	0
YONNE	333 221	0,83	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 693 439
TERRITOIRE DE BELFORT	137 408	0,95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	#####	1,11	96 497 435	96 497 435	96 497 435	0	0	0	0	0	0	54 391 533	0
HAUTS-DE-SEINE	#####	2,59	1 436 341 864	285 518 999	571 037 999	1 255 234 626	285 518 999	571 037 999	530 805 677	285 518 999	530 805 677	78 811 926	0
SEINE-ST-DENIS	#####	1,05	77 167 773	77 167 773	77 167 773	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL-DE-MARNE	#####	0,92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL-D'OISE	#####	0,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GUADELOUPE	422 496	0,51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MARTINIQUE	381 427	0,53	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GUYANE	157 213	0,68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REUNION	706 300	0,42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			4 239 800 978	2 090 976 996	3 136 083 862	2 037 753 257	875 401 815	1 313 568 377	530 805 677	285 518 999	530 805 677	436 819 255	886 684 793

Régions	Pop	Bases de TP par hab. divisées par la moy. nationale des.bases de TP/hab: 11060	Pdt écrêté à 1x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1x la moy nat (10% des DRF)	Pdt écrêté à 1,1x la moy nat	Plafonnement du pdt écrêté à 1,1x la moy nat (5% des DRF)	Plafonnement du pdt écrêté à 1,1x la moy nat (10% des DRF)	Régions prélevées au titre du FCDR en 2001	Régions bénéficiaires d'une attribution FCDR en 2001
Alsace	1 734 145	1,30	111 762 897	54 896 283	109 792 566	74 937 981	54 896 283	74 937 981	27 920 483	0
Aquitaine	2 908 359	0,75	0	0	0	0	0	0	0	0
Auvergne	1 308 878	0,87	0	0	0	0	0	0	0	34 637 189
Bourgogne	1 610 067	0,92	0	0	0	0	0	0	0	0
Bretagne	2 906 197	0,71	0	0	0	0	0	0	0	38 632 882
Centre	2 440 329	0,99	0	0	0	0	0	0	0	0
Champagne Ardenne	1 342 363	1,09	25 420 864	25 420 864	25 420 864	0	0	0	0	0
Corse	260 196	0,00	0	0	0	0	0	0	0	44 550 193
Franche-Comte	1 117 059	1,08	22 441 565	22 441 565	22 441 565	0	0	0	0	0
Languedoc Roussillon	2 295 648	0,57	0	0	0	0	0	0	0	35 908 405
Limousin	710 939	0,72	0	0	0	0	0	0	0	38 905 477
Lorraine	2 310 376	1,08	35 482 814	35 482 814	35 482 814	0	0	0	0	0
Midi Pyrénées	2 551 687	0,77	0	0	0	0	0	0	0	49 568 892
Nord pas de Calais	3 996 588	1,00	0	0	0	0	0	0	0	44 287 835
Basse Normandie	1 422 193	1,13	46 508 255	33 889 863	46 508 255	9 386 742	9 386 742	9 386 742	0	0
Haute-Normandie	1 780 192	1,38	168 129 268	60 882 255	121 764 509	123 435 411	60 882 255	121 764 509	0	0
Pays de la Loire	3 222 061	0,87	0	0	0	0	0	0	0	38 128 385
Picardie	1 857 481	0,99	0	0	0	0	0	0	0	0
Poitou Charentes	1 640 068	0,75	0	0	0	0	0	0	0	34 682 596
PACA	4 506 151	0,81	0	0	0	0	0	0	0	0
Rhones Alpes	5 645 407	1,18	219 043 290	180 236 239	219 043 290	96 040 033	96 040 033	96 040 033	87 850 351	0
IDF	10 952 011	1,41	507 655 739	253 001 981	506 003 962	384 103 912	253 001 981	384 103 912	274 267 695	0
Guadeloupe	422 496	0,51	0	0	0	0	0	0	0	6 116 341
Guyane	157 213	0,68	0	0	0	0	0	0	0	2 757 771
Martinique	381 427	0,53	0	0	0	0	0	0	0	9 037 347
Réunion	706 300	0,42	0	0	0	0	0	0	0	12 825 216
<b>TOTAUX</b>			<b>1 136 444 692</b>	<b>666 251 864</b>	<b>1 086 457 826</b>	<b>687 904 080</b>	<b>474 207 294</b>	<b>686 233 178</b>	<b>390 038 529</b>	<b>390 038 529</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

PF moyen de l'ensemble des communes de Seine-Maritime: 3638,02										
N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76001	ALLOUVILLE-BELLEFOSSÉ	48 356	4760,107317	0,691565007	200177,5383	138 436	90 080	24720,98568	17 096	-31 260
76002	ALVIMARE	218 664	1088,6125	1,700767526		340 455	121 791		42 045	-176 619
76004	AMBRUMESNIL	0	5880,547619	0,383583863		76 785	76 785		9 483	9 483
76005	AMFREVILLE-LA-MI-VOIE	399 329	3602,221864	1,009838891		202 147	-197 182		24 964	-374 365
76006	AMFREVILLE-LES-CHAMPS	121 911	1688,548077	1,535860172		307 445	185 534		37 968	-83 943
76007	ANCEAUMEVILLE	230 176	1417,044383	1,610489778		322 384	92 208		39 813	-190 363
76008	ANCOURT	191 824	1322,803519	1,636394245		327 569	135 745		40 453	-151 371
76009	ANCOURTEVILLE-SUR-HERICOURT	135 075	1339,07265	1,631922266		326 674	191 599		40 343	-94 732
76010	ANCRETIEVILLE-SAINT-VICTOR	191 489	1981,076087	1,455451505		291 349	99 860		35 980	-155 509
76011	ANCRETTEVILLE-SUR-MER	149 011	1291,751196	1,644929756		329 278	180 267		40 664	-108 347
76012	ANGERVILLE-BAILLEUL	114 905	2266,031674	1,377124308		275 669	160 764		34 044	-80 861
76013	ANGERVILLE-LA-MARTEL	250 574	1729,818312	1,524516012		305 174	54 600		37 688	-212 886
76014	ANGERVILLE-L'ORCHER	310 904	1310,149351	1,639872561		328 266	17 362		40 539	-270 365
76015	ANGIENS	475 374	1183,132374	1,674786366		335 255	-140 119		41 402	-433 972
76016	ANGLESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	114 306	1984,006849	1,454645911		291 187	176 881		35 960	-78 346
76017	ANGLESQUEVILLE-L'ESNEVAL	216 397	890,461538	1,755234292		351 358	134 961		43 391	-173 006
76018	VAL-DE-SAANE	270 757	2502,715227	1,312065892		262 646	-8 111		32 436	-238 321
76019	ANNEVILLE-SUR-SCIE	136 670	1714,268293	1,528790325		306 029	169 359		37 793	-98 877
76020	ANNEVILLE-AMBOURVILLE	215 219	3514,641851	1,033912456		206 966	-8 253		25 559	-189 660
76021	ANNOUVILLE-VILMESNIL	207 937	1020,130542	1,719591511		344 224	136 287		42 510	-165 427
76022	ANQUETIÉVILLE	184 194	1137,671348	1,68728247		337 756	153 562		41 711	-142 483
76023	ANVEVILLE	200 562	1033,065891	1,716035906		343 512	142 950		42 422	-158 140
76024	ARDOUVAL	135 164	1473,075949	1,595088096		319 301	184 137		39 432	-95 732
76025	ARGUEIL	155 842	1303,379487	1,641733428		328 638	172 796		40 585	-115 257
76026	ARQUES-LA-BATAILLE	588 647	1775,799923	1,511876812		302 644	-286 003		37 375	-551 272
76027	ASSIGNY	194 357	1261,896226	1,653136144		330 921	136 564		40 867	-153 490
76028	AUBEGUIMONT	196 168	929,734807	1,744439048		349 198	153 030		43 124	-153 044
76029	AUBERMESNIL-AUX-ERABLES	167 966	1264,349282	1,65246186		330 786	162 820		40 850	-127 116
76030	AUBERMESNIL-BEAUMAIS	188 104	934,601336	1,743101361		348 930	160 826		43 091	-145 013
76031	AUBERVILLE-LA-CAMPAGNE	729 768	1847,540107	1,492157221		298 696	-431 072		36 888	-692 880
76032	AUBERVILLE-LA-MANUEL	64 237	1258,007519	1,654205053		331 135	266 898		40 894	-23 343
76033	AUBERVILLE-LA-RENAULT	188 334	952,195592	1,738265138		347 962	159 628		42 972	-145 362
76034	AUFFAY	244 889	1985,579221	1,454213706		291 101	46 212		35 950	-208 939
76035	AUMALE	56 543	3873,257382	0,935337975		187 234	130 691		23 122	-33 421
76036	AUPPEGARD	208 638	1037,755172	1,714746939		343 254	134 616		42 390	-166 248
76037	AUQUEMESNIL	178 474	1400,513834	1,615033615		323 293	144 819		39 925	-138 549
76038	AUTHIEUX-RATIEVILLE	201 463	1690,857143	1,535225467		307 318	105 855		37 952	-163 511
76039	AUTHIEUX-SUR-LE-PORT-SAINT-OUEN	628 596	1391,461218	1,617521953		323 792	-304 804		39 987	-588 609
76040	AUTIGNY	150 575	1501,246809	1,587344628		317 751	167 176		39 241	-111 334
76041	AUTRETOT	201 819	1005,456693	1,723624987		345 031	143 212		42 610	-159 209
76042	AUVILLIERS	147 622	1326,25641	1,635445132		327 379	179 757		40 430	-107 192
76043	AUZEBOSC	262 096	920,530472	1,746969091		349 704	87 608		43 187	-218 909

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76044	AUZOUVILLE-AUBERBOSC	158 720	1420,815498	1,609453193		322 176	<b>163 456</b>		39 787	<b>-118 933</b>
76045	AUZOUVILLE-L'ESNEVAL	169 627	1089,388889	1,700554116		340 413	<b>170 786</b>		42 039	<b>-127 588</b>
76046	AUZOUVILLE-SUR-RY	192 338	1062,27379	1,708007382		341 905	<b>149 567</b>		42 224	<b>-150 114</b>
76047	AUZOUVILLE-SUR-SAANE	112 612	1621,718954	1,554229834		311 122	<b>198 510</b>		38 422	<b>-74 190</b>
76048	AVESNES-EN-BRAY	162 355	1863,107407	1,487878158		297 840	<b>135 485</b>		36 782	<b>-125 573</b>
76049	AVESNES-EN-VAL	198 760	1395,84466	1,616317054		323 550	<b>124 790</b>		39 957	<b>-158 803</b>
76050	AVREMESNIL	344 851	1307,235358	1,640673545		328 426	<b>-16 425</b>		40 559	<b>-304 292</b>
76051	BACQUEVILLE-EN-CAUX	305 260	1663,845361	1,542650334		308 804	<b>3 544</b>		38 136	<b>-267 124</b>
76052	BAILLEUL-NEUVILLE	192 563	1381,895735	1,620151266		324 318	<b>131 755</b>		40 052	<b>-152 511</b>
76053	BAILLOLET	188 037	1283,807947	1,647113157		329 715	<b>141 678</b>		40 718	<b>-147 319</b>
76054	BAILLY-EN-RIVIERE	196 725	1285,386064	1,646679372		329 628	<b>132 903</b>		40 708	<b>-156 017</b>
76055	BAONS-LE-COMTE	141 862	2435,195055	1,330625507		266 361	<b>124 499</b>		32 894	<b>-108 968</b>
76056	BARDOUVILLE	214 048	1370,559122	1,623267419		324 942	<b>110 894</b>		40 129	<b>-173 919</b>
76057	BARENTIN	640 303	3374,79933	1,072351684		214 661	<b>-425 642</b>		26 510	<b>-613 793</b>
76058	BAROMESNIL	134 612	1774,5	1,512234128		302 715	<b>168 103</b>		37 384	<b>-97 228</b>
76059	BAZINVAL	144 268	1026,665653	1,717795172		343 864	<b>199 596</b>		42 466	<b>-101 802</b>
76060	BEAUBEC-LA-ROSIERE	190 857	1235,808564	1,660306993		332 356	<b>141 499</b>		41 044	<b>-149 813</b>
76062	BEAUMONT-LE-HARENG	136 536	1520,482587	1,582057191		316 692	<b>180 156</b>		39 110	<b>-97 426</b>
76063	BEAUVAL-EN-CAUX	219 076	1265,43722	1,652162813		330 726	<b>111 650</b>		40 843	<b>-178 233</b>
76064	BEAUREPAIRE	165 201	1361,933985	1,625638255		325 416	<b>160 215</b>		40 187	<b>-125 014</b>
76065	BEAUSSAULT	197 134	1620,562802	1,554547632		311 186	<b>114 052</b>		38 430	<b>-158 704</b>
76066	BEAUTOT	124 297	1974,877193	1,457155427		291 690	<b>167 393</b>		36 022	<b>-88 275</b>
76067	BEAUVOIR-EN-LYONS	168 230	1844,700952	1,492937634		298 853	<b>130 623</b>		36 907	<b>-131 323</b>
76068	BEC-DE-MORTAGNE	223 152	1078,139241	1,703646364		341 032	<b>117 880</b>		42 116	<b>-181 036</b>
76069	BELBEUF	452 920	4416,515358	0,786009883		157 342	<b>-295 578</b>		19 431	<b>-433 489</b>
76070	BELLENCOMBRE	188 074	1313,558781	1,638935394		328 078	<b>140 004</b>		40 516	<b>-147 558</b>
76071	BELLENGREVILLE	161 826	1138,118072	1,687159677		337 731	<b>175 905</b>		41 708	<b>-120 118</b>
76072	BELLEVILLE-EN-CAUX	192 834	1181,381215	1,675267716		335 351	<b>142 517</b>		41 414	<b>-151 420</b>
76073	BELLEVILLE-SUR-MER	669 783	977,210697	1,731389108		346 585	<b>-323 198</b>		42 802	<b>-626 981</b>
76074	BELLIERE	121 627	2450,507042	1,326416623		265 519	<b>143 892</b>		32 790	<b>-88 837</b>
76075	BELMESNIL	166 063	1435,228507	1,605491415		321 383	<b>155 320</b>		39 689	<b>-126 374</b>
76076	BENARVILLE	140 011	1432,925581	1,606124432		321 510	<b>181 499</b>		39 705	<b>-100 306</b>
76077	BENESVILLE	155 458	1830,743902	1,49677408		299 621	<b>144 163</b>		37 002	<b>-118 456</b>
76078	BENNETOT	163 263	1487,903226	1,591012446		318 485	<b>155 222</b>		39 331	<b>-123 932</b>
76079	BENOUVILLE	118 374	1293,793939	1,644368257		329 166	<b>210 792</b>		40 650	<b>-77 724</b>
76080	BERMONVILLE	174 522	1998,690411	1,450609766		290 379	<b>115 857</b>		35 861	<b>-138 661</b>
76081	BERNEVAL-LE-GRAND	371 886	1413,635645	1,611426755		322 571	<b>-49 314</b>		39 836	<b>-332 050</b>
76082	BERNIERES	187 937	1130,92	1,689138248		338 128	<b>150 191</b>		41 757	<b>-146 180</b>
76083	BERTHEAUVILLE	95 211	1048,102041	1,711902843		342 684	<b>247 473</b>		42 320	<b>-52 891</b>
76084	BERTREVILLE	92 339	1474,078431	1,594812538		319 246	<b>226 907</b>		39 425	<b>-52 914</b>
76085	BERTREVILLE-SAINT-OUEN	171 979	1320,302839	1,63708162		327 707	<b>155 728</b>		40 470	<b>-131 509</b>
76086	BERTRIMONT	57 263	5935,457627	0,368490469		73 764	<b>16 501</b>		9 109	<b>-48 154</b>
76087	BERVILLE	201 397	1088,827038	1,700708555		340 444	<b>139 047</b>		42 043	<b>-159 354</b>
76088	BERVILLE-SUR-SEINE	161 778	2691,811567	1,260088016		252 241	<b>90 463</b>		31 151	<b>-130 627</b>
76089	BETTEVILLE	226 022	1210,944215	1,667141583		333 724	<b>107 702</b>		41 213	<b>-184 809</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76090	BEUZEVILLE-LA-GRENIER	256 408	1110,064394	1,694870934		339 275	<b>82 867</b>		41 899	<b>-214 509</b>
76091	BEUZEVILLE-LA-GUERARD	156 246	1654,676647	1,545170585		309 308	<b>153 062</b>		38 198	<b>-118 048</b>
76092	BEUZEVILLE	218 006	864,411936	1,762394679		352 792	<b>134 786</b>		43 568	<b>-174 438</b>
76093	BEZANCOURT	164 269	2275,50303	1,374520868		275 148	<b>110 879</b>		33 980	<b>-130 289</b>
76094	BIERVILLE	146 365	1073,528517	1,704913737		341 285	<b>194 920</b>		42 147	<b>-104 218</b>
76095	BIHOREL	0	3167,966071	1,129204997		226 041	<b>226 041</b>		27 915	<b>27 915</b>
76096	BIVILLE-LA-BAIGNARDE	196 605	1076,730072	1,70403371		341 109	<b>144 504</b>		42 125	<b>-154 480</b>
76097	BIVILLE-LA-RIVIERE	55 297	4781,884956	0,685578876		137 237	<b>81 940</b>		16 948	<b>-38 349</b>
76098	BIVILLE-SUR-MER	193 049	1321,601786	1,636724572		327 635	<b>134 586</b>		40 461	<b>-152 588</b>
76099	BLACQUEVILLE	205 933	1236,996324	1,659980507		332 291	<b>126 358</b>		41 036	<b>-164 897</b>
76100	BLAINVILLE-CRENON	254 653	1475,861674	1,594322369		319 148	<b>64 495</b>		39 413	<b>-215 240</b>
76101	BLANGY-SUR-BRESLE	271 881	4357,491049	0,802234196		160 589	<b>-111 292</b>		19 832	<b>-252 049</b>
76103	BONSECOURS	0	2160,733228	1,40606823		281 463	<b>281 463</b>		34 759	<b>34 759</b>
76104	BLOSSEVILLE	162 342	1488,674847	1,590800347		318 442	<b>156 100</b>		39 326	<b>-123 016</b>
76105	BOCASSE	185 310	2010,731092	1,447300082		289 717	<b>104 407</b>		35 779	<b>-149 531</b>
76106	BOIS-D'ENNEBOURG	180 400	1325,709419	1,635595486		327 409	<b>147 009</b>		40 434	<b>-139 966</b>
76107	BOIS-GUILBERT	134 610	2057,921875	1,434328511		287 120	<b>152 510</b>		35 458	<b>-99 152</b>
76108	BOIS-GUILLAUME	0	5418,757578	0,510518448		102 194	<b>102 194</b>		12 621	<b>12 621</b>
76109	BOIS-HEROULT	149 042	1269,639456	1,651007723		330 495	<b>181 453</b>		40 815	<b>-108 227</b>
76110	BOIS-HIMONT	218 550	925,374396	1,745637617		349 437	<b>130 887</b>		43 154	<b>-175 396</b>
76111	BOIS-L'EVEQUE	152 440	1619,292754	1,554896736		311 255	<b>158 815</b>		38 439	<b>-114 001</b>
76112	BOIS-ROBERT	127 379	1363,041379	1,625333859		325 355	<b>197 976</b>		40 180	<b>-87 199</b>
76113	BOISSAY	162 314	1051,233962	1,711041956		342 512	<b>180 198</b>		42 299	<b>-120 015</b>
76114	BOLBEC	2 376 916	3137,388649	1,137609969		227 724	<b>-2 149 192</b>		28 123	<b>-2 348 793</b>
76115	BOLLEVILLE	203 004	1569,162162	1,568676388		314 014	<b>111 010</b>		38 779	<b>-164 225</b>
76116	BOOS	588 031	2758,852308	1,241660186		248 552	<b>-339 479</b>		30 695	<b>-557 336</b>
76117	BORDEAUX-SAINT-CLAIR	217 976	1203,935537	1,669068094		334 110	<b>116 134</b>		41 261	<b>-176 715</b>
76118	BORNAMBUSC	175 685	1137,49187	1,687331804		337 766	<b>162 081</b>		41 713	<b>-133 972</b>
76119	BOSC-BERENGER	165 856	1233,08642	1,661055242		332 506	<b>166 650</b>		41 063	<b>-124 793</b>
76120	BOSC-BORDEL	195 629	1103,838636	1,69658224		339 618	<b>143 989</b>		41 941	<b>-153 688</b>
76121	BOSC-EDELIN	148 568	1266,597938	1,65184376		330 662	<b>182 094</b>		40 835	<b>-107 733</b>
76122	CALLENGEVILLE	174 374	1522,006122	1,581638409		316 608	<b>142 234</b>		39 100	<b>-135 274</b>
76123	BOSC-GUERARD-SAINT-ADRIEN	214 822	1167,23385	1,679156474		336 129	<b>121 307</b>		41 510	<b>-173 312</b>
76124	BOSC-HYONS	176 446	1268,594675	1,651294907		330 552	<b>154 106</b>		40 822	<b>-135 624</b>
76125	BOSC-LE-HARD	219 283	1924,665948	1,470957248		294 453	<b>75 170</b>		36 364	<b>-182 919</b>
76126	BOSC-MESNIL	99 359	2424,048458	1,333689429		266 975	<b>167 616</b>		32 970	<b>-66 389</b>
76127	BOSC-ROGER-SUR-BUCHY	218 262	1152,618401	1,683173897		336 934	<b>118 672</b>		41 610	<b>-176 652</b>
76128	BOSVILLE	0	1039,036832	1,714394643		343 183	<b>343 183</b>		42 382	<b>42 382</b>
76129	BOUDEVILLE	153 541	1241,354497	1,658782554		332 051	<b>178 510</b>		41 007	<b>-112 534</b>
76130	BOUELLES	164 123	1271,320463	1,650545656		330 402	<b>166 279</b>		40 803	<b>-123 320</b>
76131	BOUILLE	150 560	1639,628878	1,549306842		310 136	<b>159 576</b>		38 300	<b>-112 260</b>
76132	BOURDAINVILLE	191 081	1019,466867	1,719773939		344 260	<b>153 179</b>		42 515	<b>-148 566</b>
76133	BOURG-DUN	467 681	1612,770677	1,556689493		311 614	<b>-156 067</b>		38 483	<b>-429 198</b>
76134	BOURVILLE	152 135	984,600583	1,729357813		346 179	<b>194 044</b>		42 751	<b>-109 384</b>
76135	BOUVILLE	264 667	1241,052268	1,658865629		332 068	<b>67 401</b>		41 009	<b>-223 658</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76136	BRACHY	114 042	3739,436441	0,97212202		194 597	<b>80 555</b>		24 032	<b>-90 010</b>
76137	BRACQUEMONT	238 255	1055,947245	1,709746391		342 253	<b>103 998</b>		42 267	<b>-195 988</b>
76138	BRACQUETUIT	184 586	1501,291139	1,587332442		317 748	<b>133 162</b>		39 240	<b>-145 346</b>
76139	BRADIANCOURT	138 776	972,049645	1,732807753		346 869	<b>208 093</b>		42 837	<b>-95 939</b>
76140	BRAMETOT	130 502	2057,404255	1,434470792		287 149	<b>156 647</b>		35 462	<b>-95 040</b>
76141	BREAUTE	310 706	1526,025709	1,580533525		316 387	<b>5 681</b>		39 072	<b>-271 634</b>
76142	BREMONTIER-MERVAL	169 555	1225,479339	1,66314624		332 925	<b>163 370</b>		41 115	<b>-128 440</b>
76143	BRETTEVILLE-DU-GRAND-CAUX	338 391	1237,668115	1,659795848		332 254	<b>-6 137</b>		41 032	<b>-297 359</b>
76144	BRETTEVILLE-SAINT-LAURENT	155 584	1182,19898	1,675042933		335 306	<b>179 722</b>		41 409	<b>-114 175</b>
76145	BRUNVILLE	165 264	1001,842342	1,724618482		345 230	<b>179 966</b>		42 634	<b>-122 630</b>
76146	BUCHY	120 904	1933,307506	1,468581899		293 977	<b>173 073</b>		36 305	<b>-84 599</b>
76147	BULLY	258 111	1195,643035	1,671347497		334 566	<b>76 455</b>		41 317	<b>-216 794</b>
76148	BURES-EN-BRAY	88 698	3289,085526	1,095912275		219 377	<b>130 679</b>		27 092	<b>-61 606</b>
76149	BUTOT	177 163	1146,363296	1,68489327		337 278	<b>160 115</b>		41 652	<b>-135 511</b>
76151	CAILLEVILLE	167 751	1291,245968	1,645068631		329 306	<b>161 555</b>		40 668	<b>-127 083</b>
76152	CAILLY	172 415	1169,734973	1,678468978		335 992	<b>163 577</b>		41 493	<b>-130 922</b>
76153	CALLEVILLE-LES-DEUX-EGLISES	154 415	1276,63125	1,649085853		330 110	<b>175 695</b>		40 767	<b>-113 648</b>
76154	CAMPNEUSEVILLE	310 977	1325,600783	1,635625347		327 415	<b>16 438</b>		40 434	<b>-270 543</b>
76155	CANEHAN	128 483	2044,572727	1,437997859		287 855	<b>159 372</b>		35 549	<b>-92 934</b>
76156	CANOUVILLE	142 706	1168,738007	1,678743019		336 047	<b>193 341</b>		41 500	<b>-101 206</b>
76157	CANTELEU	1 000 000	2579,801671	1,290876748		258 405	<b>-741 595</b>		31 912	<b>-968 088</b>
76158	CANVILLE-LES-DEUX-EGLISES	182 351	1188,779935	1,673233992		334 944	<b>152 593</b>		41 364	<b>-140 987</b>
76159	CANY-BARVILLE	3 450 666	2584,536139	1,289575361		258 144	<b>-3 192 522</b>		31 880	<b>-3 418 787</b>
76160	CARVILLE-LA-FOLLETIERE	159 621	1156,276316	1,682168428		336 732	<b>177 111</b>		41 585	<b>-118 036</b>
76161	CARVILLE-POT-DE-FER	144 136	1725,620968	1,525669757		305 405	<b>161 269</b>		37 716	<b>-106 420</b>
76162	CATELIER	160 805	890,288793	1,755281776		351 368	<b>190 563</b>		43 392	<b>-117 413</b>
76163	CATENAY	207 579	1056,840183	1,709500945		342 204	<b>134 625</b>		42 261	<b>-165 318</b>
76164	CAUDEBEC-EN-CAUX	197 754	4703,835997	0,707032592		141 532	<b>-56 222</b>		17 479	<b>-180 275</b>
76165	CAUDEBEC-LES-ELBEUF	3 880 656	2886,011282	1,206707349		241 556	<b>-3 639 100</b>		29 831	<b>-3 850 825</b>
76166	CAULE-SAINT-BEUVE	182 223	2064,706818	1,432463499		286 747	<b>104 524</b>		35 412	<b>-146 811</b>
76167	CAUVILLE	285 272	1320,36129	1,637065553		327 704	<b>42 432</b>		40 470	<b>-244 802</b>
76168	CENT-ACRES	89 235	2034,229167	1,440841047		288 424	<b>199 189</b>		35 619	<b>-53 616</b>
76169	CERLANGUE	280 357	2202,080508	1,394702892		279 188	<b>-1 169</b>		34 478	<b>-245 879</b>
76170	CHAPELLE-DU-BOURGAY	104 117	1213,162162	1,666531925		333 602	<b>229 485</b>		41 198	<b>-62 919</b>
76171	CHAPELLE-SAINT-OUEN	127 043	1883,3875	1,482303665		296 724	<b>169 681</b>		36 644	<b>-90 399</b>
76172	CHAPELLE-SUR-DUN	145 401	1400,770992	1,614962928		323 279	<b>177 878</b>		39 923	<b>-105 478</b>
76173	CHAUSSEE	156 279	1737,653722	1,522362253		304 743	<b>148 464</b>		37 634	<b>-118 645</b>
76174	CIDEVILLE	179 646	1160,530249	1,680999127		336 498	<b>156 852</b>		41 556	<b>-138 090</b>
76175	CLAIS	210 134	1454,178899	1,600282424		320 341	<b>110 207</b>		39 561	<b>-170 573</b>
76176	CLASVILLE	99 745	1721,615063	1,526770881		305 625	<b>205 880</b>		37 743	<b>-62 002</b>
76177	CLAVILLE-MOTTEVILLE	176 440	1403,471545	1,614220613		323 131	<b>146 691</b>		39 905	<b>-136 535</b>
76178	CLEON	4 273 479	6310,539901	0,26538969		53 125	<b>-4 220 354</b>		6 561	<b>-4 266 918</b>
76179	CLERES	340 046	1203,899381	1,669078033		334 112	<b>-5 934</b>		41 261	<b>-298 785</b>
76180	CLEUVILLE	147 853	1464,596899	1,597418775		319 767	<b>171 914</b>		39 490	<b>-108 363</b>
76181	CLEVILLE	146 407	1743,440678	1,520771563		304 424	<b>158 017</b>		37 595	<b>-108 812</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76182	CLIPONVILLE	157 607	1399,267206	1,615376282		323 362	<b>165 755</b>		39 934	<b>-117 673</b>
76183	COLLEVILLE	281 445	5302,369596	0,542510607		108 598	<b>-172 847</b>		13 411	<b>-268 034</b>
76184	COLMESNIL-MANNEVILLE	159 501	1109	1,69516351		339 334	<b>179 833</b>		41 906	<b>-117 595</b>
76185	COMPAINVILLE	101 666	1828,064286	1,49751064		299 768	<b>198 102</b>		37 020	<b>-64 646</b>
76186	CONTEVILLE	169 861	2267,380658	1,376753506		275 595	<b>105 734</b>		34 035	<b>-135 826</b>
76187	CONTREMOULINS	140 747	1875,393939	1,484500896		297 164	<b>156 417</b>		36 698	<b>-104 049</b>
76188	COTTEVRARD	136 644	1992,528409	1,452303547		290 719	<b>154 075</b>		35 902	<b>-100 742</b>
76189	CRASVILLE-LA-MALLET	29 412	1877,227273	1,483996959		297 063	<b>267 651</b>		36 686	<b>7 274</b>
76190	CRASVILLE-LA-ROCQUEFORT	176 268	1012,358306	1,721727906		344 651	<b>168 383</b>		42 563	<b>-133 705</b>
76191	CRESSY	155 654	833,330435	1,77093821		354 502	<b>198 848</b>		43 779	<b>-111 875</b>
76192	CRIEL-SUR-MER	1 151 976	1791,402664	1,507588007		301 785	<b>-850 191</b>		37 269	<b>-1 114 707</b>
76193	CRIQUE	118 591	3693,972696	0,984618872		197 099	<b>78 508</b>		24 341	<b>-94 250</b>
76194	CRIQUEBEUF-EN-CAUX	174 263	888,661939	1,755728957		351 458	<b>177 195</b>		43 403	<b>-130 860</b>
76195	CRIQUETOT-LE-MAUCONDUIT	49 227	4608,974026	0,733107786		146 752	<b>97 525</b>		18 123	<b>-31 104</b>
76196	CRIQUETOT-L'ESNEVAL	435 016	1533,375279	1,578513311		315 983	<b>-119 033</b>		39 022	<b>-395 994</b>
76197	CRIQUETOT-SUR-LONGUEVILLE	145 399	1463,96319	1,597592966		319 802	<b>174 403</b>		39 494	<b>-105 905</b>
76198	CRIQUETOT-SUR-OUVILLE	188 316	1718,981387	1,527494813		305 770	<b>117 454</b>		37 761	<b>-150 555</b>
76199	CRQUIERS	241 619	1635,20122	1,550523895		310 380	<b>68 761</b>		38 330	<b>-203 289</b>
76200	CRITOT	177 206	1389,147436	1,618157954		323 919	<b>146 713</b>		40 002	<b>-137 204</b>
76201	CROISY-SUR-ANDELLE	166 439	1743,486111	1,520759074		304 422	<b>137 983</b>		37 595	<b>-128 844</b>
76202	CROIXDALLE	93 013	3602,806324	1,009678238		202 115	<b>109 102</b>		24 960	<b>-68 053</b>
76203	CROIX-MARE	203 063	1300,207297	1,642605384		328 813	<b>125 750</b>		40 607	<b>-162 456</b>
76204	CROPUS	152 449	892,829596	1,754583372		351 228	<b>198 779</b>		43 375	<b>-109 074</b>
76205	CROSVILLE-SUR-SCIE	32 870	4884,480769	0,657377842		131 592	<b>98 722</b>		16 251	<b>-16 619</b>
76206	CUVERVILLE	190 965	1092,47079	1,699706978		340 243	<b>149 278</b>		42 018	<b>-148 947</b>
76207	CUVERVILLE-SUR-YERES	140 241	1947,36	1,464719218		293 204	<b>152 963</b>		36 209	<b>-104 032</b>
76208	CUY-SAINT-FIACRE	198 186	1385,500901	1,619160296		324 120	<b>125 934</b>		40 027	<b>-158 159</b>
76209	DAMPIERRE-EN-BRAY	214 806	1429,760101	1,606994544		321 684	<b>106 878</b>		39 726	<b>-175 080</b>
76210	DAMPIERRE-SAINT-NICOLAS	130 350	2460,171875	1,323760001		264 987	<b>134 637</b>		32 725	<b>-97 625</b>
76211	DANCOURT	152 582	2303,081633	1,366940197		273 631	<b>121 049</b>		33 792	<b>-118 790</b>
76212	DARNETAL	720 810	2103,744696	1,421732958		284 599	<b>-436 211</b>		35 147	<b>-685 663</b>
76213	DAUBEUF-SERVILLE	156 237	1277,793296	1,648766435		330 046	<b>173 809</b>		40 759	<b>-115 478</b>
76214	DENESTANVILLE	59 888	4398,256	0,791028926		158 346	<b>98 458</b>		19 555	<b>-40 333</b>
76215	DERCHIGNY	205 067	992,308962	1,727238971		345 754	<b>140 687</b>		42 699	<b>-162 368</b>
76216	DEVILLE-LES-ROUEN	0	4409,984768	0,787804979		157 701	<b>157 701</b>		19 475	<b>19 475</b>
76217	DIEPPE	4 197 553	2773,373758	1,2376686		247 753	<b>-3 949 800</b>		30 596	<b>-4 166 957</b>
76218	DOUDEAUVILLE	134 693	1832,771739	1,496216678		299 509	<b>164 816</b>		36 988	<b>-97 705</b>
76219	DOUDEVILLE	1 793 674	1495,374523	1,588958773		318 074	<b>-1 475 600</b>		39 281	<b>-1 754 393</b>
76220	DOUVREND	243 036	1283,336756	1,647242676		329 741	<b>86 705</b>		40 721	<b>-202 315</b>
76221	DROSAY	154 992	1574,459716	1,567220222		313 722	<b>158 730</b>		38 743	<b>-116 249</b>
76222	DUCLAIR	685 533	1954,189596	1,462841932		292 828	<b>-392 705</b>		36 163	<b>-649 370</b>
76223	ECALLES-ALIX	199 420	2667,51626	1,266766191		253 578	<b>54 158</b>		31 316	<b>-168 104</b>
76224	ECRAINVILLE	333 399	1254,432682	1,655187686		331 331	<b>-2 068</b>		40 918	<b>-292 481</b>
76225	ECRETTEVILLE-LES-BAONS	217 930	1528,419811	1,579875446		316 256	<b>98 326</b>		39 056	<b>-178 874</b>
76226	ECRETTEVILLE-SUR-MER	143 479	1084,557692	1,701882092		340 679	<b>197 200</b>		42 072	<b>-101 407</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76227	ECTOT-L'AUBER	174 464	1383,097156	1,619821026		324 252	149 788		40 044	-134 420
76228	ECTOT-LES-BAONS	204 090	1204,13577	1,669013055		334 099	130 009		41 260	-162 830
76229	ELBEUF-EN-BRAY	167 003	1820,018868	1,499722125		300 211	133 208		37 075	-129 928
76230	ELBEUF-SUR-ANDELLE	184 666	1328,993056	1,634692896		327 229	142 563		40 411	-144 255
76231	ELBEUF	4 801 684	2465,636802	1,322257828		264 686	-4 536 998		32 688	-4 768 996
76232	ELETOT	193 113	947,616197	1,7395239		348 214	155 101		43 003	-150 110
76233	ELLECOURT	162 523	1097,784314	1,698246423		339 951	177 428		41 982	-120 541
76234	EMANVILLE	184 799	1482,464	1,592507554		318 784	133 985		39 368	-145 431
76235	ENVERMEU	1 001 200	2157,51269	1,406953475		281 640	-719 559		34 781	-966 418
76236	ENVRONVILLE	161 333	1091,400585	1,700001151		340 302	178 969		42 026	-119 307
76237	EPINAY-SUR-DUCLAIR	212 146	1141,192935	1,686314474		337 562	125 416		41 687	-170 459
76238	EPOUVILLE	1 066 271	1821,497335	1,499315731		300 129	-766 142		37 065	-1 029 206
76239	EPRETOT	180 731	1757,762376	1,516834884		303 636	122 905		37 498	-143 233
76240	EPREVILLE	106 038	4172,67374	0,853035873		170 759	64 721		21 088	-84 950
76241	ERMENOUVILLE	117 363	1593,625	1,561952163		312 668	195 305		38 613	-78 750
76242	ERNEMONT-LA-VILLETTE	155 835	1851,286458	1,491127443		298 490	142 655		36 862	-118 973
76243	ERNEMONT-SUR-BUCHY	141 294	1097,484375	1,698328869		339 967	198 673		41 984	-99 310
76244	ESCLAVELLES	157 331	1675,264615	1,539511465		308 176	150 845		38 058	-119 273
76245	ESLETTES	226 153	1089,995739	1,700387308		340 379	114 226		42 035	-184 118
76247	ESTEVILLE	150 580	1309,198966	1,640133798		328 318	177 738		40 546	-110 034
76248	ESTOUTEVILLE-ECALLES	206 058	1296,752907	1,64355491		329 003	122 945		40 630	-165 428
76249	ETAIMPUIS	174 367	1345,663004	1,630110742		326 312	151 945		40 298	-134 069
76250	ETAINHUS	293 082	975,054234	1,731981866		346 704	53 622		42 816	-250 266
76251	ETALLEVILLE	200 040	956,846154	1,736986814		347 706	147 666		42 940	-157 100
76252	ETALONDES	627 070	2123,365153	1,416339783		283 519	-343 551		35 013	-592 057
76253	ETOUTTEVILLE	230 460	1398,991011	1,615452201		323 377	92 917		39 936	-190 524
76254	ETRETAT	29 434	2851,227732	1,216268481		243 470	214 036		30 067	633
76255	EU	1 172 226	4649,905093	0,721856855		144 500	-1 027 727		17 845	-1 154 381
76257	FALLEN COURT	120 635	1545,229412	1,575254905		315 331	194 696		38 942	-81 693
76258	FAUVILLE-EN-CAUX	884 978	2045,102021	1,43785237		287 826	-597 153		35 545	-849 433
76259	FECAMP	1 530 249	2252,378818	1,380877139		276 421	-1 253 828		34 137	-1 496 112
76260	FERRIERES-EN-BRAY	153 545	6029,557464	0,342624766		68 586	-84 959		8 470	-145 075
76261	FERTE-SAINT-SAMSON	188 273	1363,497326	1,625208531		325 330	137 057		40 177	-148 096
76262	FESQUES	151 295	1212,801418	1,666631084		333 622	182 327		41 201	-110 094
76263	FEUILLIE	256 897	1674,108919	1,539829137		308 239	51 342		38 066	-218 831
76264	FLAMANVILLE	157 063	1941,213675	1,46640869		293 542	136 479		36 251	-120 812
76265	FLAMETS-FRETILS	149 401	1558,365979	1,57164399		314 608	165 207		38 853	-110 548
76266	FLOQUES	160 609	1200,471139	1,670020371		334 301	173 692		41 285	-119 324
76267	FOLLETIERE	118 000	1493,578947	1,589452332		318 173	200 173		39 293	-78 707
76268	FONGUEUSEMARE	154 977	1565,308511	1,569735661		314 226	159 249		38 805	-116 172
76269	FONTAINE-EN-BRAY	162 105	1202,344262	1,669505496		334 198	172 093		41 272	-120 833
76270	FONTAINE-LA-MALLET	1 036 726	2312,822462	1,364262686		273 095	-763 631		33 726	-1 003 000
76271	FONTAINE-LE-BOURG	290 434	4722,087542	0,702015697		140 528	-149 906		17 355	-273 079
76272	FONTAINE-LE-DUN	962 311	5575,771792	0,46735915		93 555	-868 756		11 554	-950 757
76273	FONTAINE-SOUS-PREAUX	137 999	1496,252632	1,588717402		318 026	180 027		39 275	-98 724

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76274	FONTELAYE	86 000	2160,976744	1,406001293		281 450	<b>195 450</b>		34 758	<b>-51 242</b>
76275	FONTENAY	388 075	1197,233076	1,670910434		334 479	<b>-53 596</b>		41 307	<b>-346 768</b>
76276	FORGES-LES-EAUX	0	3304,109531	1,09178255		218 550	<b>218 550</b>		26 990	<b>26 990</b>
76277	FOSSE	161 612	1499,763224	1,587752428		317 832	<b>156 220</b>		39 251	<b>-122 361</b>
76278	FOUCARMONT	39 145	4418,039623	0,7855909		157 258	<b>118 113</b>		19 421	<b>-19 724</b>
76279	FOUCART	94 334	3138,75625	1,13723405		227 649	<b>133 315</b>		28 114	<b>-66 220</b>
76280	FREAUVILLE	140 212	1351,246988	1,628575844		326 004	<b>185 792</b>		40 260	<b>-99 952</b>
76281	FRENAYE	884 809	2575,373585	1,292093919		258 648	<b>-626 161</b>		31 942	<b>-852 867</b>
76282	FRENEUSE	562 272	1594,297297	1,561767365		312 631	<b>-249 641</b>		38 608	<b>-523 664</b>
76283	FRESLES	137 403	2018,640719	1,445125923		289 282	<b>151 879</b>		35 725	<b>-101 678</b>
76284	FRESNAY-LE-LONG	140 506	1414,985714	1,611055655		322 497	<b>181 991</b>		39 827	<b>-100 679</b>
76285	FRESNE-LE-PLAN	180 866	1459,430839	1,598838797		320 052	<b>139 186</b>		39 525	<b>-141 341</b>
76286	FRESNOY-FOLNY	228 903	1414,731563	1,611125515		322 511	<b>93 608</b>		39 829	<b>-189 074</b>
76287	FRESQUIENNE	273 237	1093,885913	1,699317996		340 165	<b>66 928</b>		42 009	<b>-231 228</b>
76288	FREULLEVILLE	184 817	954,589443	1,737607128		347 830	<b>163 013</b>		42 955	<b>-141 862</b>
76289	FREVILLE	202 993	1015,40589	1,720890201		344 484	<b>141 491</b>		42 542	<b>-160 451</b>
76290	FRICHEMESNIL	190 657	1234,558537	1,660650594		332 425	<b>141 768</b>		41 053	<b>-149 604</b>
76291	FROBERVILLE	232 677	873,952	1,759772353		352 267	<b>119 590</b>		43 503	<b>-189 174</b>
76292	FRY	142 814	1471,067114	1,595640274		319 411	<b>176 597</b>		39 446	<b>-103 368</b>
76293	FULTOT	138 364	1787,122066	1,508764637		302 021	<b>163 657</b>		37 298	<b>-101 066</b>
76294	GAILLARDE	156 499	2035,673289	1,440444093		288 345	<b>131 846</b>		35 609	<b>-120 890</b>
76295	GAILLEFONTAINE	263 235	1580,78501	1,565481556		313 374	<b>50 139</b>		38 700	<b>-224 535</b>
76296	GAINNEVILLE	1 141 256	1681,079453	1,537913111		307 856	<b>-833 400</b>		38 019	<b>-1 103 237</b>
76297	GANCOURT-SAINT-ETIENNE	164 858	1895,934959	1,478854681		296 033	<b>131 175</b>		36 559	<b>-128 299</b>
76298	GANZEVILLE	179 022	893,845638	1,754304087		351 172	<b>172 150</b>		43 368	<b>-135 654</b>
76299	GERPONVILLE	218 902	1247,352239	1,657133924		331 721	<b>112 819</b>		40 966	<b>-177 936</b>
76300	GERVILLE	193 311	1187,007752	1,673721121		335 041	<b>141 730</b>		41 376	<b>-151 935</b>
76301	GLICOURT	178 881	976,934343	1,731465071		346 600	<b>167 719</b>		42 804	<b>-136 077</b>
76302	GODERVILLE	729 904	1656,432457	1,544687956		309 212	<b>-420 692</b>		38 186	<b>-691 718</b>
76303	GOMMERVILLE	231 352	1152,489198	1,683209412		336 941	<b>105 589</b>		41 611	<b>-189 741</b>
76304	GONFREVILLE-CAILLOT	187 344	1161,202952	1,680814218		336 461	<b>149 117</b>		41 551	<b>-145 793</b>
76305	GONFREVILLE-L'ORCHER	1 809 503	22391,17897	0		0	<b>-1 809 503</b>		0	<b>-1 809 503</b>
76306	GONNETOT	148 808	870,95302	1,760596698		352 432	<b>203 624</b>		43 524	<b>-105 284</b>
76307	GONNEVILLE-LA-MALLET	277 291	1690,083404	1,535438149		307 360	<b>30 069</b>		37 958	<b>-239 333</b>
76308	GONNEVILLE-SUR-SCIE	174 604	1551,160428	1,573624616		315 004	<b>140 400</b>		38 902	<b>-135 702</b>
76309	GONZEVILLE	124 330	1768,023438	1,514014374		303 072	<b>178 742</b>		37 428	<b>-86 902</b>
76310	GOUCHAUPRE	141 830	1428,777778	1,60726456		321 738	<b>179 908</b>		39 733	<b>-102 097</b>
76311	GOUPILLIERES	179 895	974,24933	1,732203114		346 748	<b>166 853</b>		42 822	<b>-137 073</b>
76312	GOURNAY-EN-BRAY	150 898	5479,735432	0,493757154		98 839	<b>-52 059</b>		12 206	<b>-138 692</b>
76313	GOUY	398 827	1279,097884	1,648407836		329 974	<b>-68 853</b>		40 750	<b>-358 077</b>
76314	GRAIMBOUVILLE	182 563	1105,857143	1,696027403		339 507	<b>156 944</b>		41 927	<b>-140 636</b>
76315	GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE	455 762	1416,18797	1,610725185		322 431	<b>-133 331</b>		39 819	<b>-415 943</b>
76316	GRAINVILLE-SUR-RY	176 007	1503,152318	1,586820851		317 646	<b>141 639</b>		39 228	<b>-136 779</b>
76317	GRAINVILLE-YMAUVILLE	180 615	1519,490909	1,582329779		316 747	<b>136 132</b>		39 117	<b>-141 498</b>
76318	GRAND-CAMP	315 305	1151,061129	1,683601953		337 019	<b>21 714</b>		41 620	<b>-273 685</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76319	GRAND-COURONNE	7 603 403	9259,60336	0		0	-7 603 403		0	-7 603 403
76320	GRANDCOURT	183 615	1668,291444	1,541428216		308 559	124 944		38 106	-145 509
76321	GRANDES-VENTES	279 474	3070,781701	1,155918561		231 389	-48 085		28 575	-250 899
76322	GRAND-QUEVILLY	1 881 897	4576,419974	0,742056085		148 543	-1 733 354		18 344	-1 863 553
76323	GRAVAL	144 770	1232,504505	1,661215196		332 538	187 768		41 067	-103 703
76324	GREGES	193 229	1164,920949	1,679792233		336 257	143 028		41 526	-151 703
76325	GREMONVILLE	180 325	2344,793349	1,355474685		271 336	91 011		33 509	-146 816
76326	GRENY	131 089	1393,269565	1,617024884		323 692	192 603		39 974	-91 115
76327	GREUVILLE	154 920	1096,833811	1,698507692		340 003	185 083		41 989	-112 931
76328	GRIGNEUSEVILLE	163 334	1558,37386	1,571641824		314 607	151 273		38 853	-124 481
76329	GRUCHET-LE-VALASSE	795 119	4331,117394	0,809483657		162 040	-633 079		20 011	-775 108
76330	GRUCHET-SAINT-SIMEON	313 839	1851,561328	1,491051888		298 475	-15 364		36 860	-276 979
76331	GRUGNY	138 798	356,691794	1,901954306		380 729	241 931		47 018	-91 780
76332	GRUMESNIL	166 059	2800,859223	1,23011353		246 241	80 182		30 410	-135 649
76333	GUERVILLE	143 551	2050,266515	1,436432779		287 542	143 991		35 510	-108 041
76334	GUEURES	183 562	1295,513109	1,6438957		329 071	145 509		40 639	-142 923
76335	GUEUTTEVILLE	0	5728,811594	0,425292319		85 134	85 134		10 514	10 514
76336	GUEUTTEVILLE-LES-GRES	164 330	1134,649733	1,688113037		337 922	173 592		41 732	-122 598
76337	GUILMECOURT	151 811	1228,980237	1,66218393		332 732	180 921		41 091	-110 720
76338	HALLOTIERE	136 281	1328,534884	1,634818836		327 254	190 973		40 414	-95 867
76339	HANOARD	138 654	1620,222615	1,554641141		311 204	172 550		38 432	-100 222
76340	HARCANVILLE	226 564	1480,014184	1,593180948		318 919	92 355		39 385	-187 179
76341	HARFLEUR	2 538 752	2372,007583	1,347994169		269 838	-2 268 914		33 324	-2 505 428
76342	HATTENVILLE	224 647	1270,949301	1,650647679		330 423	105 776		40 806	-183 841
76343	HAUCOURT	179 279	1552,00431	1,573392654		314 958	135 679		38 896	-140 383
76344	HAUDRICOURT	287 241	1768,386831	1,513914486		303 052	15 811		37 425	-249 816
76345	HAUSSEZ	142 952	2174,615894	1,40225223		280 699	137 747		34 665	-108 287
76346	HAUTOT-L'AUVRAY	180 249	1105,474531	1,696132574		339 528	159 279		41 930	-138 319
76347	HAUTOT-LE-VAUTOIS	185 198	1610,014035	1,557447225		311 766	126 568		38 502	-146 696
76348	HAUTOT-SAINT-SULPICE	218 476	1157,453427	1,681844869		336 668	118 192		41 577	-176 899
76349	HAUTOT-SUR-MER	224 687	3473,728988	1,045158384		209 217	-15 470		25 837	-198 850
76350	HAUTOT-SUR-SEINE	152 855	1237,282192	1,659901929		332 275	179 420		41 034	-111 821
76351	HAVRE	11 840 220	3445,315058	1,052968666		210 781	-11 629 439		26 030	-11 814 190
76352	HAYE	163 626	1384,773381	1,619360273		324 160	160 534		40 032	-123 594
76353	HEBERVILLE	119 193	1483,75	1,592154065		318 713	199 520		39 360	-79 833
76354	HENOUVILLE	243 303	1288,089243	1,645936336		329 479	86 176		40 689	-202 614
76355	HERICOURT-EN-CAUX	564 463	1321,682783	1,636702308		327 631	-236 832		40 461	-524 002
76356	HERMANVILLE	123 025	1289,290323	1,645606189		329 413	206 388		40 681	-82 344
76357	HERMEVILLE	160 747	1055,936675	1,709749297		342 253	181 506		42 267	-118 480
76358	HERON	170 496	1352,964844	1,628103648		325 910	155 414		40 248	-130 248
76359	HERONCELLES	136 927	1517,333333	1,582922843		316 866	179 939		39 131	-97 796
76360	HEUGLEVILLE-SUR-SCIE	216 662	1113,12	1,694031024		339 107	122 445		41 878	-174 784
76361	HEUQUEVILLE	177 121	1397,783694	1,615784062		323 444	146 323		39 944	-137 177
76362	HEURTEAUVILLE	178 762	1164,078616	1,68002377		336 303	157 541		41 532	-137 230
76363	HODENG-AU-BOSC	175 429	6422,564236	0,234596989		46 961	-128 468		5 799	-169 630

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76364	HODENG-HODENGER	144 563	1624,327869	1,553512708		310 978	<b>166 415</b>		38 404	<b>-106 159</b>
76365	HOUDETOT	147 320	1754,666667	1,517685818		303 807	<b>156 487</b>		37 519	<b>-109 801</b>
76366	HOULME	389 638	2309,592458	1,365150533		273 272	<b>-116 366</b>		33 748	<b>-355 890</b>
76367	HOUPEVILLE	320 130	1558,002463	1,571743911		314 628	<b>-5 502</b>		38 855	<b>-281 275</b>
76368	HOUQUETOT	185 664	909,931973	1,749882354		350 287	<b>164 623</b>		43 259	<b>-142 405</b>
76369	HOUSSAYE-BERANGER	188 203	1487,743802	1,591056268		318 494	<b>130 291</b>		39 332	<b>-148 871</b>
76370	HUGLEVILLE-EN-CAUX	189 857	1607,178218	1,558226721		311 922	<b>122 065</b>		38 521	<b>-151 336</b>
76371	IFS	110 000	1657,054545	1,54451696		309 178	<b>199 178</b>		38 182	<b>-71 818</b>
76372	ILLOIS	149 632	2195,125436	1,396614668		279 571	<b>129 939</b>		34 526	<b>-115 106</b>
76373	IMBLEVILLE	167 277	896,903114	1,753463663		351 004	<b>183 727</b>		43 347	<b>-123 930</b>
76374	INCHEVILLE	169 143	2536,56671	1,302760962		260 783	<b>91 640</b>		32 206	<b>-136 937</b>
76375	INGOUVILLE	257 478	1641,450161	1,548806217		310 036	<b>52 558</b>		38 288	<b>-219 190</b>
76376	INTRAVILLE	162 042	1226,375	1,662900045		332 875	<b>170 833</b>		41 109	<b>-120 933</b>
76377	ISNEAUVILLE	293 952	2637,487035	1,275020478		255 230	<b>-38 722</b>		31 520	<b>-262 432</b>
76378	JUMIEGES	352 286	1584,156196	1,564554901		313 189	<b>-39 097</b>		38 677	<b>-313 609</b>
76379	LAMBERVILLE	168 775	1435,735955	1,60535193		321 355	<b>152 580</b>		39 686	<b>-129 089</b>
76380	LAMMERVILLE	185 935	1167,189349	1,679168707		336 132	<b>150 197</b>		41 511	<b>-144 424</b>
76381	LANDES-VIEILLES-ET-NEUVES	148 568	1465,006452	1,597306199		319 745	<b>171 177</b>		39 487	<b>-109 081</b>
76382	LANQUETOT	272 946	1129,273529	1,689590822		338 218	<b>65 272</b>		41 768	<b>-231 178</b>
76383	LESTANVILLE	148 909	941,61039	1,741174746		348 544	<b>199 635</b>		43 044	<b>-105 865</b>
76384	LILLEBONNE	2 570 601	7875,736189	0		0	<b>-2 570 601</b>		0	<b>-2 570 601</b>
76385	LIMESY	258 758	1414,427419	1,611209116		322 528	<b>63 770</b>		39 831	<b>-218 927</b>
76386	LIMPIVILLE	194 191	1048,271429	1,711856282		342 675	<b>148 484</b>		42 319	<b>-151 872</b>
76387	LINDEBEUF	153 472	1116,003521	1,693238416		338 948	<b>185 476</b>		41 859	<b>-111 613</b>
76388	LINTOT	173 914	1537,04328	1,577505069		315 781	<b>141 867</b>		38 997	<b>-134 917</b>
76389	LINTOT-LES-BOIS	146 248	1171,952381	1,677859468		335 870	<b>189 622</b>		41 478	<b>-104 770</b>
76390	LOGES	278 164	1314,228261	1,63875137		328 041	<b>49 877</b>		40 512	<b>-237 652</b>
76391	LONDE	952 604	1504,972208	1,586320608		317 546	<b>-635 058</b>		39 215	<b>-913 389</b>
76392	LONDINIÈRES	187 319	2155,863291	1,407406854		281 731	<b>94 412</b>		34 792	<b>-152 527</b>
76393	LONGMESNIL	52 339	3360,772727	1,076207248		215 433	<b>163 094</b>		26 605	<b>-25 734</b>
76394	LONGROY	42 407	4731,334385	0,69947397		140 019	<b>97 612</b>		17 292	<b>-25 115</b>
76395	LONGUEIL	131 277	2432,158273	1,331460242		266 528	<b>135 251</b>		32 915	<b>-98 362</b>
76396	LONGUERUE	147 088	1138,564912	1,687036852		337 707	<b>190 619</b>		41 705	<b>-105 383</b>
76397	LONGUEVILLE-SUR-SCIE	276 425	1750,167756	1,518922456		304 054	<b>27 629</b>		37 549	<b>-238 876</b>
76398	LOUVETOT	254 532	1108,455782	1,695313102		339 364	<b>84 832</b>		41 910	<b>-212 622</b>
76399	LUCY	155 710	1673,270718	1,540059538		308 285	<b>152 575</b>		38 072	<b>-117 638</b>
76400	LUNERAY	1 216 971	3097,885016	1,148468535		229 898	<b>-987 073</b>		28 391	<b>-1 188 580</b>
76401	MAILLERAYE-SUR-SEINE	399 072	1339,123003	1,631908426		326 671	<b>-72 401</b>		40 342	<b>-358 730</b>
76402	MALAUNAY	514 280	2987,982876	1,178677897		235 945	<b>-278 335</b>		29 138	<b>-485 142</b>
76403	MALLEVILLE-LES-GRES	33 549	1265,824859	1,652056261		330 705	<b>297 156</b>		40 840	<b>7 291</b>
76404	MANEGLISE	275 880	1468,000853	1,596483113		319 580	<b>43 700</b>		39 467	<b>-236 413</b>
76405	MANEHOUVILLE	104 755	1935,182266	1,468066574		293 874	<b>189 119</b>		36 292	<b>-68 463</b>
76406	MANIQUERVILLE	175 433	682,551829	1,812383495		362 798	<b>187 365</b>		44 804	<b>-130 629</b>
76407	MANNEVILLE-ES-PLAINS	329 997	1852,896667	1,490684836		298 402	<b>-31 595</b>		36 851	<b>-293 145</b>
76408	MANNEVILLE-LA-GOUPIL	282 729	996,001082	1,726224099		345 551	<b>62 822</b>		42 674	<b>-240 055</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76409	MANNEVILLE	218 960	1195,520231	1,671381252		334 573	<b>115 613</b>		41 318	<b>-177 642</b>
76410	MAROMME	807 492	3381,636436	1,070472334		214 285	<b>-593 207</b>		26 463	<b>-781 029</b>
76411	MARQUES	185 759	1281,731801	1,647683838		329 829	<b>144 070</b>		40 732	<b>-145 027</b>
76412	MARTAINVILLE-EPREVILLE	148 042	2786,5313	1,23405192		247 029	<b>98 987</b>		30 507	<b>-117 535</b>
76413	MARTIGNY	177 606	777,379182	1,786317817		357 581	<b>179 975</b>		44 160	<b>-133 446</b>
76414	MARTIN- EGLISE	0	13518,27494	0		0	<b>0</b>		0	<b>0</b>
76415	MASSY	187 780	1240,013652	1,659151119		332 125	<b>144 345</b>		41 016	<b>-146 764</b>
76416	MATHONVILLE	146 335	1319,602339	1,63727417		327 746	<b>181 411</b>		40 475	<b>-105 860</b>
76417	MAUCOMBLE	178 134	1920,587156	1,472078406		294 677	<b>116 543</b>		36 391	<b>-141 743</b>
76418	MAULEVRIER-SAINTE-GERTRUDE	276 315	1182,459488	1,674971326		335 292	<b>58 977</b>		41 407	<b>-234 908</b>
76419	MAUNY	61 566	1538,827338	1,577014676		315 683	<b>254 117</b>		38 985	<b>-22 581</b>
76420	MAUQUENCHY	163 198	1504,345515	1,58649287		317 580	<b>154 382</b>		39 220	<b>-123 978</b>
76421	MELAMARE	167 072	3107,696931	1,145771484		229 358	<b>62 286</b>		28 325	<b>-138 747</b>
76422	MELLEVILLE	165 017	935,973064	1,742724307		348 854	<b>183 837</b>		43 082	<b>-121 935</b>
76423	MENERVAL	135 932	2471,13615	1,320746194		264 384	<b>128 452</b>		32 650	<b>-103 282</b>
76424	MENONVAL	170 316	1028,483516	1,717295487		343 764	<b>173 448</b>		42 453	<b>-127 863</b>
76425	MENTHEVILLE	163 971	1051,421384	1,710990438		342 502	<b>178 531</b>		42 297	<b>-121 674</b>
76426	MESANGUEVILLE	143 667	1504,8875	1,586343892		317 550	<b>173 883</b>		39 216	<b>-104 451</b>
76427	MESNIERES-EN-BRAY	196 135	1031,759545	1,716394988		343 584	<b>147 449</b>		42 431	<b>-153 704</b>
76428	MESNIL-DURDENT	78 000	1749,384615	1,519137722		304 097	<b>226 097</b>		37 555	<b>-40 445</b>
76429	MESNIL-ESNARD	303 124	2526,249108	1,305597014		261 351	<b>-41 773</b>		32 276	<b>-270 848</b>
76430	MESNIL-FOLLEMPRISE	127 657	1278,934307	1,6484528		329 983	<b>202 326</b>		40 751	<b>-86 906</b>
76431	MESNIL-LIEUBRAY	103 826	1791,046512	1,507685904		301 805	<b>197 979</b>		37 271	<b>-66 555</b>
76432	MESNIL-MAUGER	180 658	1543,759494	1,575658949		315 412	<b>134 754</b>		38 952	<b>-141 706</b>
76433	MESNIL-PANNEVILLE	195 970	1399,445507	1,615327271		323 352	<b>127 382</b>		39 932	<b>-156 038</b>
76434	MESNIL-RAOUL	178 818	1636,009709	1,550301661		310 336	<b>131 518</b>		38 325	<b>-140 493</b>
76435	MESNIL-REAU	164 975	1012,319475	1,721738579		344 653	<b>179 678</b>		42 563	<b>-122 412</b>
76436	MESNIL-SOUS-JUMIEGES	166 875	1189,412587	1,673060092		334 909	<b>168 034</b>		41 360	<b>-125 515</b>
76437	MEULERS	152 366	1433,094203	1,606078082		321 501	<b>169 135</b>		39 704	<b>-112 662</b>
76438	MILLEBOSC	161 485	1032,157692	1,716285547		343 562	<b>182 077</b>		42 428	<b>-119 057</b>
76439	MIRVILLE	156 557	1919,175	1,472466573		294 755	<b>138 198</b>		36 401	<b>-120 156</b>
76440	MOLAGNIES	149 719	1427,496599	1,607616724		321 809	<b>172 090</b>		39 742	<b>-109 977</b>
76441	MONCHAUX-SORENG	175 677	1882,658892	1,482503942		296 764	<b>121 087</b>		36 649	<b>-139 028</b>
76442	MONCHY-SUR-EU	195 729	1126,22	1,690430161		338 386	<b>142 657</b>		41 789	<b>-153 940</b>
76443	MONT-CAUVAIRE	211 078	1123,6	1,691150333		338 530	<b>127 452</b>		41 807	<b>-169 271</b>
76444	MONT-DE-L'IF	80 518	4124,135417	0,866377849		173 429	<b>92 911</b>		21 418	<b>-59 100</b>
76445	MONTEROLIER	207 580	1182,378099	1,674993697		335 296	<b>127 716</b>		41 407	<b>-166 173</b>
76446	MONTIGNY	226 731	1740,241503	1,521650936		304 600	<b>77 869</b>		37 617	<b>-189 114</b>
76447	MONTVILLIERS	5 255 783	2565,072199	1,294925513		259 215	<b>-4 996 568</b>		32 012	<b>-5 223 771</b>
76448	MONTMAIN	258 443	1045,384068	1,712649946		342 834	<b>84 391</b>		42 338	<b>-216 105</b>
76449	MONTREUIL-EN-CAUX	184 828	1107,655527	1,695533072		339 408	<b>154 580</b>		41 915	<b>-142 913</b>
76450	MONTROTUY	126 897	2330,293651	1,359460291		272 133	<b>145 236</b>		33 607	<b>-93 290</b>
76451	MONT-SAINT-AIGNAN	0	3869,076607	0,936487166		187 464	<b>187 464</b>		23 151	<b>23 151</b>
76452	MONTVILLE	483 765	2720,466988	1,252211354		250 665	<b>-233 100</b>		30 956	<b>-452 809</b>
76453	MORGNY-LA-POMMERAYE	220 754	1009,458525	1,722524983		344 811	<b>124 057</b>		42 583	<b>-178 171</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76454	MORTEMER	126 709	1651,322034	1,546092685		309 493	<b>182 784</b>		38 221	<b>-88 488</b>
76455	MORVILLE-SUR-ANDELLE	141 974	1781,506726	1,510308154		302 330	<b>160 356</b>		37 336	<b>-104 638</b>
76456	MOTTEVILLE	171 493	2358,001366	1,35184413		270 609	<b>99 116</b>		33 419	<b>-138 074</b>
76457	MOULINEAUX	1 531 486	2283,108295	1,37243037		274 730	<b>-1 256 756</b>		33 928	<b>-1 497 558</b>
76458	MUCHEDENT	147 964	1424,75188	1,608371179		321 960	<b>173 996</b>		39 761	<b>-108 203</b>
76459	NESLE-HODENG	192 142	1451,634349	1,600981858		320 481	<b>128 339</b>		39 578	<b>-152 564</b>
76460	NESLE-NORMANDEUSE	128 525	2315,406302	1,363552452		272 953	<b>144 428</b>		33 708	<b>-94 817</b>
76461	NEUFBOSC	161 837	1031,007168	1,716601798		343 625	<b>181 788</b>		42 436	<b>-119 401</b>
76462	NEUFCHATEL-EN-BRAY	162 655	3943,89869	0,915920438		183 347	<b>20 692</b>		22 642	<b>-140 013</b>
76463	NEUF-MARCHE	197 069	1848,035556	1,492021035		298 669	<b>101 600</b>		36 884	<b>-160 185</b>
76464	NEUVILLE-CHANT-D'OISEL	441 743	1329,464468	1,634563316		327 203	<b>-114 540</b>		40 408	<b>-401 335</b>
76465	NEUVILLE-FERRIERES	180 311	1818,599354	1,500112314		300 289	<b>119 978</b>		37 084	<b>-143 227</b>
76467	NEVILLE	972 151	1142,320755	1,686004464		337 500	<b>-634 651</b>		41 680	<b>-930 471</b>
76468	NOINTOT	272 831	1218,297738	1,665120283		333 320	<b>60 489</b>		41 163	<b>-231 668</b>
76469	NOLLEVAL	147 162	1555,191549	1,572516562		314 782	<b>167 620</b>		38 874	<b>-108 288</b>
76470	NORMANVILLE	272 436	1390,066445	1,617905342		323 868	<b>51 432</b>		39 996	<b>-232 440</b>
76471	NORVILLE	343 214	1498,421369	1,588121271		317 906	<b>-25 308</b>		39 260	<b>-303 954</b>
76472	NOTRE-DAME-D'ALIERMONT	240 498	1098,757798	1,697978836		339 897	<b>99 399</b>		41 976	<b>-198 522</b>
76473	NOTRE-DAME-DE-BLIQUETUIT	232 969	1999,040708	1,450513478		290 360	<b>57 391</b>		35 858	<b>-197 111</b>
76474	NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE	624 793	3166,177714	1,129696572		226 140	<b>-398 653</b>		27 927	<b>-596 866</b>
76475	FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE	252 604	3662,087273	0,993383381		198 853	<b>-53 751</b>		24 557	<b>-228 047</b>
76476	NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON	6 873 548	26673,03041	0		0	<b>-6 873 548</b>		0	<b>-6 873 548</b>
76477	NOTRE-DAME-DU-BEC	197 525	1102,724138	1,696888588		339 679	<b>142 154</b>		41 949	<b>-155 576</b>
76478	NOTRE-DAME-DU-PARC	152 690	908,795775	1,750194667		350 350	<b>197 660</b>		43 267	<b>-109 423</b>
76479	NULLEMONT	148 347	1311,182609	1,639588544		328 209	<b>179 862</b>		40 532	<b>-107 815</b>
76480	OCQUEVILLE	445 987	1231,411894	1,661515528		332 598	<b>-113 389</b>		41 074	<b>-404 912</b>
76481	OCTEVILLE-SUR-MER	960 758	3985,415604	0,904508472		181 062	<b>-779 696</b>		22 360	<b>-938 398</b>
76482	OFFRANVILLE	790 602	4489,513741	0,765944445		153 325	<b>-637 277</b>		18 935	<b>-771 667</b>
76483	OHERVILLE	153 685	1502,751351	1,586931066		317 668	<b>163 983</b>		39 231	<b>-114 454</b>
76484	OISSEL	2 020 829	4898,148879	0,653620819		130 840	<b>-1 889 989</b>		16 158	<b>-2 004 671</b>
76485	OMONVILLE	153 129	780,905172	1,78534861		357 387	<b>204 258</b>		44 136	<b>-108 993</b>
76486	ORIVAL	505 093	1230,591856	1,661740936		332 643	<b>-172 450</b>		41 080	<b>-464 013</b>
76487	OSMOY-SAINT-VALERY	186 207	1856,814159	1,489608015		298 186	<b>111 979</b>		36 825	<b>-149 382</b>
76488	OUAINVILLE	48 397	1223,837782	1,663597463		333 015	<b>284 618</b>		41 126	<b>-7 271</b>
76489	OUDALLE	0	39135,01648	0		0	<b>0</b>		0	<b>0</b>
76490	OURVILLE-EN-CAUX	273 713	2477,50628	1,318995204		264 033	<b>-9 680</b>		32 607	<b>-241 106</b>
76491	OUVILLE-L'ABBAYE	221 129	1021,471284	1,719222975		344 150	<b>123 021</b>		42 501	<b>-178 628</b>
76492	OUVILLE-LA-RIVIERE	84 890	4402,943218	0,789740526		158 088	<b>73 198</b>		19 523	<b>-65 367</b>
76493	PALUEL	0	80202,49687	0		0	<b>0</b>		0	<b>0</b>
76494	PARC-D'ANXTOT	198 619	1252,779193	1,655642189		331 422	<b>132 803</b>		40 929	<b>-157 690</b>
76495	PAVILLY	716 757	1786,810664	1,508850233		302 038	<b>-414 719</b>		37 300	<b>-679 457</b>
76496	PENLY	0	17546,59887	0		0	<b>0</b>		0	<b>0</b>
76497	PETIT-COURONNE	8 951 613	7228,058174	0,013186759		2 640	<b>-8 948 973</b>		326	<b>-8 951 287</b>
76498	PETIT-QUEVILLY	783 071	3529,128822	1,029930349		206 169	<b>-576 902</b>		25 461	<b>-757 610</b>
76499	PETIVILLE	133 744	5983,666667	0,355239004		71 111	<b>-62 633</b>		8 782	<b>-124 962</b>

**Répartition des produits écartés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écartés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écartés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76500	PIERRECOURT	224 487	1436,628099	1,605106702		321 306	<b>96 819</b>		39 680	<b>-184 807</b>
76501	PIERREFIQUES	155 510	1297	1,64348699		328 989	<b>173 479</b>		40 629	<b>-114 881</b>
76502	PIERREVAL	147 888	976,066474	1,731703627		346 648	<b>198 760</b>		42 809	<b>-105 079</b>
76503	PISSY-POVILLE	268 640	1640,612056	1,549036591		310 082	<b>41 442</b>		38 294	<b>-230 346</b>
76504	PLEINE-SEVE	119 016	1734,789063	1,523149676		304 900	<b>185 884</b>		37 654	<b>-81 362</b>
76505	POMMEREUX	123 956	2171,728155	1,403045998		280 858	<b>156 902</b>		34 685	<b>-89 271</b>
76506	POMMEREVAL	159 003	1103,737179	1,696610128		339 623	<b>180 620</b>		41 942	<b>-117 061</b>
76507	PONTS-ET-MARAIS	109 048	3728,465144	0,975137757		195 201	<b>86 153</b>		24 106	<b>-84 942</b>
76508	POTERIE-CAP-D'ANTIFER	171 244	1272,935574	1,650101702		330 313	<b>159 069</b>		40 792	<b>-130 452</b>
76509	PREAUX	303 474	1652,894375	1,545660487		309 407	<b>5 933</b>		38 210	<b>-265 264</b>
76510	PRETOT-VICQUEMARE	161 059	1380,422819	1,620556134		324 399	<b>163 340</b>		40 062	<b>-120 997</b>
76511	PREUSEVILLE	145 898	1903,969512	1,476646183		295 591	<b>149 693</b>		36 504	<b>-109 394</b>
76512	PUISVALL	58 000	2164,606061	1,405003684		281 250	<b>223 250</b>		34 733	<b>-23 267</b>
76513	QUEVILLON	160 259	1163,395221	1,680211618		336 341	<b>176 082</b>		41 536	<b>-118 723</b>
76514	QUEVREVILLE-LA-POTERIE	422 550	1107	1,69571326		339 444	<b>-83 106</b>		41 920	<b>-380 630</b>
76515	QUIBERVILLE	174 086	1402,984148	1,614354587		323 158	<b>149 072</b>		39 908	<b>-134 178</b>
76516	QUIEVRECOURT	133 662	1942,822222	1,46596654		293 454	<b>159 792</b>		36 240	<b>-97 422</b>
76517	QUINCAMPOIX	370 316	2065,466248	1,432254751		286 705	<b>-83 611</b>		35 407	<b>-334 909</b>
76518	RAFFETOT	197 897	1879,742857	1,483305487		296 924	<b>99 027</b>		36 669	<b>-161 228</b>
76519	RAINFREVILLE	108 652	1392,530612	1,617228004		323 733	<b>215 081</b>		39 979	<b>-68 673</b>
76520	REALCAMP	292 980	1175,963317	1,676756961		335 649	<b>42 669</b>		41 451	<b>-251 529</b>
76521	REBETS	154 461	1172,28125	1,67776907		335 852	<b>181 391</b>		41 476	<b>-112 985</b>
76522	REMUJEE	275 142	935,593672	1,742828592		348 875	<b>73 733</b>		43 084	<b>-232 058</b>
76523	RETONVAL	156 150	883,834862	1,757055801		351 723	<b>195 573</b>		43 436	<b>-112 714</b>
76524	REUVILLE	55 098	4428,550388	0,782701752		156 679	<b>101 581</b>		19 349	<b>-35 749</b>
76525	RICARVILLE	170 530	1141,720635	1,686169422		337 533	<b>167 003</b>		41 684	<b>-128 846</b>
76526	RICARVILLE-DU-VAL	125 296	1112,968	1,694072805		339 115	<b>213 819</b>		41 879	<b>-83 417</b>
76527	RICHEMONT	243 541	1144,695198	1,685351789		337 370	<b>93 829</b>		41 664	<b>-201 877</b>
76528	RIEUX	125 182	2224,804918	1,388456517		277 938	<b>152 756</b>		34 324	<b>-90 858</b>
76529	RIVILLE	188 904	1396,528369	1,61612912		323 513	<b>134 609</b>		39 952	<b>-148 952</b>
76530	ROBERTOT	164 134	1124,581081	1,690880659		338 476	<b>174 342</b>		41 800	<b>-122 334</b>
76531	ROCQUEFORT	181 315	1280,673835	1,647974647		329 888	<b>148 573</b>		40 740	<b>-140 575</b>
76532	ROCQUEMONT	226 576	1149,462687	1,684041325		337 107	<b>110 531</b>		41 631	<b>-184 945</b>
76533	ROGERVILLE	540 839	20419,45663	0		0	<b>-540 839</b>		0	<b>-540 839</b>
76534	ROLLEVILLE	244 784	1422,318943	1,609039933		322 094	<b>77 310</b>		39 777	<b>-205 007</b>
76535	RONCHEROLLES-EN-BRAY	169 082	1475,85307	1,594324734		319 148	<b>150 066</b>		39 413	<b>-129 669</b>
76536	RONCHEROLLES-SUR-LE-VIVIER	217 776	1423,246575	1,60878495		322 043	<b>104 267</b>		39 771	<b>-178 005</b>
76537	RONCHOIS	162 618	1444,947368	1,602819942		320 849	<b>158 231</b>		39 623	<b>-122 995</b>
76538	ROSAY	160 874	964,014545	1,735016402		347 311	<b>186 437</b>		42 891	<b>-117 983</b>
76540	ROUEN	0	4567,360279	0,744546369		149 041	<b>149 041</b>		18 406	<b>18 406</b>
76541	ROUMARE	233 690	1552,085366	1,573370374		314 953	<b>81 263</b>		38 895	<b>-194 795</b>
76542	ROUTES	164 305	1190,28866	1,672819281		334 861	<b>170 556</b>		41 354	<b>-122 951</b>
76543	ROUVILLE	201 971	1313,40625	1,638977321		328 086	<b>126 115</b>		40 517	<b>-161 454</b>
76544	ROUVRAY-CATILLON	139 432	1747,050228	1,519779387		304 226	<b>164 794</b>		37 570	<b>-101 862</b>
76545	ROUXMESNIL-BOUETILLES	968 959	10697,01284	0		0	<b>-968 959</b>		0	<b>-968 959</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76546	ROYVILLE	131 088	1495,568465	1,588905463		318 063	<b>186 975</b>		39 279	<b>-91 809</b>
76547	RUE-SAINT-PIERRE	171 702	1641,424403	1,548813297		310 038	<b>138 336</b>		38 288	<b>-133 414</b>
76548	RY	147 951	1803,673502	1,504215059		301 110	<b>153 159</b>		37 186	<b>-110 765</b>
76549	SAANE-SAINT-JUST	150 336	1422,96732	1,60886171		322 058	<b>171 722</b>		39 773	<b>-110 563</b>
76550	SAHURS	210 550	1746,861789	1,519831184		304 236	<b>93 686</b>		37 572	<b>-172 978</b>
76551	SAINNEVILLE	195 211	1182,294749	1,675016608		335 301	<b>140 090</b>		41 408	<b>-153 803</b>
76552	SAINTE-ADRESSE	529 341	2879,417047	1,20851994		241 919	<b>-287 422</b>		29 876	<b>-499 465</b>
76553	SAINTE-AGATHE-D'ALIERMONT	171 201	1407,538983	1,613102576		322 907	<b>151 706</b>		39 877	<b>-131 324</b>
76554	SAINTE-AIGNAN-SUR-RY	186 661	1393,468531	1,616970193		323 681	<b>137 020</b>		39 973	<b>-146 688</b>
76555	SAINTE-ANDRE-SUR-CAILLY	232 257	1345,123377	1,630259072		326 341	<b>94 084</b>		40 302	<b>-191 955</b>
76556	SAINTE-ANTOINE-LA-FORET	331 258	1551,940928	1,573410076		314 961	<b>-16 297</b>		38 896	<b>-292 362</b>
76557	SAINTE-ARNOULT	392 831	886,505361	1,756321747		351 576	<b>-41 255</b>		43 418	<b>-349 413</b>
76558	SAINTE-AUBIN-CELLOVILLE	511 503	1146,17126	1,684946056		337 288	<b>-174 215</b>		41 654	<b>-469 849</b>
76559	SAINTE-AUBIN-DE-CRETOT	219 102	1028,910788	1,71717804		343 740	<b>124 638</b>		42 450	<b>-176 652</b>
76560	SAINTE-AUBIN-EPINAY	202 870	1170,416667	1,678281597		335 954	<b>133 084</b>		41 489	<b>-161 381</b>
76561	SAINTE-AUBIN-LES-ELBEUF	4 167 959	6278,940756	0,274075508		54 864	<b>-4 113 095</b>		6 775	<b>-4 161 184</b>
76562	SAINTE-AUBIN-LE-CAUF	150 362	2997,820282	1,175973839		235 404	<b>85 042</b>		29 071	<b>-121 291</b>
76563	SAINTE-AUBIN-ROUTOT	277 315	1104,232476	1,696473984		339 596	<b>62 281</b>		41 939	<b>-235 376</b>
76564	SAINTE-AUBIN-SUR-MER	138 368	1506,407216	1,58592616		317 467	<b>179 099</b>		39 206	<b>-99 162</b>
76565	SAINTE-AUBIN-SUR-SCIE	187 378	2351,582478	1,353608522		270 962	<b>83 584</b>		33 463	<b>-153 915</b>
76566	SAINTE-AUSTREBERTHE	191 587	1829,304729	1,497169673		299 700	<b>108 113</b>		37 012	<b>-154 575</b>
76567	SAINTE-BEUVE-EN-RIVIERE	164 699	1506,149733	1,585996936		317 481	<b>152 782</b>		39 207	<b>-125 492</b>
76568	SAINTE-CLAIR-SUR-LES-MONTS	228 173	1009,717431	1,722453816		344 797	<b>116 624</b>		42 581	<b>-185 592</b>
76569	SAINTE-COLOMBE	145 539	1608,92233	1,557747308		311 826	<b>166 287</b>		38 509	<b>-107 030</b>
76570	SAINTE-CRESPIN	0	5931,15411	0,369673398		74 000	<b>74 000</b>		9 139	<b>9 139</b>
76571	SAINTE-CROIX-SUR-BUCHY	200 546	1177,421818	1,676356056		335 569	<b>135 023</b>		41 441	<b>-159 105</b>
76572	SAINTE-DENIS-D'ACLON	123 175	1184,894009	1,674302136		335 158	<b>211 983</b>		41 390	<b>-81 785</b>
76573	SAINTE-DENIS-LE-THIBOULT	241 130	1285,570297	1,646628731		329 618	<b>88 488</b>		40 706	<b>-200 424</b>
76574	SAINTE-DENIS-SUR-SCIE	173 696	1548,863049	1,574256109		315 131	<b>141 435</b>		38 917	<b>-134 779</b>
76575	SAINTE-ETIENNE-DU-ROUVRAY	1 932 418	3924,580341	0,921230571		184 410	<b>-1 748 008</b>		22 774	<b>-1 909 644</b>
76576	SAINTE-EUSTACHE-LA-FORET	299 099	1225,519672	1,663135153		332 922	<b>33 823</b>		41 114	<b>-257 985</b>
76577	SAINTE-FOY	180 987	978,574572	1,731014213		346 510	<b>165 523</b>		42 792	<b>-138 195</b>
76578	SAINTE-GENEVIEVE	203 434	1316,099644	1,638236974		327 938	<b>124 504</b>		40 499	<b>-162 935</b>
76580	SAINTE-GEORGES-SUR-FONTAINE	181 817	1130,4599	1,689264718		338 153	<b>156 336</b>		41 760	<b>-140 057</b>
76581	SAINTE-GERMAIN-DES-ESSOURTS	172 765	1094,491713	1,699151477		340 132	<b>167 367</b>		42 005	<b>-130 760</b>
76582	SAINTE-GERMAIN-D'ETABLES	133 272	1606,153605	1,558508361		311 978	<b>178 706</b>		38 528	<b>-94 744</b>
76583	SAINTE-GERMAIN-SOUS-CAILLY	174 437	970,703704	1,733177719		346 943	<b>172 506</b>		42 846	<b>-131 591</b>
76584	SAINTE-GERMAIN-SUR-EAULNE	160 756	1276,089431	1,649234785		330 140	<b>169 384</b>		40 771	<b>-119 985</b>
76585	SAINTE-GILLES-DE-CRETOT	194 777	1058,137681	1,709144295		342 132	<b>147 355</b>		42 252	<b>-152 525</b>
76586	SAINTE-GILLES-DE-LA-NEUVILLE	210 696	1067,166667	1,706662452		341 635	<b>130 939</b>		42 190	<b>-168 506</b>
76587	SAINTE-HELENE-BONDEVILLE	277 476	1070,947518	1,70562319		341 427	<b>63 951</b>		42 165	<b>-235 311</b>
76588	SAINTE-HELLIER	153 701	1742,778761	1,520953507		304 461	<b>150 760</b>		37 599	<b>-116 102</b>
76589	SAINTE-HONORE	136 853	1674,07027	1,539839761		308 241	<b>171 388</b>		38 066	<b>-98 787</b>
76590	SAINTE-JACQUES-D'ALIERMONT	155 614	916,436747	1,748094354		349 929	<b>194 315</b>		43 215	<b>-112 399</b>
76591	SAINTE-JACQUES-SUR-DARNETAL	339 851	2107,086538	1,420814369		284 415	<b>-55 436</b>		35 124	<b>-304 727</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76592	SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE	199 483	2543,648	1,300814492		260 394	<b>60 911</b>		32 157	<b>-167 326</b>
76593	SAINT-JEAN-DE-LA-NEUVILLE	163 930	1964,830928	1,459916895		292 243	<b>128 313</b>		36 091	<b>-127 839</b>
76594	SAINT-JEAN-DU-CARDONNAY	201 635	2023,478161	1,44379623		289 016	<b>87 381</b>		35 692	<b>-165 943</b>
76595	SAINT-JOUIN-BRUNEVAL	27 332	6728,671285	0,150455782		30 118	<b>2 786</b>		3 719	<b>-23 613</b>
76596	SAINT-LAURENT-DE-BREVEDENT	1 248 232	1209,013981	1,667672156		333 831	<b>-914 401</b>		41 226	<b>-1 207 006</b>
76597	SAINT-LAURENT-EN-CAUX	217 752	1643,692612	1,548189823		309 913	<b>92 161</b>		38 273	<b>-179 479</b>
76598	SAINT-LEGER-AUX-BOIS	212 935	1089,700611	1,700468431		340 396	<b>127 461</b>		42 037	<b>-170 898</b>
76599	SAINT-LEGER-DU-BOURG-DENIS	327 137	2287,157721	1,371317284		274 507	<b>-52 630</b>		33 900	<b>-293 237</b>
76600	SAINT-LEONARD	307 984	2168,274421	1,403995343		281 048	<b>-26 936</b>		34 708	<b>-273 276</b>
76602	SAINT-MACLOU-DE-FOLLEVILLE	200 867	1471,361582	1,595559332		319 395	<b>118 528</b>		39 444	<b>-161 423</b>
76603	SAINT-MACLOU-LA-BRIERE	210 872	809,336427	1,777533566		355 822	<b>144 950</b>		43 942	<b>-166 930</b>
76604	SAINT-MARDS	153 524	1392,183575	1,617323395		323 752	<b>170 228</b>		39 982	<b>-113 542</b>
76605	SAINTE-MARGUERITE-SUR-MER	170 746	1610,596317	1,55728717		311 734	<b>140 988</b>		38 498	<b>-132 248</b>
76606	MORIENNE	165 911	862,179283	1,76300838		352 915	<b>187 004</b>		43 583	<b>-122 328</b>
76607	SAINTE-MARGUERITE-SUR-FAUVILLE	166 052	915,977444	1,748220605		349 954	<b>183 902</b>		43 218	<b>-122 834</b>
76608	SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR	385 317	1020,864901	1,719389654		344 183	<b>-41 134</b>		42 505	<b>-342 812</b>
76609	SAINTE-MARIE-AU-BOSC	153 587	1072,90991	1,705083777		341 319	<b>187 732</b>		42 151	<b>-111 436</b>
76610	SAINTE-MARIE-DES-CHAMPS	285 613	2744,747754	1,245537176		249 329	<b>-36 284</b>		30 791	<b>-254 822</b>
76611	SAINT-MARTIN-AUX-ARBRES	164 823	1891,593857	1,480047942		296 272	<b>131 449</b>		36 588	<b>-128 235</b>
76612	SAINT-MARTIN-AU-BOSC	176 264	1200,09375	1,670124106		334 321	<b>158 057</b>		41 287	<b>-134 977</b>
76613	SAINT-MARTIN-AUX-BUNEAUX	179 612	1680,766075	1,537999251		307 873	<b>128 261</b>		38 021	<b>-141 591</b>
76614	SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE	244 466	1680,52652	1,538065098		307 886	<b>63 420</b>		38 022	<b>-206 444</b>
76615	SAINT-MARTIN-DU-BEC	236 920	935,753799	1,742784577		348 866	<b>111 946</b>		43 083	<b>-193 837</b>
76616	SAINT-MARTIN-DU-MANOIR	928 289	1131,152079	1,689074455		338 115	<b>-590 174</b>		41 756	<b>-886 533</b>
76617	SAINT-MARTIN-DU-VIVIER	215 116	2386,596796	1,343983958		269 035	<b>53 919</b>		33 225	<b>-181 891</b>
76618	SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE	180 342	21630,7087	0		0	<b>-180 342</b>		0	<b>-180 342</b>
76619	SAINT-MARTIN-LE-GAILLARD	193 832	1841,815385	1,493730805		299 011	<b>105 179</b>		36 926	<b>-156 906</b>
76620	SAINT-MARTIN-L'HORTIER	162 446	1331,145	1,63410138		327 110	<b>164 664</b>		40 397	<b>-122 049</b>
76621	SAINT-MARTIN-OSMONVILLE	241 884	1244,376048	1,657952005		331 885	<b>90 001</b>		40 986	<b>-200 898</b>
76622	SAINT-MAURICE-D'ETELAN	154 541	2087,461538	1,426208793		285 495	<b>130 954</b>		35 257	<b>-119 284</b>
76623	SAINT-MICHEL-D'HALESCOURT	130 148	1867,056452	1,486792664		297 622	<b>167 474</b>		36 755	<b>-93 393</b>
76624	SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT	1 162 935	4619,900438	0,730104388		146 150	<b>-1 016 784</b>		18 049	<b>-1 144 886</b>
76625	SAINT-NICOLAS-DE-BLIQUETUIT	247 292	1081,524904	1,70271573		340 845	<b>93 553</b>		42 093	<b>-205 199</b>
76626	SAINT-NICOLAS-DE-LA-HAIE	197 269	930,352632	1,744269224		349 164	<b>151 895</b>		43 120	<b>-154 149</b>
76627	SAINT-NICOLAS-DE-LA-TAILLE	355 231	2560,465792	1,2961917		259 468	<b>-95 763</b>		32 043	<b>-323 188</b>
76628	SAINT-OUEN-DU-BREUIL	190 674	2018,510324	1,445161765		289 289	<b>98 615</b>		35 726	<b>-154 948</b>
76629	SAINT-OUEN-LE-MAUGER	145 660	1138,325967	1,687102532		337 720	<b>192 060</b>		41 707	<b>-103 953</b>
76630	SAINT-OUEN-SOUS-BAILLY	207 174	1451,097826	1,601129334		320 510	<b>113 336</b>		39 581	<b>-167 593</b>
76631	SAINT-PAER	313 729	1376,162755	1,62172712		324 633	<b>10 904</b>		40 091	<b>-273 638</b>
76632	SAINT-PIERRE-BENOUVILLE	169 770	1792,439528	1,507302999		301 728	<b>131 958</b>		37 262	<b>-132 508</b>
76634	SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE	226 720	1135,112821	1,687985746		337 897	<b>111 177</b>		41 729	<b>-184 991</b>
76635	SAINT-PIERRE-DES-JONQUIERES	143 890	1402,669065	1,614441195		323 175	<b>179 285</b>		39 911	<b>-103 979</b>
76636	SAINT-PIERRE-DE-VARENCEVILLE	298 632	2184,566859	1,399516958		280 152	<b>-18 480</b>		34 597	<b>-264 035</b>
76637	SAINT-PIERRE-EN-PORT	388 303	1545,525123	1,575173621		315 314	<b>-72 989</b>		38 940	<b>-349 364</b>
76638	SAINT-PIERRE-EN-VAL	260 171	1029,688953	1,716964142		343 698	<b>83 527</b>		42 445	<b>-217 726</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/ PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76639	SAINT-PIERRE-LAVIS	143 585	1586,350365	1,563951779		313 068	<b>169 483</b>		38 662	<b>-104 923</b>
76640	SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF	4 074 645	3090,845087	1,150403636		230 285	<b>-3 844 360</b>		28 439	<b>-4 046 206</b>
76641	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	154 321	1718,310638	1,527679185		305 807	<b>151 486</b>		37 766	<b>-116 555</b>
76642	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	154 896	1588,861111	1,563261637		312 930	<b>158 034</b>		38 645	<b>-116 251</b>
76643	SAINT-QUENTIN-AU-BOSC	116 306	2101,642857	1,422310702		284 715	<b>168 409</b>		35 161	<b>-81 145</b>
76644	SAINT-REMY-BOSCROCOURT	182 575	1841,828369	1,493727236		299 011	<b>116 436</b>		36 926	<b>-145 649</b>
76645	SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE	168 147	1349,026667	1,629186155		326 126	<b>157 979</b>		40 275	<b>-127 872</b>
76646	SAINT-RIQUIER-ES-PLAINS	687 726	1027,192182	1,717650442		343 835	<b>-343 890</b>		42 462	<b>-645 264</b>
76647	SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC	1 556 705	2023,74378	1,443723218		289 001	<b>-1 267 704</b>		35 690	<b>-1 521 015</b>
76648	SAINT-SAENS	315 959	1563,79777	1,570150926		314 309	<b>-1 650</b>		38 816	<b>-277 143</b>
76649	SAINT-SAIRE	212 031	1100,393214	1,697529301		339 807	<b>127 776</b>		41 965	<b>-170 066</b>
76650	SAINT-SAUVEUR-D'EMALLEVILLE	274 775	2052,150628	1,435914883		287 438	<b>12 663</b>		35 497	<b>-239 278</b>
76651	SAINT-SYLVAIN	373 610	1010,93913	1,722118002		344 729	<b>-28 881</b>		42 572	<b>-331 038</b>
76652	SAINT-VAAST-D'EQUIQUEVILLE	170 656	1048,973199	1,711663383		342 637	<b>171 981</b>		42 314	<b>-128 342</b>
76653	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	189 999	1492,768194	1,589675188		318 217	<b>128 218</b>		39 298	<b>-150 701</b>
76654	SAINT-VAAST-DU-VAL	181 824	984,580328	1,72936338		346 180	<b>164 356</b>		42 752	<b>-139 072</b>
76655	SAINT-VALERY-EN-CAUX	4 382 581	2214,47671	1,391295485		278 506	<b>-4 104 075</b>		34 394	<b>-4 348 187</b>
76656	SAINT-VICTOR-L'ABBAYE	192 826	967,633871	1,734021539		347 112	<b>154 286</b>		42 867	<b>-149 959</b>
76657	SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE	49 163	15252,01153	0		0	<b>-49 163</b>		0	<b>-49 163</b>
76658	SAINT-VINCENT-CRAMESNIL	256 567	1085,066132	1,701742334		340 651	<b>84 084</b>		42 069	<b>-214 498</b>
76659	SAINT-WANDRILLE-RANCON	183 837	4344,169449	0,805895972		161 322	<b>-22 515</b>		19 923	<b>-163 914</b>
76660	SANDOUVILLE	96 950	90843,55615	0		0	<b>-96 950</b>		0	<b>-96 950</b>
76662	SASSETOT-LE-MALGARDE	127 354	1308,62	1,640292942		328 350	<b>200 996</b>		40 550	<b>-86 804</b>
76663	SASSETOT-LE-MAUCONDUIT	722 278	2045,259516	1,437809078		287 817	<b>-434 461</b>		35 544	<b>-686 734</b>
76664	SASSEVILLE	484 665	9315,916376	0		0	<b>-484 665</b>		0	<b>-484 665</b>
76665	SAUCHAY	174 027	941,472554	1,741212634		348 552	<b>174 525</b>		43 044	<b>-130 983</b>
76666	SAUMONT-LA-POTERIE	175 778	1723,632353	1,526216378		305 514	<b>129 736</b>		37 730	<b>-138 048</b>
76667	SAUQUEVILLE	126 071	2382,394667	1,345139019		269 267	<b>143 196</b>		33 253	<b>-92 818</b>
76668	SAUSSAY	148 028	1733,456954	1,52351584		304 974	<b>156 946</b>		37 663	<b>-110 365</b>
76669	SAUSSEUZEMARE-EN-CAUX	170 653	800,621134	1,779929183		356 302	<b>185 649</b>		44 002	<b>-126 651</b>
76670	SENNEVILLE-SUR-FECAMP	202 680	1128,225266	1,689878963		338 276	<b>135 596</b>		41 775	<b>-160 905</b>
76671	SEPT-MEULES	142 008	1276,895349	1,649013258		330 095	<b>188 087</b>		40 765	<b>-101 243</b>
76672	SERQUEUX	192 040	1798,977626	1,505505838		301 368	<b>109 328</b>		37 218	<b>-154 822</b>
76673	SERVAVILLE-SALMONVILLE	213 506	1204,568919	1,668893993		334 075	<b>120 569</b>		41 257	<b>-172 249</b>
76674	SEVIS	162 563	1211,953795	1,666864075		333 669	<b>171 106</b>		41 207	<b>-121 356</b>
76675	SIERVILLE	238 844	1219,008178	1,664925001		333 281	<b>94 437</b>		41 159	<b>-197 685</b>
76676	SIGY-EN-BRAY	209 852	1604,314332	1,559013931		312 080	<b>102 228</b>		38 540	<b>-171 312</b>
76677	SMERMESNIL	162 440	787,943662	1,783413904		356 999	<b>194 559</b>		44 088	<b>-118 352</b>
76678	SOMMERY	218 679	1403,802099	1,614129752		323 113	<b>104 434</b>		39 903	<b>-178 776</b>
76679	SOMMESNIL	126 926	1529,472527	1,57958608		316 198	<b>189 272</b>		39 049	<b>-87 877</b>
76680	SORQUAINVILLE	126 449	1083,090909	1,702285274		340 759	<b>214 310</b>		42 082	<b>-84 367</b>
76681	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	2 629 293	3255,959779	1,105017718		221 200	<b>-2 408 093</b>		27 317	<b>-2 601 976</b>
76682	SOTTEVILLE-SOUS-LE-VAL	113 916	2690,035336	1,260576258		252 339	<b>138 423</b>		31 163	<b>-82 753</b>
76683	SOTTEVILLE-SUR-MER	411 487	1474,87885	1,594592523		319 202	<b>-92 286</b>		39 420	<b>-372 068</b>
76684	TANCARVILLE	233 944	2596,103957	1,286395655		257 508	<b>23 564</b>		31 801	<b>-202 143</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/ PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76685	THEROULDEVILLE	196 315	2076,389362	1,429252259		286 104	<b>89 789</b>		35 333	<b>-160 982</b>
76686	THEUVILLE-AUX-MAILLOTS	186 952	1143,679335	1,685631024		337 425	<b>150 473</b>		41 670	<b>-145 282</b>
76688	THIERGEVILLE	199 033	1607,753205	1,558068671		311 890	<b>112 857</b>		38 517	<b>-160 516</b>
76689	THIETREVILLE	200 230	1011,485075	1,721967935		344 699	<b>144 469</b>		42 569	<b>-157 661</b>
76690	THIL-MANNEVILLE	201 937	961,113684	1,735813776		347 471	<b>145 534</b>		42 911	<b>-159 026</b>
76691	THIL-RIBERPRE	122 664	2028,80597	1,442331748		288 722	<b>166 058</b>		35 656	<b>-87 008</b>
76692	THIOUVILLE	156 124	1394,856061	1,616588795		323 605	<b>167 481</b>		39 964	<b>-116 160</b>
76693	TILLEUL	192 648	1547,503925	1,574629698		315 205	<b>122 557</b>		38 926	<b>-153 722</b>
76694	TOCQUEVILLE-EN-CAUX	146 548	1169,913043	1,678420031		335 982	<b>189 434</b>		41 492	<b>-105 056</b>
76695	TOCQUEVILLE-LES-MURS	165 714	1064,253275	1,707463271		341 796	<b>176 082</b>		42 210	<b>-123 504</b>
76696	TOCQUEVILLE-SUR-EU	148 311	1157,128834	1,681934092		336 685	<b>188 374</b>		41 579	<b>-106 732</b>
76697	TORCY-LE-GRAND	220 209	1142,572816	1,685935179		337 486	<b>117 277</b>		41 678	<b>-178 531</b>
76698	TORCY-LE-PETIT	111 692	2422,378819	1,334148371		267 067	<b>155 375</b>		32 981	<b>-78 711</b>
76699	TORP-MESNIL	152 646	1321,292776	1,636809511		327 652	<b>175 006</b>		40 464	<b>-112 182</b>
76700	TOTES	167 687	2009,740937	1,447572251		289 771	<b>122 084</b>		35 785	<b>-131 902</b>
76701	TOUFFREVILLE-LA-CABLE	288 332	975,08169	1,731974319		346 702	<b>58 370</b>		42 816	<b>-245 516</b>
76702	TOUFFREVILLE-LA-CORBELINE	291 646	1239,427007	1,659312373		332 157	<b>40 511</b>		41 020	<b>-250 626</b>
76703	TOUFFREVILLE-SUR-EU	153 048	1165,336406	1,679678034		336 234	<b>183 186</b>		41 523	<b>-111 525</b>
76704	TOURVILLE-LA-CHAPELLE	205 251	1082,84696	1,702352329		340 773	<b>135 522</b>		42 084	<b>-163 167</b>
76705	TOURVILLE-LA-RIVIERE	795 701	9941,628067	0		0	<b>-795 701</b>		0	<b>-795 701</b>
76706	TOURVILLE-LES-IFS	213 056	1551,590018	1,573506533		314 981	<b>101 925</b>		38 899	<b>-174 157</b>
76707	TOURVILLE-SUR-ARQUES	219 586	1051,359375	1,711007483		342 505	<b>122 919</b>		42 298	<b>-177 288</b>
76708	TOUSSAINT	191 646	1303,753138	1,641630721		328 618	<b>136 972</b>		40 583	<b>-151 063</b>
76709	TRAIT	188 361	7006,277788	0,074148666		14 843	<b>-173 518</b>		1 833	<b>-186 528</b>
76710	TREMAUVILLE	126 678	1843,940594	1,493146638		298 894	<b>172 216</b>		36 912	<b>-89 766</b>
76711	TREPORT	405 771	6298,184147	0,268785979		53 805	<b>-351 966</b>		6 645	<b>-399 126</b>
76712	TRINITE-DU-MONT	323 903	964,903077	1,734772167		347 262	<b>23 359</b>		42 885	<b>-281 018</b>
76713	TRIQUEVILLE	581 866	1017,48324	1,720319189		344 369	<b>-237 497</b>		42 528	<b>-539 338</b>
76714	TROIS-PIERRES	218 683	1026,735537	1,717775963		343 860	<b>125 177</b>		42 465	<b>-176 218</b>
76715	TROUVILLE	241 766	1638,001779	1,549754091		310 226	<b>68 460</b>		38 311	<b>-203 455</b>
76716	TURRETOT	835 699	791,787835	1,782357237		356 788	<b>-478 911</b>		44 062	<b>-791 637</b>
76717	VAL-DE-LA-HAYE	134 670	3645,649752	0,997901646		199 757	<b>65 087</b>		24 669	<b>-110 001</b>
76718	VALLIQUERVILLE	306 045	2430,494533	1,331917563		266 620	<b>-39 425</b>		32 926	<b>-273 119</b>
76719	VALMONT	421 235	1762,054108	1,515655194		303 400	<b>-117 835</b>		37 468	<b>-383 767</b>
76720	VARENDEVILLE-SUR-MER	237 212	1813,972894	1,501384013		300 543	<b>63 331</b>		37 116	<b>-200 096</b>
76721	VARENEVILLE-BRETTEVILLE	182 072	1544,926174	1,575338258		315 347	<b>133 275</b>		38 944	<b>-143 128</b>
76723	VASSONVILLE	180 885	909,636637	1,749963535		350 303	<b>169 418</b>		43 261	<b>-137 624</b>
76724	VATIERVILLE	141 998	1107,846847	1,695480483		339 397	<b>197 399</b>		41 914	<b>-100 084</b>
76725	VATTETOT-SOUS-BEAUMONT	229 295	1071,717131	1,705411642		341 385	<b>112 090</b>		42 159	<b>-187 136</b>
76726	VATTETOT-SUR-MER	152 974	1358,732095	1,626518374		325 592	<b>172 618</b>		40 209	<b>-112 765</b>
76727	VATTEVILLE-LA-RUE	329 171	1558,14862	1,571703736		314 620	<b>-14 551</b>		38 854	<b>-290 317</b>
76728	VAUPALIERE	278 914	5349,912264	0,529442311		105 982	<b>-172 932</b>		13 088	<b>-265 826</b>
76729	VEAUVILLE-LES-BAONS	257 739	1146,436735	1,684873083		337 274	<b>79 535</b>		41 652	<b>-216 087</b>
76730	VEAUVILLE-LES-QUELLES	154 898	1343,09009	1,630817972		326 453	<b>171 555</b>		40 315	<b>-114 583</b>
76731	VENESTANVILLE	148 855	883,422078	1,757169265		351 746	<b>202 891</b>		43 439	<b>-105 416</b>

**Répartition des produits écrêtés sur la totalité des bases des communes  
en fonction de l'écart du PF par habitant par rapport au PF moyen par habitant  
de l'ensemble des communes**

N° Insee	Commune	Attributions perçues au titre du FDPTP actuel	PF par habitant	Nombre de points: 2-(PF par habitant/ PF moyen par habitant de l'ensemble des communes du département)	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale sans plafonnement (219 933 376 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels	Valeur de points: produits écrêtés à 3 fois la moyenne nationale avec plafonnement (27 160 739 F)/somme des nombres de points	Attribution: valeur de point x nbre de point	Gain ou perte par rapport à la répartition des FDPTP actuels
76732	BUTOT-VENESVILLE	148 560	936,666667	1,742533653		348 816	200 256		43 077	-105 483
76733	VENTES-SAINT-REMY	149 586	918,356522	1,747566656		349 824	200 238		43 202	-106 384
76734	VERGETOT	183 315	1246,15	1,657464389		331 787	148 472		40 974	-142 341
76735	VEULES-LES-ROSES	540 499	2079,751616	1,428328059		285 919	-254 580		35 310	-505 190
76736	VEULETTES-SUR-MER	0	1904,534759	1,47649081		295 560	295 560		36 500	36 500
76737	VIBEUF	205 012	1218,722533	1,665003517		333 296	128 284		41 161	-163 851
76738	VIEUX-MANOIR	207 252	1188,691589	1,673258276		334 949	127 697		41 365	-165 887
76739	VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE	146 218	3934,684438	0,918453207		183 854	37 636		22 705	-123 513
76740	VIEUX-RUE	164 907	1901,635468	1,477287753		295 720	130 813		36 520	-128 387
76741	VILLAINVILLE	166 185	1537,841216	1,577285736		315 737	149 552		38 992	-127 193
76742	VILLEQUIER	349 160	2054,672131	1,435221785		287 299	-61 861		35 480	-313 680
76743	VILLERS-ECALLES	41 498	5303,828699	0,542109536		108 518	67 020		13 401	-28 097
76744	VILLERS-SOUS-FOUCARMONT	136 770	2069,595	1,43111986		286 478	149 708		35 379	-101 391
76745	VILLY-SUR-YERES	133 683	1357,759259	1,626785783		325 646	191 963		40 216	-93 467
76746	VINNEMERVILLE	165 485	1129,704641	1,68947232		338 194	172 709		41 765	-123 720
76747	VIRVILLE	158 304	894,362963	1,754161888		351 144	192 840		43 365	-114 939
76748	VITTEFLEUR	257 478	1386,119611	1,618990228		324 085	66 608		40 023	-217 454
76749	WANCHY-CAPVAL	206 963	1457,282192	1,599429406		320 170	113 207		39 539	-167 424
76750	YAINVILLE	37 672	8771,119492	0		0	-37 672		0	-37 672
76751	YEBLERON	297 649	1299,080681	1,642915063		328 875	31 226		40 614	-257 035
76752	YERVILLE	350 247	2333,53007	1,35857068		271 955	-78 292		33 585	-316 662
76753	YMARE	335 066	4660,616387	0,718912587		143 910	-191 156		17 772	-317 294
76754	YPORT	112 456	1497,467643	1,588383426		317 959	205 503		39 266	-73 190
76755	YPREVILLE-BIVILLE	182 542	1699,094624	1,532961189		306 864	124 322		37 896	-144 646
76756	YQUEBEUF	172 604	1368,663717	1,623788419		325 046	152 442		40 142	-132 462
76757	YVECRIQUE	250 123	901,772866	1,75212509		350 736	100 613		43 314	-206 809
76758	YVETOT	1 186 821	2382,444414	1,345125344		269 264	-917 557		33 253	-1 153 568
76759	YVILLE-SUR-SEINE	160 674	1364,953125	1,624808368		325 250	164 576		40 167	-120 507
	<b>TOTAL:</b>	<b>261 630 599</b>		<b>1 099</b>		<b>219 933 376</b>	<b>-41 697 223</b>		<b>27 160 739</b>	<b>-234 469 860</b>